



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

22<sup>e</sup> Législature — 4<sup>e</sup> session

Vol. 2 - Séances du 2 mars au 1<sup>er</sup> avril 1948

**1948**

Texte établi par Frédéric Roussel-Beaulieu, Donald Chouinard  
et Josée Levasseur

---

Orateur : l'honorable Alexandre Taché









# **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**22e Législature - 4e session**

**Vol. 2 - Séances du 2 mars au 1<sup>er</sup> avril 1948**

**1948**



## Première séance du mardi 2 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 191 accordant certains pouvoirs à la ville de Montréal-Est et ratifiant certains règlement et contrat;
- bill 204 modifiant la loi des dentistes de Québec;
- bill 164 relatif à la constitution en corporation de la ville de Cadillac;
- bill 113 constituant en corporation la cité de Rouyn;
- bill 184 modifiant la charte de la ville de Noranda.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 185 constituant en corporation la ville du Lac-Saint-Joseph-Est ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer à sa demande.

Le rapport est adopté.

## Projets de loi:

**Ratification de règlement et  
contrat pour Montréal-Est,  
loi des dentistes, Cadillac,  
Rouyn, charte de Noranda**

Du consentement unanime, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier, l'un après l'autre, les bills suivants:

- bill 191 accordant certains pouvoirs à la ville de Montréal-Est et ratifiant certains règlement et contrat;

- bill 204 modifiant la loi des dentistes de Québec;
- bill 164 relatif à la constitution en corporation de la ville de Cadillac;
- bill 113 constituant en corporation la cité de Rouyn;
- bill 184 modifiant la charte de la ville de Noranda.

## En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie lesdits bills séparément, article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté les bills 191, 204, 164, 113 et 184 sans les amender.

**Ratification de règlement et  
contrat pour Montréal-Est**

**M. Caron (Maskinongé)** propose que le bill 191 accordant certains pouvoirs à la ville de Montréal-Est et ratifiant certains règlement et contrat soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Loi des dentistes

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill 204 modifiant la loi des dentistes de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Cadillac

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose que le bill 164 relatif à la constitution en corporation de la ville de Cadillac soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Rouyn

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose que le bill 113 constituant en corporation la cité de Rouyn soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Charte de Noranda

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill 184 modifiant la charte de la ville de Noranda soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Questions et réponses:

#### J.-E. Bleau

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):**  
1. M. J.-E. Bleau, de la cité de Montréal, occupe-t-il un emploi dans le département du Secrétaire de la province?

2. Dans l'affirmative:

a) Quelles sont ses fonctions?

b) Quel est son salaire?

c) À quelle date a-t-il été nommé?

d) Est-il encore en fonctions actuellement?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Oui.

2. a) Secrétaire particulier à Montréal;

b) \$3,600;

c) Le 1<sup>er</sup> octobre 1944;

d) Oui.

### Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1948-1949 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 27 février dernier, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'ai suivi avec intérêt les remarques du trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) au sujet du centenaire de l'emploi du français comme langue officielle dans le Parlement du Canada, après l'Acte de l'Union. Je n'ai pas l'intention de discuter cette partie de son discours. Je me contenterai de faire une partie de mes commentaires en français par courtoisie à son égard et en signe d'amitié pour mes compatriotes de langue française.

(Applaudissements à gauche)

Dans le passé, les trésoriers provinciaux ont donné à la Chambre, dans leurs discours du budget, un exposé complet, objectif et impartial de la situation financière du gouvernement de la province et de son programme économique. Depuis l'avènement de l'Union nationale, en 1944, et la nomination du député de Matane (l'honorable M. Gagnon) comme trésorier provincial, cette objectivité est disparue et les discours du budget sont devenus longs et ont pris de plus en plus la forme de pamphlets politiques. Je trouve que c'est un cas où le respect de la tradition nous aurait apporté des avantages considérables.

Cette année, avec sa finesse et son habileté, le trésorier a fait des déclarations qui sont de nature à induire le public en erreur. De plus, les états ont été préparés de telle façon qu'ils ne démontrent pas clairement les sommes formidables et le montant réel que le gouvernement prélève des contribuables en taxes de toutes sortes. Le trésorier cache et diminue également par toutes sortes d'expédients les sommes énormes que dépense le gouvernement; par conséquent, la vérité entière n'est pas révélée au public, qui a raison de se demander où va son argent.

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie)** interrompt le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler).

**M. l'Orateur** rappelle à l'ordre le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Côté).

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Dans les chiffres de la première année, 1946-1947, le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) ne montre qu'une partie des revenus du fonds d'éducation; les revenus provenant du fonds de l'assistance publique sont enlevés des dépenses, de même que les contributions municipales à l'assistance publique, aux unités sanitaires, etc. En 1947-1948, ni le revenu ni les dépenses du fonds d'éducation figurent dans les totaux, ni au revenu ni aux dépenses de la province. Pour 1948-1949, le revenu et les dépenses

du fonds d'éducation sont à part et les contributions municipales n'apparaissent pas non plus. J'ai l'intention d'exposer la véritable situation et de montrer les revenus réels que le gouvernement perçoit et qu'il dépense presque en entier.

Prenons l'exercice de 1946-1947. D'après les chiffres que nous présentent les *Comptes publics*, le revenu déclaré pour l'année 1946-1947 s'est élevé à la somme de \$133,405,156. Afin, de déterminer le revenu réel, il faut y ajouter les items suivants:

<b>A Revenu crédité au fonds d'assistance publique :</b>			
Taxes d'amusement .....	\$1,885,377		
Taxes sur les repas .....	\$2,040,253		
Taxes sur les courses .....	\$ 243,163		
Commission des liqueurs ....	<u>\$1,000,000</u>	\$	5,168,793
<b>B Revenu crédité au fonds d'éducation :</b>			
Une partie du fonds est comprise dans le revenu général mais les items suivants doivent être ajoutés:			
Taxes sur l'électricité .....	\$1,566,103		
Contribution d'Hydro-Québec .....	\$2,800,000		
Partie de la taxe de vente ....	\$3,535,593		
Droits de coupe et divers .....	<u>\$ 112,594</u>	\$	8,014,291
<b>C Revenu déduit de certaines dépenses :</b>			
Taxe de chômage .....	\$1,500,866		
Droits de coupe payés au fonds de l'éducation .....	\$ 405,560		
Certains droits payés par timbres .....	\$ 773,330		
Payé par municipalités à divers fonds .....	<u>\$2,981,246</u>	\$	5,661,002
<b>Revenu du gouvernement .....</b>			<b>\$152,249,243</b>

En tout, une somme d'environ \$20,000,000. Ceci veut dire que le total du revenu réellement à la disposition du gouvernement a été \$152,249,243 au lieu de \$133,405,156. Le revenu de 1946-1947 a dépassé de \$33,000,000 le montant estimé par le trésorier dans son discours du mois de mars 1946. C'est 30 % de plus. Nouveau record.

Pour s'expliquer, le trésorier nous dit qu'il y a deux causes: la prospérité actuelle de l'industrie et du commerce et une meilleure organisation des services de perception. Pense-t-il que le public croit à cette explication? Les contribuables ne sont pas des enfants d'école. La vérité, c'est que, intentionnellement ou par maladresse, dans l'exposé de sa gestion financière, le grand argentier de la province a sous-estimé les revenus de la province, et le gouvernement a prélevé beaucoup trop de taxes, et même plus qu'il

lui était nécessaire d'imposer pour faire face aux dépenses nécessaires et raisonnables. Le revenu réel de 1946-1947, que je détermine à \$152,249,243, constitue, évidemment un nouveau record. Jamais le peuple n'a été autant taxé et cependant le trésorier se vante d'un surplus de \$2,184,694.

De plus, la disposition faite par le gouvernement du surplus du fonds d'éducation en 1946-1947 n'est pas conforme aux principes d'une saine administration. Pour cette année, la première de l'existence de ce fonds, son revenu se chiffrait à \$14,179,775. À même cette somme, le département de l'Instruction publique a versé des subventions de \$8,014,291. Il restait donc un surplus de \$6,165,484 que le gouvernement a ajouté au revenu ordinaire et qu'il a employé pour rencontrer d'autres dépenses, telles que la construction de routes. Or, selon la loi, ce fonds doit servir exclusivement aux fins éducatives. Le gouvernement s'en est servi pour faire des extravagances, et c'est seulement par ce jeu de comptabilité que le trésorier peut prétendre avoir réalisé un surplus global fictif de \$2,184,694<sup>1</sup> pour l'exercice 1946-1947. On devrait garder le surplus en réserve pour l'année suivante, au lieu de l'employer à se faire un surplus. S'il avait réservé la somme de \$6,165,484, résidu du fonds d'éducation, pour l'exercice 1947-1948, selon les principes de la comptabilité élémentaire, il aurait réalisé un déficit réel de \$3,980,590.

Le procédé ne convenait pas au gouvernement parce qu'il avait dépensé l'argent pour d'autres fins et il n'aurait pas pu se vanter non plus d'une réduction de \$14,496,262 sur la dette nette.

La loi pour assurer le progrès de l'éducation a eu l'effet de transporter l'autonomie fiscale des corporations scolaires à la Commission municipale et de lui donner un contrôle absolu des budgets scolaires. Cette loi n'a pas été reçue avec enthousiasme par les corporations scolaires de la province, et le contrôle de leurs affaires par un instrument du gouvernement deviendra intolérable si le gouvernement n'observe pas scrupuleusement les dispositions de la loi qui l'oblige à employer l'argent prélevé pour des fins éducatives.

(Applaudissements à gauche)

Pour l'année fiscale, 1947-1948, le trésorier prévoit un revenu de l'ordre de \$166,980,000. Mais, là encore, en faisant l'examen des chiffres qu'il nous a fournis, je constate que le revenu du fonds d'éducation s'élevant à \$19,800,000 ne fait pas partie du grand total, et qu'il faut par conséquent l'ajouter pour déterminer le revenu de l'année. J'estime donc que les revenus seront de \$186,780,000, soit

\$25,000,000 de plus que la somme estimée par le trésorier au mois de mars 1947.

Il (M. Marler) ne veut pas attribuer de motifs au trésorier, mais il croit que la raison de cette sous-estimation du revenu de 1947-1948 comme en 1946-1947 était de lui donner une chance d'imposer des taxes qui n'étaient pas nécessaires, et qui ont surchargé le contribuable injustement, et de permettre au gouvernement de dépenser plus d'argent que ne le permet le budget. Cela tourne en ridicule le système budgétaire.

Bien plus, les états de 1947-1948 ne comprennent pas le revenu du fonds de l'assistance publique ni les contributions municipales, lesquelles ont été enlevées des dépenses faites par le gouvernement. Pour établir le revenu réel de 1947-1948, il faut ajouter à cette somme de \$186,780,000 les items suivants:

1. Le revenu du fonds de l'assistance publique comprenant la taxe sur les repas, les amusements, les courses et la contribution de \$1,000,000 de la Commission des liqueurs, soit, au total une somme de ..... \$ 5,500,000
2. Contributions municipales estimées ..... \$ 3,497,000
3. La taxe du chômage..... \$ 1,500,000
4. Les droits payés par timbres..... \$ 1,180,000

Le revenu réel du gouvernement s'établit donc à..... \$198,457,000

Le revenu réel de l'année du gouvernement, par conséquent, s'élève approximativement à \$198,457,000. C'est énorme, M. l'Orateur, mais je ne serais même pas surpris si, lors de la publication des *Comptes publics* pour 1947-1948, l'an prochain, on trouvait que le revenu réel de l'exercice financier en cours dépassait \$200,000,000.

À sept reprises dans son discours, le trésorier a mentionné qu'il n'avait imposé aucune nouvelle taxe. Pour ceux qui veulent fendre les cheveux en quatre, l'expression sans nouvelles taxes ne comprend peut-être pas les augmentations d'anciennes taxes; mais pour les gens qui aiment la candeur et la franchise, pour ceux qui sont obligés de les payer, les nouvelles taxes comprennent les taxes augmentées, les contributions forcées, les droits augmentés et toutes les autres expressions qui indiquent une taxe plus lourde. Et j'affirme, M. l'Orateur, que le gouvernement actuel a bâti toute sa politique sur ces augmentations d'impôts que le trésorier tâche de

cachier par des jeux de mots. L'imposition de nouvelles taxes est une des causes principales du revenu exorbitant prélevé par le gouvernement actuel.

Chaque année, le gouvernement impose de nouvelles taxes qui s'ajoutent au revenu favorable qu'il reçoit déjà. Pour cacher les surplus importants qui s'ensuivent, le gouvernement a entrepris de faire des dépenses supplémentaires de toutes sortes. Ceci a eu pour effet que le contribuable a été privé de façon constante de tout allègement du fardeau fiscal imposé par la province, fardeau ayant atteint un niveau record sous le gouvernement actuel.

Je dis que le gouvernement surtaxe les contribuables, et je veux donner la liste des taxes imposées par l'Union nationale. Le gouvernement a augmenté sept taxes au moins.

En 1945, l'Union nationale a porté de cinq cents et demi à 14 cents et demi le gallon la taxe sur la bière. Si ce n'est pas une nouvelle taxe, c'est tout de même une augmentation de 260 %<sup>2</sup>. Et la même année, l'Union nationale a imposé une surtaxe sur les vins.

En 1946, l'Union nationale a imposé, en vertu de la loi pour assurer le progrès de l'éducation, un droit additionnel de 15 cents par corde de bois coupé; une taxe sur l'électricité de 15 cents par 1,000 kilowatts-heure d'électricité générée. En 1946, également, une contribution annuelle de \$2,800,000 de l'Hydro-Québec au fonds d'éducation. Ce sont là des taxes indirectes sur les consommateurs qu'on empêche ainsi de bénéficier de réductions de prix ou de taux.

En 1947, le gouvernement a aussi imposé des taxes sur les raffineries et les compagnies de téléphone. En 1947, également, le gouvernement fédéral abandonne sa taxe de trois sous le gallon sur la gasoline imposée comme mesure de guerre. L'Union nationale augmente immédiatement la taxe provinciale de 8 à 11 sous par gallon. Faisant suite à une réduction de 10 % accordée par le gouvernement fédéral, l'Union nationale a aussi imposé une taxe de 7 % sur les profits des corporations, soit une augmentation de 40 % du taux fixé par le gouvernement libéral en 1940. Tout cela grossit par millions les revenus du gouvernement. À chaque occasion de réduction d'impôt fédéral, la province en a profité pour occuper le domaine fiscal ou la partie laissée vacante, à l'exception de l'impôt des particuliers.

Au chiffre de \$165,340,000, des dépenses de 1947-1948, donné par le trésorier, il faut ajouter les dépenses du fonds d'éducation au montant de \$19,800,000, ce qui fait un total de \$185,140,000, et cela excède de plus de \$30,000,000 ce qui avait été prévu au dernier budget. Le budget devrait être celui du programme de dépenses du gouvernement

généralement combiné avec l'estimation de revenu. L'Union nationale a toujours sous-estimé ses dépenses. Elle a toujours cru que le budget, au lieu d'être un estimé des dépenses, est un mandat en blanc au gouvernement de dépenser à sa guise. C'est ainsi que

l'Union nationale, en 1937, et les années suivantes, avait estimé comme suit ses dépenses. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Année</i>	<i>Estimés des dépenses</i>	<i>Dépenses réelles</i>	<i>Soit</i>
1937.....	\$ 78,194,908	\$ 88,450,656	\$10,000,000 de plus
1938-1939 .....	80,099,742	110,108,552	30,000,000 de plus
1939-1940 .....	81,199,392	108,185,048	27,000,000 de plus
1945.....	99,854,805	110,321,293	10,000,000 de plus
1946.....	107,965,650	135,405,956	25,000,000 de plus
1947.....	144,473,636	175,140,000	30,000,000 de plus

Pour ces six années, les dépenses faites, telles que montrées par les *Comptes publics*, ont dépassé les prévisions budgétaires d'un montant global de \$132,000,000. Je suis d'opinion que la politique budgétaire de l'Union nationale a détruit complètement la confiance populaire que les prévisions budgétaires présentées à l'Assemblée législative constituent le véritable programme des dépenses du gouvernement. La vieille tradition est abandonnée. Avec l'Union nationale ce n'est que le point de départ, et le contrôle des dépenses par les députés n'est que théorique. En vertu de diverses autorisations statutaires, le gouvernement peut faire toutes les dépenses qu'il juge à propos. C'est ce que l'Union nationale a toujours fait; et le contrôle des dépenses par les représentants du peuple est devenu presque théorique.

L'Union nationale a la passion des dépenses et que tant que ce parti restera au pouvoir, ce sera un régime de gaspillage et d'extravagances. Le trésorier essaie en vain de justifier cette politique malsaine. Il donne toutes sortes de statistiques; il mentionne l'auditeur; il fait des louanges du premier ministre.

Depuis trois ans, le gouvernement a reçu les revenus suivants: \$120,500,000 en 1945-1946, \$152,000,000 en 1946-1947 et \$198,500,000 en 1947-1948; soit un total de \$470,000,000 de revenus. Et en quatre ans, il aura perçu \$168,000,000 en taxes directes et indirectes. Malgré cela, le trésorier de la province se vante d'une faible diminution de \$31,000,000 de la dette en trois ans. Il ne dit cependant pas que, de 1936 à 1939, son gouvernement avait augmenté cette dette de \$120,000,000.

Le trésorier se vante aussi de n'avoir pas émis de nouvelles obligations sur le marché depuis le 1<sup>er</sup> février 1946. Or, comment a-t-il rencontré

l'emprunt de \$20,000,000 contracté par l'Union nationale en 1938 dû le 1<sup>er</sup> novembre 1947 et pour lequel, au 31 mars 1947, le fonds d'amortissement accumulé n'était que de \$1,171,228.71? À même le revenu? À même les \$20,000,000 d'arriérés payés par Ottawa? Non, M. l'Orateur. Le gouvernement a fait une émission de nouvelles obligations et il les a vendues à l'Hydro-Québec. À quel prix, à quelles conditions, à quel taux d'intérêt, pour quel terme, je n'en sais rien. Ce sont des faits intéressants qui n'ont pas été dévoilés par le trésorier. Je me rappelle de ses déclarations: aucune émission de nouvelles obligations sur le marché. La vente à l'Hydro-Québec n'a pas été faite sur le marché; elle a été faite de gré à gré. Quelle franchise! Quelle candeur!

Le trésorier compare la fin du régime de 1936-1939 et celle du gouvernement libéral de 1944. Le 8 novembre 1939, l'Union nationale nous a laissé \$103,000,000 d'échéances à court terme, une dette flottante de \$55,000,000, soit \$158,653,000; et en plus, le déficit de l'année 1939-1940 au total de \$52,000,000. Le fonds d'amortissement était de \$450,000. En 1944, nous avons laissé \$84,000,000 d'échéances, mais pour \$46,000,000 d'emprunts de l'Union nationale, et nous laissions aussi un fonds d'amortissement de \$7,000,000. La dette flottante était de \$55,000,000, d'après le rapport Courtois, mais le gouvernement avait des fonds d'amortissement et des revenus énormes.

Le trésorier nous dit que la valeur des obligations de la province se maintient à un niveau satisfaisant, mais il ne donne pas de tableau comparatif comme il faisait dans le passé. Autrefois, lorsqu'à cause de l'appui donné par la Banque du Canada aux obligations fédérales les prix des obligations provinciales montaient, le trésorier

attribuait cette hausse aux vertus de l'Union nationale; aujourd'hui, lorsque la Banque du Canada diminue ses offres pour les obligations du gouvernement fédéral, le trésorier attribue à la Banque toute la responsabilité de la baisse des prix des obligations provinciales.

Les obligations de la province se vendent actuellement à peu près le même prix que sous le gouvernement libéral en 1944. Cependant, grâce au jugement de l'ancien trésorier libéral de la province, l'honorable Jacob Nicol<sup>3</sup>, le gouvernement libéral a pu remplacer un emprunt de 4½ % par un autre de 2 %. Malgré tout cela, l'intérêt sur la dette provinciale a augmenté sous l'Union nationale de \$236,032.75 par année, malgré la diminution du prix du change américain.

L'Union nationale impute une partie des intérêts de la dette consolidée directement à certains organismes provinciaux, au lieu de passer par le budget. En 1945-1946 on a chargé \$1,027,590 de cette façon et, en 1946-1947, une somme de \$962,149.64 de la même manière. C'est par ces truchements de comptabilité que le gouvernement a pu réaliser en apparence une prétendue diminution du service de la dette, comme l'a dit le trésorier dans son discours sur le budget.

Les dépenses imputées au compte capital n'augmentent pas toujours l'actif de la province en proportion des sommes déboursées parce qu'on ne demande pas de soumissions publiques pour les contrats de voirie et les entreprises publiques comme les ponts. Lorsque des contrats importants sont donnés sans soumission, on comprendra facilement pourquoi le public pense que son argent a été gaspillé ou employé pour donner des faveurs aux amis du gouvernement.

En disant que les revenus de la province pour 1948-1949 seraient de \$142,411,000, le trésorier de la province est resté en deçà de la vérité et de beaucoup. Les trois budgets précédents de l'Union nationale ont suivi le même modèle et, dans chaque cas, le revenu était sous-estimé. Mais pour la première fois, ce revenu probable comprend les revenus autrefois payés au fonds de charité publique. Cependant, comme d'habitude, on sous-estime les revenus, ce qui permettra de faire des dépenses non mentionnées au budget, notamment pour la construction des ponts et des routes. Nul doute qu'on verra encore toute une nouvelle série de contrats accordés sans soumissions. Le gouvernement doit donner l'exemple. Le contrat octroyé après des soumissions doit être la règle et le contrat sans soumission, l'exception.

(Applaudissements à gauche)

Le trésorier de la province n'a d'ailleurs pas inclus dans son estimé les revenus du fonds d'éducation, de la taxe de chômage et des diverses contributions municipales, si ce n'est de mettre dans son relevé et de déduire un montant similaire pour que rien ne soit ajouté au revenu. Il faut y ajouter certaines sommes comme suit:

Revenu estimé par le trésorier .....	\$142,411,000
Revenu du fonds éducationnel.....	17,500,000
Taxe de chômage .....	1,500,000
Taxe provenant des timbres.....	1,180,000
Contributions municipales à l'assistance publique .....	<u>4,467,000</u>
Revenu total probable.....	\$167,058,000

Le revenu probable de la prochaine année fiscale pour la province sera donc en réalité de \$167,058,000. C'est \$12,000,000 de moins que le chiffre correspondant pour 1947-1948 et c'est le résultat de la politique de taxation sans relâche poursuivie par l'Union nationale. Il (M. Marler) cite les chiffres suivants:

1945-46	Revenu véritable .....	\$120,452,848.78
1946-47	Revenu véritable .....	152,250,043.31
1947-48	Revenu estimé.....	198,457,000.00
1948-49	Revenu estimé.....	<u>167,058,000.00</u>
		\$638,217,892.09

C'est donc dire qu'en quatre ans, le régime de l'Union nationale aura perçu en taxes directes et indirectes \$638,217,892<sup>4</sup>, soit 150 % de plus que les quatre derniers budgets du gouvernement Godbout. C'est un montant plus élevé que ce que tous les gouvernements de la province, libéraux et conservateurs, ont perçu de 1867 à 1932. C'est \$3,000,000 par semaine pendant quatre ans. Cette formidable augmentation de revenus est due au progrès industriel et à la politique de reconstruction du gouvernement fédéral.

Les dépenses ordinaires de la province ont presque doublé depuis la dernière année de l'administration du chef de l'opposition. Le gouvernement a multiplié les conseils, les commissions, les comités exécutifs et les comités d'étude de toutes sortes.

Les collègues du député de Montcalm (M. Tellier) sont enchantés de le revoir après une longue indisposition<sup>5</sup>.

(Applaudissements)



En prononçant en anglais la deuxième partie de mon discours, je veux rendre ainsi hommage à mes compatriotes de langue anglaise.

Un gouvernement qui aura eu \$200,000,000 de revenus cette année aurait pu penser au service civil. En dépit de la hausse du coût de la vie, le montant voté cette année pour le service civil n'est augmenté que de \$163,800 comparé à 1946.

Je regrette que le gouvernement ait encore considéré que le budget est l'affaire d'un parti politique, qu'il ait caché non seulement ses revenus mais ses dépenses; qu'il n'ait rien fait pour les municipalités qui réclament la coopération de la province, malgré les promesses faites lors de l'augmentation de la taxe sur la gazoline. Le gouvernement aurait dû profiter de cette période de gros revenus pour inaugurer une véritable politique de collaboration financière avec les municipalités. Il aurait dû céder aux municipalités le surplus d'impôt de trois cents le gallon qu'il perçoit sur la vente de la gazoline.

Car les municipalités ont aussi des dépenses de voirie à faire et le seul produit de la taxe foncière n'y suffit pas. Le gouvernement en est rendu à percevoir \$37,000,000 par année des automobilistes et il garde tout jusqu'au dernier centin, malgré que ce soit sur les rues entretenues par les municipalités que ces véhicules-moteurs font la plus grande partie de leur trajet.

(Applaudissements à gauche)

Le trésorier anticipe un surplus de \$420,000 pour 1948-1949. Où serait ce surplus s'il tenait compte des dépenses autorisées par des lois spéciales au cours de la session, en vertu de l'étrange pratique de l'Union nationale? Le trésorier n'a pas aussi inclus dans son budget les dépenses statutaires faites en vertu des lois votées lors de la présente session.

Mais revenant à l'année présente, je veux parler du fonds de l'éducation. Le trésorier nous a dit qu'il était seulement de \$19,800,000 pour 1947-1948. Quelle est la vérité? La vérité est que le fonds est en réalité de \$23,000,000. Qu'est-ce que le gouvernement a fait de la différence de \$3,200,000? L'a-t-on dépensée pour les extravagances du régime?

(Applaudissements à gauche et mouvements divers à droite)

Avec ses énormes revenus, qui se chiffrent à plus de \$50 par tête, le gouvernement ne devrait-il pas abolir la taxe de vente? Aussi exempter de taxes les matériaux de construction de façon à faciliter la construction des petites propriétés, ce qui aiderait à résoudre le problème du logement. Le revenu de la province permet au gouvernement d'abolir la taxe sur

les ventes par le shérif; la taxe sur les comptes d'électricité; et les impôts sur les petites successions. Le premier ministre disait dans ses assemblées: "Je vous donne ma parole d'honneur que quand je reprendrai le pouvoir, la taxe de vente qui est antinationale et antifamiliale disparaîtra".

**M. Choquette (Montmagny):** Il va disparaître avant!

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Au lieu de demander au gouvernement d'Ottawa de réduire ses propres taxes, le gouvernement de Québec devrait donner l'exemple et réduire une foule de petites taxes. Au lieu de cela, chaque fois qu'Ottawa abandonne une de ses taxes, le gouvernement de Québec en profite pour augmenter les siennes, comme il l'a fait dans le domaine des taxes sur la gazoline et sur les corporations. Il (M. Marler) est contre le maintien des taxes sur les sociétés et sur l'essence au même niveau que l'Ontario, qui jouit de certains avantages comparativement au Québec, quant au climat et à la proximité des marchés.

Le trésorier a consacré sept pages de son discours aux politiques économiques fédérales et à la portée de l'effort de guerre. La déclaration du trésorier à l'effet que la restriction commerciale canadienne a entraîné une hausse du taux de chômage n'est pas supportée par l'indice de l'emploi qui démontre que, deux semaines après ces restrictions, l'emploi au Canada était à un niveau record. Alors, en ce qui me concerne, je suis fier de ce que le Canada a fait pendant la guerre et je crois que la vaste majorité des Canadiens en sont tous très fiers et qu'ils n'auraient pas accepté un effort moindre.

Le trésorier a critiqué les crédits du Canada aux pays étrangers. Tout l'argent qui a été avancé par le Canada aux pays européens a été dépensé ici et a contribué énormément à la prospérité du pays. En effet, à cause de l'effort de guerre national et à cause de la contribution d'après-guerre du pays pour la reconstruction de l'Europe sous divers moyens visés par le trésorier dans une veine critique, la province de Québec a joui d'une période de prospérité inhabituelle.

(Applaudissements à gauche)

Le trésorier s'est vanté du progrès de l'industrie, employant 220,000 ouvriers et payant \$223,000,000 en salaires. En 1945, nous avions 10,038 industries, employant 384,000 ouvriers et payant \$607,000,000 en salaires. La valeur de la production dans la province a augmenté de \$810,000,000 en 1939 à \$1,800,000,000 en 1943.

Cependant, bien que les raisons de l'activité industrielle et commerciale dans la province soient bien connues, le gouvernement de l'Union nationale n'a jamais raté l'occasion de prendre le mérite pour un tel progrès. Mais ce progrès est le résultat des efforts des gouvernements libéraux d'Ottawa et de Québec. Au cours des dernières années, un facteur important dans l'attraction du Québec sur les nouvelles industries a été la disponibilité de la main-d'œuvre. La stabilité de la main-d'œuvre au Québec a encouragé les manufacturiers à s'établir dans la province. Un autre des grands facteurs de notre prospérité dans la province est le développement de nos ressources hydrauliques.

Comparons l'œuvre de l'Union nationale avec celle du Parti libéral. De 1936 à 1939, l'augmentation de notre industrie hydroélectrique a été de 201,403 chevaux-vapeur et de 1939 à 1944, sous le gouvernement du chef de l'opposition l'augmentation a été de 1,763,809 chevaux-vapeur. Il conseille le gouvernement de travailler à réduire les taux de l'électricité pour aider à l'industrie à s'établir chez nous. Il y a, actuellement, dit-il, dans la province de Québec, plus de courant électrique installé qu'en Ontario. La province de Québec doit se préparer à rencontrer la concurrence de la province voisine dans ce domaine.

En 1946-1947 le gouvernement a employé le surplus de l'éducation pour payer les dépenses ordinaires de la province. Le gouvernement devrait donner des explications complètes au sujet de ce montant de \$6,165,484 pris à même le fonds d'éducation non utilisé en 1946-1947. Le trésorier de la province aurait dû annoncer un déficit de \$3,980,590 au lieu d'un surplus fictif.

Le gouvernement devrait également modifier le système comptable de la province de façon que les *Comptes publics* montrent le plein montant des sommes reçues de toutes sources et toutes les sommes sortantes, afin que les contribuables sachent à quoi s'en tenir. Le gouvernement devrait également adopter tout de suite une politique honnête et simple en regard des contrats pour les travaux publics, seulement après avoir demandé des soumissions par voie des journaux. Le gouvernement devrait adopter un programme bien planifié de dépenses et de travaux publics au début de l'année, préparer son budget en conséquence et après son programme, et seulement si des circonstances inhabituelles le rendent nécessaire, il devrait estimer le revenu qui sera à sa disposition d'une manière réaliste et éviter les erreurs qui surviennent lorsque le revenu actuel excède les prévisions. Si le gouvernement respecte

ces pratiques budgétaires, il sera possible d'appliquer d'importantes réductions au fardeau fiscal de la province. Les payeurs de taxes du Québec sont sujets à une multitude de taxes qui n'existent pas en Ontario. Il (M. Marler) demande que l'on fasse un effort sincère pour modifier la taxation québécoise pour diminuer l'écart qui existe entre les deux provinces.

J'ai confiance en l'avenir. Je crois cependant que les politiques libérales nous assureront plus de progrès que celles du régime actuel. Si nous sommes vraiment dans une année d'élection, ce sera une bonne chose pour la province car je suis convaincu que le peuple choisira une nouvelle administration, un gouvernement libéral, dirigé par le chef de l'opposition. La province connaîtra alors une plus grande mesure de prospérité, de bien-être et de bonheur<sup>6</sup>.

(Applaudissements à gauche)

**M. Morin (Québec-Centre)** félicite le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler). Jamais, dit-il, aussi formidable réquisitoire n'a été prononcé contre la politique financière d'un gouvernement. Le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) a présenté à la Chambre, non pas un discours sur le budget, mais un discours politique. La population n'aime pas à se faire lire pendant des heures un pamphlet électoral, suintant l'anathème contre tout ce qui n'est pas tory.

On attendait un exposé à la portée de tout le monde. Le peuple est sérieux et il aime les choses simples. Il aurait voulu un budget simple comme celui que prépare une mère de famille. Le trésorier semble s'imaginer que la province est entièrement composée de comptables.

Dans ce budget, on trouve un peu de tout, sauf une réduction des taxes, l'abolition de la taxe de vente et un bilan simple, dépouillé de toute la prestidigitation dont a fait preuve le trésorier. Le peuple s'attend à trouver dans le bilan de la province un miroir fidèle, non un miroir concave, ni un miroir convexe. Le peuple n'est pas un valeureux de sabres, ni de couleuvres. Le budget est embobiné dans des expressions quasi cabalistiques. Mettons-nous à la place du profane. On dirait que l'état financier a été fait pour un petit groupe de savants et d'actuaire.

L'état financier présenté par le trésorier de la province, est fantaisiste, acrobatique et paradoxal. L'Union nationale, dans un cynisme éhonté, trompe les électeurs avec des chiffres et des méthodes comptables falsifiées. Par conséquent, les états financiers du gouvernement sont erronés et trompeurs, et ne représentent pas la situation financière réelle du

Québec Le discours du budget est rempli d'impudicéités politiques et administratives. Le gouvernement dans une grande envolée, n'additionne et ne multiplie que les faussetés.

On a eu un discours politique qui démontre bien la politique de louvoiement, d'hypocrisie et de camouflage du gouvernement de l'Union nationale. L'administration de l'Union nationale a non seulement imposé plusieurs nouvelles taxes, mais elle a aussi augmenté certaines taxes existantes. Pour qualifier le présent budget, j'emploierai une phrase dont s'est servi le trésorier actuel, en 1945, pour parler de l'administration libérale. Il disait alors: "Inflation du camouflage et déflation de la vérité." Cette expression est devenue d'une tragique vérité, relativement au budget qui vient d'être présenté.

Il (M. Morin) fait l'éloge du dossier fiscal de l'ancien gouvernement libéral de Godbout, qui a utilisé des politiques financières saines et logiques. Il affirme que ce gouvernement a réalisé des économies réelles. Il déplore le fait que l'Union nationale a abandonné ces méthodes financières avisées pour les remplacer par des dépenses extravagantes, une fois au pouvoir.

En 1936, quand l'Union nationale est arrivée au pouvoir, après une campagne de mensonges et de calomnies, la dette de la province était de \$160,000,000. Les dépenses ont augmenté dans des proportions effarantes, pendant le sultanat politique de l'Union nationale de 1936 à 1939. Lorsque l'Union nationale a été balayée du pouvoir, la dette de la province était de \$325,000,000. Ce n'est pas moi qui ai fait ces calculs; je les prends dans l'ABC de l'Union nationale<sup>7</sup> que j'ai en main.

L'Union nationale reconnaissait avoir augmenté la dette de \$165,000,000 en trois ans. Mais l'augmentation était plus élevée encore. Pourquoi? Parce que l'Union nationale pratiquait le gaspillage dans son premier régime comme dans son deuxième. Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) l'a démontré clairement aujourd'hui. En 1939, la province s'est ressaisie. Elle a reporté au pouvoir le chef du Parti libéral (M. Godbout). Alors, les finances ont été assainies et équilibrées, de 1939 à 1944, et en dépit de la crise mondiale, l'ère des déficits a été remplacée par l'ère des surplus; les péages ont été abolis, sur les ponts et ailleurs; l'impôt sur les petites successions a été supprimé; la taxe de vente a été abolie sur plusieurs articles; la taxe sur les repas de moins de 60 cents aussi, bref le gouvernement du chef de l'opposition a allégé de nombreuses façons le fardeau du peuple. M. l'Orateur, où sont les bons administrateurs? Pas à

votre droite! Aujourd'hui, on parle de banqueroutiers. Où sont les banqueroutiers? À votre droite, M. l'Orateur.

L'Union nationale se moque du peuple cyniquement. L'exploitation de nos richesses naturelles ne se fait pas dans l'intérêt de la province, le gouvernement est en train de les dilapider. Les mines de fer du Nouveau-Québec contiennent 1,400,000 tonnes de minerai par pied vertical et l'Union nationale les a cédées à la Hollinger Shore Exploration Company et aux intérêts Hanna de Cleveland, Ohio, représentant du Cartel mondial de l'acier. Le don du gouvernement provincial de nos richesses du Nouveau-Québec à des étrangers, pour une bouchée de pain, a soulevé la population<sup>8</sup>.

(Applaudissements à gauche)

Il propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Leduc), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Projets de loi:

**G. Brodeur, A. Villeneuve et G. Hébert,  
J.-C. Lafond et P.-É. Filion,  
Jean Charbonneau, Edward Dillon,  
Morris Rosenberg, Marc Légaré, Isidore  
Morgulis,  
Remboursement des droits**

**M. Johnson (Bagot)** propose, du consentement unanime, que les bills suivants ayant été mis de côté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ces bills ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction:

- bill 111 relatif à l'admission de Guy Brodeur, Arthur Villeneuve et Guy Hébert comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 125 relatif à l'admission de Jean-Charles Lafond et Paul-Émile Filion comme membres de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec;

- bill 126 relatif à l'admission de Jean Charbonneau, comme membre de l'Institut des comptables agréés de la province de Québec;

- bill 136 relatif à l'admission de Edward Dillon comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 148 relatif à l'admission de Morris Rosenberg comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 160 relatif à l'admission de Marc Légaré comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;  
- bill 181 relatif à l'admission de Isidore Morgulis comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

La motion est adoptée.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 2 mars 1948

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### Usines de Chicoutimi

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 concernant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 47 concernant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Adopté.

##### Lac-Saint-Joseph-Est

**M. Jolicœur (Bonaventure)** propose, du consentement unanime, que le bill 185 constituant en corporation la ville du Lac-Saint-Joseph-Est, ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1948-1949 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné à la séance précédente, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Morin (Québec-Centre):** Les ressources naturelles constituent un actif qui s'épuise vite, surtout avec l'outillage surmécanisé d'aujourd'hui. De là l'importance de ne pas les concéder à l'aveuglette. Si des concessions ont été faites à la légère dans le passé, c'est que l'outillage de prospection était alors peu perfectionné. Mais le gouvernement actuel n'a pas cette excuse. Il devrait songer à l'avenir et se préparer dès maintenant à faire fructifier les ressources naturelles de la province en commençant immédiatement à faire de la prospection sur une grande échelle. Nous avons aujourd'hui des inventions modernes, comme l'avion et l'œil magique, qui permettent une exploration soignée. On peut inventorier en peu de temps les ressources minières d'un territoire donné. Le gouvernement n'est donc plus justifiable de faire des concessions à l'aveuglette de nos ressources naturelles aux étrangers.

Dans l'État du Minnesota, le cartel de l'acier verse au gouvernement, c'est-à-dire au peuple, des millions pour les services publics, les écoles, le bien-être de la population quand, dans notre province, le même cartel a obtenu d'exploiter nos mines de fer en payant quelques milliers de dollars par année au gouvernement et \$100,000 dans 12 ans.

Il parle des ressources immenses du Nouveau-Québec et de la Côte-Nord.

**M. l'Orateur** signale au député de Québec-Centre que son temps est expiré<sup>9</sup>.

**L'honorable M. Robinson (Brome)** se lève.

**M. Morin (Québec-Centre)** exprime le désir de terminer ses remarques.

**M. l'Orateur** signale de nouveau au député de Québec-Centre que son temps est expiré et lui demande de reprendre son siège.

**M. Morin (Québec-Centre):** J'ai le droit de terminer.

**L'honorable M. Robinson (Brome)** s'assoit.

**M. Morin (Québec-Centre)** reprend son discours.

**M. l'Orateur** signale encore une fois au député de Québec-Centre que son temps est expiré.

**M. Morin (Québec-Centre):** Mon temps est écoulé, mais j'ai le droit de terminer.

**M. l'Orateur** insiste pour qu'il s'assoie.

**M. Morin (Québec-Centre)** s'assoit.

**L'honorable M. Robinson (Brome)** félicite le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) pour son exposé budgétaire. Il n'est pas exact de dire, comme l'a fait le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), que le gouvernement de l'Union nationale a accru les taxes depuis 1944. Toutes les taxes actuelles ont été imposées par les régimes libéraux. L'Union nationale a, par contre, considérablement augmenté l'actif de la province. Nous n'avons qu'à examiner nos chemins, nos ponts et nos moyens d'enseignement et d'éducation.

Je ne crains pas d'affirmer qu'il n'y a pas actuellement d'endroit préférable à la province de Québec et pour quelle raison? C'est que non seulement la Providence nous a comblés d'abondantes ressources, mais encore le peuple de la province, du pays et du monde entier se rend compte que nous avons dans le Québec un gouvernement solide, stable et pratique, sous la conduite du premier ministre qui sait où il va et ce qu'il faut faire pour atteindre le but qu'il s'est fixé, dont l'autorité, la sagacité et l'intégrité attirent à lui tous les hommes de bonne volonté. Pendant la session actuelle, il y a des projets de loi sérieux, constructifs et stables sous sa direction. La période de presque quatre ans du gouvernement de l'Union nationale a été témoin de beaucoup de changements dans la province de Québec.

Le gouvernement d'Union nationale a enfin établi notre système d'enseignement sur des bases solides, ce qui permet à nos éducateurs, libérés des soucis d'argent qui étaient leur cauchemar depuis tant d'années, de se consacrer exclusivement à l'étude des problèmes de pédagogie. La perfection n'est pas atteinte, mais le gouvernement est allé aussi loin qu'il le pouvait.

Nous, de la minorité protestante, nous sommes reconnaissants au premier ministre de ce qu'il a fait. Il est comme un phare lumineux. Nous

n'avons pas oublié les méthodes démodées du gouvernement libéral, nous nous rappelons bien les pitances accordées à ceux qui criaient le plus fort ou qui avaient le plus d'influence. Nous n'oublions pas, non plus, la manière révoltante dont les politiciens jouaient avec l'enseignement. Nous, les protestants et les anglophones, nous nous souvenons aussi de la courtoisie, de la coopération et de la générosité du premier ministre et de ses collègues lors de la discussion sur cette question primordiale. Nous remercions le premier ministre qui, avec le secrétaire de la province, a résolu ce problème très important. Il est alors surprenant que le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique ait adopté unanimement une résolution qui remerciait le premier ministre? Je peux ajouter que c'est la première fois de l'histoire du comité qu'une telle résolution est adoptée.

Quand le gouvernement du premier ministre perdit le pouvoir en 1939, il fut remplacé par un gouvernement qui imposait de lourdes taxes dont on retirait des revenus très élevés. Ce gouvernement, dirigé par le chef actuel de l'opposition, devait régler le problème de l'enseignement. Il avait fait de belles promesses; mais malheureusement, à part quelques aumônes accordées à la dernière minute, rien ne fut fait et les commissions scolaires envisageaient l'avenir sans savoir ce qui arriverait d'un terme à l'autre. L'administration actuelle a fait face à la situation et, en un tournemain, elle a assumé les dettes accumulées de toutes les commissions scolaires du Québec au montant total de plus de \$92,000,000. Du jour au lendemain, les commissions scolaires ont été libérées d'un lourd fardeau.

Le progrès de l'industrie minière a été stable et les profits qu'elle a rapportés à la province ainsi qu'au pays n'ont fait que s'accroître. Depuis 1944, dans le but de placer les facilités de son ministère à la disposition des autres prospecteurs et de tous ceux qui sont intéressés dans l'industrie minière. Il a ouvert des bureaux à Montréal et à Val-d'Or d'où l'on peut se procurer des certificats de mineurs.

Le rendement de l'industrie minière, en 1947, a dépassé tout ce qui s'est vu jusqu'ici dans les annales de la province. Les derniers chiffres établissent que la production minière totale s'est levée à \$111,000,000 dont \$49,250,000 pour les métaux, \$38,000,000 pour les minerais industriels et \$23,250,000 pour les matériaux de construction.

Le ministère des Mines a tenté d'apporter toute son aide à ceux qui s'intéressaient à cette importante industrie. Il a déjà complété 102 milles de la route Saint-Félicien-Chibougamau. Le ministère

des Mines ne néglige aucun effort pour augmenter ses connaissances géologiques pour le bénéfice des prospecteurs. Voilà pourquoi les étés de 1945, 1946 et 1947, il a fait effectuer des travaux par 50 équipes dans le domaine depuis les trois dernières années. Ces travaux de recherche continuent, nous avons fait une étude attentive des conditions dans lesquelles le travail géologique et géographique pourrait être accepté comme travail sur les concessions minières. Le gouvernement met à la disposition des prospecteurs et des géologues tous les renseignements et tous les services susceptibles de faciliter leur travail. De plus, mon ministère a émis une nouvelle réglementation selon laquelle, dans le but d'encourager la prospection scientifique, l'équivalent de sept jours de travail est donné pour chaque jour qu'un technicien passe à faire du travail géologique et géophysique. Jusqu'à présent, 222 compagnies se sont prévaluées de cet avantage.

Depuis 1944, 500 nouvelles compagnies minières ont été incorporées dans la province de Québec. C'est le résultat de la politique du gouvernement suivant laquelle les compagnies désireuses de se lancer dans la prospection et le développement minier doivent s'incorporer suivant les lois de la province de Québec. Suivant une enquête faite par mon département, ces compagnies minières ont investi un montant de plus de \$60,000,000 en travaux de prospection et de mise en valeur des mines. L'industrie minière de la province de Québec n'a jamais profité d'un sort comparable à celui qu'elle connaît depuis trois ans.

Le département des Mines a aussi fait un travail considérable dans le but de réduire le nombre des accidents et d'améliorer les conditions de vie des mineurs. Dix-huit mille hommes sont affectés aux travaux de l'industrie minière, dont plusieurs d'entre eux sous terre. Toutes les étapes possibles ont toujours été suivies par son ministère, dit-il, pour s'assurer que les règlements les plus stricts possibles soient établis et appliqués par les exploitants des mines. Le pourcentage des accidents se compare favorablement à celui de n'importe quel autre endroit du continent nord-américain.

La tragédie de la mine de Malartic, où douze hommes ont perdu la vie a été purement accidentelle. Il (l'honorable M. Robinson) a donné des instructions pour que l'on réduise le plus possible les causes d'accidents, notamment en demandant que chaque mine soit pourvue d'une équipe spéciale de secours prête à entrer en action jour et nuit. Le ministère a organisé deux postes mobiles de secours, l'un situé à Noranda et l'autre à Val-d'Or. D'autres mesures de protection ont été prises.

Récemment l'honorable Paul Martin, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déclaré que son département venait de mettre à la disposition de l'industrie et des provinces un instrument très remarquable, le spectromètre à rayon-x, pour protéger les ouvriers contre la silicose. Ce n'est pas une nouvelle, car le premier instrument du genre qui ait été acheté au Canada a été installé il y a deux ans dans le laboratoire du département des mines à Québec. Et je puis dire sans crainte d'être contredit que notre laboratoire est mieux équipé que celui du gouvernement fédéral.

La production de l'or a atteint son sommet en 1942 avec une augmentation de \$42,000,000 et elle a baissé de 50 % en 1947, ne rapportant que \$21,505,000. Le coût de production a augmenté. Le coût moyen de la production pour une once, en 1941, était de \$27.28 et le prix était de \$36.08 en 1946, le coût de l'extraction à l'once est passé à \$35.66 et le prix à \$36.82. Chaque once n'a rapporté que \$1.16 de profit l'an dernier, alors que ce profit était de \$9.20 en 1941.

La dépréciation de la valeur de l'or est attribuable à trois causes: le manque d'ouvriers spécialisés, l'augmentation du coût de la production et la dépréciation dans le prix de l'or provoquée par le gouvernement fédéral. Plusieurs anciens mineurs qui ont joint les forces armées pendant la guerre, ne sont pas retournés dans les mines. Il s'ensuit que les activités de l'industrie minière de l'or se poursuivent avec un effectif réduit et dans des conditions difficiles: les salaires et les fournitures ont augmenté lourdement. La troisième raison est la plus sérieuse: le prix de l'or et la discrimination odieuse dont a fait preuve le gouvernement fédéral.

Contrairement au prix de tous les autres produits, le prix de l'or a diminué et tout l'or doit être vendu par le gouvernement fédéral à un prix fixé arbitrairement par le gouvernement. La baisse du prix de l'or n'était pas justifiée; le pouvoir central n'aurait jamais dû contrôler la production des mines d'or. C'est là une atteinte sérieuse à l'initiative privée. Cette méthode non économique, non fondée et ridicule défavorise les mines d'or de la somme de \$3.50 par once pour la vente de leur or.

Il en résulte que plusieurs mines ont déjà dû fermer et que d'autres sont sur le point de le faire et qu'il est difficile de rouvrir une mine qui a été fermée. En 1946, bien que l'industrie minière de l'or était loin d'être dans une position prospère, elle arrivait néanmoins à s'en sortir. En dépit de ce fait, le gouvernement fédéral a décidé de supprimer la prime sur le dollar US. Ayant fait un faux pas en enlevant la prime sur l'argent américain, le gouvernement fédéral

a tenté faiblement d'alléger la situation en offrant de payer un boni aux mines d'or. Mais le boni n'est payé qu'aux mines dont la production représente plus de 70 % de la production totale et ne représente que \$2.37 l'once quand la perte sur le prix de vente est de \$3.50 l'once. Avec ce programme, le fédéral offre de payer le tiers de la production des mines d'or normales, 50 % de la part du coût par once de plus de \$18. Ce qui veut dire qu'une mine ayant un coût de \$30 l'once recevrait \$2 par once.

L'industrie de l'or ne demande ni ne quémande la charité. Elle veut simplement un prix raisonnable pour son minerai, un prix qui couvrirait l'augmentation du coût de l'extraction et laisserait un profit acceptable à ces exploitants. Il (le programme fédéral) n'a presque pas considéré l'augmentation du coût de production et il n'a pas donné la moindre aide pour réduire le prix du métal.

Malheureusement, la diminution du prix de l'or et l'augmentation du coût de production a engendré la condition déplorable actuelle du secteur l'extraction de l'or. Car, pour continuer, les mines peuvent seulement extraire le minerai de qualité supérieure.

Ainsi, le minerai de deuxième catégorie ou moins ne sera peut-être jamais extrait des mines et la majorité de nos mines d'or auront une durée de vie beaucoup plus courte que dans des conditions normales. C'est une ressource qui dépérit.

Pourquoi, lorsque le gouvernement fédéral utilise des contrôles expéditifs, devrait-il hésiter à faire table rase et à donner la même chance à nos mines d'or afin d'obtenir un prix équitable pour leur minerai, comme tout autre produit, au lieu de les garder sous contrôle à l'égard de la vente de leur or?

À mon avis, un pays qui dispose d'autant de métaux précieux devrait être libre d'en extraire autant qu'il le veut. Si cela était possible, le coût de la vie en sera certainement réduit et l'inflation serait amortie de manière considérable. Un pays riche comme le nôtre en métaux précieux devrait avoir le droit d'en extraire le plus possible du sous-sol.

Ce qui se passe présentement dans le Nouveau-Québec, comme résultat de la législation passée par l'Union nationale en 1946, constitue probablement l'un des développements économiques les plus importants des temps modernes. Les dépôts de fer qui s'y trouvent sur une étendue probable de 12,000 milles carrés dans les bassins de la rivière Kaniapiskau dans le nord du Québec et de la rivière Hamilton dans le Labrador peuvent servir de base à l'une des plus grandes industries qui aient jamais été établies dans la province et peut-être au Canada. Il y

a là de quoi rivaliser avec les plus grands dépôts de fer du monde.

On a discuté pendant 100 ans sur le développement du Nouveau-Québec, mais rien de tangible n'avait été accompli avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement de l'Union nationale; et avant l'encouragement apporté par une législation adéquate au développement de ce grand territoire inconnu. Et les membres de l'opposition qui critiquent notre législation progressive oublient l'intérêt de la province. Le gouvernement n'a pas vendu un seul pied de terrain dans le Nouveau-Québec. Il a simplement permis à la Hollinger North Shore Exploration Company l'exploration de 3,900 milles carrés à même un territoire de 313,000 milles carrés.

En 1962, la compagnie Hollinger devra commencer le développement de 300 milles carrés sur les 3,900 milles carrés visés par son permis d'exploration. Le reste des 3,900 milles carrés deviendra alors ouvert à tout prospecteur ou à toute compagnie qui voudra y faire de l'exploration ou de l'exploitation, aux conditions que le gouvernement imposera. Le droit de \$100,000 exigé annuellement de la Hollinger ne concerne que 300 milles carrés et il est beaucoup plus élevé que les redevances exigées des autres compagnies minières exploitant des endroits beaucoup plus accessibles. De fait, toute compagnie peut obtenir des concessions minières permanentes pour \$5 l'acre seulement.

Si ceux qui critiquent la transaction avec Hollinger prenaient le temps de calculer ce que représente le prix annuel de location conformément à la loi adoptée en 1946, ils verraient que la location annuelle correspond à un montant de 52 % par acre, qui correspond à un taux d'intérêt d'à peu près 11 %, comparativement à un taux d'intérêt de 3 % que les prospecteurs ordinaires ou les exploitants minières auront à payer pour les concessions minières ordinaires ailleurs dans la province et, je le répète, dans beaucoup plus de territoires accessibles. De plus, la loi contient une clause qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'élever la rente sur recommandation du ministre des Mines.

En d'autres termes, le gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour protéger nos ressources naturelles et assurer à la province les plus gros revenus possibles. Et ce n'est pas tout. La rente n'est qu'une faible partie de ce que le gouvernement va retirer des mines de fer. Car la compagnie devra payer sur ses profits la redevance ordinaire exigée par la loi des mines, redevance qui varie entre 4 % et 8 % selon l'importance des profits réalisés. Le

gouvernement obtient plus de la Hollinger pour ces travaux d'exploration que toute autre compagnie minière de la province qui fait des opérations en vertu des dispositions générales de la loi des mines.

La compagnie Hollinger a déjà dépensé \$2,000,000 au cours des deux dernières années en travaux de forages et de recherches de diverses natures pour connaître exactement la valeur des dépôts de fer de ces deux régions. Elle a donné de l'emploi à des centaines d'hommes. Elle a établi un vaste camp pour ses employés. La Hollinger a aménagé un aéroport et elle a construit des routes d'une longueur totale de 40 milles pour relier les endroits de prospection avec le camp. La compagnie a aussi fait les relevés préliminaires et commencé à dresser des plans pour la construction d'un chemin de fer de 350 milles de longueur qui reliera les moulins avec le fleuve, où elle a également préparé l'établissement d'un port aux Sept-Îles.

Tout cela a été fait dans un territoire où il n'y a ni charbon, ni végétation, territoire où le fret coûte 73 cents la livre et la gazoline, \$1.10 le gallon. Les hommes qui ont l'audace et la vision nécessaires pour risquer leur fortune et leur réputation dans une entreprise d'une telle magnitude devraient être félicités au lieu d'être critiqués. Et il faut remarquer que, tout en prenant sur leurs épaules le fardeau d'ouvrir le pays, les intérêts Hollinger ne pourront exploiter que 300 des 12,000 milles carrés qui contiennent du minerai de fer. En dépit de la hausse des prix, la compagnie Hollinger entreprend un développement dans cette région jusqu'ici inexplorée qui lui coûtera probablement dans les environs de \$300,000,000, et cela au bénéfice du Québec, en quelques années.

Les travaux préliminaires ont valu au Nouveau-Québec une publicité considérable. Les gens s'intéressent de plus en plus à cette terre nouvelle. Quatre autres compagnies ont obtenu des permis d'exploration de cinq ans sur des régions situées entre le territoire de la Hollinger et le poste de Fort Chimo. Plusieurs autres demandes ont été faites pour explorer ces riches territoires. Et tout ce développement ne coûte pas un sou à la province. Il ne pouvait jamais être réalisé à des conditions plus avantageuses. C'est ce que le peuple va bientôt réaliser, en dépit de l'opposition qui, continue de jouer à la politique avec cette question. Le peuple de cette province apprécie à sa juste valeur ce que le gouvernement a fait au chapitre du développement des mines et des ressources naturelles<sup>10</sup>.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La faiblesse de la critique de l'opposition est un

hommage rendu à l'administration financière de l'Union nationale. L'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) a parlé de la voirie provinciale, dans son discours sur le budget et il (l'honorable M. Talbot) avertit la Chambre qu'il se bornera à traiter ce sujet en particulier. J'ai découvert bien des choses dans les dossiers de mon département, dit-il, lesquelles concernent les régimes libéraux. Je les révélerai le jour où l'opposition le voudra.

À l'automne 1944, quand l'Union nationale prit le pouvoir, il y avait un réseau de 39,000 milles de routes dont 20,402 étaient entretenus. Mais ces chemins étaient dans un état lamentable, parce que l'on n'y avait point, de 1939 à 1944, terminé aucune route. Pas une seule route numérotée de première classe n'était terminée et n'avait été construite sur le même standard. Sur les routes de terre, les libéraux n'ont rien fait en cinq ans; la moitié était sans gravier. Les pavages faisaient pitié et ils étaient mal en point. Par futile économie, les libéraux faisaient des économies de bouts de chandelle, les traitements de surface qui auraient protégé ces routes avaient été abandonnés.

Comme conséquence, les routes ont été fortement endommagées. Nous avons gardé de justesse la section de la route Montréal-Québec qui va de Trois-Rivières à Donnacona. Quant à la route de l'île d'Orléans, elle a été presque totalement perdue à cause de l'incurie du régime libéral qui nous a précédé. Nous avons donc été obligés de refaire la route du tour de l'île d'Orléans. À notre arrivée au pouvoir, les experts du département de la Voirie m'ont dit qu'il faudrait dépenser au moins \$20,000,000 pour le gravier seulement afin de remettre les routes de deuxième classe en bon ordre. Les routes rurales avaient été complètement négligées.

Tout cela parce que l'orgueil d'un ministre de la Voirie du temps exigeait la construction d'une quinzième route conduisant aux États-Unis, et s'ajoutant aux nombreuses routes qui reliaient déjà la province aux États-Unis, et d'une troisième route Montréal-Québec, passant par Saint-Hyacinthe.

Le gouvernement a dépensé \$13,000,000 pour la construction de la route Sir Wilfrid-Laurier. Un montant de \$21,000,000 aurait été nécessaire pour terminer ce boulevard et cette route aurait coûté \$200,000 du mille. Les ingénieurs s'en allaient parce qu'on ne les payait pas. En 1944, à la Voirie provinciale, on payait encore des ingénieurs \$1,400 ou \$1,500 par année. L'outillage était désuet et pratiquement hors d'usage. On prétextait les restrictions pour ne pas le remplacer. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, les restrictions existaient



encore et nous avons trouvé moyen d'acheter du matériel.

L'Union nationale, par contre, s'est mise à l'œuvre dès 1944 pour améliorer et développer le réseau routier. Le gouvernement s'est rendu compte de la nécessité de tracer d'abord un plan d'ensemble pour la voirie, d'une reclassification du personnel, d'un rajeunissement de l'outillage. Et à la session de 1945, nous faisons voter \$30,000,000 à cette fin.

La principale considération fut accordée à l'amélioration de nos routes rurales. Des travaux de construction, d'aménagement et d'entretien ont été effectués dans toutes les parties de la province, le gouvernement se souciant principalement de donner des grandes routes pour relier les diverses régions éloignées de la province.

Nous avons ensuite songé aux routes interprovinciales, des routes allant aux États-Unis et des routes numérotées. Les autres routes sont passées en troisième lieu. De 1945 à 1948, pour les routes rurales seulement, l'Union nationale a dépensé \$28,152,837.50.

On s'est intéressé tout particulièrement aux villages et 315 villages ont été pavés, de sorte qu'en 1946 il y avait 221 milles de chemins municipaux entretenus. En trois ans, le gouvernement a pris à sa charge 1,091 milles de chemins municipaux. Des travaux aux routes rurales ont été faits dans tous les comtés ruraux, même dans ceux qui avaient élu des députés libéraux. Nous faisons des travaux sans tenir compte de la couleur politique des députés.

Il cite en exemple le comté de Champlain si brillamment représenté en cette Chambre par son jeune député (M. Bellemare), dit-il, pour illustrer ce que le gouvernement de l'Union nationale a accompli depuis 1945, dans le domaine de la voirie, et tout particulièrement de la voirie rurale. Grâce à l'initiative de son député, le comté de Champlain a bénéficié d'importants travaux pour l'amélioration des routes. Le comté a été divisé en cinq parties, car on voulait répartir le travail sur une période de cinq ans. Après trois ans, les routes de Champlain ont été construites ou réfectionnées dans une proportion des trois quarts du comté et, dès l'an prochain, toute la voirie du comté aura été améliorée.

Le comté de Champlain compte 440 milles de routes dont 70 milles étaient améliorés en 1944, laissant une balance de 169 milles non améliorés, ce qui représentait une proportion de 6 % (sic). C'est cette balance qui a été divisée en cinq parties en vue de répartir l'exécution de travaux de voirie sur une période de cinq ans. En 1945-1946, on a dépensé dans le comté de Champlain \$78,110. En 1946-1947 on a dépensé pour la voirie toujours, un montant de

\$115,611, et pour 1947-1948, le montant attribué s'élève à \$120,238, ce qui forme un grand total de \$313,959.

Il reproche au régime libéral du chef de l'opposition d'avoir abandonné la construction de la route Montréal-Mont-Laurier, qui avait pour but d'ouvrir l'Abitibi au commerce de Montréal. La région de l'Abitibi a été spécialement bien traitée puisque le gouvernement a fait les travaux de la route de Montréal à Saint-Jovite qui donnera à Montréal et au reste de la province le trafic de l'Abitibi, drainé précédemment par l'Ontario. Depuis 1945 on a dépensé \$3,289,416 sur ce chemin.

À l'automne de 1948, annonce-t-il, tout le chemin de ceinture de la Gaspésie sera entièrement pavé à l'exception de la section comprise entre Cap-Chat et Gaspé. Malgré des difficultés quasi insurmontables, nous paverons cette année 32 milles. L'an dernier, sur la seule route de la Gaspésie, nous avons dépensé \$2,250,536<sup>11</sup>. Depuis 1944, le gouvernement a dépensé sur cette route \$4,936,102. Aussi, \$750,000 ont été consacrés à la route de la Côte-Nord à Baie-Comeau depuis 1946.

Je suis à l'aise pour parler de la route de Chicoutimi dont l'urgence se faisait sentir depuis longtemps pour une région extrêmement riche, qui aurait dû être ouverte à la circulation. Elle est appelée à desservir une population de 200,000 âmes, habitant la région où sont situées les plus grandes industries lourdes et les plus fortes usines électriques de la province de Québec et où nous trouverons intérêt aussi à développer l'industrie du tourisme. Pendant 90 ans, cette région avait été laissée à l'abandon. Aujourd'hui, le gouvernement de l'Union nationale construit, en dépit des prétentions fantaisistes de l'opposition, la nouvelle route de Chicoutimi, un chemin qui sera sur le standard de la route Mont-Laurier-Senneterre. Les travaux avancent rapidement et cette route sera probablement ouverte à la circulation dès l'automne prochain. Ces travaux n'ont pas coûté plus cher que ceux qui ont été faits sous les régimes libéraux, en dépit de la hausse des salaires et des matériaux.

Il fait l'historique des routes existantes. Le tracé de la route de Stoneham était bon, dit-il, mais aucune des trois routes n'était de nature à encourager la circulation. Les travaux avancent rapidement et, dès l'automne prochain, elle sera probablement ouverte à la grande circulation. Il poursuit sa revue des travaux exécutés sur les grandes routes de la province; Lévis-Jackman, Montréal-Chapeau, Montréal-Saint-Jean, etc.

Les prix payés actuellement par le ministère de la Voirie pour ces travaux se comparent

avantageusement avec ceux que l'ont paie dans n'importe quelle province du Canada. Ces travaux n'ont pas coûté plus cher que ceux que l'on payait, dans notre province, sous les régimes libéraux de 1928 à 1936 et de 1939 à 1944.

J'ai eu la curiosité de faire une étude comparative des contrats de voirie accordés dans notre province et dans l'Ontario pour des travaux équivalents. De cette étude, il ressort que les prix sont moins élevés dans la province de Québec.

Les prix actuels sont inférieurs pour les travaux de pavage à ceux qui ont été payés de 1928 à 1935, sous le gouvernement libéral. On paie \$4.99 et \$4.50, aujourd'hui, ce qui a coûté jusqu'à \$7 de 1928 à 1935.

Dans toute comparaison entre les prix actuels et ceux de 1940 à 1944, il faut tenir compte de l'augmentation des salaires dans ces entreprises et de la hausse du coût des matériaux, depuis cette période. Les salaires des journaliers, en 1940, étaient de 35 cents de l'heure, tandis qu'ils sont de 50, 60 et même 70 cents de l'heure aujourd'hui. On payait alors les opérateurs de pelles mécaniques 60 cents de l'heure, tandis que le salaire est de \$1.25 de l'heure, aujourd'hui.

Mais en dépit de cette différence dans les salaires et le coût des matériaux, les prix de nos travaux de voirie, payés aux entrepreneurs, sont sensiblement les mêmes, sauf quelques exceptions, que ceux payés par les libéraux de 1940 à 1944 quand ils ne sont pas plus bas. L'écart est souvent très considérable.

Le contrat par soumission ne constitue pas le meilleur système, au ministère de la Voirie. Quand un gouvernement entreprend des travaux de l'importance des nôtres, tous les entrepreneurs sont occupés et il est très humain de penser qu'ils ne cherchent pas à se couper le cou en diminuant les prix. Il est donc inutile de demander des soumissions. D'ailleurs, cela a même été admis par mes prédécesseurs. Le chef actuel de l'opposition et son ministre de la Voirie, le député d'Argenteuil (M. Dansereau), ont convenu que le contrat par soumission n'est pas l'idéal. Il donne plusieurs exemples pour prouver cet avancé. En 1942, les libéraux donnaient des contrats, après soumissions, à raison de \$4.80 la verge cube, alors que l'on accorde actuellement des contrats sans soumissions à raison de \$2.60 pour le même genre de travail.

D'ailleurs, les contrats sans soumissions au ministère de la Voirie n'ont pas été inventés par l'Union nationale. Les libéraux en ont accordé eux-mêmes avant nous, lorsqu'ils étaient au pouvoir.

En 1929, 66 contrats sans soumissions; en 1933, 18 contrats sans soumissions; en 1934, 11 contrats sans soumissions; en 1935, 5 contrats sans soumissions d'une valeur de près de \$1,500,000. Puis de 1940 à 1944 inclusivement, les contrats sans soumissions sous le régime libéral se sont succédé à un rythme accéléré: 28<sup>12</sup> en 1940; 61 en 1941; 55 en 1942; 84 en 1943; 124 du 1<sup>er</sup> janvier au 8 août 1944, l'année des élections. Au cours du seul mois de juin, le ministre de la Voirie du temps (M. Dansereau) a accordé des contrats sans soumissions pour de forts montants.

On a fait du scandale avec le fait que mon ministère a accordé des contrats à des maisons dirigées par MM. Franceschini et McNamara pour la route de Chicoutimi. On disait qu'ils sont des étrangers. Les contrats accordés à ces compagnies de Toronto concernaient des travaux difficiles exécutés en terrain montagneux. Il était avantageux d'accorder les contrats à ces contracteurs, parce qu'ils possédaient l'outillage lourd, coûteux et nécessaire, pour ces travaux alors que nos entrepreneurs n'étaient pas outillés pour les entreprendre. On ne pouvait demander à des entrepreneurs ordinaires de s'acheter pour une valeur de \$2,000,000 et plus d'outillage. D'ailleurs, ils n'auraient pu le faire.

Mais qui se plaint que nous accordons des contrats à des étrangers? Nul autre que le chef de l'opposition qui a dit à temps et à contretemps que les Canadiens sont chez eux partout, au Canada, qu'un Canadien français est chez lui partout, en dehors de la province de Québec. Très bien, il a raison. Mais pourquoi le même homme nous reproche-t-il de faire travailler des gens de la province voisine?

M. McNamara a eu un contrat de \$1,180,000 pendant la guerre du gouvernement King pour construire l'aéroport de Mont-Joli et un contrat de \$150,000<sup>13</sup> du gouvernement provincial de 1940. Les libéraux ont déjà accordé 58 contrats sur un total de 80 à un entrepreneur de New York, M. John MacDonald. Ils ont aussi donné de nombreux contrats à d'autres Américains, dont à un entrepreneur du Texas; à des Anglais, des Français dont à M. Necker. (Applaudissements à gauche)

**M. l'Orateur** avertit le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) que son temps est terminé.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** fait l'éloge du premier ministre, à qui dit-il, nous sommes redevables de l'amélioration très considérable de notre réseau routier<sup>14</sup>.

**Des députés de l'opposition:** À l'ordre!

**M. Roberge (Lotbinière):** Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) ne m'a pas donné l'occasion dans Lotbinière d'apprécier les travaux de voirie dont il a parlé avec tant d'éloquence.

(Rires et applaudissements à gauche)

Le ministre de la Voirie a attaqué l'administration de l'honorable sénateur T.-D. Bouchard en disant: "Il a fallu à l'orgueil de cet homme la voie Sir Wilfrid-Laurier." On peut retourner le compliment au ministre de la Voirie. J'ai eu l'occasion de traverser le Parc national. J'y ai vu des travaux gigantesques sur la route de Chicoutimi, mais le ministre de la Voirie ne complète pas la voie Sir Wilfrid-Laurier. On pourra dire que le député de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot) s'est élevé un monument, mais je dis qu'il se l'élève aux dépens des autres parties de la province.

Le ministre de la Voirie a qualifié la voie Sir Wilfrid-Laurier d'inutile et nuisible. Ce n'est pas l'opinion des gens de Lotbinière, Nicolet, Drummond et Arthabaska. Il est dommage que le gouvernement ne veuille pas terminer la route Sir Wilfrid-Laurier, car cette voie aiderait au développement économique de ces comtés. Je ne dis pas que la quatrième route de Chicoutimi est inutile et nuisible, mais je dis qu'on y dépense de l'argent qui pourrait être mieux dépensé ailleurs.

Dans le comté que j'ai l'honneur de représenter, nous sommes comme les électeurs de Bagot. Nous ne demandons pas une deuxième voie, il suffirait de paver la route sur une distance de 14 milles et d'ajouter tout simplement un peu d'asphalte de chaque côté de la voie construite pour en faire une voie convenable qui desservirait la région de Québec tout autant que les comtés de Lotbinière, Drummond, Arthabaska et Nicolet.

La voie Sir Wilfrid-Laurier est la seule qui puisse rattacher à Québec les comtés que je viens de nommer. La région des Bois-Francs peut être reliée à Québec par un chemin qui pourrait être facilement entretenu en hiver. Plessisville n'est qu'à 50 milles de Québec. Pourtant, en hiver, tout le commerce de cette région se dirige vers Montréal, à 100 milles de distance faute d'une voie qui donne accès à la capitale 12 mois par année. Si on complétait la voie Sir Wilfrid-Laurier, la distance entre Drummondville et Québec en serait raccourcie de 20 milles.

J'ai cherché dans le budget les éléments d'une politique positive pour la province et je n'en ai pas trouvés. Le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon), à divers moments dans son discours, s'est vanté d'administrer sans nouvelles taxes. L'augmentation des revenus n'est pas seulement due à l'expansion industrielle.

D'après son estimé de 1947-1948, la taxe sur la gazoline doit rapporter \$25,550,000. Si cette taxe n'avait pas été augmentée de trois cents le gallon, de huit à onze cents, c'est-à-dire de 37 %, ce serait plusieurs millions de moins et l'on aurait un déficit au lieu d'un surplus de \$1,600,000.

De même, l'impôt sur les corporations doit rapporter \$30,800,000 au cours de la dernière année fiscale. S'il n'avait pas été porté de 5 % à 7 % par l'Union nationale, ce serait encore plusieurs millions de moins et la province se trouverait aujourd'hui en face d'un déficit considérable au lieu d'un surplus. C'est dire que, sans les nouvelles taxes de l'Union nationale, le trésorier ne bouclerait pas son budget et il aurait un gros déficit chaque année.

Il raille les ministres qui ne cessent de faire des compliments de leur chef.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Faites-en du vôtre<sup>15</sup>.

**M. Roberge (Lotbinière):** Je vais répondre au secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté) qui tente actuellement, dans la province, de faire croire à l'électorat qu'il n'y a qu'un seul homme et que cet homme c'est le gouvernement et que sans cet homme, l'honorable premier ministre, il n'y a pas de gouvernement possible. Toute la propagande de l'Union nationale converge vers ce but. On veut créer un mythe, mais que mes amis d'en face me permettent de leur dire qu'en agissant ainsi ils rendent un bien mauvais service à la démocratie et à nos institutions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député de Lotbinière (M. Roberge), au moins, fasse l'éloge de son chef.

**M. Roberge (Lotbinière):** Dans le Parti libéral nous avons autant de respect pour nos chefs, sinon plus, que les gens de l'Union nationale. Nous avons pour notre chef autant d'amitié respectueuse que d'admiration. Nous sommes unis derrière lui et nous croyons qu'il devrait diriger les destinées de la province. Mais nous ne pensons pas que le Parti libéral doit être l'affaire d'un seul homme. Nous croyons que le gouvernement ne doit pas se composer d'un seul homme. C'est là notre doctrine.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'espère que le chef de l'opposition va me remercier, parce que j'ai réussi à faire parler de lui par l'un de ses députés.

**M. Roberge (Lotbinière):** Le revenu national est passé de \$4,700,000,000 en 1927<sup>16</sup> à \$12,700,000,000 en 1947. Le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) ne prétendra toujours pas que c'est la faute de l'Union nationale. Ça ne peut tout de même pas dépendre du chef de l'Union nationale comme il (l'honorable M. Gagnon) veut nous le faire croire. Le trésorier nous a dit que le pays avait atteint le sommet et que les revenus de la province ont atteint le sommet de leur courbe ascendante. Cela veut-il dire qu'il croit à une crise économique? M. l'Orateur, le trésorier n'annonce aucune mesure dans son budget qui soit de nature à prévenir et à parer cette crise qu'il prévoit.

Il propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Est (M. Drouin), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. *Le Soleil* du 3 mars 1948, à la page 3, et *Le Devoir* du même jour, à la page 10, donnent ce chiffre, mais *Le Canada*, à la page 3, mentionne celui de \$2,184,264.

2. *Le Canada* du 3 mars 1948, à la page 3, indique le chiffre de 267 %.

3. Trésorier dans le gouvernement Taschereau de 1921 à 1929.

4. *Le Montreal Daily Star* du 3 mars 1948, à la page 8, rapporte le chiffre de \$638,117,892.

5. M. Tellier est Orateur suppléant.

6. *Le Quebec Chronicle Telegraph* du 3 mars 1948, à la page 10, note que le discours de M. Marler a duré 2 h 15. *Le Canada* du 3 mars 1948, à la page 3, souligne que pendant le discours du représentant de

Westmount-Saint-Georges, M. Duplessis est sorti tout à coup de la Chambre et a conféré avec le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon). Le quotidien libéral de Montréal suppose qu'ils ont discuté de la critique de M. Marler et qu'ils ont décidé de remettre la réplique du gouvernement à la séance du soir pour essayer de trouver, entre les deux séances, des moyens de rebâtir l'échafaudage du trésorier détruit par les critiques de M. Marler.

7. M. Morin fait référence à l'*ABC de l'électeur* que l'Union nationale a publié lors des élections de 1944.

8. *Le Quebec Chronicle Telegraph* du 3 mars 1948, à la page 10, souligne que M. Morin a parlé 15 minutes avant l'ajournement du débat.

9. Selon *Le Canada* du 4 mars 1948, à la page 14, il est 8 h 30 lorsque l'Orateur intervient.

10. *Le Soleil* du 3 mars 1948, à la page 7, souligne que M. Robinson a commencé son discours en français pour le terminer en anglais.

11. *Le Soleil* du 3 mars 1948, à la page 7, cite le chiffre de \$2,250,596.

12. *L'Action catholique* du 3 mars 1948, à la page 17, donne le chiffre de 23.

13. *Le Montréal-Matin* du 4 mars 1948, à la page 11, rapporte le chiffre de \$180,000.

14. *L'Action catholique* du 3 mars 1948, à la page 3, note que M. Talbot a parlé durant plus d'une heure.

15. Selon *Le Canada* du 3 mars 1948, à la page 2, c'est M. Duplessis qui a prononcé cette phrase.

16. *L'Action catholique* du 3 mars 1948, à la page 17, donne le chiffre de \$4,500,000 et l'année 1939.

## Séance du mercredi 3 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil;
- bill 169 modifiant la charte de la cité de Joliette;
- bill 158 accordant certains pouvoirs à la ville de Jacques-Cartier et modifiant sa charte;
- bill 154 modifiant la charte de la ville de LaSalle;
- bill 155 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 146 modifiant la charte de la ville de Dorion, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer à sa demande.

Le rapport est adopté.

## Projets de loi:

## Chartes de LaSalle, Lachine, Jacques-Cartier, Longueuil et Joliette

Du consentement unanime, la Chambre se forme en comité plénier pour étudier, l'un après l'autre, les bills suivants:

- bill 154 modifiant la charte de la ville de LaSalle;
- bill 155 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 158 accordant certains pouvoirs à la ville de Jacques-Cartier et modifiant sa charte;
- bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil;

- bill 169 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Le comité étudie lesdits bills séparément article par article, et le président fait rapport que le comité a adopté les bills 154, 155, 158, 159 et 169 sans les amender.

## Charte de LaSalle

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose que le bill 154 modifiant la charte de la ville de LaSalle soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Charte de Lachine

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose que le bill 155 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Charte de Jacques-Cartier

**M. Joyal (Chambly)** propose que le bill 158 accordant certains pouvoirs à la ville de Jacques-Cartier et modifiant sa charte soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Charte de Longueuil

**M. Joyal (Chambly)** propose que le bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Charte de Joliette**

**M. Tellier (Montcalm)** propose que le bill 169 modifiant la charte de la cité de Joliette soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Motions des députés:**

#### **Prix des produits laitiers**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 25 février dernier, sur la motion du représentant de Berthier (M. Sylvestre) proposant que cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les moyens qui relèvent de sa juridiction pour stabiliser les prix des produits laitiers à des niveaux qui permettent aux producteurs moyens de les vendre avec profit et aux consommateurs de se les procurer à des prix raisonnables.

**M. Sylvestre (Berthier):** Honoré Mercier, le grand patriote, a été le premier à donner des primes aux cultivateurs pour encourager l'industrie laitière. Notre chef distingué (M. Godbout) a repris cette politique en 1941. Son gouvernement a encouragé la production du fromage par le paiement de primes dont le montant s'est élevé jusqu'à \$3,500,000 de 1941 à 1944. L'Ontario l'a imité en instituant une prime sur le fromage. Le gouvernement Drew de l'Ontario a donné l'an dernier \$1,260,000 en primes sur le fromage. L'Union nationale a pris le pouvoir et le gouvernement a aboli la prime sur le fromage établie par l'administration précédente. En dépit de ses promesses passées, le gouvernement du Québec ne fait rien pour aider les producteurs de beurre et de fromage. Avec des revenus annuels de \$175,000,000<sup>1</sup>, le gouvernement n'est pas justifié de refuser de payer ces primes. J'irai plus loin, le gouvernement a même réduit de \$100,000<sup>2</sup>, dans le budget de 1948, l'item concernant les primes et subventions à l'agriculture en général.

Pourquoi? Pour maltraiter les cultivateurs? Je n'ose le croire. C'est parce que le gouvernement ignore que les primes agricoles sont des mesures sociales. On s'imagine peut-être que subventionner

l'agriculture serait du paternalisme d'État. Si c'en était, le Parti libéral serait également contre cela. Mais tel n'est pas le cas. Octroyer des primes à l'agriculture, c'est mettre en marche une autre grande mesure sociale. Si le gouvernement n'intervient pas immédiatement, ce sera un désastre chez nous d'ici deux ans.

Je ne demande pas que l'on jette l'argent par les fenêtres d'une manière inconsidérée. Mais je dis que c'est le devoir du gouvernement de stabiliser l'agriculture en mettant de l'équilibre dans sa production primordiale, la production laitière. Quand l'État se désintéresse de la question, ce sont les trusts qui en profitent. Le prix du fromage baissant, tous les cultivateurs se mettent à porter leur lait aux fabriques de beurre. Il y a alors surproduction de beurre, les prix baissent et les trusts en profitent pour remplir les entrepôts à vil prix.

Aujourd'hui, les cultivateurs produisent beaucoup de lait en poudre. Le marché est bon parce que la production française a beaucoup baissé par suite de la guerre. Mais combien de temps cette situation durera-t-elle? Nous n'en savons rien parce que le gouvernement n'a pas les organismes nécessaires pour nous renseigner. On devrait établir des agences à l'étranger pour orienter notre production selon les besoins du marché.

Il demande au gouvernement de créer un fonds spécial de stabilisation des prix des produits agricoles et laitiers auquel contribueraient le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et les intéressés eux-mêmes. Avec l'aide des coopératives et de l'UCC<sup>3</sup>, on étudierait un système en vertu duquel des octrois puisés à même ce fonds seraient appliqués selon les circonstances de façon à stabiliser le marché et à ne pas permettre que les cultivateurs produisent à perte. Cela donnera confiance aux jeunes fils de cultivateurs et ce sera le meilleur moyen de les garder sur la terre. Cela aidera aussi la colonisation, préviendra le chômage. Une législation de ce genre constituera la plus belle mesure sociale que l'on puisse imaginer.

On dit souvent aux cultivateurs, le jour de la Saint-Jean-Baptiste ou à la veille des élections, qu'ils sont le réservoir de la race, les protecteurs de l'ordre et le meilleur rempart contre les idées subversives. Et puis on oublie tout cela. Le petit habitant est le moins bien servi de la société. C'est l'oublié numéro un. Puisqu'on demande beaucoup aux cultivateurs, il faut aussi leur donner beaucoup. Voilà pourquoi je réclame un encouragement à l'industrie laitière dans l'intérêt du producteur moyen et du consommateur.

(Applaudissements à gauche)

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** En entendant le député de Berthier (M. Sylvestre), j'ai retrouvé dans son argumentation les deux caractéristiques qui distinguent le parti qu'il représente: la faiblesse et l'inexactitude. Je comprends qu'il est pénible pour le député de Berthier d'avoir à essuyer l'administration néfaste de son chef dans le domaine de l'agriculture, mais je comprends moins bien que le député expose à cette Chambre une doctrine toute cousue d'erreurs et de conséquences aussi graves pour la classe agricole.

Je citerai des chiffres pour démontrer que la thèse du député de Berthier porte à faux. Depuis 1939, la province de Québec produit moins de beurre et plus de fromage qu'elle n'en consomme.

En 1939, la production totale de beurre dans la province de Québec a été de 92,368,000 livres et la consommation a été de 103,360,000 livres. En 1940, la production a été de 86,661,000 livres et la consommation de 106,174,000 livres. En 1941, la production a été de 88,666,000 livres et la consommation de 108,457,000 livres. En 1942, la production a été de 84,710,000 livres et la consommation de 112,209,000 livres. En 1943, la production a été de 93,399,000 livres et la consommation de 95,759,000 livres. En 1944, la production a été de 90,287,000 livres et la consommation de 103,950,000 livres. En 1945, la production a été de 95,974,000 livres et la consommation de 101,845,000 livres.

C'est dire que chaque année, il y a eu déficit de la production sur la consommation. Ce déficit a été de 10,992,000 livres en 1939; de 19,513,000 livres en 1940; de 19,791,000 livres en 1941; de 27,499,000 livres en 1942; de 2,360,000 en 1943; de 13,663,000 livres en 1944; et de 5,871,000 livres en 1945.

Par contre, il y a eu pendant la même période un fort surplus de production de fromage par suite de la prime que le gouvernement provincial a payée. Nous produisons beaucoup plus de fromage que nous n'en consommons. La production totale de fromage pour la province de Québec a été de 27,527,000 livres en 1939, alors que la consommation n'a été que de 11,305,000 livres. En 1940, la production a été de 35,642,000 livres et la consommation de 10,490,000 livres. En 1941, la production a été de 39,022,000 livres et la consommation de 13,661,000 livres. En 1942, la production a été de 66,275,000 livres et la consommation de 12,882,000 livres. En 1943, la production a été de 50,556,000 livres et la consommation de 15,211,000 livres. En 1944, la production a été de 62,995,000 livres et la consommation de 15,050,000 livres. Et en 1945, la production a été de 61,519,000 livres et la consommation de 17,093,000 livres. Le surplus de

production a été de 16,222,000 livres en 1939; 25,152,000 livres en 1940; 25,361,000 livres en 1941; 52,393,000 livres en 1942; 35,345,000 livres en 1943; 47,045,000 livres en 1944 et 44,426,000 livres en 1945.

Dans les circonstances, puisque nous produisons trop de fromage et pas assez de beurre pour notre propre consommation, comment se fait-il, que le gouvernement libéral de 1939 à 1944 ait donné des primes sur le fromage alors qu'il n'en donnait pas pour encourager la production du beurre? C'est sans doute qu'on était beaucoup plus intéressé à aider l'effort de guerre que d'aider les cultivateurs du Québec. Il y a une pénurie de beurre dans le Canada et on ne doit pas aggraver cette pénurie par des primes sur le fromage. Les libéraux auraient dû employer ces primes sur le fromage à encourager la production des grains afin d'avoir de la nourriture pour les animaux.

Le chef de l'opposition a approuvé le rationnement du beurre pendant la guerre. S'il a procédé de cette façon, c'est tout simplement parce que ses amis d'Ottawa le lui ont demandé pour contribuer à cet effort de guerre démesuré, presque criminel dont parlait récemment, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé). Si la prime avait été mise sur le beurre, nous n'en aurions pas manqué pendant la guerre.

Les artisans du sol ont été maltraités par Ottawa, durant la guerre. Les pénuries, les restrictions, les contrôles et les rationnements imposés par la politique libérale ont fait un tort immense aux cultivateurs. Cela n'intéressait pas le chef de l'opposition, du moment que c'était pour notre effort de guerre. La guerre! c'est tout ce qui le préoccupait. Quand il était premier ministre, le chef de l'opposition aurait dû aider les cultivateurs au lieu d'encourager l'effort de guerre criminel du Canada.

La Commission des prix a fait payer \$500 d'amende à un citoyen de mon comté qui avait vendu du beurre sans coupons aux cultivateurs qui leur apportaient de la crème. (Il interpelle ce monsieur qui est assis dans les galeries)<sup>4</sup>. À cause de la politique fédérale, on mettait aussi à l'amende les producteurs qui vendaient de la crème contenant plus de 35 % de gras. J'ai moi-même payé une amende de \$35 pour avoir vendu au marché Atwater à Montréal de la crème épaisse à 35 % de gras.

Le chef de l'opposition a désorganisé les fabriques de beurre de la province en payant une prime sur la production du fromage. S'il avait compris ses responsabilités, tout cela ne se serait pas produit. Il n'aurait eu qu'à intervenir auprès de ses

amis d'Ottawa pour protéger les cultivateurs du Québec, mais ça l'intéressait bien plus d'aider Ottawa dans son effort de guerre que d'aider les cultivateurs. Les primes données par le gouvernement fédéral pendant la guerre n'avaient pas non plus pour objet d'aider les cultivateurs, car on les a supprimées au moment où la production coûte le plus cher. On donnait des subsides quand c'était pour la guerre. Maintenant, on n'en donne plus parce que ça n'aiderait que les cultivateurs. C'est aujourd'hui que le gouvernement fédéral devrait donner des primes aux cultivateurs qui n'ont pas fait d'argent pendant la guerre.

(Applaudissements à droite)

Il rend hommage au premier ministre et au ministre de l'Agriculture.

Il propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Chartrand), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après les mots "que cette Chambre", dans la première ligne, par les mots suivants:

"recommande au gouvernement de continuer à prendre toutes les mesures appropriées pour que la vente des produits laitiers puisse rapporter, aux cultivateurs de la province, des revenus justes et raisonnables, et pour que les consommateurs puissent se les procurer à des prix convenables".

**M. Morin (Québec-Centre)** félicite le député de Berthier (M. Sylvestre) d'avoir présenté cette motion. Le lait est contrôlé par un trust, aussi bien d'ailleurs que le pain et la viande, qui permet à un petit groupe seulement de toucher de plantureux profits aux dépens des consommateurs et des producteurs, à même un aliment essentiel à la vie.

La compagnie Borden, qui a été établie aux États-Unis, possède d'innombrables filiales aux États-Unis et au Canada. Cette compagnie, en 1931, a vendu au Canada et aux États-Unis pour \$284,586,876 de produits laitiers. N'y aurait-il pas moyen pour le gouvernement d'exercer une plus étroite surveillance afin de prévenir et d'empêcher les abus? Le gouvernement devrait intervenir de façon à brider la puissance de ces consortiums.

Le chef de l'opposition a compris le problème. Il n'a pas craint, quand il était premier ministre, de mettre à la raison le trust de l'électricité. Dans quelques mois, en reprenant la direction de la province, il verra à mater tous les trusts qui persisteront à faire des profits exagérés aux dépens de la population et il continuera de prévenir les abus des monopoles. Que le gouvernement actuel fasse de même pour le lait.

Les distributeurs de lait ont une publicité qui réussit à faire oublier le producteur et ses vaches, ainsi que le consommateur et ses besoins. Il est d'avis, dit-il, que le coût de la distribution est trop élevé. Si le consommateur est exploité et que le producteur produit à perte, il y a certainement quelque chose qui ne va pas. La population payait le lait beaucoup moins cher quand le fédéral accordait des subsides aux producteurs. Le gouvernement de l'Union nationale, qui n'a pas jugé bon de continuer ces subsides, devrait songer à l'établissement d'un système de subventions pour venir en aide aux cultivateurs. Il suggère l'établissement de centrales de distribution dans les centres urbains, des zonages pour la production du lait et du beurre de façon à diminuer le coût des produits laitiers pour les consommateurs dont la vie et la santé dépendent d'une nourriture saine.

La question du lait est si importante pour toutes les familles qu'à la suite des récentes augmentations du prix, je réclame, avec la CTCC qui a présenté un mémoire au gouvernement, la tenue d'une enquête royale pour trouver les causes réelles du prix des produits laitiers, particulièrement du lait, partout dans la province. Le trust est toujours bien préparé. Le gouvernement devrait suppléer au manque de préparation du producteur et du consommateur.

(Applaudissements à gauche)

**M. Godbout (L'Islet)** félicite le député de Berthier (M. Sylvestre) d'avoir présenté sa motion. La question qui est discutée est de grande importance dans la province de Québec, parce que la production du lait est à la base de la production de 85 % de nos cultivateurs. L'étude du problème de la production du lait chez nous est nécessaire et c'est une question de plus en plus urgente à régler, parce qu'elle est excessivement changeante. Les prix des produits agricoles augmentent tous les jours, car l'industrie laitière est affectée par la rareté de plus en plus grande de la main-d'œuvre, dont le coût a augmenté de 25 % depuis deux ans. Et le prix des moulées concentrées ne cessent d'aggraver constamment la situation, particulièrement cette année.

C'est le devoir du gouvernement de s'intéresser au sort des cultivateurs, de s'intéresser à la production du lait. Aujourd'hui, le prix du lait est si élevé que la consommation de ce produit essentiel diminue considérablement dans les villes, jusque dans les hospices et les hôpitaux, au détriment de la santé de nos populations, et même dans les maisons où l'on s'occupe des enfants. À cause de cela, les enfants sont privés d'une croissance normale et c'est



le producteur qui supporte le contre-coup de cette diminution de production.

Le moyen de remédier à la situation, c'est l'amélioration des méthodes de production sur les fermes. Le monde se transforme rapidement au point de vue économique. Les cultivateurs ne peuvent garder leurs vieilles méthodes en agriculture, sans risque pour l'avenir. Si nous le faisons, nous courons tout simplement au désastre. À moins que le ministère de l'Agriculture ne se rende compte de la situation, tous les pays vont nous dépasser.

Ce qui importe actuellement, c'est une amélioration de nos méthodes de production agricole, basée sur les recherches scientifiques, l'expérimentation pour découvrir des cultures nouvelles et la création de nouveaux produits agricoles. Le Québec est loin derrière l'Ontario et les autres provinces quant au service de recherche pour la modernisation des méthodes d'élevage et d'alimentation des vaches. Il faut aller chercher chez les voisins, en Ontario et aux États-Unis, principalement, les exemples dont nous avons besoin dans le domaine de l'économie rurale. Aux États-Unis, les agronomes sont plus libres et doublent la production des mêmes champs en quelques années.

Il faut mettre à la base de notre agriculture la culture fourragère. Il est toujours relativement facile de faire venir des grains de l'Ouest, tandis qu'il n'en est pas ainsi pour les produits de l'agriculture fourragère. Le gouvernement a des revenus énormes, \$200,000,000 cette année, et il devrait en dépenser beaucoup pour organiser les recherches expérimentales.

La ferme expérimentale d'Ottawa fait du bon travail, mais on ne peut compter exclusivement sur elle pour les travaux de recherche. Même dans la province, on ne saurait avec avantage poursuivre les mêmes travaux à Lapocatière, à Lennoxville et au Témiscamingue. Il importe de s'organiser en vue de l'avenir. L'argent dépensé pour la recherche et l'expérimentation constitue un excellent placement.

Le gouvernement a la responsabilité d'aider les cultivateurs à s'assurer des revenus convenables. Il devrait rétablir des primes sur le beurre et le fromage pour assurer des profits raisonnables aux producteurs afin de rendre ces productions payantes, en ce moment où la production de ces aliments ne peut pas être faite dans des conditions avantageuses par les cultivateurs. On éviterait, de cette façon, que l'on remplace le lait par toutes sortes de Cola imaginables qui sont dommageables à la santé des enfants. La consommation du lait est stagnante parce que le prix est élevé et, pendant ce temps, la vente des liqueurs douces augmente. Dans la plupart des

cas, le cultivateur n'est pas capable d'attacher les deux bouts avec les prix qu'on lui paie pour le beurre et le fromage. Il n'a pas sa part dans le coût du produit qu'il prépare.

L'industrie laitière est menacée. Avec la conséquence que l'on commence à voir des granges sur lesquelles le cadenas est mis, des cultivateurs abandonnent leurs terres, faute de pouvoir se procurer de la main-d'œuvre suffisante. Et pourtant, ils sont plus attachés que les autres à leur profession. Pour garder les gens sur la terre, il faut faire de l'agriculture une profession payante.

La responsabilité devient nationale et nous ne devons rien négliger pour profiter de ce qu'une étroite collaboration pourrait nous rapporter. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) devrait avoir une politique flexible qui lui permettrait d'accorder des primes sur le beurre et le fromage dans les cas où la production l'exigerait. Une politique de soutien des prix des produits laitiers s'impose dans la province.

(Applaudissements à gauche)

Après avoir crié autonomie sur tous les tons, le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) critique les contrôles qui étaient nécessaires sur le beurre pour permettre à tout le monde d'avoir ce produit essentiel sur sa table. Il ne comprend rien. Cependant le fédéral accordait des subsides quand il imposait des contrôles. Dans la seule année 1946, il a payé \$16,000,000 en subsides sur les produits laitiers aux cultivateurs de notre province. C'était deux fois le budget du ministère provincial de l'Agriculture en un an.

Le député de Napierville-Laprairie a parlé de l'effort de guerre. Pendant la guerre, mon gouvernement, grâce aux primes sur le fromage, a porté la production du fromage de 27,000,000 de livres à 62,000,000<sup>5</sup> de livres, par année tout en maintenant la production du beurre. Nous avons augmenté cette production de 92,000,000 de livres en 1939 à 103,000,000 en 1944.

(Applaudissements à gauche)

Nous en sommes fiers. Nous avons fait cela pour nourrir nos fils qui étaient sur les champs de bataille et les populations civiles d'Europe. Nous sommes fiers d'avoir montré le devoir plutôt qu'avoir encouragé nos gens à y manquer pendant la guerre. Nous sommes fiers du record établi par les cultivateurs du Québec durant la guerre, nous avons obtenu la plus grande production agricole de toutes les provinces. Et les 63,000,000 de livres de fromage, nos cultivateurs ne les ont pas données mais il les ont vendues.

(Applaudissements à gauche)

Quelqu'un disait qu'il y a deux hommes dans le député de Laprairie-Napierville, le cultivateur et le politicien fanatique, et c'est toujours celui-ci que l'on entend.

Une prime a été accordée sur le fromage parce qu'il s'exporte mieux. L'établissement d'une prime sur le fromage sous mon administration a non seulement donné un essor considérable à la production, mais il a eu pour résultat une hausse de deux cents dans le prix du fromage et forcé du même coup le gouvernement fédéral à élever de quatre cents le prix de la livre de beurre. La province de Québec a été la première, sous mon gouvernement, à instituer une prime sur le fromage. Cela n'était pas si mal, puisque toutes les provinces nous ont imités. Si cette politique était mauvaise les autres provinces n'auraient pas payé des primes à leurs cultivateurs durant la guerre.

Je ne veux pas que le fédéral vienne empiéter sur notre autonomie, mais pour cela, le gouvernement doit agir. Si le gouvernement provincial ne paye pas de primes aux cultivateurs dans ce domaine, le fédéral entrera sur ce terrain. Que le fédéral nous donne notre part des argents dont nous payons notre part.

Ce qu'il a de plus pressant c'est de réorganiser la base de l'agriculture pour rencontrer la concurrence mondiale. C'est le temps d'agir quand un gouvernement perçoit \$200,000,000 en un an. C'est lorsqu'il y a de l'argent qu'il faut bâtir pour l'avenir, faire des expériences et découvrir des produits nouveaux. Qu'on organise les marchés extérieurs pour nos cultivateurs. Toutes les provinces ont proposé au fédéral des plans de coopération dans l'intérêt de l'agriculture. Il n'y a que Québec qui ne fait rien et qui ne propose rien. Résultat: la production agricole augmente dans l'Ontario parce que le gouvernement Drew paie des primes sur les produits agricoles que nous avons institués, et elle diminue dans Québec parce que le gouvernement provincial ne fait rien. Québec doit suivre M. Drew sur ce terrain.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Les cultivateurs pratiques sont plus nombreux du côté de la droite que du côté de la gauche, il y en a même trois dans le cabinet, même s'ils n'ont pas dépensé d'argent pour faire de belles fermes. Le député de Berthier (M. Sylvestre) a parlé comme un homme renseigné sur la question de l'industrie laitière, mais il ne l'était nullement.

Le chef de l'opposition, qui est un savant en agriculture, a raison de dire qu'il faut s'organiser. Il trouve tout beau en Ontario et aux États-Unis. L'avantage de l'Ontario sur nous, c'est que depuis

25 ans, on a compris que la base de l'agriculture, c'est l'égouttement parfait des terres. Et le problème le plus important à l'heure actuelle est celui du drainage des terres. Les administrations libérales n'ont pas commencé par la base en encourageant le drainage des terres. Pas d'agriculture prospère sans le drainage. C'est ce que le Parti libéral n'a jamais compris, et pendant 40 ans, il a négligé de donner à l'agriculture cet élément indispensable de prospérité. Nous sommes en retard de 25 ou 30 ans dans ce domaine et dans 95 % de nos meilleures terres, les engrais ne peuvent produire leur effet parce que le sol n'est pas égoutté convenablement.

Si le Québec est en retard au sujet de l'industrie laitière, c'était à cause de la négligence des anciens gouvernements du Parti libéral qui n'ont rien fait pour améliorer le sort des producteurs de lait de la province. L'administration actuelle n'a pas été indifférente à ce sujet. J'ai organisé l'an dernier un service de recherche dans mon département, dont le travail se poursuit présentement. Je crois en l'importance et en l'utilité des recherches. On parle des États-Unis. J'y suis allé et ça n'a pas coûté cher.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Bel exemple pour les autres ministres.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je suis allé non pas chez les cultivateurs qui font du "fla-fla" mais les pratiques. J'ai constaté, à mon retour, que nos prairies, nos herbages sont en aussi bonne condition qu'aux États-Unis, où les fermes se vident et sont abandonnées tout comme cela arrive dans notre province. Donc, les prairies ne sont pas plus belles qu'ici.

En donnant des primes sur le fromage, l'ancien gouvernement a désorganisé l'agriculture et particulièrement l'industrie laitière dans la province de Québec. Si la situation ne s'améliore pas, c'est à cause des politiques du fédéral qui préférerait vendre du beurre et du fromage aux Anglais pendant la guerre que d'offrir ces produits aux consommateurs canadiens à un prix raisonnable. Parce que messieurs les Anglais avaient besoin de fromage à bon marché, le gouvernement fédéral en a fixé le prix à un niveau manifestement très bas afin de favoriser les consommateurs anglais. On a fixé le prix du fromage en bas du prix coûtant avec l'approbation du Parti libéral québécois et ce sont les cultivateurs canadiens qui ont été les victimes.

Pendant des années, le cultivateur a dû se contenter de prix trop bas et il espérait bien pouvoir se reprendre durant la guerre, mais Ottawa a décidé de fixer les prix à un niveau si bas qu'ils ont continué d'accuser des pertes. On a voulu donner aux Anglais

la chance de manger leur livre de fromage à bon marché. Il veut que le cultivateur vende son beurre plus cher, même si John Bull<sup>6</sup> doit payer son fromage plus cher.

Je ne reproche pas aux gens d'Ottawa leur patriotisme britannique, mais ce que je reproche à nos hommes d'État canadiens, c'est de ne pas penser au Canada et aux Canadiens avant de penser aux autres pays. Notre premier devoir n'est-il pas envers le Canada? Ce que je leur reproche, c'est d'avoir considéré les intérêts des consommateurs britanniques avant les intérêts des producteurs canadiens. Les prix de tous les produits de la terre ont été fixés en bas du coût de revient. Cela a provoqué une réduction de la production et découragé les producteurs. Penser aux autres et oublier son propre pays, c'est un crime. La charité bien ordonnée commence par soi-même.

Il serait injuste et je dirais même malhonnête de prendre de l'argent de la province de Québec pour compenser des prix qu'Ottawa a fixés en bas du coût de revient. Il n'appartient pas à l'administration québécoise de dépenser à l'argent du peuple que l'on peut employer ailleurs.

Lorsqu'il s'est agi d'enlever les plafonds, le gouvernement fédéral a choisi l'époque où la saison de production tirait à sa fin. Seuls les spéculateurs en ont profité. Ils ont acheté 98 % du beurre quand il se vendait à 40<sup>7</sup> et 50 cents la livre. Ils font une fortune en nous le revendant aujourd'hui à 71 cents<sup>8</sup>. À qui les profits? Aux spéculateurs, amis de l'opposition.

Les gens qui prétendent que le lait se vend trop cher dans les villes font l'œuvre de malfaiteurs, sont malfaisants, consciemment ou non, et se comportent comme de petits politiciens. Même à 17 cents la pinte, le lait est encore meilleur marché que l'eau de Vichy à 39 cents. Je défie qui que ce soit de trouver quelque chose qui puisse alimenter à meilleur marché que le lait.

Le lait est encore l'aliment qui coûte le moins cher pour nourrir l'humanité. Il est à la portée de toutes les bourses. Il faudrait faire l'éducation du peuple dans l'autre sens et lui démontrer que les cultivateurs produisent à perte et que rien ne les oblige à encaisser continuellement des pertes.

À 17 cents la pinte le cultivateur reçoit moins que le prix de revient. Il est temps de faire comprendre au peuple que le cultivateur ne doit pas nécessairement perdre de l'argent sur sa production. Comme tout le monde, le cultivateur a droit à sa rémunération. Avant l'augmentation du prix des grains, le lait coûtait en moyenne \$ 4 les 100 livres au producteur. Les produits de la terre ne doivent pas être vendus toujours en bas du prix de revient.

**M. Francœur (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Bienvenue), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si les députés continuent à faire traîner indûment les débats en longueur, les motions qui apparaissent à l'ordre du jour ne pourront certainement pas toutes être discutées. Il reste une trentaine de motions au *Feuilleton*.

Le comité des bills privés n'a plus à étudier que deux bills, celui de Québec et celui de Hull. Quand les comités auront fini leur travail, lorsque le bill de Québec et le bill de Hull auront été adoptés, la Chambre pourra tenir ensuite trois séances par jour tous les jours en vertu d'une motion que je présenterai.

Il peut, dit-il, également présenter une motion pour supprimer la journée des simples députés. Les mesures constructives du gouvernement auront alors préséance. Nous allons travailler ferme à adopter la législation du gouvernement.

La plupart des paroles en l'air prononcées lors du discours sur les motions auraient pu être prononcées lors du débat sur le budget.

**M. Godbout (L'Islet):** Il n'y a pas eu de paroles en l'air, étant donné que les questions discutées lors de la séance de mercredi intéressent toute la population. Si le premier ministre avait accepté de consacrer deux jours par semaine au lieu d'un à la discussion des motions des députés, il ne se trouverait pas aujourd'hui obligé d'avertir les députés que leurs motions ne pourront pas toutes être discutées.

Le premier ministre ne devrait pas se plaindre de ce qu'on ait consacré une séance à la discussion d'un problème aussi fondamental que celui de l'industrie laitière québécoise.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

**NOTES**

1. *L'Action catholique* du 4 mars 1948, à la page 8, écrit "son budget de \$180,000,000".
2. *Le Soleil* du 4 mars 1948, à la page 3, donne le chiffre de \$1,000,000.
3. Union catholique des cultivateurs.
4. *Le Canada* du 4 mars 1948, aux pages 1 et 2, écrit que M. Riendeau "interpelle ce monsieur qui était dans la galerie de la Chambre, comme pour attirer l'attention publique sur lui".
5. *L'Action catholique* du 4 mars 1948, à la page 8, indique le chiffre de 63,000,000.
6. Personnage qui représente le peuple anglais.
7. *L'Action catholique* du 4 mars 1948, à la page 8, rapporte le chiffre de 49 cents, tandis que *Le Soleil* du même jour, à la page 28, donne celui de 48 cents.
8. *The Gazette* du 4 mars 1948, à la page 7, rapporte le chiffre de 68 cents.

## Première séance du jeudi 4 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

3. a) 10,320 lbs  
b) 22,321 lbs  
c) nil
4. Raymond Beaulieu ..... Rivière Trois-Pistoles  
Adrien Belisle..... Rivière Trois-Pistoles  
Léopold Gagnon..... Rivière Trois-Pistoles  
Chas-Eugène Rioux..... Rivière Trois-Pistoles

## Questions et réponses:

Entreposage d'anguilles et de harengs,  
rivière Trois-Pistoles

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Quelle quantité d'anguilles a été entreposée à l'entrepôt frigorifique de la rivière à l'entrepôt de la rivière Trois-Pistoles:

- a) En septembre 1947?
- b) En octobre 1947?
- c) En novembre 1947?

2. Quels sont les noms, prénoms et adresses des personnes qui ont ainsi entreposé des anguilles?

3. Quelle quantité de harengs a été entreposée à l'entrepôt frigorifique de la rivière Trois-Pistoles:

- a) En mai 1947?
- b) En juin 1947?
- c) En juillet 1947?

4. Quels sont les noms, prénoms et adresses des personnes qui ont ainsi entreposé des harengs?

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** (Voir la liste ci-dessous)

1. a) 1,747 lbs  
b) 3,158 lbs  
c) 876 lbs
2. Willie Gagnons ..... Rivière Trois-Pistoles  
Jos. Sénéchal ..... Saint-Jean-de-Dieu  
Alex. Boudreau ..... Matane  
Oscar Denis..... Sainte-Rita  
V. Nado..... Biencourt  
François Pelletier ..... Île-Verte  
La Familiale ..... Trois-Pistoles  
J.-T. Rioux ..... Trois-Pistoles  
Isidore Labrie..... Trois-Pistoles  
Maz. Rivard ..... Île-Verte  
François Rouleau ..... Saint-Médard  
Jos. Chartier ..... Rivière-du-Loup  
Le Syndicat ..... Sainte-Rita  
Maurice Drapeau..... Saint-Jean-de-Dieu

## Projets de loi:

Charte  
de Dorion

**M. Johnson (Bagot)** propose, du consentement unanime, que le bill 146 modifiant la charte de la ville de Dorion ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

## Voies et moyens:

Débat sur le budget  
1948-1949 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 2 mars dernier, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Roberge (Lotbinière):** Je me permets d'attirer l'attention de la Chambre sur la tendance du gouvernement à faire servir les services administratifs de la province à des fins intimement liées à celles du parti de l'Union nationale. Je ne parlerai pas du voyage de trois ministres pour chercher un candidat contre moi dans Lotbinière, mais je dirai que, pour conduire cet honnête citoyen à une candidature, on a rendu un bien mauvais service aux cultivateurs. Le gouvernement a travaillé au détriment des cultivateurs en faisant démissionner l'agronome de Lotbinière, M. René Bernatchez, pour en faire son candidat dans ce comté.

Il y a plus d'un an, on a décidé une réforme agronomique dans le comté que j'ai l'honneur de représenter. Nous avons trois régions agronomiques

et il y avait autrefois trois agronomes. Le gouvernement actuel a remplacé les trois agronomes par un seul pour qu'il parcoure tout le comté, tienne des réunions d'études avec tous les cultivateurs et se fasse connaître de tout le monde pour être candidat de l'Union nationale. On a tout centralisé entre les mains d'un homme dont on voulait mousser la candidature et que l'on entendait mettre en contact étroit avec la population de tout le comté. Et contrairement à la décence, il se sert de sa situation pour faire de la politique.

Cette décision a été vivement critiquée par les cultivateurs. L'un d'eux, M. J.-A. Rhéault, lauréat de la médaille d'or du Mérite agricole de 1947, a signalé les inconvénients de cette décision et a réclamé l'ancienne formule. Le gouvernement, malgré cet avertissement, n'a rien changé parce qu'il s'agissait de conduire un homme à la candidature. Encore à l'heure actuelle, M. Bernatchez, choisi comme candidat de l'Union nationale, profite de sa position pour tenir des assemblées agricoles dans mon comté, bien qu'il ait démissionné comme agronome.

Il me semble que cela est contraire à la décence; on s'est servi de la machine administrative pour arriver à cette candidature. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) et le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin)<sup>1</sup> ont participé à cette chose peu louable. Je proteste contre ce fait et je demande au gouvernement de mettre ordre à cette situation.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. René Bernatchez, le futur député de Lotbinière, n'est plus à l'emploi de la province depuis un mois au moins.

**M. Roberge (Lotbinière):** Le premier ministre fait un aveu et une affirmation. Je lui réponds: D'abord, M. Bernatchez n'est pas le futur député de Lotbinière.

(Applaudissements à gauche)

J'ajoute qu'il a été choisi officiellement comme candidat, qu'il agit encore comme agronome et qu'il continue de faire le tour du comté, tenant des réunions agricoles. Il en a tenu cinq la semaine dernière. S'il est candidat, il n'a pas le droit de se servir de sa situation pour réunir les cultivateurs de chaque paroisse sous prétexte de traiter d'agriculture. Le gouvernement n'a pas le droit de mettre à la disposition d'un candidat les services administratifs de la province.

(Applaudissements à gauche)

Le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) s'est plaint de ce que le coût de la vie augmentait. Et lorsque le gouvernement provincial rend le gouvernement fédéral responsable du coût élevé de la vie, il agit à l'encontre des droits conférés aux provinces par la Constitution. Celle-ci accorde à la province toute l'autonomie pour contrôler les prix, régir le commerce, un droit qui autorise le gouvernement du Québec d'intervenir et de mettre fin à des prix et à des pratiques commerciales inéquitables. D'après une décision du Conseil privé, les provinces ont le droit de fixer des prix maximum et minimum, le gouvernement provincial pourrait par conséquent empêcher l'augmentation exagérée du coût de la vie.

Mais le trésorier n'en fait rien. J'affirme qu'il n'a absolument rien dans sa politique qui puisse empêcher que le coût de la vie ne continue à monter. Et il ne prévoit aucune mesure dans son discours pour parer à une crise possible. La crise du dollar n'indique pas une absence de prospérité au Canada, mais prouve plutôt que la prospérité qui existe au pays permettrait des achats aux États-Unis qui finiraient par créer une balance commerciale défavorable.

Le gouvernement ne fait donc rien pour régler le problème du lait. Au contraire, on a pris des mesures pour hausser le prix du lait. Le gouvernement a fixé le prix à 17 cents la pinte, prix élevé pour le consommateur mais qui ne rapporte pas plus aux cultivateurs. Des distributeurs ont voulu vendre leur lait à 16 sous et le gouvernement a menacé de les poursuivre s'ils ne le vendaient pas 17, alors que certaines laiteries déclarent qu'elles font de l'argent en vendant ce produit 16 cents.

(Applaudissements à gauche et dans les galeries)

**M. l'Orateur:** J'avertis le public des galeries qu'il ne peut faire aucune manifestation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. La question du lait fait le sujet d'un autre débat.

**M. Roberge (Lotbinière):** Considérons ce chapitre clos.

(Rires et applaudissements à gauche)

Notre participation à la guerre n'a rien à voir avec l'administration de la province de Québec. Mais le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) n'a montré qu'un côté de la médaille dans ses critiques de la guerre et des crédits aux pays

étrangers. Actuellement le revenu annuel du Canada est de \$12,000,000,000 par année, alors qu'il n'était que de \$5,000,000,000 en 1939. Cela je crois n'est pas entièrement dû à l'Union nationale!

Le trésorier devrait savoir que les prêts du Canada aux pays étrangers ont été faits pour maintenir et développer notre industrie et notre commerce international, dont bénéficie largement notre province. Il aurait dû dire que ces prêts seront graduellement compensés par les achats de \$2,000,000,000 qui seront faits au Canada, en dollars américains, en vertu du plan Marshall.

(Applaudissements à gauche)

Voilà le résultat d'une saine coopération internationale. Le trésorier a critiqué notre participation et son effet sur notre situation économique. L'exemple de l'Irlande est éloquent à ce sujet. Ce pays n'a pas participé à la guerre, mais cela ne l'a pas empêché d'avoir une terrible crise du dollar. Ce pays devra être ravitaillé à même le plan Marshall.

Faut-il s'étonner de ces erreurs du trésorier, lui qui s'est fabriqué un surplus fictif en augmentant les taxes de la gazoline et des corporations? Si le gouvernement de Québec n'avait pas augmenté ces taxes, le trésorier n'aurait pas bouclé son budget. C'est ainsi que sans la taxe de 3 sous additionnels par gallon de gazoline, la province aurait eu un déficit de \$4,000,000. Si on n'avait pas augmenté de 5 % à 7 % l'impôt sur les corporations, le déficit serait de \$6,000,000. En outre, le gouvernement de Québec n'a pas payé à l'Hydro une somme de \$3,000,000 qu'il lui doit pour des travaux. Le trésorier de la province a reporté ce paiement à l'an prochain pour éviter de montrer un déficit. Quelle drôle de comptabilité!

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** remercie ceux qui lui ont offert des condoléances à l'occasion de la mort de son père, il y a quelques jours. Il félicite le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson) de son discours en français, puis le premier ministre et le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) de la présentation du budget actuel de la province.

À l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir, en 1944, les problèmes à résoudre dans le domaine scolaire étaient très nombreux. Ils étaient de trois ordres: problèmes financiers, problèmes pédagogiques, problèmes d'organisation matérielle. Dès le début, il a fallu se rendre compte de la culture qui régnait dans la province.

Toutes les lois scolaires que l'Union nationale a fait voter depuis 1944 avaient pour but de

favoriser le développement de la famille et aider la jeunesse à préparer son avenir. L'Union nationale a comme but principal de donner une éducation convenable et saine à nos enfants. Dès le début, le chef de l'Union nationale avait formulé le principe que l'État n'est pas un éducateur mais que ce rôle appartient de droit à la famille. Seulement, l'État doit aider à la diffusion de l'éducation et doit aider la famille dans l'accomplissement de ces fonctions et son action tutélaire doit s'imprégner de liberté et de justice autant que de respect pour nos traditions.

Je ne me préoccupe pas des détails; je ne m'occupe pas de savoir si nous avons un déficit ou un surplus; je m'occupe des principes, de la doctrine, de la foi. Malgré l'opposition des gens ignares, j'ai fait quelques choses. Ce qui importe à notre province, ce n'est pas surtout des diplômés mais des gens de caractère. Il faut, avant tout, faire valoir la valeur, l'énergie et les capacités de la personne vivante.

C'est à cette tâche que nous nous sommes voués, en commençant par une étude de tout notre système scolaire. Il nous fallait voir, aussi, si les directives du corps éminent qu'est le Conseil de l'instruction publique avaient été bien suivies depuis 50 ans. Sans faire de feu d'artifice et de propagande politique, mon ministère a passé les trois dernières années à apporter des améliorations en collaboration avec ce Conseil.

J'ai constaté depuis ma nomination de ministre que, sous les administrations libérales, les centres ruraux avaient été lamentablement négligés au point de vue scolaire. L'éducation des jeunes garçons dans les campagnes n'était pas organisée. Les écoles manquaient, mais surtout les cours et les professeurs nécessaires. Il n'y avait pas de classes adéquates. L'Union nationale ne veut pas former des guenilles, mais des hommes, donner à tous les enfants les mêmes facilités d'éducation.

Il fallut s'occuper, tout d'abord, de l'organisation matérielle de notre système scolaire en favorisant la construction de nouvelles écoles ou l'agrandissement de celles qui existaient. Nous n'avons pas failli à la tâche. Nous voulons donner à tous les enfants de cette province, à la campagne comme à la ville, les mêmes facilités scolaires; nous voulons même augmenter ces facilités scolaires en intensifiant le rôle supplétif de l'État.

Il (l'honorable M. Côté) évoque les lois adoptées par le gouvernement pour aider l'éducation dans la province. Il énumère les divers avantages obtenus d'une telle législation. Les dettes, dit-il, et les déficits annuels, et accumulés, des commissions scolaires

étaient leur plus épineux problème. Ils paralysaient les progrès de l'éducation et la propriété de ces institutions était menacée. C'est la loi de l'Union nationale pour favoriser l'éducation qui a arrangé les choses.

L'œuvre la plus importante de notre administration, c'est d'avoir libéré les commissions scolaires de leurs chaînes. Je tiens à rendre hommage au premier ministre pour avoir tiré les commissions scolaires du gouffre où elles avaient été plongées, de les avoir libérées de leurs dettes par une loi salvatrice, mûrement réfléchie préparée par un homme qui voit loin et qui met à contribution ceux qui exploitent nos ressources naturelles. Le gouvernement a assumé toutes les obligations au montant de près de \$100,000,000<sup>2</sup>. Le gouvernement leur permet de se réorganiser et de préparer l'avenir. Le premier ministre a aidé les municipalités du Québec à améliorer leur crédit et leur condition financière.

Le gouvernement a dégrevé la petite propriété en prenant à la charge de la province les dettes des commissions scolaires. Ces dernières ont pu ainsi s'intéresser davantage aux services éducationnels. Nous avons voulu débarrasser les commissaires d'écoles des soucis matériels pour mieux leur permettre de s'occuper de la partie pédagogique. Ainsi, ils ont pu consacrer plus de temps à l'amélioration du sort de leur personnel enseignant et de leurs élèves. Ce qui a permis à nos éducateurs de consacrer toutes leurs énergies à l'enseignement.

Sous les régimes libéraux, les commissions scolaires étaient enchaînées. Nous leur avons remis leur liberté d'action. Nous leur avons donné du soleil, des fleurs, de l'air pur.

(Applaudissements à droite)

Jusqu'alors, elles ne pouvaient remuer; elles étaient comme enfermées dans des cachots d'où on ne les sortait qu'en temps d'élections pour s'en faire des instruments politiques.

On a affirmé<sup>3</sup> que l'autonomie des commissions scolaires était en danger. Jamais cette autonomie n'a été menacée. Je défie l'opposition de dire que les octrois ne sont pas actuellement consentis de la même façon qu'ils l'étaient sous les administrations libérales. Depuis la passation de la loi, les octrois de toutes sortes sont toujours accordés suivant des normes rigides et sans ingérence politique. Le favoritisme n'est pour rien dans la distribution des octrois aux commissions scolaires dans la province. Une seule chose nous guide: les besoins.

Aucun octroi n'est accordé sans qu'une recommandation n'ait été au préalable signée par le département de l'Instruction publique. Ainsi dans

tous les cas où il y a des demandes, nous exigeons un rapport pédagogique du Bureau des inspecteurs et un autre rapport de la Commission municipale sur la situation financière de la corporation municipale. Ces rapports sont assermentés et servent de base à la décision que nous prenons, ensuite. Que peut-on demander de plus?

Le chef de l'opposition réclamait, entre autres choses, une politique flexible dans la distribution des octrois. De la flexibilité dans les octrois pour les écoles, c'est entendu qu'il en faut, car il est impossible d'établir un barème fixe quand les problèmes sont si différents d'un endroit à l'autre; la situation n'est pas la même partout. Chaque cas doit être étudié en particulier et à son mérite. Mais aucun octroi n'est donné sans des recommandations écrites du Conseil de l'Instruction publique et de la Commission municipale.

Depuis que j'ai commencé à fréquenter l'école, j'entends dire que les instituteurs ne reçoivent pas un salaire convenable. Les libéraux étaient au pouvoir, en ce temps-là, et l'ont été longuement après; pourtant, le sort des institutrices ne s'est jamais amélioré. En 1939, le Parti libéral avait tout promis. Il devait augmenter les salaires de tous les instituteurs et institutrices de la province. Mais les libéraux leur ont payé des salaires insuffisants.

Le gouvernement de l'Union nationale a augmenté les salaires des instituteurs et des institutrices dans une proportion fantastique. En 1943-1944, sous le régime libéral, 72 institutrices seulement recevaient \$1,300 et plus<sup>4</sup>. En 1946-1947, sous l'Union nationale, 1,083 institutrices recevaient plus de \$1,300, soit 1,011 de plus que sous le Parti libéral. Alors qu'en 1943-1944 6,023 institutrices recevaient moins de \$400<sup>5</sup>, il n'y en avait plus que neuf en 1946-1947 qui n'avaient pas atteint ce salaire. En 1943-1944, aucune institutrice ne recevait \$1,500 et plus. En 1946-1947, 930 institutrices recevaient \$1,500 ou plus.

De 1939 à 1943, le régime libéral a maintenu trois institutrices avec un salaire inférieur à \$100 par année, ce qui ne s'était pas vu de 1937 à 1939. Pour ces mêmes années, 95 seulement recevaient entre \$100 et \$150; 291 entre \$150 et \$200; 64 entre \$200 et \$250; 364 entre \$250 et \$300; et 7,590 entre \$300 et \$350. Aujourd'hui, il n'y en a plus que six qui reçoivent moins de \$350. Le minimum de \$600 par année a été véritablement un minimum pour un grand nombre d'institutrices et un grand nombre d'entre elles reçoivent maintenant des salaires qui leur permettent de vivre convenablement.

Je soumetts à la Chambre un tableau comparatif du traitement des institutrices respectivement pour 1943-1944 et 1946-1947. Ce tableau en dit long sur



l'insouciance des libéraux à améliorer le sort du personnel enseignant. La progression des salaires sous l'Union nationale se traduit comme suit: \$400 à \$499, 6,023 institutrices en 1943-1944 et neuf seulement en 1946-1947; \$500 à \$599, 1,777 institutrices en 1943-1944 et 56 en 1946-1947; \$600 à \$699, 470 institutrices en 1943-1944 et 5,375 en 1946-1947; \$700 à \$799, 243 institutrices en 1943-1944 et 1943 en 1946-1947; \$800 à \$899, 215 institutrices en 1943-1944 et 690 en 1946-1947; \$900 à \$999, 67 institutrices en 1943-1944 et 382 en 1946-1947; \$1,000 à \$1,099, 189 institutrices en 1943-1944 et 316 en 1946-1947; \$1,100 à \$1,199, 47 institutrices en 1943-1944 et 208 en 1946-1947; \$1,300 à \$1,400, 44 institutrices en 1943-1944 et 93 en 1946-1947.

Le tableau démontre aussi qu'en 1946-1947, 343 institutrices ont reçu de \$1,500 à \$1,600, 558 institutrices de \$2,000 à \$2,500, 28 institutrices de \$2,500 à \$3,000, alors que pas une ne recevait ce salaire sous les libéraux.

On reproche au gouvernement d'embaucher des instituteurs non diplômés. Ce reproche n'est pas fondé, car il y a pénurie de professeurs. En 1946, sur un personnel enseignant de 23,999<sup>9</sup> professeurs laïques et religieux (instituteurs et institutrices), il y avait 23 instituteurs non diplômés et 1,449 institutrices non diplômées, soit 1,472 professeurs non diplômés, soit environ 7 % du total. Par ailleurs, le pourcentage des instituteurs et institutrices qui enseignent sans diplôme officiel est plus faible dans le Québec qu'aux États-Unis et dans n'importe quelle autre province. Ce pourcentage des non-diplômés est de 20 % au Nouveau-Brunswick, de 45 % au Manitoba, de 15,9 % à Terre-Neuve et de 14 % aux États-Unis, où il y a 225,000 non diplômés. Ainsi, on rend compte que la situation est excellente chez nous.

Avant de critiquer le gouvernement, les porte-parole des instituteurs devraient se rendre compte du travail qui se fait et cesser de nuire trop souvent à la cause qu'ils ont mission de défendre.

Grâce aux mesures prises par le gouvernement, les programmes ont été modernisés, particulièrement en regard du dossier touchant l'industrie agricole. Ainsi, les étudiants ont pu retourner à la ferme avec les connaissances nécessaires pour exploiter les fermes de manières intelligentes et profitables.

Le département de l'Instruction publique a aussi reçu des félicitations. Depuis 1931, le Conseil de l'instruction publique demandait des travaux manuels dans les écoles primaires pour préparer les garçons de 14, 15 et 16 ans à leur entrée dans les écoles techniques pour y acquérir la compétence qui leur permettra d'occuper des postes de confiance

dans nos établissements industriels. Feu le cardinal Villeneuve ainsi que les évêques et les personnages laïques qui ont la direction de l'enseignement priaient avec instance les autorités provinciales d'inscrire les travaux manuels au programme des écoles primaires. Mais jusqu'à l'avènement de l'Union nationale en 1944, les gouvernants sont restés sourds à ces appels.

Conscient de ses responsabilités, le gouvernement de l'Union nationale a institué ces cours de travaux manuels qui lui ont valu des témoignages flatteurs d'appréciation et d'admiration de 41 pays du monde. Il (l'honorable M. Côté) cite quelques-uns des ces témoignages, qui lui sont venus de Belgique, dont le chanoine De Cœn, de France, etc. Un Français, dit-il, un prêtre, a dit: "Québec viendra-t-il coloniser la France? Je le souhaite." Cette réforme a été réalisée avec un tel succès que de partout les étrangers viennent chez nous se renseigner et apprendre nos méthodes. Ces étrangers, des prêtres, sont venus voir notre système de France et de Belgique. J'ai également reçu des visiteurs distingués du Chili, des Indes, d'Addis-Abeba, envoyés de l'Éthiopie par le Négus, de la Guadeloupe, de Haïti, etc., venus étudier ce système qu'on a loué avec enthousiasme.

(Rires à gauche)

Il demande aux libéraux de ne pas oublier qu'ils appartiennent à un parti qui a pressuré la population et fait reculer la province dans le domaine éducationnel.

Au sujet du commerce et de l'industrie, les écoles spécialisées se sont multipliées et les jeunes hommes de la province peuvent faire apprentissage pour plus tard devenir des chefs de l'industrie ou des techniciens spécialisés. Sous le régime libéral, de 1939 à 1944, il n'y avait que six centres de perfectionnement pour le personnel enseignant. On n'y enseignait qu'une seule matière à 545 élèves et cela coûtait \$22,698. Depuis 1944, ces cours se donnent dans 14<sup>7</sup> centres. Le nombre des élèves allait de 545 à 5,109 élèves auxquels on enseigne huit matières au lieu d'une et il n'en coûte que \$21,965 seulement à la province. C'est de l'organisation ça!

Le gouvernement s'est également intéressé au sort des inspecteurs d'écoles. Les inspecteurs d'écoles représentent un lien important entre les leaders et le personnel d'enseignement. Après avoir établi un programme qui exige davantage de ceux qui se préparent à la carrière, le gouvernement a accordé de meilleurs salaires aux inspecteurs auxquels le régime libéral avait laissé des pitances de \$1,800<sup>8</sup>. Nous exigeons d'eux plus de travail, mais nous les payons en conséquence. Les salaires des inspecteurs d'écoles de la province ont été élevés de \$1,200 à la base.

Aujourd'hui, le salaire annuel minimum est de \$3,000 et \$3,400 pour les inspecteurs ruraux et de \$4,000 pour les inspecteurs urbains ou régionaux. Ils sont maintenant mieux payés qu'ils ne l'ont jamais été. Mais nous avons de leur part du travail et de l'efficacité. Tous les inspecteurs sont satisfaits.

Pendant 40 ans les enfants de la province de Québec ont été mis de côté. Depuis 1936, l'Union nationale prépare leur avenir, il a imprimé un essor vigoureux à l'enseignement dans la province. L'Union nationale a augmenté substantiellement le salaire des institutrices, des instituteurs et des inspecteurs d'écoles, assuré une meilleure collaboration entre les corporations scolaires et le gouvernement et transformé l'organisation matérielle de nos écoles. Un essor gigantesque a été donné à la construction des écoles. D'autres réformes ont été introduites dans toutes les phases de l'éducation partout dans la province. Cependant, il reste beaucoup à faire. L'Union nationale a édifié une œuvre immense dans le domaine éducationnel.

Le chef de l'opposition a sataniquement (sic) voulu tenter de déprécier cette œuvre en disant que les octrois sont accordés par favoritisme. Le gouvernement a donné les argents nécessaires à la construction d'écoles à toutes les municipalités scolaires qui en faisaient la demande. Jamais le gouvernement n'aurait voulu faire de la petite politique quand il s'agit de donner des écoles convenables et un enseignement approprié aux 700,000 écoliers de la province qui seront les hommes de demain confiés à nos soins.

Il importe, surtout en matière d'enseignement, de sauvegarder intégralement tous nos droits constitutionnels, nos prérogatives et nos traditions. Le chef de l'opposition a cédé à Ottawa, sur sa simple signature, nos droits les plus sacrés. Il y avait une fois un Indien qui habitait un côté de la montagne où le sol était stérile, les forêts n'avaient plus d'arbres et n'étaient plus giboyeuses, les rivières n'étaient plus poissonneuses. On lui proposa d'aller vivre de l'autre côté, où les prairies étaient verdoyantes, les forêts giboyeuses, les rivières poissonneuses. L'Indien dit: "Oui, mais rien que si vous pouvez déménager avec moi tout ce qui m'attache à ce côté-ci de la montagne." Comme l'Indien, je dis à l'opposition: Si vous voulez déménager à Ottawa, très bien, mais emportez nos traditions, nos coutumes<sup>9</sup>.

(Applaudissements à droite)

**M. Chalout (Québec):** Le texte du discours sur le budget prononcé vendredi dernier par le

trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) est d'une ordonnance volontairement classique. Je le félicite de la belle tenue de son volumineux discours. Mais ses compliments au premier ministre n'étaient pas nécessaires pour convaincre la Chambre de l'affection qui les unit tous les deux.

Je félicite également le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler). Il a répondu en termes mesurés, avec pondération et en gentleman, comme il agit toujours. Je souligne la dignité de sa critique, sa sincérité et son souci d'objectivité.

Le fond du discours du trésorier de la province est substantiel et il s'agit d'une œuvre massive. Remettant aux experts le soin de jongler avec les chiffres, il (M. Chalout) veut tout d'abord relever la partie du discours du budget dans laquelle le trésorier rappelait le centenaire de la consécration du français comme langue officielle au Canada.

Si nous avons des droits, nous les avons conquis de haute lutte. Le succès remporté en 1848 n'a été possible que par l'union de tous les Canadiens français en arrière de La Fontaine. Il émet le vœu que l'anniversaire dont a parlé le trésorier de la province soit célébré avec éclat dans la province.

Je regrette qu'on n'ait pas exigé dans le pacte confédératif que le français soit langue officielle dans toutes les parties du pays. Les Pères de la Confédération n'ont peut-être pas mis dans le texte de la Constitution que les deux langues seraient officielles dans tout le Canada, mais il était clair dans leur esprit qu'on voulait placer les deux langues sur le même pied. Si je fais ces observations, c'est que je pense à Radio-Ouest française. Je me demande si l'article 133 de la Constitution, que nous devons aux luttes de La Fontaine, Morin et autres, est suffisant. On s'est servi de ce même article pour prétendre que nos compatriotes n'avaient pas le droit à la langue française.

L'Ouest a été colonisé, évangélisé par des Français et, pendant 150 ans, l'Ouest a été français. Quelle ironie ce serait si, à l'occasion de l'anniversaire de la consécration de la langue française au Canada, on allait refuser à nos compatriotes de l'Ouest le droit de parler leur langue à la radio? Nous ne pouvons pas concevoir qu'on refuserait à la langue française des droits que nous accordons si généreusement à la minorité anglaise dans Québec.

Les relations entre Français et Anglais s'améliorent au Canada. Sur la question du français, il y a incontestablement un grand progrès chez la minorité anglophone de Québec qui nous manifeste souvent de la sympathie. Un gouverneur anglais de Radio-Canada a parlé en faveur de Radio-Edmonton.

Des journaux anglais de la province affichent une attitude généreuse et noble à notre égard. Lors du congrès marial, la presse minoritaire a manifesté une sympathie évidente.

Je ne suis pas anglophobe et je me réjouis de ce progrès. Le patriotisme est basé sur l'amour des siens et non sur la haine des autres. Mais il est inutile de parler de bonne entente si nous n'avons pas de droits égaux. Mon désir, c'est que nos deux peuples s'entendent et qu'ils en arrivent à une entente basée sur la justice. Il ne saurait y avoir d'entente sans la reconnaissance de nos droits.

Incidemment, je félicite le gouvernement de son attitude, relativement au français, le premier ministre a déposé son mémoire, rédigé en français seulement, lors de la dernière conférence provinciale-fédérale en signe de protestation et le trésorier a donné à notre langue la part qui lui revient sur les chèques de la province.

Je trouve que la somme des revenus, \$166,000,000, est énorme et anormale. En face de ce chiffre fantastique, le gouvernement ne pourrait-il pas abolir la taxe de vente, comme le premier ministre l'a déjà promis? Cette taxe est surtout injuste pour les Canadiens français qui ont des familles nombreuses. Elle pèse lourdement sur les grosses familles et l'augmentation des revenus permettrait sa suppression. Il réclame des sommes encore plus considérables pour la colonisation.

M. Léopold Langlois (député de Gaspé à la Chambre des communes) a dirigé ses foudres contre le premier ministre, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) et moi-même. M. Langlois avait un texte et a obtenu, en dépit de certaines protestations, la permission de prolonger le temps qui lui était alloué. Je ne veux pas donner à ce mouton rouge plus d'importance qu'il ne faut. Je savais à peine qu'il existait à Ottawa. Mais il me fournit une occasion de parler de nouveau de colonisation. Il est évident que le discours de M. Langlois était inspiré par d'autres personnes qui n'ont pas eu le courage de le prononcer. Ce n'est donc pas spécialement au mouton rouge que je réponds aujourd'hui, mais à "ces autres" qui l'ont inspiré. Son discours, que je puise dans le *Hansard*, est émaillé d'injures, de grossièretés et de malhonnêtetés<sup>10</sup>.

M. Langlois proteste parce que j'ai déclaré que l'an dernier sur 64,000 immigrants il nous en est venu 38,747 des îles britanniques. Il prétend que je ne dis pas la vérité, et il m'accuse d'avoir fourni des chiffres erronés. Mais c'est plutôt lui qui trompe sciemment ses auditeurs et ses lecteurs. Les statistiques

que j'ai citées ne sont pas de moi, mais des autorités fédérales. J'ai pris ces renseignements dans les statistiques du ministère des Ressources. Tous les journaux de la province, sans exception, les ont publiées et elles concordent dans tous ces journaux. M. Langlois va-t-il prétendre que tous nos quotidiens ont pu faire la même erreur en même temps? Donc quand M. Langlois prétend que mon information est inexacte, il ment sciemment ou celui qui l'inspire ment sciemment.

Mais tout le monde sait également que M. Langlois était moins désireux de servir la vérité que de sortir de l'illustre néant dans lequel il s'était plongé jusqu'ici.

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Le député de Québec est complètement hors d'ordre. On ne peut référer à un débat antérieur. Si le député de Québec a la permission de s'exprimer sur de telles choses, les libéraux devraient avoir le même privilège.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec est dans l'ordre. Il a le droit de se défendre de l'attaque portée contre lui, à Ottawa. La mise au point du député de Québec équivaut à une question de privilège, permettant à celui qui la soulève de référer à un débat antérieur, mais cette mise au point ne pourra provoquer de débat.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député de Québec n'est certes pas dans l'ordre. La gauche a toujours été très large, sur les questions de privilège, mais je n'entends pas qu'on applique les règlements d'une façon, lorsqu'il s'agit de la droite, et d'une autre façon, lorsqu'il s'agit de la gauche.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'oppose et insiste pour que l'Orateur demande au député de L'Islet de retirer ses paroles.

**M. l'Orateur** revient au fauteuil.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Orateur à propos du commentaire du chef de l'opposition. Il dit que l'Orateur a interprété les règles d'une autre manière pour les députés du gouvernement et d'une autre pour les députés de l'opposition.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre a donné à l'Orateur un rapport qui n'est pas exact. Je n'ai jamais dit que l'Orateur interprétait les règles d'une manière pour les députés du gouvernement et d'une autre manière pour les députés de l'opposition.

**M. l'Orateur** réserve sa décision sur ce point.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député de Québec a plus de privilèges que nous. Sur le chemin qu'emprunte le premier ministre au sujet de l'interprétation du Règlement de la Chambre, un jour il va sûrement rencontrer quelqu'un qui va le mettre à sa place. Nous avons le droit de répondre au député de Québec.

**M. Chaloult (Québec):** M. Langlois a aussi prétendu qu'il n'existe aucune préférence britannique dans l'immigration. J'affirme que M. Langlois est la seule personne à croire qu'elle n'existe pas ou à ne pas savoir que cette préférence joue et qu'elle joue exclusivement pour les Britanniques, au détriment de tout ce qui est catholique, français ou latin. Cette préférence fonctionne tous les jours.

Il n'a sans doute pas lu ce mémoire extrêmement objectif et intéressant de la Chambre de commerce de Montréal qui se plaint de cette préférence britannique et qui réclame des droits égaux pour les immigrants français? Ottawa devrait accorder aux immigrants français<sup>11</sup> les mêmes droits qui sont accordés aux immigrants de l'Angleterre. J'insiste, avec cette Chambre de commerce, pour que l'on accorde aux Français la préférence qui est actuellement réservée aux Britanniques.

Il est vrai qu'aucun texte de loi n'interdit l'entrée d'immigrants catholiques d'origine latine ou française, mais je répète qu'en pratique leur entrée dans notre pays est systématiquement bloquée.

M. Langlois veut-il que je donne des noms? C'est M. Joliffe qui est chargé d'interdire l'entrée des latins au Canada. Il ne faut pas s'étonner de pareille situation quand on sait que l'immigration, pour la partie française, est en charge d'un certain M. Georges Benoît, son assistant, un renégat qui a la mentalité de M. Jean-Charles Harvey, et à qui il confie les saletés qu'il n'ose pas faire lui-même.

Le mouton rouge d'Ottawa pourra constater la vérité de ce que je dis et s'il veut d'autres noms je lui en donnerai; j'en ai une longue liste.

Le député de Gaspé (M. Léopold Langlois) a fait appel au témoignage du pape et des évêques et spécialement à celui de Mgr Joseph Charbonneau...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Y a-t-il une ambassade canadienne au Vatican? Il y en a une à Varsovie.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les trésors sont sauvés!<sup>12</sup>

**M. Chaloult (Québec):** Nous pourrions parler longtemps sur cette question d'ambassade au Vatican. Et pourtant, les catholiques forment 44 % de la population au Canada.

Je sais ce que le pape et les évêques ont dit sur la colonisation et je ne retrouve pas leurs sentiments dans la colonisation pratiquée par Ottawa. Les évêques nous ont recommandé la charité et ils se sont prononcés en faveur d'une immigration choisie. Mais je rappelle qu'ils ont ajouté que cette immigration ne doit pas mettre en danger notre foi et nos traditions. Or j'affirme que lorsque les juifs entrent ici à pleins bateaux et que lorsque les Anglais nous envoient ce qu'ils ont de moins bon, cela met en danger notre foi nos traditions et nos institutions. Le fédéral préfère laisser entrer au Canada des communistes et interdire systématiquement l'entrée de notre pays à des Français catholiques de haute culture. Quand on fait de l'immigration raciste, on va à l'encontre des directives données par les autorités religieuses.

Notre mouton rouge a aussi parlé de fonctionnarisme. Est-ce croyable, il affirme presque que nous avons plus que notre part dans le service civil fédéral. Il doit se féliciter de rendre un pareil service au comité des cinq qui fait actuellement des efforts pour nous obtenir justice. Toutes les déclarations de M. Langlois ne prouveront jamais que nous avons actuellement plus d'un sous-ministre sur 21 à Ottawa. Je répète que nous n'avons à Ottawa qu'un seul sous-ministre canadien-français, alors que nous avons droit à six et que l'injustice se perpétue.

M. Langlois a commenté la visite de M. Drew et il a parlé d'un complot qui se trame dans la province. Il a même déclaré quelque part: "M. Chaloult et son nouveau chef M. Duplessis!"<sup>13</sup> Ça, c'est la perle! Je salue mon nouveau chef. J'aurai donc accompli toute la périphérie. Mais j'avertis mon nouveau chef que je n'ai guère l'habitude des compliments.

M. Langlois, ce loyal, a aussi déclaré, après un éloge aussi excessif que stupide de M. Saint-Laurent, que la province, le pays, l'univers entier avait besoin de M. Saint-Laurent. Pour un valet, c'est un bon valet. On me dit que ce M. Langlois est officier de marine; il va sûrement être nommé amiral, après un discours comme celui qu'il a prononcé.

Il proteste énergiquement contre la politique d'immigration du fédéral. C'est une immigration raciste, de préférence britannique, dit-il, elle a pour but de noyer l'élément canadien-français et nous devons nous prémunir contre pareille immigration.

C'est un stratagème qu'il faut combattre chez nous par une colonisation intense.

Il suggère un plan d'immigration favorisant la venue de Français, Belges, Wallons, latins en général, et un nouvel essor à la colonisation. Dépensons, dit-il, des sommes d'envergure pour la colonisation en masse, afin de sauver la race canadienne-française. C'est la réponse la plus efficace à nos adversaires d'Ottawa. On me dit parler de la colonisation à propos de tout et de rien, comme Jean-François Pouliot<sup>14</sup> qui n'a cessé de parler de sa gare et l'a eue de Bennett<sup>15</sup>.

**M. Lawn (Pontiac):** Le gouvernement ne peut pas percevoir les plus gros revenus depuis la Confédération sans appliquer également les plus fortes taxes depuis la Confédération. Les revenus de la province proviennent du gousset des contribuables et, quand on est rendu à un budget de près de \$200,000,000, on ne peut tout de même pas prétendre que le fardeau n'est pas plus lourd pour les payeurs de taxes. Il (M. Lawn) fait une revue des taxes augmentées par le gouvernement depuis 1944. Il prend la défense des cultivateurs. C'est le gouvernement, par l'intermédiaire de l'Hydro-Québec, et non pas les cultivateurs eux-mêmes, qui devrait supporter le fardeau de l'électrification rurale, dit-il.

Quand j'étais député en 1935 et 1936 et que l'honorable M. Taschereau était premier ministre, le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) protestait parce que le gouvernement percevait \$30,000,000 de taxes. Les membres de l'Union nationale trouvaient que les taxes étaient trop élevées. On disait notamment que la taxe de 6 cents le gallon de gazoline paralysait le commerce. Or, sous son premier régime, l'Union nationale a porté cette taxe à 8 cents. Et l'an dernier, le même parti a porté la taxe à 11 cents le gallon.

Le premier ministre a fait naguère des déclarations sur la suppression de la taxe de vente qu'il trouvait antisociale et antifamiliale et qu'il maintient lui-même aujourd'hui. Cette année, il en a prélevé \$100,000,000. Le premier ministre actuel ne réduit pas les taxes parce qu'il bâtit des routes, des ponts qui coûtent des millions sans demander de soumissions publiques. La nouvelle route de Chicoutimi coûte \$13,000,000 à date.

Les *Comptes publics* de 1946-1947 révèlent que les dépenses de voyage ont coûté \$4,100,000 à la province. L'année précédente, les amis du gouvernement qui voyagent ont coûté \$3,506,000. Ça coûte cher un cabinet de 21 ministres.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Quel rêve!

**M. Lawn (Pontiac):** Oui, mais quel réveil bientôt.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre devrait réduire le nombre des ministres. "14 c'est trop", disait-il. Il en a donné 21. C'est plus que le cabinet du président des États-Unis.

Le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté) a prétendu avoir tout fait pour l'éducation. Je lui dirai que les octrois aux écoles rurales n'ont pas été augmentés par l'Union nationale mais par le Parti libéral, sous le gouvernement de notre chef.

(Applaudissements à gauche)

Les comtés ruraux n'ont aucunement profité du paiement des dettes scolaires. Les commissions scolaires paient les dettes des villes, de Trois-Rivières pour commencer<sup>16</sup>.

(Applaudissements à gauche)

Il propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. Robidoux), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 7 accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement;
- bill 8 pour améliorer les conditions de l'habitation;

- bill 9 instituant une enquête sur le problème du logement;

- bill 21 autorisant les compagnies à consentir des prêts d'habitation à leurs employés;

- bill 36 pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche;

- bill 41 modifiant le Code municipal;

- bill 102 relatif à l'admission d'Antoni Carboneau comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 112 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Alain-François de Bellefeuille à l'étude du droit;

- bill 134 relatif à l'admission d'Albert Boulet comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 163 relatif à l'admission de Charles Poirier comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

- bill 165 modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;
- bill 189 modifiant la charte de la ville de Magog.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 4 mars 1948

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Questions de privilège:

#### L'affaire des trésors polonais

**M. Chaloult (Québec)** se lève sur une question de privilège. Depuis quelques jours, on parle beaucoup des trésors polonais qui ont été confiés au musée provincial. On dit même que la Gendarmerie royale aurait franchi le cloître d'une certaine communauté religieuse, l'Hôtel-Dieu, sans permission. J'aimerais que le premier ministre fasse une déclaration à ce sujet.

D'autre part, une rumeur circule à l'effet que le parc des Champs de Bataille nationaux a été pris en charge par la Gendarmerie royale du Canada il y a plusieurs semaines et qu'elle serait appelée à patrouiller dans le voisinage du musée provincial. Voyez-vous ça: les habits rouges sur les plaines d'Abraham! C'est pittoresque. Je vois bien ces gens venir ici tenter de se réconcilier avec notre population. Mais il pourrait arriver qu'ils tentent même de remplacer notre police provinciale. Car il semble y avoir une tendance à Ottawa pour remplacer la police provinciale dans toutes les provinces par la Gendarmerie royale.

Je voudrais savoir, si c'est vrai que progressivement, la Gendarmerie royale tente de

supplanter notre police provinciale. Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) pourrait peut-être informer la Chambre s'il est vrai que la Gendarmerie veut intervenir illégalement dans la province de Québec, qui a droit d'exercer sa souveraineté dans les limites de sa juridiction. Notre province a des droits indiscutables à ce sujet. J'estime que notre propre police fait bien son devoir et qu'il importe de sauvegarder notre autonomie en ce domaine. Ce que je voudrais bien savoir, c'est s'il y a des influences à l'œuvre pour remplacer la police provinciale par la police fédérale. Je demande quelle sera l'attitude des autorités provinciales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Applaudissements à droite) J'ai donné à *L'Action catholique*, il y a deux ou trois jours, une entrevue au sujet des trésors polonais. Cette entrevue représente l'exacte vérité. On me dit que le ministre des Affaires extérieures du Canada (M. Louis Saint-Laurent) a fait, hier ou aujourd'hui, une déclaration à Ottawa à ce sujet. Je veux ajouter que je préfère attendre de lire le texte officiel de cette déclaration pour la commenter comme il convient.

Quant à l'autre question du député de Québec (M. Chaloult) au sujet des forces policières, je le remercie de l'avoir posée. Il y a depuis quelque temps des tentatives de la part d'Ottawa pour remplacer les corps de police de toutes les provinces et de la province de Québec en particulier par la police montée fédérale. Je puis assurer l'honorable député de Québec et cette Chambre que tant que je serai premier ministre - et je le serai au moins un autre 25 ans - cela n'arrivera pas ici. Nous verrons, d'une façon convenable qui n'exclut pas l'énergie, à faire prévaloir les droits de la province à l'encontre des empiétements de la police montée et de ses supérieurs.

### Projets de loi:

#### Charte d'Oka-sur-le-Lac

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Documents de banque

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 concernant la preuve de certains documents de banque.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il s'agit d'éviter aux institutions bancaires les inconvénients de garder quantité de documents qui prennent trop d'espace. Les documents seront photographiés par des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil devant un représentant de la banque. Le photographe et le représentant de la banque feront une déclaration attestant l'authenticité de la photographie et celle-ci sera déposée chez un notaire choisi par la Chambre des Notaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Travaux de la Chambre:****Horaire  
des séances****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre tienne, à partir du 11 mars courant et jusqu'à nouvel ordre, trois séances tous les jours sauf le dimanche: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi, la deuxième de trois à six heures de l'après-midi, et la troisième de huit heures à onze heures et demie du soir; et qu'à chacune de ces séances l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement qui ont trait aux séances du mardi.

Nous sommes à la huitième semaine de la session. Dans les Législatures des autres provinces, la session serait déjà finie. Elles ne durent pas plus de quatre ou cinq semaines<sup>17</sup>. À ceux qui pourraient prétendre que les affaires transigées ici sont plus importantes que celles des provinces des Maritimes ou des provinces de l'Ouest, je répondrai qu'en Ontario, les sessions durent de cinq à six semaines et les affaires qu'on y discute sont certainement aussi importantes ou plus importantes que celles de Québec.

Les sessions de notre Législature coûtent cher et l'administration de la province doit se faire quand même. L'argent qu'on y dépense constitue un bon placement s'il se fait un travail constructif, mais c'est un gaspillage si les répétitions se multiplient. Nous avons de nombreux problèmes à régler qui nécessiteront de grosses dépenses d'argent et il faudrait que tous les capitaux de la province soient employés à les résoudre et non pas à faire de la parlotte. Car la Chambre a autre chose à faire que d'entendre constamment les mêmes rabâcheries.

Entre les séances, les ministres et tout particulièrement le premier ministre doivent fournir un travail énorme. À part cela, nous devons nous occuper de l'administration régulière de la province,

recevoir les délégations et étudier toutes les questions qui surgissent quotidiennement, faire la correspondance. Bref, c'est une tâche dont ne peuvent aucunement mesurer l'importance ceux qui n'ont pas à l'accomplir. En plus de cela, nous n'avons pas manqué une seule séance de comité depuis le début de la session, et l'opposition y brillait par son absence. Il nous faut étudier toutes les lois de A à Z.

Au début de la session, j'ai présenté une motion qui décrétait la tenue de deux séances par jour, les quatre premiers jours de la semaine, et de trois séances par jour, les deux derniers. Le travail des comités sera bientôt terminé. Comme il ne reste plus que deux bills à étudier en comité, les bills de Québec et de Hull, le travail des comités est pratiquement fini.

En vertu des règlements de la Chambre, les députés ont une heure pour parler alors que la limite est fixée à 40 minutes à Ottawa, tandis qu'elle est plus courte encore ailleurs, spécialement en Angleterre. Tous les députés ont le droit de parler, mais il n'est pas raisonnable que les mêmes choses soient répétées à l'infini. Nous ne sommes pas ici pour faire de la petite politique. Depuis le début de la session, des députés de l'opposition ont répété jusqu'à trois et quatre fois la même chose. Que l'opposition écourte les discours.

Le gouvernement a fait son possible pour faciliter l'accélération des affaires. Des mesures ont été présentées devant la Chambre au début de la session. Pour la première fois au Canada une vingtaine de lois étaient prêtes et imprimées le premier jour de la session. Elles ont été distribuées immédiatement pour que tous les députés puissent les étudier avant qu'elles ne soient présentées à la Chambre. Les *Comptes publics* et le budget ont été présentés bien avant la date fixée par les règlements. Bref, jamais un gouvernement n'a procédé d'une façon aussi expéditive que cette année. Et jamais les *Comptes publics* et le budget n'ont été soumis avec autant de rapidité. Alors, il n'y a plus d'excuse pour ceux qui font des discours interminables, jour après jour, sur les mêmes sujets.

Les lois les plus importantes sont adoptées et il ne reste que quelques projets de loi du gouvernement à l'ordre du jour. Il en viendra peut-être deux ou trois tout au plus, dont le principal est celui qui concerne l'aide aux universités de Montréal et de Québec. Elles ne sont pas sentencieuses. Il convient donc que la Chambre commence pour de bon à voter les subsides et qu'elle examine le budget.

Nous voulons que la Chambre consacre son temps aux lois. Il faut qu'elle se mette résolument à l'expédition de son travail pour la dernière partie de la session. Nous avons fait notre part pour hâter les

travaux. Nous avons donné l'exemple en procédant avec une rapidité extraordinaire. Nous n'avons pas utilisé intégralement la motion que nous avons fait voter au début, puisque la Chambre n'a siégé ni le lundi ni le samedi. C'est le devoir des députés de procéder avec une diligence compatible avec l'exercice raisonné de leurs prérogatives constitutionnelles.

Nous allons donc, quand le travail des comités sera terminé, tenir trois séances par jour: la première de 11 heures à 1 heure; la deuxième de 3 heures à 6 heures et la troisième de 8 heures à 11 heures 30 le soir.

**M. Godbout (L'Islet):** Ceux qui ont suivi les séances de la Législature depuis 15 ans savent qui a le plus fait perdre le temps de la Chambre. Quand le premier ministre était dans l'opposition, il prenait à lui seul les trois-quarts du temps de la session. Et depuis qu'il est premier ministre, c'est encore lui qui fait perdre au moins la moitié du temps avec ses points d'ordre qui n'en sont pas et qui n'ont pour but que de prolonger les discours, de retarder le travail de la session et de faire perdre pied aux orateurs de l'opposition.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un massacre de la vérité dont le chef de l'opposition est coutumier.

**M. Godbout (L'Islet):** Si nous cherchons la vérité du côté du premier ministre, nous la chercherons longtemps. Quand le premier ministre était chef de l'opposition, il a fait durer jusqu'à sept mois certaines sessions.

**Des députés ministériels rient.**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au chef de l'opposition de me citer une seule session qui a duré sept mois.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est un lapsus. Je voulais dire quatre mois et un des collègues du premier ministre, un jour, fit un discours qui dura quatorze heures. Mais les sessions ont parfois duré trop longtemps. Le premier ministre peut prendre tous les moyens qu'il voudra, il ne nous empêchera pas de faire notre devoir. Si les séances se multiplient cela n'avancera pas les délibérations. Les députés de la gauche tout comme ceux de la droite ne sont que des hommes et ne peuvent pas travailler sans relâche jusqu'à 11 h 30 tous les jours et donner un bon rendement.

Les députés ont du travail à faire à l'extérieur des séances. L'opposition ne reçoit pas beaucoup d'aide parce que 24 lois ont été déposées au début de la session et les députés ne savent pas lesquelles étudier pour le jour suivant. La législation est adoptée trop hâtivement et le gouvernement doit alors révoquer à la session suivante certaines lois qui avaient été acceptées à la session précédente ou apporter des amendements, parce qu'on n'écoute pas les suggestions de l'opposition. Nous sommes à la fin de la session. Et pas une de ces lois encore passées ne permet d'espérer une orientation nouvelle de la politique de la province. Y en a-t-il une qui change d'un iota la vie économique ou la vie sociale de la province? Qu'est-ce qu'elles vont donner aux ouvriers, aux cultivateurs, aux industriels, aux commerçants? Rien, absolument rien.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si nos lois ne changent rien, pourquoi, alors les avez-vous discutées pendant un mois?

**M. Godbout (L'Islet):** Parce que s'il n'y a rien de bon dedans, il y a du mal dans ces législations. Nous voulons que le gouvernement fasse le moins de mal possible. Nous ne sommes pas ici pour faire de la petite politique.

(Rires à droite)

Nous sommes ici pour accomplir un devoir et nous l'accomplirons consciencieusement, même s'il nous fait siéger toutes les nuits. Le premier ministre peut multiplier et prolonger les séances tant qu'il le voudra, mais il ne nous empêchera pas de scruter toutes les lois.

Nous allons scruter sans faiblesse les législations et les actes administratifs du gouvernement. Nous sommes prêts à siéger. Le peuple jugera ensuite. Nous sommes jaloux de nos libertés parlementaires et nous allons les conserver. Tout ce que le premier ministre veut faire de cette motion, c'est de jeter de la poudre aux yeux. Je ne vais pas voter contre, mais cette motion ne fera pas avancer les choses de manière appréciable.

Le premier ministre regrettera les attitudes qu'il a prises. Pour étudier avec soin les lois, il faut un peu de temps. Le meilleur moyen de raccourcir les débats, c'est de permettre une discussion libre. Si on nous avait laissé discuter librement, la session serait déjà finie.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le chef de l'opposition vient de traiter la vérité comme il a l'habitude de le faire. Il a dit la vérité



comme il l'entend. Il vient de nous dire que le premier ministre a pris sur lui seul la moitié du temps de la Chambre. La population, qui suit les débats de la Chambre par les comptes rendus qu'en donnent les journalistes ici présents, sait très bien que depuis le début de la session, il y a eu quatre ou cinq discours par fois huit, neuf ou dix discours de la gauche, en une seule séance, tandis qu'il n'y en a eu qu'un seul à droite.

Si pas une des lois présentées jusqu'à présent ne change un iota, pourquoi sur un seul de ces projets l'opposition a-t-elle prononcé 11 discours en deuxième lecture, 17 en comité plénier et quatre en troisième lecture?

Autrefois les sessions duraient longtemps parce qu'on ne siégeait que deux heures par semaine les deux premiers mois et un peu plus ensuite. Pendant les trois premières semaines de la session de 1932, où le chef de l'opposition était ministre de l'Agriculture dans le cabinet Taschereau, la Chambre n'a tenu que deux séances de deux heures chacune. Ce n'est qu'à la septième séance qu'elle a commencé à siéger le soir. Et à la fin de la session, ce fut l'avalanche de projets de loi. Lorsque la session a duré quatre mois, c'est que les lois du gouvernement libéral n'étaient pas prêtes. Ces temps-là sont révolus. Nous sommes ici pour travailler et adopter la législation aussi rapidement que cela est compatible avec les prérogatives des députés.

Le chef de l'opposition pose en victime, aujourd'hui. Il oublie le temps où, premier ministre, il obligeait la petite opposition de 10 membres, qu'il y avait alors en Chambre, à siéger toute la nuit pour la forcer à adopter ses projets de loi.

C'est le premier ministre actuel qui a inauguré la coutume de prévenir l'opposition à l'avance du projet de loi qui sera étudié le lendemain. Le chef de l'opposition fait un autre accroc à la vérité quand il prétend qu'il n'a que la nuit pour étudier les projets de loi. Il n'assiste à aucune séance de comité, ce qui lui permet de consacrer ses matinées à l'examen des bills. Les seules lois votées sous le régime du chef de l'opposition l'ont été à la dernière session, à la veille des élections, et le gouvernement actuel a été obligé d'en corriger plusieurs.

**M. Chaloult (Québec):** Cette motion n'est pas nouvelle, elle est présentée tous les ans, mais pour ma part, j'aurais préféré qu'il n'y eût pas de motion. Je ne suis jamais en faveur de mesure de cette nature. Peut-être qu'il y a trop de discours, et si les sessions sont longues, c'est un peu parce que nous sommes des Latins et que nous aimons à parler. Même si on juge mon droit de parler. Il me semble que, si l'opposition parle trop, c'est que tous les

députés ont le droit selon les règlements d'inscrire des motions et de les discuter; les gens pourront juger. Je prends la part de l'opposition, parce que j'ai l'habitude de prendre la défense des plus faibles. Le gouvernement y gagne toujours à être tolérant. Jusqu'ici l'opposition n'a pas été brusque et j'espère qu'il en sera ainsi jusqu'à la fin de la session.

On a présenté au début de la session une motion qui décrétait que la Chambre pouvait siéger le lundi et le samedi. Cette motion n'a pas été appliquée et j'espère que celle qu'on nous présente ce soir ne le sera pas davantage.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Une session peut toujours se faire sans opposition. Il y a des pays d'Europe où l'opposition n'existe pas du tout. On les supprime. Il arrive même que l'on mette des soldats avec des baïonnettes dans les bureaux de scrutin pour que tout le monde vote comme il faut. Dans ces pays, tout se passe avec ordre. C'est l'ordre nouveau. Mais si nous voulons vivre en pays démocratique, nous ne pouvons accepter pareilles méthodes. Il faudra bien continuer à endurer l'opposition. Nous avons le droit de parler et nous exercerons ce droit. Et s'il est un gouvernement qui a besoin d'opposition, c'est bien le gouvernement actuel. Si l'on veut mettre fin au débat par un moyen démocratique, il en existe un: c'est la dissolution des Chambres, que l'opposition réclame depuis un mois et demi. Allons devant le peuple, il décidera.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des élections avec la police montée à la porte, ça ne doit pas être rose. Mais il n'est pas question de ça. Il s'agit simplement de remplacer la séance du comité, qui a terminé son travail, par une séance de la Chambre. S'il n'est pas nécessaire de siéger, il n'y aura pas trois séances par jour la semaine prochaine; mais si c'est nécessaire, nous siégerons.

Adopté.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le premier ministre avait commencé comme il a fini, il aurait sauvé une heure de temps.

#### Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1948-1949 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon)

proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Lawn (Pontiac):** Après avoir assaini les finances de la province, l'administration libérale précédente avait commencé à réduire les taxes. On avait enlevé la taxe de vente sur plusieurs articles et on avait aboli les droits de péage sur tous les ponts. Mais l'opposition d'alors trouvait que ce n'était pas assez. Elle voulait l'abolition totale de la taxe de vente. L'Union nationale est au pouvoir depuis quatre ans et elle n'a pas encore accompli sa promesse. Non seulement elle a élevé la taxe sur la gasoline, mais elle a porté de 5 % à 7 % l'impôt sur les profits des corporations. Et elle a créé le fonds d'éducation, qui est une forme de taxation déguisée.

Les automobilistes et les autres contribuables sont bien obligés de payer pour les contrats sans soumission. On avait pourtant promis d'économiser des millions en demandant des soumissions publiques, mais on n'en a rien fait. On avait aussi promis de réduire le nombre des ministres, mais contrairement aux 14 ministres que nous avions sous l'administration libérale, il y en a maintenant 21<sup>18</sup>.

Ladite réduction de la dette du trésorier de la province est due aux \$20,586,000 qu'Ottawa paye à Québec en arriérés d'impôt et les autorités fédérales ont versé au gouvernement provincial approximativement \$38,000,000 au cours de la présente année financière seulement.

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne):** La production de l'industrie minière qui nous a tant aidés à gagner la guerre est devenue trop importante pour la traiter comme une chose secondaire. Le budget de \$2,226,000 du ministère des Mines, dont \$1,375,000 est consacré aux routes et seulement \$851,000 aux mines, n'est pas adéquat, particulièrement lorsque l'on se rappelle que le ministère obtient des revenus dérivés des mines qui s'élèvent à \$1,684,293 pour l'année financière de 1946-1947. De plus, la route de Chibougamau, pour laquelle la majorité de l'argent des routes est consacrée, ne peut pas être appelée entièrement une route minière parce que cette route sert à développer la région et elle est surtout employée pour l'exploitation forestière plutôt que pour l'exploitation minière.

Il trouve que ce serait une excellente idée si une commission royale était nommée pour étudier l'administration des ministères des Mines et de la Voirie et qu'elle découvre que le montant d'argent que ces deux ministères obtiennent est totalement

inadéquat, particulièrement lorsque l'on considère le revenu qu'ils rapportent.

Le gouvernement ne consacre donc pas des montants assez considérables pour développer l'industrie minière. Voici deux mesures qui s'imposent au département des Mines: augmenter les bourses aux jeunes gens au lieu, comme l'an dernier, de les diminuer. On offre seulement \$20,000 en bourses aux étudiants de Laval, de McGill et de l'école Polytechnique comparativement aux \$30,000 de l'année dernière. Les bourses d'études devraient être augmentées au lieu d'être diminuées.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Mon ministère met de côté une somme équivalente à la différence, ou plus élevée, pour promouvoir les professions minières parmi les étudiants. Le chiffre des bourses est indiqué dans un item du budget de mon département et, depuis un an, les bourses accordées par la province ont été plus que triplées.

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne):** Peut-être, mais ce n'est pas dans le budget des mines. Le nombre de géologues et de minéralogistes est totalement inadéquat. À mon avis, la province devrait dépenser plus d'argent pour former des techniciens, des ingénieurs miniers et des savants canadiens-français que réclame l'industrie. L'industrie peut en absorber de 50 à 75 par an et l'École du génie minier à Laval en produit seulement six par année. Des bourses d'études devraient être créées pour étudier à l'extérieur du Canada, ce qui signifierait des niveaux de vie adéquats. Pourquoi l'École de génie minier a-t-elle été fermée après qu'on lui ait versé tellement d'argent? Le poste budgétaire de \$160,500 pour la géologie est insuffisant, parce que c'est le poste le plus important de tous.

La seconde mesure urgente: une raffinerie pour les bas métaux. Qu'on la construise à Montréal ou à Trois-Rivières, mais qu'on la construise.

M. l'Orateur, la province de Québec est la dépositaire de la culture française et des vieilles traditions. La Bibliothèque du Parlement de Québec avec ses 192,000 volumes n'a qu'un budget de \$6,000<sup>19</sup> pour l'achat de livres, la reliure des journaux, etc., ce montant est absolument insuffisant. On reçoit 115 journaux<sup>20</sup> et la reliure de chacun coûte \$90. On est aussi à 244 périodiques.

La Bibliothèque a acheté 2,000 volumes l'an dernier, malgré tout. Les romans pour jeunes filles, c'est admirable. Les livres d'histoire, peu de chose, la littérature, pas plus. Six mille dollars pour un centre de culture, ce n'est pas suffisant. Comme le

prix des livres a augmenté de 100 % depuis quelques années, il conviendrait d'augmenter les sommes à dépenser si on veut conserver ici notre héritage français. Le gouvernement, M. l'Orateur, devrait vous donner plus d'argent. Impossible d'avoir un dépôt de culture canadienne-française sans la payer avec de gros sous.

Il y a aussi la question des salaires à la Bibliothèque. Les employés d'une bibliothèque doivent être des gens instruits et bien payés. Certains d'entre eux ne reçoivent que \$1,300. Comme c'est peu. Si on cherche des compétences, on peut en trouver. Les universités donnent des cours de bibliothécaires.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) devrait prendre sur son item des subventions ce qu'il faut pour donner à des étudiants compétents des bourses qui leur permettraient d'étudier la bibliothéconomie. Il devrait prendre aussi ce qu'il faut pour former des ingénieurs miniers<sup>21</sup>.

(Applaudissements à gauche)

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Le député de Québec (M. Chaloult) réclame cette année l'immigration de Français au Canada. Est-ce le même homme qui l'an dernier dénonçait le Collège Marie de France et le Collège Stanislas de Montréal en reprochant à ces deux grandes institutions d'être subventionnées par un gouvernement français avec lequel nous ne devons avoir aucune relation? Le député de Québec accuse maintenant le gouvernement libéral de ne pas faire d'immigration française. A-t-il changé d'opinion tout simplement pour attaquer un député d'Ottawa? Le député de Québec s'attaque à la race canadienne-française, lorsqu'il parle d'immigration. Il est permis d'être caméléon en politique mais pas de manquer de jugement à ce point. Je me demande s'il a encore la responsabilité de ses actes parlementaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Québec a été député de Lotbinière, le comté natal du député de Montréal-Mercier.

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Oui, malheureusement. Et heureusement, il ne l'est plus.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Il a aussi été député de Kamouraska, mais pas longtemps.

**M. Chaloult (Québec)** fait sont entrée à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au député de Montréal-Mercier de répéter ses paroles.

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Le premier ministre pourra les lui répéter. Ils sont bons amis. Mais il y a un petit conflit à l'horizon. Un des amis du premier ministre vient d'être élu maire de Beauport. Il n'a pas eu une grosse majorité, mais il paraît qu'il va être candidat dans le comté de Québec. Les chances du représentant de Québec (M. Chaloult) faiblissent.

(Rires et applaudissements à gauche)

J'entends souvent des remarques des députés de la droite. On dit que le député de Montréal-Mercier est toujours debout, qu'il se croit une encyclopédie, puisqu'il parle sur tous les sujets. Je n'ai pas cette prétention. Je ne me prends pas, comme le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé), pour deux autres.

(Rires et applaudissements à gauche)

Mais je crois qu'en entrant en cette Chambre, un député doit mettre ses intérêts personnels de côté pour servir ceux de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il les retrouve en sortant.

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Le premier ministre appartient à la noble profession d'avocat. Je ne sais pas s'il pratique encore.

(Rires et applaudissements à gauche)

Il a des associés, M. l'Orateur, je voudrais bien que le premier ministre nous laisse parler sans nous interrompre. Je n'ai qu'une heure pour démontrer que le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) en a pris quatre pour échafauder un surplus fictif de \$420,000.

La prospérité actuelle de la province de Québec n'est pas attribuable au gouvernement provincial, mais principalement et fondamentalement à la contribution de l'administration fédérale qui a envoyé de l'argent et transmis des crédits aux autres pays pour les aider à surmonter les effets de la guerre.

Je trouve que \$80,000,000 c'est trop élevé pour la voirie et les travaux publics, surtout lorsque les contrats sont accordés sans soumissions. Si j'étais à la place des ministres de la Voirie et des Travaux publics, je démissionnerais si le premier ministre refusait de me permettre de demander des soumissions publiques pour les contrats.

Le gouvernement n'a rien fait pour la classe agricole, pour les ouvriers et pour les autres citoyens du Québec. Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) n'a pas encore soumis de lois importantes pour aider les ouvriers du Québec.

**Des députés ministériels** interrompent le discours du député de Montréal-Mercier (M. Francœur).

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Ce que l'on dit sur moi à la Chambre ne me dérange pas, je vais discuter de tout sujet de mon choix sur le parquet de l'Assemblée. Je suis redevable seulement aux électeurs de ma circonscription<sup>22</sup>.

Le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Côté) n'a rien fait pour supprimer les taudis de son comté.

Il cite des chiffres qui démontrent que le gouvernement fédéral a souscrit plus que la province aux écoles techniques provinciales et aux écoles d'arts et métiers.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En aucun cas la contribution de la province a été inférieure à celle d'Ottawa.

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** J'ai cité des chiffres officiels<sup>23</sup>.

Il propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (M. Bienvenue), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

## Questions et réponses:

### Expropriations pour la route Trans-Canada dans le comté de Lévis

**M. Lizotte (Kamouraska):** 1. Combien le gouvernement a-t-il déboursé pour expropriations dans le comté de Lévis, relativement à la construction de la route Trans-Canada, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944?

2. Quels sont les noms et prénoms des personnes à qui le ministère de la Voirie aurait payé une indemnité pour expropriation dans ledit comté, et quel montant a été payé à chacune de cesdites personnes?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** 1. \$59,299.40.

2. Cité de Lévis.....	\$ 1.00
Émile Lebreux .....	3,507.80
Honoré-H. Lemieux.....	368.90
Hervé Baribeau .....	1.00
Hospice de Saint-Joseph-de-la Délivrance.....	332.24
Edmond Carrier .....	2,122.30
Charles Samson .....	2,676.05
Henri Lagueux .....	8,143.01
Jos. Villeneuve, Ltée.....	6,040.72
Benoît Laroche.....	55.32
Arthur Côté .....	1,126.44
Tancrède Boucher.....	8,000.00
Joseph Roy.....	2,750.00
Philias Roy.....	1,800.00
Mme Thomas Morin .....	2,400.00
Wilfrid Robitaille.....	2,500.00
Gaston Saint-Laurent.....	2,400.00
Xavier Larue .....	2,650.00
Fabrique Saint-Romuald.....	3,777.40
Émile Dionne.....	4.30
Henri-Loyola Létourneau .....	1,734.70
François Demers .....	607.30
Mme François Demers.....	531.00
Julien-Léopold Lambert.....	2,287.15
Mme Davie Anderson.....	868.94
Mme J.-Émile Thomas.....	1,356.78
Émile Bussière .....	178.50
Léonidas Pelchat.....	958.83
Omer Rioux .....	119.72

### Chemin entre le pont sur la rivière Jacques-Cartier et le Centre de ski de Valcartier

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Quel est le nom de l'entrepreneur à qui le département de la Voirie a confié la construction du chemin entre le pont sur la rivière Jacques-Cartier et le Centre de ski de Valcartier? a) À quelles conditions? b) Quand les travaux doivent-ils être terminés? c) Les travaux s'exécutent-ils aussi en hiver? d) Quels sont les estimés des ingénieurs pour ces travaux?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Voir *Procès-verbaux* de la séance du 24 février 1948, page 311, ou *Journaux de l'Assemblée législative*, de la même séance, p. 301-302.

a) Contrat à prix unitaires;

b) Vers le 31 juillet 1948;

c) Oui;

d) \$177,113.20.

**Demande et dépôt de documents:****Contrats de voirie  
dans Terrebonne**

**M. Sylvestre (Berthier)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Des contrats pour la construction ou la réparation de ponts, de routes ou de chemins qui ont été accordés, dans le comté de Terrebonne, par le département de la Voirie, pour chacune des années 1945, 1946 et 1947;

2. Les municipalités dans lesquelles ces travaux ont été effectués;

3. Les particuliers, firmes, compagnies à qui ils ont été accordés;

4. Les conditions du contrat original et le prix total à la fin de l'entreprise;

5. Si des soumissions ont été demandées pour chacun de ces contrats ou travaux, les soumissionnaires et le prix de chacune des soumissions.

Adopté.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** dépose, sur le bureau de la Chambre, ledit état. (Document de la session no 24)

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

**NOTES**

1. M. Bégin est aussi organisateur en chef de l'Union nationale.

2. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 5 mars 1948, à la page 4, écrit plus de \$90,000,000.

3. Selon Le *Montréal-Matin* du 5 mars 1948, à la page 3, M. Côté adresse ces paroles à M. Godbout au moment où il quitte son siège momentanément. Le quotidien de l'Union nationale note que M. Côté prend à partie le chef de l'opposition pour ses propos inconsidérés sur l'autonomie des commissions scolaires.

4. Les chiffres rapportés par les journaux sont contradictoires. Il est possible d'obtenir des données plus exactes en consultant le *Tableau comparatif du traitement des institutrices* publié dans le *Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1946-1947*, à la page 12. Il est probable que M. Côté ait utilisé ce tableau lors de son discours.

5. Dans *Le Nouvelliste* du 5 mars 1948, à la page 9, on dit "moins de \$100."

6. Chiffre de *La Tribune* du 5 mars 1948, à la page 2: 23,919.

7. *Le Devoir* du 5 mars 1948, à la page 10, donne le chiffre de 16.

8. Le *Montréal-Matin* du 5 mars 1948, à la page 3, donne le chiffre de \$1,400.

9. Dans un commentaire partisan, *Le Canada* du 5 mars 1948, à la page 2, écrit concernant le discours de M. Côté: "Le secrétaire de la province lit un long discours, soigneusement préparé par on ne sait qui, rempli de compliments à Omer Côté".

10. *L'Action catholique* du 5 mars 1948, à la page 20, explique M. Chaloult répond aux attaques dirigées contre lui, le 1<sup>er</sup> mars 1948, à la Chambre des communes, par M. Léopold Langlois, député de Gaspé, à la suite des remarques faites récemment par le député de Québec, à l'Assemblée législative, contre la politique d'immigration du fédéral.

11. *L'Action catholique* du 5 mars 1948, à la page 20, rapporte que M. Chaloult a dit: "aux descendants des Français".

12. M. Casgrain fait référence à l'affaire des trésors polonais. Pour plus de détails, consultez la seconde séance du 5 mars 1948 sous le titre: "L'affaire des trésors polonais."

13. Pour une citation exacte des propos de M. Langlois voir les *Débats de la Chambre des communes*, quatrième session de la vingtième législature, 1948, volume II, p. 1807, 1811.

14. Député fédéral élu sous la bannière libérale. Il a représenté le comté de Témiscouata de 1924 à 1955.

15. Richard Bedford Bennett, premier ministre du Canada de 1930 à 1935.

16. Selon *Le Soleil* du 5 mars 1948, à la page 6, M. Lawn a parlé en anglais.

17. Le *Montreal Daily Star* du 5 mars 1948, à la page 21, écrit de 5 à 8 semaines.

18. D'après *Le Soleil* du 5 mars 1948, à la page 6, M. Lawn a dit quelques mots en français à l'intention de ses électeurs de Pontiac.

19. *Le Soleil* du 5 mars 1948, à la page 6, rapporte le chiffre de \$6,500 alors que *L'Action catholique* du 5 mars 1948, à la page 20, cite celui de \$6,200.

20. *Le Canada* du 6 mars 1948, à la page 6, écrit "105 quotidiens".

21. *L'Action catholique* du 5 mars 1948, à la page 20, souligne que M. Guerin a parlé en français.

22. Les journaux ne donnent pas d'indications précises sur cette interruption de la part des députés ministériels et la réplique de M. Francœur. Mais le *Quebec Chronicle Telegraph* du 5 mars 1948, à la page 3, écrit le commentaire suivant: "Ses remarques sont mises en évidence par un nombre d'échanges colorés entre le député de Montréal-Mercier et d'autres députés du gouvernement."

23. Selon *Le Canada* du 6 mars 1948, à la page 12, le discours de M. Francœur a provoqué des applaudissements jusque dans les galeries et il a duré environ 45 minutes, d'après le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 18.

## Première séance du vendredi 5 mars 1948

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:****Syndicat financier  
de l'Université Laval**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 concernant le Syndicat financier de l'Université Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Commission métropolitaine**

**M. Gatién (Maisonnette)** propose que le bill 178 accordant certains pouvoirs additionnels à la Commission métropolitaine ayant été mis de côté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Commission des écoles catholiques  
de Verdun**

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose que, vu que les promoteurs du bill 149 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun ont décidé de ne pas procéder avec ce projet de loi, les droits ordinaires que lesdits promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Admissions à l'Institut  
des comptables agréés**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 concernant certaines admissions de membres à l'Institut des comptables agréés de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité siège durant quelque temps et se lève sans faire rapport.

M. l'Orateur au fauteuil

**Charte d'Oka-sur-le-Lac**

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 46 sans l'amender.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Documents de banque**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 concernant la preuve de certains documents de banque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 40 sans l'amender.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1948-1949 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 4 mars courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** termine son discours commencé hier soir en résumant son argumentation. Il suggère qu'une enquête royale soit tenue pour établir les responsabilités et punir les coupables.

Il parle des contributions fédérales et provinciales aux écoles techniques dans la province pour démontrer que le fédéral a fourni dans tous les cas une partie supérieure à celle de la province de Québec.

Pour l'École technique et l'École de papeterie de Trois-Rivières le gouvernement fédéral a contribué une somme de \$162,500.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je dis que les chiffres cités par le député de Mercier sont inexacts. À Trois-Rivières, il n'y a eu rien de fait pour l'École technique et l'École de papeterie. Les argents sont peut-être votés, mais il n'y a rien eu de dépenses.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Il est indéniable que les chiffres mentionnés sont votés et à la disposition du gouvernement provincial et il y en a même une partie d'utilisée à l'heure actuelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En ce qui concerne l'École technique et l'École de papeterie de Trois-Rivières, le fédéral et le provincial contribuent chacun une part importante.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** L'honorable trésorier a habitué cette Chambre à lui présenter une documentation soignée, qui témoigne de sa vaste culture et de son érudition. Depuis qu'il est trésorier de cette province, il lui a été possible d'annoncer des surplus substantiels.

De la part de l'opposition, il n'y eut à date aucune critique sérieuse dans tous les discours prononcés sur le budget depuis sa présentation. C'est en vain que j'ai cherché dans les discours des députés de la gauche une preuve quelconque que le budget du trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) ne représente pas la véritable situation financière de la province. L'opposition est manifestement à court d'arguments. En fait, son seul argument consiste à reprocher au trésorier de n'avoir pas accepté les \$60,000,000 offerts par Ottawa en retour de nos principaux droits de taxation. Nous n'avons pas besoin d'Ottawa, C'est Ottawa qui a besoin de nous et nous exploite.

Par contre, tous les grands quotidiens de la province, presque sans exception, ceux de langue anglaise comme ceux de langue française, même ceux qui ne sont pas normalement sympathiques à l'Union nationale, même *Le Devoir*, et même ceux qui sont sympathiques à l'opposition, ont été unanimes à faire l'éloge du gouvernement et en particulier de l'honorable trésorier dans le domaine de la situation financière de la province de Québec sous l'Union nationale telle qu'exposée par le trésorier.

Un journal financier comme la *Gazette*, de Montréal, par exemple, a affirmé que la province est dans une excellente situation financière, que ses méthodes de finances sont excellentes.

Le *Montreal Daily Star*, qui n'est pourtant pas un journal sympathique au gouvernement, a déclaré que la province est dans une position financière saine et a loué la façon dont elle a su payer à même ses revenus toutes ses dépenses, y compris les dépenses imputables au compte capital pour travaux de voirie et autres dépenses qui se chiffrent par environ \$80,000,000 pour trois ans. Ces commentaires sont une réponse péremptoire aux critiques stériles du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler).

Les journaux de langue française n'ont pas été moins élogieux dans leurs commentaires. Même les journaux de l'Ontario ont déclaré que le budget de Québec est merveilleux et reconnaissent la situation enviable des finances de la province de Québec. Un article de l'*Ottawa Journal*, en date du 2 mars 1948, dit entre autres choses: "Notre province-sœur, le Québec, vient de présenter un budget qui fait l'objet de notre admiration, car ce que démontre ce budget, c'est que le Québec, financièrement, est dans une posture splendide, que la province continue de payer toutes ses dépenses au fur et à mesure à même ses revenus. Les budgets sont augmentés pour la santé, l'éducation, la voirie, etc. Malgré tout, on a réalisé un surplus permettant de réduire la dette.



Le même journal a ajouté: "Durant les trois dernières années, les dépenses pour la voirie, les ponts et les autres travaux publics, de l'ordre de plus de \$80,000,000, ont été entièrement payés à même les revenus et le trésorier anticipe un surplus pour 1948-1949. L'Ontario, où probablement la majorité de cette province n'a pas toujours partagé les vues du premier ministre Duplessis, doit admettre maintenant, et avec joie qu'il donne à sa province une saine administration d'affaires tout en augmentant le budget de l'éducation et des services sociaux et par-dessus tout splendidement juste pour les minorités". On y dit aussi que notre situation financière se compare à celle de toutes les autres provinces, même qu'elle est meilleure. Que le budget est contrôlé par un trésorier qui connaît son métier.

Le député de Westmount-Saint-Georges essaie de prouver que, s'il y avait eu moins de revenus, il y aurait un déficit au lieu d'un surplus. C'est un raisonnement simpliste. Évidemment si nous n'avions pas de revenus et seulement des dépenses, nous aurions des déficits, si nous abandonnions toutes nos sources de revenus en augmentant nos dépenses, nous n'aurions également que des déficits. Mais fort heureusement, dans ce cas, il n'y eut pas eu de déficit, car le budget est contrôlé par un homme qui consacre tous ses instants à cette tâche. Nous avons des revenus normaux, bien équilibrés qui nous ont permis des réalisations très intéressantes. Si les revenus de la province avaient été moins considérables, il n'eût pas été possible de faire des travaux publics, de construire autant d'écoles et d'aménager autant de nouvelles routes.

Le député de Westmount-Saint-Georges nous accuse d'avoir imposé de nouvelles taxes, mais il s'est bien abstenu de dire que ces nouveaux impôts, qui ont constitué les fonds d'éducation, n'ont pas été payés par le peuple, mais par les compagnies qui exploitent les richesses naturelles de la province. Cependant les compagnies qui ont été obligées de contribuer au fonds de l'éducation n'ont pas augmenté le prix de leurs services publics. Elles ont absorbé elles-mêmes le coût de cette taxe.

L'opposition reproche au gouvernement l'augmentation des revenus mais le critique, ensuite, parce qu'il n'a pas haussé davantage les salaires des employés civils, qui représentent déjà un montant d'environ \$30,000,000 dans le budget. Il y a eu des augmentations de traitement de \$2,000,000 par année, depuis 1944.

Mais le principal argument de nos adversaires, c'est celui-ci: pourquoi n'avez-vous pas signé les ententes fiscales proposées par Ottawa, ou,

en d'autres termes, pourquoi n'avez-vous pas cédé les droits et les pouvoirs de la province, à Ottawa; cela vous aurait rapporté \$60,000,000 par année? Or, par la seule reprise par le gouvernement actuel des pouvoirs fiscaux cédés en 1942, la province de Québec perçoit présentement, sous les rubriques mêmes prévues par l'entente, au-delà de \$40,000,000 par année. Celui qui est le moins informé sait cela.

Et Ottawa voudrait nous enlever les sources mêmes desquelles nous percevons actuellement ces \$40,000,000 par année! C'est le double de ce que retirait l'ancien gouvernement en vertu de l'entente de 1942. Il est à remarquer également que c'est presque le montant de la compensation de \$65,000,000 que nous offrait Ottawa. L'écart est si minime qu'il nous suffirait d'augmenter d'un point ou deux l'impôt sur les profits des corporations, si nous le voulions, pour que nous percevions exactement ce que les centralisateurs d'Ottawa nous offraient.

Et que serait-il arrivé si nous avions accepté? Nous aurions été totalement dépendants d'Ottawa pour nos subsides. C'est clair qu'Ottawa voudrait nous enlever nos droits pour son propre bénéfice. Cela revient à dire qu'Ottawa aurait pu nous imposer ses conditions, nous imposer les œuvres et les constructions qu'il aurait voulues. Car si Québec cédait ses droits de taxation, tout le monde sait, par expérience, que le gouvernement fédéral en profiterait pour augmenter tout de suite les taux. À la signature de l'entente, on nous imposait une "pool tax" dans toute la province et que le gouvernement fédéral se disposait à imposer un nouvel impôt de 5 % sur tous les revenus de la province. Le député de Westmount-Saint-Georges ne nous a pas parlé de cela.

Tout le monde sait aussi, et le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) plus que tout autre, que si nous avions accepté les offres fédérales, en plus de reprendre nos droits de taxation, Ottawa aurait imposé une capitation à tous les citoyens de cette province âgés de 16 ans et plus pour la sécurité sociale.

C'est dire qu'il est bien important de conserver nos droits. En conservant ceux-ci, la province ne perd à peu près rien au point de vue financier et elle protège ses contribuables contre une taxation fédérale abusive et conserve toutes ses libertés.

Et n'oublions pas que le gouvernement de la province n'a pas réimposé de taxes sur les revenus des particuliers, sur les salaires des ouvriers et des cultivateurs, taxe qui a été établie par l'ancienne administration libérale et qui a été cédée à Ottawa avec les autres contre \$20,000,000 par année.

L'opposition est tellement écrasée par le tableau limpide d'une situation financière florissante

qu'elle ne trouve rien à dire. Elle réclame l'abolition de certaines taxes. Mais ces taxes, qui les a imposées? C'est l'ancien gouvernement qui a établi en 1940 l'impôt provincial sur le revenu, que nous n'avons pas voulu continuer d'imposer et qui lui a donné un effet rétroactif à 1939. Au cours de la même année, les libéraux ont imposé la taxe sur les cigares, sur le tabac. Ce sont eux qui ont imposé la fameuse taxe provinciale de vente. C'est l'ancien gouvernement qui a encouragé les villes à établir elles-mêmes des taxes de vente. Le député de Westmount-Saint-Georges ne nous a pas dit cela. Ce dernier, qui critique la taxe provinciale de vente imposée par son propre régime, a participé activement à l'administration de Montréal. Pourquoi ne l'a-t-il pas abolie à Montréal? C'est aussi l'ancien gouvernement qui a porté de 2½ % à 5 % l'impôt sur les compagnies.

Le premier ministre avait prédit que notre province n'irait pas mendier à Ottawa; cette prédiction s'est parfaitement réalisée. La province de Québec, grâce à sa situation financière florissante, est riche et elle n'a pas à s'agenouiller devant Ottawa. Elle peut vivre indépendamment du gouvernement fédéral, financièrement parlant, comme le démontrent ses revenus. Elle n'a pas à demander la charité. De toutes les provinces du dominion, Québec est celle qui possède la meilleure situation financière et qui est au moins la plus en mesure de faire face aux quelques années à venir.

La dette *per capita* de la province de Québec est la plus basse, comparée à celle de tous les gouvernements du pays. Elle est même la seule province dont la dette soit inférieure à \$100 par tête. Le trésorier de la province l'estime à \$98 par tête. C'est le chiffre le plus bas de toutes les provinces du dominion. Mais j'ai su depuis que, d'après une maison financière de New York, la dette par tête de la province de Québec n'est que de \$93 par tête.

Et pourquoi les financiers américains s'intéressent-ils à cette question? Quand la Banque du Canada a cessé de soutenir les obligations du dominion, on sait qu'elles ont tombé. Ottawa vient d'emprunter \$300,000,000 aux États-Unis. On se rend compte chez nos voisins que les obligations des provinces offrent plus de garanties que les obligations du dominion du Canada. Cela s'explique parce que nos obligations sont garanties par toutes nos ressources naturelles, lesquelles appartiennent aux provinces et non au fédéral, tandis que les obligations du Canada ne sont garanties que par son pouvoir de taxation.

La dette, par tête, de la ville de Montréal, à l'administration de laquelle le député de Westmount-Saint-Georges a participé pendant des années, est de

\$175 par tête. C'est presque le double de celle de la province. Ontario a une dette de \$150,88 par tête. La Saskatchewan a une dette de \$222 par tête. Et le gouvernement fédéral a une dette de \$1,380<sup>1</sup> par tête. Et ce sont ces gens d'Ottawa qui voudraient s'immiscer dans l'administration de nos propres affaires. C'est dire que la province de Québec n'a de leçon à recevoir de personne au point de vue financier.

Non seulement nous n'avons pas imposé de nouvelles taxes, mais nous avons considérablement diminué les taxes scolaires qui obéraient la propriété foncière, en prenant à notre charge les dettes des commissions scolaires, qui se chiffraient par près de \$100,000,000. Ces dettes commandaient un service considérable d'intérêt et de fonds d'amortissement. L'un et l'autre sont disparus et les propriétaires ont aujourd'hui moins de choses à payer qu'il y a 12 mois. Dans la seule ville de Montréal, la dette scolaire était de \$40,000,000 et elle est complètement disparue. C'est cela que nos adversaires ne comprennent pas.

Le budget du ministère de la Santé a également été augmenté de \$7,000,000, celui de l'Éducation de \$10,000,000, la Voirie de \$27,000,000.

De 1931 à 1936, la dette de la province a été portée de \$60,000,000 à \$160,000,000. On annonçait des surplus, mais en réalité, le déficit était de \$20,000,000 par année. Nos adversaires n'aiment pas cela que nous ayons des surplus. En 1931, la dette de la province était en effet de \$60,000,000. Le Parti libéral, cependant, cachait la chose au public. Il s'arrangeait pour donner un état de recettes et des déboursés, sans parler des emprunts. Il présentait des budgets camouflés.

On met en doute les surplus des administrations de l'Union nationale? Tous les comptables vous le diront qu'un surplus se traduit ordinairement par une diminution de la dette et qu'un déficit signifie invariablement une augmentation de la dette. Lorsque nous avons repris le pouvoir, en 1944, la dette de la province était de \$308,000,000. Aujourd'hui, elle n'est que de \$277,000,000, ce qui veut dire qu'en l'espace de trois ans, nous l'avons diminué de \$31,000,000. L'opposition prétend que les états financiers ne sont pas précis. Une chose est certaine et c'est la meilleure preuve: il y a eu des surplus chaque année pendant trois années consécutives. Pour établir si un surplus est réel, la meilleure preuve se reflète par la diminution de la dette de la province. Je défie n'importe qui de dépenser plus qu'il ne reçoit dans une année et de diminuer ses dettes.

Au cours de l'année 1946, le trésorier provincial dans la province de Québec a perçu les sommes suivantes en taxes directes:

1. Impôt du revenu individuel .....	\$174,224,778
2. Impôt du revenu sur corporations	\$ 72,989,420
3. Impôt sur les successions .....	\$ 4,568,285
	\$251,782,492

On entend parfois des remarques comme celle-ci: "La province dépense des millions et on ne sait pas où ça va." Si l'on ne le sait pas, c'est qu'on ne veut rien savoir. Je me bornerai à citer à cette Chambre trois chapitres seulement. En 1942, le budget de la Santé était de \$8,000,000. Il est aujourd'hui de \$15,000,000, soit une augmentation de \$7,000,000. Ce sont des surplus basés sur les emprunts que l'on fait dans le peuple. En réalité, ces surplus n'existent pas puisque l'on ne réduit pas la dette.

C'est pourquoi l'on voit aujourd'hui se multiplier les hôpitaux et les œuvres de toutes sortes en faveur de la santé publique. En 1942, le budget de l'Instruction publique était de \$9,000,000. Il est aujourd'hui de \$20,000,000. C'est pourquoi vous avez entendu hier le secrétaire provincial (l'honorable M. Côté) vous démontrer avec fierté pourquoi les salaires de famine avaient disparu dans le personnel enseignant. En 1942, le budget de la Voirie était de \$16,000,000. Il est aujourd'hui de \$43,000,000. Le budget des Travaux publics a aussi été considérablement augmenté ces dernières années.

Il (l'honorable M. Beaulieu) parle des extravagances du gouvernement fédéral, qui a prêté des milliards aux pays d'Europe pour augmenter notre industrie et notre commerce. Cela me fait penser, dit-il, à cet épicier qui n'avait que \$10 en poche et pas de client. Survient son fils qui n'a pas un sou.

Le père lui prête son \$10 et lui dit: "Dépense-le dans mon épicerie." Deux jours plus tard, le père reprête le même billet de \$10 à son fils qui le dépense de la même façon. Si ce manège recommence quatre fois dans une semaine l'épicier aura gagné \$40, mais n'aura pas un seul sou de plus.

Le revenu national du Canada est élevé, mais avec des emprunts que l'on contracte pour payer la production canadienne que l'on donne gratuitement ensuite aux étrangers sur des marchés artificiels. J'affirme que l'on est en train de créer à Ottawa, des marchés artificiels qui disparaîtront dès que l'économie mondiale sera rétablie, en entraînant la faillite d'une multitude d'industries champignons, nées d'un commerce non viable. Il importe de s'assurer des marchés naturels. Quand on organise un commerce sur des produits qui peuvent être

obtenus ailleurs, on marche vers le désastre économique.

La province développe des marchés stables, qui seront toujours ouverts et où nous trouverons d'excellentes sources de revenus. Je ne crois pas cependant qu'il y ait de danger pour la province de Québec, qui jouit d'une situation avantageuse et qui se place au premier rang de toutes les provinces.

Je reçois sans cesse des demandes de renseignements d'industriels de pays étrangers qui veulent investir des capitaux dans la province de Québec. Ils cherchent présentement à s'établir chez nous parce que nous possédons des ressources naturelles d'une valeur incalculable, une main-d'œuvre experte, des pouvoirs d'eau nécessaires pour fournir toute l'électricité, les meilleures conditions de production. Et aussi parce que notre système de distribution (routes, chemins de fer, navigation) est comparable à celui de n'importe quel pays ou province, parce que notre population a une facilité d'adaptation à de nouvelles fonctions et qu'elle est stable.

Si autant d'industriels étrangers viennent investir leurs capitaux dans notre province, c'est parce qu'ils ont peur ailleurs. Ils détournent leurs regards de l'Europe, en partie démolie et qui redoute encore la destruction. Ici, nous ne sommes pas exposés à des guerres à tous les 25 ans.

Ils cherchent l'endroit qui offre le maximum de sécurité et ils ont confiance en notre premier ministre qui fait une lutte inlassable aux idées subversives qui ont tant de succès dans certains pays européens. On ne voit pas d'endroit plus sûr que la province de Québec et on trouve qu'elle constitue le meilleur endroit du monde pour le placement des capitaux.

La province de Québec n'entend pas faire de l'industrialisation à outrance et mettre son économie en péril. Elle veut agir avec prudence. Elle vise à la stabilité et à la sécurité.

Mais depuis l'avènement de l'Union nationale au pouvoir en 1944, il se manifeste chez nous un développement industriel inouï. Je tiens à la disposition de n'importe qui les listes démontrant les nouvelles industries de toutes sortes établies dans notre province. Les nouvelles industries étaient au nombre d'environ 2,500, il y a 18 mois. Aujourd'hui, le chiffre a été porté à plus de 4,000<sup>2</sup> et comprend toutes les petites industries qui ont surgi un peu partout, dans la province, avec une main-d'œuvre de 10 hommes en montant. Dans 10 ans, notre province sera la première du Canada par son développement industriel.

La province de Québec n'a jamais connu un tel développement. En Ontario, on va être obligé de dépenser \$200,000,000 pour avoir le même système d'électricité que nous avons. Le *Financial Post* a fait une expansion économique. Il (l'honorable M. Beaulieu) parle des industries nouvelles au nombre de 2,500 dans notre province. Le *Financial Post* de Toronto a envoyé un enquêteur dans la province et celui-ci affirme qu'au cours d'une seule année au moins 100 nouvelles industries se sont établies dans le Québec avec un capital qui va, dans chaque cas, de \$250,000,000 à \$10,000,000. Les industriels étrangers ont l'œil sur la province de Québec. Ils viennent dans notre province pour le gouvernement stable qui dirige ses destinées et le premier ministre qui est à sa tête leur donne confiance. Ils ont peur d'aller ailleurs.

L'industrie nouvelle s'établit dans la province de Québec parce que nous pouvons lui offrir la sécurité. Nous avons la forêt et les mines, mais nous avons surtout l'électricité qui commence à faire défaut dans la province. En plus des ressources naturelles inégales, nous jouissons d'une main-d'œuvre honnête compétente et stable et d'un gouvernement diligent et progressif qui attire le capital. Les ressources naturelles, les forces hydrauliques, l'agriculture, la main-d'œuvre, tout cela existait dans la province avant l'avènement de l'Union nationale pour déclencher un essor industriel. Nous avons toujours eu nos ressources inappréciables, mais avant aujourd'hui on a manqué de gouvernements pour les mettre en valeur. Aujourd'hui nous avons ce gouvernement. Les ministres du gouvernement de l'Union nationale ne craignent pas de donner tout leur temps pour leur province.

Il fait l'éloge du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette). Presque tous les jours, dit-il, des conflits ouvriers surgissent et le ministre du Travail les règle. Les grèves sont peu nombreuses.

Les libéraux cherchent avant tout à prouver que rien ne peut marcher sans Ottawa. Ils seraient si contents s'ils pouvaient tout transformer à Ottawa. Lorsque Ottawa nous propose des ententes qui respectent les droits de la province, Québec sait accepter; c'est le cas des pensions de vieillesse, où le droit de la province de les administrer est reconnu. En une seule année, la province de Québec a versé à Ottawa un impôt direct de \$250,000,000. Avant que le fédéral ne paie les allocations familiales<sup>3</sup> aux gens de Québec, il ne remettait que la modique somme de \$16,000,000 à notre population.

Aujourd'hui, tout ce qu'Ottawa nous donne, y compris les allocations familiales, ne représente que 40 % de ce qu'il vient chercher ici en impôt de toute

nature. C'est l'argent du peuple qui s'en va à Ottawa. Quand Ottawa prétend nous faire un cadeau avec les allocations familiales, je puis lui répondre que pour chaque \$80 qu'il nous donne, il nous prend \$250.

Il ne faut pas l'oublier, en 1914, la dette du Canada était de \$500,000,000. Après la guerre, elle était de \$3,000,000,000. Aujourd'hui, elle est \$15,000,000,000<sup>4</sup>, malgré les milliards de taxes que nous avons payés. Le fédéral doit donc \$15,000,000,000 après avoir taxé le peuple de \$15,000,000,000 durant la guerre. Il y a une limite à vouloir nous faire croire que les gens d'Ottawa sont des phénomènes. On ne peut dire que ces gens-là sont des financiers. Dans les années de prospérité, il est préférable de baisser les dettes que de réduire les impôts.

Le discours sur le budget, prononcé par le trésorier de la province, est un document que l'on peut critiquer dans ses détails, mais qu'on ne peut attaquer dans l'ensemble. Le gouvernement a eu de la prudence administrative. On n'a pas le droit de demander plus à la province à l'heure actuelle. Québec a été placé au premier rang des provinces du Canada. C'est la seule qui a réussi à réduire sa dette de \$31,000,000 en trois ans. C'est un record sans pareil qu'aucun autre pays n'a été capable d'égaliser. Dernièrement, quand le gouvernement annonçait sa contribution aux universités, il n'aurait pas publié les mêmes chiffres, s'il avait été en face d'un déficit. Le discours sur le budget annonce un équilibre presque parfait.

En conclusion, il émet l'opinion, dit-il, que des élections auront lieu sous peu et que le gouvernement de l'Union nationale reviendra avec autant de députés qu'il y a de comtés dans la province. Sur 92 députés, l'Union nationale en aura 90 au Parlement. Il ne restera même pas de chef de l'opposition<sup>5</sup>.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** félicite le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) pour la magnifique critique qu'il a faite sur le discours du budget. Ses éminentes qualités de juriste averti et d'expert financier lui ont permis, dit-il, de mettre à jour la comptabilité tout à fait spéciale de l'honorable trésorier et d'exposer à la Chambre le véritable état des finances de la province. De son côté, le trésorier de la province a dédaigné la grande tradition parlementaire, dit-il, pour adopter les tactiques favorites de l'Union nationale soit le camouflage et l'électoratisme. Au lieu de présenter à la Chambre le véritable bilan financier de la province, il a servi aux représentants du peuple un manifeste politique.

Son discours du budget reflète bien, comme tous ceux qu'il a prononcés depuis 1945, les trois grandes caractéristiques de la politique financière et fiscale de l'Union nationale: sous-estimation des revenus et des dépenses: gaspillage et extravagances; écrasement des contribuables sous les taxes, retaxes et surtaxes de toutes taxes.

Pour les exercices financiers 1945-1946, 1946-1947, 1947-1948 et 1948-1949, l'honorable trésorier a grossièrement sous-estimé les revenus de la province. L'Union nationale a voulu, par cette tactique, laisser à la population l'impression que les taxes, retaxes et surtaxes, par elle imposées, étaient absolument nécessaires à l'équilibre du budget provincial.

Pour les exercices financiers 1945-1946, 1946-1947, 1947-1948 et 1948-1949, l'honorable trésorier a grossièrement sous-estimé les dépenses que devait effectuer le gouvernement provincial. Il a continué la triste tradition de l'Union nationale. En fait, sous les deux régimes du parti qui préside actuellement aux destinées de la province, l'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles s'établit à \$132,000,000. L'Union nationale a voulu, par cette tactique, laisser à la population l'impression que le gouvernement provincial administrait, avec modération et prudence, les deniers de la province, pendant que la véritable politique du Trésor en était une de passion, de frénésie des dépenses.

M. l'Orateur, voulez-vous des exemples du gaspillage et de l'extravagance pratiqués sous le présent régime de l'Union nationale? Pour votre édification personnelle, entre des dizaines et des dizaines d'exemples de cas évidents, manifestes, que je pourrais citer, j'en choisis deux.

Premier exemple: depuis trois ans, des contrats pour un montant global de \$68,000,000<sup>6</sup> ont été donnés sans soumission. Et le premier ministre s'écriait autrefois qu'il ferait économiser des millions à la province en demandant des soumissions pour les contrats octroyés par l'administration provinciale. Autres temps, autres mœurs!

Deuxième exemple: pour l'exercice financier 1946-1947, les dépenses de voyage se sont élevées à \$4,100,000; pour l'exercice financier 1947-1948, à \$4,300,000; pour l'exercice financier 1948-1949, les estimés sont de quelque \$4,500,000; soit, pour trois ans, un montant global de \$12,900,000. Ce n'est plus uniquement la danse aux millions, c'est le transport aux millions!

L'effet le plus marquant, M. l'Orateur, du discours du budget du 27 février dernier est le désappointement général éprouvé par la population

de toute la province devant le fait que l'honorable trésorier n'a annoncé aucune abolition de taxes, aucune diminution de taxes.

Quand ils pensaient au montant formidable de \$470,000,000 que le gouvernement de l'Union nationale a reçu en revenus de toutes sortes depuis sa dernière accession au pouvoir, les contribuables de la province s'attendaient à ce que les taxes provinciales soient réduites sensiblement au \$65,000,000: pour l'exercice financier. C'était raisonnable. Devant le mutisme absolu de l'honorable trésorier sur la question, le désappointement a été général, l'indignation profonde dans la province.

M. l'Orateur, on ne pouvait pas attendre une abolition de taxes, une diminution de taxes, de la part d'un gouvernement qui, depuis la première session de la présente Législature, a taxé, retaxé et surtaxé. Les revenus provenant directement des taxes s'élevaient, pour l'exercice financier 1943-1944, à \$65,000,000; pour l'exercice financier 1947-1948, ils se sont élevés à \$105,000,000; soit une augmentation de \$40,000,000. C'est dire que, pour 1947-1948, les contribuables de la province ont payé, en taxes provinciales, \$12 de plus, par tête, que pour 1943-1944.

Quelles sont les nouvelles taxes, les retaxes et les surtaxes, imposées par le gouvernement de l'Union nationale depuis sa dernière accession au pouvoir? En 1945, la taxe sur la bière passe de 5½ sous le gallon à 14½ sous le gallon, et une surtaxe est imposée sur les vins. En 1946, pour le fonds d'éducation, le gouvernement de l'Union nationale impose un droit de coupe additionnel de 15 sous par corde de bois coupé sur les concessions forestières et destiné à la fabrication de la pulpe ou du papier; une contribution de 15 sous par corde de bois coupé sur les territoires boisés et destinés à la fabrication de la pulpe ou du papier; à tout détenteur de forces hydrauliques du domaine public de la province, une redevance additionnelle de 15 sous par 1,000 kilowatts-heure d'électricité générée et provenant de ces forces hydrauliques; à tout propriétaire de forces hydrauliques situées dans la province, une contribution de 15 sous par mille kilowatt-heures d'électricité générée et provenant de ces forces hydrauliques; à la Commission hydroélectrique de Québec, un versement de \$2,800,000.

En 1947, pour le fonds d'éducation, le gouvernement de l'Union nationale impose à toute compagnie faisant dans la Province le raffinage du pétrole une taxe de un tiers de un pour cent sur le montant du capital versé dans la compagnie; à toute compagnie possédant, exploitant ou utilisant dans la province un réseau téléphonique ou une partie d'un

réseau téléphonique et dont le capital versé excède \$1,000,000, une taxe de  $\frac{1}{2}$  de 1 % sur le montant du capital versé de la compagnie.

En 1947 encore, le gouvernement de l'Union nationale fait passer la taxe sur la gazoline de 3 sous le gallon à 11, et cette taxe sur la gazoline rapporte, pour l'exercice financier 1947-1948, \$25,000,000, soit \$9,000,000 de plus que pendant l'exercice financier 1946-1947.

En 1947 encore, le gouvernement de l'Union nationale impose des taxes sur le capital et sur les places d'affaires des corporations et une taxe équivalent à 7 % du revenu de leur année financière. Par cette dernière taxe sur le revenu des corporations, réimposée par le gouvernement actuel et augmentée dans une proportion de 40 % sur ce qu'elle était auparavant, taxe qui retombe en définitive sur les consommateurs, le coût de la vie a été affecté sensiblement dans cette province.

Alors que le gouvernement de l'Union nationale, depuis sa dernière accession au pouvoir, taxe, retaxe et surtaxe, le gouvernement libéral d'Ottawa détaxe. C'est ainsi qu'il a fait disparaître de 3 sous le gallon la taxe sur la gazoline; aboli la taxe sur les comptes d'électricité; diminué l'impôt sur le revenu personnel pour un montant de \$265,000,000 à travers le pays. Le gouvernement central suit la glorieuse tradition du Parti libéral, à qui le peuple a constamment manifesté une plus grande confiance qu'au Parti conservateur, dont la réputation de "taxeux" est solidement établie.

Continuant cette grande tradition, l'administration provinciale libérale, de 1939 à 1944, malgré le très lourd héritage que lui avait légué la première administration de l'Union nationale, a aboli, en 1942, les péages sur les ponts; en 1943, les droits successoraux sur les successions de moins de \$10,000 en ligne directe; en 1944, la taxe de vente sur le charbon, le bois de chauffage, la glace, les livres et fournitures de classe, et sur tout le linge pour enfants.

Et quand on pense, M. l'Orateur, que le premier ministre, avant et pendant les dernières élections générales, criait dans tous les coins de la province qu'il était pour abolir la taxe de vente! L'a-t-il abolie? Mais non. De 1944 à date, elle a rapporté à son gouvernement plus de \$40,000,000.

Le revenu de la province, M. l'Orateur, comme l'a si bien dit l'honorable député de Westmount (M. Marler), permet à l'administration, entre autres dégrèvements possibles, d'exempter de la taxe de vente les comptes de gaz et d'électricité, l'huile à chauffage, ainsi que les matériaux de construction,

de façon à faciliter la construction de logements, et de réduire les droits sur les petites successions.

Au lieu de demander au gouvernement central de réduire ses propres taxes, le gouvernement provincial devrait donner l'exemple et abandonner ou diminuer une foule de petites taxes. Au lieu de procéder ainsi, chaque fois qu'Ottawa abandonne l'une de ses taxes, le gouvernement de Québec en profite pour augmenter les siennes.

L'honorable trésorier, dans son manifeste à la gloire de l'Union nationale, fait grand état, M. l'Orateur, du fait que la dette de la province est, par tête, la plus basse au pays. Il n'a oublié qu'une chose, le trésorier, c'est de dire à la Chambre que cela est dû au fait que durant le dernier demi-siècle, le Parti libéral a occupé le pouvoir 44 ans et l'Union nationale 7 ans seulement? Ce sont des administrations libérales qui ont dirigé la province et qui l'ont fait prospérer. Oublie-t-il que, si l'Union nationale a, depuis sa dernière accession au pouvoir, diminué la dette de la province de \$31,000,000, elle l'a par ailleurs, de 1936 à 1939, augmentée de \$120,000,000?

Le bas niveau de la dette provinciale, par tête, n'est pas l'œuvre de l'Union nationale, pas plus, d'ailleurs, que ne l'est la prospérité dont la province jouit actuellement. Et si l'honorable trésorier peut annoncer, pour l'exercice financier 1947-1948, un surplus probable de \$1,640,000, n'oublions pas que le Trésor provincial a reçu du gouvernement central un montant de \$20,586,000 pour arrérages et règlement de comptes, à la suite de l'entente conclue en 1942 par l'honorable chef de l'opposition, et que les seuls revenus de la Commission des liqueurs aux item licences, permis, redevances et comptes de commerce, se sont élevés, pour l'exercice financier 1947-1948, à \$27,000,000.

Le premier ministre et le trésorier se contredisent. Le discours du trône dont il est permis de croire, M. l'Orateur, en toute déférence, que le premier ministre fut le grand inspirateur, déclarait que la province était à la veille d'une période de prospérité sans égale. L'honorable trésorier, dans son discours du budget, déclare, lui, que les revenus de la province ont atteint le sommet de leur courbe ascendante. Pourquoi cette note de pessimisme que je trouve étrange de la part du grand argentier de la province?

Il reflétait tellement l'optimisme quand, au tout début du présent régime, avec quatre ans de pouvoir devant lui, il partait en conquistador, avec l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce, pour Mexico, la ville des toréadors, des matadors et des picadors, et le ciel enchanteur de Port-au-Prince qui, toujours, est bleu, si bleu, tout bleu. Tout passe. La danse des millions continue mais sur un volcan.

Et pendant des jours qui furent beaux et des nuits qui furent inoubliables, tous deux de compagnie, ils ont étudié les grands problèmes de l'heure: la propagation de la civilisation chrétienne qu'ils se proposaient d'implanter plus tard au Nouveau-Québec, et le problème du logement.

Les beaux jours, hélas! sont bien courts. Aujourd'hui, un air de triste pessimisme ravage les traits de notre grand argentier. Il voit venir les élections. Le sort du gouvernement l'inquiète et cette perspective le rend naturellement pessimiste. C'est un homme d'expérience, notre grand argentier. Il a connu les grands événements de 1933 et de 1935. Et, aujourd'hui, pensant aux nombreux volcans du Mexique, il se dit que le volcan de l'opinion populaire va bientôt faire éruption, et songeant aux grands raz de marée si fréquents dans les pays du sud où il a promené son optimisme d'antan, il est assuré que le raz de marée formidable du ressentiment populaire va déferler jusqu'à la colline du parlement et engloutir à jamais le ban et l'arrière-ban de l'Union nationale.

M. l'Orateur, je ne crois pas que l'honorable trésorier doive être pessimiste au sujet de nos finances provinciales, mais comme il a raison de l'être au sujet du sort du gouvernement dont il fait partie. En effet, l'heure de la délivrance va bientôt sonner. Toute une population va se lever et mettre à la tête de l'administration provinciale un véritable homme d'État, un grand Canadien, l'honorable chef de l'opposition.

Un homme qui sait commander l'admiration respectueuse, l'affection totale et la confiance illimitée de ses lieutenants, de ses partisans, de tout l'électorat. Un homme qui a le sens social, qui a voulu et qui veut faire fleurir au pays du Québec la justice sociale, la charité sociale. Un homme qui, s'inspirant du passé, prépare l'avenir. C'est alors que la province pourra avancer à pas de géant sur la route glorieuse de sa destinée. Elle aura enfin reconquis sa liberté?

(Applaudissements à gauche)

**M. Lizotte (Kamouraska)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Messages du Conseil législatif

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

#### Conseil législatif

3 mars 1948

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 35 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1949 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 39 érigeant la municipalité de Milan, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 3 est modifié en ajoutant, immédiatement après le mot "Lingwick", dans la sixième ligne du deuxième paragraphe, les mots ", ainsi que les municipalités du canton de Whitton et du canton de Marston".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 122 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 9 est modifié en biffant, dans la quatrième ligne, les mots "(Annexe "A")".

Et l'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 131 relatif à la cité du Cap-de-la-Madeleine, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est modifié en biffant, dans la première ligne, les mots "(Cédule A)".

Et l'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 142 relatif à l'admission de Jean-Georges Péroquin, comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a) en biffant, dans la première ligne, les mots "Conseil de";

b) en biffant, dans les sixième, septième, huitième, neuvième, dixième et onzième lignes, les mots suivants:

"pourvu que ledit Jean-Georges Péroquin ait préalablement établi, à la satisfaction de ce Conseil, qu'il rencontre les exigences et possède les qualifications requises pour être admis comme

membre de l'Institut des comptables agréés de Québec".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 157 relatif à l'admission de Jean-M. Côté et Lucien Lambert comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en changeant, dans la huitième ligne, le mot "tiendra" par le mot "tient".

#### **Projets de loi:**

##### **Milan**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 39 érigeant la municipalité de Milan.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Charte de Sherbrooke**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 122 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Cap-de-la-Madeleine**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 131 relatif à la cité du Cap-de-la-Madeleine.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Jean-Georges Péloquin**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 142 relatif à l'admission de Jean-Georges Péloquin, comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Jean-M. Côté et Lucien Lambert**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 157 relatif à l'admission de Jean-M. Côté et Lucien Lambert comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 5 mars 1948**

##### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Voies et moyens:**

##### **Débat sur le budget 1948-1949 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné à la séance précédente, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Lizotte (Kamouraska):** J'ai connu le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) sur les bancs du collège, c'était un "fort" en littérature, il jouait habilement la comédie, mais ce n'était pas un as en mathématiques. Le discours du budget a été plutôt un manifeste électoral qu'une reddition de comptes. Le présent budget n'apporte aucun dégrèvement. Le trésorier n'a pas insisté sur les déficits des années 1936 à 1939, sous la première administration de



l'Union nationale. Il n'a pas parlé non plus de l'augmentation de la dette consolidée, durant ces mêmes années, alors que cette dette montait de \$160,000,000 à \$352,000,000. Au point que le Parti libéral n'a pas pu immédiatement arrêter cette montée.

En reprenant le pouvoir, le Parti libéral a trouvé une situation désastreuse et, de 1939 à 1944, il a dû imposer de nouvelles taxes pour rétablir l'équilibre entre les revenus et les dépenses. Puis, notre chef (M. Godbout) a réussi à diminuer la dette de \$11,000,000, tout en apportant de multiples adoucissements à la taxe de vente sur les items de première nécessité, en abolissant les péages sur les ponts et en diminuant les impôts sur les successions. Le premier ministre, chef de l'Union nationale, avait promis, lui, d'abolir complètement la taxe de vente.

En 1945, lors du premier discours sur le budget, on avait promis d'abolir la taxe de vente provinciale, parce qu'elle était trop lourde pour les familles nombreuses. Le trésorier actuel a même annoncé un jour que cette taxe était abolie. Cependant je constate que cette taxe de vente est toujours dans les Statuts et que le peuple la paie.

Nous voyons chez nos marchands des nuées d'inspecteurs de la taxe de vente. Les marchands qui ne sont pas amis du gouvernement sont menacés de poursuites parce qu'ils ne l'imposent pas sur des articles exemptés par le gouvernement Godbout. Sous l'Union nationale, la taxe de vente n'est pas diminuée et de nouvelles taxes sont imposées: taxe sur la bière et sur les vins, une taxe d'éducation de \$14,000,000, la taxe sur la gazoline, l'augmentation de la taxe sur les corporations, sur le téléphone, etc. Jamais le contribuable de la province n'aura payé autant de taxes de toutes sortes et il en souffre. Le gouvernement a retiré \$55,000,000 de plus des taxes que le régime libéral et cette année même, ses revenus dépassent de \$100,000,000 ceux du premier gouvernement de l'Union nationale, en 1937. Le premier ministre ne remplira pas encore sa promesse d'abolir la taxe de vente.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ottawa a... Ottawa n'a pas...

**M. Lizotte (Kamouraska):** Les revenus ont augmenté dans des proportions très considérables et le gouvernement profite de cette situation. On ne met pas assez d'argent de côté pour venir en aide à l'agriculture. Le gouvernement de l'Union nationale l'a laissé à ses seules ressources.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a dépensé \$33,000,000 l'an dernier pour

améliorer les routes. Mais la voirie dans mon comté est dans un état lamentable, car les comtés représentés par des libéraux n'ont pas autant de travaux que les autres. Dans mon propre comté, le ministère de la Voirie n'a dépensé que \$6,498.28 alors que la part de chaque comté aurait dû être \$450,000 comme dans ceux où l'Union nationale a été favorisée. Les chemins ruraux et municipaux de Kamouraska n'ont pas été améliorés ou réparés depuis 1944. Plusieurs routes sont impassables. Les chauffeurs de taxis ne veulent plus se risquer sur notre réseau routier.

Le comté des Chapais, des Letellier de Saint-Just, des Gagnon<sup>8</sup>, des Casgrain, des Desjardins, n'a que des ornières comme routes municipales. Des épinettes poussent au beau milieu de certains chemins de colonisation. L'an dernier, on a posé une couche de colle sur le chemin du bord de l'eau, mais c'est un entretien qui laisse encore à désirer. De Sainte-Anne à Saint-André, le chemin est impraticable. J'ai demandé au ministre de réparer ce chemin jusqu'à Saint-Alexandre. Il a promis mais nous n'avons rien eu.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons augmenté le budget de l'entretien dans Kamouraska.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Ça ne se voit pas. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a déclaré que le taux de la dette *per capita* est plus bas dans Québec que partout ailleurs. Il faut attribuer cela aux administrations libérales.

Le discours sur le budget, c'est un examen de conscience, mais le trésorier a fait celui du fédéral, suivant son habitude, et il a attaqué des hommes qui le valent bien 100 fois. Comment l'Union nationale explique-t-elle le fait que le revenu de l'an prochain ne sera que \$144,000,000, sans les \$20,000,000 du fédéral, si les ententes de 1942 ont été si désastreuses?

Je remercie le gouvernement de l'Union nationale d'avoir donné un drapeau à la province, mais je lui demande de ne pas s'en servir pour faire de la propagande électorale. Il ne faut pas qu'on le traîne dans la boue des élections. Il ne faut pas en faire un chiffon politique, car un drapeau, c'est sacré. Et il faut qu'il reste au moins une chose sacrée dans la province.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement du Québec devrait s'occuper de ses propres affaires et cesser de s'occuper de celles d'Ottawa, dit-il. Il reproche à l'Union nationale de vouloir se faire du capital politique en parlant

contre le gouvernement King. Il fait l'éloge de M. King et son nom restera inscrit dans le cœur de tous les Québécois déclare-t-il. Avant longtemps, le premier ministre du pays sera au autre Canadien français, M. Louis Saint-Laurent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y aura alors peut être plus de cloître violé<sup>9</sup>.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Le budget ne donne pas une idée exacte de l'état financier de la province.

**M. Choquette (Montmagny):** Les quatre ministres qui ont parlé sur le budget n'ont pas été capables de réfuter le formidable réquisitoire du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler). Il a révélé l'immensité de l'abîme vers lequel nous conduit le régime de gaspillage de l'Union nationale. Le gouvernement de l'Union nationale ne peut pas le nier, car les chiffres sont là pour montrer qu'entre 1936 et 1939, il a endetté la province plus que tout autre gouvernement depuis la Confédération. Il est vrai que le trésorier provincial de l'époque pouvait, d'année en année, annoncer un surplus du revenu ordinaire contre les dépenses ordinaires, mais il ne pouvait pas cacher le fait que, si les dépenses en capital étaient incluses, le surplus était transformé en un déficit important. En 1939, l'Union nationale nous a laissé comme héritage un déficit de \$53,000,000. Lorsque le gouvernement libéral a accédé au pouvoir en 1939, les coffres étaient vides et l'on n'y voyait plus que les traces des ongles de ceux qui les avaient vidés. Il a dû faire face à une situation dans laquelle la province devait des millions de dollars en dépenses courantes. Après un an d'administration, le gouvernement Godbout avait réduit les dépenses de \$30,000,000 et il a transformé les déficits en quatre années de surplus, et ce, avec un budget qui n'a jamais atteint \$100,000,000.

Ce fut un malheur pour la province en 1944 que d'avoir placé à la tête de l'administration l'Union nationale. Il a en résulté une nouvelle danse des millions et maintenant, malgré la formidable augmentation du revenu de la province, le gouvernement ne peut pas réduire les taxes sans faire face à des déficits au lieu d'obtenir des surplus. Le député de Westmount-Saint-Georges a montré à la province l'abîme vers lequel nous conduit ce régime. (Il pointe les banquettes ministérielles)

L'Union nationale a repris son gaspillage à une allure vertigineuse dès son retour au pouvoir en 1944. En 1944, le gouvernement de mon chef

percevait en taxes un maximum de \$94,000,000. Dès que l'Union nationale a pris le pouvoir, les budgets ont aussitôt grimpé au-dessus des \$100,000,000. Nous avons aujourd'hui un budget de \$198,500,000. Les taxes sont aussi remontées depuis 1944. En 1948, l'Union nationale recevra en taxes, y compris les \$20,000,444 reçus d'Ottawa, \$198,500,000, ce qui représente une augmentation de plus de 100 %. Dans les taxes! Les naïfs vont-ils enfin comprendre pourquoi le chef de l'Union nationale parle sans cesse d'autonomie, de communisme et maintenant, depuis deux jours, de trésors polonais?

(Applaudissements à gauche)<sup>10</sup>

Cent pour cent d'augmentation de taxes! \$198,000,000 de taxes! Les revenus des taxes de la province ont atteint de telles proportions que le trésorier lui-même en a le vertige et il cherche à diminuer le revenu véritable. Où est allé cet argent? Sur un revenu de \$198,500,000, on se vante d'avoir réduit de \$8,000,000 la dette de la province, cette année, mais il l'avait augmentée de \$120,000,000 de 1936 à 1939. C'est comme si un homme qui devait \$12, depuis 10 ans se vanterait d'avoir remboursé 80 cents.

Au lieu de montrer un revenu de \$198,000,000, le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) oublie de mentionner une somme de \$19,800,000 du fonds d'éducation, et de \$12,000,000, soit un total de plus de \$31,000,000. Et avec le \$170,000,000 de revenu que déclare le gouvernement, le peuple de la province de Québec a eu moins de rendement qu'avec le revenu de \$90,000,000 qu'avait le gouvernement libéral de 1939 à 1944. Les libéraux ont fait plus avec \$90,000,000 que l'Union nationale avec \$190,000,000.

En raison de la gestion extravagante des revenus, le gouvernement provincial a dépensé des millions de dollars en prenant soin de ses propres amis, des entrepreneurs et des travailleurs. Dans le but de dissimuler ses lacunes, le gouvernement a forcé la Chambre à adopter de nombreuses lois spéciales, qui lui permettaient de dépenser des millions à l'extérieur du budget ordinaire. Le gouvernement n'a pas pu s'occuper des routes rurales qui sont dans des conditions lamentables, parce qu'il a dépensé l'argent pour certaines routes, particulièrement là où les ministres étaient concernés, du moins celles dans le haut du comté de Montmagny sont désastreuses. La voirie rurale a été complètement négligée, malgré le montant sans précédent et scandaleux de \$44,000,000 du budget de la voirie. J'invite de nouveau mon ami le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) à visiter le haut de mon comté. Les chemins ont été abandonnés!

Avec un budget de \$15,000,000 à la Voirie, les libéraux nous donnaient plus de travaux, de meilleurs chemins que l'Union nationale avec \$44,000,000. Je sais qu'elle aime mieux dépenser des millions pour la route de Chicoutimi. L'Union nationale a négligé la voirie rurale. Si l'on a dépensé \$44,000,000 pour les routes, sur des grandes artères, c'est parce que l'on gaspille l'argent dans des contrats plantureux de voirie sans soumissions à des amis du régime et à des étrangers. Cela est non seulement contraire à la loi des Travaux publics, mais cela est également contraire aux principes d'une saine administration.

Le peuple demandera des comptes sévères à ceux qui donnent des contrats plantureux sans soumissions à des étrangers, car l'Union nationale donne à des entrepreneurs domiciliés en dehors de la province. Elle donne à MM. Franceschini et McNamara de Toronto. Et elle livre à un trust américain nos plus grandes richesses minières, les plus belles du monde.

Pourquoi l'Union nationale ne demande-t-elle pas de soumissions publiques quand les corporations municipales, les commissions scolaires et le gouvernement fédéral sont tenus d'en demander? En vertu de quel principe l'Union nationale serait-elle exemptée de ce sain principe d'administration? Il n'y a à cela qu'une raison: c'est que l'Union nationale ne veut pas être obligée d'accepter les plus bas prix et qu'elle veut être libre de donner ses contrats à des étrangers, de favoriser des amis. Car le système de l'Union nationale permet à des étrangers et à des amis de recevoir de hauts prix et d'en verser une partie à son "party fund" pour soigner la caisse électorale.

Je dis qu'un programme de Voirie pour la présente année de \$44,000,000 constitue un scandale. Je dis que ce système constitue un vol des deniers publics et je le dénonce avec toute la vigueur dont je suis capable.

(Applaudissements à gauche)

Les naïfs vont-ils comprendre enfin que c'est pour détourner l'attention de ses méthodes administratives que le premier ministre parle sans cesse d'autonomie, de communisme et de trésors polonais?

Le peuple en a assez, il n'endurera pas cette situation beaucoup plus longtemps. Quelques mois seulement séparent l'Union nationale du châiment, car le peuple chassera les vendeurs du temple. Je seconde la proposition de mon collègue de Mercier (M. Francoeur) et je déclare qu'il faudra une enquête royale sur l'administration de la Voirie et des Travaux publics. Il faudra établir les responsabilités de cette dilapidation systématique et punir les coupables.

(Applaudissements à gauche)

C'est ce qui se fera sous un prochain régime libéral. À Nuremberg, 21 sinistres personnages ont répondu de leurs crimes devant un tribunal. À Québec, 21 ministres de l'Union nationale devront répondre de leurs actes devant l'opinion publique et dire ce qu'ils ont fait de l'argent du peuple.

Bien que nos revenus aient augmenté de 100 %, aucun problème social n'a été réglé depuis quatre ans. Le gouvernement n'a pas donné l'assurance-santé; il n'a pas versé aux cultivateurs de primes sur le lait et les moulées; les salaires des employés civils ont été diminués; la question du logement est encore à l'étude; aucune entente fiscale protégeant nos droits n'est encore intervenue avec les autorités fédérales; il a aboli la Commission d'assurance-maladie créée par le chef du Parti libéral, il n'a accordé aucune réduction de taxe. Je n'oublierai jamais l'engagement pris par le premier ministre à Montmagny d'abolir la taxe de vente. C'était un engagement pris sur l'honneur. Si le premier ministre a de l'honneur, qu'il abolisse la taxe de vente!

Depuis trois ans et demi, le régime actuel a retiré en effet plus de \$40,000,000 provenant de la taxe de vente. En outre, alors que le gouvernement Godbout n'avait encaissé que \$14,034,900 de la Commission des liqueurs, le régime Duplessis a retiré \$27,000,000 en 1947-48, soit une augmentation de quelques \$13,000,000. Et le régime actuel n'a pu fabriquer un surplus de \$1,600,000 qu'en refusant, depuis plusieurs mois, de rembourser un montant de \$3,000,000 qu'il doit à la Commission hydroélectrique.

Le gouvernement n'a rien fait pour enrayer la hausse des prix, malgré que le gouvernement aurait eu le pouvoir de faire quelque chose dans ce domaine. L'huile à chauffage a augmenté de 80 %. Le gouvernement provincial maintient la taxe de vente de 2 % sur l'huile à chauffage et sur d'autres nécessités de la vie, alors qu'il a les pouvoirs voulus pour empêcher une hausse exagérée du coût de la vie.

Pourquoi on n'abolit pas la taxe de vente? Il lit une annonce parue dans le *Montréal-Matin* en 1936<sup>11</sup>, pour démontrer que le secrétaire provincial (l'honorable M. Côté) avait aussi promis d'abolir la taxe de vente.

**M. Choquette (Montmagny):** À moins que ce ne soit *Le Moraliste* qui soit la propriété du premier ministre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas plus que le siège que le sénateur Webster a payé \$35,000.

**M. Choquette (Montmagny):** Quel siège? Qu'est-ce que cela vient faire dans la discussion? En quoi cela m'intéresse-t-il?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En rien, si ce n'est que le sénateur Webster a payé \$35,000 à M. Rousseau.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est une insinuation, parlez donc!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une affirmation.

**M. Choquette (Montmagny)** demande au premier ministre de préciser.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** promet au député de Montmagny tous les détails qu'il désire.

**M. Choquette (Montmagny):** Voyez M. l'Orateur, comment ces gens-là essaient d'éclabousser. Quand on leur fait face, ils se dérobent, ils rampent. Ils ont établi le chantage en système. Ils ne sont que des comédiens, de grand guignol, pas autre chose. Ils ne sont pas sérieux. Ils retardent de jour en jour la dissolution des Chambres parce qu'ils craignent qu'Ottawa ne contribue une seconde fois à leur défaite écrasante. Le premier ministre pense-t-il que le peuple va réélire son gouvernement parce qu'il essaie d'éclabousser toutes les honnêtes gens? Ah! Non. J'ai hâte que le premier ministre ait le courage de dissoudre les Chambres. Mais il retarde ses élections. Le gouvernement surveille continuellement Ottawa, parce que, dans le fond, il a peur que le Parti libéral fédéral intervienne et qu'il inflige la même défaite désastreuse qu'en 1939. Alors le premier ministre attaque Ottawa. Mais le peuple l'attend. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a dit dans un club politique: "Ne suivez pas les gens qui renient leur parole." Je n'ai jamais entendu une attaque si audacieuse contre son chef.

(Applaudissements à gauche)

Le secrétaire de la province (l'honorable M. Côté), qui veut défier l'univers, a dit qu'il avait délivré les commissions scolaires de leurs chaînes. Tout ce qui a été fait par le gouvernement fut de réduire les commissions scolaires à l'esclavage en contrôlant leur autonomie financière. Le gouvernement a spolié leur autonomie, non par sa loi, mais par l'application de sa loi.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Montmagny ne peut critiquer une loi sans en demander le rappel.

**M. Choquette (Montmagny):** Eh bien, j'en demande le rappel!

(Applaudissements à gauche)

Pour demander les avantages de la loi sur l'éducation, qui permet au gouvernement d'assumer leurs dettes, 1,500 corporations scolaires de la province doivent se déclarer en défaut. Le gouvernement oblige ainsi les commissions scolaires qui n'ont aucune dette à se déclarer en faillite. On répudie leurs obligations; on fait perdre des millions de dollars aux petits épargnants.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** C'est absolument faux! Les commissions scolaires ne sont pas tenues de faire payer leurs dettes par la province. En vertu de la loi elle-même, elles sont absolument libres de se prévaloir de la loi ou non de la loi par laquelle le gouvernement prend à sa charge leurs dettes.

**M. Choquette (Montmagny):** La loi les laisse libres oui, mais le gouvernement ne veut pas les laisser libres lui, si elles veulent obtenir des octrois. On ne donne pas d'octrois à celles qui refusent de se mettre en faillite. On a spolié l'autonomie de la Commission scolaire de Québec et de Commission scolaire de Montréal. Quand donc présentera-t-on une loi pour permettre aux contribuables de Québec et de Montréal d'être représentés dans leurs commissions scolaires et administrer leurs propres deniers?

Si nous avions un gouvernement soucieux de ses responsabilités, si des soumissions publiques étaient demandées, si les contrats étaient accordés à des gens de la province de Québec et si le gouvernement administrait sur une base d'affaires plutôt que sur une base électoraliste, ce n'est pas seulement les dépenses du gouvernement qui auraient pu être sérieusement coupées, mais nous aurions pu régler tous nos problèmes sociaux. Le gouvernement n'a fait aucune réduction de taxes, malgré ses promesses, mais les a par contre augmentées alors qu'il aurait dû abolir la taxe de vente comme il en avait pris l'engagement. Avec les revenus actuels, le gouvernement aurait pu réduire les taxes de 25 %.

Je ne suis pas surpris que M. Drew aime le premier ministre, parce que ce dernier donne des contrats de voirie à des gens de l'Ontario.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. Franceschini n'est pas un ami de M. Drew, mais bien un ami de M. King. M. Drew ne lui donne pas de contrat en Ontario.

**M. Choquette (Montmagny):** Le trésorier a rappelé que 1948 marquait le centenaire de la reconnaissance de la langue française au Canada. Ça n'a rien à voir avec le budget, mais c'est vrai.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La langue n'est-elle pas un actif?

**M. Choquette (Montmagny):** Tout est un actif dans la province excepté le gouvernement qui est en face de nous.

(Applaudissements à gauche)

L'espoir du peuple est dans le Parti libéral. La victoire de la langue française, elle est due à La Fontaine, à un grand libéral, qui l'a remportée sur les tories de son temps. Malgré le fanatisme des uns, les préjugés des autres, en dépit d'injustices intermittentes, l'association entre les deux races a réussi à se maintenir grâce à la tolérance des meilleurs éléments des deux groupes ethniques. Cette association doit se continuer ou c'est la ruine de la Confédération. Il est malheureux qu'au cours des 50 dernières années des hommes publics aient tenu des propos incendiaires. En 1917, un politicien a dit: "L'unité de l'Empire exige l'unité de la langue" au Canada.

Qui a dit cela? Lord Bennett, ancien chef du trésorier. En 1936, un autre a dit: "Les Canadiens français sont une race conquise et l'élément anglais est la race dominante." Qui a dit cela? Le premier ministre Drew de l'Ontario, que l'Union nationale invite à sa table. Le juge en chef du Canada est un Canadien français, alors que, pour la première fois, les Canadiens français ne sont pas représentés dans le cabinet d'Ontario. Cependant, ils ont deux ministres à Ottawa, l'honorable M. Chevrier et l'honorable M. Martin.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Est-ce que M. Martin est un autre Irlandais ou est-ce seulement la manière dont il (M. Choquette) a prononcé le nom de famille de M. Martin?

**M. Choquette (Montmagny):** Bien, la prononciation est parfois une chose amusante. Prenez par exemple le nom de famille de mon cher ami (M. Duplessis). J'entends certaines personnes le prononcer Drewplessis, alors que d'autres le prononcent "Duplessis-withDrew".

(Rires et applaudissements à gauche)

Il est malheureux que l'Union nationale se croie obligée de s'allier aux pires ennemis de notre province et de notre race pour détruire le Parti libéral. De tout temps, les libéraux ont été un objet de haine pour les crétins, les bigots, les exploiters de religion, les tartufes et les tories. Mais comme le serpent qui voulait manger la lime, ils se briseront les dents.

L'esprit de progrès des libéraux a toujours triomphé. Les chiens aboyaient et la caravane passait. Le trésorier, en parlant de la langue française, aurait dû rappeler que c'est le Parti libéral qui a donné au Canada les timbres bilingues et la monnaie bilingue pour tout le pays, et non pas seulement pour la province de Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le Parti libéral qui a envoyé nos billets de banque de l'autre côté.

**M. Choquette (Montmagny):** Oui, pour protéger les membres de l'Union nationale qui cherchaient à saborder l'effort de guerre au Canada. Les prêtres consentis à l'Angleterre pendant et après la guerre ont permis au pays de garder les hommes au travail et de sauver la démocratie à un point où les membres du gouvernement sont encore capables de dénoncer les efforts de guerre.

Le premier ministre critique sans cesse le fédéral parce qu'il a peur. Le Parti libéral est le seul qui ait donné un Canadien français comme premier ministre au pays. Ce grand Canadien, qui a révélé à l'univers l'existence de notre peuple, s'appelait Wilfrid Laurier, champion de l'autonomie canadienne, de l'autonomie provinciale, dont nos adversaires se réclament aujourd'hui après l'avoir vilipendé durant sa vie.

(Applaudissements à gauche)

C'est le Parti libéral qui nous a donné le Statut de Westminster. C'est ce parti qui nous a donné les allocations familiales. Voilà ce qu'on veut faire oublier quand on en est rendu à nous parler des trésors polonais.

La déclaration du premier ministre de la province sur les trésors polonais constitue un des derniers spasmes d'un régime qui se meurt, qui veut échapper au châtement qui l'attend. Il a peur d'affronter le verdict de l'électorat. Après quatre années d'administration scandaleuse, vous le voyez, de sa main poisseuse, tantôt s'accrocher à l'autonomie qu'il a trahie; tantôt au communisme qu'il a encouragé en refusant d'appliquer les mesures sociales qui s'imposaient; tantôt au drapeau, qui n'est pas le sien mais l'œuvre de toute la députation, les libéraux compris, et qu'il est en train de souiller.

Le voilà maintenant qui tente de s'accrocher aux trésors polonais. C'est une nouvelle marchandise que l'on présente pour faire oublier les scandales, la dilapidation et les vols. L'Union nationale s'accroche à ce qu'elle peut. Elle a peur. On ne sait pas jusqu'où le désespoir peut conduire un homme. Mais il est trop tard. Rien ne saura sauver ce régime discrédité et dégénéré; pas même le dictaphone<sup>12</sup> qui est dans le pupitre du premier ministre et qui lui permet d'entretenir un poste clandestin. *Quos vult perdere Jupiter prius dementat*<sup>13</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le député de Montmagny fait sa confession avant ses Pâques?

**M. Choquette (Montmagny):** J'espère que le premier ministre n'oubliera rien quand il fera la sienne.

(Applaudissements à gauche)

Les trésors polonais n'appartiennent pas à l'Union nationale, ni au premier ministre, ni à sa caisse électorale. C'est un problème de droit privé et de droit international. Il ne relève que des tribunaux et du Parlement du Canada. Il s'agit là d'une question fédérale et non provinciale. Ces trésors sont entrés ici pendant la guerre, sous l'autorité du gouvernement du Canada, pour empêcher les Nazis de mettre la main dessus. S'ils ont été soustraits à la destruction et au pillage des dictateurs nazis et des députés, c'est grâce au gouvernement canadien. Ce sera le rôle des tribunaux et des autorités fédérales de faire justice de cette question.

Les trésors que le peuple vous a chargé de protéger, ce n'est pas le trésor de Pologne, c'est le patrimoine de la province de Québec. Le peuple vous avait confié les richesses minières de l'Ungava, les plus grandes richesses minières de l'univers, et vous les avez cédées à la compagnie Hollinger pour une bouchée de pain. Le peuple vous avait confié ses réserves cantonales et ses ressources naturelles, vous les avez laissé piller; il vous avait confié l'administration du Trésor public, vous l'avez laissé dilapider en accordant de scandaleux contrats sans soumissions; il vous avait confié la santé de nos enfants, vous ne vous en n'êtes pas occupé et vous avez aboli la commission qui la protégeait.

Vous pensez que vous aller faire oublier tout en parlant des trésors polonais? Bientôt se jouera le dernier acte d'une comédie qui a déjà bien trop duré. Le peuple vous a jugé. Il va chasser du parlement de Québec l'Union nationale pour le remplacer par le seul parti capable de nous sauver du communisme,

celui qui pendant 35 ans à Ottawa et 45 ans à Québec a écrit les plus belles pages de l'histoire du Canada.

(Applaudissements à gauche)

**M. Drouin (Québec-Est):** Les communautés religieuses se trouvent dans l'obligation de refuser les octrois du gouvernement pour la construction d'hôpitaux parce que cela leur coûterait trop cher d'accepter les conditions qu'on y attache. Il (M. Drouin) proteste contre l'augmentation des dépenses et contre l'état dans lequel le gouvernement laisse les routes de la province.

Si le gouvernement peut retirer du peuple de Québec une somme de \$166,000,000 en taxes, ce n'est pas seulement parce que la province est prospère; c'est que le pays tout entier l'est aussi. En toute justice, il ne faut pas prétendre que tout nous vient par l'entremise de l'Union nationale. Si le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) veut se vanter de la prospérité de la province, qu'il ait au moins la justice de reconnaître que nous la devons à la sage politique économique du gouvernement de notre pays. Donnons à Ottawa le crédit qui lui revient. C'est grâce aux dépenses du fédéral que nous jouissons d'une véritable prospérité. La province de Québec a payé le tiers des dépenses et a retiré le tiers des revenus. La province retire sa part de cette prospérité.

Il (M. Drouin) proteste contre la manie des gens de l'Union nationale de toujours critiquer l'administration fédérale qui est celle du pays. L'Union nationale considère Ottawa comme un gouvernement ennemi. On cherche, par des moyens anarchiques, à détruire l'autorité centrale. Les ennemis du premier ministre du Canada veulent ainsi détruire nos institutions fédérales pour atteindre le parti de M. King qui est au pouvoir. L'Union nationale demande presque clairement le séparatisme pour établir la dictature de son chef. On évoque les morts pour salir leur mémoire.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Montmagny (M. Choquette) a parlé des morts.

**M. Drouin (Québec-Est):** Il en a parlé comme tout bon citoyen pour n'en dire que du bien.

(Applaudissements à gauche)

L'Union nationale n'en dit que du mal. Son esprit de haine contre Ottawa lui fait dire que du mal des vivants comme des disparus. Ce n'est pas là de la critique constructive. Pourquoi laisser croire que tous les représentants de la province de Québec sont

devenus des bandits en allant siéger à Ottawa? Tout cela pour préparer une dictature dans Québec. Car de pareilles tactiques nous mènent à la révolte, à l'anarchie. Ce sera désastreux pour le pays et pour la province. Je ne veux pas d'une dictature dans Québec.

Québec n'a pas été fondée en 1944. L'Union nationale n'est qu'un profiteuse de la prospérité que nous devons au gouvernement de notre pays. L'Union nationale se vante que le crédit agricole prête aux cultivateurs. Mais on ne dit pas par exemple que si les cultivateurs remboursent très bien, c'est parce que la prospérité que nous devons au fédéral le leur permet.

(Applaudissements à gauche)

Parlant des nouvelles industries qui se sont établies dans le Québec, sous le gouvernement de l'Union nationale, il déclare, dit-il, que nous devons cette bonne fortune, non à l'Union nationale, mais à la prospérité générale du Canada.

Il propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Mercier petit-fils), que le débat soit maintenant ajourné. (Applaudissements à gauche)

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 144 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en biffant, dans la quatrième ligne, les mots "(Annexe "A")".

2. L'article 5 est modifié en biffant, dans la cinquième ligne, les mots "(Annexe "B")".

3. L'article 6 est modifié en biffant, dans la septième ligne, les mots "(Annexe "C")".

4. L'article 7 est modifié en biffant, dans la septième ligne, les mots "(Annexe "D")".

5. L'article 8 est modifié en biffant, dans la première ligne de la page 4, les mots "(Annexe "E")".

6. L'article 9 est modifié en biffant, dans la sixième ligne, les mots "(Annexe "F")".

7. L'article 10 est modifié en biffant, dans la septième ligne, les mots "(Annexe "G")".

8. L'article 11 est modifié en biffant, dans la sixième ligne, les mots "(Annexe "H")".

9. L'article 14 est modifié en remplaçant, dans les trois premières lignes, les mots suivants:

"Le projet de contrat authentique, devant M<sup>e</sup> Victor Abran, notaire de Trois-Rivières, en date de 1948", par les mots suivants:

"Le contrat authentique devant Me Victor Abran, notaire de Trois-Rivières, en date du 3 mars 1948, et portant le no 4157 de ses minutes".

10. Ce qui suit est ajouté après l'article 14 comme article 15:

"15. L'article 26 de la loi 3 George VI, chapitre 107, est amendé en insérant, entre le premier et le deuxième alinéa dudit article, l'alinéa suivant:

"À compter du 1<sup>er</sup> janvier 1949, il en sera ainsi du terrain connu et désigné sous le no 38 de la subdivision officielle du lot no 1164 du cadastre de la cité, rue Laviolette, ayant une superficie de 5,120 pieds, et des propriétés construites sur ce terrain et appartenant également à ladite fabrique".

11. L'article 15 devient article 16.

12. Et les annexes "A", "B", "C", "D", "E", "F", "G", "H" sont biffées.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 133 accordant à la ville de Matane des pouvoirs additionnels, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est remplacé par le suivant:

3. Le territoire se composant, en se référant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, des lots 72, 73, 74, 75, 76 et 77 de la partie du lot 70-A au nord-ouest du prolongement de la ligne séparative des lots 71 et 78, de la partie nord-ouest des lots 68, 69, 70 et 71 limitée vers le sud-est par une ligne originant d'un point sur la ligne séparative des lots 67 et 68 à une distance de 1,585.5 pieds de la laisse de haute marée du fleuve Saint-Laurent et traversant lesdits lots 68, 69, 70 et 71 dans une direction astronomique S. 24°36' O est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane et annexé à la municipalité de la ville de Matane.

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 3, comme article 4:

4. Le territoire de la ville de Matane, en se référant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme-de-Matane, comprend tous les lots, parties de lot, chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Commençant au point d'intersection de la ligne de division entre les lots 67 et 68 avec la laisse

de haute marée des eaux du fleuve Saint-Laurent, de là passant successivement par les lignes et démarcations suivantes:

Ladite ligne entre les lots 67 et 68 dans une direction de S. 48°43' E. sur une distance de mille cinq cent quatre-vingt-cinq pieds et cinq dixièmes (1,585.5), une ligne courant sud 24°36' O. sur une distance de quatre mille deux cent quarante-deux pieds (4,242') jusqu'à la ligne entre les lots 105 et 106, ladite ligne entre les lots 105 et 106 dans une direction de N. 66°20' O. sur une distance de deux cent neuf pieds et cinq dixièmes (209.5'), une ligne courant S. 24°26' O. sur une distance de trois cent soixante-dix-neuf pieds et six dixièmes (379.6') jusqu'à la ligne entre les lots 106 et 301, ladite ligne entre les lots 106 et 301 dans une direction de N. 65°20' O. sur une distance de cent sept pieds et huit dixièmes (107.8'), une ligne courant S. 24°09' O. sur une distance de neuf cent douze pieds (912'), une ligne courant N. 65°26' O. sur une distance de mille trois cent vingt pieds (1,320') jusqu'à la rive sud-est de la rivière Matane, le prolongement de cette dernière ligne jusqu'à l'axe du chenal est de la rivière Matane en remontant jusqu'au prolongement de la ligne entre les lots 304 et 305, une ligne courant N. 70°49' O. sur une distance de neuf cent trente pieds plus ou moins (930') jusqu'à la rive nord de la rivière Matane, une ligne courant N. 19°25' O. sur une distance de quatre-vingt-dix pieds (90') jusqu'à la limite nord-ouest du "Canada & Gulf Terminal Railway" (lot 630); ladite limite nord-ouest du "Canada & Gulf Terminal Railway" jusqu'à la ligne entre les lots 190 et 191, le prolongement vers le nord-est de ladite ligne entre les lots 190 et 191 à travers le "Canada & Gulf Terminal Railway" jusqu'à la limite nord-est dudit "Canada & Gulf Terminal Railway", ladite limite nord-est du Canada & Gulf Terminal Railway" en allant vers le nord-ouest sur une distance de deux cent vingt-cinq pieds (225'), une ligne brisée suivant les directions et distances suivantes: - N. 3°52' O. - 108.0 pieds; N. 1°37' E. - 120.8 pieds; N. 16°41' E. - 247.0 pieds; N. 21°00 E. - 244.8 pieds; N. 13°30' E. - 48.0 pieds; N. 26°01' E. - 189.0 pieds jusqu'à la laisse de haute marée du fleuve Saint-Laurent, la laisse de haute marée du fleuve Saint-Laurent jusqu'au point où elle joint la rive gauche ou rive ouest de la rivière Matane, une ligne traversant la rivière Matane jusqu'au point de jonction de la rive droite ou rive est de la rivière Matane, avec la laisse de haute marée du fleuve Saint-Laurent et enfin, ladite laisse de haute marée du fleuve Saint-Laurent jusqu'au

point de départ; toutes les directions étant astronomiques et les dimensions de mesure anglaise.

La municipalité de la ville de Matane comprendra en plus tous les îles, îlets, battures, quais ou autres constructions, ou partie d'iceux, qui sont ou seront à l'avenir, situés dans le fleuve Saint-Laurent vis-à-vis de son territoire.

3. Les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 deviennent respectivement les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 139 modifiant la charte de la cité de Sillery, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est biffé.

2. Les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 deviennent respectivement les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

3. L'article 13, qui devient article 12, est modifié:

a) en remplaçant, dans la sixième ligne, les mots "douze cents" par le mot "mille";

b) en remplaçant, dans la huitième ligne, le mot "cinq" par le mot "trois".

4. Ce qui suit est ajouté après l'article 13 devenu article 12:

"13. La résolution du conseil de la cité de Sillery adoptée le 25 août 1947, approuvant les plans d'un théâtre et d'une annexe comprenant salle d'attente, tabagie et autres services auxiliaires, sur parties du lot originaire no 222 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery, est par les présentes ratifiée à toutes fins que de droit et ladite construction est autorisée selon le plan d'ensemble alors soumis audit conseil, et ce, nonobstant les dispositions de l'article 9 de la loi 11 George VI, chapitre 90, de même que les modifications que le Conseil de la cité de Sillery pourra approuver par résolution".

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 170 relatif à l'admission de Bruno St-Georges et Paul-Émile Carrier comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec et à l'émission, en faveur de Laurent-L. Lalonde et Blaise-P. Lincourt, d'un permis de pratiquer comme comptables publics pour une période de deux ans", sous le titre de: "Loi relative à l'administration de Bruno St-Georges et Paul-Émile Carrier comme membres de l'Institut des comptables



agréés de Québec et à l'émission, en faveur de Laurent-L. Lalonde, Blaise-P. Lincourt et Grégoire Poulin, d'un permis de pratiquer comme comptables publics", avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est changé en celui de: "Loi relative à l'admission de Bruno St-Georges et Paul-Émile Carrier comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec et à l'émission, en faveur de Laurent-L. Lalonde, Blaise-P. Lincourt et Grégoire Poulin, d'un permis de pratiquer comme comptables publics".

2. Le préambule est modifié:

a) en remplaçant, les trois premières lignes, par ce qui suit:

"Attendu que les pétitionnaires ont représenté par leur pétition:"

b) en ajoutant, à la suite du premier paragraphe, à la page 2, ce qui suit comme deuxième, troisième et quatrième paragraphes:

"Que Laurent-L. Lalonde et Blaise-P. Lincourt, tous deux licenciés en sciences commerciales de l'École des hautes études commerciales, ont fait un stage de comptable, l'un chez Ritchie, Brown & Co., et l'autre, chez Ross & Frewin, ils sont citoyens canadiens, demeurant dans la province de Québec, et y pratiquant depuis plus de deux ans la comptabilité, tout particulièrement dans le domaine de l'impôt sur le revenu, de même que la comptabilité publique depuis déjà quelque temps;"

"Que Grégoire Poulin, de Saint-Georges de Beauce, a obtenu le degré de bachelier ès arts à l'Université Laval de Québec, a fait un cours complet de droit et a suivi les cours de l'École des hautes études commerciales de Montréal pendant une période de trois années, et qu'il pratique la comptabilité publique comme moyen principal de gagner sa vie, depuis au-delà d'une année;"

"Que lesdits Laurent-L. Lalonde, Blaise-P. Lincourt et Grégoire Poulin désirent obtenir un permis de pratiquer la comptabilité publique dans la province;"

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 2 comme article 3:

"3. L'institut des comptables agréés de Québec est autorisé à émettre, sur paiement des honoraires de 10 dollars, un permis de pratiquer dans la province de Québec, comme comptable public à Grégoire Poulin, aussitôt après l'entrée en vigueur de la présente loi; et ce permis et le détenteur d'icelui seront sujets aux mêmes dispositions que si le permis avait été émis en vertu de la loi 10 George VI, chapitre 47."

4. L'article 3 devient article 4.

#### Projets de loi:

##### **Charte de Trois-Rivières**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 144 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Matane**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 133 accordant à la ville de Matane des pouvoirs additionnels.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Charte de Sillery**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 139 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Bruno St-Georges et Paul-Émile Carrier**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 170 relatif à l'admission de Bruno St-Georges et Paul-Émile Carrier comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec et à l'émission en faveur de Laurent-L. Lalonde, Blaise-P. Lincourt et Grégoire Poulin d'un permis de pratiquer comme comptables publics.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Sir George Williams College**

M. Rennie (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que le bill 175 constituant en corporation Sir George Williams College ayant pour objet de favoriser l'instruction publique en général,

les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 30 ce soir.

Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

### Troisième séance du 5 mars 1948

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### Pensions aux employés de compagnies

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 autorisant le paiement de pensions aux employés de compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

Aux termes de la mesure, il est loisible aux compagnies d'établir, par règlement de ses directeurs ou administrateurs, un système contributoire de pension pour ses employés ou leurs dépendants, ou pour les uns et les autres, et de créer un fonds spécial à ces fins. Les compagnies, en plus de fournir le fonds initial, ce qui, dans certains cas, représente une forte somme, sont tenues de verser un montant au moins égal à la contribution des employés.

Le cabinet a adopté un arrêté ministériel pour exempter de l'impôt sur les corporations les sommes que les employeurs voudront mettre de côté pour servir de point de départ à la Constitution d'un fonds de pension réel en faveur de leurs employés. Cette

loi sera mise en opération sous la surveillance du surintendant des assurances de la province de Québec.

Nous voulons par ce projet de loi ancrer dans l'esprit et des employeurs et des employés les avantages d'une saine coopération qui contribuera à développer le sens social et à assurer aux employés ainsi qu'à leur famille la sécurité à laquelle ils ont droit. Notre projet de loi n'aura pas seulement pour but de permettre l'établissement de ce système contributoire; il favorisera, également, l'achat de rentes viagères.

L'établissement de ce fonds de pension contributoire n'est pas rendu obligatoire, pour le moment. La loi est facultative. Mais je crois sincèrement que le meilleur système est encore le système contributoire obligatoire. Cela donne à chacun ses responsabilités et crée un esprit de coopération amicale entre les employeurs et les employés.

#### M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Comment l'idée de présenter ce projet de loi vous est-elle venue?

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'idée de présenter ce projet de loi est venue lorsqu'il s'est agi d'appliquer la loi relative à l'impôt sur les compagnies. Le sens social fait des progrès dans la province de Québec. Il y a présentement un excellent esprit chez les employeurs de la province de Québec. Plusieurs compagnies ont manifesté l'intention d'établir des fonds de pension; certaines ont consenti à verser des montants de \$300,000, \$400,000 et même de \$1,000,000, dans un cas, pour donner un bon point de départ à ces fonds. Le gouvernement fait sa part en exemptant ces sommes de l'impôt provincial sur les corporations.

À l'heure actuelle, la plupart des compagnies ne possèdent pas le pouvoir d'établir un fonds de pension. Il leur faudrait, pour le faire, obtenir des amendements à leur charte. C'est alors qu'on a décidé de présenter une loi qui rendrait possible l'établissement d'un système de fonds de pension contributoire pour toutes les compagnies qui voudraient en doter leurs employés. La loi facilite les formalités afin de généraliser le paiement de pensions et de lui donner un caractère social.

Le projet de loi initial a été modifié sur deux points importants. Le projet stipulait que la contribution de la compagnie au fonds de pension devait être d'au moins le double de celle de ses employés. À la suite de la présentation du projet de loi initial, les réactions attendues sont venues et on nous a représenté qu'il ne fallait pas poser de conditions de nature à décourager la constitution de

nombreux fonds de pension. Nous avons profité des suggestions. J'ai alors modifié le premier texte de façon à stipuler que les contributions de la compagnie au fonds de pension seront dans l'ensemble au moins égales aux contributions des employés.

Mais il est évident que pour la constitution du fonds de pension, les compagnies seront obligées de supporter la plus grosse partie du fardeau. Elles le feront de grand cœur, surtout depuis la loi qui exempte ces montants de l'impôt sur les profits des compagnies. Cette loi a une très grande portée sociale et elle veut faciliter les relations entre les employeurs et les employés. Les compagnies y trouveront aussi leur intérêt, car il est important, pour la paix sociale, que l'employé se sente en sécurité pour ses vieux jours. Pour obtenir la paix sociale, il faut la collaboration des patrons et des employés. C'est une excellente œuvre sociale.

On a ajouté au nouveau bill, aussi, une clause qui dit que la compagnie pourra, pour l'établissement, le maintien et l'administration d'un système de pension, faire toute entente avec une compagnie d'assurance sur la vie ou une compagnie de fidéicommiss, ou avec un gouvernement ou une corporation qui émettent des rentes viagères.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie les articles 1 à 4 qui se lisent comme suit:

"1. Dans la présente loi,

"a) "compagnie", outre son sens ordinaire, désigne toute société par action ou à fonds social et toute corporation légalement formée qui détiennent leurs pouvoirs de l'autorité législative de la province;

"b) "surintendant des assurances" désigne l'officier nommé en vertu de l'article 280 de la loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299).

"2. Il est loisible à toute compagnie d'établir, par règlement de ses directeurs ou administrateurs, un système contributoire de pension pour ses

employés ou leurs dépendants, ou pour les uns et les autres, et de créer un fonds spécial à ces fins.

"3. Ce règlement détermine, sous réserve des dispositions qui suivent, les contributions respectives "de la compagnie et de ses employés à ce fonds, les prestations payables à leurs employés ou aux dépendants de leurs employés défunts, ou, selon le cas, aux uns et aux autres, la durée des services et les autres conditions requises pour avoir droit à ces prestations, la mise à la retraite des employés, la manière dont le fonds de pension sera administré et toute autre disposition concernant le système de pensions.

"24. Ce règlement et tout règlement qui le modifie ne deviennent en vigueur qu'après approbation par le surintendant des assurances; celui-ci doit, avant de donner cette approbation, s'assurer que la majorité des employés consent à participer au système de pensions proposé.

**M. Bienvenue (Bellechasse), M. Casgrain (Rivière-du-Loup), M. Francoeur (Montréal-Mercier) et M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demandent au premier ministre de permettre aux employés d'avoir leur mot à dire dans la préparation des règlements, parce que l'élaboration des conditions de tels fonds de pension est confiée aux directeurs des compagnies seulement, et les travailleurs ont le choix d'accepter ou de refuser ce plan - sans plus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** refuse, dit-il, parce que les compagnies fournissent la grosse part et parce que les employés sont protégés par le surintendant des Assurances. Ce dernier doit soumettre le règlement adopté par une compagnie à l'approbation des employés avant de l'accepter. La présente loi présente quelques changements sur le bill initial, changements faits à la suite des représentations des compagnies et des ouvriers.

Je pense que le système de pension le meilleur et le plus équitable qui soit en est un qui s'organise à la manière d'une coopérative et qui prévoit des contributions obligatoires. La création de tels programmes de pension permettra à tous les participants et plus particulièrement aux travailleurs actifs, de profiter des avantages d'une coopérative, en premier lieu, et en second lieu, de créer un important facteur de stabilité dans la situation parce que les travailleurs seront ainsi protégés et qu'ils bénéficieront d'un sentiment de sécurité qu'ils n'ont pas présentement.

Comme pour toute réforme aux lois, on doit procéder lentement avec cette législation. Depuis que le projet de loi a été mis de l'avant, des représentants des employeurs et des employés m'ont contacté.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pas dans le même but?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, pas dans le même but. Les employeurs ne veulent pas payer une double contribution et les travailleurs n'aiment pas certaines clauses stipulant ce qu'une compagnie doit faire en cas de faillite, et les clauses ont été modifiées pour compléter l'idée. Les employeurs ont signalé qu'en commençant un tel programme, il ne fallait pas soulever d'antipathie sur celui-ci, car le taux de participation en serait diminué.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que les employés se sont plaints de ce que la contribution des compagnies soit le double de la leur?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande si le premier ministre écoute les deux parties avec le même intérêt. Le premier ministre sait toujours bien prêter l'oreille aux compagnies.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je prête l'oreille aux compagnies, mais je donne mon cœur aux ouvriers. C'est évident que les deux parties ne peuvent pas penser de la même manière, comme deux avocats de chaque côté d'un cas, mais le but est de concilier les choses. C'est une initiative que nous prenons par cette loi et nous allons l'essayer. Nous l'améliorerons si c'est nécessaire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** pose une question au premier ministre au sujet des activités de l'Union nationale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les activités de l'Union nationale sont consignées dans un livre blanc. Et il n'est pas relié en peau de chagrin ou en veau.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est pourtant mieux qu'en peau de cochon.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup ne devrait pas parler comme cela de ses collègues.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** taquine le premier ministre sur le *Montréal-Matin*.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les 35,000 lecteurs du journal le trouvent bien intéressant. Les gens se battent pour l'avoir.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mais le journal a été acquis au nom du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup prend bien du temps à comprendre. Je lui ai dit à deux ou trois reprises déjà, que le journal n'a pas été acquis en mon nom.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le *Montréal-Matin* appartient au premier ministre. En 1944, le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté) publiait des annonces au milieu desquelles on voyait le portrait du premier ministre et disant: "*Montréal-Matin*, propriété personnelle du premier ministre"<sup>14</sup>. Est-ce vrai que le premier ministre a acheté *Montréal-Matin*?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non! Ce n'est pas exact. C'est l'Union nationale qui l'a acheté.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Au nom du premier ministre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, mais au nom d'une compagnie d'imprimerie de Montréal. Je dirai à mes honorables amis que *Montréal-Matin* a un tirage qui est au moins le double de celui du *Canada* et du *Devoir*. J'ajouterai que ce journal aura avant longtemps deux éditions et en outre, un journal du dimanche.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'avertis les députés de la droite. C'est dangereux d'avoir un journal au nom du chef. Son parti peut être battu, peut-être pas le premier ministre lui-même dans son comté, mais son parti. On voudra peut-être alors le remplacer comme chef et il dira: "C'est à moi le journal." Le premier ministre a évolué plusieurs fois. Il a été conservateur pour devenir Union nationale. Qui nous dit qu'il ne sera pas libéral dans une quinzaine d'années. Alors, que deviendra le journal?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce qui me fait plaisir, c'est d'entendre le député de Rivière-du-Loup prétendre que l'on peut devenir libéral à l'âge où il est dangereux de tomber en enfance<sup>15</sup>.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Les articles 5 à 14 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 20 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Usines  
de Chicoutimi**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 47 concernant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose: Que l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 18, soit modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne, les mot et chiffres "mars 1948" par les mot et chiffres "décembre 1949".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill 47 a pour but de prolonger, jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1949, les pouvoirs déjà accordés au lieutenant-gouverneur en conseil en vue de la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Le gouvernement est entré en pourparler avec des capitalistes français, très sérieux, qui auraient utilisé des capitaux gelés au Canada pour rouvrir les usines de Chicoutimi. La province désirait établir des relations économiques avec la France. L'ancienne

mère-patrie (avec humour) aurait bénéficié des contacts avec les Canadiens français qui sont des Français améliorés. Ensuite, nous aurions eu un marché naturel avec la France, car elle a un pressant besoin de papier pour ses livres et ses journaux. En effet, il y a disette de pulpe et de papier en Europe, particulièrement en France et en Angleterre. Il lui eût fallu s'approvisionner dans les pays scandinaves et elle ne voulait pas établir de marchés trop près de l'ours<sup>16</sup> et de l'accaparement possible.

Pendant des années, nous avons eu à déplorer des pertes de 20 % à 25 % de nos matières premières et les industriels français devaient se faire accompagner d'experts qui étaient capables d'utiliser entièrement le bois et ses sous-produits. Mais une indiscretion du gouvernement fédéral a paralysé les négociations.

Des capitaux français ont été gelés au Canada pendant la guerre et la coutume est de ne pas dévoiler où sont ces capitaux. Deux pays, y compris le Canada, n'ont pas tenu compte de cette coutume. Le ministère de la Justice fédéral a révélé au gouvernement Bideault, de France, les noms des capitalistes français qui avaient des fonds au pays. Ce gouvernement fut remplacé, subséquemment, par un gouvernement en majorité communiste, qui a mis la main sur ces fonds et s'opposa à ce qu'on les dégèle. Le gouvernement fédéral a placé des industriels français à la merci des communistes et les a exposés au chantage des Thorez, des Duclos et comparses.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre vient de conter à la Chambre un conte à dormir debout. Il a tant peur de M. Saint-Laurent, qu'il voit partout la main d'Ottawa. Maintenant ce sont les communistes français, par la voie d'Ottawa, qui l'ont empêché d'ouvrir les usines de Chicoutimi. Je dis que ce bill revient devant nous depuis 1934. Nous passons cette loi de prolongement de délais depuis 1939. Le premier ministre veut attribuer à M. Saint-Laurent et aux communistes français l'échec des démarches faites, jusqu'ici, pour assurer la réouverture des usines en question. Et il espère que le peuple va croire cela.

Que le gouvernement avoue qu'il a manqué son coup. Quand il échoue dans ses entreprises, qu'il prenne donc enfin ses responsabilités et qu'il cesse de faire porter au fédéral et aux communistes français le poids de ses erreurs. Le premier ministre est en train de se ridiculiser dans toute la province en accusant le très honorable Louis Saint-Laurent de collaborer avec Moscou.

Et il est en train de faire croire que sa lutte contre les communistes, à la veille des élections, est

pour s'assurer les sympathies du clergé. On finira par croire qu'il n'y a pas de communiste du tout dans la province et que tout ce que le premier ministre cherche à faire, c'est de distraire l'attention du peuple et de cacher les turpitudes et les erreurs de son régime.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je répète et j'affirme que le fait pour le département des Affaires extérieures de fournir les noms de ceux qui avaient des capitaux, a eu pour effet de paralyser les négociations. J'attaque bien moins souvent Ottawa qu'Ottawa ne m'attaque. Les ministres fédéraux et d'autres passent leur temps à me faire injurier à la radio et partout. Je m'en prends à Ottawa non pas parce qu'il y a là un gouvernement libéral, mais parce qu'il s'agit de sauvegarder nos droits et je m'attaquerai à tout gouvernement central de n'importe quelle couleur, qui violera nos droits et nos prérogatives. Quant à l'autre question, sur les trésors polonais, je la discuterai quand le député voudra. J'ai dit que je ferais une nouvelle déclaration la semaine prochaine. On verra alors où sont ceux qui savent respecter ceux qui sont respectables et où est la vérité.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre prétend que les indiscretions d'Ottawa sont causes de son échec. Quand le premier ministre annonce au monde entier que des capitaux doivent partir pour Chicoutimi, il fournit des renseignements. Il donne des noms. Il a donné lui-même en cette Chambre, l'année dernière le nom des capitalistes français intéressés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je n'ai mentionné que le nom de leur agent, M. Cornillat, mais je n'ai jamais mentionné les capitalistes français intéressés dans l'entreprise. Je ne prétends pas qu'Ottawa a voulu mal faire en donnant des noms, mais je dis qu'il a paralysé les négociations.

Pour ce qui concerne les usines de Chicoutimi, je dis qu'il y a au moins quatre ans que le député de Chicoutimi, moi-même et autres, nous travaillons sans relâche pour réussir. Nous avons fait de grands progrès, mais le régime libéral qui était ici avant nous a tout gâché, c'est tout à recommencer.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre a donné le nom de celui qui représentait tout le monde. C'est suffisant. Son histoire ne prend pas. Tant mieux si le gouvernement peut trouver un moyen d'ouvrir les usines de Chicoutimi! Je me réjouirais de la réouverture de ces usines.

Le gouvernement peut être assuré de la collaboration de l'opposition en vue d'un tel projet. Je suis prêt à voter la loi si cela devait hâter la réouverture des usines de Chicoutimi. Mais qu'on cesse de nous servir des histoires pour endormir ma grand-mère.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** L'opposition désire tout autant que le gouvernement la réouverture des usines de Chicoutimi, mais je crains que des gens soient plus intéressés à acheter des concessions forestières qu'à l'actif même de Quebec Pulp.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Les libéraux ont mis la compagnie en faillite et ils ont ensuite vendu à la Consolidated Paper des droits de coupe sur le "free hold" de Péribonka. En 1944, le gouvernement a donné ordre de tout conserver l'actif de la compagnie, en vue de la réouverture des usines.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** La première loi votée en vue de la réouverture des usines de Chicoutimi a déjà de la barbe, puisqu'elle a été votée en 1937. Dans ce temps-là, il n'était pas question de communistes ni de francs-maçons ni de guerre ni de fonds français gelés, etc. L'Union nationale marchait alors sous sa propre vapeur. Et voilà que 12 ans se seront écoulés quand la présente loi finira. Il n'y a pas que les Français qui puissent réouvrir les usines de Chicoutimi.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Est-ce que le premier ministre a eu des entrevues avec M. Édouard Lacroix? Et a-t-on des projets en vue dans le moment?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Plusieurs projets ont été considérés, mais il n'y a aucune option tenante dans le moment. Après le projet Cornillat, un autre syndicat dont faisait partie M. Joseph Simard de Sorel, s'est intéressé à la chose. Mais l'affaire a été laissée en suspens parce que le marché de New York est nerveux à cause de la situation internationale. Un autre a été fait par le président de la Bathurst Company et une autre par la Donohue Brothers, probablement dans les intérêts de la Hearst.

M. Édouard Lacroix a également pris des informations. Cependant, rien n'est sorti de ces entrevues parce que les conditions ne convenaient pas à l'industriel de Saint-Georges de Beauce. Il les a jugées trop onéreuses et il n'a pas voulu entreprendre le projet lui-même.

Il ressort des enquêtes que le gouvernement a obtenu une quantité importante de renseignements. Pour tous les intéressés, des inventaires des concessions forestières ont été faits par la Quebec Pulp and Paper Company et le gouvernement possède maintenant ces renseignements. L'ensemble du projet était d'environ \$20,000,000 et la somme de \$6,000,000 devait être dépensée à Chicoutimi même. Les intérêts des Simard permettront de démarrer soit une fabrique de pâte mécanique ou une fabrique de pâte au bisulfite ou une fabrique de papier journal. Il y a eu plusieurs autres demandes de la part de gens intéressés surtout à couper le bois. Le gouvernement les a refusées parce que, l'important, c'était d'ouvrir les moulins. Dans le moment, il n'y a aucun projet particulier à l'horizon.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 concernant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30<sup>17</sup>.

#### NOTES

1. Selon l'*Annuaire du Canada*, 1948, la dette per capita du Canada est de \$1,037.02.

2. Pour connaître le nombre exact de compagnies incorporées dans la province au cours d'une année, le lecteur peut consulter l'*Annuaire statistique du Québec*, 1949.

3. Selon *Le Soleil* du 6 mars 1948, à la page 8, il s'agit des pensions de vieillesse.

4. De son côté, *La Patrie* du 6 mars 1948, à la page 46, écrit que "la dette d'Ontario est aujourd'hui de \$15,000,000,000".

5. Voici comment le quotidien libéral de Montréal, *Le Canada* du 6 mars 1948, à la page 1, résume les propos du ministre de l'Industrie et du Commerce: "M. Beaulieu a le cocorico du héros de Rostand, mais pour chanter les louanges du régime seulement. Il ignore complètement le réquisitoire du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) et se contente de s'appuyer sur les témoignages des journaux tories, tous sympathiques à M. Duplessis, par nature ou par antilibéralisme, pour dire que la province a un budget qui fait l'admiration, de qui?, des tories. Comptable de sa profession, le ministre jongle avec les chiffres. Il a de l'adresse. Il ne dit pas grand-chose, en somme, mais il le dit bien."

6. Chiffre du *Canada* du 6 mars 1948, à la page 1: \$80,000,000.

7. *Le Canada* du 6 mars 1948, à la page 2, écrit: "On n'a pas compris les paroles du premier ministre mais ce n'était pas un compliment."

8. *Le Canada* du 6 mars 1948, à la page 2, souligne que le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) se voile les yeux.

9. M. Duplessis fait allusion à la visite de la Gendarmerie royale du Canada dans le cloître des Ursulines de Québec afin de constater la présence des trésors polonais qui s'y trouvaient.

10. *Le Canada* du 6 mars 1948, à la page 2, écrit que le public trépigne de joie dans les galeries.

11. En 1936, le *Montréal-Matin* avait pour nom *L'Illustration*.

12. Au sujet du dictaphone, voir les séances du 20 janvier, du 3 février et du 11 février 1948.

13. Jupiter égare d'abord l'esprit de ceux dont il veut causer la perte.

14. Le *Montréal-Matin* est devenu la propriété de l'Union nationale en juin 1947. *Le Canada* du 6 mars 1948, à la page 2, écrit que cette intervention a été faite par M. Choquette, mais *Le Soleil* du même jour, à la page 7, note que c'est plutôt M. Casgrain qui s'est exprimé.

15. Le *Montréal-Matin* du 6 mars 1948, à la page 2, indique que cet échange au sujet du quotidien de l'Union nationale a eu lieu lors de l'examen d'un projet de loi mais ne précise pas lequel.

16. M. Duplessis fait allusion à la Russie.

17. Selon *L'Événement* du 6 mars 1948, à la page 3, la séance a été ajournée à 11 heures.



## Première séance du mardi 9 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 3 heures cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée<sup>1</sup>.

## Deuxième séance du 9 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Explications sur des faits publiés:

Immigration dans  
la province de Québec

**M. Chaloult (Québec)** se lève sur une question de privilège. Les journaux d'hier (lundi) nous ont appris une heureuse nouvelle. Est-ce qu'il y a quelque chose de fondé dans une nouvelle parue dans un journal de Québec à l'effet que le gouvernement de Québec ait fait quelque démarche que ce soit en vue de favoriser la venue dans la province, de plusieurs milliers d'immigrants français? Pour commencer, on amènerait ici 5,000 immigrés. Cette immigration serait choisie et composée surtout d'artisans, de paysans et de techniciens. Me serait-il permis de demander au gouvernement si cette nouvelle est vraie? J'aimerais aussi que le premier ministre me dise si cette immigration française sera

assez importante pour continuer à conserver notre proportion ethnique au Canada.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On a en effet attiré mon attention sur des nouvelles qui auraient été publiées par certains journaux de fin de semaine et dont parle le député de Québec (M. Chaloult). Ils affirmaient que le gouvernement songerait à faire venir dans notre province 5,000 immigrants normands. Ils paraissent avoir originé au *Soleil*, de Québec, un endroit où plusieurs canards prennent leurs ébats depuis quelque temps<sup>2</sup>. La nouvelle a eu ensuite son écho dans les milieux d'Ottawa.

La politique du gouvernement en matière d'immigration est bien connue. Je n'ai aucune hésitation à dire qu'en temps opportun et à des conditions raisonnables, nous serons favorables à la venue chez nous d'une immigration sélective, comprenant des personnes ayant notre mentalité, présentant les garanties suffisantes et capables de s'adapter à la vie québécoise.

Mais à l'heure actuelle, je considère que ce n'est pas le temps. Nous prétendons que dans les conditions actuelles d'habitation, il ne serait pas raisonnable de faire venir des immigrants dans le Québec. Il y a actuellement trop de problèmes urgents à résoudre, dans l'intérêt de la population pour que nous les aggravions par une immigration intempestive. Une immigration à l'heure actuelle ne ferait donc qu'ajouter à nos difficultés. S'il est arrivé que certains employés ont échangé de la correspondance à ce sujet, ils n'étaient pas autorisés à le faire et leur geste n'engage en rien le gouvernement.

Quand l'heure sera venue et dans des conditions normales, nous serons en faveur d'une immigration sélective. Pas avant. Mais encore une fois, ce temps n'est pas encore arrivé.

**M. Godbout (L'Islet)** veut donner son opinion sur le problème.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

invoque le Règlement qui défend un débat sur une question de privilège.

**M. l'Orateur:** Il ne peut y avoir de débat sur une question de privilège. En effet, le député de Québec (M. Chaloult) a interrogé le gouvernement sur une nouvelle. Cette nouvelle a été niée par le premier ministre et il ne peut y avoir de débat sur ce sujet.

**Rapports des comités permanents:**

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre de bien vouloir suspendre la règle 639 du règlement et lui permettre de rapporter le bill 150 modifiant la charte de la cité de Québec, avec des amendements.

Le rapport est adopté.

**Projets de loi:****Charte de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 150 sans l'amender.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

*1. a)**Canton Cox :*

Rang.....	VIII .....	Lot 20.....	\$11.25
Rang.....	IX .....	Lot 14.....	Rien
Rang.....	IX .....	Lot 15.....	101.25
Rang.....	X .....	Lot 15.....	22.50
Rang.....	X .....	Lot 18.....	Rien
Rang.....	XI .....	Lot 18.....	60.00
Rang.....	XI .....	Lot 24.....	3.75
Rang.....	XI .....	Lot 28.....	67.50
Rang.....	XII .....	Lot 28.....	Rien
Rang.....	XII .....	Lot 29.....	Rien
Rang.....	XIII .....	Lot 17.....	71.25
Rang.....	XIV .....	Lot 7.....	97.50
Rang.....	XIV .....	Lot 8.....	Rien

**Questions et réponses:****Primes de défrichement, construction, réparations, achat d'animaux**

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** 1.

Quel est le montant total:

- a) des primes de défrichement;
- b) des primes de construction;
- c) des primes pour réparation d'habitations;
- d) des octrois de charroriage de marne;
- e) des octrois pour achat d'animaux;

que le gouvernement a accordé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945 jusqu'au 17 février 1948 inclusivement, en rapport avec chacun des lots suivants, dans le comté de Bonaventure:

*Canton Cox:*

Rang VIII, lot 20,  
Rang IX, lots 14 et 15,  
Rang X, lots 15 et 18,  
Rang XI, lots 18, 24 et 28,  
Rang XII, lots 28 et 29,  
Rang XIII, lot 17,  
Rang XIV, lots 7, 8, 19 et 26;

*Canton Garin:*

Rang I, lots 34, 36, 40 et 43?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** (Voir le tableau ci-dessous)

*Primes de défrichement*

## 1. a)

## Primes de défrichement

## Canton Cox :

Rang.....	XIV .....	Lot 19.....	Rien
Rang.....	XIV .....	Lot 26.....	180.00

## Canton Garin:

Rang.....	I.....	Lot 34.....	Rien
Rang.....	I.....	lot 36.....	Rien
Rang.....	I.....	lot 40.....	56.25
Rang.....	I.....	lot 43.....	30.00

## b) et c)

## Primes de construction

Primes de  
réparations de  
maisons

## Maisons

## Granges

## Canton Cox :

Rang.....	VIII .....	lot 20.....	.....	\$125.00	\$ 65.00
Rang.....	IX.....	lot 14.....	.....	.....	.....
Rang.....	IX.....	lot 15.....	.....	.....	80.00
Rang.....	X.....	lot 15.....	.....	.....	75.00
Rang.....	X.....	lot 18.....	.....	.....	100.00
Rang.....	XI.....	lot 18.....	.....	.....	40.00
Rang.....	XI.....	lot 24.....	.....	.....	120.00
Rang.....	XI.....	lot 28.....	.....	125.00	95.00
Rang.....	XII.....	lot 28.....	\$225.00	.....	.....
Rang.....	XII.....	lot 29.....	.....	.....	.....
Rang.....	XIII.....	lot 17.....	.....	.....	.....
Rang.....	XIV.....	lot 7.....	425.00	.....	.....
Rang.....	XIV.....	lot 8.....	.....	.....	45.00
Rang.....	XIV.....	lot 19.....	.....	.....	.....
Rang.....	XIV.....	lot 26.....	.....	.....	.....

## Canton Garin :

Rang.....	I.....	lot 34.....	.....	.....	.....
Rang.....	I.....	lot 36.....	.....	.....	.....
Rang.....	I.....	lot 40.....	.....	145.00	.....
Rang.....	I.....	lot 43.....	.....	125.00	238.16

## d)

## Octrois de charroyage de marne

## Canton Cox:

			1945	1946	1947
Rang.....	VIII .....	lot 20.....	Aucun	Aucun	\$ 9.00
Rang.....	IX.....	lot 14.....	"	"	Aucun
Rang.....	IX.....	lot 15.....	"	"	"
Rang.....	IX.....	lot 15.....	"	"	"
Rang.....	X.....	lot 15.....	"	"	"
Rang.....	X.....	lot 18.....	"	"	"
Rang.....	XI.....	lot 18.....	"	"	"
Rang.....	XI.....	lot 24.....	"	"	"

d)			<i>Octrois de charroyage de marne</i>	
Rang.....	XI.....	lot 28.....	"	"
Rang.....	XII.....	lot 28.....	"	"
Rang.....	XII.....	lot 29.....	"	"
Rang.....	XIII.....	lot 17.....	"	\$ 24.00
Rang.....	XIV.....	lot 7.....	"	Aucun
Rang.....	XIV.....	lot 8.....	"	"
Rang.....	XIV.....	lot 19.....	"	"
Rang.....	XIV.....	lot 26.....	"	22.00

*Canton Garin:*

Rang.....	I.....	lot 34.....	Aucun	Aucun	Aucun
Rang.....	I.....	lot 36.....	"	"	"
Rang.....	I.....	lot 40.....	"	"	"
Rang.....	I.....	lot 43.....	"	"	"

e)

*Octrois pour achat d'animaux et d'instruments.**Canton Cox:*

Rang.....	VIII.....	lot 20.....	Aucun
Rang.....	IX.....	lot 14.....	"
Rang.....	IX.....	lot 15.....	\$ 160.00
Rang.....	X.....	lot 15.....	20.00
Rang.....	X.....	lot 18.....	Aucun
Rang.....	XI.....	lot 18.....	"
Rang.....	XI.....	lot 24.....	"
Rang.....	XI.....	lot 28.....	"
Rang.....	XII.....	lot 28.....	55.00
Rang.....	XII.....	lot 29.....	Aucun
Rang.....	XIII.....	lot 17.....	"
Rang.....	XIV.....	lot 7.....	203.39
Rang.....	XIV.....	lot 8.....	40.00
Rang.....	XIV.....	lot 19.....	Aucun
Rang.....	XIV.....	lot 26.....	"

*Canton Garin:*

Rang.....	I.....	lot 34.....	Aucun
Rang.....	I.....	lot 36.....	"
Rang.....	I.....	lot 40.....	"
Rang.....	I.....	lot 43.....	"

**Projets de loi:****Admissions à l'Institut  
des comptables agréés**

**M. Bellemare (Champlain)** propose que le bill 162 concernant certaines admissions de membres à l'Institut des comptables agréés de Québec ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient

remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Syndicat financier de l'Université Laval**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 concernant le Syndicat financier de l'Université Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi a simplement pour but d'assurer le progrès et le développement de la vieille université française qui célébrera son centième anniversaire de fondation en 1952. Cette loi amende une loi de 1922 et donne des pouvoirs spéciaux au syndicat relativement aux emprunts. Il s'agit d'augmenter les pouvoirs de ce syndicat financier de l'université québécoise, en vue de la grande campagne de souscription qui sera lancée à l'occasion du centenaire de l'Université Laval et de l'établissement de la cité universitaire de Sainte-Foy.

La nouvelle loi modifie les conditions d'admission des membres contributeurs, ainsi toute personne peut devenir membre du syndicat en lui versant au moins \$500.

C'est ainsi que les corporations municipales, les syndicats, les fabriques, les coopératives et, d'une façon générale, tous les corps publics ou privés, à l'exclusion des commissions scolaires, pourront faire les donations mobilières et immobilières en nature ou en espèces qu'ils jugent convenables sans autre formalité qu'une résolution des directeurs.

Sont aussi en droit de faire des cadeaux, les coopératives syndicales, syndicats professionnels, syndicats agricoles, fédérations ou confédérations de tels syndicats ou coopératives, corporations ou associations sans capital nominal, les corporations constituées par l'autorité de la loi de la convention collective et généralement toute corporation constituée par les lois de la province.

Le syndicat financier, qui s'appellera désormais le syndicat des fiduciaires de l'Université Laval, sera aussi exempté des formalités de l'acceptation par acte notarié. Les biens reçus pourront être vendus ou donnés en garantie et l'université pourra émettre des obligations en hypothéquant ses biens meubles ou immeubles.

Il (l'honorable M. Gagnon) loue l'œuvre magnifique accomplie par l'Université Laval.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** loue également l'œuvre magnifique accomplie par l'Université Laval.

Le projet de loi aidera l'établissement de la future cité universitaire, dit-il.

**M. Godbout (L'Islet):** Tous les Canadiens connaissent bien l'œuvre de l'Université Laval et tous ceux qui réfléchissent savent qu'il faut encourager nos universités, surtout celle de Laval qui est la plus vieille.

Quant à favoriser les moyens par lesquels les corporations peuvent aider Laval, le gouvernement

peut compter sur la plus entière collaboration de l'opposition libérale pour les trouver et les mettre en œuvre.

En ces temps où tout le monde se transforme, je suis certain que la Chambre approuvera cette loi dont l'Université Laval a besoin pour arriver à ses fins et aplomber son œuvre magnifique et admirable<sup>3</sup>.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)  
(Applaudissements)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** présente au député de Montcalm (M. Tellier) les félicitations de toute la députation pour son complet retour à la santé. Votre absence a été regrettée de tous vos collègues, dit-il, indépendamment de leurs opinions politiques. Il associe à cette manifestation le souvenir du père du député de Montcalm. Sir Mathias Tellier a rempli dans cette Chambre, dit-il, une mission que personne n'a oubliée.

**M. Godbout (L'Islet):** S'il nous est arrivé, le premier ministre et moi-même de ne pas partager les mêmes points de vue sur toutes les questions, la présente occasion en est une où nous sommes en accord. Je seconde les paroles du premier ministre et je promets au vice-président de la Chambre que l'opposition s'efforcera de faciliter son travail dans les quelques jours qu'il reste à la session. Il formule pour lui les plus heureux souhaits.

Les articles 1 à 6 sont adoptés

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 30 sans l'amender.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cette loi accorde des pouvoirs extraordinaires à l'Université Laval pour organiser sa finance en vue des vastes développements de l'avenir.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Répartition des taxes municipales et scolaires**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 15 concernant la loi pour assurer une meilleure répartition des taxes municipales et scolaires.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 51, soit remplacé par le suivant:

"6. Pour l'exécution de la présente loi, le gouvernement est autorisé à dépenser, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas cent mille dollars".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cette loi ne fait qu'ajouter \$40,000.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Quels sont les résultats du travail fait à date par la commission nommée, en vertu de cette loi en 1945, pour faire enquête sur une meilleure répartition des taxes municipales et scolaires? Il pose une question en regard de la faisabilité d'une évaluation cadastrale à l'échelle de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les résultats sont énormes. Cette commission a tenu

un grand nombre de séances et nous a fait plusieurs recommandations, notamment dans le domaine de la taxe scolaire. Il ne faut pas juger l'importance de son travail à la seule lumière des recommandations qui ont été mises en application, mais aussi par les éléments nouveaux qu'elle a apportés dans l'étude du problème scolaire et qui ouvrent la porte à l'élaboration d'une nouvelle politique.

Par exemple, dans le domaine de la taxe scolaire, la commission a recommandé la création d'un organisme provincial pour établir un relevé cadastral sur lequel les taxes seront réparties entre la municipalité et les commissions scolaires, afin d'établir une sorte d'équilibre fiscal, afin de faire payer ceux qui sont établis dans les régions non encore organisées. Nous avons étudié cette proposition. Toutefois, le gouvernement a jugé que cette suggestion n'est pas pratique parce que cela prendrait des années à faire cette évaluation et qu'il faudrait des années pour la rendre applicable. Une autre raison qui a poussé le gouvernement à ne pas accepter cette recommandation, c'est qu'il est d'avis qu'une évaluation provinciale n'offre pas des garanties d'exactitude comparable à celles d'une évaluation faite par les municipalités.

La commission a aussi suggéré l'établissement d'un fonds éducationnel. Depuis lors, le secrétaire de la province a fait une étude approfondie de la situation et en est venu à la conclusion que la meilleure solution au problème était, pour le gouvernement, d'assumer le paiement des dettes des corporations scolaires. C'est ce qui nous a amenés, l'an passé, à proposer le bill 45<sup>4</sup>. Le travail n'est pas fini et il faut le continuer. C'est pour cela que nous présentons cette loi.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'opposition avait bien raison de prétendre que cette loi ne serait ni pratique ni efficace. En 1945, j'ai déclaré que la loi serait inefficace et que cette commission ne ferait rien de constructif ni d'efficace. Le premier ministre vient de confirmer ce que j'ai dit, puisque le gouvernement n'a même pas tenu compte des recommandations de la commission Fortier, qui suggérait la répartition d'un rôle provincial en matière scolaire. Le gouvernement ne trouve pas pratique les recommandations de la commission.

Le gouvernement dépense de l'argent inutilement, car la loi est une autre loi inutile qui autorise encore plus de dépenses en argent pour maintenir un comité inutile qui donne du travail aux amis du gouvernement. C'est la troisième commission inutile depuis 1945 et elle continue de

l'être. On vient demander de voter \$40,000 de plus pour garder des amis du régime à recevoir des honoraires et des salaires. L'an prochain, on ne sera pas plus avancé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'établissement d'un relevé cadastral uniforme à l'échelle de la province est peut-être possible en théorie, mais actuellement, il n'est pratiquement pas possible et ce n'est pas "faisable". Le projet du secrétaire provincial (l'honorable M. Côté) était plus avantageux et nous l'avons adopté.

Il faut être aveugle ou partisan pour ne pas reconnaître le bon travail que cette commission a accompli. L'opposition oublie les qualifications des membres de la commission. Elle se compose de personnes de grande valeur. Ces commissaires sont: M. le notaire de la Bruyère Fortier, de Québec, président, et qui est aussi président des fédérations des Ligues des propriétaires; M. Jack Latter, de Québec, représentant des industriels et lui-même industriel en vue; M. Henri Ferron, comptable<sup>5</sup> et jeune homme de grand talent de Trois-Rivières. Le secrétaire de la commission est M. Charles Bourassa, ancien gérant du journal *Le Canada* et un libéral en vue, ce qui explique pourquoi il est avec l'Union nationale. La commission Fortier, composée de gens des plus compétents, a déjà accompli un excellent travail qu'il lui faut continuer dans l'intérêt de la province.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le gouvernement n'a pas justifié la demande de dépense supplémentaire qu'il fait dans son projet de loi. J'ai tenu compte, pour ma part, des qualifications des membres de la commission d'étude formée par le gouvernement, mais ce qui m'a surpris, c'est de voir le gouvernement s'empresse de ne pas suivre les suggestions qui lui ont été faites par cette commission. J'ai vu le rapport présenté par les commissaires. Le gouvernement a passé une loi qui allait à l'encontre des recommandations de ce rapport. Depuis, c'est le néant total.

La résolution est adoptée.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 concernant la loi pour assurer une meilleure répartition des taxes municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi des cités et villes

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** s'oppose au bill parce qu'il accorde aux municipalités des pouvoirs exorbitants, ceux de prohiber la construction de théâtres. C'est mettre entre les mains des municipalités une arme dangereuse. Certaines municipalités peuvent abuser de ces pouvoirs mis entre leurs mains, pour satisfaire des rancunes politiques. Je ne crois pas que l'Union des municipalités n'ait jamais voulu aller aussi loin.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces pouvoirs sont extraordinaires jusqu'à un certain point. Mais en définitive, ce n'est pas un pouvoir qui n'existe pas. Les municipalités ont déjà le pouvoir de prohiber la construction de théâtres pour raisons de zonage. Il y a toujours des moyens indirects pour les municipalités d'arriver aux mêmes fins. La seule différence, c'est que nous le disons carrément. Il promet, dit-il, d'amender la loi plus tard si elle s'avère trop draconienne.

**M. Godbout (L'Islet):** Cette loi, ainsi que la clause qui permet de prohiber les théâtres, sont inutiles parce que le gouvernement et les municipalités ont déjà tous les pouvoirs voulus pour atteindre le but que se propose la loi. Les pouvoirs de zonage sont couverts par d'autres lois, les municipalités ont déjà le pouvoir de réglementer la construction. Le

procureur général (l'honorable M. Duplessis) a déjà les pouvoirs nécessaires concernant le respect de la moralité. Par conséquent, la loi n'apporte aucun changement réel et elle est plus ou moins inutile.

Ce qui reste dans la loi, c'est de donner aux municipalités des pouvoirs dont elles pourront abuser. Cette loi peut exposer les propriétaires de théâtres aux rancunes personnelles de certains conseils municipaux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La clause relative à la prohibition des théâtres a été demandée par un grand nombre de municipalités. Elle est excellente et elle accorde un pouvoir qui n'existe pas déjà. On veut en faire un essai.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des  
syndicats professionnels**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi des syndicats professionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

**Des députés de l'opposition** demandent des explications au député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Côté)<sup>6</sup>.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Ces modifications sont apportées à la suite des suggestions qui lui ont été faites par les syndicats ouvriers eux-mêmes.

Adopté, après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 2a de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 52, est modifié en y ajoutant après le mot "prévoir", dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots "le nombre, qui doit être d'au moins trois et d'au plus quinze, des directeurs ou des administrateurs à élire, ainsi que".

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**

propose que l'article 2 soit amendé comme suit:

"2. L'article 2a de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 52, est modifié

"a) en ajoutant après le mot "prévoir", dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots "le nombre, qui doit être d'au moins trois et d'au plus vingt-cinq, des directeurs ou des administrateurs à élire, ainsi que".

"b) en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le secrétaire de la province, lorsqu'il le juge dans l'intérêt du syndicat, peut autoriser celui-ci à prévoir, dans ses règlements, un nombre de directeurs ou administrateurs supérieur à vingt-cinq."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 24 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Voies et moyens:**

**Débat sur le budget  
1948-1949 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 5 mars courant,



sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Drouin (Québec-Est)** reproche à certains députés leurs efforts pour descendre un de nos grands hommes politiques, un des Canadiens français qui font le plus honneur à sa race, l'honorable M. Saint-Laurent. Je regrette, dit-il, qu'on se soit laissé aller à des considérations mesquines. Certain membre de cette Chambre a accusé le fédéral de ne pas accorder aux nôtres la part qui leur revient dans le service civil et chaque fois que l'un des nôtres s'élève vers les sommets, il tire sur sa queue de chemise pour le descendre et rapetisser ses talents, alors que toute la population française désire le voir à la tête du Parti libéral et à la tête du pays. Je fais le souhait que nous ayons bientôt à la tête du Parti libéral fédéral ce grand Canadien que l'on attaque et qui nous fait honneur.

Il reproche au gouvernement, dit-il, de dépenser dans d'autres provinces une partie de l'argent qu'il perçoit dans la province. Le contrôle des prix est du ressort des provinces, mais l'Union nationale n'a rien fait pour faire baisser le coût de la vie.

**M. Dumoulin (Montmorency)**: Nous traversons une période de grande activité et malgré cela, depuis trois ans et demi, le budget est passé de \$92,000,000 à près de \$200,000,000. Où sont les promesses solennelles d'économie de ce beau régime? Le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) nous annonce un budget de \$166,000,000 qui est en définitive de \$200,000,000. Mais alors - c'est un défi! - pourquoi maintenir la taxe de vente, si on a tant d'argent? Où sont allés les \$200,000,000 du budget du gouvernement? Pas pour améliorer le sort de la population. Le gouvernement n'a pas réduit les taxes cédées par le fédéral et il n'a rien prévu au point de vue de l'assistance sociale. Pas pour hausser le salaire des fonctionnaires et encore moins celui des instituteurs et des institutrices. Pourquoi ne pas améliorer le sort des fonctionnaires? Le gouvernement n'a pas aboli la taxe de vente, ni la taxe de l'électricité ni celle de l'essence.

Le trésorier emploie une partie de son long discours à sauter la barricade, à franchir l'Ouaouais pour aller déclarer la guerre au fédéral. Au lieu de ferrailler avec Ottawa et de le critiquer, le trésorier ne devrait-il pas imiter le fédéral qui a diminué son budget de \$805,000,000 l'an dernier? Malgré cette coupure et toutes ses obligations, il a baissé le taux de l'impôt sur le revenu, dégrèvé certaines corporations,

supprimé trois sous de taxe sur la gasoline, pour en donner le montant à Québec, qui n'a lui-même fait aucune diminution; l'Union nationale autonomiste s'est empressée de l'imposer.

Le fédéral a maintenu tous les services nationaux comme il l'a fait pour les autres provinces, y compris la pension de vieillesse. Il a porté de \$25 à \$30 le montant de la pension alors qu'il en paie 75 %, il a maintenu les allocations familiales, les octrois aux institutions publiques, les services de la poste, etc., employant des milliers de fonctionnaires québécois. Il a augmenté le salaire de tous ses pensionnés. Le fédéral projette d'établir l'assurance-maladie, de créer un système d'hospitalisation pour les accidentés du travail, et un service d'aide aux invalides.

Et vous messieurs de l'Union nationale, avec tout votre argent, quelle est la mesure sociale que vous pouvez montrer à la province? Le gouvernement provincial a porté son budget de \$92,000,000 à \$200,000,000 et il a abrogé dès 1945 la loi provinciale de l'assurance-santé contre la volonté de tous les corps sociaux. Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour reprendre possession des pouvoirs qu'il accusait les libéraux d'avoir cédés au fédéral? Ces pouvoirs sont revenus automatiquement à la province, parce qu'en réalité, ils n'avaient jamais été abandonnés.

Il faut qu'un des deux gouvernements pénètre dans le champ de l'action sociale. Si vous ne bougez pas, le fédéral y entrera. Il y est déjà, parce que vous n'avez rien fait. Le trésorier nous a beaucoup parlé de nos droits violés ou disparus. Je n'ai vu aucun jugement des cours qui nous a rendu nos droits. Par conséquent, on ne nous les a jamais enlevés puisque le gouvernement n'a pas demandé de restitution devant les cours.

Je m'étonne qu'avec tous leurs droits, le premier ministre et ses 20 assesseurs n'aient pas exercé au moins celui qui leur permet d'aider l'agriculture. Le budget de l'année 1948-1949 n'aidera pas les agriculteurs, car il ne prévoit aucun subside à l'industrie laitière, aucun octroi pour l'achat d'engrais chimiques, il ne comporte aucun montant pour la stabilisation des prix du lait, pas plus d'ailleurs que pour payer les moulées alimentaires dont le cultivateur a besoin pour nourrir ses animaux.

L'instruction publique est une question nationale. Quand on en parle, il faut oublier la politique. Il y a trop de dévouement qui se prodigue pour que l'on fasse des discussions acerbes sur cette question. Les panégyriques ne doivent pas aller aux gouvernements. Mais le secrétaire de la province (l'honorable M. Côté) traite l'Instruction publique

comme une vulgaire question politique. Dans un moment d'emportement, le secrétaire a dit que la loi de la fréquentation scolaire, approuvée par de grands évêques, conduit les gens en prison. La seule sanction imposée est une légère amende.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** C'est ça que j'ai dit!

**M. Dumoulin (Montmorency):** Ah! Non, ce n'est pas ça que vous avez dit, vous avez emprisonné les gens d'abord. Nous les ferons délivrer par l'Indien du ministre<sup>7</sup>.

(Rires et applaudissements à gauche)

Depuis 1925, il y a eu progrès remarquable. L'enseignement universitaire a fait des progrès extraordinaires. Laval est en voie de devenir une des grandes universités du monde. L'enseignement primaire s'est amélioré.

De là à dire, comme le secrétaire de la province, que le négus et le Honduras viennent chez nous pour voir comment les choses se passent, il y a une marge. Les relations du ministre avec le négus me rendent perplexe. Qu'il se méfie de la reine de Sabah. Salomon a perdu la tête.

(Rires et applaudissements à gauche)

Prenez garde secrétaire, vous perdrez votre trône. Sérieusement parlant, je crois que l'instruction publique a fait des progrès chez nous avant que le négus ne s'en aperçoive. Car ce qui a été fait pour doter la province d'un système d'éducation moderne et efficace a été fait par les gouvernements libéraux précédents.

Mais le problème de l'instruction consiste dans l'amélioration naturelle du sort des instituteurs et des institutrices. Le meilleur moyen de venir en aide à l'enseignement dans la province, c'est encore celui de mieux les rémunérer. Le gouvernement, avec tout son argent, ne pourrait-il pas donner un fonds de pension et de retraite convenable pour le personnel enseignant?

(Applaudissements à gauche)

Des classes de 60, 50 et 40 élèves, c'est trop pour les professeurs et les élèves. Des maîtresses ont charge de trois divisions. C'est injuste, c'est inhumain et ça conduit à un fiasco.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) prétend que le fédéral taxe dans la province de Québec. D'accord. Il ajoute que le fédéral ne remet pas à Québec ce qu'il vient y chercher.

Regardons ce que vaut cette affirmation. Rien qu'avec les allocations familiales et les pensions de

vieillesse, le fédéral a donné à Québec \$133,000,000 l'an dernier. Le fédéral assure de grands services publics; il paie ses fonctionnaires; il ne donne pas de contrats sans soumission.

La véritable raison de ce budget, ce sont les contrats sans soumission accordés en Ontario. Tandis que le régime qui devant nous oublie ses promesses solennelles d'économie à tel point que ce sont les gens d'Ontario qui nous diront un jour comment nous coûtent les grands travaux publics de l'Union nationale, puisque c'est à eux que notre argent va.

(Applaudissements à gauche)

Le budget phénoménal du gouvernement n'apporte aucun allègement à la population. Il s'agit de la promesse et de la réalisation la plus vide qui ait été présentée à l'Assemblée législative du Québec. Le budget actuel, c'est un budget de chemins, de ponts, ce n'est rien autre chose qu'un budget d'élection qui prévoit trop pour les amis du gouvernement et pas assez pour la masse des contribuables. Il est vide d'aide aux œuvres sociales. Il n'allège en rien le fardeau de la population.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Sur le budget lui-même, je suis heureux de me joindre aux félicitations adressées par le député de Québec (M. Chaloult) au trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon) pour la facture de son discours et pour certaines idées qu'il a exprimées et qui me sont chères, particulièrement au sujet de la langue française.

Quant au fond, je prétends qu'un homme qui n'a pas reçu une formation particulière peut difficilement porter un jugement. Si le budget offre un tableau exact de la situation financière de la province, il est satisfaisant.

Je voudrais, avant d'insister sur des points particuliers, rappeler brièvement certaines revendications que j'ai faites ici en Chambre.

Le gouvernement devrait songer à améliorer le sort des institutrices rurales, leur accorder des pensions raisonnables. Il devrait aussi réparer l'injustice qui se perpétue à l'endroit des professeurs des écoles normales.

En matière de législation ouvrière, le gouvernement devrait, à la suggestion de la CTCC, préciser sa politique pour qu'il n'y ait plus de renvois pour activité syndicale. On nous informe, en effet, que les ouvriers n'ont aucun recours efficace contre cette sorte de renvois.

J'avais été enchanté en apprenant par les journaux, en fin de semaine, que le gouvernement avait de vastes projets d'immigration et qu'il se proposait de faire venir dans notre province

5,000 immigrants français. J'ai été désappointé en écoutant cet après-midi la mise au point du premier ministre. Le gouvernement semble considérer qu'étant opposé en principe à toute immigration, il serait illogique pour lui de favoriser l'entrée au pays même de gens qui nous sont sympathiques. Si je comprends bien l'attitude du gouvernement, il est opposé à toute immigration, pour le moment, à cause des conditions de l'habitation dans la province.

Cette attitude peut sembler juste, mais si l'on y regarde de plus près, ce me semble être l'histoire de la politique de l'autruche qui se répète. En même temps que l'on annonçait hier que 5,000 Normands viendraient s'établir dans notre province, les autorités fédérales ont annoncé officiellement cette fois, qu'elles voulaient faire entrer 100,000 immigrants au Canada en 1948. La moitié de ces immigrants seront Britanniques, les autres étant des réfugiés d'Autriche, d'Allemagne et d'ailleurs.

On constate donc qu'Ottawa décide de se lancer dans l'immigration en dépit de notre province. Il serait donc bon que notre gouvernement voie à ce qu'au moins un minimum de ces immigrants soient sympathiques à notre groupe ethnique et assimilables par la population canadienne-française. Si le gouvernement de Québec pouvait obtenir que, sur ce nombre, il y ait au moins une certaine proportion de Français, ce serait autant de gagné. Ce n'est pas seulement Ottawa qui devrait décider qui doit entrer au pays, comme immigrants, mais aussi les provinces et spécialement Québec.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a utilisé contre la propagande libérale en matière de relations fédérales provinciales l'argument de fait déjà mis en lumière par l'*Actualité Économique* et *Le Devoir*. Il a dégonflé les fameux \$63,000,000<sup>8</sup> dont Ottawa nous berne depuis plus d'un an. En effet pour avoir ces millions, Québec devrait céder des sources de revenus que nous avons déjà, des taxes qui rapporteront à la province, en 1948, les sommes suivantes: impôts sur les corporations, \$30,800,000; impôt provincial sur les successions, \$8,850,000; subvention statutaire fédérale, \$2,739,000, ce qui fait un grand total de \$42,389,000.

Notons bien qu'il ne s'agit pas là d'hypothèse, mais de montants réels qui apparaissent dans le budget. Il reste donc une différence de \$20,000,000 ce qui est évidemment un gros montant, mais qui n'est tout de même que le tiers du chiffre mis en valeur par la propagande centralisatrice. Cette propagande est victime d'un véritable mirage et de plus que cela encore, car je suis d'avis que l'État

provincial pourrait augmenter considérablement ses revenus en profitant de l'impôt sur le revenu personnel.

Non seulement nous pourrions en profiter, mais nous devrions le faire. Ottawa puise chez nous, de ce chef, des sommes fabuleuses. L'an dernier, il a perçu en impôt sur le revenu des particuliers, dans la province de Québec seulement, un montant de \$170,000,000. Québec devrait céder en plus ses droits en matière d'impôt sur le revenu. Si Québec cédait les droits demandés par Ottawa, ce dernier viendrait chercher dans la province trois ou quatre fois plus que présentement.

Dans son mémoire présenté à la conférence fédérale-provinciale, le premier ministre a revendiqué des droits prioritaires sur cette source de revenus et sur l'impôt sur les corporations. Il a même appuyé cette dernière prétention d'une loi par laquelle il a établi un impôt de 7 % sur les corporations quand Ottawa a diminué cet impôt de 40 % à 30 %.

Les centralisateurs disent: "l'autonomie, c'est donc de taxer?" Mais dans le domaine des taxes, que pourrait être l'autonomie, sinon la possibilité d'exercer raisonnablement et en fonction des besoins, le droit de taxer?"

Dans le domaine de l'impôt sur le revenu personnel, l'État provincial n'a rien fait et c'est une grave erreur. Lors de la conclusion de l'entente de 1942, le gouvernement de Québec n'a pas réoccupé cet impôt, comme il l'a fait pour l'impôt sur les corporations. J'estime que le gouvernement d'alors aurait dû revendiquer ses droits sur cette source de revenus pour affirmer concrètement que l'impôt sur le revenu est du domaine provincial. Il faudrait une loi sage, limitée, tenant vraiment compte de la famille, qui réagirait contre les pratiques spoliatrices et antifamiliales d'Ottawa. Car n'oublions pas qu'un droit qui n'est pas exercé tombe vite en désuétude. Québec aurait-il fait son deuil de l'impôt sur le revenu personnel?

C'est une erreur aussi parce qu'un impôt provincial sur le revenu, établi avec modération et sagesse, aurait pu rapporter plusieurs millions à la province, sans qu'il en coûte un seul sou de plus aux contribuables.

En 1946, quand les accords d'Ottawa ont pris fin, le ministre des finances d'Ottawa, M. Ilsley, a annoncé que le gouvernement fédéral consentirait à porter au crédit du contribuable le montant de l'impôt sur le revenu qu'il aura payé au Trésor provincial, jusqu'à concurrence de 5 % de l'impôt fédéral pour les provinces n'ayant pas signé d'accords fiscaux avec Ottawa. Cela a d'ailleurs été inscrit dans la loi de l'impôt fédéral.

Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire? Disons que j'ai payé \$300 en 1947 à Ottawa pour mon impôt sur le revenu. Disons aussi que pour la même année, la province aurait édicté un impôt sur le revenu de 5 %. Je ne débourserais toujours que \$300 mais \$285 iraient à Ottawa, et \$15 à Québec. Actuellement la totalité du \$300 va à Ottawa.

L'impôt sur le revenu personnel, cependant, ne pourrait être imposé que par Québec. La province pourrait ainsi en remettre une partie à Ottawa. En réalité, avec une telle loi, Québec n'aurait pas taxé le contribuable. Il aurait taxé Ottawa. Il aurait pu enlever ainsi à Ottawa \$8,500,000 qu'il ne perçoit pas actuellement sur ses \$170,000,000 sans que le payeur de taxes québécois n'en soit aucunement affecté. Il s'agit d'une perte sèche pour nous. Les gens ne paieraient en impôts sur le revenu rien de plus qu'actuellement. Et, en plus des millions touchés, notre province consacrerait nos droits concernant cette taxe. En deux ans, on aurait pu percevoir ainsi \$16,000,000, 16 fois la valeur des trésors polonais.

Notons bien, encore une fois, que ce n'est pas là une hypothèse, un vague calcul d'économiste, mais une réalité absolument indiscutable. L'inertie québécoise me paraît incompréhensible dans ce domaine, surtout à l'heure actuelle où nous avons tant de problèmes à résoudre. Je demande donc au gouvernement de proposer une telle loi avant la fin de la session, car je crois qu'elle serait votée à l'unanimité.

Il aborde la question du Nouveau-Québec. Je parlerai de la politique du gouvernement en cette matière, dit-il, sans référer à la loi de 1946 que les règlements me permettent de louer, mais non de critiquer.

Le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson) aura l'occasion de perdre ses illusions à moins qu'il ne soit de cette catégorie de gens qui veulent que le gouvernement ait toujours raison quand il a permis à quelques trusts de s'enrichir. Certains esprits me paraissent fermés à toute augmentation de bon sens. Il (l'honorable M. Robinson) a fait, dit-il, l'autre jour, l'éloge du développement minier du Nouveau-Québec et il a insisté sur l'excellence du marché conclu avec la Hollinger.

Le ministre se vante que le développement de l'Ungava s'est produit grâce à l'Union nationale. C'est une prétention ridicule et un peu grotesque. La vérité, c'est que le gouvernement n'avait rien fait, rien cherché, rien prospecté par lui-même lorsqu'à un moment donné les industriels étrangers se sont intéressés aux richesses minières de cette région.

Quand la chose s'est produite, le gouvernement s'est trouvé pris par surprise.

Il ignorait absolument tout et les seuls renseignements qu'il a pu se procurer sont ceux que la compagnie lui a fournis. Il a même été tellement pris par surprise qu'il ignorait même où passait exactement la frontière entre Québec et le Labrador. Il a concédé des milles carrés en bordure du Labrador, sans même être capable de produire une carte. Il ne sait donc pas si une partie de ce qu'il a concédé lui appartient ou appartient à Terre-Neuve en vertu du jugement inique du Conseil privé.

La réalité, c'est qu'une occasion formidable s'est présentée et qu'elle continue dans une certaine mesure de se présenter et que le gouvernement n'en tire pas, pour la province, le parti qu'il pourrait en tirer. Depuis sa mauvaise action de 1946, il s'entête dans son erreur, clairotte sa prétendue victoire, se vante d'avoir aidé les preux, les héros, les saints et peut-être les martyrs de la Hollinger. Il s'apprête à recommencer avec d'autres compagnies.

Ce que j'entends juger cet après-midi, ce n'est pas la loi de 1946, mais l'ensemble de la politique du gouvernement par rapport au Nouveau-Québec, politique d'abandon, de folle générosité aux dépens de la province, de ce genre de générosité qu'Ottawa pratique à l'égard de Londres et que Québec se met à pratiquer envers ceux qui collaborent avec le trust américain de l'acier; politique de laisser faire, qui revient à rater la plus extraordinaire occasion qui se soit offerte en ce domaine.

Et quelle est cette occasion? L'appauvrissement rapide des gisements américains. Depuis la guerre, à cause des utilisations massives qu'elle a nécessitées et les besoins immenses qui sont nés de la guerre, l'écrasante supériorité américaine en matière de minerai de fer est finie.

Plusieurs témoignages le prouvent. Le plus récent en date est celui de la *Yale Review* qui déclare que dans 10 ans, les réserves commerciales du lac Supérieur, qui constituait 80 % de la production des États-Unis, cesseront de répondre à la demande.

C'est une véritable tragédie politique et économique pour les États-Unis. Pour les trusts de l'acier, c'est un désastre; pour l'industrie américaine, une perspective affreuse. De quel côté les États-Unis vont-ils se tourner? Deux solutions se présentent: 1. utiliser, par de nouvelles méthodes, le minerai à faible teneur; 2. développer de nouveaux centres d'approvisionnements, dont les principaux sont en Amérique latine et au Québec-Labrador. Aussi la revue *Yale Review* rappelle-t-elle que les États-Unis sont engagés dans de vastes travaux de recherche.

Le trust de l'acier est donc à la veille d'avoir faim. Par lui, c'est toute l'industrie lourde et l'industrie de base américaine qui risque bientôt de tirer la langue. Pour satisfaire son appétit, il lui faut des millions, des millions de tonnes de fer.

Alors il lui faut à tout prix trouver de nouvelles sources d'approvisionnement, un nouveau Lac Supérieur, qu'il videra bien plus vite qu'avant avec ses nouveaux moyens et ses besoins techniques accrus.

Il cherche dans notre hémisphère et l'un de ses principaux espoirs, c'est l'Ungava-Labrador. Or, le territoire de l'Ungava ouvre des perspectives que les géologues disent inouïes, presque fantastiques. Il y aurait 1,400,000 tonnes de minerai de haute teneur par pied vertical.

Tout le territoire de l'Ungava est-il aussi riche? On ne le sait pas, mais il semble que la majeure partie des territoires les plus riches ait été concédée à la Hollinger, c'est-à-dire aux intérêts Timmins et Hanna. Or, que sont les intérêts Timmins? Dans la revue *Relations*, M. Burton Ledoux nous parle de l'une des industries dirigées par ces intérêts.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de faire. Les lois auxquelles fait allusion le député de Montréal-Laurier sont en force et il ne peut pas les critiquer sans en demander le rappel par une motion, ce que le député a négligé de faire.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je ne critique pas la loi de 1946 et je peux juger les intérêts Timmins sans juger la loi. Personne ne me contestera le droit d'exposer dans cette Chambre la situation du fer dans le monde et les conséquences que cette situation entraîne. Je veux simplement lire une lettre de M. Leroux.

**M. l'Orateur:** C'est critiquer indirectement la loi. On ne peut faire indirectement ce qu'on ne peut faire directement.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le premier ministre prétend-il que de dire que la compagnie Hanna est mêlée de très près au trust de l'acier aux États-Unis et que son passé social n'a rien de très reluisant, c'est attaquer la loi de 1946?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout ce que dit le député a été dit pendant le débat sur la loi de la Hollinger, il y a deux ans.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** L'article de M. Burton Ledoux n'a pas été écrit lors de la discussion de la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** continuent de discuter le point d'ordre.

**M. l'Orateur:** Le député de Montréal-Laurier pourra continuer son discours, mais il sera appelé à l'ordre s'il critique la loi de 1946.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je disais donc que la Hollinger a reçu à des conditions très avantageuses une grande partie du Nouveau-Québec. Il insiste pour parler de l'article de M. Ledoux.

**M. l'Orateur:** L'honorable député n'a pas le droit de critiquer une loi en force. S'il veut le faire, il doit en demander le rappel, conformément au paragraphe 10 de l'article 285 du Règlement.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je ne sais pas, M. l'Orateur, comment répondre à votre objection, car je ne fais qu'expliquer une situation de fait.

**M. l'Orateur:** Il n'y a rien à expliquer, ma décision est rendue. Je déclare cette partie de votre discours hors d'ordre.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Si je peux obtenir assez de députés, j'en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Laroche, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 49.

**Contre:** MM. Bergeron, Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Godbout,

Hamel, Joyal, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lemieux, Lizotte, Morin, Roberge, Ross, Sylvestre, 22.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.  
Le débat se poursuit sur le discours du budget.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je me bornerai donc à discuter des vastes ressources naturelles du Nouveau-Québec.

À l'heure actuelle, l'industrie américaine est talonnée par la nécessité. Cette nécessité est d'autant plus grande pour les États-Unis qu'il y a actuellement une formidable avance de la Russie dans ce domaine. Alors que les ressources américaines en matière de minerai de fer diminuent, celles de la Russie augmentent. Dès leur avènement au pouvoir, les bolchevistes s'étaient fixé de vastes buts et notamment la possession de toutes les matières premières essentielles. Présentement, la Russie et ses satellites possèdent 52 % des ressources mondiales de pétrole, de métaux et d'autres ressources naturelles essentielles. La Russie a réalisé ce plan à un prix terrible: perte totale de la liberté, esclavage, travail forcé, méthodes policières, mépris de l'homme et de la vie humaine, millions de morts et de déportés. Mais tout de même les faits sont là et les États-Unis ne le savent que trop.

Il faut ajouter à cela la concurrence de la Russie et des États-Unis. Ils sont comme deux mastodontes qui se surveillent. Ce sont les deux plus grands concurrents de l'histoire, les deux axes de la politique actuelle du monde. La guerre entre les pays capitalistes et la Russie communiste relève du domaine des possibilités et il revient aux pays de l'Ouest de tenir main ferme sur la possession de leurs ressources naturelles, si essentielles en période de conflits.

Quand on songe à tout cela, on voit ce que l'appauvrissement américain en fer signifie en pareille occurrence. La province de Québec, qui possède de grandes richesses minières, devra plus que jamais faire attention au contrôle de ses ressources naturelles. Elle est dans une situation privilégiée qui lui permet de tenir la dragée haute aux Américains, qui ont besoin de notre minerai de fer. Pour la province, c'était donc une situation privilégiée pour discuter avec les trusts américains.

Or, notre province ne semble pas vouloir profiter de cette situation. Le gouvernement a vendu à des intérêts étrangers nos importantes réserves en minerai de fer de l'Ungava pour une bouchée de pain. Notre province rend un service inouï à l'industrie américaine, chassée de chez elle par la faim, en quête de ressources. Elle s'apprête à accueillir chez nous l'industrie américaine comme si

elle venait pour nous rendre service, comme si elle pouvait nous boudier, chercher ailleurs. Tout au contraire, elle a besoin de nous.

S'il se fait un vaste développement au Nouveau-Québec, sans doute en restera-t-il quelque chose. Mais l'essentiel s'en ira ailleurs. Quand on coupe beaucoup de pain, il tombe beaucoup de miettes. En définitive, avec les arrangements que le gouvernement a faits, c'est tout ce que le gouvernement nous aura laissé à ramasser dans cette affaire qui aurait pu nous être si avantageuse. Au lieu de faire payer un juste prix au trust de l'acier, le gouvernement ne nous a permis de ramasser que les miettes tombées de la table des millionnaires américains.

**M. Sylvestre (Berthier):** L'Union nationale a complété sept années d'administration infructueuse. Chaque fois qu'il s'est agi de discuter de problèmes agricoles, chaque fois qu'un député de l'opposition réclame une mesure dans l'intérêt de la population ou condamne la paralysie de l'administration, le gouvernement nous répond: "Ne critiquez pas, nous avons donné le crédit agricole aux cultivateurs."

(Applaudissements à gauche et bruits divers à droite)

M. l'Orateur, si les députés de la droite veulent parler, ils se lèveront après moi, mais il est très ennuyeux de les entendre grogner chaque fois qu'on dit une vérité à leur régime.

(Applaudissements à gauche)

En 1937, l'Union nationale a adopté la loi du crédit agricole. Pour nos amis d'en face, c'est la panacée universelle. Le crédit agricole a certainement apporté des avantages à la classe agricole, mais le crédit agricole n'est pas tout. L'ambition des cultivateurs n'est pas d'emprunter de l'argent, mais bien plutôt de payer leur terre, leurs dettes, de faire instruire leurs enfants, de procurer à leur famille des conditions raisonnables de confort auquel ils ont droit. L'ambition des cultivateurs c'est de faire assez d'argent pour garder leurs fils et leurs filles à la campagne.

Le premier ministre disait il y a quelques jours: "Il ne faut pas donner aux ouvriers des villes la chance de se bâtir des maisons, car les gens vont désertier la campagne." Je lui réponds que je ne vois aucun inconvénient à ce que le gouvernement tende la main à l'ouvrier des villes, mais les campagnes vont se vider de leurs meilleurs éléments et se dépeupler si le gouvernement ne trouve pas moyen de faire cesser la production à perte chez les cultivateurs. Je demande au gouvernement d'aider les cultivateurs à ne pas produire de façon déficitaire. Rendez l'agriculture payante et les fils de cultivateurs

resteront sur la terre. Il faut cesser de répondre par l'argument du crédit agricole à toutes les suggestions que font les libéraux pour améliorer le sort des cultivateurs. Dans ces conditions, le crédit agricole devient un obstacle à tout avancement.

Chaque fois qu'un député de l'opposition demande une prime sur les produits alimentaires, des subsides pour l'achat d'engrais chimiques, des crédits pour assurer la diversification des cultures, le gouvernement répond: "Nous n'avons pas les finances nécessaires, mais nous vous avons donné le crédit agricole." Il s'en prend au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) pour la distribution des graines de semence. Il trouve qu'elle se fait à travers la province d'une façon fort injuste et inopportune.

Les cultivateurs sont heureux que le gouvernement de mon chef ait créé l'industrie du sucre de betterave. Malheureusement, le gouvernement critique et veut ruiner cette œuvre qui a été donnée aux cultivateurs.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** Le député de Berthier n'est pas de bon compte. Nous ne refusons pas de donner. Le gouvernement donne des sommes formidables chaque année pour ce fiasco.

**M. Sylvestre (Berthier):** Je suis étonné d'entendre un ministre sans portefeuille, qui se vante d'être cultivateur, venir traiter de fiasco une industrie destinée à aider les cultivateurs. Si c'est un fiasco, cessez de payer pour! Je vois dans le budget que l'octroi à la betteraverie de Saint-Hilaire est diminué. Le gouvernement veut ruiner cette industrie. C'est une chose dont nul ne pourra se vanter s'il y réussit.

Le gouvernement est responsable de la réduction des semences du lin en 1946. Ces ensemencements ont diminué de moitié, cette année-là. Le gouvernement a mis de côté toutes les bonnes initiatives prises par le gouvernement Godbout.

Nous demandons au gouvernement de donner des primes aux cultivateurs. On nous répond: "Nous avons créé le crédit agricole." Nous disons au gouvernement: "L'Ontario a donné des primes sur le porc à bacon, sur le fromage, imitant en cela le gouvernement Godbout"; on nous répond: "Nous avons créé le crédit agricole." En 1946, la province voisine a payé, de ce chef \$1,095,090 aux cultivateurs ontariens. Dans Québec, le cultivateur n'a rien reçu.

Nous demandons au gouvernement de rétablir et de développer les agences commerciales à l'étranger pour rouvrir des marchés à nos produits, on nous répond: "Nous avons créé le crédit agricole." Nous demandons au gouvernement d'établir des plafonds et des planchers pour les prix des produits

des cultivateurs, on nous répond: "Nous avons créé le crédit agricole." Et cependant le fédéral a ouvert un crédit de \$250,000,000 aux provinces à cette fin. Si une crise éclate, la classe agricole souffrira. Le gouvernement laissera faire. Il dira aux cultivateurs: "Rendez-vous aux portes de la faillite, le crédit agricole vous prêtera de l'argent."

Nous demandons la stabilisation des produits laitiers, on nous répond: "Nous avons créé le crédit agricole." Nous demandons de favoriser la distribution des grains de semence, comme cela se faisait sous le gouvernement Godbout, on nous répond: "Nous avons créé le crédit agricole."

Le gouvernement n'a qu'une excuse à offrir à tous ceux qui lui demandent de faire quelque chose. Il répond invariablement: "Nous avons créé le crédit agricole." Cette réponse invariable commence à indigner la population de nos campagnes. L'inaction du gouvernement est condamnée partout.

Il propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Joyal), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

## **Demande et dépôt de documents:**

### **Conseillers du roi**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant les noms et prénoms des avocats auxquels le gouvernement de la province a décerné le titre de conseiller du roi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit état. (Document de la session no 25)

### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

## **Troisième séance du 9 mars 1948**

**Présidence de l'honorable A. Taché<sup>9</sup>**

La séance est ouverte à 8 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Voies et moyens:**

**Débat sur le budget  
1948-1949 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Sylvestre (Berthier):** L'important, ce n'est pas de donner aux cultivateurs l'occasion d'emprunter de l'argent, mais de leur donner l'occasion d'en faire. Pour l'Union nationale, le crédit agricole n'est plus un moyen, mais une fin électorale. On croit qu'avec cela, on est dispensé de mettre en œuvre une véritable politique agricole.

Les fermiers des comtés libéraux sont traités différemment de ceux des comtés de l'Union nationale, à l'égard des frais d'enregistrement de leurs tracteurs. Le gouvernement fait payer l'enregistrement des tracteurs des cultivateurs, qui sont exemptés de cette taxe par la loi. J'ai demandé la liste de ceux qui ont payé dans une interpellation. D'après une réponse donnée par le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon), les cultivateurs n'auraient rien payé en 1947. La réponse sur le sujet n'offre pas une image fidèle de la situation. La réponse du gouvernement a été mensongère.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas le droit de dire ça! Le terme n'est pas parlementaire et la réponse du trésorier est exacte.

**M. Sylvestre (Berthier):** Contraire aux faits si vous voulez.

**Un député ministériel:** Ce sont des gens qui travaillent sur les routes.

**M. Sylvestre (Berthier):** Ah! C'est un aveu. Je sais que l'on a fait payer des cultivateurs. Je l'ai affirmé. On m'a donné des renseignements erronés mais enfin on avoue. Il y a des cultivateurs de mon comté qui ont payé \$12, \$15 et \$20 pour l'enregistrement de leurs tracteurs. Si la réponse du

trésorier est exacte, ces cultivateurs n'auraient pas dû payer. Ils ont donc le droit de se faire rembourser.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** Les tracteurs utilisés uniquement sur la ferme ne sont sujets à aucun droit d'enregistrement, mais il faut payer pour ceux qui sont utilisés pour faire du transport sur des chemins publics ou lorsque les cultivateurs ont travaillé pour d'autres avec ces machines.

**M. Sylvestre (Berthier):** Les cultivateurs que je mentionne ont peut-être donné des coups de main à des voisins, mais ils ont utilisé leurs tracteurs pour des fins agricoles seulement. Ils devraient être exemptés comme les autres.

**M. l'Orateur:** Le temps de l'honorable député est expiré.

**M. Sylvestre (Berthier)** demande encore cinq minutes.

**Des députés ministériels protestent**<sup>10</sup>.

**M. Sylvestre (Berthier):** Par respect pour la dignité de la Chambre, je reprends mon siège. Je finirai mon discours dans Berthier... et bientôt.

**M. Dansereau (Argenteuil)** souhaite la plus cordiale bienvenue au député de Montcalm (M. Tellier).

Le budget de 1948 est le plus considérable de l'histoire, soit \$166,000,000 officiellement, mais les revenus seront réellement de \$198,000,000. Il y a eu une augmentation formidable depuis deux ans dans la vente des liqueurs fortes et le dimanche n'a pas été observé.

Je regrette que les détenteurs de permis de liqueurs dans mon comté aient été informés qu'ils avaient des permis de vendre 365 jours par année. Dans Argenteuil, nous ne sommes pas plus tempérants qu'ailleurs, mais nous sommes en faveur du respect du dimanche. Une pétition a été adressée aux autorités, signée par les citoyens de toute religion, mais elle n'a pas eu de suite. On m'affirme qu'un inspecteur de la Commission des liqueurs est venu dans le comté et a dit que le gouvernement tolérerait la vente de l'alcool le dimanche. C'est une mauvaise instruction, même si c'est l'inspecteur qui en a seul la responsabilité. Il réclame, dit-il, une meilleure observance de nos lois à ce sujet.

Le trésorier déclare que nous avons le meilleur crédit et que la dette de Québec est la plus basse des provinces. C'est vrai, mais il oublie le



passé. Il oublie qu'en 1939, le crédit de la province était tombé si bas que le gouvernement a été obligé de démissionner.

(Applaudissements à gauche)

Grâce à la sage direction et à la prudence de notre chef distingué, nous avons réussi à sauver la situation. Si la dette provinciale est de \$98 *per capita*, le mérite en revient non pas à l'Union nationale mais au chef de l'opposition.

(Applaudissements à gauche)

Je crois que le budget provincial est grossièrement exagéré. Au sujet de la voirie, une somme de \$44,000,000 serait tout simplement de nature à révolutionner tout notre système routier. On a dépensé cette somme l'an dernier, mais l'ouest de la province a été négligé. En trois ans, le gouvernement actuel a dépensé \$96,000,000 pour la voirie, soit \$45,000,000 de plus que pendant les trois dernières années de l'administration libérale. Nous avions dépensé \$51,000,000 pour la voirie. Le peuple se demande où tout cet argent est allé, car on ne voit rien dans les chemins. Pas dans Argenteuil. Peu dans Papineau, un peu sur la route Saint-Jovite-Mont-Laurier.

Où sont tous ces millions? Peut-être toute cette somme a-t-elle été envoyée dans un parc de la province, sur une route qui conduit à Chicoutimi. Pourquoi les dépenses ont-elles été si élevées? Parce qu'on a donné de gros contrats sans soumission. J'ai connu des circonstances où il était nécessaire d'accorder des contrats sans soumission, mais jamais le Parti libéral n'a donné sans soumission publique des contrats comme ceux de \$3,750,000 à la Champlain Company; \$2,488,000 à la Cartier Company; \$2,300,000 et \$1,265,000 pour des ponts à la Dufresne Company. On dépense pour les amis plutôt que pour nos chemins.

Il y a un principe reconnu pour l'administrateur public qui donne à la population une confiance nécessaire aux administrateurs. La politique du gouvernement ne donne ni satisfaction ni confiance au peuple. Le peuple ne considère pas que l'argent, son argent, est bien dépensé. On pratique un abus répréhensible. Quand un ministre a \$96,000,000 à sa disposition et qu'il agit de cette façon, il ne peut s'attendre à l'approbation du peuple. Et je ne crois pas que le gouvernement obtienne la confiance de l'électorat.

J'ai été étonné d'apprendre que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) avait déclaré que, sous l'administration libérale, des ingénieurs civils recevaient \$1,300 et \$1,400 par année. Ce n'est pas un service à rendre à la province et à la profession d'ingénieur qu'une pareille information qui est erronée.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Quel était le plus bas salaire à la Voirie sous votre gouvernement?

**M. Dansereau (Argenteuil):** Il n'était pas ce que vous avez dit. Pourquoi avez-vous, d'un trait de plume, supprimé les augmentations que nous avions accordées?

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il y avait des ingénieurs qui gagnaient \$1,500 à \$1,600.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Aucun ingénieur ne recevait un aussi bas salaire, à moins d'exceptions pour des raisons graves.

Le gouvernement actuel aurait dû continuer la politique inaugurée par l'administration libérale suivant laquelle le gouvernement assume la construction et l'entretien de tous les ponts situés sur des routes entretenues par la Voirie.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Ce que dit le député d'Argenteuil est contraire aux faits. Quelques semaines avant les élections, son gouvernement, pris de panique, a promis de prendre à sa charge l'entretien de tous les ponts, mais il n'a pas changé la loi. Ce n'était qu'une promesse électorale.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Vous avouez que le gouvernement actuel a été obligé de suivre la politique que nous avons énoncée. Si les municipalités sont aujourd'hui déchargées du fardeau, c'est dû à la prévoyance du Parti libéral qui a énoncé le principe.

Une politique que vous avez inaugurée, c'est le patronage abusif. Les ministères de la Voirie et des Travaux publics ont maintenu une politique stricte de favoritisme à l'égard des comtés qui ont élu des candidats de l'Union nationale en 1944. En 1947, dans la répartition des octrois aux municipalités pour établissement de système de protection contre l'incendie, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) n'a pas donné un sou aux comtés représentés par des députés libéraux. Seuls les comtés représentés par les ministériels reçoivent des octrois du gouvernement pour la prévention des incendies.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Le rapport du département des Travaux publics pour la dernière année démontre le contraire. Nous avons donné \$500,000 en trois ans, alors que l'ancien gouvernement n'avait donné que \$13,000 durant les

trois premières années de son administration. Et je défie le député d'Argenteuil de prouver que nous faisons de la petite politique dans la distribution de ces octrois. Nous n'en faisons pas.

**M. Dansereau (Argenteuil)** commence à lire la liste des comtés qui ont reçu des octrois et tombe bientôt sur les comtés d'Arthabaska et de Missisquoi<sup>11</sup>.

(Applaudissements à droite)

**Des députés ministériels** demandent au député d'Argenteuil (M. Dansereau) de continuer.

**M. Dansereau (Argenteuil)** demande au gouvernement de faire sa part pour l'Université d'Ottawa. Le diocèse d'Ottawa, dit-il, dont fait partie une section importante de l'ouest du Québec, a récemment fait appel à la générosité de ses fidèles en faveur de cette institution. Située comme elle l'est dans la capitale du pays, l'Université d'Ottawa, dont Son Excellence Mgr Alexandre Vachon est le chancelier, rend de très grands services à la population de Québec ainsi qu'au reste du pays.

La Législature doit réaliser ce que représente pour la province une université française et catholique sise dans la capitale et rayonnant dans le pays tout entier. Le gouvernement de Québec a été généreux pour d'autres universités. J'ignore si l'Université d'Ottawa a l'intention de tendre la main au gouvernement de Québec, mais si la chose se présente, j'espère qu'on lui fera bon accueil.

Le gouvernement a donné un nouveau nom aux contrats qu'il distribue. Il appelle cela des marchés. Quand le gouvernement voudra faire un marché avec la population, le chef de l'opposition reprendra sa place à la droite de l'Orateur de la Chambre.

(Applaudissements à gauche)

**M. Bienvenue (Bellechasse):** À la fin du régime libéral en 1943-1944, les contribuables payaient \$65,000,000 en taxes provinciales. Ils en ont payé l'an dernier \$105,000,000, soit \$40,000,000 de plus, soit une augmentation de \$12 par tête.

Cependant, le premier ministre actuel disait, en 1935, que le cultivateur était trop taxé et que la population de Québec était surtaxée, alors que le budget de la province n'était que de \$35,000,000<sup>12</sup>, soit la moitié seulement du surplus de \$70,000,000 en taxes imposées pour 1947-48 par l'Union nationale. Et que dire, aujourd'hui, alors que le budget est rendu à \$165,000,000? Depuis trois ans et demi que l'Union nationale gouverne, pas une seule

taxe n'a été abolie, et, contrairement à ses promesses, le gouvernement les a augmentées de \$40,000,000 en un an.

Il (M. Bienvenue) fait ensuite l'historique de la taxe de vente depuis son imposition jusqu'au temps présent. L'Union nationale n'a pas aboli la taxe provinciale de vente, dit-il, comme l'avait promis le premier ministre lors de la campagne électorale de 1944. Le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) disait dans son discours du budget de 1945: "Nous vivons une heure historique; nous abolissons la taxe de vente."

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Qu'est-ce que le Conseil législatif en pense?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le Conseil législatif a refusé d'abolir la taxe de vente, parce qu'il a voulu empêcher une taxe plus élevée, la taxe de luxe.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous avons passé une loi abolissant la taxe de vente que le Conseil législatif a tuée.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le Conseil législatif n'a pas eu à se prononcer sur le bill abolissant la taxe de vente. C'est la taxe de luxe qui l'a tué.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Si la taxe provinciale de vente de 2 % n'a pas disparu, c'est à cause de vos amis libéraux du Conseil législatif qui ont rejeté le bill par lequel on remplaçait la taxe de vente par une autre taxe, appelée taxe de luxe.

La vérité c'est que la taxe dite de luxe, dont parle le député de Bellechasse, avait pour but de dégrever le peuple sur plus de 10,000 articles et d'aider au retour de la prospérité.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Mais cette taxe de luxe était de 6 %. Est-ce que le trésorier veut prétendre que le peuple aurait préféré une taxe de 6 % à une taxe de 2 %?

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** La taxe projetée ne s'appliquait qu'à 50 ou 60 articles, tandis que la taxe de vente du Parti libéral est imposée sur tous les objets d'usage courant. La taxe de vente de 2 % affectait au moins 8,000 objets. L'Union nationale a réduit plusieurs taxes, le coût d'enregistrement des autos, aboli les frais d'enregistrement sur les tracteurs de ferme et aboli

surtout la loi sur le revenu imposé par le gouvernement Godbout en 1940. Le gouvernement n'a pas voulu reprendre à son compte l'impôt sur le revenu personnel.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** commente le slogan publicitaire de l'Union nationale: "Les libéraux donnent aux étrangers, Duplessis donne à sa province." Le premier ministre doit être en moyens pour payer autant que cela de sa poche, dit-il. Il faut savoir d'abord si le premier ministre donne son propre argent ou si c'est la province qui paie au gouvernement l'argent que l'Union nationale donne aux étrangers.

Ce qui est vrai, c'est que le contribuable paie au premier ministre des montants énormes en taxes et que le gouvernement actuel n'a ni aboli ni réduit aucune taxe. Le premier ministre donne à sa province l'argent qui lui vient du peuple. Québec est la province la plus taxée de tout le dominion. Pas une seule taxe n'a été abolie. Le gouvernement augmente ces taxes à mesure qu'Ottawa dégrève les contribuables.

C'est le premier ministre qui donne des montants considérables aux étrangers, en donnant de plantureux contrats de voirie sans soumission en dehors de la province. Dans mon comté, un contrat de \$150,000 pour des travaux de voirie à Berthier a été donné à la Montcalm Construction, une compagnie, dont les propriétaires sont les frères Armstrong, de Brampton, Ontario, et qui s'est incorporée dans la province le 7 mars 1946. Il (M. Bienvenue) cite des travaux exécutés dans le comté de Québec par la Montcalm Construction.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** se lève sur un point d'ordre, dit-il. La Montcalm Construction est établie à Trois-Pistoles depuis des années. La province ne paie pas un sou pour le transport de son outillage. Le montant de \$15,000,000, c'est de la pure fantaisie sortie de l'imagination du député de Bellechasse.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ils n'ont jamais été à Trois-Pistoles avant le 7 mars 1946. À date, on a accordé des contrats pour au moins \$15,000,000 sur la route de Chicoutimi à MM. Franceschini et McNamara deux entrepreneurs de Toronto, et la province paie pour le transport de la machinerie.

Il parle de contrats accordés à la Champlain Construction Co. de Toronto à qui l'on aurait payé des frais de transport pour machinerie.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Pas un sou n'a été payé à la Cie Champlain Construction Co. pour transport de machinerie.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le gouvernement a donné des contrats de l'Hydro-Québec à des Américains. Un contrat de \$22,500,000 a été accordé à Ekers pour l'agrandissement de la centrale électrique de Beauharnois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Hydro a engagé des ingénieurs pour faire les plans des travaux à faire, mais pas un contrat n'a été donné par la Beauharnois à des Américains. Des ingénieurs américains ont été engagés pour préparer des plans seulement. Je défie le député de Bellechasse de prouver le contraire.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le premier ministre nie-t-il qu'un contrat ait été donné à la compagnie Ekers, de Niagara, Ontario?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le nie. Aucun contrat n'a été accordé.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Jamais, depuis 50 ans, un gouvernement n'a donné autant de contrats à des étrangers.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Bellechasse se souvient-il d'un M. Macdonald<sup>13</sup> de New York qui avait tous les contrats de la voirie sous le ministre de la Voirie d'alors, M. Perrault<sup>14</sup>, et qui un jour ayant laissé sa voiture devant la résidence d'un organisateur libéral s'y fit voler \$12,000 de débentures?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** A-t-on jamais vu autant de compagnies étrangères venir s'installer dans la province pour rafler les contrats? Chose extraordinaire, ces étrangers, à qui le gouvernement donne l'argent de la province, ont choisi pour leurs compagnies des noms historiques, les plus beaux noms de notre histoire: Cartier Construction, Champlain Construction, Montcalm Construction, Frontenac Construction. Et nos gens en voyant le nom de Cartier sont à se demander s'il ne s'agit pas d'un petit-neveu. C'est un véritable plan d'ensemble historique.

(Applaudissements à gauche et mouvements divers à droite)

Et les réserves de la province provenant de la Commission des liqueurs?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** De cette source, Ottawa reçoit plus que Québec de la Commission des liqueurs.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Du moins cet argent reste au pays. En quatre ans, les contribuables du Québec ont payé \$96,100,000<sup>15</sup> à cette Commission et avec de tels revenus le gouvernement ne trouve pas moyen d'abolir la taxe de vente. Pas même capable d'accorder des primes sur le beurre et le fromage alors que, dans la province voisine, on en accorde pour \$2,800,000.

En 1947, Ottawa a payé en allocations familiales, \$87,000,000<sup>16</sup>. Et rien à ce sujet provenant de la province de Québec. Il (M. Bienvenue) passe en revue tous les montants que le gouvernement d'Ottawa a donnés au peuple en allocations, pensions, subventions de toutes sortes.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** Et combien est-il venu chercher en impôts?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Pensions de vieillesse: fédéral: \$13,000,000. Québec: le quart de ce montant; assurance-chômage fédérale: \$8,000,000. Québec: zéro. Comment peut-on, après cela, faire la guerre au fédéral?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'assurance-chômage, le peuple en paie 80 %. Le député devrait aussi ajouter un cadeau à l'Angleterre: Ottawa, \$6,000,000,000; Québec zéro.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Retenez surtout: contributions d'Ottawa \$200,000,000 et Québec zéro.

On répond au peuple en lui parlant d'autonomie. Le premier ministre tenait un langage différent en 1935, alors que M. Bennett était au pouvoir à Ottawa, et lui-même dans l'opposition. Il s'écriait alors aux députés libéraux: "Que ceux qui parlent sans cesse d'autonomie cessent de blâmer le gouvernement fédéral." Le 10 mai 1935, en parlant des lois sociales de M. Bennett, alors que celui-ci réclamait la cession de certains pouvoirs, il s'exclamait: "Le temps de l'étude est fini. Des mesures s'imposent. Passons à l'action, adoptons-les."

Le premier ministre est moins violent envers Moscou que contre Ottawa<sup>17</sup>. Le chef du gouvernement va jusqu'à traiter les ministres d'Ottawa de collaborateurs de Staline. Et tout cela se fait au nom de l'autonomie. On se rend bien près de la diffamation. Ceux qui disent que M. Saint-Laurent est un collaborateur de Staline auraient certainement de la difficulté à faire leur preuve devant les tribunaux.

L'Union nationale tente de se tirer d'affaires en mettant tout sur le dos du communisme. On pose

le cadenas sur l'immeuble où est imprimé le journal *Combat* et on le retire deux jours plus tard.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** proteste.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Est-il vrai que le cadenas a été enlevé au *Combat* suite à la décision d'un juge?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne le sais pas.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Est-il vrai que le cadenas a sauté?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'a pas sauté. La police provinciale a saisi le journal communiste *Combat* et des documents importants au bureau du Parti communiste. Nous avons cadenassé trois pièces. Nous avons aussi fait fermer une imprimerie de Montréal qui imprimait et publiait *Combat*.

Trois semaines plus tard, les propriétaires de l'établissement sont venus à Québec et ont fait, devant la Cour supérieure, une requête pour demander la disparition du cadenas, alléguant que leur bonne foi avait été surprise. Ils nous ont prouvé leur bonne foi. Ils ont expliqué qu'il leur était nécessaire de maintenir l'activité de l'imprimerie pour répondre aux exigences de leurs contrats, pour faire leur travail et gagner leur vie. J'ai alors dit au juge, à qui la pétition avait été présentée que je n'avais pas d'objection à retirer la demande faite contre eux conformément à la loi anticommuniste du Québec. Comme leurs bureaux avaient été cadenassés depuis trois semaines, nous avons cru que la peine avait été suffisante et nous avons fait enlever le cadenas sur l'imprimerie en question.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le cadenas en question a sauté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'a pas sauté, nous l'avons encore et nous allons nous en servir.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le premier ministre est-il au courant que *Le Moraliste*, journal de l'Union nationale, est imprimé au même endroit que *Combat*, un journal communiste? Est-ce que *Le Moraliste* est aussi un journal communiste?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** *Le Moraliste* n'est pas un journal communiste. C'est un journal commun<sup>18</sup>.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** La principale préoccupation du premier ministre est de faire la lutte sourde au gouvernement fédéral et la célèbre question entourant les trésors polonais est utilisée comme complot contre les ministres du fédéral. Il n'est pas seul à procéder ainsi. Il y a à Moscou deux journaux communistes, *Izvestia* et *Pravda*, qui font le même travail que lui. Ils demandent la tête de M. King et des ministres fédéraux du Canada et font contre eux une campagne aussi violente que celle du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député sait-il que Tim Buck demande à ses partisans de voter pour le chef de l'opposition?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Il y a aussi à Toronto le pasteur Shields qui fait le même travail, il poursuit une campagne contre le Parti libéral. Je sais que le premier ministre méprise ce pasteur, mais il a quand même les mêmes ambitions. M. Shields a affirmé que le seul espoir de se débarrasser de la domination du Vatican au Canada était de se débarrasser des éléments catholiques à Ottawa. Dans ses sermons et ses articles, le pasteur Shields a déclaré que M. Saint-Laurent et d'autres ministres à Ottawa sont les pantins de Rome. Ils n'ont pas posé de geste officiel sans tout d'abord faire une révérence au pape pour obtenir son approbation.

Le premier ministre a dit dans une conférence de presse que le ministre des Affaires extérieures est le collaborateur de Moscou. Puis survient le député de Québec (M. Chaloult) qui, de concert avec le premier ministre et les journaux de Moscou, veut la déchéance politique de notre grand compatriote et de ceux qui, au sein du gouvernement fédéral, ont défendu les intérêts de la province. Tout ce monde, pour des motifs différents, travaille dans un but commun.

Je regrette que le premier ministre passe son temps à s'attaquer au très honorable Louis Saint-Laurent, le futur premier ministre du Canada, lorsque M. King prendra sa retraite. C'est le plus grand désir du premier ministre que M. Saint-Laurent soit à jamais banni de la politique. Je comprends que le premier ministre de Québec n'aime pas que M. Saint-Laurent demeure dans la vie publique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais dit que M. Saint-Laurent était un collaborateur de Moscou.

J'ai dit que, dans un cas particulier, M. Saint-Laurent et le gouvernement de M. Saint-Laurent ont collaboré avec le gouvernement et les représentants du gouvernement de Staline, alors qu'il eut été facile pour eux de communiquer directement avec les autorités religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, plutôt que d'envoyer leur police.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le plus grand désir du premier ministre est de bannir M. Saint-Laurent de la vie politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai aucune objection à ce que M. Saint-Laurent reste dans la vie politique, malgré qu'il ait dit, à diverses reprises, qu'il voulait en sortir, c'est là son affaire. Ce que je lui reproche, c'est qu'il se serve à tort et à travers de sa police montée dans les communautés religieuses!

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Sous le couvert de l'autonomie provinciale, le premier ministre, s'allie inconsciemment avec le pasteur Shields, le député de Québec (M. Chaloult), les *Izvestia* et *Pravda* pour détruire Makenzie King. Chacun à sa manière, ils font tout ce qu'ils peuvent pour abattre le prestige et avoir la déchéance politique de M. Saint-Laurent.

Tous ces gens-là, avec des moyens divers et se méprisant les uns les autres, poursuivent un but commun. Tout ce qu'ils veulent, c'est descendre les ministres canadiens-français qui représentent la province de Québec dans le gouvernement du pays avec le ministre des Affaires extérieures, essayer de leur enlever leur prestige, la confiance du peuple, saboter leur travail. Peu importent les compagnons pourvu que le résultat soit obtenu.

Eh bien, M. l'Orateur, Dieu merci, nos gens ne sont pas mûrs pour ce travail d'équipe. Je dis que le peuple n'approuve pas cette campagne odieuse, cette triste alliance contre des hommes qui méritent sa confiance. Quand viendra l'appel du peuple, nous assisterons à la même victoire qu'en 1945.

(Applaudissements à gauche)

**M. Leduc (Laval):** Le gouvernement devrait contribuer à réduire le coût de la vie non pas en réduisant le salaire des ouvriers, mais en réduisant les taxes. Avec un budget de \$200,000,000, le gouvernement ne trouve pas le moyen de dégrever les contribuables. Les taxes sont un élément essentiel de notre vie économique. Pourquoi ne pas les diminuer en période de prospérité? Un budget de

\$200,000,000 augmente d'autant le coût des premières nécessités de la vie.

Pourquoi Québec n'a pas voulu accepter l'accord fiscal proposé par Ottawa? Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) et le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) prétendent qu'en refusant de s'entendre avec Ottawa, on ne perd pas \$63,000,000, puisqu'en continuant d'imposer des taxes sur les corporations et les successions, on retire \$40,000,000.

Mais ces \$40,000,000, c'est un fardeau additionnel qu'on impose au peuple du Québec et qu'on lui enlèverait en concluant une entente. Car dans les provinces qui ont accepté les offres d'Ottawa, les autorités fédérales n'ont pas augmenté leurs taxes. Les impôts fédéraux sont les mêmes dans les neuf provinces. Ce que Québec perçoit en marge de l'accord, il l'impose comme fardeau additionnel aux contribuables du Québec.

Si l'on veut favoriser l'expansion industrielle, il ne faut pas la tuer par une taxation abusive. Il suggère, dit-il, de remettre aux municipalités la taxe sur la gazoline.

Il reproche au député de Québec (M. Chaloult) de traiter à la légère la question de l'immigration. Il y a présentement au pays, dit-il, 1,800,000 personnes qui ne sont pas nées au Canada. Il y a dans le Québec 300,000 personnes qui ne sont pas nées au pays. Dira-t-on que l'immigration n'a rien donné?

Il s'élève contre une récente loi du gouvernement qui ne sera applicable qu'aux descendants des pionniers.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le budget ne donne pas une juste idée des recettes et des dépenses de la province. Les taxes n'ont pas diminué et un budget de \$200,000,000, cela représente environ \$60 par tête de population. Cela seul établit que le gouvernement a établi un régime d'extravagances. Plus on augmente le budget, plus on augmente le fardeau du contribuable. En six ans, les administrations de l'Union nationale ont dépensé \$132,000,000<sup>19</sup> de plus que les budgets votés par les Chambres. C'est un gouvernement d'extravagants.

Le gouvernement joue avec les recettes et les dépenses des diverses commissions. Plusieurs députés ont affirmé que l'Hydro-Québec avait une créance de \$2,000,000 à \$3,000,000 en souffrance contre le gouvernement. Ce compte n'a pas été payé parce qu'en le payant le surplus de la province aurait été changé en un déficit. Personne jusqu'à présent n'a nié cette prétention et j'espère qu'avant la fin du débat sur le budget, on nous présentera des explications à

ce sujet. Quand on joue ainsi avec les chiffres, on n'augmente pas la confiance de la population.

Il propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Fillion), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jeudi, les députés étudieront le bill des relations fédérales-provinciales.

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. La Chambre ajourne immédiatement ses travaux afin de permettre aux députés membres du comité des bills publics et du comité des bills privés de siéger.

2. Selon *The Gazette* du 10 mars 1948, à la page 1, M. Duplessis aurait plutôt dit que ces nouvelles provenaient d'Ottawa, "lieu d'origine de plusieurs canards".

3. Le *Montréal-Matin* du 10 mars 1948, à la page 13, rapporte que M. Godbout souscrit aux paroles de M. Duplessis et de M. Gagnon tout en faisant quelques restrictions sur l'utilité du projet de loi.

4. Le *Montréal-Matin* du 10 mars 1948, à la page 17, rapporte une version différente de cette phrase: "C'est ce qui s'est fait en vertu d'une loi votée il y a trois ans." Il y a ici une certaine confusion. La première loi à laquelle fait référence M. Duplessis n'a pas été présentée en 1945 mais en 1946. Il s'agit de la loi 10 George VI, chapitre 21: Loi pour assurer le progrès de l'éducation. Le fonds éducationnel a été créé avec cette loi et non avec la loi de 1947 comme le rapporte le *Montréal-Matin*. Cette loi n'est pas le bill 45 mais le bill 41: Loi modifiant la Loi pour assurer le progrès de l'éducation. Elle se trouve dans les Statuts sous le

nom de loi 11 George VI, chapitre 32: Loi modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation.

5. Selon le *Montréal-Matin* du 10 mars 1948, à la page 17, M. Ferron est notaire.

6. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 10 mars 1948, à la page 3, écrit que plusieurs questions ont été posées, la plupart par le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), à M. Côté. Le journal ajoute que le débat a été bref et qu'il s'est déroulé avec un brin d'humour.

7. M. Dumoulin fait référence à la conclusion du discours que M. Côté a prononcé lors de la séance du 4 mars 1948.

8. Le *Montréal-Matin* du 10 mars 1948, à la page 5, rapporte le chiffre de \$65,000,000.

9. M. Maurice Tellier a agi à titre de vice-président au cours de cette séance.

10. D'après *Le Canada* du 10 mars 1948, à la page 3, les protestations des députés de la droite sont provoquées par l'intention de l'Orateur de laisser parler M. Sylvestre.

11. Ces comtés sont représentés par des libéraux.

12. Selon *La Patrie* du 10 mars 1948, à la page 4, M. Bienvenue parlait du budget de \$35,000,000, alors que *Le Soleil* du même jour à la page 6, rapporte ces paroles du député: "Sous le régime libéral, en 1935, les taxes étaient de \$35,000,000, soit la moitié exactement de celles que l'Union nationale a imposées pour l'année 1947-1948."

13. Dans *Le Nouvelliste* du 10 mars 1948, à la page 9, on écrit plutôt "McDonnell".

14. Joseph-Édouard Perrault a été ministre de la Voirie dans le cabinet Taschereau de 1929 à 1936.

15. *La Presse* du 10 mars 1948, à la page 14, donne la somme de \$46,100,000.

16. Selon l'*Annuaire Statistique du Canada*, le chiffre officiel pour l'année 1947-1948 est \$87,630,726.

17. Les versions rapportées par les différents journaux divergent quant à la formulation de la phrase.

18. En relation avec cette affaire du journal *Combat*, le *Montréal-Matin* du 10 mars 1948, à la page 3, publie, sous le titre "Québec continuera sa lutte contre le communisme", une déclaration de M. Duplessis.

19. *Le Soleil* du 10 mars 1948, à la page 6, rapporte le montant de \$160,000,000.





Séance du mercredi 10 mars 1948

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre de bien vouloir suspendre la règle 639 du Règlement et lui permettre de rapporter le bill 156 modifiant la charte de la cité de Hull et ratifiant une entente intervenue entre ladite cité et la compagnie E. B. Eddy, en rapport avec l'évaluation des biens imposables de ladite compagnie, avec des amendements.

Le rapport est adopté.

**Projets de loi:**

**Charte  
de Hull**

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 modifiant la charte de la cité de Hull et ratifiant une entente intervenue entre ladite cité et la compagnie E. B. Eddy, en rapport avec l'évaluation des biens imposables de ladite compagnie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 156 sans l'amender.

**M. Larivière (Témiscamingue)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Motions des députés:**

**Prix des produits laitiers**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 3 mars courant, sur l'amendement du représentant de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) à la motion du représentant de Berthier (M. Sylvestre) proposant que cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les moyens qui relèvent de sa juridiction pour stabiliser les prix des produits laitiers à des niveaux qui permettent aux producteurs moyens de les vendre avec profit et aux consommateurs de se les procurer à des prix raisonnables.

L'amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après les mots "que cette Chambre", dans la première ligne, par les mots suivants:

"recommande au gouvernement de continuer à prendre toutes les mesures appropriées pour que la vente des produits laitiers puisse rapporter, aux cultivateurs de la province, des revenus justes et raisonnables, et pour que les consommateurs puissent se les procurer à des prix convenables".

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je suis heureux de saluer le retour parmi nous du ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette)<sup>1</sup>.

Des députés applaudissent.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Il nous revient, malheureusement, au moment où l'Union nationale essaie de détruire la santé de la population en refusant d'intervenir pour que le lait soit produit et distribué à des conditions plus avantageuses pour les cultivateurs et les consommateurs.

(Applaudissements à gauche)

Il devra entreprendre une tâche énorme pour remettre de l'ordre dans son ministère. Il reproche, dit-il, au gouvernement provincial de vouloir reporter sur Ottawa sa responsabilité dans le domaine du lait. La population de Montréal a hâte de se débarrasser du régime néfaste de l'Union nationale qui a négligé l'agriculture au point que la production agricole a diminué de \$28,000,000 de 1944 à 1946.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** C'est faux!

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) conteste la véracité des statistiques de son collègue du Commerce qui nous apprend que la valeur de la production agricole a été de \$165,000,000 en 1944 et de \$137,000,000 en 1946.

(Applaudissements à gauche)

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Ce n'est pas vrai!

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Que le député de Napierville-Laprairie aille donc apprendre à lire. Ce n'est pas en se promenant sur la terrasse de Québec qu'il connaîtra la véritable situation de l'agriculture dans la province.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Vous insultez continuellement toute la classe agricole.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Mon honorable ami passe son temps à insulter le chef de l'opposition qui fait honneur à la profession de cultivateur. Chaque fois que je suis allé rendre visite à mon chef sur sa terre, il travaillait aux champs.

(Applaudissements à gauche)

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Je fais moi aussi mes semences, mes foins, mes récoltes, même depuis que je suis député.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Si le député de Napierville-Laprairie est trop chatouilleux, je vais parler d'autre chose.

**M. l'Orateur:** On s'éloigne de la motion.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le prix du lait a doublé depuis que l'Union nationale est au pouvoir. Il est trop tard pour essayer de berner la population. Le ministre de l'Agriculture s'imagine s'en tirer en attaquant Ottawa. Erreur. C'est là un problème provincial dont on ne peut pas rejeter la responsabilité sur Ottawa. Le ministre de l'Agriculture devrait faire quelque chose, il ne fait rien, depuis la fin de la guerre pour les produits laitiers.

(Applaudissements à gauche)

Malheureusement, le ministère de l'Agriculture semble s'intéresser beaucoup plus à l'intermédiaire qu'au producteur et au consommateur. Une administration juste et efficace, dans ce domaine comme dans tous les autres, serait beaucoup plus importante qu'une course aux trésors.

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie)** fait du bruit.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Si mon honorable ami savait ce qui l'attend.

Il reproche au ministre de l'Agriculture certaines de ses attaques envers les dirigeants de l'U.C.C.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Les attaques que le député de Mercier m'adresse me laissent indifférent, mais je ne peux souffrir qu'il s'attaque aux dirigeants de l'U.C.C.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je veux seulement défendre les dirigeants de l'U.C.C. contre le ministre de l'Agriculture et les autres membres du gouvernement.

Personne n'est mieux éclairé que le chef de l'opposition sur toutes les questions qui touchent à l'agriculture. Le meilleur moyen de bloquer la marche du communisme, c'est d'aider le cultivateur et l'ouvrier. Pour cela, il faut donner à ce dernier du lait à un prix qu'il puisse payer. Les cinquièmes colonnes ne sont pas à gauche de l'Orateur. Il demande au ministre et au gouvernement de faire quelque chose pour stabiliser les prix des produits laitiers.

**M. Chaloult (Québec):** Je n'ai pas l'avantage, comme le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur), de pouvoir parler de tout avec une égale compétence, mais je me bornerai à exprimer les idées des producteurs de lait de mon comté.

C'est évidemment là un problème d'une grande importance parce que les cultivateurs produisent du lait à perte. Le lait est une nourriture essentielle. Sa production constitue également une industrie essentielle au point de vue économique, car 30 % des revenus des cultivateurs en proviennent et 85 % du capital investi sur nos fermes se rapporte à l'industrie laitière.

Les consommateurs, particulièrement à Montréal et à Québec, trouvent qu'ils payent le lait trop cher. De leur côté, les producteurs affirment qu'ils produisent à perte et je crois que c'est admis. Entre les producteurs et les consommateurs, il y a les intermédiaires. Les charges du producteur ont trop augmenté par rapport aux revenus qu'il retire. Actuellement, le lait se vend 17½ sous<sup>2</sup> la pinte dans les villes.

Sans vouloir donner des chiffres précis, on me dit que le producteur reçoit environ 10 cents de

cet argent et c'est l'intermédiaire qui reçoit le solde, soit environ 7 cents la pinte. La majeure partie du profit est absorbée par les distributeurs.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le prix payé au distributeur et celui que reçoit le cultivateur ne sont pas calculés de la même façon. Le cultivateur est payé sur la base de 100 livres de lait, tandis que le distributeur vend à la pinte, ce qui ne représente pas exactement deux livres et demie, et il n'y a généralement pas 40 pintes par 100 livres.

**M. Chaloult (Québec):** J'ai voulu simplifier sans entrer dans les détails. Il ne me paraît pas y avoir de proportion entre ce que chacun fournit et ce que chacun reçoit. Le problème est certes complexe. Il est incontestable que les distributeurs reçoivent un montant d'argent qui paraît passablement exagéré par rapport à ce que reçoit le cultivateur. On constate d'ailleurs que les cultivateurs font des pertes, alors que, dans l'ensemble, les intermédiaires et les laiteries font de gros profits.

Les dépenses de ces derniers ne peuvent se comparer à celles du producteur. Le cultivateur a tout de même les dépenses les plus fortes. Les laiteries font-elles de l'argent? Dans l'ensemble, elles font de très gros profits. C'est pour cela que la compagnie Borden veut les acheter. Certains laitiers importants ont amassé de grandes fortunes. Pourquoi cela?

Il y a une multitude de causes, mais une des plus importantes, c'est la Commission de l'industrie laitière. Depuis très longtemps, d'après les informations qu'on m'a fournies, la Commission de l'industrie laitière aurait favorisé les distributeurs aux dépens des producteurs. Ainsi, le 27 janvier 1948, on a augmenté d'un sou le prix de la pinte de lait, quand les distributeurs ne réclamaient aucune augmentation. Pourtant, ils ont obtenu presque la moitié de l'augmentation, alors qu'on a donné aux producteurs un peu plus d'un demi-sou la pinte.

Pour remédier à la situation, je réclame d'abord une enquête royale sous la présidence d'un juge de la Cour supérieure, pour éclairer la situation exacte des producteurs sur toute la question du lait et des distributeurs. Si les producteurs de lait prouvent leurs griefs, il faut leur donner raison; et s'ils ont tort, il faut le leur démontrer.

En second lieu, je demande que l'on favorise la formation de coopératives de consommation. Et comme troisième remède, je suggère un amendement à la loi pour permettre la signature de conventions collectives entre des groupes de producteurs et des groupes de consommateurs ou d'intermédiaires.

La motion et l'amendement veulent dire la même chose, c'est bonnet blanc et blanc bonnet, sauf que la motion du député de Berthier (M. Sylvestre) est plus catégorique, comme on le constatera à la lecture des deux documents.

Il (M. Chaloult) se fait aussi l'écho de certains griefs au sujet de M. Urgel Allard.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le contrôleur général du service du lait à Québec s'occupe de ses fonctions avec zèle depuis 31 ans, ce qui lui a valu des félicitations de tous les milieux. Qu'il ait pilé sur les pieds de quelqu'un dans l'exercice de ses fonctions, c'est inévitable et cela prouve son énergie et son honnêteté. J'approuve la motion du député de Berthier (M. Sylvestre), car la responsabilité du problème du lait est de juridiction provinciale. Le problème doit donc être réglé par le gouvernement provincial.

**M. Roberge (Lotbinière):** Il existe une différence essentielle entre l'amendement et la motion principale. La motion réclame des mesures pour stabiliser les prix des produits laitiers et l'amendement se contente de féliciter le gouvernement. La motion réclame de l'action; l'amendement dit au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de continuer sa politique de laisser-faire.

(Applaudissements à gauche)

Le député de Berthier (M. Sylvestre) demande des primes sur le beurre et le fromage pendant la saison morte, soit de novembre à mai, et la création d'un fonds de stabilisation, car c'est le seul moyen de rétablir l'équilibre. Le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) ne demande rien pour le cultivateur. J'ai consulté des citoyens du comté que j'ai l'honneur de représenter.

La situation agricole n'est pas si brillante que l'on pourrait croire. En effet, la situation des agriculteurs n'est pas des plus prospères. Il est établi que la production agricole a considérablement diminué de valeur depuis 1944. De \$165,000,000, elle est tombée à \$130,000,000 en 1947. La production du beurre et du fromage a diminué. Le ministre de l'Agriculture avoue que les cultivateurs vendent leurs produits en bas du prix de revient. La situation est donc sérieuse et pour rétablir l'équilibre, il faut écouter les suggestions du député de Berthier.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Roberge) cite des témoignages dont celui d'un fabricant qui reçoit 100,000 livres de lait par jour en été et rien que 50,000 par semaine en hiver. Je ne demande pas comme certaines personnes

l'étatisation de l'industrie laitière, mais le gouvernement devrait suivre de très près la manutention des produits laitiers afin de prévenir la spéculation sur les prix des produits agricoles, de façon à assurer au cultivateur un prix un peu plus compatible avec celui que paie le consommateur. Un agronome me dit que 2 sous la livre pour le fromage et 55 sous pour le beurre, c'est insuffisant.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Pas 55 sous mais 50 et 51 sous que le beurre s'est vendu l'an dernier.

**M. Roberge (Lotbinière):** Je suis heureux de la déclaration du ministre de l'Agriculture qui donne plus de force à l'opinion de l'agronome et justifie notre demande au gouvernement d'agir. M. Alphonse Savoir a déclaré: "Si la situation ne s'améliore pas, il faudra encourager la production du beurre en hiver au détriment de la production d'été." Il faudra donc instituer des primes. Les professeurs de l'Institut agricole d'Okla réclament comme le député de Berthier un fonds de stabilisation des prix. Il faut donc de l'action.

(Applaudissements à gauche)

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il en coûte \$5 par semaine pour une famille de cinq enfants pour se procurer du lait en quantité suffisante. Je trouve que le prix à 17.5 sous la pinte de lait à Montréal et à Québec est excessif. Le ministre peut trouver cela raisonnable, mais il y a un écart monumental avec ce qu'on payait auparavant.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** C'est moins cher que toute autre chose.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** C'est peut-être moins cher que l'eau de Vichy et les liqueurs douces, mais la nécessité du produit n'est pas la même. Le lait est un aliment complet en lui-même. Je demande au gouvernement de le mettre à la portée des ouvriers.

Tout le problème réside dans le fait que la production est déficitaire pour le cultivateur et que le lait est vendu à un prix exorbitant que le consommateur des villes ne peut pas payer. Il est également injuste de demander aux cultivateurs de produire à perte. La situation devient très grave, il faut donc trouver des solutions. Je ne suis pas en faveur d'économie dirigée, mais à moins de changement, je crois qu'il faudra parler d'économie dirigée.

Devant la motion du député de Berthier, la Chambre aurait été plus satisfaite d'une déclaration

du ministre de l'Agriculture à l'effet que l'on prendrait tous les moyens d'apporter un remède immédiat à cet important problème, que de l'amendement inutile et sans signification du député Riendeau.

L'intervention de l'État est peut-être nécessaire pour empêcher le cultivateur de produire de façon déficitaire. N'est-ce pas le devoir de l'État d'intervenir? Le gouvernement devrait entrer immédiatement dans ce champ d'action afin que les cultivateurs puissent retirer un profit raisonnable et pour permettre aux gens des villes de se procurer le lait à un prix convenable et afin que les enfants des villes n'en soient pas privés. Il est urgent que l'on intervienne avec de nouvelles méthodes. Si le gouvernement n'agit pas, un autre prendra les mesures nécessaires dans quelques mois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement ne changera pas.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Ah! Oui, avant six mois. Que le premier ministre nous donne la date des élections et je lui dirai quand le gouvernement changera.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je consulterai l'honorable député de Saint-Sauveur.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Que le premier ministre fasse ses élections le 23 juin. Je serais heureux de fêter la Saint-Jean-Baptiste au pouvoir.

(Applaudissements à gauche)

**M. Sylvestre (Berthier)** cite un extrait d'un discours prononcé le 10 août 1935, à Saint-Eustache, par le premier ministre. Le premier ministre, chef de l'opposition, réclama à peu près ce que je demande dans ma motion. Ceux qui voteront en faveur de ma motion qui réclame des mesures qui s'imposent se prononceront en faveur des promesses du chef de l'Union nationale qui s'engageait à stabiliser les prix des produits laitiers, tandis que ceux qui voteront contre, se prononceront en faveur de l'inaction dont le gouvernement a fait preuve depuis trois ans dans ce domaine. L'amendement ne veut absolument rien dire.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque,

Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicœur, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 50.

**Contre:** MM. Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Lawn, Leduc, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 23.

Ainsi, l'amendement est adopté.

#### Questions et réponses:

##### Drainage de la rivière Chaudière

**M. Godbout (L'Islet):** 1. Le gouvernement a-t-il exécuté des travaux de drainage dans la rivière Chaudière au cours de l'année 1947?

2. Dans l'affirmative, quel montant a été dépensé pour ces travaux au cours de la même période?

3. Dans quelles localités ces travaux ont-ils été exécutés?

4. Combien a été payé:

a) En salaires?

b) Pour location de machineries?

c) Pour opération et entretien de machineries?

d) Combien de verges cubes de roc ont été extraites?

e) Combien de verges cubes de tuf ont été extraites?

f) Combien de verges cubes de terre ou de sable ont été extraites?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** 1. Oui.

2. \$24,555.24.

Note: - Ce montant représente la dépense nette effectuée par le ministère et ne tient pas compte de la dépréciation de l'outillage, ni de l'administration et de la surveillance des travaux.

3. Municipalité Taschereau-Fortier (Dorchester); municipalité Saint-Maxime-de-Scott (Dorchester); municipalité Sainte-Marie (Beauce).

4. a) \$11,184.28;

b) \$1,044;

c) \$12,326.96;

d) 13,827 verges cubes;

e) ...;

f) 8,080 verges cubes.

##### Prime sur le beurre et le fromage

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):**

1. Le gouvernement de l'Union nationale a-t-il accordé aux cultivateurs de la province de Québec, une prime sur le beurre et le fromage, en 1947?

2. Dans l'affirmative:

a) Quel est le taux de cette prime?

b) Quel montant a été déboursé à cette fin?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** 1. Non.

#### Motions des députés:

##### Réintégration des anciens tuberculeux

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 28 janvier dernier, sur la motion du représentant de Québec-Centre (M. Morin) proposant que cette Chambre exprime le vœu que le gouvernement provincial devrait établir, dans les centres urbains, des bureaux spéciaux de réintégration dans l'industrie ou le commerce des tuberculeux guéris.

**M. Vachon (Wolfe)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. Goudreau), que tous les mots après "que", dans la première ligne de la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"L'Assemblée législative approuve les mesures adoptées par le gouvernement pour assurer un emploi convenable et rémunérateur aux personnes autrefois atteintes de tuberculose et maintenant guéries, et lui recommande de faire tout ce qui sera raisonnablement possible à ce sujet".

**M. Morin (Québec-Centre)** souhaite la bienvenue au ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) et aux quelques 200 délégués de la Jeune Chambre de commerce de Montréal.

Ce n'est pas exactement, dit-il, ce qu'il demandait dans sa motion. Je demandais si possible que des bureaux spéciaux soient établis dans les

centres urbains, des bureaux de réintégration des tuberculeux guéris, afin de les aider à refaire leur vie, mais je suis heureux de constater que le gouvernement admet tout de même le besoin de venir en aide aux tuberculeux guéris. Le principal, c'est que le gouvernement s'occupe du problème. Il insiste sur la nécessité de permettre aux tuberculeux de reprendre la place qu'ils doivent avoir dans la vie ordinaire de la nation une fois guéris. L'amendement du député de Wolfe (M. Vachon) démontre tout simplement le bien fondé de ma motion.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicœur, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 51.

**Contre:** MM. Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Lawn, Leduc, Lizotte, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 24.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

#### **Allocations familiales pour tuberculeux**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 28 janvier dernier, sur la motion du représentant de Québec-Centre (M. Morin) proposant que le cette Chambre exprime le vœu que le gouvernement provincial devrait établir un système d'allocations familiales spéciales pour les tuberculeux durant leur traitement et le chômage qui en est d'ordinaire la conséquence.

**M. Morin (Québec-Centre):** Pour guérir de la tuberculose, il faut un long traitement et surtout un bon moral. Le gouvernement devrait s'appliquer à assurer aux tuberculeux une quiétude d'âme suffisante et d'esprit dont ils ont besoin pour obtenir

leur guérison. Le chef de famille qui n'a pas d'économies doit souvent renoncer à faire un long séjour dans les hôpitaux parce qu'il se sent obligé de faire vivre sa famille. Il continue donc de travailler, ce qui compromet sa guérison.

En Colombie-Canadienne, l'État a établi un système spécial d'allocations pour subvenir aux besoins de la famille du tuberculeux pendant son traitement et le chômage forcé qui en est la conséquence. Il conseille au premier ministre d'imiter cet exemple. L'établissement d'un pareil système chez nous constituerait, dit-il, le meilleur moyen de travailler au dépistage de la tuberculose. Le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) s'est déclaré en faveur de pareille mesure.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** appuie la motion du député de Québec-Centre et il dit quelques mots. Il profite de l'occasion pour saluer les membres de la Jeune Chambre de commerce du district de Montréal<sup>4</sup>.

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** remercie le gouvernement et surtout le ministre de la Santé d'avoir eu l'énergie et la clairvoyance de faire entreprendre la construction d'un sanatorium qui desservira les quatre comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et de Témiscamingue. Avant l'avènement de l'Union nationale, les tuberculeux de cette région devaient être transportés à Montréal ou dans d'autres endroits de la province et il leur fallait franchir des centaines de milles.

Avant la construction de la route de Mont-Laurier, il leur fallait même souvent faire un détour par l'Ontario, ce qui signifiait un trajet de 600 milles qui rallongeait le voyage. Aujourd'hui, avec la route Montréal-Senneterre, le trajet n'est plus que de 400 à 450 milles. En établissant un sanatorium pour la région de l'Abitibi et du Témiscamingue, le gouvernement aide à maintenir chez nos patients le moral nécessaire.

Il propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Dubé), que la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots après le mot "que", dans la première ligne, et en les remplaçant par les suivants:

"L'Assemblée législative apprécie beaucoup la politique du gouvernement d'assurer le traitement gratuit des personnes atteintes de tuberculose, et lui recommande de continuer à faire tout ce qui sera raisonnablement possible pour leur venir en aide".

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicœur, Langlais, Larivière, Larochelle, Laurendeau, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier, (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 50.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Dansereau, Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Lawn, Leduc, Lizotte, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 25.

Ainsi, l'amendement est adopté.

#### **Bibliothèques publiques en milieu rural**

**M. Roberge (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Est (M. Drouin), que cette Chambre recommande au gouvernement d'adopter une politique générale qui faciliterait l'établissement et le progrès de bibliothèques publiques, particulièrement dans les régions rurales.

Faire l'éloge de la lecture, parler des joies et des avantages qu'elle procure, ce serait donner à ce débat un caractère académique. Mon intention est d'attirer l'attention sur le trop petit nombre de bibliothèques publiques dans notre province. Pour se renseigner, il faut recourir aux statistiques fédérales de 1942 et 1944.

En 1943, année du dernier relevé, il y avait dans la province de Québec 11 bibliothèques publiques gratuites, contre 210 en Ontario. À la même date, il y avait en Ontario 245 bibliothèques publiques associées, c'est-à-dire des bibliothèques dont les bénéficiaires paient une partie des déboursés avec un tarif d'abonnement, contre 20 dans la province de Québec.

Depuis, d'autres bibliothèques ont été fondées à Drummondville, Trois-Rivières et autres localités, ce qui porte à 35 ou 40 le nombre de nos bibliothèques publiques. Dans Ontario, le nombre des bibliothèques publiques associées s'élevait en 1946 à 480. Sur ce nombre, on en compte 70 dans des centres de moins de 2,000 habitants. Pourquoi cette différence? Parce que nous n'avons pas de politique dans ce domaine.

Je ne veux pas laisser la Chambre et mes 250 jeunes compatriotes sous l'impression qu'il n'y a

que 40 institutions dans la province où l'on peut se procurer de la lecture. Nous avons aussi des bibliothèques paroissiales. Il y en avait 333 en 1938, dont 20<sup>5</sup> à Montréal, 12 à Québec et 3 à Trois-Rivières.

Comme nous avons 1,300 paroisses rurales, on peut supposer qu'il y a environ 1,000 paroisses où n'existe aucune bibliothèque publique. La dépense totale pour achat de livres de ces bibliothèques est de \$9,112 dont \$3,000 à Montréal, Québec et Trois-Rivières. Évidemment, il faut ajouter à cela la contribution de nos curés de paroisses qui est généreuse.

Je veux mentionner aussi nos bibliothèques scolaires. Elles ont été instituées par l'ancien surintendant de l'Instruction publique, l'honorable Victor Doré, aujourd'hui ambassadeur du Canada en Belgique.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Oh! Non, pas lui.

**M. Roberge (Lotbinière):** Elles ont été instituées en 1941 quand M. Doré était surintendant.

(Applaudissements à gauche)

Ces bibliothèques scolaires attachées aux classes de l'école sont pour les enfants de 7 à 15 ans. Elles sont au nombre de 2,600. Les enfants peuvent ainsi prendre le goût, l'habitude de la lecture. Il y a enfin des bibliothèques de nos universités, collèges classiques et supérieurs qui contiennent près de 1,000,000 de livres de plus que les bibliothèques similaires de l'Ontario, mais les élèves seuls y ont accès. En résumé, de tout cela, il ressort qu'à la campagne on manque nettement de livres et de bibliothèques.

Ce qui manque en notre province, c'est une politique générale pour encourager l'établissement de bibliothèques. Si d'autres provinces ont plus de bibliothèques, c'est qu'il y existe une loi des bibliothèques publiques. En Ontario, une loi existe depuis 20 ans qui permet au gouvernement de défrayer une partie importante du coût des bibliothèques. On l'a modifiée l'an dernier de façon à étendre ses bienfaits aux populations rurales.

Plusieurs autres provinces donnent aussi des subsides importants. Dans la plupart d'entre elles, le gouvernement fournit dollar pour dollar pour l'établissement de toute bibliothèque rurale. Québec devrait suivre l'exemple de l'Ontario et passer une loi de bibliothèques publiques, en payer une partie des dépenses et les placer sous la juridiction de l'Instruction publique. Le gouvernement de notre province accorde des octrois à l'Institut canadien de Québec, à la bibliothèque Saint-Sulpice et probablement à la Bibliothèque municipale de Montréal.

Je suis en bonne compagnie pour réclamer l'attention du gouvernement sur cette question

puisque l'Association des bibliothécaires, l'Association des bibliothèques catholiques, la Société d'éducation des adultes la réclament aussi. C'est là un problème très important sur lequel Son Éminence le cardinal Villeneuve a déjà attiré l'attention des autorités. À une séance du Conseil de l'instruction publique en 1946, le cardinal Villeneuve a insisté sur la nécessité d'instituer des bibliothèques publiques rurales.

Il (M. Roberge) résume à la Chambre un manifeste du conseil de l'École des bibliothécaires de l'Université de Montréal, que lui a adressé le R.P. Paul-Aimé Martin, secrétaire, suggérant d'établir au département de l'Instruction publique un service des bibliothèques. Le directeur de ce service s'adjoindrait deux comités, dit-il, l'un protestant, l'autre catholique.

Le gouvernement, après adoption de la législation nécessaire et par l'intermédiaire de ce service, aurait la tâche d'aider à l'établissement de bibliothèque défrayant la moitié du coût de l'établissement de toute bibliothèque paroissiale.

Ce que je demande, c'est un service des bibliothèques avec un directeur soumis à l'autorité compétente. On devrait aussi établir des bibliothèques régionales, ce qui permettrait aux bibliothèques locales d'échanger leurs livres. On n'impose pas des bibliothèques, on n'impose pas la lecture, mais une législation à ce sujet serait une initiative magnifique.

S'il y avait un service provincial des bibliothèques, la réponse des campagnes serait magnifique parce que le goût et l'habitude de la lecture s'y développeraient.

(Applaudissements à gauche)

**M. Dumoulin (Montmorency) ...**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi un débat? La suggestion a du bon et le gouvernement est prêt à accepter la motion du député de Lotbinière. Son discours est au point.

**M. Dumoulin (Montmorency)** appuie avec enthousiasme la motion du député de Lotbinière. Il souhaite la création de bibliothèques rurales. La jeunesse devra se renseigner sur les Normands, dit-il avec humour, afin de les bien recevoir dans la province, ainsi que sur les Sauvages, afin d'être en mesure de profiter des discours du secrétaire provincial (l'honorable M. Côté).

**M. Morin (Québec-Centre)** appuie la motion du député de Lotbinière. L'Institut canadien va célébrer cette année, dit-il, le centenaire de sa fondation. J'espère que le gouvernement, quel qu'il soit, va délier les

cordons de sa bourse pour aider à la célébration de cet anniversaire et prouver sa générosité à cet institut, qui met une bibliothèque à la disposition du public.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Québec-Centre peut être convaincu que son influence auprès du gouvernement est considérable.

La motion est adoptée.

### Engrais chimiques

**M. Leduc (Laval)** propose que cette Chambre suggère au gouvernement de la province de Québec de prendre les mesures nécessaires pour permettre aux cultivateurs et aux colons de la province de se procurer, à des prix raisonnables, les engrais chimiques.

Adopté

### Engrais alimentaires

**M. Gosselin (Missisquoi)** propose que cette Chambre suggère au gouvernement de la province de Québec de prendre les mesures nécessaires pour permettre aux cultivateurs et aux colons de la province de se procurer, à des prix raisonnables, les engrais alimentaires nécessaires à la nourriture de leurs animaux.

Adopté.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 42 modifiant le Code de procédure civile.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée<sup>6</sup>.



**NOTES**

1. *Le Montréal-Matin* du 11 mars 1948, à la page 6, écrit que M. Paquette assistait pour la première fois de la session à une séance de la Chambre. Il était absent pour des raisons de santé.

2. Les journaux ne s'entendent sur le montant dit par M. Chalout, certains rapportent 17.5 cents d'autres 17 cents.

3. Dans *Le Nouvelliste* du 11 mars 1948, à la page 9, on rapporte que les délégués sont en ce moment dans les galeries.

4. *Le Canada* du 11 mars 1948, à la page 1, souligne que 250 membres de la Jeune Chambre de commerce de Montréal, arrivés à Québec par convoi spécial, ont envahi les galeries de la Chambre pour suivre les débats.

5. *Le Soleil* du 11 mars 1948, à la page 28, donne le chiffre de 30.

6. Les journaux ne mentionnent pas l'heure de l'ajournement de la séance.



## Première séance du jeudi 11 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Demandes de documents:

## Frais de représentation

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quels sont les fonctionnaires de la province, membres de commissions ou de tout autre organisme sous la juridiction du gouvernement de la province qui reçoivent, en sus de leur salaire, des allocations pour frais de représentation?

2. Quel montant est ainsi versé à chacun annuellement pour frais de représentation?

3. Quels sont les montants que la province a dû déboursier dans le cas de chacun pour frais de voyage au cours de l'année fiscale 1946-1947?

4. Quel est le salaire payé annuellement à chacun d'eux?

Adopté.

## Impression des publications gouvernementales

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Combien a coûté, pour chaque département, office, régie, commission, etc., de l'administration provinciale, chacun des bulletins, brochures, pamphlets, etc., qui ont été imprimés par ordre des membres du conseil exécutif ou des chefs des divers départements de l'administration, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945?

2. Quel est, dans chaque cas, le titre de chacune de ces diverses publications?

3. Combien d'exemplaires ont été imprimés dans chaque cas?

4. À qui, dans chaque cas, le contrat d'impression a-t-il été donné?

Aussi:

1. Combien a coûté l'impression de chacun des rapports annuels des divers départements, offices,

régies, commissions, etc., de l'administration provinciale, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945?

2. Combien de rapports ont été imprimés?

3. À qui, dans chaque cas, le contrat d'impression a-t-il été donné?

Adopté.

## Contrats de voirie dans Terrebonne

**M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Des contrats pour la construction ou la réparation des ponts, de routes ou chemins ont-ils été accordés, dans le comté de Terrebonne, par le département des Travaux publics, pour chacune des années 1945, 1946 et 1947?

2. Dans quelles municipalités ces travaux ont-ils été effectués?

3. À quels particulier, firme, compagnie ont-ils été accordés?

4. Quelles ont été les conditions du contrat original, et quel fut le prix total à la fin de l'entreprise?

5. Des soumissions ont-elles été demandées pour chacun de ces contrats ou travaux; quels furent les soumissionnaires et le prix de chacune des soumissions?

Adopté.

## Voies et moyens:

## Débat sur le budget 1948-1949 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 9 mars courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je ne sais pas quel tour de force le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon) a pu accomplir pour affirmer, dans son discours du budget, qu'il n'y a pas eu d'augmentation de taxes. Si c'est vrai, comment le gouvernement va-t-il se procurer les \$200,000,000 qu'il convoite cette année? Il énumère plusieurs nouvelles taxes. Les nouveaux impôts ont amené des millions de dollars dans les coffres de la province, dit-il.

Avec ces revenus énormes, on devrait venir en aide aux payeurs de taxes scolaires. Cependant dans la plupart des municipalités où s'applique la loi par laquelle le gouvernement prétend avoir assumé toutes les dettes des commissions scolaires, le taux de la taxe scolaire a monté.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** fait des signes de négation.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** J'aime mieux me fier aux chiffres qu'aux dénégations du ministre. Il est vrai que la situation de toutes les municipalités n'est pas examinée entièrement, mais il est certain qu'en général, on a augmenté le taux des taxes scolaires depuis que les dettes scolaires ont été prises en charge.

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri)** nie ce fait.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** L'imposition de taxes spéciales pour obtenir des revenus pour le fonds destiné à l'enseignement a été onéreuse et il n'est pas correct de s'en vanter, comme le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) l'a fait la semaine dernière, en disant que ces taxes spéciales ne sont pas imposées aux consommateurs. À qui fera-t-on accroire que les nouvelles taxes imposées pour constituer le fonds d'éducation ne sont pas payées par le peuple? On ne peut pas prétendre que le contribuable, en dehors des augmentations de taxes foncières, ne porte pas le poids de cette loi qui devait régénérer la province.

Tout le monde sait que les compagnies d'utilités publiques qui ont été taxées reportent sur les prix de vente les nouvelles charges qu'on leur impose. Le fonds d'éducation auquel contribuent les compagnies de pulpe et d'électricité constitue en réalité une taxe détournée qui pèse sur le peuple ou si l'on veut les consommateurs. La moitié de la taxe de vente de 2 % tombe dans le fonds éducationnel et cette taxe pèse sur le contribuable.

Le gouvernement libéral de 1940 avait imposé une taxe de vente pour remédier à la situation redevable au gouvernement précédent de l'Union nationale. La moitié de la taxe de vente ne va-t-elle pas dans le fonds de l'éducation?

Le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté) a beaucoup parlé de la formation manuelle de certaines écoles, mais l'Union nationale n'a pas inventé la formation manuelle. Ce type de formation existait bien avant que le gouvernement de l'Union nationale vienne au pouvoir. Le secrétaire et

registraire a aussi beaucoup parlé de l'augmentation des bourses d'études remises par le gouvernement de l'Union nationale, mais il ne faut pas oublier que les bourses sont accordées sur une base partisane. Un tel système n'est pas juste. En effet, le gouvernement ne donne des bourses d'études qu'à ses amis politiques. Un candidat défait dans un comté non loin de Québec s'est vanté récemment d'avoir fait accorder 40 bourses à ses amis. Je demanderais au secrétaire de la province (l'honorable M. Côté) en vertu de quel principe les bourses d'études sont-elles distribuées pour des motifs politiques? Je proteste contre cette façon injuste d'agir à l'égard des étudiants, car instruction et politique devraient être choses bien différentes. Quant à l'autonomie de la province, elle n'agit qu'au profit des profiteurs seulement.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a accordé des contrats plantureux, sans soumissions, à des étrangers qui se camouflent sous les plus beaux noms de notre histoire. L'été dernier le ministre a poussé le cynisme au point de laisser circuler dans notre province, sans aucun permis, des camions et des voitures appartenant à des contracteurs ontariens. En effet, les entrepreneurs étrangers ne prennent même pas la peine de prendre des licences de la province de Québec pour leurs camions et les voitures qui servent à leurs entreprises.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Des amis du député de Saint-Sauveur, des ministres et des députés fédéraux qui résident dans le Québec se promènent aussi avec des licences ontariennes. Les entrepreneurs ont dû enregistrer du reste leurs voitures dans la province. Les contracteurs étrangers ont dû enregistrer leurs véhicules dans la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non seulement les entrepreneurs mais des députés et même des ministres fédéraux qui demeurent dans Québec. Le gouvernement a dû les forcer à enregistrer leurs véhicules en notre province parce qu'ils avaient pris l'habitude de prendre des licences ontariennes.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Sur ceux-là, je n'ai aucun contrôle, mais le gouvernement provincial a le contrôle sur ces voitures étrangères.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** nie que des camions étrangers circulent sans licence.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** J'ai vu, de mes propres yeux, l'été dernier, des camions travaillant dans le Parc national pour le compte de contracteurs

de l'Ontario ne porter aucune licence et jamais ils n'ont été inquiétés par la police provinciale. Certains contracteurs étrangers, à qui le gouvernement de Québec aurait confié des travaux sans soumission, font travailler leurs hommes le dimanche. Au lieu de faire faire des besognes de propagande électorale à la police provinciale, on devrait l'employer plutôt à surveiller les entrepreneurs étrangers qui violent la loi du dimanche.

Il considère qu'on a détourné l'Hydro-Québec de son but en en faisant un organisme à revenus. J'accuse, dit-il, le gouvernement d'avoir augmenté les charges et redevances de l'usine des Cèdres, qui est la propriété de l'Hydro, au bénéfice du ministère des Ressources hydrauliques et contre l'intérêt des citoyens de Montréal, les privant ainsi d'une chance additionnelle d'obtenir des taux d'électricité réduits.

Il reproche au gouvernement d'avoir installé du 25 cycles au lieu du 60 cycles à la centrale de Témiscamingue, ce qui oblige Québec à vendre de l'électricité à l'Ontario et de lui en acheter ensuite. L'électrification rurale sera un désastre pour tous ceux qui se sont lancés dans cette aventure mal mûrie. C'est ainsi que, dans le Témiscamingue, les clients d'une coopérative paient \$5.18 par mois pour un service électrique que l'on paie partout ailleurs, dans la région, \$2.25 à \$2.50.

**M. Larivière (Témiscamingue):** Il y aura une importante ristourne à la fin de l'année.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** J'ai toujours eu peur des revenants.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y en a pourtant beaucoup qui votent dans Saint-Sauveur.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) si la loi des bois ouvrés<sup>1</sup> passée l'année dernière a été appliquée.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Elle a été appliquée à 100 %.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je ne comprends pas. La loi concernant l'exportation des bois ouvrés n'a pas encore été proclamée; elle est inopérante. Ce n'est qu'une arme entre les mains du gouvernement suspendue sur la tête de ceux qui ne consentent pas à se prosterner devant l'Union nationale. Malgré le fait

que la loi exige l'usinage au Québec du bois coupé au Québec, les exportations de bois du Québec ont augmenté depuis 1946. Il cite des chiffres pour démontrer qu'il s'est expédié plus de bois en Ontario, au Nouveau-Brunswick, et aux États-Unis, depuis l'adoption d'une loi concernant les bois ouvrés qu'auparavant. Cette loi a pour but d'obliger les compagnies à ouvrir leur bois dans la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les avancés du député de Saint-Sauveur (M. Hamel) sont fallacieux, spécieux et inexacts.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Les chiffres cités par le député ont trait à du bois coupé sur le terrain privé et non sur les terres de la couronne. Il a oublié de le mentionner à la Chambre.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** parle d'après des statistiques et des sources d'information bien contrôlées, dit-il.

Il s'est produit de véritables scandales dans l'octroi des concessions forestières dans notre province. Le gouvernement fait du favoritisme aux dépens des richesses forestières de la province. Le ministère des Terres et Forêts est géré comme si les ressources naturelles de la province étaient la propriété privée du parti de l'Union nationale et de ses amis. Les centaines de milliers d'acres des réserves de bois d'œuvre de la couronne sont donnés en récompense aux partisans et amis de l'Union nationale en échange de leur appui au gouvernement. Le gouvernement accorde ainsi à ses amis des contrats de coupe de bois sur les terres de la couronne pour des sommes exorbitantes. Le gouvernement a donné des contrats de coupe pour 25 cordes l'acre à MM. Castonguay et Gagnon; c'est un pur don de \$120,000 à \$150,000 aux dépens de la province dans chaque cas.

Le gouvernement a donné à M. Antoine Castonguay<sup>2</sup>, ex-député de l'Union nationale du Lac-Saint-Jean, des concessions forestières qui représentent un cadeau de \$125,000 à \$150,000 par année. On a donné à ce monsieur un droit de coupe de 25 ans qui représente 9,600,000 pieds cubes de bois, soit 25 cordes à l'acre. La coupe régulière, celle qui était pratiquée sous le gouvernement libéral, est de 10 cordes à l'acre. C'est ce que nous avons accordé à un autre citoyen du Lac-Saint-Jean. Le gouvernement de l'Union nationale a donc donné à M. Castonguay 60,000 cordes de trop sans aucune justification. Le gouvernement n'a pas le droit de donner ainsi nos forêts à ses amis.

L'Union nationale a eu une complaisance extraordinaire envers une grande compagnie forestière, la James MacLaren Lumber Company. Le gouvernement a concédé à la MacLaren un territoire de 130 milles carrés<sup>3</sup>, dans la région de la Lièvre, à titre gracieux, encore une fois sans aucune justification. C'est une politique injuste. C'est un scandale et je l'affirme de mon siège de député.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Saint-Sauveur sait-il que cette concession a été faite sous la recommandation expresse de M. Bédard, sous-ministre, parce que le territoire de la compagnie a été inondé à la suite de la construction d'un barrage, sous le régime libéral, et pour lequel la compagnie n'a reçu aucune compensation de l'ancien régime?

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Inondé par quoi?

Par le barrage de la Lièvre, c'est le seul. Or, ce barrage a été construit uniquement pour les besoins de la compagnie MacLaren. On a construit ce barrage sur le territoire de la compagnie pour donner plus de pouvoir électrique à la même compagnie. Il y a 25 compagnies dont les terrains ont été inondés par leurs propres travaux. Si le gouvernement leur fait des cadeaux semblables, les ressources forestières de la province n'y suffiront pas.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est enfantin.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le premier ministre dit que c'est enfantin, mais il ne peut nier les faits.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député pourra parler de toutes ces choses lors de l'étude des crédits, nous serons là pour lui répondre et son affaire ne paraîtra pas aussi belle alors.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le premier ministre a déclaré qu'il n'y avait plus de place pour un autre moulin de papier dans la province. Pourtant, pas un ingénieur forestier que j'ai vu ne partage cette opinion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Saint-Sauveur est-il en faveur de la construction de nouveaux moulins à papier dans la province?

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je ne suis pas ici en contre-interrogatoire. Je n'ai pas d'opinion à

exprimer, je cite des faits. Il y a un surplus de deux millions de cordes de bois, en forêt, et un quart de million seulement sert à la fabrication de produits nouveaux. Je dirai au premier ministre que, d'après le rapport d'ingénieurs compétents, nous avons un surplus de 1,000,000 de cordes de bois<sup>4</sup> par année dans la province.

On a établi en outre que dans le bassin des rivières Mégiscane et Bell, en Abitibi, il y a là actuellement 15,800,000<sup>5</sup> cordes de bois parvenu à maturité et qui n'est pas exploité. C'est suffisant pour produire 500 tonnes de papier journal par an, pendant 80 ans. Ce bois non utilisé peut être victime de maladies ou victime d'incendie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Saint-Sauveur est-il en faveur, oui ou non, de l'établissement de nouveaux moulins dans la province?

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je n'ai pas d'opinion à exprimer. J'ai cherché à examiner la situation des forêts de la province au lieu de formuler une politique.

Le ministre (l'honorable M. Bégin) n'a que des projets en tête, mais aucune réalisation. Il y a aussi le "scheme" gigantesque du gouvernement dans la région de Matagami, dans le nord de l'Abitibi. Sous le prétexte d'établir des colonies nouvelles dans la région du lac Matagami et d'y fonder 225 nouvelles paroisses, le gouvernement se prépare à faire des concessions forestières gigantesques à une puissante compagnie autour du lac Matagami qui en a déjà suffisamment et à des compagnies amies.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il n'a jamais été question, il n'est pas question et il ne sera pas question de concéder des limites forestières dans la région de Matagami en vue de la construction de nouveaux moulins, et cela, pour plusieurs années à venir. Le gouvernement n'a jamais reçu de demande à ce sujet.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je prends la parole du premier ministre. J'espère qu'elle est meilleure que celle qu'il a donnée au sujet de l'abolition de la taxe de vente.

(Applaudissements à gauche)

Je suis heureux de la déclaration du premier ministre. C'est un coin de la province que nous aurons sauvé avant d'arriver au pouvoir.

Nous n'avons plus de gouvernement responsable dans la province de Québec. Nous avons un homme,

une propagande, une caste de favoris, une politique d'expédients et d'opportunisme. Nous ne vivons plus en démocratie. La province de Québec est sous l'occupation depuis quatre ans.

(Mouvements divers à droite)

Oui, sous l'occupation de l'armée des favoris de l'Union nationale! Le régime de l'Union nationale peut se résumer dans une formule: "Richesses dilapidées, amis gavés." Le peuple comprend très bien la situation. Il sait que le Parti libéral lui offre un chef de haute valeur, qui lui a donné dans le passé et lui redonnera bientôt la confiance et la justice. Le peuple votera pour le Parti libéral et pour mon chef, que nous suivons avec respect et fierté, dès qu'on lui en donnera l'occasion.

(Applaudissements à gauche)

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Le premier ministre disait il y a quelques semaines que la Providence a favorisé l'Union nationale aux élections de 1944. La Providence n'a pas favorisé la province depuis que l'Union nationale est au pouvoir. Et la Providence n'a cependant pas favorisé les cultivateurs, car depuis trois ans les récoltes ont été presque nulles en certains endroits. Quant au gouvernement de l'Union nationale, il est certain qu'il n'a pas favorisé les cultivateurs puisqu'il a été jusqu'à leur enlever un grand nombre d'octrois, les primes sur le fromage, etc.

Le gouvernement a enlevé les octrois à nos commissions scolaires pour le traitement des institutrices. On nous dit: "Nous avons payé les dettes des commissions scolaires." Eh bien, je réponds que nos commissions scolaires de campagne n'ont pas ou presque pas de dettes.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement a aussi enlevé les octrois à 100 % pour la confection des chemins nouveaux. Il nous ôte tout.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a supprimé les octrois aux cercles agricoles et, depuis deux mois, il a dissout 60 cercles agricoles qui depuis au-delà d'un demi-siècle avaient rendu de grands services aux cultivateurs de notre province. Il nous a enlevé nos meilleurs agronomes; il a remplacé des officiers compétents du ministère de l'Agriculture par des favoris de l'Union nationale sans expérience. Un agronome résidant dans mon comté m'écrivait récemment: "Les organisations agricoles et l'agriculture sont retournées 10 ans en arrière dans la province."

Pour comble de malheur, le gouvernement de Québec ne veut pas coopérer avec Ottawa. Sur les \$63,000,000 que nous assuraient les propositions

fédérales, \$20,000,000 seraient allés aux cultivateurs. Si le gouvernement s'était entendu avec Ottawa, il pourrait primer le beurre, le fromage, le lait, le lin. Il pourrait nous aider pour l'achat de nos moulées et de nos graines de semence. À ce sujet, je me demande pourquoi le ministre de l'Agriculture ne fait pas distribuer les graines de semence par les coopératives, qui sont bien organisées. Au département de l'Agriculture, on manque totalement de savoir-faire. Les conditions faites pour l'achat de semences sont telles que pas un cultivateur n'en a acheté.

Il (M. Sabourin) déplore la protection que le gouvernement accorde aux clubs de nuit. Il ne fait pas respecter, dit-il, le dimanche, à Montréal surtout, où les grills sont remplis à débordement à chaque dimanche. En effet, il permet aux débits de boisson de vendre des liqueurs alcooliques le dimanche. Il se passe des choses pas très catholiques dans les bars de certaines régions de la province. Il y a de la danse et les jeunes filles et les jeunes hommes dansent collés, et ce n'est pas tout.

**Des députés demandent d'avoir plus de détails.**

**Un député:** Comment ce fait-il que le député de Vaudreuil-Soulanges en sache autant sur les clubs de nuit?

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Ma connaissance provient de la lecture des rapports d'enquêtes de la Ligue du Sacré-Cœur de Montréal. Il lit la dénonciation par le *Messenger Canadien* de ces endroits de perditions pour la jeunesse. Il y a le "Joy Paradise", dit-il, qui conduit aux portes de l'enfer. Le bulletin nous apprend que la clientèle y est composée de jeunes gens de 16 à 18 ans de la basse classe. La basse classe se rassemble à ces endroits.

**Un député ministériel:** Qui sont-ils?

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Des célibataires et des gens de la sorte.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que le député appelle la basse classe?

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** (Souriant) Les vieux garçons.  
(Rires à gauche)

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Les députés de l'Union nationale ont bien changé. Dans le comté de Champlain, au Cap-de-la-Madeleine, il

n'y avait que trois licences pour la vente de l'alcool. Depuis que l'Union nationale est au pouvoir, il y en a une douzaine et on en a promis d'autres. L'ancien président de la Ligue des retraitants, qui est aujourd'hui député de l'Union nationale, brûle ce qu'il a adoré<sup>6</sup>. C'est ce que disait un journal en condamnant l'octroi de tant de permis de vente des boissons alcooliques. Les purs d'entre les purs, dit ce journal, qui faisaient signer des requêtes pour empêcher l'ouverture de Commissions des liqueurs ont fait des volte-face incompréhensibles depuis leur arrivée au pouvoir.

Le gouvernement ment sciemment lorsqu'il répond à un député qu'il n'y a pas eu d'octrois de licences au Cap-de-la-Madeleine depuis 1944. Nous avons les noms.

(Applaudissements à gauche)

Il demande au procureur général (l'honorable M. Duplessis) de voir au respect du dimanche<sup>7</sup>.

Il propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné<sup>8</sup>.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 43 modifiant le Code civil, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 3, comme article 4:

"4. L'article 2130 dudit Code est modifié en remplaçant le quatrième alinéa par le suivant:

"Si néanmoins deux titres créant hypothèque sont entrés au même moment, ils viennent ensemble par concurrence."

2. L'article 4 devient article 5.

3. L'article 5, qui devient article 6, est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le nombre "3" par le nombre "5".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 45 modifiant la loi de la curatelle publique, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en changeant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant" par les mots "remplacé par le suivant".

2. L'article 5 est modifié en ajoutant, dans la deuxième ligne, immédiatement après les mots "sixième ligne" les mots "du deuxième alinéa".

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 176 constituant en corporation l'Assurance-vie Desjardins, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 14 est biffé.

2. L'article 15 devient article 14.

#### Projets de loi:

##### Code civil

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 43 modifiant le Code civil.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### Loi de la curatelle publique

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 45 modifiant la loi de la curatelle publique.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### Assurance-vie Desjardins

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 176 constituant en corporation l'Assurance-vie Desjardins.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:



Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 113 constituant en corporation la cité de Rouyn;
- bill 119 concernant l'annexion de certains lots à la municipalité du village de Durham-Sud;
- bill 154 modifiant la charte de la ville de LaSalle;
- bill 158 accordant certains pouvoirs à la ville de Jacques-Cartier et modifiant sa charte;
- bill 164 relatif à la constitution en corporation de la ville de Cadillac;
- bill 177 pourvoyant à l'annexion de certains terrains à la ville de Pointe-Claire et pour d'autres fins.

#### **Demande et dépôt de documents:**

##### **Permis de recherches minières**

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés entre le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, société, corporation, etc., depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1946, relativement à l'émission de permis de recherches minières en faveur de: Norançon Exploration (Quebec), Limited; Fort Chimo Mines, Limited; Quebec Labrador Development Company, Limited; ainsi que copie des permis émis en faveur desdites organisations. Adopté.

**L'honorable M. Robinson (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 26)

##### **Permis de recherches minières, arrêtés ministériels**

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1946, relativement à l'émission de permis de recherches minières en faveur de: Norançon Exploration (Quebec), Limited; Fort Chimo Mines, Limited; Quebec Labrador Development Company, Limited. Adopté.

**L'honorable M. Robinson (Brome)** dépose sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 27)

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

##### **Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

7 Loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement;

8 Loi pour améliorer les conditions de l'habitation;

9 Loi instituant une enquête sur le problème du logement;

10 Loi relative à l'amélioration des ponts publics dans la province;

19 Loi modifiant la loi des pensions;

21 Loi autorisant les compagnies à consentir des prêts d'habitation à leurs employés;

23 Loi modifiant la loi des paroisses et des fabriques;

26 Loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie;

27 Loi concernant l'usine de Chandler;

29 Loi relative aux emprunts temporaires de certaines corporations scolaires;

31 Loi modifiant la loi des différends ouvriers de Québec;

32 Loi relative à l'école d'agriculture de La Ferme, Abitibi;

33 Loi modifiant la loi des syndicats coopératifs;

36 Loi pour protéger les richesses de la province dans le domaine de la chasse et de la pêche;

38 Loi modifiant la loi des valeurs mobilières;

39 Loi érigeant la municipalité de Milan;

41 Loi modifiant le Code municipal;

42 Loi modifiant le Code de procédure civile;

43 Loi modifiant le Code civil;

45 Loi modifiant la loi de la curatelle publique;

101 Loi concernant l'adoption de Joseph-Jean-Pierre Hamel et de Marie-Florence-Pierrette Hamel;

102 Loi relative à l'admission d'Antoni Carboneau comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

103 Loi refondant la charte des sœurs de l'Espérance;

104 Loi relative à Guaranty Trust Company of Canada;

107 Loi concernant la succession de l'honorable Joseph Masson;

108 Loi constituant en corporation les Chevaliers de Maisonneuve;

109 Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Labrèche à l'exercice de la profession de notaire après examen;

110 Loi ratifiant certaines résolutions du conseil municipal de la ville de Beauharnois, des commissaires d'écoles de la Commission scolaire municipale de ladite ville de Beauharnois, du conseil municipal du village de Lac-Saint-Louis, et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Clément;

112 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Alain-François de Bellefeuille à l'étude du droit;

113 Loi constituant en corporation la cité de Rouyn;

114 Loi interprétant le testament et codicille de J.-Augustin Leblanc;

116 Loi modifiant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal;

117 Loi modifiant la loi relative à une donation faite en un contrat de mariage par feu Olivier Robitaille;

118 Loi concernant la succession de Joël Lanctôt;

119 Loi concernant l'annexion de certains lots à la municipalité du village de Durham-Sud;

120 Loi concernant la succession Douglas Watson Ogilvie;

121 Loi concernant la succession de Sir George-Étienne Cartier;

122 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

124 Loi ratifiant certaines résolutions de la ville de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la

Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et un contrat passé entre ladite ville et Commercial Alcohols Limited, dans lequel contrat est intervenue ladite Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney;

128 Loi constituant en corporation la ville de Châteauguay Heights;

130 Loi concernant la Société Saint-André de Montréal;

131 Loi relative à la cité du Cap-de-la-Madeleine

133 Loi accordant à la ville de Matane des pouvoirs additionnels;

134 Loi relative à l'admission d'Albert Boulet comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

135 Loi constituant en corporation La Prospérité, société de secours mutuels;

137 Loi concernant le Club Saint-Denis;

138 Loi constituant en corporation la ville de Prévillé;

139 Loi modifiant la charte de la cité de Sillery;

141 Loi modifiant la charte de Interior Decorators Society of Quebec;

142 Loi relative à l'admission de Jean-Georges Péloquin, comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

143 Loi remplaçant la substitution créée par Onésime McAbbee;

144 Loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;

147 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Raymond Maher à l'étude du droit;

151 Loi concernant le testament d'Arthur-J. Grubert;

152 Loi constituant en corporation la Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association;

153 Loi modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Lévis;

154 Loi modifiant la charte de la ville de LaSalle;

157 Loi relative à l'admission de Jean-M. Côté et Lucien Lambert comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec;

158 Loi accordant certains pouvoirs à la ville de Jacques-Cartier et modifiant sa charte;

163 Loi relative à l'admission de Charles Poirier comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

164 Loi relative à la constitution en corporation de la ville de Cadillac;

165 Loi modifiant la charte de la cité de Thetford Mines;

166 Loi autorisant la ville de Black Lake à annexer d'autres territoires;

167 Loi modifiant la charte de l'Institut de gestion industrielle et commerciale;

168 Loi modifiant la loi constituant en corporation "La Survivance", compagnie mutuelle d'assurance-vie;

170 Loi relative à l'admission de Bruno St-Georges et Paul-Émile Carrier comme membres de l'Institut des comptables agréés de Québec et à l'émission en faveur de Laurent-L. Lalonde, Blaise-P. Lincourt et Grégoire Poulin d'un permis de pratiquer comme comptables publics;

173 Loi constituant en corporation le Comité au Canada de la Maison des étudiants canadiens à Paris;

174 Loi constituant en corporation le Centre médical de Montréal;

175 Loi constituant en corporation Sir George Williams College;

176 Loi constituant en corporation l'Assurance-vie Desjardins;

177 Loi pourvoyant à l'annexion de certains terrains à la ville de Pointe-Claire et pour d'autres fins;

180 Loi concernant la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King;

186 Loi constituant en corporation la ville de Saint-Eustache;

187 Loi constituant en corporation l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur;

189 Loi modifiant la charte de la ville de Magog;

200 Loi modifiant la loi médicale de Québec;

201 Loi concernant la propriété des bicycles;

202 Loi modifiant l'Acte pour incorporer la Société Saint-Georges de Québec;

203 Loi modifiant la loi du Barreau.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative:** s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

35 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1949 et pour d'autres fins du service public.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 11 mars 1948

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Projets de loi:

#### Loi concernant les relations provinciales-fédérales

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 relatif à la loi concernant les relations provinciales-fédérales soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit, à l'heure actuelle, de se prononcer sur le principe d'une loi qui a pour effet de prolonger jusqu'au 31 mai 1949 les pouvoirs accordés l'an dernier par la Législature relativement aux possibilités d'une entente entre le gouvernement de Québec et celui d'Ottawa dans le domaine fiscal, afin de clarifier et délimiter les champs respectifs de taxation du pouvoir fédéral et des provinces; simplifier les méthodes de perception des impôts, les réduire à des proportions raisonnables, et en alléger le fardeau pour le contribuable; recouvrir et sauvegarder, selon le cas, les droits constitutionnels de la province et rechercher et appliquer les meilleurs moyens d'atteindre les buts du pacte fédératif. On sait que ce pouvoir de négociation, au moins dans son acceptation finale, est subordonné à l'approbation de la Législature provinciale.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait un rapport exhaustif de l'ensemble des relations provinciales et fédérales depuis 1867. En août 1945, dit-il, le gouvernement fédéral a convoqué les représentants des provinces à une conférence intergouvernementale canadienne dont la mission était d'étudier et de décider l'attitude à prendre au sujet des propositions faites par le gouvernement central et communiquées aux représentants des provinces le jour de l'ouverture de la conférence. Il s'agit là d'un problème dont l'issue est vitale pour nous. Nous sommes actuellement, et toute personne de bonne foi l'admettra, à la croisée des chemins. Dans lequel allons-nous nous engager? Les décisions à prendre sont tellement graves et grosses de conséquences, tellement importantes à tous les points de vue que je veux cet après-midi discuter ce problème et exposer le point de vue du gouvernement objectivement, à la lumière des faits, de manière à ne pas froisser les susceptibilités politiques, partisans et personnelles de qui que ce soit.

Convoquée par les autorités fédérales, la conférence intergouvernementale a débuté en août 1945. Quand est arrivé le tour de la province de Québec d'exprimer son opinion, j'ai tenu, comme c'était mon droit et mon devoir, à m'exprimer d'abord en français et c'est en français que j'ai rédigé la version officielle du mémoire de la province de Québec. Au nom de la province, j'ai exprimé notre sincère désir de collaborer à la recherche et à l'adoption de moyens appropriés capables d'atteindre les fins de la Confédération, tout en respectant intégralement les droits, les prérogatives et les libertés des différents gouvernements, tant dans le domaine fédéral que dans le domaine provincial. Par courtoisie pour nos compatriotes de langue anglaise, j'ai répété ces remarques préliminaires en anglais.

La conférence a duré en tout 21 jours, soit près d'un mois, et elle a été coupée de trois ou quatre ajournements, plus ou moins longs. Ouverte au mois d'août 1945, la conférence s'est terminée définitivement à l'été de 1946.

Au début de la conférence, chacun des ministres fédéraux a lu la partie des propositions fédérales qui le concernait. Nous avons écouté avec attention et avec intérêt leurs exposés. Le fait pour un premier ministre et les ministres d'une province de se transporter à Ottawa comporte des avantages s'il s'agit de trouver une base d'entente, mais comporte en même temps des inconvénients, parce qu'en l'absence des membres du gouvernement, l'ouvrage s'accumule et complique la solution des problèmes. Donc, malgré les problèmes nombreux que nous avons ici, nous nous sommes rendus

chaque fois au siège des activités fédérales et à la date choisie par les autorités fédérales.

À quoi se résumaient ces propositions? Dans ses premières propositions, le gouvernement fédéral demandait aux provinces d'abandonner, pour trois ans, les droits qu'elles possèdent dans le domaine de la taxation en ce qui concerne l'impôt sur le revenu personnel, la taxe sur les corporations et les droits sur les successions. En retour de l'abandon de ces droits de taxation, le gouvernement fédéral offrait aux provinces un subside qui devait en tenir lieu pendant trois ans. Le gouvernement greffait sur ces propositions un vaste programme de prétendue sécurité sociale et de placement public.

En vertu de ces propositions de 1945, non seulement la province de Québec devait-elle abandonner ses droits de taxation en matière de revenus de corporations et de successions, mais elle devait aussi renoncer au subside fédéral qui avait été accordé aux provinces en 1867 comme dédommagement pour la perte de la taxe d'accise et de l'impôt douanier; ces droits ont été cédés au gouvernement central. De plus, le gouvernement provincial devait renoncer aux arriérés qui lui étaient dus par Ottawa en vertu de l'entente de 1942 et qui se chiffraient alors à environ \$21,000,000. Si nous avions accepté, nous perdions cette somme que nous avons perçue récemment.

Nous avons demandé au gouvernement d'Ottawa pourquoi il faisait ces propositions. Il nous a répondu que le but était d'augmenter les revenus du fédéral et de chacune des neuf provinces tout en diminuant les taxes. Nous avons fait observer tout de suite, poliment, que c'était impossible, qu'il était illogique de vouloir baisser les taxes et augmenter en même temps l'argent provenant des taxes.

Nous avons également représenté que les propositions ne pouvaient pas convenir aux provinces et à la province de Québec, parce que d'abord elles exigeaient l'abandon d'un subside fédéral plus important dans son principe que dans les sommes qu'il représente. Ce subside a été donné en 1867 pour remplacer deux taxes qui nous appartenaient. Aujourd'hui on nous offre de le remplacer par un autre qui pourrait lui-même disparaître un jour. En l'abandonnant, nous ouvririons la porte à l'abandon d'un autre subside destiné à remplacer des taxes. C'est inacceptable.

De plus, nous avons dit au gouvernement fédéral que nous ne pouvions pas abandonner les droits de la province en matière d'impôt sur les successions parce que nous estimons qu'en ce domaine les droits de la province sont exclusifs. Ils sont en effet basés sur notre Code civil où l'autorité

fédérale n'a rien à voir. Ils touchent de très près à un domaine essentiel au point de vue de nos traditions familiales et de notre vie nationale. Nous ne saurions prendre le risque qu'Ottawa puisse légiférer de façon contraire à nos habitudes, à nos traditions et puisse saboter la base même de notre droit civil ainsi que nos fondements constitutionnels. En effet, l'abandon des droits de succession pourrait permettre à Ottawa de décider, à l'encontre de notre droit civil et de nos institutions familiales, que le cousin hériterait de préférence au fils et l'oncle de préférence au grand-père.

À nos objections, on nous a répondu qu'Ottawa avait besoin de percevoir les droits sur les successions pour contrôler le paiement de l'impôt sur le revenu personnel. Ottawa voulait saisir les successions pour se rembourser de ce que le contribuable aurait dû payer de son vivant au fisc fédéral.

Nous avons dit que c'était là, de la part des autorités fédérales, quel que soit le parti au pouvoir, un argument malheureux. Si le fédéral avait pénétré dans le domaine des successions pour de pareils motifs, cela prouve, de l'aveu même d'Ottawa, qu'il est incapable de collecter les taxes qu'il impose aujourd'hui et qu'il met de côté le "fair-play" britannique en attendant qu'un homme soit mort pour prélever des arriérés sur sa succession sans avoir des explications de sa part. Si le pouvoir central est incapable de percevoir ses revenus, pourquoi en ajouter d'autres? Pourquoi attendre qu'un homme soit mort pour régler les différends qui peuvent s'élever? Est-ce parce qu'on veut le condamner sans l'entendre?

Nous avons dit de plus que nous ne pouvions abandonner aucun de nos droits à Ottawa. Mais nous avons également dit que nous étions prêts à faire certains arrangements temporaires, du moment que nos prérogatives constitutionnelles seraient protégées.

Mais nous les avons avertis aussi que nous ne pouvons même pas louer nos pouvoirs en ce qui regarde la taxation des compagnies qui exploitent nos ressources naturelles. Ces ressources sont la base même de l'avenir économique de notre province, la garantie de notre survivance et de notre prospérité et elles lui appartiennent en propre. Elles ne peuvent être soumises à des impôts fédéraux. Nous étions prêts à faire des arrangements temporaires, mais non abandonner nos droits de quelque façon.

Au cours des discussions, il a été question d'un programme de sécurité sociale que l'on greffait aux premières propositions fédérales. Ce programme était basé sur la violation des droits des provinces, car en vertu de la Constitution, le domaine de la législation sociale appartient en propre aux provinces. D'ailleurs, l'offre d'Ottawa, en ce domaine, était

subordonnée à l'imposition de deux nouvelles taxes. C'était un programme d'augmentation de taxes, alors même qu'Ottawa parlait de les diminuer. On prévoyait en effet une surtaxe d'au moins 5 % sur le revenu personnel devant s'ajouter à la taxe actuelle qui est déjà jugée exorbitante et aussi un "pool tax" ou taxe fixe *per capita*, imposée par les provinces, pour financer ce fameux programme.

Nous avons dit, en outre, qu'en vertu de la Constitution, la province possède des droits exclusifs en matière d'éducation et que le prétendu programme d'assurance-santé se résumait à une atteinte définitive à ces droits. Nous n'avons pas voulu nous embarquer dans le programme fédéral d'assurance-santé, tel que proposé. Celui-ci devait être basé sur une contribution fédérale et une contribution provinciale et le système était supposé fonctionner par l'intermédiaire de l'administration provinciale.

Mais, inéluctablement, étant donné la tendance qui a existé sous tous les partis fédéraux à la centralisation et à l'asservissement des provinces, ce système aurait conduit à l'ingérence du pouvoir central dans nos institutions d'enseignement et dans l'organisation de nos professions. Le système aurait coûté au Trésor provincial de \$60,000,000 à \$65,000,000 par année. Après cinq ou 10 ans, une fois toute l'organisation mise sur pied, Ottawa aurait pu imposer des conditions inadmissibles aux provinces en leur disant que c'est à prendre ou à laisser; acceptez nos conditions ou nous nous retirons notre contribution.

Avec le programme d'assurance-santé proposé par le fédéral, on aurait assisté, après le choix du médecin et la détermination des qualifications médicales requises par Ottawa pour mettre le plan de santé en pratique, à la pénétration du fédéral dans le domaine universitaire où se forment les médecins, prélude d'une pénétration dans les domaines de l'enseignement secondaire et élémentaire. C'était la conséquence inévitable de la politique centralisatrice fédérale.

Vous parlez de sécurité sociale, avons-nous dit à Ottawa. Il n'y a pas de meilleure sécurité que celle basée sur la stabilité de la Constitution. Vous ne pouvez étayer de réelle sécurité en la fondant sur la violation de la Constitution. Ainsi l'insécurité constitutionnelle ne peut être un fondement solide pour la sécurité sociale.

Et nous avons ajouté: toutes ces propositions ne sont que la continuation des accaparements dont les provinces avaient déjà souffert, à maintes reprises, sous tous les régimes fédéraux. Les éléments centralisateurs à Ottawa, sous tous les gouvernements,

conservateurs ou libéraux, n'ont pas abandonné leur intention de neutraliser l'influence de la province, en prenant tout le contrôle possible en fait d'imposition de taxe.

Les manquements successifs d'Ottawa à la parole donnée ont été nombreux. En 1867 nous avons obtenu un subside pour remplacer deux taxes; vous nous demandez maintenant de l'abandonner. En 1917, Ottawa intervenait en matière d'impôt sur le revenu, tout en reconnaissant les droits des provinces en cette matière. Sir Thomas White déclarait que cet impôt ne serait prélevé par le fédéral que pendant la guerre et il promettait de le rendre après la fin de la guerre. Et depuis, ni les bleus ni les rouges d'Ottawa n'ont respecté leur parole là-dessus; 31 ans plus tard, Ottawa est encore à pied d'œuvre.

En 1942, Ottawa est intervenu dans d'autres droits provinciaux de taxation en promettant toujours de les rendre après la guerre et de sortir du domaine de l'impôt sur le revenu personnel et de l'impôt sur les corporations. Or, en 1945, Ottawa refusait encore de nous remettre ce droit et manquait de nouveau à sa parole. La guerre finie, on a voulu garder ces droits pour trois ans, puis pour cinq ans, dans l'intention évidente de les garder pour toujours.

Dans ces conditions, nous étions justifiables de dire à Ottawa que nous ne pouvons pas accepter d'arrangement et nous n'en accepterons pas à moins que nos droits ne soient protégés et que nous n'ayons des garanties inéluctables, de premier ordre et à toute épreuve que les arrangements seront respectés. C'est notre devoir de prendre nos précautions quand, en matière de Constitution ou de fiscalité, pas un arrangement, pas une promesse n'ont été tenus par aucun gouvernement fédéral, libéral ou conservateur.

Il n'y a pas une province qui ait accepté les propositions formulées par Ottawa en 1945. Certaines provinces les ont acceptées en principe, mais aucune en entier et, pourtant, elles étaient plus avantageuses que celles de 1942. Mais elles imposaient aux provinces des obligations trop lourdes.

La conférence a continué et, à un moment donné, M. Macdonald, premier ministre libéral de la Nouvelle-Écosse, a dit au représentant d'Ottawa, M. Isley: "Cessez donc de créer des appétits et d'augmenter les problèmes au moment même où vous prétendez les régler." Plusieurs autres séances d'études ont été terminées. Voyant que rien ne marchait, le fédéral amenda les propositions originales et proposa la pension de vieillesse à 70 ans, à tout le monde, aux millionnaires comme aux autres<sup>3</sup>. Cette pension aurait été payée moitié par la province et moitié par le gouvernement fédéral, et

cela aurait entraîné pour la province une dépense de \$125,000,000 par année au moment même où ses principales sources de revenus auraient été tarées.

En définitive, Ottawa mettait de côté son programme de sécurité sociale et de placement public pour ne réclamer que l'usage exclusif des droits de taxation des provinces en retour d'un subside. On a donc continué à discuter simplement les droits respectifs des uns et des autres sur la question des impôts et du quantum des subsides qui étaient supposés les remplacer. Ces modifications ne pouvaient pas être acceptées. La majorité des provinces a encore refusé ces nouvelles propositions.

Le gouvernement fédéral se trouvait dans l'obligation de formuler une troisième proposition. Celle-ci était encore tellement peu avantageuse pour les provinces que M. Manning de l'Alberta, M. Macdonald de la Nouvelle-Écosse, M. Hart de la Colombie-Canadienne, M. Drew, de l'Ontario, et moi-même avons déclaré que nous ne pouvions pas l'accepter. Nous avons demandé, tout de même, au gouvernement fédéral de continuer la conférence, mais elle a été ajournée.

Si la conférence n'a pu être continuée, c'est à cause de l'attitude des représentants d'Ottawa. L'attitude de ceux-ci était même devenue si arrogante et si arbitraire que c'était manquer de la plus élémentaire dignité que de rester plus longtemps à Ottawa pour y perdre un temps précieux qui pouvait être consacré utilement à l'administration de la province.

Pour prouver cet avancé, l'honorable M. Duplessis cite des témoignages, dont celui du premier ministre de l'Alberta. De l'avis même de M. Manning, dit-il, aucune personne de bonne foi ne peut nier que nous avons enduré énormément de choses désagréables sans rien dire du premier au dernier jour de la conférence dans nos efforts pour tâcher d'en arriver à une entente juste. M. Manning déclarait même, le 1<sup>er</sup> mai 1946, que l'attitude du gouvernement fédéral était d'une arrogance indéfendable et il lui reprochait son manque de coopération lamentable.

Du premier au dernier jour de la conférence, j'ai fait l'impossible pour en venir à une entente juste et équitable pour tous, mais les représentants des provinces ont été victimes, de la part des autorités fédérales, d'incidents désagréables, vexants et provocateurs dont le but évident était de saborder la conférence.

Devant l'attitude intraitable et intransigeante d'Ottawa, qui était la même le lendemain, j'ai cru qu'il était de mon devoir de revenir à Québec pour reprendre charge des lourdes responsabilités administratives que la province m'avait confiées. C'est ce que j'ai fait, mais j'ai demandé à l'un des

hommes les plus distingués de la politique provinciale, le ministre des Terres et Forêts et des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque), de me remplacer à Ottawa, de sorte que la province a été représentée jusqu'à la dernière minute. Ce sont là des faits indéniables que personne ne peut nier. Finalement, c'est le fédéral qui a proposé l'ajournement *sine die* des pourparlers. Par la suite, le gouvernement fédéral a conclu des ententes séparées avec certaines provinces.

Aujourd'hui, quelle est la situation? En 1867, quatre provinces ont participé à la naissance de l'Amérique britannique du Nord. Les représentants des quatre provinces pionnières ont décidé que le régime qui convenait au Canada était un régime fédératif, avec des parlements provinciaux et un parlement central.

Les avantages d'une union législative, avec un seul Parlement, ont été, à ce moment-là, pesés et soupesés et jugés trop légers. Quand on vient prétendre que les hommes d'État de 1867 n'ont pas prévu l'avenir, on fait injure aux fondateurs de la Confédération et on s'allie à ceux qui veulent détruire leur œuvre.

Les Pères de la Confédération ont vu loin. La décentralisation a fait des États-Unis le pays le plus puissant et le plus riche au monde. La république voisine comprend 48 États qui jouissent d'une autonomie administrative complète. L'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande ont ensemble un territoire dont la superficie totale ne représente que le sixième de celui de la province et l'on y trouve trois Parlements.

Le régime unitaire et la centralisation conduisent au bolchevisme, au fascisme, à l'autocratie, à la dictature, la tyrannie. Qu'on parcoure l'histoire du monde et on en arrivera toujours à la conclusion que les régimes dictatoriaux et les tyrannies ont pu se former à la faveur de la centralisation administrative. Qu'on étudie la situation de tous les pays moins grands que le Canada, et où les problèmes sont moins nombreux, et l'on verra que partout où il y a une union législative, c'est la bureaucratie qui règne et non la démocratie. Et dans un pays aussi vaste que le Canada, est-il possible qu'un seul homme ait suffisamment d'intelligence pour étudier tous les problèmes, qu'un gouvernement unique puisse régler tous les problèmes compliqués par les divergences de races et de religions? Notre pays est trop vaste et les problèmes y sont trop différents pour que tout puisse être réglé d'Ottawa par ces centralisateurs saouls de pouvoir qui veulent tout contrôler au Canada.

Le fond de la discussion, à l'heure actuelle, ce n'est pas une question financière. Le problème réside

dans le choc de deux idéologies diamétralement opposées l'une à l'autre: d'un côté la bureaucratie et de l'autre, la démocratie synonyme de décentralisation. La première vise à dominer les représentants élus alors que l'autre vise à laisser entre les mains de ces élus tout le contrôle de leur administration.

Il y a quelque mois, je recevais la visite d'un homme important qui venait s'entretenir avec moi des problèmes de sa région. Au cours de la conversation, le visiteur m'a raconté avoir rencontré dans un endroit de villégiature un personnage haut placé d'Ottawa. Pendant une partie de golf, les deux hommes en sont venus à parler d'administration fédérale. Et durant la conversation, le haut fonctionnaire fédéral a dit à l'autre: "Ce n'est pas important d'avoir un homme capable comme premier ministre, à Ottawa, car ce n'est pas lui qui mène, mais nous." Le même personnage a dit, en parlant de son fils, jeune homme brillant, qu'il songeait à entrer dans le service civil car, disait-il, c'est là qu'est la carrière de l'avenir.

Je n'ai pas besoin de dire que la province de Québec est intéressée au plus haut point à rester maîtresse de ses destinées. Les lois faites à Québec, par Québec et pour Québec, offrent plus de garanties que les lois faites à Ottawa, par Ottawa et pour Ottawa et malheureusement très souvent contre Québec. Quand nous exerçons nos droits administratifs, nous avons des garanties qu'Ottawa ne peut pas nous donner, sous aucun gouvernement. Et je dis: est-ce que la province de Québec aurait aimé être régie par un département du Bien-être social dirigé par le Dr Chisholm<sup>10</sup>, une espèce d'athée, un prédicant de doctrine amoral? Les provinces ont-elles plus de garanties avec les bureaucrates actuels d'Ottawa, qui ne veulent pas nous comprendre? La province de Québec a-t-elle intérêt à être gouvernée par une bureaucratie fédérale où elle n'a jamais sa juste part?

Le problème actuel en est un d'une gravité que je dirais presque incommensurable. Je n'ai aucun but politique, aucune visée partisane. Avec le peu d'intelligence que le Bon Dieu m'a donnée, avec les études que j'ai faites et les connaissances que j'ai pu acquérir, je ne crains pas de dire que j'ai la conviction intime et certaine que c'est notre vie nationale qui se joue actuellement.

En vertu de l'article 92 de la Constitution canadienne, les Législatures provinciales ont des pouvoirs exclusifs en matière de droits civils, d'éducation, de législation sociale notamment. Les pouvoirs que possèdent les provinces leur sont indispensables si nous voulons rester ce que nous sommes, et si nous voulons léguer ce que nous sommes à ceux qui viendront après nous. Les

abandonner constituerait une invitation à entrer dans les domaines réservés aux provinces. Une fois ces champs temporairement cédés, il est devenu pratiquement impossible de les récupérer.

Rappelons-nous d'ailleurs que les Législatures ne sont pas nées de la volonté d'Ottawa, mais que c'est Ottawa qui tient son existence de la volonté des gouvernements provinciaux; il est l'enfant des Législatures. Les quatre provinces pionnières ne se sont pas unies pour s'affaiblir, ni pour se faire dévorer ou assimiler.

L'article 92 mentionne bien que les droits qui nous ont été accordés sont exclusifs aux provinces. Et parmi ces droits exclusifs, il y a celui de la taxation directe, comme l'impôt sur le revenu perçue dans les limites des provinces pour les fins provinciales. Il est bien vrai que l'article 91 accorde à Ottawa tout mode de taxation. Mais n'est-il pas vrai que c'est l'esprit et non la lettre d'une loi qui doit primer, car l'esprit vivifie? Ainsi nier que les provinces ont un droit de priorité en matière de taxation directe, c'est passer outre à toutes les règles de l'interprétation et supposer que les Pères de la Confédération étaient des canailles qui se proposaient de tromper les provinces.

D'ailleurs le pouvoir de prélever un impôt nécessaire à l'exercice de nos droits est indéniable. Le pouvoir de légiférer est intimement lié au pouvoir de taxer. Le pouvoir de taxation directe accordé exclusivement aux Législatures est aussi nécessaire à l'administration d'une province que le cœur est nécessaire à la vie et l'âme à la survivance. La province se doit de conserver tous ses pouvoirs parce que le jour où un gouvernement quel qu'il soit acceptera d'échanger ses pouvoirs de taxation directe contre des subsides fédéraux, ce jour-là on sera à la veille d'un désastre et d'une déchéance nationale ainsi que de la ruine et la mort d'une race.

Sir Wilfrid Laurier, M. King, lui-même, ont dit qu'un système en vertu duquel l'argent serait perçu par une administration et dépensé par une autre serait un système faux. C'est pourtant à quoi se résument les propositions d'Ottawa.

Quand une personne de moins de 21 ans hérite, on lui nomme un tuteur pour administrer son héritage. Quand une personne n'est pas en mesure d'administrer ses biens, on lui donne un curateur. Ce qu'on nous demande à Ottawa, c'est de constituer le gouvernement fédéral tuteur et curateur de la province de Québec. Je dis: Non! Nous ne sommes pas des mineurs. Nous avons atteint notre majorité il y a déjà longtemps par le travail insurpassable des découvreurs, des fondateurs qui n'ont pas seulement

colonisé ce coin de terre canadienne qui s'appelle la province de Québec, mais qui ont été promené le flambeau de la chrétienté et de la civilisation dans l'Ouest et bien au-delà des limites de notre pays.

Nous devons à notre histoire, au passé, au présent et à l'avenir de ne pas accepter cette curatelle dégradante et cette tutelle déshonorante qui ne convient pas à une race fière, à une province capable de s'administrer elle-même. Nous ne voulons pas de cette curatelle, car elle est incompatible avec nos aspirations et nos droits. Pourquoi accepterions-nous une curatelle quand notre dette par tête est 13 fois moins considérable que celle du curateur qu'on nous propose? Nous n'en avons cure. Il est de notre obligation de veiller à ce que tous les droits, privilèges et avantages soient maintenus dans l'intérêt de la population. Quand la collaboration n'est pas à la base de complicité en vue de l'abandon de nos droits, nous y sommes. Quand c'est de la tutelle ou de la curatelle que l'on veut nous imposer, nous ne marchons pas.

Dans le passé, comme c'est le cas présentement, il y a eu des éléments centralisateurs à Ottawa qui visaient à renforcer le gouvernement central aux dépens des provinces. Ces éléments ont existé lorsque les conservateurs et les libéraux étaient au pouvoir. Les centralisateurs de tous les partis sont les ennemis des Législatures. Je puis admettre leur sincérité, mais non leur logique. Il y en a, pourtant, qui sont moins sincères. Ottawa a violé une à une ses promesses sous tous les gouvernements. Après avoir mis de côté le subside fédéral, l'impôt sur le revenu et les droits sur les corporations, on nous demanderait aujourd'hui d'acheminer la province vers la ruine?

Aujourd'hui, on nous demande de consentir à sacrifier nos droits et on nous parle de \$65,000,000 à recevoir par année. On aurait mauvaise grâce à parler de cadeau de \$65,000,000. Depuis quand un homme peut-il dire qu'on peut lui faire un cadeau avec son propre argent? C'est notre propre argent qui nous est remis. Un cadeau payé avec une partie de notre argent n'est pas un cadeau. Quand on veut mener, on tient les cordeaux selon un vieux dicton. Eh bien! Québec va tenir les cordeaux. D'ailleurs, ces \$65,000,000 qu'on nous présente constituent une chaîne dorée avec laquelle on veut mieux nous enchaîner et dont l'or est payé par nous.

En reprenant une partie seulement de l'exercice de nos droits, nous percevons déjà, de nos propres taxes, \$45,000,000<sup>11</sup> de l'argent que le fédéral veut nous donner. Nous pourrions retirer beaucoup plus en exerçant tous nos droits, mais nous ne voulons pas étouffer le contribuable. Est-il un



homme assez naïf pour céder une mine d'or à la condition qu'on lui donne une petite parcelle d'or? Nos droits de taxation constituent une mine d'or qu'on voudrait que nous cédions pour une chanson. Nous ne vendrons pas nos droits pour un plat de lentilles.

On dit en certains milieux: "Nous sommes pour l'autonomie, mais, mais..." Ceux qui se prétendent autonomistes et qui passent leur temps à fouiller les jugements pour démontrer que nos droits n'existent pas et pour donner des arguments à nos adversaires n'aiment pas leur province. Quand on plaide la cause d'un client, on ne cite pas des jugements pour étayer la cause de l'adversaire. Il est inadmissible que, par mesquinerie partisane et intérêt personnel, certains hommes politiques de notre province se fassent les avocats du diable et fournissent des arguments aux adversaires de l'autonomie provinciale. Cela est intolérable et d'autant plus blâmable lorsqu'il s'agit de la survivance d'un peuple et de sa province. Il me semble que sur un problème aussi grave, tous les citoyens de la province, sans distinction de partis, devraient se ranger derrière les droits imprescriptibles du Québec. Tous les centralisateurs qui se disent en faveur de l'autonomie, ce n'est qu'une manœuvre pour mieux la violer.

On prétend que Québec n'a pas accepté les propositions d'Ottawa parce qu'elles étaient faites par un gouvernement libéral. Que pensez alors de l'attitude de M. Macdonald, c'est un libéral et il les déclare inacceptables. Que fait-on de feu M. Cardin<sup>12</sup>, un libéral, qui est venu à Ottawa me féliciter chaleureusement en me demandant de continuer à me tenir debout devant les centralisateurs? Je lisais récemment un article d'un journal de la Colombie-Canadienne où l'on disait que les propositions fédérales avaient été un attrape-nigaud.

Il demande à l'opposition, dit-il, de se rappeler de tout ce qu'ont dit les chefs rouges des propositions fédérales, de se rappeler ce qu'a dit, en particulier, le sénateur libéral Jacob Nicol. Il s'est levé au Sénat pour affirmer qu'il n'est pas raisonnable de demander aux provinces, à l'aube d'un développement industriel formidable, de sacrifier leurs droits imprescriptibles et que les propositions d'Ottawa étaient injustes. Il a ajouté que la politique de subside fédéral à laquelle on demande les provinces de se résoudre a été condamnée par tous les grands chefs politiques, conservateurs et libéraux. Pour sa part, dit-il, il ne va jamais consentir à abandonner les droits de la population, quel que soit le gouvernement au pouvoir à Ottawa.

Il ne s'agit pas, en ce moment, de rendre service à un parti, mais à toute une race et toute une

province. Ce n'est pas une question partisane. La preuve que nous ne la considérons pas comme telle, c'est que nous avons collaboré avec Ottawa pour augmenter les pensions de vieillesse et dans plusieurs autres domaines. Les ententes Bilodeau-Rogers et Auger-Rogers pour l'aide à la jeunesse et aux colons étaient d'excellents exemples de collaboration. Le sous-ministre de la Santé et du Bien-être social d'Ottawa, M. Thompson, n'a-t-il pas dit récemment que pas un gouvernement du pays n'avait aussi bien collaboré avec Ottawa que le gouvernement de Québec pour la formation professionnelle de la jeunesse?

Si la province de Québec n'avait pas conservé ses droits et son autonomie, elle n'aurait pas été la première à créer un ministère de la Jeunesse. Nous n'aurions pas pu avoir un système provincial de crédit agricole qui a plus prêté dans le Québec que le système fédéral dans tout le pays. Il se prononce lui-même, dit-il, contre tout amendement à la Constitution comme étant dangereux pour la province de Québec et sa population francophone. Il est prêt, ajoute-t-il, à collaborer dans la mesure du possible.

Nous sommes appelés à voter le principe d'une loi qui affirme notre désir de collaboration dans la recherche et l'adoption des meilleurs moyens possibles pour atteindre les fins confédératives. La loi à l'étude consacre notre désir d'entente, mais affirme, en même temps, l'irrévocable volonté de ne rien céder de ce qui est essentiel à notre survie et de rester maîtres chez nous.

(Applaudissements à droite)

**M. Godbout (L'Islet):** La Chambre a été surprise des conclusions du premier ministre. Tous les députés devaient s'attendre, après l'avoir entendu, à ce qu'il retire le projet qu'il nous a soumis. Mais non. Il prend une heure et demie pour nous démontrer qu'aucune entente n'est possible avec Ottawa sans danger pour notre survivance, puis il nous présente une loi l'autorisant à aller conclure une entente. Nous avons là une autre preuve de sa logique.

L'autonomie est un principe essentiel. Le premier ministre a établi, et je suis d'accord avec lui sur ce point, que la vie des provinces et celle du pays tout entier dépend du respect de l'autorité des provinces dans les domaines qui leur sont propres. C'est d'ailleurs un principe libéral qui a toujours été défendu par les libéraux dans la politique fédérale et provinciale. Les provinces doivent garder leur liberté absolue dans les domaines qui lui ont été réservés par le pacte confédératif. S'il y a une province pour laquelle c'est important plus que pour toutes les autres, c'est celle de Québec. Elle doit se montrer

plus jalouse que les autres de ses droits; il y va de sa survivance.

S'il devait y avoir la moindre atteinte à nos droits et à l'autonomie dans les propositions fédérales, je déclare sans hésiter que nous n'avons pas le droit de les accepter et qu'aucune entente n'est possible, car ce serait alors la fin de notre province et de la Confédération. Sur la question de l'autonomie, je crois bien qu'il n'y a pas, dans cette Chambre, de divergences de vues. Le premier ministre affirme qu'il ne veut céder aucun droit à Ottawa, mais il est prêt à les louer. Nous allons plus loin que le premier ministre et nous disons, nous les libéraux, que les droits de la province ne sont ni à céder, ni à vendre, ni à louer.

(Applaudissements à gauche)

Tout en voulant sauvegarder nos droits, nous nous rendons compte que nous sommes Canadiens et que nous avons des devoirs envers le Canada et nos compatriotes canadiens. La province de Québec ne peut s'isoler. L'isolement de la province, c'est sa mort. Si nous ne voulons pas coopérer avec Ottawa et s'il fallait pousser jusqu'à leur limite extrême les principes exposés tout à l'heure par le premier ministre, en toute logique, il ne nous resterait plus qu'à sortir de la Confédération canadienne, car nous ne saurions y demeurer sans coopérer avec les autres et sans recevoir en retour tout ce à quoi nous avons droit.

Mais je ne crois pas que tel soit le désir de la province et, en ce cas, si nous restons dans la Confédération, il faut prendre nos responsabilités et accepter aussi de recevoir tous les avantages que retirent les autres provinces du pays.

(Applaudissements à gauche)

Je sais que les propositions de 1945 n'étaient pas toutes acceptables, mais il fallait les discuter. En refusant de les discuter et en boudant le fédéral ainsi que les autres provinces, la province de Québec s'est placée dans une situation désavantageuse et intolérable qu'elle regrettera. Je crois qu'une entente est possible entre les Canadiens de bonne volonté. De son côté, le premier ministre prétend qu'aucune entente n'est possible avec Ottawa. Il n'a dit que cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pas dit ça. J'ai dit qu'aucune entente n'était possible sur les bases posées par Ottawa.

**M. Godbout (L'Islet):** Alors, si le premier ministre n'a pas dit qu'aucune entente n'était possible avec Ottawa, il n'a rien dit pendant une heure et demie. Il a consacré une bonne partie de son discours à vouloir faire croire à la mauvaise foi d'Ottawa, à

parler d'esprit d'empiètement, à prétendre que le service civil était un organisme de centralisation et peut-il raisonnablement nous dire maintenant qu'une entente est possible avec le fédéral? Il ne peut prétendre le contraire. Il ne peut pas admettre tout de même qu'une entente devient nécessaire.

Le premier ministre prétend que les bases de la Confédération doivent rester intouchées. J'ai autant de respect que lui pour les Pères de la Confédération. Mais qui peut soutenir que les Pères de la Confédération, quelle que soit leur sagesse, étaient en mesure de prévoir le développement extraordinaire que prendrait le Canada aujourd'hui? Comme question de fait, l'Acte de l'Amérique britannique du Nord a été modifié à quelques reprises déjà pour répondre à des conditions nouvelles et il est clair que certaines de ses dispositions ne répondent plus aux besoins actuels. Et aujourd'hui, j'ai l'intime conviction qu'il faut l'amender encore une fois après avoir dûment consulté les représentants des gouvernements provinciaux intéressés et les représentants d'Ottawa. Ceci ne peut être réalisé sans une étroite et honnête collaboration des gouvernements fédéral et provinciaux.

Je l'affirme, une entente devient de plus en plus urgente et nécessaire avec Ottawa pour le bien de toute la population canadienne et pour le bien de la province de Québec. Si cette dernière n'y participe pas, elle en sera appauvrie. Actuellement notre province s'appauvrit en payant pour les autres provinces et en ne retirant rien de ce à quoi elle a droit. Tout en voyant à la sauvegarde des droits de la province, il ne faut pas perdre de vue où est notre intérêt. Nous ne pouvons pas vivre en payant constamment pour les avantages que nous refusons de retirer et que les autres provinces retirent. Le premier ministre doit s'occuper des avantages à obtenir, sans céder quoi que ce soit.

En refusant les propositions fédérales, le premier ministre a placé notre province dans une situation d'infériorité. Sans doute, toutes les propositions de 1945 n'étaient pas acceptables, mais elles étaient, en effet, plus avantageuses que celles que l'on nous offre aujourd'hui. Sept provinces sur neuf ont signé un accord fiscal et il faut croire qu'elles y ont trouvé leur avantage.

Il est essentiel de nous entendre, car nous ne saurions refuser continuellement de collaborer et rester dans la Confédération. Il (M. Godbout) fait voir que d'autres provinces ont accepté les offres d'Ottawa et que Québec se trouve à payer sa part des subsides accordés par Ottawa.

Il souligne deux avantages particuliers découlant des ententes: l'aide financière et la sécurité sociale. L'entente financière du gouvernement fédéral, dit-il, offrait \$65,000,000 par an pendant cinq ans. Le premier ministre admet lui-même que, à même nos ressources, nous pouvons recueillir \$45,000,000. Cela fait une perte de \$20,000,000. Les autres provinces sont payées sur cette base et nous fournissons notre part des montants qui leur sont versés.

La province s'appauvrit en payant le développement de ses œuvres sociales pour assurer le progrès de l'éducation, pour aider les municipalités, pour créer des œuvres impérieuses comme celle de l'assurance-santé, que le gouvernement ne peut entreprendre seul à cause des sommes considérables qu'elle nécessite. Avons-nous le droit de priver notre propre province des argents qui pourraient servir à son développement?

Mais si la législation sociale proposée par Ottawa n'est pas adoptée après consultation avec les provinces, cela voudrait dire qu'elle sera adoptée par Ottawa sans que l'on ait pris en considération les aspects particuliers de la mentalité québécoise, étant donné que personne ne fera l'effort de les expliquer aux autorités fédérales. C'est ainsi que, dans le domaine social, éducationnel et municipal, les provinces qui ont signé une entente développeront à nos dépens des œuvres que nous ne pourrions voir fleurir chez nous, car nous nous sommes privés des avantages dont elles bénéficient.

Le gouvernement de Québec - et le premier ministre l'a admis tout à l'heure - a toute la responsabilité dans le domaine social et dans le domaine de l'éducation. Et si nous ne faisons pas d'entente à ce sujet, Ottawa s'emparera de ce champ d'action qui est réservé exclusivement à la province. Nous aurons ainsi une assurance-santé établie par Ottawa avec des normes qui ne nous conviendront pas. Les politiques nationales seront préparées sans les représentants normaux de notre province.

Donc, en ne faisant pas les premiers pas, en refusant des ententes et en boudant le fédéral, nous nous exposons à voir le fédéral s'introduire dans un domaine où notre gouvernement avait posé des jalons. Nous avons tenu à prendre les devants pour sauvegarder les intérêts de Québec. Si nous laissons le fédéral entrer dans le domaine social, nous serons obligés, dans 20 ans, d'accepter des conditions qui ne nous conviendront pas parce que nous aurons boudé pendant que s'élaboraient les œuvres sociales.

C'est notre avenir qui se joue! Mais, en le jouant, il faut mettre de côté les petitesse de vue, la partisannerie politique et songer à l'avenir de notre

province, de notre pays. Nous payons le tiers des impôts et nous ne retirons pas des avantages proportionnés à cette contribution. Cette situation, elle nous a été imposée par le premier ministre. Il faut que Québec ait sa part de bénéfices. La province de Québec ne doit pas se laisser devancer par les autres; partout elle doit tendre à donner l'exemple, à aider ses fils à s'emparer des postes de commande de façon à occuper des situations importantes dans le progrès normal du pays.

Nous voulons nous tenir en tête des autres comme Canadiens. Il prévoit, dit-il, pour le Canada, d'ici 25 ans, une ère de prospérité sans pareille et il veut que les Canadiens français y participent comme les autres. C'est la politique libérale. Elle s'inspire de hauts sentiments, mais elle n'est pas possible si nous nous isolons.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre a dit que M. Macdonald de la Nouvelle-Écosse s'était opposé aux propositions. Il a signé l'entente. Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, a tenté de retirer de l'entente tous les avantages possibles. Il a discuté comme un homme de devoir doit le faire, mais il a également compris que sa province ne pouvait grandir sans collaborer avec le reste du pays.

M. Macdonald a signé une entente parce qu'il trouvait que pareille entente était avantageuse. Il n'a pas toujours été aussi favorable que cela à la politique d'Ottawa. C'est lui qui a donné sa démission comme membre du cabinet parce qu'à son sens l'effort de guerre n'était pas assez considérable. Il voulait rendre plus criminel encore l'effort criminel dont parlait l'autre jour le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé).

Le premier ministre a parlé de grands libéraux comme M. Cardin. Il prétend en même temps que les ministres fédéraux qui ont signé des ententes avec les provinces en 1942 étaient des accapareurs. Mais oublie-t-il que MM. Cardin et Macdonald étaient deux des ministres fédéraux qui ont signé cette entente?

(Applaudissements à gauche)

L'entente de 1942 ne constituait pas un abandon des droits de la province, puisque ces droits ont été remis à Québec par le fédéral.

Le premier ministre a exposé des bases de droit difficiles à être acceptées du commun des mortels. Le premier ministre refuse d'admettre que le fédéral a des droits égaux avec les provinces dans le domaine des successions et de l'impôt sur les corporations. Si la province du Québec consentait à certains arrangements sur le plan fiscal, Ottawa serait

peut-être prêt à laisser les droits successoraux aux provinces. Et à la lumière de la façon dont les droits successoraux affectent la vie familiale, Ottawa pourrait laisser ce domaine.

Si le premier ministre prétend que les provinces ont des droits exclusifs dans certains domaines, qu'il fasse donc reconnaître ces droits, car nous ne les exerçons pas. Pourquoi tolère-t-il les empiètements du fédéral dans ces domaines? Pourquoi laisse-t-il le fédéral s'emparer de nos droits? Pourquoi le premier ministre n'attaque-t-il pas devant les tribunaux au lieu de se contenter de dénonciations verbales. Il y a encore des juges au Canada. Autrement, il manque à son devoir en laissant le fédéral s'introduire dans ces domaines. Je dis que cela est criminel de ne pas exercer ces droits si vraiment nous les avons.

(Applaudissements à gauche)

Je voudrais bien que nous ayons des droits exclusifs plus étendus en vertu de la Confédération, mais je n'y peux rien. Malheureusement la Constitution dit bien que les provinces n'ont pas de droits exclusifs en matière d'impôt sur les successions.

Qu'Ottawa veuille s'instituer tuteur de Québec, le premier ministre l'affirme, mais ne le prouve pas. Ottawa s'est contenté de faire des propositions. Les provinces étaient libres de les accepter ou de les refuser. En fait deux provinces les ont refusées. Les autres provinces ont apporté à la solution de ce problème une contribution sérieuse. Nous sommes encore dans la même situation qu'avant la conférence de 1945. Seule, la province de Québec a fermé la porte à toute entente. Ses représentants ont quitté Ottawa sans même dire quelle était la pensée du peuple de Québec. Pareille situation est dommageable à notre province.

En ne participant pas à la préparation de la politique du pays, le premier ministre lui enlève un caractère qu'elle devrait avoir, comme il a enlevé au rapport Rowell-Sirois la pensée de notre province en fermant la porte aux membres de cette Commission qui voulaient entendre la voix de Québec. Cette situation ne peut durer. Si elle dure, il n'y aura pas d'autre alternative que de se séparer de la Confédération canadienne. Il y a pourtant un moyen d'éviter cela. Il y a moyen de collaborer sans céder la moindre parcelle de nos droits. Il suffit d'y mettre de la bonne volonté, et de faire des contre-propositions.

Pourquoi ne pas collaborer en proposant d'échanger temporairement, peut-être, certains droits avec Ottawa? Le premier ministre a raison de dire que, normalement, les droits de taxation sur les successions relèvent plutôt des provinces et devraient être exclusifs. J'ai toujours été d'avis et je crois qu'il

appartient aux provinces. Il y aurait sans doute lieu de faire un échange de droits. D'ailleurs, si le premier ministre est assez longtemps au pouvoir, il finira par accepter une proposition, car j'ai la conviction qu'il ne voudra pas isoler la province, alors que nous devrions donner l'exemple de la coopération, de l'entraide.

Les \$65,000,000 dont il est question dans le crédit agricole ne sont pas donnés aux cultivateurs, mais prêtés. Ces derniers doivent rembourser des montants qu'ils paient généralement avant échéance. D'autre part, pendant que Québec prêtait \$65,000,000 en 10 ans aux cultivateurs, Ottawa leur donnait directement des primes qui s'élevaient à plus de \$15,000,000 par année, sans parler des pensions, des allocations familiales et des octrois de toute nature.

Il (M. Godbout) insiste de nouveau sur la nécessité de ne pas laisser le fédéral s'implanter dans le domaine social. Nous sommes pratiquement forcés, dit-il, par les circonstances d'être partie aux pourparlers dans la préparation de notre avenir. Si nous voulons que le fédéral reste dans le cadre de ses attributions, occupons-nous des nôtres. C'est la raison pour laquelle notre gouvernement, sans être tout à fait prêt, a passé une loi d'assurance-santé, afin de faire comprendre au fédéral que, dans ce domaine, le champ était déjà occupé par le provincial.

Le gouvernement provincial doit se rappeler que, bien qu'il soit seulement correct que le Québec ne perde pas ses droits, il est également vrai que la province du Québec fait partie du Canada. Notre attitude est la suivante. Dans la Confédération, nous devons collaborer avec Ottawa et les autres provinces en faisant respecter nos droits, en remplissant nos devoirs envers la population pour empêcher le fédéral de s'introduire dans un domaine qui n'est pas le sien.

Si nous voulons exercer une influence au pays, nous devons être parties aux pourparlers sur la politique de notre avenir. Si nous laissons le fédéral et les provinces préparer seuls l'avenir de notre pays, nous n'aurons d'autre alternative que de sortir de la Confédération ou crever dans la Confédération.

La présente législation contredit le long plaidoyer du premier ministre. Elle ne veut rien dire. Nous n'en avons pas besoin, car nous avons déjà une loi selon laquelle aucune entente ne peut être définitive, à moins d'avoir été soumise aux députés. Après avoir étudié la question pendant trois ans, le premier ministre nous demande aujourd'hui un billet pour aller à Ottawa. Je n'ai aucune objection à lui donner ce billet. J'espère toujours qu'il ne veut pas faire une réserve de la province de Québec et qu'il va se décider à donner l'exemple de la coopération.

Le Canada s'engage dans la voie de la prospérité. Nous entrons dans une ère nouvelle et c'est là la raison d'être des propositions d'Ottawa. D'ici 25 ans, le Canada se développera d'une façon que nous ne prévoyons à peine. Ses vastes ressources naturelles sont à peu près intouchées. Qui va contribuer à les développer? À l'avantage de qui? De ceux qui auront voulu collaborer. Les ententes avec Ottawa nous placeraient sur une base égale aux autres.

Bref, il s'agit de savoir si nous en aurons notre part, nous les plus anciens citoyens de ce pays. Je désire que notre jeunesse ait sa part de ces richesses, que les pauvres comme les riches puissent profiter des bienfaits de l'éducation, qu'ils puissent apporter leur appoint à la vie générale de la nation<sup>13</sup>.

(Applaudissements à gauche)

**M. Chaloult (Québec):** Il n'y a rien de bien nouveau dans le projet de loi. Cette loi était-elle nécessaire, utile? Je ne le crois pas. Je crois plutôt que le gouvernement a voulu donner l'occasion aux deux côtés de cette Chambre de prendre attitude sur ce problème important. Dans les circonstances actuelles une entente avec Ottawa est difficile.

Le premier ministre a prononcé un excellent discours sur nos relations avec Ottawa. Je dois dire que je n'hésiterais pas à faire miennes les propositions qu'il a soumises. Je l'approuve donc sans réserve. J'ai apprécié le fait qu'il s'est placé au-dessus des querelles de parti pour discuter le problème au mérite.

Le chef de l'opposition a défendu sa cause avec son habileté coutumière et avec sincérité, je n'en doute pas, mais il avait une très mauvaise cause à présenter. Pourquoi Ottawa nous demande-t-il de signer une entente et de renoncer à certains droits? On donne comme prétexte officiel que c'est pour assurer l'efficacité de la taxation et une plus grande coordination des impôts. Je n'en suis pas très sûr. On nous dit aussi que c'est pour nous donner une législation sociale. C'est un domaine qui relève des provinces. Je crois plutôt que le but principal d'Ottawa, c'est la centralisation. Le premier ministre a dit tout à l'heure qu'il y avait deux idéologies en conflit: la centralisation et la décentralisation.

Tous les membres du service civil fédéral ne sont pas des centralisateurs, mais il y a un grand nombre de fonctionnaires influents qui sont imbus d'idées centralisatrices et qui font tout ce qu'ils peuvent pour les faire triompher. Il est incontestable également que plusieurs de nos ministres et députés à Ottawa se sont constitués les champions de la centralisation. J'estime qu'il y a plus. Si l'on veut centraliser à Ottawa, c'est surtout parce que l'on

considère que c'est le meilleur moyen de créer l'uniformité au pays, d'assister la population et de faire du Canada un tout homogène où il n'y aurait qu'un seul drapeau, une seule langue et plus tard qu'une religion.

À Ottawa, il y a beaucoup de fonctionnaires compétents qui travaillent sans cesse à faire disparaître nos lois françaises, à s'introduire dans le domaine de l'éducation ainsi que dans le domaine social. C'est là le danger. Car la centralisation et l'assimilation sont presque synonymes pour notre groupe ethnique. En effet, ce que l'on veut, c'est l'assimilation, la disparition du tiers de la population du Canada comme entité ethnique. C'est pour cela que nous devons nous opposer de toutes nos forces à leurs tentatives. Brown était de ceux-là.

Il y avait aussi Sir John Macdonald. Sans être fanatique, il n'aimait pas d'un amour bien tendre les Canadiens français. Il croyait à la possibilité de l'uniformité. Il était d'opinion que la permanence des caractéristiques françaises nuisait à l'unité du pays. Macdonald réclamait l'union législative. Cartier, d'autre part, réclamait la Confédération. Il considérait que, pour survivre, nous devons avoir des leviers de commande dans notre province. La majorité a accepté les conditions exigées par Cartier. On a créé une province autonome. Tel est l'esprit de la Confédération. Macdonald a lui-même déclaré que la Confédération était un pacte et que les deux peuples jouissaient des mêmes droits.

Il est révélateur que les centralisateurs, les communistes, les anticléricaux, les athées, les témoins de Jéhovah préfèrent donner leur appui au Parti libéral et combattre l'Union nationale. Aux prochaines élections, le peuple aura à choisir entre l'Union nationale et le Parti libéral. Entre ces deux partis, le choix sera facile et il n'y a pas l'ombre d'une hésitation. Comment pourrait-on hésiter entre un parti comme l'Union nationale qui défend l'autonomie et toutes nos traditions à laquelle on n'a rien à reprocher à ce sujet et le Parti libéral qui a cédé en 1942 une partie de droits de la province, qui préconise la centralisation et qui "irrepentant" se déclare prêt tous les jours à de nouvelles concessions? Dans les circonstances actuelles, c'est le devoir de tout bon catholique et de tout bon Canadien français, d'appuyer la politique autonomiste du premier ministre et, pour ma part, je demande au peuple de la province de voter pour l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

Les apôtres de la centralisation disent que dans les propositions du fédéral, il n'est pas question de cession de droits, que la cession n'est que

temporaire. On nous a déjà fait de pareilles promesses et on ne les a pas tenues. En effet, en 1918 nous avons renoncé temporairement à certains droits que nous n'avons jamais retrouvés. En 1942, on nous a dit que la cession des droits sur les corporations et les successions était temporaire, qu'elle ne valait que pour la durée de la guerre. C'est ce que le chef de l'opposition déclarait dans cette Chambre.

**M. Godbout (L'Islet):** Les droits ne sont-ils pas revenus complètement?

**M. Chaloult (Québec):** Oui, mais ce n'est certainement ni la faute du chef de l'opposition ni celle d'Ottawa. Le fédéral a tout fait pour garder ses droits. Il est bien probable que si le chef de l'opposition avait gardé le pouvoir en 1944, ces droits ne nous seraient jamais revenus, car vous vous (M. Godbout) seriez empressé de les abandonner de nouveau, non pas pour \$65,000,000 comme en 1945; mais pour un vague \$40,000,000. Un gouvernement central tend à la centralisation. L'histoire nous apprend que ce que nous cédon temporairement, nous le perdons.

J'ai félicité le premier ministre, sans réserve, de son discours, mais cela ne m'empêche pas de regretter que l'autonomie du gouvernement ne soit pas plus positive, qu'il ne prenne pas de mesure pour prévenir les empiétements d'Ottawa. Dans le domaine social nous devrions nous prévaloir de l'assurance-santé avant qu'il ne soit trop tard. Nous devrions obtenir une autorité exclusive en matière d'immigration pour que notre province cesse d'être, contre son gré, inondée d'étrangers et de communistes; réclamer que le mariage et le divorce relèvent exclusivement de notre province et que la Cour d'appel devrait être notre tribunal de dernière instance.

Un fait demeure, le gouvernement actuel n'a abandonné aucun de nos droits. Quant à l'opposition, elle a déjà abandonné beaucoup dans le passé et se dispose à en abandonner encore davantage. Je ne puis lui faire confiance. L'opposition serait en effet prête à renoncer à notre souveraineté pour \$15,000,000 par année.

Si nous cédon la moitié de nos pouvoirs de taxation, nous réduirons aussi, de moitié, notre souveraineté. Des \$65,000,000 que nous offre Ottawa en retour de certains de nos droits de taxation, il y en a \$42,000,000 que nous avons déjà en conservant ces mêmes droits. Ainsi cela représente une perte de \$42,000,000 dans le présent budget. Cela représente aussi une perte \$8,000,000 sur ce que nos pouvoirs retirer du revenu personnel. Donc, perte de \$50,000,000 à opposer à une offre de

\$65,000,000. La cession de nos pouvoirs de taxation équivaut à la cession de notre souveraineté et, pour sa part, dit-il, il n'est pas prêt à sacrifier cette souveraineté.

En refusant les offres d'Ottawa, nous nous trouvons à perdre \$15,000,000. Sommes-nous prêts à perdre notre souveraineté dans la proportion du tiers pour \$15,000,000?

Après avoir commencé ses empiétements, Ottawa les continuera sûrement. Lorsqu'il s'agit de défendre un peuple, on ne peut exposer à l'adversaire les points faibles de la Constitution à notre endroit. Convient-il que nous allions à Winnipeg et ailleurs pour dire: notre point faible, c'est l'article 133? Soutenez-le donc contre nous. Parce qu'il appuie un gouvernement, a-t-on le droit de donner des arguments contre nous-mêmes? Ce n'est pas le rôle d'un Canadien français d'aller à Winnipeg dire aux Anglais: "Attaquez-nous donc, à tel ou tel endroit, avec tel argument, c'est là qu'est notre point faible."

Les intérêts de notre peuple doivent être placés au-dessus des intérêts de parti. Ce n'est pas pour quelques millions que nous devons renoncer à ce que nous sommes. Je suis favorable à la Confédération, mais si on ne veut pas la maintenir, il nous faudra chercher ailleurs. Je ne suis pas favorable à l'isolement de la province de Québec, mais si la majorité du pays veut nous l'imposer, nous devons l'accepter. Mais mieux vaut l'isolement que le sacrifice de nos droits.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** À une heure aussi grave de notre histoire, il est désolant de voir avec quelle démagogie et quelle désinvolture l'Union nationale traite de la question des accords fiscaux entre le pouvoir central et les provinces, et ce, au détriment du Québec et dans le seul but de satisfaire ses rancunes et ses ambitions politiques.

En refusant de collaborer avec le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial prive la population du Québec de nombreux avantages pouvant être obtenus par le biais de propositions fiscales faites par Ottawa en 1945. Le gouvernement fédéral offre aux provinces des sommes très considérables, et sept d'entre elles ont déjà conclu des arrangements. Ces sommes très considérables versées par Ottawa s'ajouteraient à l'ensemble de nos revenus, déjà existants et permettraient au gouvernement provincial d'en disposer, avec l'assentiment du Parlement naturellement, pour améliorer l'éducation, la santé, l'agriculture, la colonisation et la voirie.

La province peut-elle être exposée à une double imposition et perdre les avantages énormes

que lui vaudraient les propositions fédérales? Si l'Union nationale, par esprit politique, peut dire oui, le peuple dira certainement non. Il empêchera le gouvernement de le priver des avantages de ces propositions. Les propositions du pouvoir central sont claires, précises; le gouvernement de l'Union nationale n'a même pas daigné faire de contre-propositions.

Le but du présent bill est de prolonger jusqu'au 31 mars 1949 le délai stipulé à l'article 2 de la loi concernant les relations provinciales-fédérales. Mais, même après une lecture très attentive de cette dernière loi, on n'est pas davantage fixé sur les intentions réelles du présent gouvernement, la loi étant dans la veine des grandiloquentes déclarations de l'Union nationale: des mots, encore des mots, toujours des mots. Quand donc le présent gouvernement se décidera-t-il à donner des explications précises sur son attitude envers les propositions d'Ottawa?

Depuis si longtemps qu'il chante son désir de collaborer, ne posera-t-il pas enfin un geste montrant sa bonne volonté de le faire? Il faut toujours nous souvenir que si nous sommes citoyens de la province de Québec, nous sommes aussi citoyens du Canada. Lorsque le Canada est prospère, la province de Québec est prospère. Il est donc important que les provinces, elles aussi, mettent un peu de bonne volonté et aident notre pays à se maintenir parmi les premières nations du monde.

Le pacte confédératif n'est pas immuable; 80 ans se sont écoulés depuis sa conclusion. Les Pères de la Confédération ont délimité la juridiction du pouvoir central et des pouvoirs provinciaux, d'après les circonstances qui prévalaient à leur époque. C'est ainsi qu'il faudra très bientôt régler cette question des droits de taxation que pourraient exercer respectivement le pouvoir fédéral et les pouvoirs provinciaux. L'Acte de l'Amérique britannique du Nord établit les termes de la répartition des responsabilités gouvernementales et du pouvoir de taxation entre le fédéral et les provinces.

Les responsabilités nationales les plus onéreuses furent attribuées au gouvernement fédéral, qui eut l'autorisation de prélever des fonds par tous les modes de taxation, directs ou indirects. Aux provinces furent attribuées les fonctions gouvernementales d'un caractère plus local; elles obtinrent des pouvoirs de taxation directe dans leur territoire.

Avec ses pouvoirs illimités de taxation, le fédéral n'est pas tenu de conclure des accords fiscaux pour pourvoir à ses dépenses budgétaires, mais la concurrence entre gouvernements charge infailliblement le contribuable d'un fardeau trop lourd, et le pouvoir central a pensé aux citoyens

canadiens qui subiront cet état de choses. Notre province peut d'ailleurs en venir à une entente avec Ottawa sans attenter au pacte confédératif et sans mettre en danger ses droits et privilèges.

Le pouvoir fédéral ne viole aucun des droits provinciaux. Au contraire, il les reconnaît et invite les provinces à mettre quelques-uns de ces droits au service de la nation canadienne, pour une période déterminée, moyennant une très large compensation. S'il faut en arriver là, le pacte confédératif doit être amendé pour respecter les nouvelles conditions; il ne devrait pas y avoir de raisons d'empêcher ces changements.

Il est évident que les intérêts bien compris de notre province et de notre pays exigent que le gouvernement provincial en vienne à une entente avec le gouvernement fédéral, et ce, dans le plus bref délai possible.

(Applaudissements à gauche)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Depuis trois ans, le premier ministre de la province de Québec parle contre Ottawa, traite les ministres de centralisateurs et de pires ennemis de la province de Québec. Puis il demande, dans une loi, la permission d'aller s'entendre avec ces gens-là, avec des gens qui veulent tout nous enlever de ce que nous avons de plus sacré.

Je suis aussi étonné de voir le député de Québec (M. Chaloult) parler dans le même sens, accabler les ministres d'Ottawa de toutes sortes d'injures, puis de dire ensuite qu'il votera avec le gouvernement pour une loi qui propose une entente avec nos pires ennemis. Il est illogique de présenter une loi pour demander la permission d'aller s'entendre avec des gens qu'on qualifie d'avance d'ennemis de la province. Si les gens d'Ottawa sont nos pires ennemis, le gouvernement se doit d'éviter de s'entendre avec eux. La raison justifiant une telle position contradictoire est simplement que le premier ministre n'est pas sérieux et, aujourd'hui, comme dans le passé, qu'il fait de la question de l'autonomie une question purement verbale, politique et électorale. Un jour ou l'autre, le premier ministre sera obligé, dans l'intérêt de la province, d'aller s'entendre avec Ottawa.

Ce n'est pas donner des armes aux ennemis de la province que de signaler les points faibles de la Constitution. Il faut voir les choses en face. L'un des points faibles de la Constitution, c'est qu'elle ne reconnaît pas l'usage officiel du français dans toutes les provinces pionnières. Les Pères de la Confédération ont également oublié de prévoir un mode d'amendement de la Constitution.

Le premier ministre a laissé échapper une occasion unique de faire modifier la Constitution canadienne afin que la langue française qu'il dit menacée ait des droits imprescriptibles dans toutes les provinces du Canada. Si le premier ministre était allé à Ottawa pour servir sa province et sa race au lieu de servir les intérêts de son parti, il aurait mieux agi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Retirez ça! J'ai servi ma province. J'ai demandé et j'ai posé des actes. J'ai parlé en français.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'ai ici les rapports sténographiés de toutes les séances de la conférence et je vous défie d'y trouver que vous êtes intervenu en faveur de la langue française. Je retire donc, mais si le premier ministre, qui est un intime de M. Drew...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas un intime de M. Drew. J'ai dîné chez M. King, jamais chez M. Drew.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Vous l'avez invité à dîner ici au parlement, M. Drew. Si vous vous étiez unis à lui pour demander un amendement à la Constitution, vous auriez servi votre province. Pour ma part, j'estime qu'elle ne devrait pas être amendée sans le consentement de chacune des neuf provinces. Mais, malheureusement, tout le monde ne pense pas ainsi. Ce n'est pas parce que le premier ministre veut quelque chose que tout le monde est d'accord. Il faut voir les choses en face. La Constitution a été amendée neuf fois depuis 1867, avec ou sans le consentement des provinces.

L'opinion se forme de plus en plus que la Constitution est une loi qui peut être amendée par une loi du Parlement fédéral à la requête du parti au pouvoir à Ottawa. Voilà ce qui est dangereux. Et, si le premier ministre avait été sincère quand il est allé à Ottawa, il aurait réclamé que l'on mette une clause dans la Constitution pour dire qu'à l'avenir, elle ne pourra pas être amendée sans le consentement des provinces.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur ce point-là, la Constitution est claire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Elle est si peu claire que M. Frédéric Dorion<sup>14</sup> et le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon) lui-même ont déjà exprimé là-dessus des points de vue différents de celui du premier ministre. M. Dorion a reconnu

avec les ministres fédéraux que la Constitution peut être amendée comme elle l'a été dans le passé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai répudié M. Dorion.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est votre prochain candidat dans Saguenay<sup>15</sup>. Le trésorier de la province a dit, quand il était ministre dans le cabinet Bennett à Ottawa: "Nous pouvons amender notre Constitution si le Parlement fédéral le veut."

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Avec le consentement des provinces.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ah! Non. Le trésorier a dit: "S'il faut avoir le consentement des provinces, il y en aura toujours une qui sera une pierre d'achoppement."

(Applaudissements à gauche)

Sont-ils pour cela des traîtres à leur race? Non. C'est une question discutée, qu'on le veuille ou non, et si l'on n'amende pas la Constitution sur ce point, l'opinion du premier ministre et la mienne risquent de ne pas triompher. Dans le passé, la Constitution a été souvent amendée sans le consentement des provinces. C'est un point faible qu'il faudrait corriger.

Il propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Choquette), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 15 concernant la loi pour assurer une meilleure répartition des taxes municipales et scolaires;
- bill 24 modifiant la loi des syndicats professionnels;
- bill 30 concernant le syndicat financier de l'Université Laval;
- bill 40 concernant la preuve de certains documents de banque;
- bill 44 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 47 concernant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.



**Demande et dépôt de documents:****Compagnie de construction de Québec**

**M. Mercier petit-fils (Châteauguay)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944, la Compagnie de construction de Québec, dont le siège social est à Joliette, a-t-elle fait des travaux pour le compte du gouvernement?

2. Dans l'affirmative:

a) Quels sont les travaux exécutés par ladite compagnie (lieu, nature et description sommaire)?

b) Donnez la date du commencement et de la fin des travaux dans chaque cas?

c) Ces travaux ont-ils été exécutés à forfait ou à prix unitaire?

d) Si des contrats ont été octroyés à ladite compagnie, donnez, pour chacun d'eux, la date de sa signature, le prix convenu ou l'estimé et le prix effectivement payé après l'exécution des travaux?

e) Des soumissions ont-elles été demandées? Dans l'affirmative, dans quels cas?

Adopté.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit état. (Document de la session no 28)

**Questions et réponses:****Taxes de  
compagnies de voirie**

**M. Bienvenue (Bellechasse):** 1. Quel est le montant total de taxe payée au gouvernement de la province de Québec, en 1947, en vertu de la loi de la taxe sur les corporations et compagnies (11 George VI, 1947, chapitre 33) par chacune des compagnies suivantes qui exécutent des travaux de voirie dans la province de Québec pour le compte du gouvernement provincial:

a) Cartier Construction Company?

b) Champlain Construction Compagny?

c) Montcalm Construction Company?

d) Frontenac Construction Company?

2. Quelle était la balance due par chacune de ces compagnies, le 31 janvier 1948, en vertu de cette loi?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** 1. Conformément à l'habitude parlementaire reconnue et admise depuis longtemps, il est considéré

inconvenant et contraire à l'intérêt public de révéler les montants payés:

a) Pour droits de succession;

b) Pour impôt personnel;

c) Pour taxes sur les corporations.

Voir à ce sujet la réponse de l'honorable A. Mathewson à M. Sauvé (Beauharnois) le 27 mars 1942, rapportée à la page 153 des *Journaux de l'Assemblée législative* pour l'année 1942.

**Dettes  
de la province**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** 1. Quelle était la dette de la province de Québec le 31 décembre 1947, incluant la dette consolidée, les comptes payables, les bons du Trésor, les autres montants dus aux banques, les intérêts courus sur la dette à cette date, les fonds en fidéicommis, les dépôts divers, les obligations des écoles techniques, les obligations *re*: Banque Canadienne Nationale, etc.?

2. Quel montant la province avait-elle en banque à cette date?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** 1. L'année fiscale de la province commence le 1<sup>er</sup> avril et se termine le 31 mars suivant. Conséquemment, à la date du 31 décembre, le résultat des opérations est partiel et forcément incomplet. De plus, une grande partie des revenus est perçue durant les mois de janvier, février et mars de l'année fiscale en cours et conséquemment, pour l'année fiscale en question, durant les mois de janvier, février et mars 1948.

Pour établir la situation financière exacte de la province, il faut connaître la dette nette, soit la dette réelle, c'est-à-dire la différence entre l'actif et le passif réalisables. Au 31 décembre 1947, la dette nette de la province se chiffrait à \$291,514,802.17. D'après les estimations faites par les officiers du département du Trésor, la dette nette de la province, à la fin de l'année fiscale, c'est-à-dire le 31 mars 1948, sera de \$277,000,000.00.

2. Au 31 décembre 1947, la province avait en banque la somme de \$4,071,660.09.

**Commission des liqueurs  
Paievements et remises au gouvernement**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Depuis le 16 février 1947 au 15 février 1948:

a) Combien le gouvernement de la province a-t-il reçu ou retiré de la Commission des liqueurs de Québec?

b) À quelles dates tous et chacun des paiements ou remises, faits par la Commission des liqueurs de Québec au gouvernement de la province, ont-ils été effectués?

c) Quel est le montant payé ou remis au gouvernement de la province par la Commission des liqueurs de Québec à chacune des dates mentionnées au paragraphe "b" de la présente question?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):**

a) \$23,750,000.00 (compte de commerce, permis et droits)

b) 1947	c)
26 février .....	\$ 250,000.00
1 mars .....	500,000.00
19 mars .....	250,000.00
11 avril .....	500,000.00
23 avril .....	500,000.00
9 mai .....	500,000.00
17 mai .....	750,000.00
6 juin .....	500,000.00
17 juin .....	500,000.00
26 juin .....	750,000.00
10 juillet .....	500,000.00
18 juillet .....	1,000,000.00
23 juillet .....	750,000.00
2 août .....	500,000.00
19 août .....	500,000.00
21 août .....	1,000,000.00
8 septembre .....	500,000.00
13 septembre .....	500,000.00
24 septembre .....	1,000,000.00
30 septembre .....	500,000.00
3 octobre .....	500,000.00
7 octobre .....	250,000.00
21 octobre .....	500,000.00
25 octobre .....	500,000.00
4 novembre .....	500,000.00
13 novembre .....	250,000.00
14 novembre .....	250,000.00
20 novembre .....	750,000.00
29 novembre .....	500,000.00
6 décembre .....	250,000.00
12 décembre .....	500,000.00
18 décembre .....	500,000.00
19 décembre .....	500,000.00
24 décembre .....	1,000,000.00
30 décembre .....	500,000.00
31 décembre .....	1,000,000.00

1948	
8 janvier .....	2,000,000.00
15 janvier .....	750,000.00
23 janvier .....	500,000.00
14 février .....	500,000.00

\$23,750,000.00

**Taxe  
sur la gazoline**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Combien le gouvernement provincial a-t-il perçu en vertu de la loi de la gazoline de Québec, chapitre 83, S.R.Q., 1941, au cours de chacun des exercices suivants: 1944-1945, 1945-1946, 1946-1947?

2. Combien le gouvernement provincial a-t-il perçu en vertu de la même loi, telle qu'amendée par 11 George VI, chapitre 34, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1947 au 31 janvier 1948?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):**

1. 1944-1945 .....	\$ 11,804,420.57
1945-1946 .....	13,119,188.07
1946-1947 .....	16,461,844.43
2. 1947-1948 (du 1 <sup>er</sup> avril 1947 au 31 janvier 1948) .....	22,686,320.83

(L'accroissement en bonne partie est dû aux touristes qui ont été particulièrement nombreux et à l'amélioration du système de perception.)

**Taxe  
sur le tabac**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Relativement à la loi de l'impôt sur le tabac, chapitre 15, 4 George VI:

a) Combien le gouvernement de la province a-t-il retiré au cours de chacun des exercices financiers suivants: 1944-1945, 1945-1946, 1946-1947, 1947 à date?

b) Combien est-il dû ou gouvernement de la province à ce sujet pour les périodes ci-haut mentionnées?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):**

a) 1944-1945 .....	\$ 4,440,756.38
1945-1946 .....	4,986,099.11
1946-1947 .....	5,493,651.00
1947-1948 (au 14 février 1948) .....	5,332,944.25

(Au cours des derniers mois, grâce à un système de perception amélioré par le gouvernement actuel, les revenus ont augmenté.)

b) Au 14 février..... \$ 301,308.27

**Travaux de gravelage dans Bonaventure  
(entre le pont du Rapide-Plat et  
Rivière-Bonaventure)**

**M. Morin (Québec-Centre):** Relativement aux travaux du gravelage de chemin qui ont été exécutés entre le pont du Rapide-Plat et le village de la Rivière-Bonaventure, comté de Bonaventure, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1947:

1. Quel était le coût estimé des travaux?
2. Le gouvernement a-t-il fait exécuter ces travaux par un entrepreneur ou à la journée?
3. Si par un entrepreneur, quel est le nom de cet entrepreneur à qui le contrat fut accordé?
4. Des soumissions publiques ont-elles demandées?
5. Quelle est la longueur totale du chemin qui a été pavé?
6. Quel a été le coût total de ces travaux de gravelage?
7. À quelle date ces travaux furent-ils commencés et à quelle date ont-ils été complétés?
8. Quel a été le prix payé, à la tonne ou à la verge, pour le matériel employé pour le gravelage dudit chemin?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** 1. L'estimation des travaux de gravelage sur le chemin Rivière-Ouest, dans la paroisse de Saint-Bonaventure-de-Hamilton, était de \$6,224.90.

2. Par un entrepreneur.
3. Athanase Arseneault.
4. Non. Ces travaux ont été exécutés à prix unitaires basés sur les estimations et les renseignements fournis par les experts du département de la Voirie, et conformément aux meilleurs intérêts de la province.
5. 3.62 milles.
6. \$6,491.63.
7. Commencés le 5 septembre 1947 et terminés le 17 septembre 1947.
8. \$1.10 la verge cube. Ce prix comprenait l'achat du gravier au prix de \$0.05 la verge cube, ainsi que le chargement, le transport et l'épandage du gravier suivant les barèmes ordinaires.

**Octrois aux  
commissions scolaires**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Quel est le montant des octrois accordés, dans chaque cas, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1945, aux commissions scolaires des villes de Roberval, Saint-Joseph-d'Alma, Jonquière, Kénogami, Bagotville et Chicoutimi?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Fonds de construction et réparation d'écoles (octrois accordés depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1945 aux municipalités suivantes):

Ville de Roberval ....	\$250,000.00	Construction du collège
Saint-Joseph-d'Alma.....	9,225.00	Construction école de quatre classes
Saint-Joseph-d'Alma.....	6,000.00	Construction école rue Champlain
Saint-Joseph-d'Alma.....	35,000.00	Octroi spécial : budget
Saint-Joseph-d'Alma.....	315,000.00	Agrandissement du couvent
Jonquière.....	25,000.00	Octroi spécial : budget
Jonquière.....	219,600.00	Construction école Saint-Georges
Jonquière.....	229,050.00	Construction école Saint-Laurent
Jonquière.....	72,300.00	Octroi spécial : combler déficit 1947-48
Jonquière.....	275,000.00	Reconstruction école Saint-Michel et construction écoles Saint-Georges et Saint-Laurent : octroi spécial
Kénogami.....	31,544.00	Construction d'une nouvelle école
Bagotville.....	200,000.00	Construction du couvent
Cité de Chicoutimi..	18,000.00	Construction école de la Réserve
Cité de Chicoutimi..	100,000.00	Construction école Saint-Michel
Cité de Chicoutimi..	50,200.00	Octroi spécial : boucler budget 1946-1947

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 30 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 11 mars 1948

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### Loi concernant les relations provinciales-fédérales

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné au cours de la séance précédente, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 4 relatif à la loi concernant les relations provinciales-fédérales soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)<sup>16</sup>:** Le Canada est maintenant le seul pays au monde qui n'ait pas droit d'amender sa propre Constitution. Elle peut être changée sans l'avis des provinces et d'ailleurs, elle l'a déjà été à deux reprises quelques années après la Confédération. Le premier ministre a totalement oublié de réclamer publiquement à Ottawa l'amendement de la Constitution de façon à garantir les droits de la langue française, et l'abandon par le fédéral du droit de désaveu. Si les propositions d'Ottawa étaient mauvaises, pourquoi le premier ministre voulait-il louer nos droits en 1945? Pourquoi n'a-t-il pas répondu par un "non" catégorique?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député n'a pas le droit de dénaturer mon mémoire, ni mes paroles. Ottawa se disait enterré de

dettes et avoir besoin des provinces pour sortir de là. Le gouvernement d'Ottawa nous a représenté qu'il était dans une mauvaise position, qu'il n'était pas capable de rencontrer ses obligations. Il nous a demandé de l'aide. J'ai dit: si votre position est aussi mauvaise que vous le dites, nous sommes prêts à aider le pays. Nous sommes prêts à louer certains droits, mais à la condition d'avoir des garanties non seulement matérielles, mais constitutionnelles, dont la reconnaissance de la langue française et l'abandon par Ottawa du pouvoir de désaveu.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je vois bien, dans le mémoire présenté par le premier ministre, qu'il est question de compensations matérielles et constitutionnelles, mais on ne précise pas. Et, d'après les rapports publics de la conférence, jamais il n'a été question des droits de la langue française et du droit de désaveu. Le premier ministre n'a jamais parlé de garantir un seul amendement à la Constitution les droits de la langue française ni d'obliger Ottawa à renoncer à son droit de désaveu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'affirme, et il y a des témoins en quantité pour le prouver, que j'ai réclamé à plusieurs reprises l'abandon du droit de désaveu. Et non seulement j'ai réclamé les droits de langue française, mais je les ai affirmés en formulant, en français, le point de vue de la province de Québec.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je n'assistais pas aux séances secrètes, mais si le premier ministre a réclamé ces droits, c'est dommage qu'il ne l'ait pas fait dans le mémoire écrit qu'il a présenté à M. King et à ses collègues ou dans les séances publiques pour que nous en ayons un rapport précis.

Si le premier ministre est vraiment en faveur de l'autonomie de la province, autrement qu'en paroles, qu'il dise "non" tout simplement à Ottawa et qu'il ne vienne pas nous demander le droit d'aller s'entendre avec des gens qui selon lui veulent nous spolier. S'il est vraiment autonomiste, il devrait faire bénéficier ses concitoyens des avantages de l'autonomie en donnant la pension de vieillesse à 65 ans, l'assurance-santé et les autres lois sociales. Ainsi, le peuple croira que l'autonomie, ce n'est pas seulement le droit de taxer, mais quelque chose de tangible qui rapporte quelque chose.

D'ailleurs, est-ce que le premier ministre est si autonomiste qu'il le prétend? Le premier ministre n'a pas protesté lorsqu'en 1935, le gouvernement Bennett a présenté des lois sociales qui violaient

certainement les droits de la province, puisqu'elles ont été déclarées inconstitutionnelles par les tribunaux. Le premier ministre a voté contre un amendement libéral à une motion de son Parti conservateur qui réclamait l'adoption des lois sociales proposées par M. Bennett. Il (M. Casgrain) cite également les paroles du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Rivière-du-Loup dénature les faits et trompe la Chambre. Le vote n'a pas été pris sur la motion Guertin, mais sur un amendement libéral. M. Taschereau refusait comme toujours de donner à Québec les bénéfices de la pension de vieillesse, de sorte que la province payait sans rien recevoir, et nous voulions une loi provinciale pour donner aux vieillards du Québec la part à laquelle ils avaient droit.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est le chef du gouvernement qui trompe les députés. Pas un membre du groupe conservateur, en 1935, qui siège encore à droite, n'a désavoué les lois de M. Bennett qui empiétaient sur les droits des provinces. Le premier ministre a voté contre l'amendement Arcand, ce qui signifie qu'il était en faveur de la motion Guertin. Le premier ministre était pour la collaboration avec M. Bennett, mais il est contre celle avec M. King.

Si MM. King et Lapointe avaient fait comme le premier ministre actuel, nous aurions réellement perdu notre autonomie en matière de lois sociales. Ce sont les libéraux qui ont alors défendu l'autonomie des provinces. Ils se sont adressés à la Cour suprême, puis au Conseil privé pour faire déclarer inconstitutionnelles les lois Bennett. Le premier ministre actuel a dénoncé bien des lois fédérales, mais il n'a jamais demandé aux tribunaux de les déclarer inconstitutionnelles. Les allocations familiales sont payées dans Québec malgré le gouvernement, mais le premier ministre ne dénonce plus cette loi anticonstitutionnelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Grâce au gouvernement actuel, grâce au premier ministre qui vous parle, la loi des allocations familiales a été amendée de façon à faire disparaître les empiètements d'Ottawa dans le domaine éducationnel et pour sauvegarder les droits de la province.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est Ottawa qui a amendé sa loi et non le premier ministre du Québec. Si le premier ministre est un autonomiste sincère, chaque fois qu'il juge qu'Ottawa empiète sur

les droits de la province, il en appellera devant les tribunaux comme l'ont fait MM. Taschereau et Gouin.

Mais il sait bien qu'un père de famille ne perd aucun de ses droits en acceptant les allocations familiales. Quand Ottawa a donné huit députés de plus à la province de Québec, il n'a pas attaqué la loi devant les tribunaux. Mais quand Ottawa a remis aux provinces leur juridiction dans le domaine du lait, le premier ministre a laissé monter les prix.

L'autonomie du premier ministre, c'est un cheval électoral, un cheval de bataille. Le premier ministre est un autonomiste en paroles seulement. Les vrais autonomistes sont de ce côté-ci de la Chambre. Le premier ministre essaye de représenter le gouvernement d'Ottawa comme un gouvernement ennemi à l'instar de ceux d'Hitler et de Moscou, mais il ne réussira jamais.

La province a plus confiance en des hommes comme MM. King et Saint-Laurent qu'en ceux qui font de la politique sur n'importe quel sujet. Lorsque l'heure de la reddition des comptes sonnera, malgré l'autonomie et les trésors polonais, M. Saint-Laurent et le chef de l'opposition chasseront le premier ministre du pouvoir. Comme l'équipe Lapointe-Godbout a battu l'Union nationale en 1939, ainsi l'équipe de Saint-Laurent-Godbout renversera le régime du premier ministre en 1948.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

soulève une question de privilège. Je dois faire une mise au point. Le député de Rivière-du-Loup ne donne pas une image fidèle de la législation sociale introduite par le gouvernement fédéral, particulièrement à l'égard des prestations familiales. Il a déclaré que j'avais combattu les allocations familiales, puis que je les avais acceptées telles qu'elles étaient. J'ai déclaré dans le temps que la loi n'était pas constitutionnelle, parce qu'elle empiétait sur les droits exclusifs des provinces en matière éducationnelle. J'ai rencontré à ce sujet plusieurs ministres fédéraux.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre n'a pas le droit de faire un discours sous prétexte de faire une mise au point. Je proteste M. l'Orateur. Il soulève un point d'ordre et de règlement, dit-il. Le premier ministre a déjà fait un discours sur le bill et il ne devrait pas être permis qu'il en fasse d'autres. Il a son droit de réplique, il pourra dire alors ce qu'il veut dire. Il n'a pas le droit de réfuter ses déclarations sur une question de privilège.

**M. l'Orateur:** Au cours de la session, j'ai décidé à plusieurs reprises, en faveur de députés de

la gauche comme de la droite, qu'en soulevant un point d'ordre un député peut faire une mise au point quand des faits énoncés par un préopinant ne sont pas exacts.

**M. Godbout (L'Islet)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Laroche, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 49.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guérin, Hamel, Joyal, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Sylvestre, 25.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Rivière-du-Loup a déclaré que les objections que nous avons faites au point de vue constitutionnel relativement aux allocations familiales n'avaient pas été suivies de protestations. J'ai écrit à M. King pour proclamer que la loi des allocations familiales empiétait sur notre domaine éducationnel. Je lui ai dit que Québec ne pouvait conférer à Ottawa le droit que nous possédions sur les enfants en matière éducationnelle. Plus tard, j'ai rencontré MM. Claxton, Abbott et Bertrand à Montréal et j'ai protesté verbalement et par écrit. Plus tard, M. Claxton m'a dit qu'il avait apporté un amendement pour dire que le surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec aurait droit de désigner les écoles et les professeurs des enfants qui profiteraient des allocations et les programmes qu'il suivrait.

Je lui ai dit que cet autre amendement ne convenait pas à Québec parce que dans la province ce n'est pas le surintendant de l'Instruction publique qui a l'autorité en matière d'éducation. Enfin, j'ai

réussi à faire mettre le nom du Conseil de l'Instruction publique au lieu du surintendant et faire ajouter que les enfants devraient être soumis aux lois de la province en matière éducationnelle. Je répète donc que c'est la province de Québec qui a réussi à faire amender la loi de façon à sauvegarder nos droits.

**M. Johnson (Bagot):** Je veux montrer ce que pense la jeunesse du problème de l'autonomie, en fonction de son avenir et de l'avenir de ceux qui la suivront. Inutile de nous amener dans de grandes considérations sur les attitudes qu'auraient pu prendre ou les déclarations qu'auraient pu faire les Pères de la Confédération ou les hommes politiques de telle ou telle époque. Quelle qu'ait été l'attitude de M. Macdonald ou de l'ancien Parti libéral, je n'ai pas à m'en occuper. Ce qui intéresse les jeunes ce n'est pas ce qu'un bleu ou un rouge a pu penser, dans le passé, du problème de l'autonomie. Ce qui l'intéresse, c'est l'attitude de deux groupes en 1948 sur un problème de 1948 que nous avons à résoudre.

Il s'agit du présent et des mesures à prendre pour garantir l'avenir. Nous devons donc voir quels sont les hommes qui s'intéressent à l'autonomie provinciale et quelles sont leurs attitudes. La jeunesse aura à choisir entre deux hommes, entre deux chefs d'équipe qu'elle connaît, l'un plus vivant que l'autre, et dont elle a été à même de juger les attitudes. D'un côté un groupement qui a eu des attitudes contradictoires, de l'autre, l'homme qui trouvera une solution, qui s'est fait le véritable défenseur des droits de la province.

En 1939, les libéraux s'employaient à ridiculiser l'autonomie et les autonomistes. On appelait les "totonomes" les partisans de l'Union nationale et on en faisait des gorges chaudes. Leurs cris de dérision contre le premier ministre et les clameurs impérialistes ont empêché la province d'entendre, en 1939, l'avertissement que le premier ministre leur donnait sur le danger qui nous menaçait. Cette campagne de dérision contre les "totonomistes" s'est poursuivie jusque dans Bagot, lors de ma propre élection en 1946. Mais constatant que le peuple saisit maintenant l'importance de notre autonomie et qu'il appuie ceux qui savent défendre ses intérêts, les libéraux ont fait volte-face, comme ils en ont l'habitude, et prennent la question au sérieux.

Ils ont tenté de se draper de l'autonomie comme d'un manteau pour finir, actuellement, par s'ingénier à donner à nos adversaires des arguments contre l'autonomie en fouillant des documents et de

vieux textes. Au lieu d'aider ceux qui défendent l'autonomie, ils leur font la guerre. Ils cherchent à détruire ce que le peuple croit de plus en plus, la question de l'autonomie provinciale. Quand on ridiculise l'autonomie provinciale, on ne fait pas seulement tort à un parti, ce qui est secondaire, on fait tort à toute la province, au peuple canadien-français.

Il (M. Johnson) présente une étude assez détaillée de l'attitude des libéraux. Il fait un parallèle entre le chef de l'opposition et le premier ministre qui, dit-il, s'est toujours fait le véritable champion de l'autonomie provinciale non seulement en parole, mais en actes. Il accuse les libéraux de vouloir descendre le premier ministre de la province de Québec.

La jeunesse sait maintenant choisir entre ceux qui cherchent des matraques pour tuer l'autonomie et ceux qui la défendent au prix de tous les sacrifices, entre un chef dont elle connaît les attitudes multiples, contradictoires et molles, et un autre chef qui sait envisager le problème de l'autonomie, résister aux injures et aux calomnies et se tenir debout.

Les jeunes aiment les chefs qui savent parler ouvertement, courageusement et ne prennent pas une attitude inspirée par la peur d'être écrasés! Voilà pourquoi la jeunesse tout entière est derrière l'homme qui a su se tenir debout et qui saura le faire encore à l'avenir.

Il (M. Johnson) relève une déclaration du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), relativement aux prochaines élections. Enfin, dit-il, le chat est sorti du sac! Nous avons eu un aveu sur une situation que nous connaissons déjà. Nous connaissons maintenant, grâce au député de Rivière-du-Loup, le plan de campagne du Parti libéral pour tenter de battre le premier ministre sur le problème de l'autonomie provinciale. Il nous a dit: "Comme Lapointe et le chef de l'opposition ont battu le premier ministre en 1939, Saint-Laurent et le chef de l'opposition battront encore le premier ministre en 1948."

Le député de Rivière-du-Loup nous a confirmé ce que nous savions, à savoir que le Parti libéral provincial se sent tellement faible qu'il est obligé d'aller chercher le support d'un chef fédéral. Ils admettent ainsi ne pouvoir rien contre le chef actuel du gouvernement. Le député de Rivière-du-Loup nous a dit: "Nous allons répéter le geste de 1939."

M. Saint-Laurent pourra venir si bon lui semble, car le peuple de la province se rappelle trop bien ce que nous a valu cet esclavage pour tomber dans la même erreur qu'en 1939. Le peuple sait que ce n'est pas le chef de l'opposition, mais Lapointe qui a battu le premier ministre en 1939. Il sait aussi que cela nous a coûté des milliards et des milliards,

100,000 de nos fils qu'on remplacera par des immigrants de toutes espèces et un lâchage de droits comme jamais nous n'en avions vu.

Le peuple cependant est intelligent. Il ne se laissera pas bourrer deux fois de suite. Il ne suivra pas un homme qui veut devenir premier ministre et qui ne peut pas se tenir debout tout seul, et un groupe d'hommes qui veulent se faire les fossoyeurs de l'autonomie de la province de Québec. Le peuple se ralliera autour d'un homme qu'il sait capable de se tenir debout devant les puissances politiques, tel un géant, pour défendre la race contre tous ses ennemis. Il votera pour l'homme qui s'est fait le véritable défenseur de ses droits.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Je suis surpris des tours d'acrobatie accomplis par le premier ministre autour de cette question des relations de la province avec Ottawa. Il semble que le premier ministre ne connaît plus la valeur des mots logique et sincérité. Chaque fois que le premier ministre prononce un discours sur ce sujet, la province perd à peu près \$100,000,000. À en croire le premier ministre, il ne veut pas conclure d'entente avec Ottawa. Pas besoin alors de présenter une loi qui demande la permission d'aller discuter avec le fédéral.

Cependant il présente à la Chambre une loi pour se faire autoriser à signer une entente et il prend une heure et demie pour tonner contre Ottawa. Le premier ministre se proclame le seul grand patriote au Canada, alors que sept provinces sur neuf ont déjà accepté les propositions d'Ottawa. Les premiers ministres qui ont signé des ententes ne sont pas plus mauvais patriotes pour cela. Ce ne sont pas des traîtres à leur province et ils ont évidemment trouvé des avantages à ce qu'ils ont signé.

Pourquoi le premier ministre nous demande-t-il une autorisation de conclure une entente? Il n'est pas besoin d'une loi pour aller négocier une entente. La loi est inutile et, le premier ministre ne s'en servira jamais puisqu'il ne peut d'ailleurs négocier une entente, car il a dit et répété qu'il ne signerait pas d'entente séparée. Depuis trois ans, l'attitude du premier ministre fait perdre à la province \$100,000,000 par année.

Il (M. Bienvenue) cite le rapport officiel de la conférence de 1945 et reproche au premier ministre ses contradictions et ses paroles creuses. À Saint-Félix-de-Valois, le 10 août 1947, précise-t-il, le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a déclaré bien franchement: "La province de Québec n'a pas l'intention de signer une entente avec Ottawa et elle n'en signera pas"<sup>17</sup>. La présente loi est donc une loi de camouflage.

En 1944 le premier ministre nous annonçait que le fédéral voulait tuer la province de Québec. Va-t-il cesser de dresser en épouvantail devant la porte de la province la perte de notre langue et de notre foi, de la mort de la Confédération si nous signons une entente avec Ottawa? Soyons sérieux. Les Canadiens français vont-ils disparaître de la Confédération parce que leur province aura \$100,000,000 de plus? Y a-t-il un seul vieillard catholique, dans les sept provinces qui ont signé une entente, qui ait perdu sa foi parce qu'il reçoit une pension payée aux trois-quarts par Ottawa?

Y a-t-il un seul aveugle qui ait changé de langue? Y a-t-il une seule famille qui ait perdu sa langue et changé de religion parce qu'elle a reçu les allocations familiales? Un homme change-t-il de langue parce qu'il devient riche? Bref, on ne sera pas moins bon catholique, nous ne cesserons pas d'aller à l'Église et nous continuerons de parler français, même si Ottawa nous donne \$65,000,000, par année.

La province a intérêt à négocier ou bien elle n'y a pas d'intérêt. Dans le premier cas, pourquoi le premier ministre ne se presse-t-il pas? Les offres d'Ottawa sont là depuis trois ans. Si le premier ministre croit que nous n'avons pas d'intérêt à signer une entente, pourquoi ce bill? La loi n'a pas de raison d'être. Et s'il croit qu'une entente est nécessaire, qu'attend-il pour discuter les offres? Quand ça fait son affaire, le premier ministre ne se gêne pas pour accepter l'argent d'Ottawa.

L'Île-du-Prince-Édouard a signé une entente séparée avec Ottawa et avec l'argent qu'elle reçoit, elle augmente les salaires des institutrices et des fonctionnaires, ce que Québec ne fait pas.

(Applaudissements à gauche)

Elle double les octrois aux hôpitaux, elle donne une partie de ses revenus aux municipalités pour les aider à défrayer le coût du déneigement, construit des routes, ce que Québec ne fait pas. Les citoyens de l'Île-du-Prince-Édouard sont-ils de moins bons patriotes pour tout cela? Avec \$65,000,000 que la province de Québec recevrait d'Ottawa, elle pourrait donner un crédit urbain, augmenter les salaires des fonctionnaires, etc.

La loi parle d'une entente. Une entente sur quoi et à quelles conditions? On ne l'a jamais dit. Ce que le premier ministre veut faire, c'est des élections et non pas des ententes. À quoi servent les beaux discours si Québec perd \$100,000,000 par année? Ottawa nous offre de l'argent et le premier ministre de Québec nous offre des discours. Il veut que la province de Québec reste pauvre et il lui offre ses

discours à la place d'argent dont elle a si grandement besoin pour se développer.

N'y aurait-il pas moyen d'en venir à une entente de façon que nous ayons les deux? Si le premier ministre de Québec signait une entente, il pourrait peut-être améliorer le sort de nos fonctionnaires; garantir des emprunts pour ceux qui veulent se bâtir des maisons; payer convenablement nos institutrices.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre peut être sincère en d'autres occasions. Je ne le crois pas sincère aujourd'hui. Il prétend que c'est une question de vie ou de mort. Je n'ai jamais entendu dire qu'un pays était en danger de mort parce qu'il était plus riche.

(Applaudissements à gauche)

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** La Confédération canadienne est bâtie pour subsister et Ottawa, en offrant des ententes, a voulu l'aider. Les gouvernements de Québec et d'Ontario cherchent à détruire la Confédération au moment où elle est la plus nécessaire. Elle subsistera en dépit de l'esprit étroit et de la politique partisane de ceux qui veulent en détruire les effets. Le premier ministre a encore une fois essayé d'isoler le Québec du reste du Canada. Il refuse fermement la collaboration des autorités fédérales simplement pour des raisons et des motifs de politiciannerie.

Il (M. Francoeur) compare la Confédération à un immense système de chauffage. Les provinces de Québec et d'Ontario sont le cœur de la Confédération canadienne, ce sont elles qui produisent la plus de richesses et payent le plus de taxes à Ottawa, mais, faute d'entente, nous n'en avons pas toujours le retour<sup>18</sup>.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** La province a eu raison d'avoir confiance en Lapointe, en 1939, contrairement à ce qu'a dit le député de Bagot (M. Johnson). Si nous avons eu un plébiscite au lieu d'un cabinet d'Union à Ottawa, nous le devons à M. Lapointe.

Je sais qu'il y a moyen de faire une entente avec le gouvernement de mon pays sans danger pour ma langue et ma religion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça dépend. Quelle entente?

**M. Drouin (Abitibi-Est):** C'est à moi de demander au premier ministre: quelle entente?

(Applaudissements à gauche)



Je suis entré dans la politique avec un idéal, avec la volonté de faire quelque chose pour la région que j'aime et que j'ai l'honneur de représenter. Je suis intéressé à une entente entre les gouvernements de mon pays et de ma province parce que dans cette région il y a d'immenses ressources naturelles à développer et que la province de Québec n'est peut-être pas capable de les développer sans la coopération. Ottawa aurait probablement dépensé des millions à cette fin si Québec avait su s'entendre.

Voilà pourquoi je souhaite une entente où les parties ne sacrifieront rien de leurs droits et mettront de côté leurs divergences politiques pour ne penser qu'à l'avenir du Canada et au développement de ma région qui est appelée à devenir un des centres les plus importants.

(Applaudissements à gauche)

L'erreur du Québec était que le premier ministre avait toujours essayé de négocier avec Ottawa sur une base sentimentale, politique et électorale. Si une crise devait éclater demain au Québec, la population de la province ne blâmerait pas les libéraux à Ottawa ni ceux du Québec ni même le parti de l'Union nationale de la province, mais une personne seulement, le chef de l'Union nationale.

Les membres de l'Union nationale font la guerre à M. Saint-Laurent. La province est dirigée d'une manière plus sécuritaire à Ottawa par Saint-Laurent qu'elle ne l'est par son premier ministre. En 1948 l'histoire de 1939 se répètera, car y a-t-il un homme plus représentatif que M. Louis Saint-Laurent? Pour gouverner le Canada, je préfère un grand Canadien comme le ministre des Affaires extérieures que les pantins qui sont en face de nous.

#### Des députés ministériels protestent.

**M. l'Orateur:** Je crois que l'expression n'est pas parlementaire. La convention libérale a lieu au mois d'août. Revenons au bill.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je retire l'expression et je vais les appeler mes honorables amis ainsi que le veut le Règlement.

(Applaudissements à gauche)

J'ajoute cependant que s'ils veulent attaquer les libéraux d'Ottawa, ce n'est pas ici qu'ils doivent siéger mais à la Chambre des communes. Qu'ils essaient de s'y faire élire en se présentant contre les libéraux fédéraux. Avec ces derniers, les droits et privilèges des Canadiens français sont en sûreté parce qu'ils remplissent bien le mandat qu'on leur a

confié. Sur le terrain fédéral, aucun membre de l'Union nationale ne pourrait se faire élire.

**M. Drouin (Québec-Est):** Par la suite de la présence du Parti libéral à Ottawa, depuis 1939, le pays est plus riche qu'en 1939. Il est donc faux de dire, comme le fait l'Union nationale, que la guerre nous a ruiné. À preuve le bulletin commercial de la Banque du Commerce, du mois de mars 1948, qui dit que la dette du Canada envers les autres pays a diminué de \$6,000,000,000 à \$3,000,000,000. Dans les caisses populaires il y a actuellement \$17,000,000<sup>19</sup> alors qu'il n'y en avait que \$13,000,000 en 1939.

Il propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Sylvestre), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

#### NOTES

1. Il s'agit de la loi 11 George VI, chapitre 36: loi relative à l'utilisation du bois coupé sur les terres de la couronne.

2. Il y a une certaine confusion dans les sources au sujet de l'ancien député impliqué dans cette affaire. Outre M. Castonguay, député de Roberval de 1935 à 1939, le nom de M. Joseph-Léonard Duguay, député de Lac-Saint-Jean de 1935 à 1939, a été évoqué.

3. Selon *The Gazette* du 12 mars 1948, à la page 7, il s'agit de 130,000 milles carrés, mais le *Montreal Daily Star* du 11 mars 1948, à la page 49, mentionne 130,000 acres.

4. Selon les journaux, l'expression varie entre pied de bois et corde de bois.

5. D'après *Le Devoir* du 12 mars 1948, à la page 12, il s'agit plutôt de 10,000,000 de cordes de bois.

6 M. Sabourin fait sans doute allusion à Maurice Bellemare, député de Champlain.

7. Le *Montréal-Matin* du 12 mars 1948, à la page 14, résume le discours de M. Sabourin de la manière suivante: "M. Alphide Sabourin a parlé après M. Hamel et a déclaré que s'il y a de mauvaises récoltes dans la province, c'est parce que le dimanche n'est pas respecté."

8. *Le Soleil* du 12 mars 1948, à la page 10, souligne que l'ajournement du débat a lieu à 12 h 30.

9. Le *Montréal-Matin* du 12 mars 1948, à la page 8, rapporte une version différente de ce passage: "...Ottawa abandonnait l'idée de payer les pensions à tous, de 65 à 70 ans, même aux millionnaires, selon Macdonald..."

10. Sous ministre des Finances de la santé à Ottawa.

11. *Le Devoir* du 12 mars 1948, à la page 7, rapporte le chiffre de \$42,000,000.

12. Pierre-Joseph-Arthur Cardin, député libéral fédéral du comté de Richelieu de 1911 à 1946.

13. Selon le *Quebec Chronicle Telegraph* du 12 mars 1948, à la page 4, le discours de M. Godbout a duré 30 minutes.

14. Député indépendant de Charlevoix-Saguenay à la Chambre des communes de 1942 à 1949.

15. Le comté de Charlevoix-Saguenay a été divisé en deux comtés, Charlevoix et Saguenay, suite à un changement à la carte électorale.

16. *Le Canada* du 13 mars 1948, à la page 12, souligne que chaque fois qu'un député de l'opposition se lève, un chahut éclate à droite.

17. Voici la déclaration de M. Barrette telle que rapportée par *Le Devoir* du 11 août 1947, à la page 3: "La province de Québec ne sera jamais forcée de signer cette entente fiscale avec le gouvernement central; elle n'a pas l'intention de la signer et elle ne la signera pas." Lors de la séance du 12 mars 1948, M. Choquette reprend la citation telle que faite par M. Bienvenue et M. Barrette donne un démenti à cette déclaration.

18. Le *Montréal-Matin* du 13 mars 1948, à la page 2, rapporte qu'à la fin de son discours,

M. Francoeur a lancé un verre dans la direction de la table du greffier. Ensuite, il a malmené un page de la Chambre et fait une scène de colère. Le quotidien de l'Union nationale écrit également qu'au moment de quitter la Chambre, après l'ajournement, M. Francoeur a donné un coup de poing dans la porte de la Chambre. Au début de la première séance du 12 mars 1948, l'Orateur a demandé à M. Francoeur de respecter le décorum de la Chambre.

19. *L'Événement* du 12 mars 1948, à la page 15, rapporte le montant de \$107,000,000.

## Première séance du vendredi 12 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Décorum de la Chambre

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** déplore un incident disgracieux causé par le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) à la fin de la séance du jeudi soir. Le député s'est choqué au moment de terminer son discours, dit-il, et il a lancé un verre dans la direction de la table du greffier. Et après avoir fini, le député de Montréal-Mercier a molesté un page de la Chambre et fait une scène de colère. J'espère que, dans l'intérêt du décorum de la Chambre, des scènes disgracieuses comme celle-là ne se répéteront pas.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député de Montréal-Mercier a été poussé à bout par les députés de l'Union nationale, sa colère peut donc s'expliquer.

**M. l'Orateur:** Je n'ai pas voulu intervenir la veille au soir, mais j'espérais bien que le député de Montréal-Mercier comprenait qu'il avait dépassé les bornes en projetant un verre sur le parquet de la Chambre, en faisant claquer le couvercle de son pupitre, en voulant malmenier un messenger et en donnant un coup de poing dans la porte de la Chambre. Il demande au député de Montréal-Mercier d'éviter à l'avenir semblable attitude.

## Projets de loi:

## Loi concernant les relations provinciales-fédérales

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 11 mars courant, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 4 relatif à la loi concernant les relations provinciales-fédérales soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Drouin (Québec-Est):** La guerre n'a pas ruiné le Canada, ni les provinces ni les Canadiens.

Elle nous a enrichis. Les gouvernements et les municipalités font face à leurs obligations, ils diminuent leurs dettes, et c'est une ère d'abondance partout. Qu'on cesse donc de crier que nous sommes des quêteux. La vérité, c'est que les Canadiens possèdent, en moyenne plus d'obligations et d'épargne qu'en 1939. Si le Canada est prospère, c'est que le gouvernement canadien a eu le génie d'emprunter au Canada durant toute la guerre.

La dette nationale est presque entièrement due aux Canadiens et non à l'étranger, parce que c'est dans le peuple que le gouvernement du Canada est venu chercher, par voie d'emprunts, l'argent dont il avait besoin pour administrer le pays et contribuer à l'effort de guerre. C'est pour cela que nous sommes riches, et les Américains, qui ont fait la même chose, sont dans un état de prospérité inouï.

Le gouvernement demande les mêmes pouvoirs depuis trois ans. C'est se moquer du public. L'Union nationale voudrait nous faire croire qu'elle est seule capable de protéger la vertu, la race et la religion en cette province. Sous prétexte de défendre la race et la religion, elle a déclaré une petite guerre au gouvernement du pays. Mais quelle alliance voyons-nous? Pour faire la guerre à Ottawa, pour bloquer les mesures sociales du pouvoir fédéral, on s'allie au premier ministre de l'Ontario qui n'a pas les mêmes intérêts que nous à défendre, au point de vue langue, religion, droits, race.

Voici une alliance entre deux provinces qui n'ont pas du tout les mêmes intérêts. L'Ontario n'a rien à sauver de ce que prétend vouloir sauver le premier ministre du Québec. Il est temps que l'on cesse de prendre des vessies pour des lanternes. La vérité, c'est qu'on veut sauver non pas la race ni la religion ni l'autonomie, mais l'Union nationale. On se conduit d'une manière anarchique envers l'autorité du pays.

Si le gouvernement veut séparer Québec du reste de la Confédération qu'on le dise franchement. Pour ma part, je n'en suis pas et je suis convaincu que la plupart des citoyens de la province n'en sont pas. Mais tout au moins la question sera posée clairement devant le public. Dans ce cas, le peuple saura à quoi s'en tenir et il agira en conséquence.

Il ne peut y avoir de compromis avec Ottawa selon le discours du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais dit ça!

**M. Drouin (Québec-Est):** Il ne peut y avoir de compromis sauf sur les conditions de la province, et le gouvernement refuse de nommer ces conditions. Il est temps d'arrêter de traiter le gouvernement fédéral comme si c'était un gouvernement étranger.

**M. Choquette (Montmagny)** félicite son collègue de Québec-Est. Par le discours qu'il vient de prononcer, dit-il, il s'est classé au rang des meilleurs orateurs de la Chambre.

L'objet du bill en discussion est d'autoriser le gouvernement, non pas à combattre ce qu'il prétend être les empiètements d'Ottawa sur nos droits, mais de l'autoriser à conclure une entente avec le fédéral. Ceci soulève donc de nouveau le problème des relations fédérales-provinciales. Il (M. Choquette) rappelle ce qui s'est passé en août 1945, puis en avril 1946. Il rappelle que la Constitution donne au fédéral et aux provinces des pouvoirs définis de taxation.

Ce n'est pas empiéter sur les droits des provinces que de faire des propositions fédérales, comme cela est arrivé à Ottawa en 1946. Les provinces étaient libres d'accepter ou de refuser les propositions faites par Ottawa. Je n'ai aucune sympathie pour les centralisateurs, quels qu'ils soient, mais il n'y a aucun empêchement à faire des propositions que l'on peut accepter ou refuser.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mon honorable ami sait-il que les premiers ministres Manning et Macdonald ont dit qu'ils avaient accepté ces propositions et signé l'entente le couteau sous la gorge? Qu'ils avaient été forcés d'accepter? Ces provinces n'auraient pas dû signer d'ententes si c'était comme ça qu'elles se sentaient.

**M. Choquette (Montmagny):** Les provinces étaient libres de signer ou de refuser puisque le premier ministre a lui-même refusé de signer.

(Applaudissements à gauche)

Dire que les provinces ont été forcées de signer, c'est une autre tactique du gouvernement. C'est continuer la propagande mensongère de l'Union nationale dans un but électoral, une manœuvre électorale en vue de capter des votes.

Ottawa n'a pas besoin de l'acceptation des provinces pour le fonctionnement de son propre gouvernement. Ça ne fait rien à Ottawa que Québec refuse d'accepter les propositions fiscales qui lui ont été soumises. Sans l'entente de 1945, Ottawa aurait perçu les mêmes montants parce qu'il en avait le pouvoir en vertu de l'entente de 1942, avec cette différence que les contribuables auraient payé deux

fois les mêmes taxes. Le gouvernement de mon chef a signé cette entente en 1942 et n'a rien cédé de nos droits. La preuve que nous n'avons rien cédé, c'est que tous nos droits ont été repris. Grâce à cette entente le gouvernement provincial a reçu \$20,000,000 du fédéral. Autrement il aurait dû accuser, cette année, un déficit de \$18,000,000, au lieu d'un surplus de \$2,000,000.

Pas un seul gouvernement n'est capable de céder les droits de la province. Le seul danger de perdre nos droits, c'est de ne pas s'adresser aux tribunaux lorsque le fédéral, comme le premier ministre le prétend, empiète sur les droits des provinces<sup>1</sup>. C'est là le seul danger.

(Applaudissements à gauche)

La nécessité d'une entente est venue des besoins de certaines provinces. Les propositions fédérales avaient pour objet d'établir un plan uniforme pour la collection de certaines taxes, de façon à les répartir ensuite selon le chiffre de la population. Sept provinces ont accepté ce plan et deux ont refusé. Le premier ministre n'a pas aimé les propositions du fédéral. Très bien, laissons-le faire une contre-proposition, mais il ne l'a pas fait. En effet, pour contourner la difficulté, il aurait fallu faire des contre-propositions à Ottawa, afin de conserver le droit inaliénable de prélever des impôts. Il aurait fallu offrir de percevoir nous-mêmes les impôts qu'on nous demandait et de les déduire du montant de la ristourne fédérale, ou encore, offrir d'échanger des droits pour des droits et non pas des droits pour de l'argent.

Le fédéral a fait des propositions. Chose étrange, le gouvernement de Québec n'a rien proposé. Le premier ministre n'a offert que des tirades, des sonnettes et des palabres. La province aurait dû faire des contre-propositions et cesser de se cantonner dans une attitude uniquement négative. Depuis trois ans, le gouvernement revient avec la même loi pour se faire autoriser à conclure une entente dont tout le monde en reconnaît la nécessité pour régler l'imbroglio des taxes.

Le chef du gouvernement nous a dit hier qu'il s'est rendu à la conférence d'Ottawa avec un mémoire exclusivement en français. Le chef de l'Union nationale n'a pas besoin de s'en vanter, le français est une des langues officielles du pays! Quelle bravoure! Quel héroïsme! Et quel complexe d'infériorité décèle cette vantardise!

Ce mémoire n'était qu'un pamphlet politique contre les libéraux. Qu'a-t-il déclaré dans ce mémoire? Il a dit: "Le gouvernement de Québec s'est occupé de l'assurance-santé." Le gouvernement

Godbout, oui, mais pas le vôtre. Non seulement l'Union nationale ne s'est pas occupée de cette question, mais elle a aboli la Commission d'assurance-santé adoptée par le gouvernement Godbout, en 1942.

(Applaudissements à gauche)

Ce mémoire dit aussi qu'il serait possible de louer certains pouvoirs de taxation. Cela veut donc dire que la province serait prête à louer des droits qu'elle possède de façon exclusive moyennant compensation matérielle et constitutionnelle. Le premier ministre Drew, de l'Ontario, a refusé les propositions fédérales, non pour les raisons invoquées par le premier ministre, mais parce qu'il trouvait que le fédéral ne payait pas assez cher pour les droits qu'il voulait acheter.

Il (M. Choquette) cite à l'appui de sa déclaration le rapport officiel de la conférence. Le mémoire du premier ministre dénote une absence complète de sérieux, dit-il. Quelqu'un qui jugerait la province de Québec par les propos verbaux du premier ministre à la conférence d'Ottawa nous prendrait pour un peuple de primaires. Quand M. Saint-Laurent a demandé au premier ministre: "Quel sera votre loyer?", il a répondu: "Raisonné". Il n'a jamais dit d'ailleurs quels droits il voulait louer.

L'année dernière, j'ai demandé trois fois au premier ministre quels droits il était prêt à louer à Ottawa; je lui ai demandé quel loyer il exigeait pour cette location et il a toujours refusé de répondre. Jamais je n'ai pu obtenir de réponse sérieuse.

À la fin de la conférence d'Ottawa, le premier ministre a abandonné la discussion des droits de sa province pour venir assister à une assemblée électorale dans la ville de Québec et se faire faire une démonstration. Certains jours, nous l'entendons dire: "Nous sommes prêts à coopérer." Le lendemain, il dit: "Jamais."

Une autre année s'est écoulée depuis que le gouvernement a reçu le pouvoir de conclure une entente avec Ottawa, mais aucune entente n'a été tentée. En vérité l'Union nationale et le gouvernement actuel ne veulent pas en signer d'entente avec Ottawa. D'après *Le Devoir*, le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a déclaré, dans un discours prononcé le 10 août 1947, à Saint-Félix-de-Valois: "Nous n'accepterons pas les propositions fédérales et nous ne signerons pas d'entente."

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Je n'ai jamais prononcé ces paroles. Ce rapport est erroné. J'ai dit que l'entente actuelle ne serait jamais signée.

**M. Choquette (Montmagny):** Je prends la déclaration du ministre, mais j'ai lu ça dans un

compte rendu du *Devoir* et le ministre n'a pas corrigé. D'autres journaux ont dit la même chose.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas la première fois que *Le Devoir* fausse les faits. C'est un nouveau mensonge du *Devoir*.

**M. Choquette (Montmagny):** Il n'en reste pas moins vrai que le rapport n'a pas été démenti. Le ministre n'a jamais désavoué le compte-rendu du *Devoir* avant aujourd'hui.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** À deux reprises, j'ai donné un démenti à ce rapport du *Devoir* et contre celui d'autres journaux qui m'avaient attribué une telle déclaration. Les journaux de Joliette ont rapporté fidèlement mes paroles. J'ai dit que la province de Québec ne serait jamais forcée de signer une entente.

**M. Choquette (Montmagny):** Il est étrange que les ministres en face de nous ne nient ces rapports qu'en Chambre. Ils ne les ont jamais démentis avant. Ils attendent qu'on leur rappelle leurs déclarations pour opposer des démentis. Le même cas s'est présenté avec le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu). Le ministre du Travail est-il pour une entente?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Oui. J'ai dit que nous accepterions une entente qui tiendrait compte de nos privilèges et de nos droits.

**M. Choquette (Montmagny):** Peut-il nous dire dans ce cas quelle serait cette entente alors? (Il attend la réponse du député de Joliette.) Voilà! Impossible d'avoir une réponse franche d'aucun ministre. Heureusement que le Parti libéral va rétablir la franchise en même temps que la justice dans l'administration. Le premier ministre n'a fait hier aucune contre-proposition concrète. C'est toujours le vague, l'obscurité, le camouflage qui se répète d'année en année. Le peuple commence à voir clair, lui.

Je suis d'accord avec le premier ministre quand il dit que la province n'a pas besoin de curateur. La province n'a pas besoin de curateur, je le sais, mais le gouvernement actuel en a besoin, lui. Le temps est venu où il doit être interdit non seulement pour prodigalité, mais pour démenche et folie. Trois lois pour faire des ententes! La plaisanterie a assez duré!

Il se demande ensuite, dit-il, quelle est la situation des deux partis politiques provinciaux

relativement aux relations provinciales-fédérales et en présence de la question de l'autonomie provinciale.

(Se tournant vers le député de Québec (M. Chaloult) Mon honorable ami, qui a appuyé l'attitude du gouvernement, a demandé hier: "Quelle est la politique du Parti libéral?" Je vais lui donner une réponse en quatre points.

1. Une entente fiscale qui respecterait les droits de la province de Québec est-elle désirable avec Ottawa, oui ou non? Le Parti libéral dit: oui. C'est également la réponse de tous les bons éléments de cette province.

2. Une entente désirable est-elle possible sans que le gouvernement provincial fasse des contre-propositions? La réponse du Parti libéral est: non et je reproche sévèrement à l'Union nationale d'avoir adopté une attitude exclusivement négative dans ce domaine.

3. Est-il désirable que la province de Québec loue ses droits à Ottawa comme le propose l'Union nationale? La réponse du Parti libéral est: non, car nos droits ne sont ni à vendre ni à louer. L'Union nationale était prête à abandonner nos droits, en les louant. Et je ne crois pas qu'un autonomiste sincère puisse dire oui.

4. Si par une entente fiscale, il est possible pour la province d'accepter \$60,000,000<sup>2</sup> par année sans céder une parcelle de ses droits, est-il admissible de refuser cette entente? La réponse du Parti libéral est: non. Je dis même que ce serait criminel et pure folie d'opposer pareil refus aux propositions fédérales.

(Applaudissements à gauche)

Avec \$65,000,000 par année, on pourrait régler la crise du logement, instituer l'assurance-santé, augmenter les salaires, etc.

**M. Chaloult (Québec):** Je suis prêt à donner à mon honorable ami une réponse brève. Une entente est désirable, mais je ne crois pas qu'elle soit possible, à l'heure actuelle, à cause des dispositions malveillantes d'Ottawa envers Québec.

**M. Choquette (Montmagny):** L'attitude de l'Union nationale envers Ottawa n'est-elle pas malveillante?

**M. Chaloult (Québec):** L'attitude de l'Union nationale est justifiée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Montmagny sait-il que le \$65,000,000 a fait l'objet d'un discours de M. Abbott<sup>3</sup>, ministre

des finances, à Toronto, et que ce dernier a dit que le gouvernement fédéral augmenterait les subsides, mais qu'il se proposait en même temps d'augmenter leurs obligations et les charges des provinces?

**M. Choquette (Montmagny):** Croyez-vous que l'esprit de l'Union nationale soit meilleur?

(Applaudissements à gauche)

Toujours des paroles vagues. Je veux répondre à mon honorable ami de Québec qui m'a donné une réponse subjective. Mais en se plaçant au strict point de vue objectif, mon honorable ami de Québec peut-il me dire si une entente est possible, si on doit accepter ce \$60,000,000? Est-il en faveur d'une entente avec Ottawa qui respecterait tous nos droits?

**M. Chaloult (Québec):** Certainement. Mais j'ajoute qu'avec les dispositions actuelles d'Ottawa, il est impossible d'en arriver à une entente d'accepter les \$65,000,000, sans une cession de nos droits.

1. Est-ce que l'Union nationale a concédé nos droits de taxation à Ottawa?

2. Si le Parti libéral était resté au pouvoir dans la province, est-ce qu'il n'aurait pas cédé?

**M. Choquette (Montmagny):** Je constate qu'au point de vue objectif, nous sommes d'accord tous les deux sur les quatre questions que j'ai posées.

Premièrement, le gouvernement de l'Union nationale n'a pas cédé de droits, parce que l'entente de 1942 prévoyait que les droits seraient repris. On pouvait même, chaque année, mettre fin à l'entente. Mais le gouvernement n'a repris ces droits qu'après l'expiration de l'entente, parce que cela faisait son affaire. Deuxièmement, le député de Québec me demande si nous aurions cédé les droits de la province, advenant le fait que le Parti libéral aurait gardé le pouvoir. Je dis: non. Et j'ajoute que nous refusons de louer les droits, comme l'Union nationale était prête à le faire. C'est la politique du Parti libéral.

(Applaudissements à gauche)

S'il est possible d'obtenir un subside de \$60,000,000 par année sans crucifiement, sans cession de nos droits, et ainsi dégrever le peuple de taxes et lui donner de nouvelles lois sociales, ce serait une aberration de refuser, ce serait une folie. Cela ne fait rien à Ottawa qu'on refuse cet argent. Personne ne veut crucifier sa province, comme le dit le premier ministre, ni sur une croix en or de la marque de fabrique de Hollinger, de Franceschini, de McNamara ou d'Ekers.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous rapetissez la question.

**M. Choquette (Montmagny):** Non, je ne rapetisse pas la question, mais c'est la politique de l'Union nationale qui est petite. L'attitude du gouvernement cause un tort incalculable à la cause de l'autonomie de Québec.

Le député de Bagot (M. Johnson) a prétendu que les libéraux riaient de l'autonomie, mais nous nous sommes moqués du gouvernement qui crie à l'autonomie et donne tous les gros contrats aux étrangers. Le premier ministre compromet la cause de l'autonomie. Quand le peuple comprendra que tout ce qu'apporte l'autonomie du premier ministre, c'est des taxes, l'abandon de nos richesses à l'étranger et qu'elle ne sert qu'à donner de gros contrats à des entrepreneurs de Toronto, il perdra confiance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parlez donc des milliards d'Ottawa.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre devrait nous demander de parler des milliards qu'il a donnés à la Hollinger.  
(Applaudissements à gauche)

**M. l'Orateur:** Il faut rester dans les relations fédérales-provinciales.

**M. Choquette (Montmagny):** Je voulais prouver que celui qui tue notre autonomie, c'est celui qui nous appauvrit en donnant nos richesses aux étrangers.

(Applaudissements à gauche)

En 1935, sans consulter les provinces, par une série de lois, M. Bennett a empiété sur les droits des provinces dans le domaine social et dans le domaine du travail. L'une de ces lois instituait un système d'assurance-chômage. Le premier ministre, chef de l'opposition conservatrice à Québec, approuva ces mesures et demanda leur acceptation sans délai.

Le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon), député à Ottawa et ministre dans le cabinet Bennett, s'indigna parce que les provinces osaient ne pas accepter les propositions de M. Bennett. Je demande au premier ministre: M. Bennett était-il un centralisateur?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement.

**M. Choquette (Montmagny):** Je demande au trésorier: Est-ce que vous admettez que M. Bennett était un centralisateur?

(Il (Choquette) attend la réponse du trésorier de la province pendant plusieurs secondes)

Le cabinet n'est pas d'accord sur le caractère des lois Bennett. M. l'Orateur, je n'insiste pas, car je ne veux pas faire revivre en cette Chambre les hostilités entre le premier ministre et le trésorier de la province à la convention conservatrice de 1933 pour le choix d'un chef à Sherbrooke, où le premier ministre et le trésorier d'aujourd'hui adressèrent un message à M. Bennett pour l'assurer de leur collaboration<sup>4</sup>.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Les députés libéraux à Ottawa ont voté pour les lois Bennett.

**M. Choquette (Montmagny):** Ils ont pu voter pour la deuxième lecture parce que quelques-unes étaient des lois sociales, mais ils ont voté contre la troisième lecture. Et même s'ils avaient voté pour ces lois, qu'est-ce que cela me fait? Je suis ici dans la Législature de Québec pour défendre l'autonomie de ma province.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement de l'Union nationale, en 1936, n'a pas pris la défense de la province devant le Conseil privé, quand les libéraux ont soumis ces lois au plus haut tribunal de l'Empire pour faire statuer sur leur constitutionnalité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Monette<sup>5</sup> a été chargé de représenter la province.

**M. Choquette (Montmagny):** M. Monette n'a pris partie que contre une des six lois de Bennett, celle de l'Office fédéral des marchés naturels.

Si le Parti libéral n'avait pas pris le pouvoir en 1935, les lois Bennett seraient dans les Statuts du Canada et les droits de la province de Québec seraient foulés aux pieds.

Mais le Parti libéral a soumis ces législations aux tribunaux pour savoir si elles étaient constitutionnelles et elles ont été désavouées par les tribunaux<sup>6</sup>.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'opposition a rabaissé le ton du débat à une véritable querelle politique. Le premier ministre n'a pas voulu faire descendre ce débat sur le terrain politique; son discours d'homme d'État a posé le débat sur le plan élevé où le député de Québec et le

député de Bagot (M. Johnson) l'ont maintenu. Mais depuis, la Chambre a assisté à une manifestation d'électoratisme et de petite politique.

La constatation que l'on peut retenir des discours de la gauche, c'est que plusieurs députés libéraux nous ont donné la vraie raison de leurs interventions dans le débat. Ils nous ont dit, en somme: cessez donc de parler de cette question et de défendre l'autonomie de la province de Québec parce que vous faites tort au Parti libéral fédéral et à M. Saint-Laurent, en particulier. Si le ridicule tuait, il n'y aurait plus beaucoup de députés à votre gauche, M. l'Orateur.

Il (l'honorable M. Sauvé) rappelle les campagnes politiques de 1936 et de 1939, où le chef de l'Union nationale jetait le cri d'alarme devant le danger qui allait fondre sur la province. Les libéraux se promenaient dans la province en ridiculisant la campagne du chef de l'Union nationale, ils se sont moqués de l'autonomie, qu'ils appelaient par dérision la "totonomie". Mais devant la pression de l'opinion publique, ils ont changé d'attitude.

Les voilà qui reprochent au chef du gouvernement de ne pas prendre des attitudes assez prononcées et de ne pas défendre suffisamment les droits de la province. Ils se proclament aujourd'hui les champions de l'autonomie après l'avoir ridiculisée. À les entendre, ils seraient les plus grands, les seuls autonomistes, eux qui ont fait des gorges chaudes pendant des années quand le chef de l'Union nationale, en 1938 et 1939, signalait le danger à l'horizon.

Je crois qu'une entente avec Ottawa qui protégerait l'autonomie de la province est évidemment désirable. Tout le monde l'admet. C'est d'ailleurs pour cela que le premier ministre a inscrit son projet de loi au *Feuilleton*. Depuis 10 ans, nous avons essuyé à Ottawa refus sur refus à tous nos projets soumis. Nous espérons toujours que ces messieurs d'Ottawa vont comprendre, qu'ils vont abandonner leur attitude arrogante et se rendre aux justes revendications des provinces. La loi permettrait une entente dans le cas où Ottawa consentirait à faire droit aux justes réclamations des provinces. J'admets avec le député de Québec (M. Chaloult) qu'avec les dirigeants actuels et avec la mentalité qui règne actuellement à Ottawa, une telle entente est infiniment improbable.

Mais les hommes passent, les gouvernements changent. Qui sait si après les prochaines élections il n'y aura pas à Ottawa une atmosphère différente? Et, entre-temps, c'est bon de compter dans les lois de la province une loi qui, tout en permettant une entente,

établira les bases de la position adoptée par la province à l'égard de ses droits. La législation était un panneau d'arrêt pour Ottawa. Ainsi, le jour où il sera possible de faire une entente, la loi sera efficace.

Il a douté que le député de Montmagny (M. Choquette) ait eu l'effronterie de dire que le Parti libéral n'est pas prêt à louer nos droits. Les libéraux ont fait bien plus que cela. Ils ont cédé nos droits de taxation à Ottawa.

Le député de Montmagny (M. Choquette) a dit que ce n'était pas de la bravoure, de la part du premier ministre, que de présenter son mémoire en français à la conférence d'Ottawa de 1946, que toute vantardise à ce sujet dénote un complexe d'infériorité. Personne qui se respecte n'a le droit de prétendre que faire valoir les droits de la langue française à Ottawa, c'est une manifestation d'infériorité. Louis-Hippolyte La Fontaine est passé à l'histoire comme un grand canadien parce qu'il avait posé ce geste. Il faut être bien fanatique, aujourd'hui, pour nier le mérite de cette attitude.

Le "cadeau fantôme" de \$65,000,000, que le député de Montmagny et les autres libéraux font grief au premier ministre de ne pas accepter d'Ottawa, existe-t-il véritablement? C'est un cadeau qui nous serait fait à même notre argent et qui ne représenterait qu'une partie des revenus qu'on nous enlèverait. En n'exerçant qu'une partie des droits qu'il faudrait céder, nous retirons aujourd'hui \$42,000,000<sup>7</sup> de cette somme et nous dépasserions considérablement le cadeau-fantôme qu'Ottawa nous promet si nous exerçons tous les pouvoirs de taxation qui sont nôtres. Nous ne le faisons pas pour ne pas surcharger le contribuable.

Dans un discours à Toronto, au sujet des subsides offerts aux provinces, le ministre fédéral des Finances (M. Abbott) a déclaré, entre autres choses, qu'à la suite de l'augmentation des subsides offerts aux provinces, celles-ci sont capables et doivent s'attendre à assumer une responsabilité financière plus lourde.

Pour toute personne de bonne foi, il serait naïf de croire que le fédéral va nous faire un cadeau si nous consentons à lui abandonner nos droits. Les centralisateurs viennent nous déclarer qu'Ottawa va nous remettre plus que nous ne lui donnons. Quelle farce! Au contraire, en aucune occasion des délibérations de la conférence, Ottawa n'a offert de remettre aux provinces plus qu'il n'en reçoit d'elles. Ce serait d'ailleurs pur illogisme.

Si quelqu'un, à Ottawa, avait fait cette affirmation, tous les gens sérieux auraient ri au pays. Si certaines provinces qui vivent de la Confédération



ont dû, à cause de difficultés financières, signer des ententes, Dieu merci, les provinces d'Ontario et Québec qui font vivre la Confédération n'ont pas été obligées de signer. Elles se sont tenues debout et n'étaient pas obligées de céder à la pression du fédéral parce qu'elles avaient le moyen de le faire.

Le besoin d'ententes est né de ce que le gouvernement fédéral ne pouvait suffire à assumer les obligations trop lourdes qu'il avait contractées durant la guerre. Il a voulu aller chercher dans les provinces les plus riches les revenus dont il avait besoin pour l'aider à solder les folles dépenses de guerre.

L'argument que sept des neuf provinces ont signé une entente ne vaut pas grand-chose. Je n'ai pas à apprécier la conduite de ces provinces, mais je puis tout de même affirmer toute mon admiration en levant bien haut mon chapeau devant ces premiers ministres qui ont mené le bon combat aussi loin que possible devant les autorités fédérales, avant d'être obligés de capituler pour des motifs impérieux. Je ne les blâme pas, si torturés par les pressions des libéraux d'Ottawa qui, comme le Parti libéral dans la province, font passer le parti avant la patrie, ils ont dû finalement s'incliner devant la volonté d'Ottawa, le couteau sur la gorge. Heureusement, les deux provinces les plus riches n'ont pas imité leur geste. Et comme citoyen de la province, je tiens à affirmer publiquement mon admiration pour le premier ministre de l'Ontario qui nous supporte et nous supportera jusqu'au bout dans cette lutte pour nos droits.

Le député de Montmagny (M. Choquette) et les députés libéraux rééditent toujours devant la Chambre des histoires à dormir debout avec les contrats accordés à des entrepreneurs ontariens. Mais qui les a amenés dans la province de Québec si ce ne sont pas les gouvernements libéraux eux-mêmes?

Franceschini et McNamara ont été installés dans la province de Québec par le gouvernement libéral d'Ottawa qui leur a accordé de plantureux contrats de plusieurs millions, durant la guerre. Le gouvernement d'Ottawa a donné à M. McNamara le contrat de l'aéroport de Mont-Joli et à M. Franceschini des contrats de guerre, tout en faisant semblant de les persécuter. Ne nous jetez pas la pierre si nous donnons à ces entrepreneurs leur part.

Le député de Montmagny (M. Choquette) ne peut parler en Chambre sans injurier ses adversaires. Le Parti libéral serait le parti de la vérité! Il a le monopole de l'honnêteté. Mais qui donc, si ce n'est le Parti libéral lui-même, a donné à la province et au pays tout entier le spectacle navrant de la parole violée, des engagements les plus sacrés foulés aux pieds, de la contradiction, de l'oubli et des distractions?

Les orateurs libéraux se contredisent. La plupart reprochent au gouvernement de n'avoir pas signé l'entente de 1945, mais le parti du chef de l'opposition a signé la cession de nos droits en 1942. Le député de Montmagny vient de dire que le Parti libéral n'aurait pas signé, mais c'est contraire à l'attitude prise par la grande majorité des libéraux. La vérité, c'est que s'ils avaient été au pouvoir, ils auraient signé dès 1945.

Et si, par un cataclysme qu'on ne peut prévoir, la province donnait confiance au Parti libéral, lors des prochaines élections, le chef de l'opposition et ses amis n'auraient rien de plus pressé que d'aller trouver leurs maîtres à Ottawa et de signer la petite entente avec M. Saint-Laurent.

Dans son discours de la veille, le premier ministre a symbolisé l'attitude de toute la province et affirmé solennellement notre volonté irrévocable de conserver intégralement nos droits. Le premier ministre a également représenté l'attitude unanime de la province lors de la conférence d'Ottawa.

Il a donné à la province un prestige et un lustre extraordinaires. Quel changement d'attitude nous avons vu parmi les provinces lors de la conférence d'Ottawa, en 1945 et 1946, les autres provinces se sont groupées autour de la province de Québec.

Les premiers ministres ont cherché et écouté les avis de notre premier ministre, ils voulaient savoir quelles directives il entendait donner. Grâce à lui, nous avons gagné le respect de la conférence et partout il a reçu de nombreux témoignages de respect, d'estime et de compréhension. Le passage du premier ministre à Ottawa nous a été éminemment profitable.

Le projet de loi que propose le premier ministre laissera la porte ouverte à toute entente lorsqu'il y aura à Ottawa un gouvernement désireux de maintenir intégralement le pacte fédératif et respecter les droits et les prérogatives des provinces. Le bill constitue une affirmation de droits nécessaires. Il sera donc, dans les Statuts, un outil indispensable.

(Applaudissements à gauche)

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Lemieux), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 12 mars 1948

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 20 autorisant le paiement de pensions aux employés de compagnies, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en ajoutant, après les mots "des employés", dans la sixième ligne, le mot "concernés".

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 13, comme article 14:

"14. La présente loi ne s'applique ni aux corporations municipales, ni aux corporations de commissaires, de syndicats ou d'administrateurs d'écoles. Elle n'affecte pas les systèmes de pensions établis avant son entrée en vigueur."

3. L'article 14 devient article 15.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 105 validant le contrat de mariage de Marie-Eugénie Labrecque et de Georges Couillard de l'Épinay, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en insérant, à la page 3, après la septième ligne, ce qui suit comme paragraphes:

"Attendu qu'une action a été intentée sous le numéro 53,576 des dossiers de la Cour supérieure du district de Québec, par certains parents collatéraux dudit feu Georges Couillard de l'Épinay contre sa veuve, aux fins d'obtenir un jugement déclarant nul, de nullité absolue, ledit contrat de mariage;"

"Attendu qu'un tel jugement aurait eu pour conséquences que ladite dame Marie-Eugénie Labrecque et feu son époux auraient été considérés comme mariés sous le régime de la communauté légale de biens et que ledit feu Georges Couillard de l'Épinay aurait été considéré comme décédé intestat;"

"Attendu qu'une transaction est intervenue entre ladite dame Marie-Eugénie Labrecque d'une part et les parents collatéraux dudit feu Georges Couillard de l'Épinay d'autre part, en vertu de laquelle ladite dame Marie-Eugénie Labrecque s'est engagée à payer auxdits parents collatéraux ci-après spécifiés, une somme de cent mille dollars à être prise à même les biens qui auraient fait partie de la part dudit feu Georges Couillard de l'Épinay dans ladite communauté de biens qui aurait pu exister sans la présente loi, et ce, conformément aux conditions et stipulations ci-après déterminées;"

"Attendu que des mineurs sont intéressés dans ladite transaction et qu'une loi spéciale est nécessaire pour rendre celle-ci valide et obligatoire pour toutes les parties;"

2. L'article 2 est modifié dans la version anglaise seulement.

3. L'article 4 est remplacé par le suivant:

"4. Vu les articles 2 et 3 ci-dessus et nonobstant leurs dispositions, ladite dame Marie-Eugénie Labrecque, veuve de feu Georges Couillard de l'Épinay, paiera, à même les biens qui auraient fait partie de la part dudit feu Georges Couillard de l'Épinay dans la communauté de biens qui aurait pu exister entre lui et son épouse sans la présente loi, aux frères et sœurs dudit feu Georges Couillard de l'Épinay ainsi qu'aux neveux et nièces de ce dernier, venant par représentation concurremment avec leurs oncles et tantes, à la date de son décès survenu le 8 juillet 1947, comme dette privilégiée inscrite au passif de sa succession, à titre de transaction et en règlement final et définitif de tous comptes et droits, une somme globale de cent mille dollars à être partagée également entre eux par souche, libre de tous droits, taxes ou impôts, et ce, dans les cent vingt jours de l'entrée en vigueur de la présente loi: ladite transaction étant par les présentes déclarée légale, valide et obligatoire à toutes fins que de droit pour toutes les parties nonobstant le fait que des mineurs y sont intéressés."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 123 modifiant la charte de la ville de Rimouski, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 26, comme article 27:

"27. Le conseil peut, par règlement, garantir une émission d'obligation à être faite par une corporation constituée sous l'empire de la troisième partie de la loi des compagnies, pour l'établissement d'un centre de loisirs dans la ville de Rimouski, et ce, jusqu'à concurrence de 50 % de la valeur de l'actif affecté à la garantie de cette émission.

Ce règlement avant d'entrer en vigueur devra recevoir l'approbation de la majorité, en nombre et en valeur, des électeurs-propriétaires ayant voté et celle de la Commission municipale de Québec."

2. L'article 27 devient article 28.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 169 modifiant la charte de la cité de Joliette, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 8 est modifié en remplaçant, dans les onzième, douzième et treizième lignes, les mots "un service de transport en commun par autobus d'un point à un autre de la cité" par les mots "un service local de transport en commun par autobus entre divers points de la cité".

2. L'article 10 est modifié dans la version anglaise seulement.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 192 constituant en corporation la Société des missionnaires du Cœur Eucharistique, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant, à la page 1, dans les dixième et onzième lignes du premier paragraphe, les mots "un établissement de leur Ordre situé" par les mots "une institution religieuse située".

2. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la dixième ligne, le mot "religieuses" par le mot "sœurs".

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 127 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'annexe "A" est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 155 modifiant la charte de la cité de Lachine, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 6 est modifié en biffant, dans les septième et huitième lignes, les mots "(reproduit comme annexe)".

Et l'annexe est biffée.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est modifié:

a) en biffant, dans les première et deuxième lignes, à la page 3, les mots "suivants les cédules A, B, C et D ci-attachées";

b) en biffant, dans la huitième ligne, à la page 3, les mots "(Annexe A)".

L'annexe "A" et les cédules "A", "B", "C" et "D" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 171 modifiant la charte de la cité d'Arvida, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en ajoutant après les mots "Sujets à l'approbation", dans la septième ligne, les mots "de la commission".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 184 modifiant la charte de la ville de Noranda, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en ajoutant, à la page 2, immédiatement après les mots "les blocs", dans la troisième ligne du paragraphe "d", les nombres "34", "35", "36", "37", "38", "39".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 191 accordant certains pouvoirs à la ville de Montréal-Est et ratifiant certains règlement et contrat, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en biffant, dans les huitième et neuvième lignes, les mots "et annexé aux présentes comme annexe "B".

Et les annexes "B", "C" et "D" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 204 modifiant la loi des dentistes de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 15 est modifié:

a) en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots "l'article" par les mots "les articles";

b) en insérant, comme article "151", sous la "Section XV", ce qui suit:

"151. Nonobstant toute loi à ce contraire, tout dentiste peut, conformément aux dispositions de la loi des dentistes de Québec, confier aux auxiliaires de son choix, sous sa directive immédiate et sous son exclusive responsabilité, l'exécution de la partie strictement manuelle de la technique dentaire effectuée à son bureau, sans que ces auxiliaires soient assujettis, relativement à ces travaux, à la juridiction professionnelle d'aucune autre corporation.";

c) en ajoutant, dans la troisième ligne de l'article "151", devenu article "152", immédiatement après le mot "faute" les mots "délictuelle ou contractuelle".

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 129 agrandissant le territoire de la ville de Beauharnois, la constituant en municipalité de cité et en refondant la charte, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est changé en celui de: Loi refondant la charte de la ville de Beauharnois et en constituant le territoire en municipalité de cité.

2. Le préambule est modifié:

a) en remplaçant, à la page 1, le deuxième et troisième paragraphes, par ce qui suit:

"Attendu que les limites de la ville de Beauharnois, telles qu'elles sont données dans sa charte, sont inexactes,"

"Attendu que la population de la ville de Beauharnois justifie sa constitution en corporation de cité;"

b) en remplaçant, à la page 2, le deuxième paragraphe, qui commence par les mots: "Attendu que, pour le développement" et qui finit par les mots "taxe foncière", par le suivant:

"Attendu que pour le développement de la petite industrie, il est opportun de déterminer les immeubles imposables;"

3. L'article 8 est modifié en remplaçant, dans l'avant-dernière ligne, les mots "l'ouest" par les mots "l'est".

## Projets de loi:

### **Pensions aux employés de compagnies**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 20 autorisant le paiement de pensions aux employés de compagnies.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Mariage de M.-E. Labrecque et de G. Couillard de l'Épinay**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 105 validant le contrat de mariage de Marie-Eugénie Labrecque et de Georges Couillard de l'Épinay.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Charte de Rimouski**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 modifiant la charte de la ville de Rimouski.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Charte de Joliette**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 169 modifiant la charte de la cité de Joliette.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **La Société des missionnaires du Cœur Eucharistique**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 192 constituant en corporation la Société des missionnaires du Cœur Eucharistique.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Charte de Plage-Laval**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 127 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Charte de Lachine**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 155 modifiant la charte de la cité de Lachine.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Charte de Longueuil**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 159 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Charte d'Arvida**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 171 modifiant la charte de la cité d'Arvida.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Charte de Noranda**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 184 modifiant la charte de la ville de Noranda.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Ratification de règlement et contrat pour Montréal-Est**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 191 accordant certains pouvoirs à la ville de Montréal-Est et ratifiant certains règlement et contrat.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Loi des dentistes**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 204 modifiant la loi des dentistes de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Beauharnois**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 129 agrandissant le territoire de la ville de Beauharnois, la constituant en municipalité de cité et en refondant la charte.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Loi concernant les relations provinciales-fédérales**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant que le bill 4 relatif à la loi concernant les relations provinciales-fédérales soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Les membres de l'opposition ont fait bien des reproches au gouvernement. Ces reproches, dont quelques-uns sont mérités, ne feront tout de même pas que ce qui est juste devienne faux et que le faux devienne vrai. Il ne s'agit pas ici de faire le procès d'un homme, mais de prendre attitude sur un problème vital.

J'ai suivi de près la discussion, depuis le début du débat. J'ai écouté très attentivement le discours qu'a prononcé hier le premier ministre. À mon sens, les considérations qu'il a énoncées avec force étaient justes, sérieuses et efficaces. L'idée, particulièrement, que le Québec n'a pas besoin de tuteur, ni de curateur me semble répondre efficacement au principal argument des propagandistes d'Ottawa qui reproche de n'avoir pas conclu d'entente et d'avoir refusé un cadeau de \$65,000,000.

Pour ce qui regarde les discours prononcés par l'opposition, il faudrait, pour être juste, tenir compte de certaines nuances. Mais, de l'ensemble des déclarations faites au cours du présent débat, avec les contradictions qu'on y rencontre, et des attitudes passées prises en public par les chefs libéraux, on peut déduire que le Parti libéral est devenu à ce point la chose de son grand-frère d'Ottawa, ce qui est un malheur pour la province de Québec. J'ai l'impression que l'opposition travaille pour que les gens du Québec se sentent obligés de signer une entente avec Ottawa.

Quand on reproche au premier ministre d'avoir voulu louer certains droits, à certaines conditions, les libéraux provinciaux oublient qu'ils portent les conséquences de leurs actes, car on ne peut pas oublier qu'en 1942, le Parti libéral a loué certains de nos droits à Ottawa et les a loués fort peu cher.

Qu'Ottawa empiète, qu'il veuille nous acheter ce n'est pas bien noble ni bien reluisant, mais en un sens, cela se comprend puisqu'il est de la nature d'un gouvernement central de vouloir petit à petit accaparer l'autorité des provinces. Mais ce qui est étonnant, c'est l'attitude des députés libéraux élus à Québec et pour Québec, qui soutiennent qu'Ottawa n'a fait aucun empiètement, mais seulement des propositions.

Mais ce que je ne puis comprendre, c'est que des députés du Parti libéral provincial élus par la province de Québec et pour la province de Québec se fassent les amoindrisseurs (sic) de notre position et aident le gouvernement d'Ottawa à réduire l'influence de la province. Cela, c'est inacceptable.

À entendre le député de Bellechasse (M. Bienvenue), on a l'impression qu'il s'agit d'une obligation morale pour Québec que de signer une entente. Nos amis de l'opposition officielle parlent sans cesse de l'argent d'Ottawa, comme si Ottawa était absolument acharné à vouloir nous faire des largesses et des cadeaux.

Si l'affaire est vraiment si bonne pour Québec et si mauvaise pour Ottawa, je ne comprends pas l'insistance du gouvernement central. Je ne comprends pas l'attitude d'Ottawa, qui s'accroche à nous, qui s'agenouille pour que nous acceptions les propositions.

On a l'impression que l'attitude libérale québécoise est essentiellement d'ordre politique, parce que l'on n'aime pas le gouvernement qui est au pouvoir dans la province actuellement et que l'on veut ménager ses amis d'Ottawa pour les prochaines élections. Pour tous ces motifs, les libéraux s'attaquent à la politique du premier ministre dans ce qu'elle a de meilleur. Il ne s'agit pas de savoir si on aime le premier ministre, mais si on aime sa province et sa race.

Les libéraux rappellent que le premier ministre a déjà été moins autonomiste. L'argument se retourne, car les libéraux ont également tenu dans le passé une attitude singulièrement différente. Ce n'est d'ailleurs pas parce qu'il y a eu une ou des défaillances dans le passé qu'il faille admettre toutes les défaillances. Tout cela arrive parce que l'on oublie gravement la longue tradition de ceux de tous les partis qui se sont battus pour en arriver à construire l'État québécois. On serait prêt, semble-t-il, à rayer d'un trait de plume ce qu'il a fallu des décades pour construire. Le Parti libéral rendrait sa position plus solide en reprenant l'attitude qui a fait sa grandeur.

On nous dit et nous répète qu'aucun de nos droits n'est en danger. On oublie que les centralisateurs travaillent habilement, dans l'ombre, et qu'ils ne tenteront pas de manger le morceau d'un seul coup. Je comprends bien que, si on voulait nous enlever d'un seul coup nos droits en matière d'éducation, ce serait un tollé général dans la province.

Les empiètements graduels du pouvoir central menacent de saboter un état essentiel à notre survivance. Le pouvoir central n'attaquera pas directement le pouvoir provincial. La tactique des

centralisateurs consiste à procéder par petites étapes successives, d'avoir l'air de vouloir faire de la libéralité.

En effet, je ne crois pas les centralisateurs assez stupides pour dévoiler leurs véritables buts et nous dire: "Quand on tente de vous enlever certains pouvoirs, c'est pour parvenir à l'union législative. Nous savons que cela n'est pas possible d'un seul coup et c'est pourquoi nous entendons procéder par étapes. Nous commençons par vous offrir de l'argent, pour passer graduellement jusqu'à la spoliation complète."

Ils les grignoteront, en ayant l'air de faire des libéralités à l'État québécois. On se contente de commencer par nous offrir une chose qui peut paraître merveilleuse et il faudrait vraiment que nous soyons bien naïfs pour tomber dans le panneau.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Est-ce que notre foi et notre langue ont été affectées du fait qu'en trois ans nous avons reçu \$215,000,000 d'Ottawa en allocations familiales?

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** La véritable question n'est pas là. L'État fédéral fait à l'État provincial une offre de subsides moyennant l'abandon de certains droits.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je puis dire qu'il y a eu des tentatives de mainmise sur le département de l'Éducation.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Il s'agit, à l'heure actuelle, d'offres faites non pas aux individus, mais à l'État québécois et moyennant certains droits de taxation. On parle de cession temporaire, on demande ces droits pour trois ou cinq ans, mais après les avoir possédés depuis 1942, et en utilisant des arguments qui suggèrent plutôt que ce que l'on veut, c'est un état de choses permanent. Avec les allocations familiales, Ottawa pourrait peut-être finir par poser des conditions, exiger un barème d'éducation, des familles touchant des allocations.

L'autonomie ce n'est pas, comme voudraient nous le faire croire certains députés, exclusivement une question d'argent. Les considérations d'argent sont importantes, mais je dis que la question financière n'est pas la seule. Si on voit que c'est le principal barème de la vie, on s'avérera plus matérialiste que les communistes. Pour ces députés, on dirait que c'est tout simplement une question de quelques sous de plus ou de moins. À ce compte-là, s'il ne s'agissait que de piastres et de sous, il y aurait peut-être quelques piastres à gagner à abolir la

frontière entre le Canada et les États-Unis et à nous unir à nos voisins du Sud.

Dans cette question financière, je veux citer l'opinion d'un corps sérieux d'hommes d'affaires, qui a étudié le problème et s'est prononcé, celui de la Chambre de commerce de Montréal. Dans son mémoire, cet organisme dit que les propositions fédérales actuelles engendreraient une trop grande centralisation économique et fiscale. On demande aux provinces l'abandon de leur pouvoir de taxer les revenus, les profits et les successions contre un dédommagement en argent.

Ce procédé constitue, par définition même, une centralisation au moins partielle, non seulement par la perception, mais par l'initiative législative en matière fiscale, et ce dernier titre affecte le libre exercice des droits garantis aux provinces dans la constitution.

Toute province qui n'est pas décidée d'abandonner définitivement son pouvoir de taxer dans les matières relevant des accords se doit de ne pas autoriser aujourd'hui la mise en train d'un plan fédéral permanent de contrôle économique et de sécurité sociale, si le maintien de ses droits constitutionnels doit lui imposer, cinq ans plus tard, de se retirer de ce plan et de désorganiser par conséquent ce mécanisme.

Voilà l'opinion des hommes d'affaires de Montréal. Il est clair que sans autonomie fiscale pour les provinces, il n'y a pas du tout d'autonomie ni d'indépendance politique pure et simple. C'est l'esclavage bien rétribué mais qui continue toujours d'être de l'esclavage. Mais même si l'on prend la question sous l'angle de l'argent, il ne faut pas s'imaginer qu'Ottawa est une fabrique de billets de banque. Ce n'est pas un cadeau que veut nous faire Ottawa. Les \$65,000,000 dont nous parlent les libéraux, ce ne serait pas un pur don d'Ottawa. Les \$65,000,000 qu'Ottawa nous offre, il les prendrait quelque part. Où les prendrait-il? Dans Québec tout particulièrement. Nous ferons la majeure partie des frais des ententes.

En impôts sur les revenus des particuliers et des corporations, pour l'année 1942-1943, les citoyens du Canada ont payé à Ottawa en moyenne \$74.83; tandis que ceux de la Saskatchewan n'en paye que \$11.05 et ceux du Québec, \$81.91, soit plus que la moyenne de tout le pays. C'est dire que quand nos dollars s'en vont à Ottawa, ils ne s'engraissent pas.

Au contraire, ils nous reviennent amaigris et non augmentés. Si on nous rend \$65,000,000, c'est qu'on nous aura pris beaucoup plus. Les provinces pauvres ont accepté de signer des ententes parce que cela faisait financièrement leur affaire.

Il est vrai qu'il y a sept provinces sur neuf qui ont signé. Mais l'Ontario et le Québec, qui représentent les deux tiers de la population canadienne, ont refusé parce qu'elles n'y trouvaient rien d'avantageux, et sans ces deux provinces les plus riches, les ententes ne veulent plus rien dire. En 1942-1943, l'Ontario, qui représente 33 % de la population totale du pays, a payé 48 % du total des impôts sur le revenu et les corporations.

La province de Québec, qui représente 29.2 % de la population, a payé 31.8 % des impôts. Le Manitoba, avec 6 % de la population, n'a payé que 3 % des impôts. Et la Saskatchewan, avec 7 % de population, n'a payé que 1 % des impôts sur le revenu. Il fait remarquer, dit-il, que l'argument dont la base est la signature d'une entente séparée par sept provinces sur neuf porte à faux, parce que ces ententes séparées sont favorables aux provinces dites pauvres et qui retirent plus qu'elles ne donnent.

Une chose importe surtout: c'est de savoir où nous allons et quelle sorte d'entente le gouvernement de Québec veut signer avec Ottawa. Le gouvernement a tenu une attitude nette; il a dit: "non", avec raison, quand il le fallait, avec courage et avec éclat, mais il ne faut pas uniquement des principes. Il faut aussi un énoncé de politique. L'expression "louer", qu'on trouve dans le mémoire de la province, reste inexplicite et dangereuse. Le gouvernement provincial devrait énoncer clairement sa politique, de façon concrète, dire comment en pratique on pourrait réaliser la priorité provinciale en matière d'impôts directs.

On ne doit pas se contenter derrière un principe. La province aurait dû faire des contre-propositions publiques et formelles. Ottawa fait beaucoup de propagande avec ses propositions. Il a sans doute convaincu un certain nombre de gens. J'ai entendu des gens dire qu'ils ne voulaient ni louer ni vendre nos droits. J'espère qu'ils ne veulent pas les donner. En face de ces propositions, il faudrait de la part de la province des contre-propositions constructives, formelles, décisives.

Les hommes d'affaires sont d'avis qu'une entente est nécessaire, mais que les propositions d'Ottawa représentaient une trop grande concentration économique et fiscale. La Chambre de commerce de Montréal a proposé un système en vertu duquel les provinces se réuniraient tous les cinq ans et fixeraient le quota de leurs besoins. Le gouvernement fédéral prendrait le reste, en s'engageant à laisser aux provinces le pourcentage nécessaire à leurs besoins. Voici les principales

suggestions faites dans ce sens par la Chambre de commerce de Montréal:

1. Chaque gouvernement garde l'initiative législative dans les matières fiscales que lui accorde la Constitution, seul régime vraiment compatible avec l'exercice des souverainetés respectives;

2. Les gouvernements provinciaux étant limités au droit à la taxation directe, ils doivent avoir l'assurance de pouvoir l'exploiter dans toute la mesure de leurs besoins;

3. Les divers gouvernements s'entendront pour simplifier la perception des impôts et pour échanger entre eux tous les renseignements qui facilitent la simplification ou concourent au maximum possible d'uniformité dans les législations;

4. L'abandon complet au provincial, par le fédéral, de l'impôt sur les successions;

5. Les gouvernements fédéral et provinciaux continueraient de prélever chacun leur impôt sur les revenus personnels et sur les profits des compagnies. Toutefois, le percepteur fédéral seul se chargerait de la perception, à titre des provinces, pour la partie de l'impôt leur revenant et moyennant compensation pour les frais de perception.

Dans l'ensemble, c'est là un programme réaliste et réalisable qui sauvegarde l'autonomie des provinces et les droits du fédéral. J'aimerais que ma province fasse, dans ce sens général, des contre-propositions à Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est en substance, le plan que j'ai proposé à Ottawa. Mais Ottawa a refusé.

**M. Choquette (Montmagny):** Montrez-nous le votre plan.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le projet de loi est plutôt de la nature d'une motion. C'est une expression d'opinion. Mais comme tel, il valait la peine de le présenter.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Tous les députés de la Chambre admettent la nécessité d'un accord et le besoin d'une étude complète et d'une révision possible, du moins partielle, de certains articles de la Constitution. Les constitutions des États-Unis, de l'Angleterre, de la France et de la plupart des pays européens ont connu plusieurs changements importants depuis 1867, l'année de la Confédération du Canada. Dans tous ces pays, les constitutions ont dû être amendées pour mieux répondre aux besoins modernes. Au Canada, les

conditions ont aussi considérablement changé depuis 1867.

Il est tout à fait normal qu'on demande plus pour obtenir moins. Que les propositions soient faites par Ottawa ou qu'elles soient faites par Québec, on demande toujours plus que ce que l'on veut réellement avoir. Les hauts-fonctionnaires qui ont préparé les propositions d'Ottawa ont peut-être exagéré un peu les demandes. Ottawa ne voulait pas faire de cadeaux aux provinces, mais trouver les moyens nécessaires pour établir de façon chrétienne son programme d'assistance sociale et nationale.

Par contre, le premier ministre a manqué à son devoir en ne faisant pas de contre-propositions. Le mémoire présenté par le premier ministre de la province ne contient rien de sérieux, il a simplement produit un pamphlet vantard et inexact qui était malheureusement motivé par des considérations politiques. L'Union nationale a constamment gardé le silence avec une arrière-pensée électorale.

Le fond de toute cette affaire est une question d'argent. S'il est dangereux d'accepter de l'argent d'Ottawa, les allocations familiales ne semblent pas nuire à la province. Lorsqu'il a distribué les allocations familiales, le gouvernement fédéral n'a fait aucune réserve, si ce n'est de dire que ces sommes devraient servir à l'éducation des enfants. Ceux qui reçoivent les allocations n'ont pas été importunés. On ne leur a pas parlé de couleurs politiques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au contraire, j'affirme que nous avons des preuves irréfutables que le fédéral a commencé à s'ingérer dans nos affaires. Des officiers des allocations familiales, sur les ordres d'Ottawa, ont commencé à s'ingérer dans l'éducation des enfants. Ils ont fait des menaces au département de l'Instruction publique. Ils ont exigé la liste des enfants qui fréquentaient ou ne fréquentaient pas l'école. Ces officiers sont allés dans des familles pour savoir si les enfants allaient à l'école. C'est là une pénétration insidieuse du fédéral dans le domaine de l'éducation de la province.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Pourquoi alors ne pas avoir pris les mesures de faire déclarer cette loi inconstitutionnelle?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons la preuve que des officiers fédéraux ont fait des menaces.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Nous avons la preuve du contraire. C'est inexact de A à Z. Il n'y



a que le premier ministre pour dire cela et il n'a pas d'enfants.

(Rires à gauche)

D'ailleurs, y a-t-il des récipiendaires qui ont retourné les chèques d'allocations?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y en a eu, mais je n'ai rien à faire avec les chèques. Le député de Montmorency veut-il mettre son siège en jeu?

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le don d'Ottawa est fait sans réserve; le fédéral se contente d'émettre le vœu que l'argent serve à l'éducation des enfants.

Le premier ministre refuse de collaborer avec le fédéral uniquement parce qu'il y a un gouvernement libéral à Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je n'ai aucune objection à dire au député de Montmorency que je n'ai pas plus confiance à la direction du Parti conservateur actuellement à Ottawa qu'à celle du Parti libéral, sur la question d'autonomie et au point de vue constitutionnel.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le premier ministre préférerait que M. Bracken soit remplacé par M. Drew?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne suis pas membre du Parti conservateur. Je me mêle de mes affaires et je conseille au député de Montmorency d'en faire autant.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le premier ministre a déjà déclaré qu'Ottawa avait violé toutes ses promesses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai dit que les gouvernements fédéraux, bleus comme rouges, ont violé à maintes reprises leurs engagements en matière constitutionnelle.

**M. Dumoulin (Montmorency)** cite abondamment le rapport officiel de la conférence tenue à Ottawa. Le premier ministre, dit-il, ne fait rien en vue d'une entente, car il a dit aussi qu'il n'y avait pas d'entente possible avec Ottawa. Mais si, une entente est inévitable comme le premier ministre l'a dit hier, pourquoi ne fait-il pas de propositions?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'entente n'est pas inévitable mais désirable. Mon

gouvernement a toujours voulu une entente, mais une entente qui ne compromettra pas les droits, l'autorité et les prérogatives de la province de Québec, conforme aux termes de la Constitution. L'entente devra être faite conformément aux conditions du gouvernement du Québec. Mais comment voulez-vous vous entendre avec des gens qui vous disent: "Nous avons tous les droits et les provinces ont le reste"?

C'est ce qu'on nous a dit à Ottawa. M. Ilsley<sup>8</sup> a dit à maintes reprises, au cours de la conférence, que le gouvernement fédéral pouvait prendre tous les droits de taxation, même sur la propriété, et que les provinces n'auraient que le reste. Nous lui avons dit que les provinces aussi avaient certains droits, que nous avions la priorité sur la taxation directe, et qu'elles avaient aussi le droit d'être reconnues et respectées. À cela, Ottawa a répondu: "Non".

J'ai essayé, mais en vain, de lui faire admettre que les provinces ont priorité dans le domaine de la taxation directe. Nous avons répondu que nous ne pouvions pas discuter sur une base à tel point erronée et fausse. Si le député veut lire un peu plus, laissons-le lire ce que Angus Macdonald a dit au sujet des propositions du fédéral, les qualifiant de nature à dégrader les législatures.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Cela peut prouver contre M. Ilsley, mais cela ne prouve rien contre la Constitution et contre les droits des provinces. Les sept premiers ministres qui ont accepté le plan fédéral ne sont pas des traîtres. L'Union nationale fait du mauvais travail national en voyant toujours des ennemis dans les gens d'Ottawa.

Il (M. Dumoulin) lit des commentaires de l'attitude du premier ministre à la conférence. Le *Citizen* d'Ottawa a dit: "M. Duplessis veut mettre Québec sous la tente d'oxygène." Plus loin: "Il traite M. King comme Staline, Hitler et Mussolini. À la conférence, le premier ministre a dit: "Nous venons de terminer une guerre par la victoire de nos armes." Il était militariste à Ottawa. La fanfare l'avait changé. Il a dit aussi: "Nous avons lutté contre Hitler, Mussolini et les autres bandits." Comme il a dû lutter. Il a dû s'en donner une entorse. Mais nous n'avons pas vu cela en Chambre, cette lutte-là.

(Rires et applaudissements à gauche)

Le 7 août 1945, le premier ministre disait: "Il faut féliciter le fédéral d'avoir laissé les provinces libres d'accepter, refuser ou encore de soumettre des contre-propositions." Il vient d'admettre que l'entente est désirable. Les \$65,000,000 ne sont peut-être pas acceptables mais prouvez-le. Autrement, vous faites de la politique. Il y a des paroles qu'il ne faut jamais

prononcer parce qu'elles peuvent mettre en péril l'unité de la nation. Les droits des Canadiens français ne sont pas limités à la province de Québec. Dans les autres provinces du Canada, il y a des centaines de milliers de Canadiens français qui comptent sur la coopération du Québec pour régler leurs propres problèmes. Nos compatriotes des autres provinces ont raison de compter que nous ne ferons rien pour rompre l'unité du Canada. Pas un seul libéral n'oserait semer dans la province de Québec, pour le succès de son parti, des germes de guerre civile.

(Applaudissements à gauche)

Il fait un appel, dit-il, en faveur de l'unité canadienne. Les deux races doivent mieux se comprendre en insistant surtout sur leur qualité et en oubliant leurs défauts.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** Je prends part au débat pour représenter les vues de la classe agricole. Je ne peux apporter que le point de vue d'un profane en matière de relations provinciales-fédérales.

Aux élections de 1939, les libéraux s'esclaffaient dès qu'il était question d'autonomie provinciale, disant que rien ne menaçait les droits de la province. Ils ont pris le pouvoir et administré cinq ans. Le chef de l'opposition disait alors du premier ministre qu'il voulait se faire le grand champion de notre autonomie menacée par personne. Le présent chef de l'opposition, lorsqu'il était le premier ministre du Québec en 1942<sup>9</sup>, disait qu'il s'en allait assister à la conférence d'Ottawa non le poing fermé mais la main tendue et l'intelligence ouverte, suivant son expression. Je le crois bien! Il s'est rendu à Ottawa avec nos droits et M. King les lui a tous enlevés sans que le chef de l'opposition puisse faire ou dire quelque chose à ce sujet.

Aujourd'hui, les libéraux admettent que la question est sérieuse et que nos droits sont menacés. Menacés depuis quand, s'ils ne l'étaient pas en 1939? Nul doute que c'est depuis l'entente de 1942. À cette époque, les libéraux du Québec ne sont pas allés à Ottawa pour étudier et conférer, mais simplement pour recevoir des ultimatums et pour suivre les directives reçues. Le chef de l'opposition est le premier chef du Québec qui a failli à sa tâche et à son devoir de défendre l'autonomie de la province. Tous ses prédécesseurs en poste, y compris les anciens premiers ministres libéraux, l'ont fait.

En vertu de l'entente de 1942, nous avons cédé trois sources de taxation à Ottawa. Ottawa nous a remis en subsides, en pensions de vieillesse, ainsi qu'en allocations familiales \$96,000,000 annuellement. Où est allé le reste des \$300,000,000 payés par les

contribuables québécois? En cadeaux aux étrangers, voilà la vérité. Si le gouvernement de Québec gardait pour lui les droits cédés par le chef de l'opposition et repris par l'honorable premier ministre actuel et, si le gouvernement de Québec imposait seul ces trois sources de taxation soit l'impôt sur le revenu, taxes sur les corporations, taxes sur les successions, il en retirerait un revenu annuel de plus de \$300,000,000, soit tout ce qu'il faut pour payer la dette de la province en une seule année.

Il blâme également, dit-il, ceux qui reprochent au gouvernement de refuser depuis trois ans une somme de \$60,000,000 par année. Sait-on que le gouvernement d'Ottawa a retiré des contribuables québécois en vertu des droits abandonnés par le chef de l'opposition les sommes suivantes: \$302,884,157 en 1945 et \$251,782,000 en 1946? En retour de cela, Ottawa n'a donné à la province que \$96,000,000, en une seule année, pour les allocations familiales, pensions de vieillesse, et autres contributions aux lois sociales ou en subsides de tous genres, sur un montant total perçu en taxes de plus de \$300,000,000. Ce n'est donc pas un cadeau que nous faisait Ottawa. Avec les droits de taxation cédés par l'administration libérale, nous aurions pu payer en une seule année toute la dette de la province.

Quand le fédéral propose une entente, c'est parce qu'il veut s'emparer pour toujours de nos droits de taxation. C'est un complot qu'il fait contre la province de Québec, et le premier ministre a mérité la gratitude de tout le Canada français pour avoir vu clair et éventé le complot tramé contre la province. Les libéraux prétendent que l'arrangement proposé ne serait pas avantageux pour Ottawa. Si vraiment ce n'est pas une question d'argent pour le gouvernement fédéral, ce doit être une question de droits. C'est donc que l'on complotte contre la province de Québec.

Le montant de \$21,000,000 qui nous a été remis pour arriérés d'impôts ne représente que l'infime partie de ce que nous doit Ottawa. Je ne crois pas comme le député de Montmagny (M. Choquette) que sans les \$20,000,000 qu'il a reçus d'Ottawa, le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) aurait un énorme déficit cette année. Le député de Montmagny croit que nous ferions une entente avec Ottawa si le gouvernement fédéral était bleu.

Pour ma part, Je suis un ancien libéral, un libéral amélioré, qui vient d'une famille de libéraux, mais je n'ai aucune hésitation à dire que, dans l'éventualité d'élections fédérales, je vais certainement voter pour M. Bracken au lieu de M. King.

Les conservateurs et les libéraux sont également impérialistes, mais les libéraux ont fait preuve de plus d'hypocrisie.

**M. Choquette (Montmagny):** Le chat est sorti du sac.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac)** souligne la part que les chefs libéraux fédéraux ont eu dans le choix de M. Godbout comme chef provincial du parti. Au député de Montmagny (M. Choquette), il fait observer que son jugement est empreint de trop de partisanerie pour qu'il puisse légitimement aspirer à la magistrature.

Je déplore que l'on dise chez les libéraux qu'une entente est inévitable et qu'on signera une entente dès qu'on aura repris le pouvoir. C'est dire d'avance à Ottawa qu'il peut poser n'importe quelle condition et que tout sera accepté. Si la province signe des ententes fiscales avec Ottawa à n'importe quelles conditions, elle peut dire adieu à son contrôle sur l'éducation, aux écoles confessionnelles, au crédit agricole, à l'électrification rurale, aux pensions aux mères nécessiteuses et le reste.

Le droit de légiférer est subordonné au droit de taxer, et si nous perdons nos sources de revenus, adieu les écoles confessionnelles, le crédit agricole, l'électrification rurale et les pensions aux mères nécessiteuses. Il ne nous restera plus que les miettes laissées par Ottawa après qu'on aura servi des milliards aux étrangers. Il n'y a pas de pires opportunistes que ces gens d'Ottawa; il est impossible de prévoir cinq minutes à l'avance ce qu'ils ont l'intention de faire.

**M. Leduc (Laval):** Je félicite le député de Montmorency (M. Dumoulin) de son appel à l'unité. La Confédération était un appel semblable. Le Québec est seulement l'une des neuf provinces de la Confédération dont les citoyens appartiennent aux deux grandes races du pays, les Canadiens français et les Canadiens anglais<sup>10</sup>.

Ce n'est pas seulement un problème politique, mais un problème essentiellement économique. Aucun pays ou province, dit-il, ne devrait s'isoler, en ce qui a trait aux relations économiques. Tous les pays sont interdépendants aujourd'hui et les relations fiscales, dans bien des cas, doivent avoir préséance sur l'opportunisme politique.

Un accord économique est à la base de la Confédération; elle a été réalisée parce que la situation économique du pays la rendait nécessaire. Si elle a réussi en 1867, c'est qu'à ce moment il y

avait une crise économique grave qui paralysait les annexionnistes. Les nôtres émigraient aux États-Unis. S'il n'y avait pas eu d'accord économique au début, il n'y aurait pas eu de Confédération pour protéger nos droits constitutionnels. Ces droits, c'est l'âme canadienne-française. Il n'y a pas un Canadien français qui voudrait y renoncer car il cesserait d'être Canadien français.

(Applaudissements à gauche)

À ceux qui ont peur du mot unité, il demande, dit-il, de s'arrêter au mot solidarité. La première entente entre le pouvoir central et les provinces fut une entente fiscale, au sujet des subsides annuels. Le but des ententes fédérales est d'assurer sur le plan national, par un système économique adéquat, un embauchage intégral et d'aider la sécurité sociale. C'est la raison des propositions aux provinces, car cette question ne peut pas être réglée à l'intérieur des provinces mais dans tout le Canada, sur le plan national. Certains voudraient que dans Québec il n'y ait qu'une production agricole. La production agricole ne représente que 12 % de la production totale.

Nous serons respectés en ce pays si nous sommes forts. Nous devons nous efforcer, dans un esprit de coopération, d'étudier les problèmes, en vue de venir en aide à la classe laborieuse. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'une déclaration patriotique, mais d'une politique sociale. Nous devons aller encore plus loin dans les œuvres sociales.

Cette dernière peut seulement être possible si le revenu national de notre pays est suffisant pour réaliser une telle politique. Il ne doit plus y avoir de parents pauvres dans la Confédération. C'est une injure à faire au peuple de cette province de lui dire qu'une entente fédérale va l'assimiler. Les Canadiens français se révolteraient si le fédéral voulait les assimiler car nous avons la fierté de notre race.

(Applaudissements à gauche)

**M. Godbout (L'Islet):** Nous sommes prêts à approuver le bill sans en discuter davantage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Vote! Vote!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que le premier ministre part pour Ottawa demain?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Non, ce soir.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mais Bracken n'est pas encore au pouvoir.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bienvenue, Caron, Casgrain, Chartier, Chartrand, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dussault, Élie, Fillion, Fleury, Francoeur, French, Gagnon, Gatién, Godbout, Goudreau, Hamel, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Morin, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Roberge, Robinson, Ross, Sauvé, Sylvestre, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 63<sup>11</sup>.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 4 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**Des députés** applaudissent<sup>12</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 4 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bienvenue, Caron, Casgrain, Chartier, Chartrand, Choquette (Montmagny), Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Dussault, Élie, Fillion, Fleury, Francoeur, French, Gagnon, Gatién, Godbout, Goudreau, Hamel, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Morin, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Roberge, Robinson, Ross, Sauvé, Sylvestre, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 63.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 4 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 30 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 12 mars 1948

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### La Société des missionnaires du Cœur Eucharistique

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose, du consentement unanime, que le bill 192 constituant en corporation la Société des missionnaires du Cœur Eucharistique, ayant pour objet l'expansion d'œuvres de charité et de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

##### Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, du consentement unanime, que le bill 187 constituant en

corporation l'Institut des Filles Réparatrices du Divin Cœur, ayant pour objet l'expansion d'œuvres de charité et de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### Voies et moyens:

#### Débat sur le budget 1948-1949 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 9 mars courant, sur la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Drouin (Abitibi-Est)**<sup>13</sup>: Il est ridicule de dire qu'il n'est pas pratique d'établir dans l'Abitibi un moulin à papier. Il y a plus de bois dans mon district que dans celui de Chicoutimi où, cependant, il y a six moulins en opération. Puis, la forêt de l'Abitibi est mûre et prête à être abattue. L'établissement d'un moulin à papier s'impose dans la région du lac Matagami dans l'intérêt des colons eux-mêmes qui auront besoin d'un marché pour leur bois.

Je sais que des industriels sont prêts à dépenser \$120,000,000 pour établir une grande fabrique de papier dans la région du lac Matagami. Il a été question de ce projet, ces jours derniers, et je regrette que le premier ministre ait dit que c'était un projet enfantin. La chose est d'autant plus nécessaire, dit-il, qu'à la suite du bill 24<sup>14</sup> de l'an dernier, concernant l'exportation du bois non ouvré, les moulins de l'Ontario ont cessé d'acheter le bois des colons du Québec.

Il y a un autre projet d'établissement d'une fabrique de soie-rayonne à Senneterre<sup>15</sup>. Des industriels sont prêts à placer \$40,000,000 dans cette entreprise. Ces deux industries seraient des sources de richesse pour l'Abitibi et la province devrait coopérer avec ceux qui veulent en doter notre région.

(Applaudissements à gauche)

La production de l'or a diminué de \$42,000,000 en 1942 à \$21,000,000 en 1947. Québec est passé du deuxième au troisième rang des provinces canadiennes dans la production minière. Une des causes de cette diminution est la parité du dollar canadien et du dollar américain. Avant cette parité, l'or vendu aux États-Unis rapportait \$38.50

l'once. La parité permet cependant aux Canadiens de sauver plus de \$100,000,000 par année pour les achats que nous faisons aux États-Unis, mais elle affecte durement les mines.

Le fédéral a apporté certains correctifs et un projet est présentement à l'étude au Parlement d'Ottawa qui améliorera la situation. Mais le gouvernement de Québec, de son côté, ne fait rien. Le ministre des Mines (l'honorable M. Robinson) est allé à Ottawa avec le premier ministre. Il aurait dû y amener ses meilleurs experts et s'entendre avec le fédéral pour une aide conjointe à l'industrie minière. Le ministre des Mines n'a pas fait de suggestions à Ottawa pour améliorer la situation et il n'a pas baissé ses taxes affectant les mines. Le gouvernement provincial devrait faire quelque chose.

**M. Larivière (Témiscamingue)**: De quelle façon?

**M. Drouin (Abitibi-Est)**: Je prends note que le député de Témiscamingue ne sait pas comment son gouvernement peut aider l'industrie minière.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)**: Le président d'une mine d'Abitibi a critiqué la politique minière d'Ottawa.

**M. Drouin (Abitibi-Est)**: Ça doit être le même homme qui m'a conseillé de demander au gouvernement de Québec de faire quelque chose.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Tardif (Frontenac)**: Le député d'Abitibi-Est est allié aux millionnaires.

**M. Drouin (Abitibi-Est)**: Je suis aussi ami avec le colon qu'avec le millionnaire et j'espère avoir l'estime des deux.

(Applaudissements à gauche)

Puisque le gouvernement n'a pas de politique minière, je vais lui faire des suggestions.

Il suggère au gouvernement, dit-il, d'enlever la taxe de vente sur les machines, d'enlever les droits de coupe sur les chemins de mine, de réduire de 25 à 10 jours d'ouvrages par acre les travaux obligatoires sur les "claims" sous permis d'exploitation: il suggère d'amender les articles 48, 64, 75 et 80 de la loi des mines.

Il félicite le premier gouvernement de l'Union nationale, en particulier le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon), de la fondation de la

mine-école de l'Abitibi. Mais il demande de convertir cette mine-école de Val-d'Or, actuellement fermée faute d'élèves, en une école technique appliquée à l'industrie minière, avec section spéciale pour les prospecteurs, pour que l'on y forme de véritables techniciens.

Il demande au gouvernement de donner des octrois aux sociétés d'exploration minière; il réclame un octroi de 50 cents par pied de forage au diamant, ce qui aurait pour effet, dit-il, d'augmenter considérablement notre production d'ici quelques années.

Il demande que l'on envoie des équipes de géologues pour voir si la zone minéralisée qui passe par Chibougamau ne se continue pas dans le Nouveau-Québec. Il estime qu'il doit y avoir là de grandes richesses et qu'il y aurait probablement lieu d'établir des hauts-fourneaux dans la région du Lac-Saint-Jean et même au nord de l'Abitibi.

**M. Larivière (Témiscamingue):** Le député d'Abitibi-Est est-il favorable à l'immigration?

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Certainement, une immigration sélective. La question de l'immigration doit être discutée de façon objective. Sa Sainteté le pape Pie XII nous a demandé, à nous au Canada, de recevoir des personnes déplacées par la guerre.

(Interruptions à droite)

Il y a rareté de main-d'œuvre dans l'industrie minière. Une compagnie a demandé des hommes récemment. Elle en a obtenu 50 et aurait eu besoin de 125 hommes.

(Cris et interruptions à droite)<sup>16</sup>

Les députés ministériels ont-ils objection à ce qu'un des membres du cabinet de l'Union nationale ait une polonaise comme bonne chez lui?

**Le ministre en question<sup>17</sup>:** Pourquoi vous plaignez-vous que j'en ai une?

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je ne me plains pas. Je vous félicite. Toutes les mines réclament des immigrants. Elles ont formé un comité qui s'est rendu en Europe et a choisi comme immigrants des ennemis du communisme. Ces nouveaux Canadiens permettront à nos mines d'augmenter leur production, pour le plus grand avantage de toute la région minière.

**M. l'Orateur** prévient le député d'Abitibi-Est que son temps est fini.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** demande la permission d'ajouter quelques mots. Je veux insister, dit-il, pour

que les hauts-fourneaux de la compagnie qui développera les mines de l'Ungava soient dans le Nouveau-Québec afin que nos richesses minières soient développées chez nous et non à l'étranger; j'insiste pour que les travaux de géologie soient poussés davantage; enfin, je voudrais dire un mot des villages miniers.

**Des députés ministériels:** Assez, assez; votre temps est fini!

**M. Drouin (Abitibi-Est):** C'est une question importante pour notre région.

**Des députés ministériels:** Votre temps est fini; votre temps est fini!

**M. l'Orateur:** Il faut le consentement unanime de la Chambre pour qu'un député parle plus d'une heure.

**M. Sylvestre (Berthier):** Je donne à mon collègue de l'Abitibi-Est le quart-d'heure que l'on m'a volé lors de mon dernier discours.

(Applaudissements à gauche)

**Des députés ministériels:** Non, non! Son temps est fini.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Très bien, ce sera pour une autre fois.

(Applaudissements à gauche)

**M. Godbout (L'Islet):** Je veux parler dans l'intérêt général de la province. Le trésorier (l'honorable M. Gagnon) semble oublier que c'est la province qui paie l'impression des discours sur le budget. Pourquoi en a-t-il fait un discours politique filandreux dans lequel la situation financière est embrouillée à plaisir et les dépenses confondues. Il est bien difficile de se rendre compte de ce qu'il a fait du fonds spécial de l'éducation. Les sommes prélevées des compagnies pour ce fonds ont été employées dans une grande partie à des dépenses pour la voirie dans des contrats sans soumissions. Le budget montre une situation qui n'est pas celle qui existe dans la province.

Je dois dire que la figure que le trésorier nous a présentée dans son budget montre que nous sommes en face d'un gouvernement extravagant au point de vue des dépenses. Je suis en faveur des dépenses nécessaires pour l'éducation, l'agriculture et la santé, mais contre l'extravagance. En effet, on donne à des étrangers des argent qui devraient aller

à nos œuvres les plus importantes, à l'éducation, à la santé, au bien-être commun.

Le budget va dépasser \$200,000,000. Y a-t-on pensé? La partie principale des dépenses va à de gros contrats. Le trésorier a négligé, dans son discours, de faire connaître les intentions du gouvernement pour l'avenir de nos fils. Il n'a suggéré aucune réforme. Alors que tous les départements sont paralysés, que l'agriculture est désorganisée, que la voirie est dans un état lamentable, que les travaux publics sont en régression, on nous annonce qu'on a dépensé des millions. Pour dépenser, le gouvernement actuel est un as. Mais qu'a-t-il fait avec tous ces millions? Absolument rien. Cependant, le peuple se rend compte qu'il n'en a pas pour son argent. Le gouvernement n'a eu pour système que celui de n'avoir pas de système. La législation de cette session ne réserve aucun espoir à la population, mais elle se bat sur l'espoir d'un gain électoral. Le gouvernement vit d'opportunisme et d'électorisme. Tout est organisé en vue de la caisse électorale et de la possibilité de consolidation du parti.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement actuel est un régime de taux et le peuple sent le poids de ses taxes. En jetant un regard sur les quatre années que nous venons de passer, nous voudrions voir si quelque chose a été accompli. Il ne faut pas oublier que le budget de la province c'est la somme des taxes que l'on demande au peuple.

Il y a 10 ans, le budget était de \$40,000,000. Il est aujourd'hui de \$200,000,000. Pourtant l'Union nationale avait promis de réduire les impôts. Et remarquez bien que c'est avec un budget de \$35,000,000 ou \$40,000,000 que nous avons bâti la province dans les années 30. Ce n'est pas l'Union nationale qui a créé notre réseau routier, qui a développé nos travaux publics et construit les édifices publics, qui a bâti le magnifique réseau d'écoles, etc., ce sont les libéraux. À cette époque, ceux qui siègent en face de moi se scandalisaient d'un budget de \$40,000,000, ils nous traitaient de gaspilleurs. Et c'est avec cela que nous avons tout fait dans la province. Cette année, ces même gens réclament au peuple \$200,000,000 et ils n'ont rien à montrer.

Le présent gouvernement est un gouvernement de chicaniers qui cherche noise à tout le monde. La province aînée de la Confédération devrait donner l'exemple. Mais sur toutes les questions où il y a des relations à établir, le premier ministre de la province essaie de semer la division et la haine dans les cœurs des Canadiens. À l'heure

actuelle, la plus grande menace qui plane sur le monde est le communisme. Le Canada et les autres démocraties sont sérieusement menacés par une bande "d'athéistes" qui cherchent à imposer au monde le régime de la force brutale.

Sous prétexte de combattre la doctrine communiste de la Russie, le premier ministre de ma province passe son temps à attaquer le gouvernement du pays et tâche de l'affaiblir. Je veux bien croire que tous les pays encore libres pourront résister à la Russie qui convoite tous les pays, mais ils doivent être forts et il leur faut l'esprit d'entente. C'est le temps d'être solidaire et de donner un coup de main au Canada, mais le premier ministre actuel fait le contraire.

Le Canada est un des pays que convoite la Russie. Ces gens qui nient Dieu, qui veulent imposer leurs doctrines au monde et la force aveugle d'un petit groupe, ont les yeux sur le Canada. Le premier devoir de tout bon Canadien est d'appuyer son pays et les autres provinces, pour mieux leur résister, et celui du premier ministre est de collaborer avec le gouvernement du pays. Cela ne veut pas dire d'accepter tout ce qui vient du pouvoir central. Je comprends que la province a autorité en certaines matières et qu'elle doit conserver ses droits et prérogatives, mais pourquoi traiter Ottawa comme un ennemi?

Le premier ministre insulte constamment ceux qui ne voient pas les questions politiques sous le même angle que lui. Ce qui m'impressionne, et qui cause un malaise dans tout le pays, c'est de voir le premier ministre de ma province se poser en adversaire de son pays, enseigner la révolte contre son pays, laisser croire que tous ceux qui ne pensent pas comme lui sont des communistes, tenter de faire croire que les ministres du gouvernement fédéral sont associés avec la Russie, que M. King et le très honorable Louis Saint-Laurent sont des communistes.

Devant la menace d'une guerre dans laquelle les Canadiens feront leur devoir pour empêcher Staline ou son successeur de dominer le monde, ne devrions-nous pas appuyer les gouvernements de notre pays dans leurs efforts pour maintenir la paix au lieu de les injurier en les traitant de communistes?

(Applaudissements à gauche)

Ce qui caractérise également le gouvernement du Québec, c'est son attitude dictatoriale, sa manière de chercher à contrôler les commissions scolaires et les hôpitaux. Le gouvernement veut s'introduire partout, au sein de tous les corps publics. Il s'est introduit dans plusieurs corps enseignants.

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie):** Nommez-les!

**M. Godbout (L'Islet):** Quand on essaie d'imposer ses volontés aux municipalités, aux commissions scolaires, aux maisons d'enseignement, cela nous conduit sur le chemin de gens que demain nous serons peut-être obligés de combattre. Le gouvernement ne permet aux avocats de comparaître devant les comités de la Législature que s'ils ont un brevet de bleu. C'est ainsi qu'ils ont commencé, mais comment ont-ils procédé? En salissant les réputations, en créant des caisses électorales pour corrompre l'électorat et comme en Russie, on a imposé le servage dans la province.

Ce sont les méthodes d'Hitler et de Staline et cela conduit à la dictature. Une dictature est déjà tombée, celle d'Hitler! J'espère que l'autre tombera aussi. La province de Québec n'est pas prête pour la dictature, mais elle est à craindre quand le gouvernement emploie l'argent de la province pour les fins de son parti.

Des communautés religieuses ont refusé, par dizaines, les octrois du gouvernement parce qu'on se rendait compte que ces cadeaux étaient trop onéreux et parce que le gouvernement voulait imposer ses conditions.

(Rires à droite)

Je pourrais donner des noms.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
(Riant) Nommez-en donc.

**M. Godbout (L'Islet):** Quand Staline demandait: Nommez-les, c'était pour leur couper la tête.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement n'est plus digne de la confiance populaire. Il est peut-être intéressant pour le premier ministre de se faire encenser, mais il n'a pas le droit de compromettre l'avenir de la province et d'établir ici une dictature. Cela est dangereux pour la démocratie. S'il veut lutter contre le communisme, qu'il donne l'exemple d'un gouvernement qui se respecte lui-même, qui respecte la démocratie.

Le jour où le peuple se rendra compte que le gouvernement, ce n'est plus que l'affaire d'un parti politique et que les seuls avantages du pouvoir sont réservés aux amis de ce parti, il sera prêt pour la dictature, qu'elle soit communiste ou de droite.

(Applaudissements à gauche)

En troisième lieu, le gouvernement est imprévoyant. Qu'y a-t-il dans les lois qu'il nous a présentées cette année à la Chambre pour améliorer la situation et préparer l'avenir des nôtres? Son imprévoyance est surtout néfaste pour l'agriculture depuis quatre ans. Tout s'en va à l'abandon à l'agriculture et le ministère de l'Agriculture se désorganise par le départ des employés compétents

qui vont se chercher des emplois ailleurs. On n'a bougé que pour rétrograder. J'avais réclamé de faire des recherches pour des productions nouvelles. On n'a rien fait.

J'ai ici un livre que je n'ai pas écrit. Il nous révèle qu'en 1940 la production agricole totale de la province était de \$95,000,000. De 1940 à 1944, sous l'administration libérale, la production a monté à \$162,000,000.

(Applaudissements à gauche)

Durant le même temps, dans l'Ontario, elle augmentait de \$140,000,000 en 1940 à \$219,000,000 en 1944. Voyons maintenant ce qui est arrivé sous ce régime imprévoyant dans notre province. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, la production agricole a baissé. En 1944, elle était de \$162,000,000, en 1945 de \$158,000,000 et elle est tombée à \$134,000,000 en 1946. On ne peut attribuer cette diminution aux conditions atmosphériques, puisqu'en Ontario, la production agricole n'a cessé de monter, pour être portée à \$219,000,000 en 1944, à \$231,000,000 en 1945 et à \$234,000,000 en 1946. Marche ascendante constante dans l'Ontario.

Marche ascendante constante dans Québec sous le gouvernement libéral; courbe descendante dans Québec sous l'Union nationale.

(Applaudissements à gauche)

On va me répondre: "Nous dépensons des millions." C'est vrai.

Cela paraît dans les livres, mais les cultivateurs ne les voient pas sur leurs fermes.

(Applaudissements à gauche)

Nous avions ouvert des agences commerciales à Londres et à New York. L'Union nationale a fermé celle de Londres et ne l'a pas rouverte. Quant à l'agence de New York, elle devrait être doublée. On devrait ouvrir une autre agence aux États-Unis, à Washington ou ailleurs. Les États-Unis constituent en effet un excellent marché pour nos produits.

Combien de choses pressantes à faire dans le moment. Le monde se transforme et la place du Canada demain dans l'univers sera ce que notre prévoyance aura faite. Pendant ce temps-là, au lieu de travailler pour nous, le gouvernement de la province lutte contre le gouvernement central qui pourrait l'aider à atteindre la place que nous voulons avoir.

Il faut développer l'agriculture par des productions nouvelles. Quand les libéraux l'ont fait, l'Union nationale a tout fait pour les détruire. Elle a saboté nos œuvres au lieu de les multiplier, au lieu de continuer le développement et la recherche que je ne cesse de prêcher. Dans le domaine de l'industrie de la betterave à sucre, nous avons accompli des



merveilles. Nous avons créé cette industrie qui, dans quelques années, sera une source de revenus pour 15,000 cultivateurs québécois.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), qui n'aime pas cette industrie, a en sa possession une lettre du gérant de la betteraverie de Saint-Hilaire qui lui dit que c'est la meilleure industrie agricole que l'on puisse établir chez nous. Le gouvernement cherche à étouffer le projet de raffinerie de sucre de betterave à Saint-Hilaire, parce qu'il s'agit d'un travail du Parti libéral.

Le gouvernement oblige les fonctionnaires à assister aux dîners politiques du Club Renaissance. Il force également les agronomes à faire de la politique au détriment de leur travail.

Pour préparer l'avenir, le gouvernement doit faire des travaux publics, notamment sur nos routes qui sont en fort mauvais état. Il est effarant de constater que le gouvernement ait dépensé \$44,000,000 cette année sur les routes. Cependant, rien n'y paraît et le tourisme a diminué de 50 % en Gaspésie. L'entretien des routes d'hiver est une nécessité et le gouvernement doit payer les dépenses. Il doit payer à même les trois sous de taxes imposés par Québec sur chaque gallon de gazoline.

Le gouvernement devrait également revenir à la politique libérale d'entretien des ponts-routes à même le budget de la voirie. Sous une administration prévoyante, les revenus de la gazoline pourraient assurer des améliorations extraordinaires dans un grand nombre de domaines. Avec \$200,000,000 de revenus, le gouvernement peut certainement faire ce que faisait le régime libéral avec \$45,000,000.

Le devoir de la génération présente est à l'égard de l'avenir. Il faut développer nos ressources naturelles au bénéfice des générations qui montent, cependant que le gouvernement de l'Union nationale les laisse développer au bénéfice des étrangers. Nous sommes les seuls à posséder du fer et des forêts, et, cependant, le gouvernement a sacrifié pour une bouchée de pain les richesses de l'Ungava, alors que les industriels étaient prêts à payer n'importe quel prix pour les avoir. Au Minnesota, les mines de Massabi rapportent à l'État \$20,000,000 par année.

Dans l'Ungava, dont les ressources en fer sont au moins égales à celles du Massabi, la compagnie Hollinger va nous donner seulement \$100,000 par année, c'est-à-dire moins qu'il nous en coûtera pour faire la police autour des territoires que nous avons concédés à la compagnie. Le gouvernement manque donc à son devoir essentiel.

Dans le nord de l'Abitibi, il y a des ressources naturelles énormes et, dans 100 ans, il y aura là plus

d'activité que dans la vieille partie de la province de Québec. Le gouvernement, au lieu de laisser construire un chemin de fer jusqu'à Havre Saint-Pierre pour transporter le minerai de fer tiré de l'Ungava, aurait dû forcer la compagnie à diriger ce chemin vers le Lac-Saint-Jean, où se trouvent nos immenses ressources hydrauliques, pour y favoriser la population ouvrière bien établie des travaux de transformation du minerai. Le prolongement du chemin de fer n'aurait été que de 120 milles. Aujourd'hui, ce minerai sera dirigé vers les États-Unis.

Actuellement les États-Unis sont aux abois et ont besoin de notre minerai de fer. Ils sont prêts à payer n'importe quel prix pour l'avoir. Malgré cela, le gouvernement le leur donne pour une bouchée de pain, qui est le prix de la trahison du gouvernement actuel. Le gouvernement s'est rendu coupable de trahison à l'égard de toute une génération de jeunes dont l'avenir serait si brillant si le gouvernement avait eu un peu de prévoyance.

Le gouvernement ne fait pas sa part dans le domaine de l'éducation. Il invite, dit-il, le gouvernement à préparer l'avenir des jeunes dans ce domaine. Il faut préparer les jeunes à toutes les carrières qui s'offrent à eux dans l'industrie et le commerce.

Le premier ministre a inspiré un de ses lieutenants à faire un discours à l'effet que les jeunes ne recevaient pas une éducation adéquate.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au chef de l'opposition de retirer cet énoncé.

**M. Godbout (L'Islet)** retire ses paroles. C'était évidemment la première fois qu'Antoine Rivard a fait un discours sans avoir eu tout d'abord l'approbation du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** J'objecte et insiste pour qu'il retire ses paroles en disant que c'est faux de dire qu'il avait dit à M. Rivard ou à une autre personne de parler du problème de l'éducation.

**M. Godbout (L'Islet)** retire ses paroles. Apparemment, dit-il, Me Antoine Rivard, un des amis du premier ministre, a parlé de son propre chef lorsqu'il a dit que les Canadiens français avaient hérité de leurs ancêtres la pauvreté et l'ignorance et que ce serait un crime que de toucher à cet héritage. Nous avons reçu autre chose de nos pères que cet héritage d'ignorance et de crasse, et ce que nous avons reçu nous crée le devoir de l'augmenter

encore. Toujours mieux, c'est la doctrine libérale. Il demande au gouvernement, dit-il, d'épauler les jeunes.

En 1944, le premier ministre a surpris la bonne foi du peuple de la province avec l'épouvantail de la guerre, mais le gouvernement n'a pas, pour cela, gagné la confiance du peuple, et nous, nous ne l'avons aucunement perdue. Sous peu, nous reprendrons le pouvoir et nous donnerons à la province une politique généreuse libérale. Je promets de reprendre l'œuvre libérale. Nous continuerons à mettre les trusts à la raison pour racheter une promesse non remplie, du premier ministre; nous abolirons la taxe de vente, pour racheter une autre promesse non remplie du premier ministre; nous donnerons aux municipalités les secours dont elles ont besoin parce qu'elles ont trop de taxes sur les biens-fonds; nous distribuerons aux municipalités de la province les revenus de la taxe de trois cents sur l'essence pour les aider à défrayer leurs dépenses, taxe imposée par le premier ministre, en plus de la taxe qui était déjà de huit sous; nous appliquerons les revenus de l'Hydro-Québec à la réduction des taux pour assurer l'électricité à bon marché aux cultivateurs; pour la classe agricole, nous verrons à faire fabriquer des engrais chimiques, afin d'en fournir aux cultivateurs à des prix raisonnables et nous rendrons à tous les citoyens le droit de vivre librement au lieu d'être comme aujourd'hui sous le joug d'un gouvernement qui les opprime<sup>18</sup>.

(Applaudissements à gauche)

Il propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté, regrette que le gouvernement, avec des revenus considérablement

augmentés, n'ait pas jugé opportun d'alléger le fardeau des taxes provinciales et particulièrement de la taxe de vente, ni de prendre les mesures efficaces pour protéger les intérêts de la classe agricole."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je pourrais soulever un point d'ordre, en vertu des règlements, pour demander le rejet de cet amendement parce qu'il s'agit d'un amendement négatif, conçu sous une forme pamphlétaire, mais il ne faut pas être trop exigeant, étant donné celui qui l'a fait.

**L'honorable M. Barré (Rouville):**

Le gouvernement ne s'est jamais révolté contre le gouvernement fédéral. Il a simplement cherché à défendre les droits de la province. Qu'Ottawa laisse le Québec en paix sur le plan individuel et national et tout sera pour le mieux.

Le chef de l'opposition a fait un effort surhumain pour se tirer d'une mauvaise situation. Contrairement au député de L'Islet (M. Godbout), je ne ferai pas de promesses à l'électorat.

En janvier dernier, il y avait trois ans et quatre mois que nous étions au pouvoir. Je n'hésite pas à comparer nos œuvres de cette période et des trois années du premier gouvernement de l'Union nationale, de 1936 à 1939, avec les œuvres des 40 années de pouvoir du Parti libéral. Le gouvernement actuel ne craindra pas de montrer ses œuvres au peuple de la province et ce dernier n'aura pas de misère à voir quels sont ceux qui l'ont trompé.

Il ne nie pas les chiffres mentionnés par le chef de l'opposition, mais il cite l'*Annuaire statistique* de 1940, pour montrer que de 1930 à 1936, alors que le chef de l'opposition était ministre de l'Agriculture, la production de l'avoine, des pois et du sucre d'érable a diminué. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Superficie, rendement et valeur des grandes cultures dans la province</i>					
<i>Année</i>	<i>Superficies ensemencées (en acres)</i>	<i>Quantités récoltées (en boisseaux)</i>	<i>Rendement à l'acre (en boisseaux)</i>	<i>Valeur totale</i>	<i>Prix moyen du boisseau</i>
<i>Blé du printemps</i>					
1939.....	34,400	577,000	16.8	\$ 486,000	\$0.84
1938.....	50,500	758,000	15.0	705,000	0.93
1937.....	53,000	879,000	16.6	1,094,000	1.24
1936.....	56,300	931,000	16.5	1,069,000	1.15
1935.....	62,500	1,130,000	18.1	1,118,000	0.99

<i>Superficie, rendement et valeur des grandes cultures dans la province</i>					
<i>Année</i>	<i>Superficies ensemencées (en acres)</i>	<i>Quantités récoltées (en boisseaux)</i>	<i>Rendement à l'acre (en boisseaux)</i>	<i>Valeur totale</i>	<i>Prix moyen du boisseau</i>
<i>Blé du printemps (suite)</i>					
1934.....	63,800	1,245,000	19.5	1,214,000	\$0.98
1933.....	58,200	979,000	16.8	762,000	0.78
1932.....	52,000	952,000	18.3	695,000	0.73
1931.....	39,220	798,000	20.3	614,000	0.77
1930.....	58,700	1,050,000	18.0	998,000	0.95
1929.....	58,266	995,000	17.1	1,622,000	1.63
1928.....	57,000	929,000	16.3	1,561,000	1.68
1927.....	61,000	1,049,000	17.2	1,846,000	1.76
<i>Avoine</i>					
1939.....	1,717,000	45,293,000	26.4	\$21,066,000	\$0.47
1938.....	1,662,000	38,492,000	23.2	19,246,000	0.50
1937.....	1,644,500	35,850,000	21.8	22,023,000	0.61
1936.....	1,690,200	47,182,000	27.9	23,329,000	0.49
1935.....	1,674,400	45,161,000	27.0	19,397,000	0.43
1934.....	1,679,800	48,262,000	28.7	20,757,000	0.43
1933.....	1,718,000	44,880,000	26.1	16,379,000	0.36
1932.....	1,735,500	51,024,000	29.4	18,369,000	0.36
1931.....	1,657,452	47,223,000	28.5	17,945,000	0.38
1930.....	1,899,800	50,635,000	26.6	23,798,000	0.47
1929.....	1,826,042	47,475,000	26.0	36,081,000	0.76
1928.....	1,746,000	41,031,000	23.5	30,773,000	0.75
1927.....	1,782,000	50,609,000	28.4	35,932,000	0.71
<i>Orge</i>					
1939.....	167,800	4,055,000	24.2	\$2,603,000	\$0.64
1938.....	177,000	4,164,000	23.5	2,665,000	0.64
1937.....	168,500	3,589,000	21.3	2,875,000	0.80
1936.....	153,900	4,060,000	26.4	2,884,000	0.71
1935.....	140,900	3,493,000	24.8	2,008,000	0.57
1934.....	132,600	3,310,000	25.0	2,023,000	0.61
1933.....	130,800	3,117,000	23.8	1,625,000	0.52
1932.....	114,300	2,938,000	25.7	1,557,000	0.53
1931.....	96,762	2,449,000	25.3	1,371,000	0.56
1930.....	156,700	3,678,000	23.5	2,391,000	0.65
1929.....	154,016	3,512,000	22.8	3,758,000	1.07
1928.....	128,000	2,803,000	21.9	3,111,000	1.11
1927.....	125,000	3,088,000	24.7	3,304,000	1.07
<i>Seigle</i>					
1939.....	6,600	111,000	16.8	\$ 95,000	\$0.86
1938.....	7,000	111,000	15.9	89,000	0.80
1937.....	6,700	107,000	16.0	102,000	0.95
1936.....	6,300	109,000	17.3	91,000	0.83

<i>Superficie, rendement et valeur des grandes cultures dans la province</i>					
<i>Année</i>	<i>Superficies ensemencées (en acres)</i>	<i>Quantités récoltées (en boisseaux)</i>	<i>Rendement à l'acre (en boisseaux)</i>	<i>Valeur totale</i>	<i>Prix moyen du boisseau</i>
<i>Seigle (suite)</i>					
1935.....	6,100	92,000	15.0	69,000	\$0.75
1934.....	5,500	91,000	16.5	62,000	0.68
1933.....	5,100	82,000	16.1	59,000	0.72
1932.....	6,200	98,000	15.8	67,000	0.68
1931.....	5,563	86,000	15.5	60,000	0.70
1930.....	17,500	309,000	17.7	232,000	0.75
1929.....	10,954	173,000	15.8	255,000	1.47
1928.....	12,000	181,000	15.1	272,000	1.50
1927.....	12,200	214,000	17.5	338,000	1.58
<i>Pois</i>					
1939.....	18,500	290,000	15.7	612,000	\$2.11
1938.....	20,100	296,000	14.7	566,000	1.91
1937.....	20,400	270,000	13.2	559,000	2.07
1936.....	18,500	259,000	14.0	522,000	2.02
1935.....	18,600	287,000	15.5	464,000	1.62
1934.....	19,100	317,000	16.6	524,000	1.65
1933.....	18,900	308,000	16.3	471,000	1.53
1932.....	19,300	320,000	16.6	458,000	1.43
1931.....	17,270	282,000	16.4	412,000	1.46
1930.....	38,200	556,000	14.6	1,168,000	2.10
1929.....	34,806	539,000	15.5	1,590,000	2.95
1928.....	35,000	508,000	14.5	1,453,000	2.86
1927.....	36,000	569,000	15.8	1,474,000	2.59

<i>Superficie et rendement des grandes cultures dans la province de Québec</i>						
<i>Superficiesensemencées (en acres) - 1<sup>re</sup> partie</i>						
<i>Cultures</i>	<i>1929</i>	<i>1930</i>	<i>1931</i>	<i>1932</i>	<i>1933</i>	<i>1934</i>
Blé du printemps.....	58,266	58,700	39,220	52,000	58,200	63,800
Avoine.....	1,826,042	1,899,800	1,657,452	1,735,500	1,718,000	1,679,800
Orge.....	154,016	156,700	96,762	114,300	130,800	132,600
Seigle.....	10,954	17,500	5,563	6,200	5,100	5,500
Fèves.....	16,731	24,100	5,834	2,200	3,900	4,400
Pois.....	34,806	38,200	17,270	19,300	18,900	19,100
Sarrasin.....	159,707	156,900	95,767	116,900	135,400	146,200
Maïs à grains.....	32,055	31,400	6,712	.....	.....	.....
Grains mélangés.....	134,500	143,700	109,092	99,000	109,200	118,600
Lin.....	2,996	5,300	1,208	1,400	1,800	2,300
Pomme de terre.....	162,411	165,800	146,190	132,500	133,100	143,400
Navets, betteraves.....	40,437	59,300	25,762	33,300	36,400	38,800
Foin et trèfle.....	4,306,727	4,500,000	3,756,093	3,455,100	3,384,000	3,535,800
Maïs fourrager.....	87,879	70,800	44,146	51,000	44,200	52,400
Luzerne.....	24,078	14,200	8,864	13,400	5,700	7,600
Total.....	7,051,605	7,342,400	6,015,935	5,832,100	5,784,700	5,950,300

<i>Superficiesensemencées (en acres) - 2<sup>e</sup> partie</i>						
<i>Cultures</i>	<i>1935</i>	<i>1936</i>	<i>1937</i>	<i>1938</i>	<i>1939</i>	
Blé du printemps.....	62,500	56,300	53,000	50,500	34,400	
Avoine.....	1,674,400	1,690,200	1,644,500	1,662,000	1,717,000	
Orge.....	140,900	153,900	168,500	177,000	167,800	
Seigle.....	6,100	6,300	6,700	7,000	6,600	
Fèves.....	4,500	4,600	7,500	7,900	7,700	
Pois.....	18,600	18,500	20,400	20,100	18,500	
Sarrasin.....	147,000	151,400	153,100	145,400	122,100	
Maïs à grains.....	.....	.....	.....	.....	.....	
Grains mélangés.....	122,500	128,800	133,800	142,700	168,400	
Lin.....	2,500	2,900	2,800	3,000	3,100	
Pomme de terre.....	127,900	131,200	143,200	139,900	138,100	
Navets, betteraves.....	37,800	37,200	37,600	37,600	38,200	
Foin et trèfle.....	3,506,200	3,575,800	3,608,600	3,640,000	3,646,000	
Maïs fourrager.....	50,800	48,300	47,300	53,800	56,400	
Luzerne.....	11,100	13,000	15,300	16,400	17,800	
Total.....	5,912,800	6,018,400	6,042,300	6,103,300	6,142,100	

*Superficie et rendement des grandes cultures dans la province de Québec (suite)*

*Quantités récoltées - 1<sup>re</sup> partie*

<i>Cultures</i>	<i>1929</i>	<i>1930</i>	<i>1931</i>	<i>1932</i>	<i>1933</i>	<i>1934</i>
Blé du printemps (bois.)	995,000	1,050,000	798,000	952,000	979,000	1,245,000
Avoine (bois.).....	47,475,000	50,635,000	47,223,000	51,024,000	44,880,000	48,262,000
Orge (bois.).....	3,512,000	3,678,000	2,449,000	2,938,000	3,117,000	3,310,000
Seigle (bois.).....	173,000	309,000	86,000	98,000	82,000	91,000
Pois (bois.).....	539,000	556,000	282,000	320,000	308,000	317,000
Fèves (bois.).....	286,000	416,000	117,000	36,000	59,000	68,000
Sarrasin (bois.).....	3,495,000	3,635,000	2,358,000	2,794,000	3,121,000	3,337,000
Maïs à grains (bois.)...	733,000	677,000	183,000	.....	.....	.....
Grains mélangés (bois.)	3,552,000	3,752,000	2,687,000	3,010,000	2,838,000	3,432,000
Lin (bois.).....	36,000	51,000	16,000	14,000	15,000	21,400
Pomme de terre (qtx.)	15,429,000	13,491,000	16,897,000	11,475,000	13,444,000	14,244,000
Navets, betteraves (qtx)	8,333,000	10,840,000	6,640,000	8,778,000	7,847,000	10,204,000
Foin et trèfle (tonnes) .	6,306,000	6,771,000	6,197,600	4,837,000	3,279,000	4,848,000
Maïs fourrager (tonnes)	885,000	600,000	469,000	497,000	470,000	467,000
Luzerne (tonnes).....	46,000	31,000	32,000	33,500	15,300	18,000

*Quantités récoltées - 2<sup>e</sup> partie*

<i>Cultures</i>	<i>1935</i>	<i>1936</i>	<i>1937</i>	<i>1938</i>	<i>1939</i>	
Blé du printemps (bois.)	1,130,000	931,000	879,000	758,000	577,000	
Avoine (bois.).....	45,161,000	47,182,000	35,850,000	38,492,000	45,293,000	
Orge (bois.).....	3,493,000	4,060,000	3,589,000	4,164,000	4,055,000	
Seigle (bois.).....	92,000	109,000	107,000	111,000	111,000	
Pois (bois.).....	287,000	259,000	270,000	296,000	290,000	
Fèves (bois.).....	72,800	82,000	132,000	134,000	126,000	
Sarrasin (bois.).....	3,187,000	3,454,000	3,168,000	2,710,000	2,483,000	
Maïs à grains (bois.)...	.....	.....	.....	.....	.....	
Grains mélangés (bois.)	3,246,000	3,647,000	3,159,000	3,472,000	4,763,000	
Lin (bois.).....	25,200	28,300	26,000	27,000	32,000	
Pomme de terre (qtx.)	11,338,000	12,336,000	12,458,000	9,957,000	10,737,000	
Navets, betteraves (qtx)	7,308,000	7,868,000	6,226,000	6,582,000	6,197,000	
Foin et trèfle (tonnes) .	5,087,000	5,559,000	4,799,000	5,238,000	4,917,000	
Maïs fourrager (tonnes)	515,500	427,000	467,000	526,000	559,000	
Luzerne (tonnes).....	25,700	36,000	34,000	43,000	43,000	

<i>Rendement moyen à l'acre et la valeur totale des grandes cultures dans la province de Québec</i>						
<i>Rendement moyen à l'acre - 1<sup>re</sup> partie</i>						
<i>Cultures</i>	<i>1929</i>	<i>1930</i>	<i>1931</i>	<i>1932</i>	<i>1933</i>	<i>1934</i>
Blé du printemps (bois.)	17.1	18.0	20.3	18.3	16.8	19.5
Avoine (bois.).....	26.0	26.6	28.5	29.4	26.1	28.7
Orge (bois.).....	22.8	23.5	25.3	25.7	23.8	25.0
Seigle (bois.).....	15.8	17.7	15.5	15.8	16.1	16.5
Pois (bois.).....	15.5	14.6	16.4	16.6	16.3	16.6
Fèves (bois.).....	17.1	17.3	20.1	16.5	14.9	15.6
Sarrasin (bois.).....	21.9	23.2	24.6	23.9	23.0	22.8
Maïs à grains (bois.)...	22.9	21.6	27.3	.....	.....	.....
Grains mélangés (bois.)	26.4	26.1	24.6	30.4	26.0	28.9
Lin (bois.).....	12.1	9.6	13.2	9.9	8.4	9.3
Pomme de terre (qtx).	95.0	81.4	115.6	87.0	101.0	99.3
Navets, betteraves (qtx)	206.1	182.8	257.7	264.0	216.0	263.0
Foin et trèfle (tonnes).	1.46	1.5	1.65	1.4	0.97	1.37
Maïs fourrager (tonnes)	10.07	8.47	10.62	9.75	10.62	8.91
Luzerne (tonnes).....	1.91	2.18	3.61	2.50	2.68	2.38

<i>Rendement moyen à l'acre - 2<sup>e</sup> partie</i>						
<i>Cultures</i>	<i>1935</i>	<i>1936</i>	<i>1937</i>	<i>1938</i>	<i>1939</i>	
Blé du printemps (bois.)	18.1	16.5	16.6	15.0	16.8	
Avoine (bois.).....	27.0	27.9	21.8	23.2	26.4	
Orge (bois.).....	24.8	26.4	21.3	23.5	24.2	
Seigle (bois.).....	15.0	17.3	16.0	15.9	16.8	
Pois (bois.).....	15.5	14.0	13.2	14.7	15.7	
Fèves (bois.).....	16.2	17.8	17.6	17.0	16.4	
Sarrasin (bois.).....	21.7	22.8	20.7	18.6	20.3	
Maïs à grains (bois.)...	.....	.....	.....	.....	.....	
Grains mélangés (bois.)	27.3	28.3	23.6	24.3	28.3	
Lin (bois.).....	10.1	9.8	9.3	9.0	10.3	
Pomme de terre (qtx).	88.6	94.0	87.0	71.2	77.7	
Navets, betteraves (qtx)	193.0	211.5	166.0	175.0	162.0	
Foin et trèfle (tonnes).	1.45	1.6	1.33	1.44	1.35	
Maïs fourrager (tonnes)	8.76	8.8	9.87	9.78	9.91	
Luzerne (tonnes).....	2.32	2.8	2.20	2.62	2.42	

<i>Rendement moyen à l'acre et la valeur totale des grandes cultures dans la province de Québec</i>						
<i>Rendement moyen à l'acre - 1<sup>re</sup> partie</i>						
<i>Cultures</i>	<i>1929</i>	<i>1930</i>	<i>1931</i>	<i>1932</i>	<i>1933</i>	<i>1934</i>
Blé du printemps (bois.)	17.1	18.0	20.3	18.3	16.8	19.5
Avoine (bois.).....	26.0	26.6	28.5	29.4	26.1	28.7
Orge (bois.).....	22.8	23.5	25.3	25.7	23.8	25.0
Seigle (bois.).....	15.8	17.7	15.5	15.8	16.1	16.5
Pois (bois.).....	15.5	14.6	16.4	16.6	16.3	16.6
Fèves (bois.).....	17.1	17.3	20.1	16.5	14.9	15.6
Sarrasin (bois.).....	21.9	23.2	24.6	23.9	23.0	22.8
Maïs à grains (bois.)...	22.9	21.6	27.3	.....	.....	.....
Grains mélangés (bois.)	26.4	26.1	24.6	30.4	26.0	28.9
Lin (bois.).....	12.1	9.6	13.2	9.9	8.4	9.3
Pomme de terre (qtx).	95.0	81.4	115.6	87.0	101.0	99.3
Navets, betteraves (qtx)	206.1	182.8	257.7	264.0	216.0	263.0
Foin et trèfle (tonnes).	1.46	1.5	1.65	1.4	0.97	1.37
Maïs fourrager (tonnes)	10.07	8.47	10.62	9.75	10.62	8.91
Luzerne (tonnes).....	1.91	2.18	3.61	2.50	2.68	2.38

<i>Rendement moyen à l'acre - 2<sup>e</sup> partie</i>						
<i>Cultures</i>	<i>1935</i>	<i>1936</i>	<i>1937</i>	<i>1938</i>	<i>1939</i>	
Blé du printemps (bois.)	18.1	16.5	16.6	15.0	16.8	
Avoine (bois.).....	27.0	27.9	21.8	23.2	26.4	
Orge (bois.).....	24.8	26.4	21.3	23.5	24.2	
Seigle (bois.).....	15.0	17.3	16.0	15.9	16.8	
Pois (bois.).....	15.5	14.0	13.2	14.7	15.7	
Fèves (bois.).....	16.2	17.8	17.6	17.0	16.4	
Sarrasin (bois.).....	21.7	22.8	20.7	18.6	20.3	
Maïs à grains (bois.)...	.....	.....	.....	.....	.....	
Grains mélangés (bois.)	27.3	28.3	23.6	24.3	28.3	
Lin (bois.).....	10.1	9.8	9.3	9.0	10.3	
Pomme de terre (qtx).	88.6	94.0	87.0	71.2	77.7	
Navets, betteraves (qtx)	193.0	211.5	166.0	175.0	162.0	
Foin et trèfle (tonnes).	1.45	1.6	1.33	1.44	1.35	
Maïs fourrager (tonnes)	8.76	8.8	9.87	9.78	9.91	
Luzerne (tonnes).....	2.32	2.8	2.20	2.62	2.42	



*Rendement moyen à l'acre et la valeur totale des grandes cultures dans la province de Québec (suite)**Valeur totale des récoltes (en milliers de dollars) - 1<sup>re</sup> partie*

<i>Cultures</i>	<i>1929</i>	<i>1930</i>	<i>1931</i>	<i>1932</i>	<i>1933</i>	<i>1934</i>
Blé du printemps.....	\$ 1,622	\$ 998	\$ 614	\$ 695	\$ 762	\$ 1,214
Avoine.....	36,081	23,798	17,945	18,369	16,379	20,757
Orge.....	3,758	2,391	1,371	1,557	1,625	2,023
Seigle.....	255	232	60	67	59	62
Pois.....	1,590	1,168	412	458	471	524
Fèves .....	1,058	1,040	213	56	93	120
Sarrasin .....	3,635	2,654	1,368	1,341	1,743	2,011
Maïs à grains .....	1,019	677	168	.....	.....	.....
Grains mélangés.....	3,374	2,439	1,397	1,384	1,443	1,790
Lin .....	92	110	32	25	24	34
Pomme de terre .....	19,749	12,816	8,617	7,229	9,551	6,798
Navets, betteraves ....	5,333	5,420	2,855	3,248	3,073	3,471
Foin et trèfle.....	71,258	62,635	40,284	34,343	30,760	57,433
Maïs fourrager.....	4,301	3,600	1,642	1,325	1,357	1,836
Luzerne .....	539	388	267	285	172	236
Total .....	153,664	120,366	(1) 77,245	70,382	67,512	98,309

*Valeur totale des récoltes (en milliers de dollars) - 2<sup>e</sup> partie*

<i>Cultures</i>	<i>1935</i>	<i>1936</i>	<i>1937</i>	<i>1938</i>	<i>1939</i>	
Blé du printemps.....	\$ 1,118	\$ 1,069	\$ 1,094	\$ 705	\$ 486	
Avoine.....	19,397	23,329	22,023	19,246	21,066	
Orge.....	2,008	2,884	2,875	2,665	2,603	
Seigle.....	69	91	102	89	95	
Pois.....	464	522	559	566	612	
Fèves .....	121	193	279	251	260	
Sarrasin .....	1,866	2,330	2,583	1,897	1,607	
Maïs à grains .....	.....	.....	.....	.....	.....	
Grains mélangés.....	1,795	2,329	2,350	2,293	2,861	
Lin .....	49	55	51	41	66	
Pomme de terre .....	8,902	13,278	8,032	11,152	11,681	
Navets, betteraves ....	3,087	3,525	2,733	3,291	2,705	
Foin et trèfle.....	42,337	39,734	36,756	41,904	41,614	
Maïs fourrager.....	2,161	1,634	1,885	1,994	2,289	
Luzerne .....	242	303	307	383	431	
Total .....	83,616	91,276	81,629	86,477	88,376	

<i>Variation des prix des produits agricoles dans la province, de 1931 à 1939</i>									
<i>Produits (unité)</i>	<i>1931</i>	<i>1932</i>	<i>1933</i>	<i>1934</i>	<i>1935</i>	<i>1936</i>	<i>1937</i>	<i>1938</i>	<i>1939</i>
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Blé (bois.).....	0.77	0.73	0.78	0.98	0.99	1.15	1.24	0.93	0.84
Avoine (bois.).....	0.38	0.36	0.36	0.43	0.43	0.49	0.61	0.50	0.47
Orge (bois.).....	0.56	0.53	0.52	0.61	0.57	0.71	0.80	0.64	0.64
Seigle (bois.).....	0.70	0.68	0.72	0.68	0.75	0.83	0.95	0.80	0.86
Pois (bois.).....	1.46	1.43	1.53	1.65	1.62	2.02	2.07	1.91	2.11
Fèves (bois.).....	1.82	1.55	1.59	1.75	1.66	2.35	2.11	1.87	2.06
Sarrasin (bois.).....	0.58	0.48	0.56	0.60	0.59	0.67	0.82	0.70	0.65
Grains mélangés (bois.)	0.52	0.46	0.51	0.52	0.55	0.64	0.74	0.66	0.60
Lin (bois.).....	2.01	1.83	1.60	1.59	1.95	1.94	1.96	1.50	2.06
Pomme de terre (qtl)....	0.51	0.63	0.71	0.48	0.79	1.08	0.64	1.12	1.09
Navets, etc. (qtl).....	0.43	0.37	0.39	0.34	0.42	0.45	0.44	0.50	0.44
Foin et trèfle (tonne)....	6.50	7.10	9.38	11.84	8.32	7.15	7.66	8.00	8.46
Maïs fourrager (tonne)...	3.50	2.67	2.89	3.93	4.19	3.83	4.04	3.79	4.09
Luzerne (tonne).....	8.35	8.51	11.21	13.11	9.41	8.42	9.03	8.90	10.02
Bois. = Boisseau. Qtl = Quintal.									

Production du sucre et du sirop d'érable dans la province								
Année	Sucre			Sirop			Production totale en sirop	Valeur sucre et sirop
	Quantité	Valeur		Quantité	Valeur			
		Moyenne	Totale		Moyenne	Totale		
	Lbs	cts	\$	gls	\$	\$	gls	\$
1940.....	3,251,700	15.0	487,800	2,211,000	1.27	2,808,000	2,536,200	3,295,800
1939.....	2,715,400	14.0	380,200	1,810,400	1.25	2,263,000	2,082,000	2,643,200
1938.....	3,212,100	10.0	321,200	2,353,800	1.10	2,589,100	2,675,000	2,910,300
1937.....	4,020,000	11.0	442,200	780,000	1.11	865,800	1,182,000	1,308,000
1936.....	8,506,000	10.9	927,200	1,387,900	1.12	1,554,400	2,238,500	2,481,600
1935.....	5,747,900	10.4	595,800	1,581,600	1.06	1,671,500	2,156,400	2,267,300
1934.....	4,275,000	10.5	448,900	1,282,500	1.14	1,462,100	1,710,000	1,911,000
1933.....	5,400,300	8.0	432,000	844,700	0.99	836,300	1,384,700	1,268,300
1932.....	6,681,000	9.0	585,000	1,142,000	1.00	1,142,000	1,810,100	1,727,000
1931.....	4,726,000	16.0	756,000	737,000	1.44	1,061,300	1,209,600	1,817,300
1930.....	7,576,200	16.0	1,212,200	1,538,200	1.56	2,399,600	2,295,800	3,611,783
1929.....	11,112,534	18.0	2,000,300	1,666,900	1.73	2,767,000	2,778,200	4,767,300
1928.....	13,090,029	16.0	2,094,400	909,600	1.66	1,510,000	2,218,700	3,604,400
1927.....	9,104,200	13.0	1,183,500	1,424,000	1.35	1,922,400	2,334,400	3,105,900
1926.....	6,405,100	18.0	1,152,900	960,800	1.82	1,748,600	1,601,300	2,901,500

Ce qu'il y a de particulièrement répréhensible dans le discours que vient de prononcer le chef de l'opposition, c'est qu'il m'a reproché d'avoir amené des employés de mon ministère à une conférence que je prononçais au Club Renaissance, et de les avoir félicités de leur présence. C'est vrai, je les ai félicités et je le ferais encore. Car au ministère actuel de l'Agriculture, les employés sont libres et n'ont pas peur d'aller où ils veulent. Ils ne craignent pas de subir des repréailles du ministre, comme cela se faisait sous le règne du chef de l'opposition. Ce n'est pas nous qui avons diminué le salaire de certains agronomes parce qu'ils ne pensaient pas comme le parti au pouvoir ou parce qu'ils sont des adversaires de leur chef.

Je peux donner des noms - je peux nommer un agronome de Charlesbourg, un professeur d'école d'agriculture - dont le chef de l'opposition a réduit les salaires parce qu'ils étaient des adversaires politiques. Je défie le chef de l'opposition de trouver dans mes actes quelque chose d'aussi bas que ce qu'il a fait quand il a voulu se venger d'un homme qui n'avait pas ses couleurs politiques. Il félicite, dit-il, le premier ministre d'avoir crié halte-là aux autorités fédérales qui voulaient fouler aux pieds nos droits et nos libertés. Il leur a dit: "Nous avons quelque chose de plus précieux que les piastres et les élections, c'est le cœur et l'âme de nos enfants." Nous avons le droit de vivre, et de vivre librement chez nous. Nous avons le droit d'éduquer nos enfants dans les principes qui nous ont été enseignés.

Le chef de l'opposition a parlé des engrais chimiques et des moyens de recueillir l'azote de l'air comme fertilisant. Le gouvernement fédéral a fondé, pendant la guerre, trois établissements au Canada où l'on captait l'azote de l'air. Après la guerre, il a vendu tout cela à un trust et c'est depuis ce temps-là que le prix des engrais chimiques a monté.

Il (l'honorable M. Barré) ridiculise la promesse du chef de l'opposition d'abolir la taxe de vente, qu'il a lui-même imposée dans la province, si, par hasard, il est porté au pouvoir.

Dans le domaine de l'agriculture, nous avons fait plus que jamais n'ont fait nos adversaires. Pour la première fois dans l'histoire de la province, il y a un item spécial du budget pour un service de recherche au ministre de l'Agriculture, ce que nos amis d'en face n'avaient pas dans leur temps.

Nous avons construit, de 1936 à 1939 et de 1944 à aujourd'hui, plus de la moitié des écoles d'agriculture qui existent dans la province, alors que les libéraux ont été 40 ans au pouvoir. Partout dans la province, des écoles d'agriculture ont été créées et

ont été créées même dans les comtés représentés par des membres de l'opposition, dont une école à La Ferme, Abitibi.

Reconnaissant le besoin de former des vétérinaires, nous avons établi une école de médecine vétérinaire, à Saint-Hyacinthe, en acquérant des baraques militaires du fédéral pour faire d'une œuvre de mort une véritable œuvre de vie; les édifices maritimes du gouvernement fédéral ont été utilisés à cet effet. Nous avons établi un centre d'insémination artificielle, encouragé l'École de l'Industrie laitière de Saint-Hyacinthe par un système de bourses d'études et, dès l'été prochain, nous agrandirons ses locaux en vue de diversifier l'utilisation des produits laitiers.

Cent un agronomes ont quitté le service, dit-il, et non pas 150. Sept seulement ont été congédiés; 12 sont morts; neuf ont été mis à leur retraite; trois sont en congé sans paye parce qu'ils sont temporairement au service d'institutions agricoles, et sur 70 qui ont démissionné, 40 au moins sont à l'emploi de coopératives ou d'organisations agricoles. Ce qui arrive souvent, c'est que des représentants de coopératives et de sociétés agricoles viennent au ministère à la recherche d'hommes dont ils ont besoin et nous les avons laissés partir parce qu'ils pouvaient mieux servir l'agriculture dans leurs nouvelles fonctions qu'en étant des fonctionnaires et qu'ils pouvaient être remplacés par d'autres au ministère. Alors que des agronomes ne recevaient que \$1,200 par année sous l'ancien gouvernement, les salaires des 346 bacheliers en agriculture actuellement à l'emploi du département ont été augmentés de \$45,000 par année.

Il propose que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

#### **Demande et dépôt de documents:**

##### **Régie provinciale des transports et communications, permis pour transport par autobus et camion**

**M. Sylvestre (Berthier)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quand et par quel arrêté ministériel a été approuvé le tarif actuellement en vigueur établissant les droits exigibles, pour l'émission, par la Régie provinciale des transports et communications, de permis pour le transport de voyageurs par autobus ou de marchandises par camion?

2. Quel était le droit ou honoraire exigible avant l'arrêté ministériel ci-dessus mentionné:

a) par autobus?

b) par camion?

3. Quel est maintenant le droit exigible:

a) par autobus?

b) par camion?

4. Quel a été le revenu provenant de l'émission de permis par le Régie provinciale des transports et communications:

a) pour transport par autobus?

b) pour transport par camion, durant chacune des années 1943, 1944, 1945 et 1946?

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session 29)

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30<sup>19</sup>.

#### NOTES

1. *L'Événement* du 13 mars 1948, à la page 13 rapporte une version différente de celle du *Canada* du même jour, à la page 3. Le seul cas où on peut perdre ses droits, c'est quand ils sont attaqués devant les tribunaux et qu'on ne les défend pas.

2. *Le Devoir* du 13 mars 1948, à la page 3, rapporte le chiffre de \$65,000,000.

3. Douglas Charles Abbott, ministre fédéral des Finances de 1946 à 1954.

4. Le quotidien libéral de Montréal, *Le Canada* du 13 mars 1948, à la page 3, écrit que ces propos de M. Choquette ont provoqué une scission dans le cabinet de l'Union nationale entre M. Duplessis et M. Gagnon.

5. Il s'agit sans doute de Philippe Monette, député de l'Union nationale dans Napierville-Laprairie de 1936 à 1939.

6. Selon le *Montréal-Matin* du 13 mars 1948, à la page 6, M. Choquette a parlé pendant une heure.

7. Le *Montréal-Matin* du 13 mars 1948, à la page 5, écrit plus de \$44,000,000 tandis que *Le Devoir* du même jour, à la page 3, écrit plus de \$45,000,000.

8. James Lorimer Ilsley, ministre des Finances fédéral de 1940 à 1946.

9. Dans *Le Nouvelliste* du 13 mars 1948, à la page 4, on rapporte plutôt 1941.

10. Le *Montreal Daily Star* du 13 mars 1948, à la page 9, note que d'autres députés libéraux ont exprimé l'idée.

11. Le *Montreal Daily Star* du 13 mars 1948, à la page 9, écrit que René Chaloult et André Laurendeau sont absents de la Chambre au moment du vote.

12. Le *Montréal-Matin* du 13 mars 1948, à la page 1, note que le vote des libéraux en faveur du bill 4 a provoqué des rires sarcastiques à droite.

13. Selon le *Le Soleil* du 13 mars 1948, à la page 9, M. Drouin parle à la place de M. Sabourin qui a ajourné le débat le 9 mars.

14. La loi 11 George VI, chapitre 36: Loi relative à l'utilisation du bois coupé sur les terres de la couronne.

15. D'après *Le Soleil* du 13 mars 1948, à la page 9, il s'agit d'un moulin à bois.

16. *Le Canada* du 15 mars 1948, à la page 8, écrit que "l'honorable Jonathan Robinson écoute attentivement le député d'Abitibi-Est, mais les députés ministériels l'interrompent par toutes sortes de cris. On en entend un entre autres qui imite le hennissement du cheval".

17. Les journaux n'identifient pas le ministre en question.

18. D'après le *Montréal-Matin* du 13 mars 1948, à la page 7, M. Godbout a parlé pendant une heure et demie.

19. *Le Canada* du 15 mars 1948, à la page 8, rapporte qu'à "l'ajournement, les députés libéraux ont fait une manifestation à leur chef sur le parquet de l'Assemblée législative. Pour ne pas participer au chant du *Ô Canada*, entonné par l'opposition, les députés ministériels ont vivement quitté la Chambre".



## Première séance du lundi 15 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

Université Laval, Université de  
Montréal et Université Bishop

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 concernant l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'Université Bishop.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi de la Législature concernant  
le Conseil législatif

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 modifiant la loi de la Législature concernant le Conseil législatif.

Cette mesure a pour but, dit-il, de porter de \$3,000 à \$5,000 les indemnités du leader du gouvernement et du leader de l'opposition au Conseil législatif, qui reçoivent actuellement \$6,000 par session.

(En souriant) L'intention du gouvernement est d'abolir un jour le Conseil législatif. Mais d'ici là, il est raisonnable d'indemniser convenablement les deux leaders qui font un excellent travail pour la province.

**M. Godbout (L'Islet):** (En souriant) À quelle date le gouvernement abolira-t-il le Conseil législatif?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En temps opportun.

**M. Godbout (L'Islet):** J'aimerais le savoir, car dès que nous reprendrons le pouvoir, mon intention est d'envoyer le premier ministre au Conseil législatif.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Juges de la Cour supérieure

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 concernant le nombre des juges de la Cour supérieure.  
Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Cantons d'Abitibi-Est

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 205 concernant les cantons Guyenne, Ligneris et Launay, du district électoral d'Abitibi-Est.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Hôtel-Dieu de Nicolet

**M. Fleury (Nicolet)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 206 modifiant l'Acte incorporant l'Hôtel-Dieu de Nicolet.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Université Laval, Université de  
Montréal et Université Bishop

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 49 concernant l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'Université Bishop.

Adopté.

Loi de la Législature concernant  
le Conseil législatif

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 51 modifiant la loi de la Législature concernant le Conseil législatif.

Adopté.

## Questions et réponses:

## Inspecteurs des pensions de vieillesse

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. Quel sont les noms, prénoms et adresses des inspecteurs

des pensions de vieillesse dans le comté de Gaspé-Nord?

2. Quel est le salaire annuel de chacun de cesdits inspecteurs?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

1. M. Samuel Dion, Sainte-Anne-des-Monts.

2. \$1,129.92.

#### **Impôt sur les ventes en détail**

**M. Lizotte (Kamouraska):** Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il perçu, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1948, dans chacune des villes suivantes de la province de Québec, en vertu de la loi 4 George VI, chapitre 14, établissant un impôt de 2 % sur les ventes en détail dans la province: Montréal, Verdun, Outremont, Westmount, Montréal-Est, Lachine, Québec, Trois-Rivières, Hull, Sherbrooke, Rivière-du-Loup, Saint-Jean, Chicoutimi?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1948, le gouvernement de la province n'a rien perçu en vertu de la loi 4 George VI, chapitre 14.

#### **Comité de classification du personnel du service public**

**M. Samson (Québec-Ouest):** 1. Combien a coûté au gouvernement de la province de Québec, depuis le 22 octobre 1945, le comité chargé de faire la classification du personnel du service civil: a) en salaires? b) en frais de voyage? c) en allocations ou rémunérations additionnelles?

2. Combien de rapports cedit comité de classification a-t-il soumis au gouvernement de la province à date?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. a) \$20,866.95; b) \$1,720.96; c) \$8,341.89.

2. Le travail de classification des employés civils est nécessairement long et compliqué. Depuis la nomination des membres du Comité de classification, dont un a été nommé sur la recommandation de l'organisme représentant l'Association des employés civils et l'Association des fonctionnaires de la province et connu sous le nom de "Conseil général des employés de la province", plusieurs nouvelles classifications dans plusieurs départements ont été faites, mais il a été impossible, à date, de faire le travail général de classification.

#### **Projets de loi:**

##### **Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association**

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie)** propose, du consentement unanime, que le bill 152 constituant en corporation la Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association ayant pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

##### **Roland Bertrand**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, du consentement unanime, que le bill 161 concernant l'émission d'un permis à Roland Bertrand par l'Institut des comptables agréés de Québec ayant été déposé et présenté en retard et les promoteurs n'étant pas responsables de ce retard dû à des circonstances spéciales, les droits additionnels que ces derniers ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

#### **Voies et moyens:**

##### **Débat sur le budget 1948-1949 (fin)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné vendredi le 12 mars courant, sur l'amendement du représentant de L'Islet (M. Godbout) à la motion du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté, regrette que le gouvernement avec des revenus considérablement augmentés, n'ait pas jugé opportun d'alléger le fardeau des taxes provinciales et particulièrement de la taxe de vente, ni de prendre les mesures efficaces pour protéger les intérêts de la classe agricole".



**L'honorable M. Barré (Rouville)** résume ses remarques de vendredi soir touchant l'instruction agricole et les recherches à l'amélioration des écoles rurales, multiplication des écoles d'agriculture, organisation d'un centre d'insémination, organisation d'une école vétérinaire, modernisation de l'École de laiterie, afin de trouver de nouvelles utilisations aux produits laitiers, création d'un service de recherche, coopération avec les universités, les sociétés d'agriculture et les coopératives, corps agronomique mieux outillé, mieux organisé et mieux payé, etc.

Par suite de la température défavorable de 1947, dit-il, il y a disette de semence d'orge et d'avoine dans l'Est du Canada. À ces causes humainement incontrôlables est venue s'ajouter la spéculation. Dès l'abolition des plafonds par Ottawa, une hausse extraordinaire s'est manifestée sur les grains d'alimentation et les grains de semence. Les prix ont augmenté de près de 50 %. Les cultivateurs sont venus me voir pour me demander d'agir. Qu'est-ce que nous pouvions faire? Rien, car c'est le fédéral qui doit régler les problèmes. Le gouvernement de Québec n'a aucun contrôle sur les plafonds, ni sur les exportations. Mais il a acheté ou retenu une certaine quantité de semence.

De fait, nous avons arrêté la spéculation. Rien de surprenant que certains spéculateurs mécontents soient disposés à critiquer notre initiative et les moyens que nous avons pris de servir les cultivateurs. Restait le problème de communiquer avec les cultivateurs. Nous avons eu recours aux conseils municipaux, qu'une loi autorisait déjà à acheter des grains de semence et à les revendre<sup>2</sup>. En annonçant que nous allions leur vendre l'avoine et l'orge de semence au prix coûtant, nous avons rassuré les cultivateurs et arrêté la spéculation. Mais nous avons vu aussi la petite politique rouge essayer de nuire à cette entreprise. Il y a des municipalités qui peuvent avoir des raisons de ne pas se prévaloir des pouvoirs qu'elles ont. C'est pourquoi nous acceptons de coopérer avec les sociétés coopératives, les syndicats, les cercles agricoles, les cercles de l'UCC<sup>3</sup>.

Certains auraient voulu que le gouvernement donne les grains aux cultivateurs. Les personnes qui sont toujours prêtes à faire campagne pour que le gouvernement donne tout gratuitement commettent, inconsciemment ou non, un crime antinational. Ces dernières créent et répandent dans la population la mauvaise impression que le gouvernement devrait tout donner et devrait faire vivre tout le monde.

L'opposition a eu le culot de dire que nous voulions tuer la fabrique de betterave à sucre de Saint-Hilaire. Pas vrai! Le gouvernement actuel ne

s'est jamais opposé à aucune culture nouvelle comme celle de la betterave à sucre. Mais il s'est opposé à l'exagération des dépenses, au gaspillage de l'argent du peuple pour des entreprises disproportionnées aux possibilités actuelles. Ce que nous avons condamné, c'est la folie d'avoir jeté \$4,000,000 dans une entreprise qui aurait dû être une expérience et qui aurait pu se faire pour \$500,000. C'est une aventure tentée dans des conditions tellement désavantageuses qu'il y a lieu de se demander si elle n'avait pas pour but de ruiner la culture de la betterave à sucre pour un demi-siècle dans notre province.

L'usine de Saint-Hilaire a été bâtie dans un mauvais temps, alors qu'on était en guerre. Elle ne fonctionne que quelques semaines par année. L'industrie a été construite 10 ans trop tôt et elle a coûté 25 % trop cher. Ce que nous reprochons à l'ancien gouvernement, c'est d'avoir été chercher aux États-Unis une vieille ferraille dont plus de la moitié a été revendue pour le vieux fer et d'avoir bâti une énormité qu'il faut entretenir pendant 365 jours par année alors que la production de la betterave est insuffisante à l'alimentation pendant trois semaines.

Jamais nous n'avons cherché à décourager les cultivateurs. Au contraire, nous leur avons garanti \$12 la tonne l'an dernier, et nous leur garantissons \$13 cette année, dans une tentative pour sauver une erreur, une absurdité. C'est le double de ce que promettait le chef de l'opposition en 1944. L'ancien gouvernement ne garantissait que \$6 la tonne pour les betteraves livrées à la raffinerie. Ceci ne semblait pas être un découragement pour les cultivateurs de betteraves.

Le gouvernement a non seulement augmenté le prix des betteraves à un prix tellement élevé, mais il a aussi offert de la machinerie aux producteurs qui atteignaient un certain niveau de production. Nous avons fait venir de France un expert dans ces cultures, un dénommé Pasquier, pour exploiter l'usine et pour remplacer un homme que les libéraux avaient fait venir des États-Unis, un M. Allen qui ne manquait pas de compétence, mais le fait qu'il ne pouvait pas parler la langue des cultivateurs gênait à son travail.

C'est vrai que le gérant, M. Pasquier, a dit, comme le chef de l'opposition l'a déclaré l'autre soir, que c'était une belle industrie qui fabrique du bon sucre. Que M. Pasquier vante l'entreprise et essaye d'en faire un succès, rien de plus normal, car il a été engagé précisément pour cela. J'ai demandé à M. Pasquier de faire tout ce qui était humainement possible pour sauver l'industrie plus que risquée qui a été établie par nos prédécesseurs à un coût s'élevant à plus de \$4,000,000. S'il avait dénigré une entreprise du gouvernement, je l'aurais foutu à la porte.

Nous lui avons adjoint toute une équipe de propagandistes. Malgré tout, la production de 1947 a été inférieure à 10,000 tonnes alors que la capacité quotidienne de l'usine est de 1,000 à 1,200 tonnes. En 1944, la betteraverie n'a été en production que pendant deux semaines et, en 1946, cette production a duré 19 jours. Que l'on pense un peu à ce que représente une manufacture de \$4,000,000 qui fonctionne 10 jours par année. Cette entreprise est un éléphant blanc et c'est la triste conséquence de la manie de nos amis d'en face de vouloir se bâtir des monuments aux frais de la province. Je demande si l'entreprise durera le temps qu'il va falloir pour égoutter les sols un peu partout afin d'aider la culture de la betterave. Belle culture, reconnaît-il avec le chef de l'opposition.

J'aurais voulu parler des coopératives, de la classification, de l'entreposage et de la vente des produits agricoles, mais le temps me manque. Je ne dirai qu'un mot du crédit agricole. S'il avait fallu écouter les libéraux, les cultivateurs n'auraient pas eu ce crédit agricole qui a prêté \$60,000,000, servi 25,000 cultivateurs, sauvé de la ruine 10,000 fermiers et aidé à l'établissement de 12,000<sup>4</sup> jeunes cultivateurs, avec une perte totale de \$150. Les cultivateurs ont payé parce qu'ils sont honnêtes, sans doute, mais aussi parce que les conditions de remboursement étaient du domaine des choses possibles. Le crédit agricole a sauvé l'agriculture.

À cause de l'incurie des anciens gouvernements libéraux, nous sommes en retard de 25 ans sur l'Ontario en ce domaine du drainage. En 1944, avec l'outillage du ministère et les travaux donnés à contrat, le gouvernement avait contribué à creuser des cours d'eau sur une longueur de 847,289 pieds. En 1947, malgré une température défavorable, nous avons creusé des cours d'eau sur une longueur de 2,246,969 pieds, soit plus de trois fois ce que faisaient les libéraux durant l'année où ils ont fait le plus de travaux dans le domaine. Nous avons fait plus qu'eux (montrant l'opposition), quatre fois, cinq fois, à telle place, à telle place et chez nous à l'Ange-Gardien.

Il est important pour les cultivateurs d'avoir des terres égouttées, et le drainage des terres permettra de récupérer pour la culture près de la moitié du territoire de certaines paroisses. J'affirme sans crainte d'être contredit, qu'avec le drainage, il est possible de doubler et peut-être même de tripler la production agricole, d'améliorer le rendement de nos terres, dans les régions actuellement habitées de la province. Ainsi, la population rurale pourrait être doublée.

En fait d'électrification rurale, avant 1944, les cultivateurs n'avaient que des promesses. Nous n'avions alors rien. En 1945, nous avons fait notre

loi d'électrification rurale, donnant aux cultivateurs le moyen de se procurer de l'électricité par des coopératives spécialisées. Quels ont été les résultats? Résultats directs et résultats indirects. À remarquer que la loi de 1945, qu'elle n'a pas encore trois ans d'existence, que les chiffres que je vais donner représentent par conséquent à peine deux ans d'opération et dans plusieurs cas, une seule année d'opération, précédée d'une année d'organisation.

Grâce à la loi de 1945 sur les coopératives d'électricité, au 31 octobre 1947, les coopératives avaient déjà terminé 1,096 milles de lignes de distribution, qui desservent présentement 4,498<sup>5</sup> clients et elles ont 320 milles de lignes de distribution en construction. Tout cela a été fait, répétons-le, en moins de deux ans d'opération. Et les résultats indirects sont encore plus évidents.

Cela a eu pour effet de réveiller les compagnies d'électricité privées et elles ont bougé. Les compagnies d'électricité dormaient au point qu'en 1943<sup>6</sup>, six des compagnies distribuant l'électricité dans la province de Québec parmi les plus importantes n'ont demandé de permis d'extension de ligne que pour une distance de trois milles. Les mêmes compagnies, en 1946, ont demandé des permis de construction pour 1,702 milles.

Ces compagnies, depuis la fondation de l'Office, à la fin d'octobre 1947, ont construit 3,595 milles de lignes électriques dans les campagnes et elles ont 1,169 milles de lignes en construction. Elles donnent le service à 27,631<sup>7</sup> nouveaux clients ruraux. Ce qui veut dire que le Québec sera en très grande partie électrifié d'ici 10 ans.

Aujourd'hui, pour ne donner qu'un exemple, 98 % des cultivateurs ont le service de l'électricité dans ma paroisse, dans le comté de Rouville. Nous ne sommes pas des surhommes mais nous faisons notre possible.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** voulant hâter la fin de la session, dit-il, décide de ne pas parler.

**M. Godbout (L'Islet)** demande que la Chambre attende l'arrivée de ses députés.

**Des députés ministériels** protestent contre cette perte de temps.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les libéraux sont fatigués d'avoir chanté<sup>8</sup>. Après avoir pratiqué le chantage pendant environ 40 ans, les libéraux se mettent à chanter.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise<sup>9</sup>.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Casgrain, Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Guerin, Hamel, Joyal, Lawn, Lizotte, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Ross, Samson, Sylvestre, 19.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bergeron, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 51.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un gros ralliement autour du chef de l'opposition.

La motion principale est adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui seront accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1949, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant pas \$76,220,505.84.

#### Rapport de comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** interroge le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dussault) au sujet d'une augmentation de \$15,000 des salaires du service civil intérieur.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** C'est dû à une augmentation de certains salaires et à une augmentation du nombre des employés.

Ces nouveaux employés sont surtout des comptables qu'il a fallu engager pour vérifier les états financiers des commissions scolaires qui ont demandé l'aide du gouvernement ou qui se sont déclarées en défaut.

**M. Morin (Québec-Centre):** Il n'y qu'un sous-ministre au département?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Oui.

**M. Roberge (Lotbinière):** Combien d'employés en tout?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** On me prend par surprise. Mon sous-ministre<sup>10</sup> n'est pas ici. Il viendra bientôt. Je répondrai plus tard.

**M. Roberge (Lotbinière):** Il se passe des choses étonnantes dans le ministère du député de Portneuf. Je vois ici, dit-il en montrant une page des *Comptes publics*, l'achat d'un livre au coût de \$2.50. Il y a également une taxe d'accise de \$1.91. Est-ce

une nouvelle intervention d'Ottawa dans les affaires de la province? Il faudrait protester.

**M. Choquette (Montmagny):** Donnez-nous un chiffre approximatif.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Je ne pourrais le dire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La réponse est dans les *Comptes publics*.

**M. Roberge (Lotbinière):** Ah! Non. Nous voulons simplement savoir si de nouveaux employés ont été nommés si le ministre a accordé des augmentations de traitement à son personnel.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** On a nommé un assistant sous-ministre, M. J.-L. Doucet, ainsi que quelques nouveaux employés, deux ou trois. Le personnel de mon ministère, pour le service intérieur, comprend une trentaine d'employés qui ont reçu, au cours de l'année, une augmentation de salaires d'une moyenne de \$600<sup>11</sup>.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre vient de dire qu'il n'y a qu'un sous-ministre dans son département.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a un sous-ministre suppléant, M. Doucet, comme M. Georges Bouchard à Ottawa.

**M. Choquette (Montmagny):** Le gouvernement imite Ottawa.

**M. Lizotte (Kamouraska):** M. George est sous-ministre conjoint de l'Agriculture à Ottawa.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Lorsqu'une requête est présentée pour la division d'une municipalité, quelle est la politique suivie?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Nous avons à cœur de garder aux municipalités leur liberté. Nous voyons toutefois à ce que les subdivisions n'affaiblissent pas les municipalités amputées au point de mettre leur existence en danger. Chaque cas est jugé à son mérite. Quand nous jugeons la division nécessaire, elle est recommandée.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Est-ce que des avis sont publiés dans les journaux pour renseigner les citoyens et les intéressés?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** L'avis est donné aux conseils de comtés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny):** On nous demande de voter \$1,700 pour le service extérieur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça montre qu'il n'y a pas beaucoup d'employés.

**M. Choquette (Montmagny):** Aux salaires que vous leur payez!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous payons 30 % de plus de salaires que l'ancien gouvernement.

**M. Choquette (Montmagny):** À vos amis.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Ce service ne comprend qu'une seule employée, à Montréal.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de 10 mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny):** On demande à voter \$10,000 pour dépenses de voyage. Le ministre a-t-il eu, comme beaucoup de ses collègues du cabinet, le bonheur de faire des voyages en dehors du pays depuis qu'il a été nommé?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Je suis resté au pays.

**M. Choquette (Montmagny):** N'êtes-vous pas allé dans l'ouest du Canada l'an dernier?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Oui, je suis allé à Winnipeg assister au congrès de la Fédération canadienne des maires et des municipalités, mais mes dépenses n'ont pas été élevées. Elles ne sont pas comprises dans les \$10,000. Je n'ai pas fait comme certains ministres de M. King qui sont allés se balader en Europe. Je suis resté au pays.

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre n'est pas un de ceux qui ont voyagé le plus!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Montmagny se croit bien fin. Ça fait plusieurs fois que le député s'ingénie à être désagréable au sujet des voyages des ministres. Il devrait pourtant se rappeler qu'il habite une maison de verre. Il est temps que l'on sache à quoi s'en tenir au sujet de ces voyages.

Trois des ministres sont allés en Europe cette année. Ces voyages n'ont pas coûté un sou à la province. Chacun a payé ses dépenses. Le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) est allé à Paris pour assister à la conférence mondiale de la santé et cela n'a rien coûté à la province. Il a payé ses dépenses. Le secrétaire provincial (l'honorable M. Côté) est allé faire un voyage en Europe. C'était de son affaire d'y aller et il y est allé à ses frais. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot)<sup>12</sup> est également allé en Europe. Son voyage n'a pas coûté un seul sou à la province.

Mais ces gens-là peuvent en parler de voyages aux frais de la province. Sous le régime libéral, un collègue du chef de l'opposition, délégué en Europe à un congrès où l'on étudiait la question des maladies vénériennes, a chargé \$5,000 à la province. Et on a caché cela dans les *Comptes publics*.

Il n'y a rien de plus mesquin que la question du député de Montmagny. D'une façon générale, les dépenses des ministres de l'Union nationale ont diminué d'au moins 40 %<sup>13</sup> si on les compare avec celles des ministres libéraux. Quant à mes propres dépenses, je suis prêt à les comparer à celles de n'importe quel de mes prédécesseurs.

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne vois pas la raison de cette sortie du premier ministre. Personne n'a insinué que le ministre des affaires municipales avait abusé. Nous avons tout simplement demandé si les dépenses de voyage du ministre des Affaires municipales étaient incluses dans l'item no 3. Il s'agit de l'argent de la province et nous voulons nous renseigner, rien de plus. Nous avons ce droit.

Quant aux comparaisons avec l'ancien régime, le premier ministre pourra en faire quand il le voudra. Il a dit que les dépenses de voyage des ministres libéraux avaient été cachées dans les *Comptes publics*. Je crois encore que c'est bien le meilleur endroit pour le faire, surtout quand un ministre y inscrit ses dépenses à son nom.

Le premier ministre serait peut-être surpris cependant d'apprendre que les dépenses de voyage de certains de ses ministres sont inscrites au nom de leurs employés dans les *Comptes publics*! Nous ne croyons pas que le ministre des Affaires municipales ait dépensé de façon exagérée, mais nous demandons si ces dépenses sont comprises dans les \$10,000.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Oui<sup>14</sup>.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que la convention des municipalités a recommandé au gouvernement de remettre aux municipalités une partie de la taxe sur la gasoline et les amusements?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Une résolution a été adoptée.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Et le gouvernement a-t-il pris connaissance de ces résolutions? Est-ce qu'il a l'intention de remettre aux municipalités une partie de ces taxes?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceci ne relève pas de cela.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je pose de nouveau ma question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai lu les résolutions et il n'y a rien d'étonnant là-dedans. Il y a plus de 25 ans que les municipalités demandent plus de revenus. Nous avons fait plus que les libéraux. Nous avons entrepris des travaux de voirie et de ponts qui ont rapporté beaucoup aux municipalités. Sous les anciens régimes, le gouvernement payait les gens avec des pitons, tandis que le gouvernement actuel a fait des travaux importants dans les villes de Montréal et de Québec, assume les dépenses du chômage, les dettes scolaires, etc. Je ne blâme pas les municipalités de demander plus, mais le gouvernement les aide d'une autre façon.

Les municipalités ont passé des résolutions pour reprocher au gouvernement d'Ottawa de vouloir tarir leurs sources de revenus par ses propositions aux provinces. Si j'avais signé une entente avec

Ottawa, j'aurais ruiné les municipalités. Nous les avons sauvées en refusant les propositions d'Ottawa<sup>15</sup>.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Voilà comment le premier ministre discute les affaires de la province et répond à nos questions. Le chef du gouvernement démontre une fois de plus qu'il se plaît à parler en dehors de la question. On demande si le gouvernement a reçu des résolutions des municipalités et le premier ministre répond par une histoire vieille comme le monde, celle des pitons, quand il sait que dans ce temps-là, le gouvernement n'avait que \$30,000,000 à dépenser par année.

Cette année, le gouvernement a \$200,000,000 à dépenser. Ce n'est pas du tout la même chose. Le gouvernement devrait enfin aider les municipalités. Mais il nous répond: "Ottawa veut les ruiner." Est-ce que le gouvernement a l'intention de faire quelque chose en faveur des municipalités?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le budget de l'année n'est que de \$146,000,000, une légère erreur de \$60,000,000. Il reproche, dit-il, au député de Rivière-du-Loup de ne pas savoir que le gouvernement paye déjà aux municipalités la moitié de la taxe d'amusement et, dans le cas de l'hospitalisation, il a augmenté du double. Des millions de dollars sont dépensés pour le maintien et l'exploitation des hôpitaux et d'autres organismes de bienfaisance tout au long de l'année par le gouvernement provincial.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** répète sa question à savoir si le gouvernement a l'intention de remettre aux municipalités une partie de la taxe sur la gazoline.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a allégé, dit-il, le fardeau des municipalités de \$4,000,000 à \$5,000,000 par année surtout dans le domaine de l'assistance publique, des écoles de correction et c'est son intention de faire encore davantage. Nous allons continuer à traiter les municipalités avec justice et générosité.

**M. Choquette (Montmagny):** Les propos du premier ministre ne m'empêcheront pas de demander quel a été le but, le coût, le résultat des voyages de tous les ministres. Il y en a bien plus que trois qui ont voyagé. Quant à ces trois-là, je suis heureux d'apprendre qu'ils ont pu se payer de dispendieux voyages depuis qu'ils sont ministres. Quels bénéfices la province a-t-elle retirés des voyages des ministres?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**  
C'est une saloperie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député de Montmagny devrait apprendre ce que c'est que la gentillhommerie. Quand on habite une maison de verre, on ne jette pas de pierre dans la maison du voisin. Je suis prêt à le suivre sur n'importe quel terrain.

**M. Choquette (Montmagny):** Je n'ai pas peur de rencontrer le premier ministre sur n'importe quel terrain, comme je l'ai toujours fait dans le passé. Quant à ma prétendue maison de verre, ce n'est certes pas la loi du logement du gouvernement qui aurait pu me la construire!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Codification des lois municipales, salaires et dépenses (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** On nous demande de voter \$13,000 pour la codification. Qui la fait?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Ce travail, qui a débuté il y a un an et demi, est très avancé. On en a accompli environ les deux tiers. Il est effectué par M. Nadeau, et nous avons nommé un avocat expert en droit municipal qui surveille la codification, Me Yves Prévost, c.r. Il a retiré, en qualité d'expert en question municipale, une somme de \$4,800.

**M. Dumoulin (Montmorency):** En passant, je veux rendre hommage au sous-ministre, M. Émile Morin, dont la compétence est reconnue par tous. C'est un véritable expert dans le domaine des affaires municipales et personne mieux que lui peut présider aux destinées de l'important département qu'il dirige.

Il (M. Dumoulin) parle longuement de la codification des lois municipales, des travaux qui ont été faits dans le passé et des travaux qui se poursuivent présentement. Il insiste, dit-il, pour que l'on suive l'esprit des divers articles pour la codification. Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de mettre un peu de clarté dans le Code municipal?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Les codificateurs vont préparer un seul projet, divisé en deux parties. La première contiendra tous les articles de la loi des cités et villes et la deuxième tous ceux du Code municipal. Il est prévu qu'à la fin de son travail, il sera plus facile et moins coûteux d'administrer plusieurs municipalités.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Il est rumeur que M. Yves Prévost soit candidat de l'Union nationale dans Québec-Comté. Cela va retarder son travail. Est-ce qu'il sera remplacé?

**M. Choquette (Montmagny):** En 1936, une commission a été nommée pour faire une refonte du Code municipal. M. de Ladurantaye en était secrétaire. Son travail devrait être continué. Je revendique comme l'an dernier une refonte générale du Code municipal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce serait une chose souhaitable.

**M. Choquette (Montmagny):** Je suggère un Code divisé en trois parties: 1) Les dispositions applicables à toutes les municipalités; 2) les dispositions applicables aux cités et villes et 3) les dispositions applicables aux municipalités rurales. Nous aurions alors un seul Code.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La suggestion du député de Montmagny est intéressante, mais pas toujours facile à réaliser. Ce travail de refonte du Code municipal ferait disparaître certaines anomalies. Il semble illogique et des plus discutables, que le maire de Montréal ou de Québec doive avoir moins de pouvoir qu'un maire de la plus petite municipalité rurale de la province. Certainement, en toute justice, quelque chose doit être fait pour corriger la situation. Ainsi, le maire de la plus petite municipalité a des pouvoirs définis, tandis que le maire de la plus grande ville du Canada n'en a aucun.

**M. Choquette (Montmagny):** Combien a-t-on dépensé à date pour la codification?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Environ \$35,000.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'étude de la refonte du Code de procédure civile est-elle avancée?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai reçu un rapport de la Commission de révision formée de MM. Auguste Désilets, Jean Blais et Ladurantaye. La commission Désilets suggère l'abolition des procès par jury en matière civile. Parmi les suggestions de cette Commission, il y a la réforme de la Cour d'appel et plusieurs autres propositions.

**M. Choquette (Montmagny):** J'ai compris que Me Désilets recommandait une réforme de la Cour d'appel et la nomination d'une Cour de révision de trois juges.

Il (Choquette) propose des améliorations à notre organisation judiciaire. Il parle d'un seul banc de tous les juges; de plusieurs divisions siégeant dans divers districts; de la résurrection de l'ancienne Cour de révision; de la création d'une cour d'appel distincte pour les matières sommaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Barreau a aussi fait des suggestions. Il est évident que nous ne pouvons faire ces changements sans, au préalable, consulter le juge en chef de la Cour d'appel. J'ai présenté aujourd'hui une loi pour augmenter de six le nombre des juges de la Cour supérieure à Montréal. Il y a beaucoup à faire.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission municipale de Québec (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En quelle année cette Commission a-t-elle été fondée?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En 1932.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'était très bien.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, non. Nous l'avons améliorée!

**M. Choquette (Montmagny):** Combien de commissions scolaires ont été déclarées en défaut par la loi de l'an dernier?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La plupart des commissions scolaires n'étaient pas solvables lorsque la loi fut passée, mais pas insolvables selon la loi. Entre 683 et 690 municipalités endettées sur 1,482 se sont prévaluées de la loi pour favoriser le progrès de l'éducation. Quatre-vingt-dix pour cent de toutes les municipalités scolaires qui avaient une dette obligataire sont passées sous l'administration de la loi, même celles qui sont en bonne position financière, mais qui veulent obtenir les mêmes avantages que leurs voisins.

**M. Choquette (Montmagny):** Combien d'entre elles n'étaient pas insolvables?<sup>16</sup>

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Toutes ces municipalités étaient dans un état plus ou moins voisin de la misère. Aucune n'a été forcée de se prévaloir de la loi, qui était surtout faite pour Montréal et Québec. Le gouvernement a assumé le paiement de leurs dettes, au montant d'environ \$100,000,000. Le plus fort montant de ces dettes, soit \$62,000,000, était représenté par les corporations scolaires de Montréal et de Québec.

**M. Choquette (Montmagny):** Combien de municipalités parfaitement solvables se sont prévaluées de la loi?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Je ne peux le dire.

**M. Choquette (Montmagny):** Est-ce que certains octrois n'ont pas été accordés qu'aux municipalités qui se sont prévaluées de la loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a rien de vrai là-dedans. Le député de Montmagny veut obtenir des renseignements qui occasionneront des travaux considérables, mais je suis prêt à mettre à sa disposition les membres de la Commission municipale.

**M. Choquette (Montmagny):** Je voudrais la liste des municipalités avec l'actif et le passif de chacune d'elles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela exigera un travail énorme. La Commission ne fait que vérifier les dettes.

**M. Choquette (Montmagny):** La Commission n'exige pas l'actif et le passif?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais non. En vertu de la loi pour favoriser le progrès de l'éducation, il faut voir à payer, tout d'abord, l'intérêt et le fonds d'amortissement sur le refinancement des dettes obligataires des commissions qui ont profité de la loi. Le plan de refinancement a été présenté aux porteurs d'obligations non garanties qui étaient d'accord pour échanger les obligations de commissions scolaires par celles de la commission municipale du Québec, garanties par la province, même si le taux d'intérêt était moins élevé.

À même le fonds d'éducation, on paye aussi certaines dettes qui ne sont pas assez considérables pour motiver l'émission d'obligations, dont on a voulu se débarrasser, et qu'il vaut mieux payer comptant. Le reste est utilisé pour les fins générales de l'éducation: construction d'écoles, augmentation des salaires du personnel enseignant, aide à l'enseignement secondaire, etc. Bref, ce fonds d'éducation sert à l'amélioration générale des conditions de l'enseignement dans le Québec.

**M. Choquette (Montmagny)** prend fait et cause à la défense des petits investisseurs qui ont perdu une partie de leur revenu dans les programmes de refinancement, dit-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a consenti à amortir les dettes scolaires de la province, en comprenant que les conseils scolaires et les commissions scolaires ne s'endetteraient pas encore, à moins que ce ne soit avec l'accord de la Commission municipale du Québec. Autrement, quelle serait l'utilité d'une telle loi?

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre sait-il combien de commissions scolaires sur les 683 étaient vraiment en faillite lorsqu'elles ont décidé de profiter de la loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne puis le dire. Plusieurs étaient en faillite, et les autres dans un état déficitaire. À Montréal et à Québec, elles étaient en faillite.

**M. Choquette (Montmagny):** La Commission scolaire de Québec n'était certainement pas en faillite?



**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Il y avait 36<sup>17</sup> commissions scolaires réellement en faillite.

**Des députés de l'opposition** sont surpris.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Elles se trouvaient à être administrées par la Commission municipale, en vertu de l'ancienne loi, lorsque le gouvernement actuel s'est porté à leur secours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Bien d'autres étaient sur le bord de la faillite.

**M. Choquette (Montmagny):** Est-ce que plusieurs corporations municipales en ont appelé devant la Commission municipale des sentences rendues par les comités d'arbitrage au sujet des salaires de leurs employés?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** La ville de Québec a logé un appel qui a été rejeté par la Commission municipale. C'est le seul cas où une décision a été rendue. Cinq ou six autres municipalités ont logé des appels qui sont encore à l'étude.

**M. Choquette (Montmagny):** La loi Côté présente de bonnes choses, mais cela ne cache pas le fait que le gouvernement, les centralisateurs du Québec, ont pris le contrôle de l'administration des commissions scolaires sans leur consentement et malgré le fait que la plupart d'entre elles n'avaient pas de dette. Évidemment, dit-il, le mot autonomie ne s'applique pas aux organismes municipaux ou scolaires.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### **Rapport de comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Questions et réponses:**

##### **Revenus de la Commission des liqueurs**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** À combien se sont chiffrés les revenus bruts de la Commission des liqueurs de Québec:

a) du 1<sup>er</sup> janvier 1947 au 31 décembre 1947?

b) du 1<sup>er</sup> janvier 1948 au 15 février 1948?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** 1. Les revenus bruts de la Commission des liqueurs de Québec représentent les argents reçus par la Commission des liqueurs, et pour son commerce et pour le coût des permis payés à la Commission, ainsi que pour les amendes et pénalités reçues par la Commission; ils ne tiennent pas compte des dépenses occasionnées à la Commission, comme par exemple, et sans restriction, le prix d'achat payé par la Commission pour les produits qu'elle vend.

Les revenus de la Commission proviennent non seulement de ceux qui demeurent dans la province de Québec mais aussi de ceux qui y viennent et y voyagent.

a) Du 1<sup>er</sup> janvier 1947 au 31 décembre 1947, les revenus bruts de la Commission des liqueurs, à tous les titres, s'élèvent à \$66,231,537.25, montant qui ne tient pas compte des dépenses de la Commission, entre autres et sans restriction, le prix d'achat des marchandises vendues par la Commission.

b) Du 1<sup>er</sup> janvier 1948 au 15 février 1948, les revenus bruts de la Commission des liqueurs, à tous les titres, s'élèvent à \$6,828,300.01, montant qui ne tient pas compte des dépenses de la Commission, entre autres et sans restriction, le prix d'achat des marchandises vendues par la Commission.

Il est à noter qu'en vertu de statistiques, publiées au cours du mois de décembre 1947, au sujet de la vente des spiritueux, la province de Québec est celle où la consommation par tête est la moins considérable de toutes les provinces du Canada, à l'exclusion de l'Île-du-Prince-Édouard.

##### **Pont Ruisseau-Leblanc**

**M. Morin (Québec-Centre):** Relativement aux travaux de réparations effectués au pont Ruisseau-Leblanc, dans le comté de Bonaventure, au cours de l'année 1947:

1. Quel était le coût des estimés des travaux?

2. Le gouvernement a-t-il fait exécuter ces travaux par un entrepreneur ou à la journée?

3. Si par un entrepreneur, quel est le nom de cet entrepreneur à qui le contrat fut accordé?

4. Des soumissions publiques ont-elles été demandées?

5. Le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?

6. À quel prix le contrat fut-il octroyé?

7. Quel a été le coût desdits travaux?

8. À quelle date ces travaux furent-ils commencés et à quelle date ont-ils été complétés?

9. Ces travaux furent-ils exécutés sous la surveillance d'un ingénieur du ministère des Travaux publics, et, dans l'affirmative, quels sont les nom et prénoms de cet ingénieur?

10. Quels sont les noms et prénoms des diverses personnes qui ont été employées à ces travaux de réfection, et quel est le montant total payé à chacune de cesdites personnes?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):**

1. \$15,400.

2. À la journée.

3. 4, 5 et 6. Répondu par 2.

7. \$15,228.58.

8. Les travaux ont été exécutés du 21 avril au 1<sup>er</sup> juillet 1947 et du 25 juillet au 29 août 1947.

9. Les travaux étaient sous la surveillance de MM. Armand Cauvier et Isidore Saint-Onge, tous deux contremaîtres des travaux publics, sous la direction de M. J.-A. Claveau, ingénieur civil, également du ministère.

10. Arseneault, Alonzo .....	\$ 147.45
Arseneault, Charles .....	353.10
Arseneault, Hector .....	240.40
Arseneault, Lazare .....	257.95
Arseneault, Lorenzo .....	24.20
Arseneault, Ludger .....	10.50
Arseneault, Mathias .....	10.50
Arseneault, Napoléon .....	200.05
Babin, Alphonse .....	24.40
Babin, Edgar .....	10.50
Babin, Émilien .....	34.00
Babin, Ernest .....	515.25
Babin, Marcel .....	57.75
Bélanger, Philippe .....	29.40
Bigaouette, Roch .....	26.40
Boissonneault, Léonard .....	22.00
Bourdage, Albert .....	504.80
Bourdage, Alexis .....	12.75
Bourdage, Félix .....	382.20

Bourdage, François .....	395.55
Brière, Fernand .....	3.40
Brière, Lionel .....	10.20
Brière, Valmont .....	12.75
Bujold, Napoléon .....	2.25
Bujold, Placide .....	16.80
Ferlatte, Joseph .....	8.80
Gauthier, Donat .....	25.50
Gauthier, Samuel .....	109.50
Henri, Emmanuel .....	358.60
Henri, Henri .....	41.25
Henri, Jean-Baptiste .....	41.05
Henri, Laurent .....	93.50
Henri, Osias .....	81.95
Landry, Amédée .....	513.00
Leblanc, Robert .....	8.20
Lepage, Albert .....	22.00
Lepage, Alonzo .....	35.25
Lepage, Arthur .....	130.25
Lepage, Ernest .....	205.50
Lepage, Jean-Paul .....	168.90
Lepage, Léo .....	37.40
Lepage, Léonce .....	20.15
Lepage, Osias .....	64.90
Paquet, Baptiste .....	147.10
Paquet, Robert .....	64.20
Poirier, Fidèle .....	52.50
Poirier, Valmont .....	34.00
	<u>\$ 5,588.55</u>

**Port-Daniel-Est et Ouest**

**M. Morin (Québec-Centre):** Relativement aux travaux de pavage qui ont été exécutés à Port-Daniel-Est et à Port-Daniel-Ouest, dans le comté de Bonaventure, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1946:

1. Quelle est la longueur totale du chemin qui a été pavé?

2. Quel a été le coût total de ces travaux de pavage?

3. Quel a été le prix payé pour le matériel de revêtement, à la tonne ou à la verge, et de qui ce matériel a-t-il été acheté?

4. Par qui lesdits travaux ont-ils été exécutés?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):**

1. 7.84 milles.

2. \$62,736.69, dont \$4,139.00 pour le nivellement du chemin, \$2,299.40 pour l'application du bitume d'amorçage, \$53,708.95 pour le revêtement bitumineux, et \$2,589.34 pour la confection des accotements en gravier.

3. et 4. \$4.36 la tonne pour la fabrication et la pose, et \$1.36 pour le transport du matériel à une distance de 18 milles. Le matériel bitumineux était préparé et posé par Les Carrières et Constructions Gaspésiennes, enr., entrepreneur.

#### **Route de Saint-Jean-l'Évangéliste**

**M. Morin (Québec-Centre):** Relativement aux travaux de pavage qui ont été exécutés sur la route de Saint-Jean-l'Évangéliste à Escuminac, dans le comté de Bonaventure, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1946:

1. Quelle est la longueur totale du chemin qui a été pavé?

2. Quel a été le coût total de ces travaux de pavage?

3. Quel a été le prix payé pour le matériel de revêtement, à la tonne ou à la verge, et de qui ce matériel a-t-il été acheté?

4. Par qui lesdits travaux ont-ils été exécutés?

#### **L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):**

1. 4.03 milles.

2. \$47.156.56, dont \$2,764.74 pour le rechargement en gravier, \$2,011.20 pour le nivellement du chemin, \$41,551.12 pour le revêtement bitumineux, et \$829.50 pour la confection des accotements en gravier.

3. et 4. \$4.36 la tonne pour la fabrication et la pose, moins \$0.61 la tonne pour loyer d'une usine appartenant au ministère de la Voirie, et \$4.30 pour le transport du matériel à une distance de 70 milles. Le matériel bitumineux était préparé et posé par J.-Eugène Martin, enr., entrepreneur.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 30 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Deuxième séance du 15 mars 1948**

#### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Demande et dépôt de documents:**

##### **Mandat spécial, arrêté en conseil no 2063**

**M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

Relativement aux dépenses faites par le gouvernement de la province de Québec, en vertu du mandat spécial, arrêté en conseil numéro 2063, en date du 18 décembre 1947:

1. À qui le département de la Colonisation de la province a payé la somme de \$75,000 mise à sa disposition, en vertu dudit mandat spécial?

2. À quelle date chacun desdits montants a été payé?

3. Le montant payé dans chaque cas.

Adopté.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 30)

Adopté.

#### **Loi du service civil**

**M. Roberge (Lotbinière)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les règlements faits en vertu de l'article 3a de la loi du service civil, édictés par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 16.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 31)

#### **Projets de loi:**

##### **Loi de la Législature concernant le Conseil législatif**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 51 modifiant la loi de la Législature concernant le Conseil législatif.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que l'article 81 de la loi de la Législature (Statuts refondus, 1941, chapitre 4), remplacé par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 11, soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Toutefois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1948, dans le cas du conseiller législatif qui occupe le poste reconnu du leader du gouvernement au Conseil législatif et de celui qui occupe le poste reconnu de leader de l'opposition au Conseil législatif, cette indemnité est de cinq mille dollars."

Adopté.

#### Rapport de comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 modifiant la loi de la Législature concernant le Conseil législatif soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Université Laval, Université de Montréal et Université Bishop

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de

résolution relative au bill 49 concernant l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'Université Bishop.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Que les dépenses occasionnées au gouvernement de la province par les souscriptions et par les garanties et les remboursements d'emprunts prévus aux articles 1 et 2 de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu.  
Adopté.

#### Rapport de comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 49 concernant l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'Université Bishop  
Adopté.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.  
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Caron<sup>18</sup> (Maskinongé)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Le gouvernement peut faire ces souscriptions sous forme de garantie de remboursement de tout emprunt que peuvent contracter une ou plusieurs de ces universités, jusqu'à concurrence du montant prévu dans chaque cas par l'article précédent."

**M. Bienvenue (Bellechasse):** En vertu de la clause 2, le gouvernement peut se contenter de garantir les emprunts effectués par les universités jusqu'à concurrence du montant prévu dans chaque cas; et si celles-ci remboursent les emprunts, le gouvernement n'aura rien à payer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas du tout le sens de la loi. Nous souscrivons \$4,000,000 à l'Université Laval, \$2,800,000 à l'Université de Montréal et \$1,000,000 à l'Université Bishop. Le gouvernement pourra payer immédiatement les montants souscrits, ou les payer au fur et à mesure que les besoins se feront sentir. Nous paierons comptant, si elles le désirent, ou nous garantirons le paiement de débentures, si elles jugent à propos d'émettre des débentures. Il peut arriver que les universités contractent des emprunts globalement et qu'elles préfèrent des garanties plutôt que de l'argent comptant.

Il s'agit de construire des immeubles, et si l'Université Laval emprunte pour payer ces travaux, nous aurons le pouvoir de garantir. De toute façon, nous paierons à Laval une somme de \$4,000,000, soit comptant, soit par garantie. Mais, dans tous les cas, les universités recevront la valeur au comptant des montants souscrits.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** revient à la charge au sujet de cette garantie.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** On suivra le système qui conviendra le mieux aux universités. Nous avons vu les autorités des universités et les modalités de la loi ont été discutées avec elles. Les autorités des universités en sont pleinement satisfaites.

Nous vivons ce soir, une des heures lumineuses de notre histoire et de l'histoire de nos universités<sup>19</sup>. Je remercie la Chambre d'avoir voté à l'unanimité le principe du projet de loi. Les trois universités sont à organiser, grâce à la coopération et à l'aide de leurs anciens élèves, de vastes campagnes de souscription qui leur permettront de mieux remplir leurs fins.

Il rappelle qu'à la dernière session, il avait l'honneur de présenter un premier projet de loi qui accorde de plus amples pouvoirs au syndicat financier de l'Université Laval. Aujourd'hui, par cette loi, dit-il, le gouvernement s'engage, par des modalités au choix des universités, à leur verser de généreuses souscriptions qui les aideront à compléter leur aide.

Je remercie le premier ministre de m'avoir permis de présenter les deux projets de loi. C'est un jour lumineux dans la vie de l'Université Laval et je suis heureux de pouvoir offrir à mon *Alma Mater* le témoignage de ma reconnaissance et de mon admiration pour l'œuvre magnifique qu'elle accomplit. Celle-ci jouit actuellement dans le Canada tout entier et dans toute l'Amérique du Nord d'une réputation très enviable.

Ses professeurs sont souvent invités à donner des cours et des conférences dans les universités des autres provinces et même dans les universités américaines et européennes. M. Adrien Pouliot, doyen de la Faculté des sciences, a donné des cours à l'Université de Toronto l'été dernier et M. Charles de Koninck, doyen de la Faculté de philosophie, est allé professer à Washington et à Mexico avant d'aller en Espagne, à Santander, l'été prochain.

Les cours d'été de l'Université Laval sont recherchés et ils ont été suivis l'an dernier par plus de 800 élèves, dont certains venaient des États-Unis, du Brésil, du Mexique, d'Haïti et des Îles Philippines. C'est dire le prodigieux rayonnement de l'Université Laval. Elle compte présentement 68 professeurs de sciences, dont 38 professeurs de carrière. Trente-trois sont diplômés des universités étrangères et 13 détiennent des maîtrises ès sciences des universités américaines. L'Université Laval a reçu de nombreux témoignages d'appréciation de la part de nos compatriotes de langue anglaise et même de savants de réputation internationale.

Fondée en 1852 par le Séminaire de Québec, l'Université Laval n'a reçu aucune aide financière du gouvernement dans les 50 premières années de son existence. Malgré des difficultés nombreuses, elle créa en 1896 une succursale à Montréal qui est devenue, depuis, l'université autonome de Montréal.

En 1902, elle fit appel pour la première fois au gouvernement et au public. Elle reçut \$100,000, la moitié étant payée par le gouvernement et l'autre moitié par le public. En 1908, on amende la loi de l'université, pour la première fois, et si on regarde dans les livres de la province, on constate que le gouvernement ne contribuait pour nos deux universités de Québec et de Montréal que d'une somme de \$4,000. En 1922, l'Université Laval lança

sa première grande campagne de souscription et recueillit \$2,000,000, dont \$1,000,000 versé par le gouvernement du temps.

À partir de cette date, le gouvernement lui versa une maigre contribution de \$25,000 par année. En 1934-1935, un an seulement, avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, l'Université Laval ne recevait encore que \$90,000, dont l'octroi annuel de \$25,000, \$51,000 pour l'Institut biologique et \$15,000 pour l'École d'Arpentage et de Génie forestier.

Les heures douloureuses se sont poursuivies jusqu'en 1936 alors que commença réellement la période des heures joyeuses et glorieuses de l'Université Laval. En 1938, j'avais l'honneur de présenter une loi qui créait l'École des Mines et de Géologie avec un octroi à perpétuité de \$100,000 par an. En novembre de la même année, une deuxième loi établissait l'École des pêcheries de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, affiliée à Laval, avec un octroi annuel de \$25,000, la première école de pêche de l'Amérique du Nord.

Enfin, en 1939, toujours sous l'Union nationale, le gouvernement accordait \$1,500,000 à l'Université Laval, payable à raison de \$150,000 par année pendant 10 ans, et \$350,000 à l'Université Bishop, payable à raison de \$35,000 par année. Par une autre loi, la Législature accordait une souscription ne devant pas dépasser \$5,000,000 pour le parachèvement des édifices de l'Université de Montréal.

Bref, alors que sous l'ancien régime, l'Université Laval recevait \$90,000, aujourd'hui, à part les sommes que nous demandons de voter par cette loi, elle recevra cette année \$775,000 et l'Université de Montréal \$1,289,000, montants dus en vertu de législations antérieures. Voilà comment le gouvernement de l'Union nationale a compris son devoir vis-à-vis de nos universités. Il complète magnifiquement ce devoir de reconnaissance, aujourd'hui, en présentant la loi actuelle.

**M. Godbout (L'Islet):** Le trésorier s'est évertué à faire valoir l'œuvre de l'Union nationale plutôt que celle des universités. Il a fait de la politique avec cette question primordiale de l'enseignement universitaire. Je ne veux pas le suivre sur ce terrain. Les ministres qui donnent des octrois aux universités et qui soutiennent les œuvres d'éducation ne le font pas avec leur argent mais avec celui de la population et ils n'ont pas raison d'en tirer une vaine gloire.

Cette loi n'a qu'un défaut, mais un défaut grave: celui de ne pas aider nos universités dans une mesure suffisante. On semble donner \$4,000,000 à

l'Université Laval, alors que ce ne sera peut-être que quelques centaines de mille dollars. Mais on pourra en reporter le paiement sur dix, 15 ou même 20 ans. Le gouvernement offre sa garantie. Ce n'est pas assez. D'ici 20 à 25 ans, c'est \$40,000,000 qu'il faudra à l'Université Laval pour mettre son œuvre sur pied. Et le gouvernement n'apporte qu'une maigre pittance à cette œuvre gigantesque.

Voici pourtant une œuvre nationale. Vous pouvez mettre bout à bout tous vos bouts de chemins, tous vos contrats de voirie sans soumissions et vous n'aurez rien apporté à une œuvre véritablement nationale. L'Université Laval commence la création d'une cité universitaire, non seulement pour répondre aux besoins de l'instruction de la province et du pays, mais aux besoins de toute l'Amérique. Je n'hésite pas à prédire que l'Université Laval et l'Université de Montréal pourront être dans quelques années des institutions aussi importantes que l'Université de Paris si on leur permet de se développer.

Toute l'Amérique du Nord a les yeux sur nos universités. Elles sont appelées à devenir de très grandes universités. L'Université Laval recevra des gens de tous les pays d'Amérique. C'est toute l'Amérique qui a besoin de ces foyers de culture française. Si le gouvernement proposait de voter à l'Université Laval une somme de \$3,000,000 par année pendant au moins cinq ans, ce serait au moins un commencement. Je suis persuadé que tous les députés de cette Chambre endosseraient de tout cœur ce projet de loi, car l'œuvre de l'université est indispensable.

Où sera le fonds de roulement de l'Université Laval? On met l'Université dans une situation où elle ne pourra rien entreprendre. Le Séminaire de Québec sera encore obligé d'intervenir pour soutenir cette œuvre primordiale. Par cette loi, on peut placer l'Université Laval dans une situation plus périlleuse que celle dans laquelle elle est présentement. Et l'Université sera dans une situation telle qu'elle dépendra constamment du gouvernement. Que les universités soient obligées de dépendre directement du gouvernement pour chacune des œuvres qu'elles veulent entreprendre, c'est une mauvaise chose sous n'importe quel gouvernement.

L'Université Laval poursuit pourtant une œuvre admirable. Je ne pense pas qu'il y en ait une seule en Amérique qui se soit transformée aussi complètement depuis 15 ans. Elle a modernisé ses facultés, il faut que cela continue. L'œuvre est pressante. Les idées pures doivent s'accrocher sur quelque chose. Pour que l'avenir des maisons d'enseignement supérieur soit fécond, il nous faut une classe moyenne à l'aise. Nous avons des

richesses immenses à peine touchées à mettre en valeur. Voilà où nos universités peuvent jouer un rôle essentiel.

Le trésorier a arrêté son énumération à l'année 1939 et il n'a pas parlé des \$150,000 payés chaque année par l'administration libérale. Avec le projet de loi actuel, l'Université Laval ne peut compter sur rien de précis. L'aide n'est pas du tout proportionnée à son œuvre. Que le gouvernement augmente ses souscriptions et surtout qu'il détermine les conditions par lesquelles elles seront données, car le gouvernement ne fixe pas le mode de paiement de l'octroi. De plus, il s'autorise à convertir son octroi en garantie de débentures.

Si les montants actuels sont répartis sur une période de 20 ans, la souscription constitue une bien mince contribution et une bien faible reconnaissance. Je félicite le gouvernement dans toute la mesure de l'aide qu'il donne, mais je trouve que cette aide est minime.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** blâme le chef de l'opposition du ton qu'il a donné à ce débat. Je ne le suivrai pas sur ce terrain, dit-il, parce que le problème est trop important. Je ne parlerai que des problèmes mentionnés dans la loi et je laisserai toute autre considération de côté. L'énumération des dons accordés aux universités, jusqu'ici, faite par le trésorier provincial n'avait pas d'autre but que celui de rétablir certains faits, de mettre en relief les droits de la vérité et de reconnaître les mérites de l'Université Laval qui, avec des ressources minimes, a pu faire de si grandes choses, au point que son rayonnement s'étend aujourd'hui dans toute l'Amérique et jusqu'en Europe.

C'est la première fois qu'une loi de cette importance est présentée à la Législature. Nous offrons le généreux montant de \$8,000,000 à trois universités. Ça ne s'est jamais vu en notre province. Les universités nous ont fait des demandes. Et voilà pourquoi je m'attendais, de la part de l'opposition, à une discussion conforme à l'importance du problème. Le chef de l'opposition dit que ce n'est pas assez. Si la province avait les moyens de faire plus et de donner \$3,000,000 par année, nous n'hésiterions pas un seul instant.

Mais nous avons la responsabilité de l'administration, nous connaissons les problèmes, les besoins et les possibilités financières de la province. Ce n'est pas une loi d'enchères ni de promesses que nous présentons, mais une loi de réalisations comme jamais la province de Québec n'en a donnée, jusqu'ici, dans le domaine de l'enseignement universitaire. Elle ajoute aux octrois précédemment accordés sans en rien retrancher.

Les autorités de l'Université Laval ont représenté au gouvernement qu'elles voulaient bâtir une cité universitaire. Elles ont comme toujours fait preuve de raisonnement sain en ne voulant pas tout faire du jour au lendemain. L'Université Laval a droit à la reconnaissance profonde non seulement de la province de Québec et des Canadiens français, mais de tous ceux qui, à travers l'Amérique et à travers le monde, aiment, reconnaissent son indispensabilité et veulent l'expansion de la pensée française et catholique.

L'Université Laval a droit à la gratitude de tous ceux qui savent apprécier un dévouement séculaire, un désintéressement exemplaire et des succès insurpassables fondés sur le désir de faire son devoir, un devoir patriotique et national. Elle a raison de compter qu'aucune allusion mesquine, aucune dissertation partisane ne viendra tenter d'assombrir, même de loin, le ciel serein et pur de ses réalisations et de ses espoirs.

Par cette loi, nous lui donnons aujourd'hui un témoignage incomplet de la gratitude de tout un peuple. Mais si l'on considère les besoins de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, qui ont aussi leur nécessité, la souscription est généreuse.

L'Université Laval réalise que l'enseignement universitaire ne pourrait exister s'il n'y avait, d'abord, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire. Elle serait la première à nous blâmer si nous lui donnions les ressources indispensables à l'enseignement primaire et secondaire. Dans les conditions présentes, la souscription que nous lui accordons est généreuse au point de vue des possibilités de réalisations.

Les circonstances ont voulu que je fasse mes études de droit à l'Université de Montréal. Mais je n'oublie pas qu'elle est la fille de l'université de Québec et qu'elle doit à Québec sa vie et une grande partie de ses succès. Et il nous est agréable, en une circonstance semblable, de pouvoir dans une même loi dire merci à la mère et à la fille, de pouvoir les unir dans un même sentiment de reconnaissance.

En fait, l'Université de Montréal reçoit \$4,000,000, car elle a converti en bloc un octroi de \$2,000,000 qui lui a été consenti en 1944 par le gouvernement du chef de l'opposition et qui ne devait lui être payé qu'à raison de \$55,000 tous les six mois. Cette conversion de la somme encore due sur cet octroi a donné à l'Université un montant de \$1,500,000 plus les intérêts, formant un montant global de \$1,690,000 qui viendra s'ajouter à l'octroi de \$2,800,000.

L'Université Bishop est une université des Cantons-de-l'Est qui constituent une partie importante de la province. C'était le devoir du

gouvernement de répondre à l'appel des représentants de cette institution. Nous donnons ainsi au pays et au monde un exemple de compréhension, de justice, de "fair play" et d'équité en reconnaissant les mérites de la minorité. C'est une nouvelle manifestation de l'harmonie et de la coopération qui existent entre les deux grandes races, et que nous donnons en exemple aux autres provinces et à tous ceux qui ne semblent pas se rendre compte de la valeur de la province de Québec. Ici, ce n'est pas la force qui prime le droit, mais le droit qui prime la force.

On dit que nous posons des conditions incertaines. Les clauses concernant le mode de paiement des octrois et la conversion de l'octroi en garantie de débentures ont été approuvées, suggérées même, par les universités intéressées. Il est ridicule de penser que le gouvernement ne pourrait donner qu'un bout de papier pour satisfaire aux demandes des trois universités. D'ailleurs, les autorités des trois institutions concernées sont entièrement satisfaites du projet de loi. Elles remercient le gouvernement et la Législature de l'aide quasi inespérée et magnifique qu'on leur accorde. Les trois universités ont des projets de construction nouvelle.

Serait-il raisonnable et intelligent de payer d'avance pour des constructions qui ne doivent se faire que par étapes successives? Après avoir examiné toutes les données du problème, nous avons dit aux universités que nous leur paierons, et sans délai, les argents qui leur seront nécessaires pour la réalisation de progrès graduels. Nous paierons comptant au fur et à mesure que les besoins se feront sentir.

Il se peut qu'avec la contribution de la province et les souscriptions du public, l'Université Laval puisse réaliser un programme plus considérable que celui qu'elle avait d'abord en vue et qu'elle préfère émettre des débentures. Nous garantirons pour le même montant les débentures que les syndicats voudront émettre, jusqu'à concurrence de \$4,000,000.

Bref, nous présentons une loi capable de répondre à une situation extraordinaire ou spéciale suivant laquelle les universités exécuteraient un programme de travail plus considérable que celui projeté. Nous croyons avoir fait notre devoir et nous avons la conscience tranquille.

**M. French (Compton):** Comme j'ai l'honneur de représenter un comté situé près de l'Université Bishop et en ma qualité de député anglo-protestant, je sens qu'il est de mon devoir d'exprimer les sentiments de la minorité protestante de cette province et particulièrement de celle des Cantons-de-l'Est, et de remercier le premier ministre et les

membres de son cabinet de l'octroi de \$1,000,000 qu'ils viennent d'accorder à l'Université Bishop.

C'est la première fois depuis 1843 que les syndicats de Bishop ont été capables d'établir un plan permanent et d'adopter un programme de dépenses en immobilisation qui rencontreront les besoins présents et futurs de l'Université. Ce sont les amendements apportés à la charte de l'Université, en 1947, qui ont rendu possible la présente campagne.

Cette Université a été construite il y a 100 ans. J'ai souvent pensé que les fondateurs de cette institution avaient une grande foi dans l'avenir de la province pour construire à cet endroit à cette époque. L'Université est située à environ trois milles de Sherbrooke qui n'était alors qu'un petit village et qui devint une cité en 1852. Lennoxville était encore plus petit et, à l'exception de quelques centaines de personnes résidant dans le comté de Compton, il n'y avait personne entre le village et la côte de l'Atlantique. Au nord, il n'y avait des gens que dans la vallée du Saint-Laurent.

Sherbrooke est aujourd'hui une ville très active qui a été représentée en cette Chambre par plusieurs députés très capables, mais aucun d'eux ne fut plus populaire ou plus capable que le député actuel, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque). Le peuple de Sherbrooke peut maintenant être cité en exemple au monde entier. Deux races y vivent en parfaite harmonie. Ces deux races ont fait cette ville en travaillant de concert. À tous les deux ans, la population élit un maire catholique de langue française et alternativement un maire protestant de langue anglaise. Je ne crois pas qu'aucun député de cette Chambre ait visité avant moi l'Université de Bishop. Je me rappelle qu'il y a 38 ans l'institution me paraissait bien imposante.

C'est la première fois que l'Université Bishop fait un appel au public et jusqu'ici les résultats obtenus sont très encourageants. Je tiens à remercier le gouvernement de sa contribution généreuse et à exprimer aussi mes remerciements à l'honorable chef de l'opposition et à ses partisans de leur coopération. Ils n'ont pas voulu faire d'opposition à cet octroi destiné à mes concitoyens<sup>20</sup>.

**M. Chaloult (Québec)** félicite le gouvernement de son geste généreux. Près de \$8,000,000, c'est quelque chose, dit-il. Pour cette année, nous avons lieu de nous réjouir que le gouvernement fasse son devoir à l'endroit des institutions de haut savoir. Je souhaite qu'il fasse encore davantage dans l'avenir. Je vois cependant un danger inévitable dans la loi. Sous prétexte de générosité, il ne faudrait pas



s'immiscer dans l'orientation de l'université. Je demande au gouvernement de respecter scrupuleusement l'indépendance de ces maisons d'enseignement, car elles sont au-dessus de la politique.

Il (M. Chaloult) rend hommage à l'Université Laval. Il souligne le grand mérite du Séminaire de Québec, qui a fondé l'Université Laval, et qui a assumé seul toutes les charges financières de cette institution pendant de nombreuses années sans aucune aide des gouvernements et qui a cependant trouvé le moyen de fonder l'Université de Montréal.

Je suis également heureux, dit-il, de l'octroi de \$1,000,000 à Bishop, pour le geste symbolique que cela comporte. Je suis heureux que le gouvernement vienne en aide à Bishop, ne serait-ce que pour montrer une fois de plus aux autres provinces que non seulement nous traitons la minorité avec justice, mais avec générosité. C'est d'ailleurs la seule province du Canada où cela se pratique.

La province a voté l'an dernier un octroi de \$50,000 à l'Université d'Ottawa pour l'aider dans son œuvre d'expansion du français en Ontario et le gouvernement mérite des félicitations pour cette initiative. Cependant, j'ai reçu des lettres de protestation parce que la majorité des cours sont donnés en anglais, tout particulièrement à la Faculté de médecine de cette université où les cours se donnent presque exclusivement en anglais. Est-ce là le moyen de diffuser le français? Je me permets de demander publiquement au doyen de cette faculté de nous donner des explications.

Je veux aussi profiter de l'occasion pour féliciter le premier ministre qui s'est récemment porté au secours du journal des Acadiens du Nouveau-Brunswick, *L'Évangeline*. Ce journal manquait désespérément de papier et le chef du gouvernement a pris les moyens de lui en procurer. Il a obtenu de certaines compagnies papetières qu'elles lui vendent du papier-journal. C'est un geste digne d'un vrai Canadien français. Mes amis du Nouveau-Brunswick lui sont très reconnaissants.

Je réclame un octroi de \$10,000 par année pour chacun des quatre collèges classiques français de la province du Nouveau-Brunswick. Quarante mille dollars par année pour la province, ce serait peu de chose, et je suis certain que cela serait d'un très grand secours pour nos compatriotes acadiens qui montent pour nous la garde aux avant-postes. Le gouvernement devrait aussi songer à aider les collèges francophones de la Nouvelle-Écosse.

**L'honorable M. Robinson (Brome)** parle au nom de la minorité anglaise et félicite le gouvernement

de sa générosité pour l'Université Bishop. Il fait brièvement l'historique de cette institution des Cantons-de-l'Est. Le fondateur de Bishop est venu de Trois-Rivières, dit-il, et c'est encore un homme de Trois-Rivières qui vient l'aider aujourd'hui. Le présent gouvernement a fait plus que tout autre pour l'éducation. L'université enseigne les valeurs chrétiennes et de civisme, tout en faisant preuve d'un vrai esprit de liberté, d'intégrité et de tolérance.

**M. Choquette (Montmagny):** Le problème universitaire doit rester en dehors de la politique, si les universités doivent progresser. Le gouvernement, avec son budget de \$200,000,000, aurait pu se montrer plus généreux pour l'Université Laval. En Ontario, le gouvernement Drew donne \$2,000,000 par année à la seule Université de Toronto. Il insiste sur le fait, dit-il, que les besoins de Laval sont urgents et que sa Faculté de médecine a refusé l'an dernier une certaine d'aspirants.

Je voudrais également que le gouvernement mette tout simplement à la disposition de l'Université Laval un montant de \$4,000,000 au fur et à mesure qu'elle en aura besoin au lieu d'offrir une garantie. Nous sommes toujours dans la même situation. Des beaux discours puis des lois qui disent le contraire. L'Université Laval, si elle construit, devra rester libre de conduire les travaux comme elle l'entendra.

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne):** J'appuie le bill avec plaisir, car tout l'argent dépensé pour l'éducation est un placement, mais le gouvernement doit verser l'argent aux universités au lieu de leur offrir de garantir des emprunts.

La minorité catholique de langue anglaise que j'ai l'honneur de représenter en cette Chambre semble avoir été oubliée dans le projet de loi du gouvernement pour aider les universités. Elle l'est malheureusement assez souvent. Nous avons à Montréal le Collège Loyola qui compte 1,000 étudiants et prépare nos jeunes gens pour le génie et la médecine, et son enseignement est connu et apprécié sur l'ensemble du continent. Ce collège, qui est un sujet d'orgueil pour Montréal et tout le Canada, a droit à sa part de la générosité gouvernementale et il aurait dû l'obtenir par ce projet de loi. Je compte sur la générosité du premier ministre, dit-il, pour repasser cet oubli.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai été le premier à donner un octroi à cette institution. Il promet que l'administration ne l'oubliera pas.

**M. Morin (Québec-Centre)** rend hommage à l'Université Laval. Il ne s'oppose pas au don mais à la façon de donner. Il demande au gouvernement d'augmenter tous les ans les octrois aux universités.

**M. Drouin (Québec-Est)** s'oppose non au don, mais à la façon de donner. Il somme le gouvernement de verser l'argent aux universités au lieu de leur offrir de garantir des emprunts.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre pourrait-il nous dire quand il s'attend de payer le premier versement?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand les universités le désireront et tout le montant immédiatement, si la demande nous en est faite.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 6 ainsi que le préambule sont adoptés.

#### Rapport de comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 49 sans l'amender.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Hôtel-Dieu de Nicolet

**M. Fleury (Nicolet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 modifiant l'Acte incorporant l'Hôtel-Dieu de Nicolet soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but d'attribuer à la corporation de l'Hôtel-Dieu de Nicolet des pouvoirs additionnels nécessaires à l'administration de ses biens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce sont des pouvoirs accordés à toutes les communautés.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**M. Fleury (Nicolet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 206 sans l'amender.

**M. Fleury (Nicolet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Cantons d'Abitibi-Est

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 concernant les cantons Guyenne, Ligneris et Launay, du district électoral d'Abitibi-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### Juges de la Cour supérieure

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 concernant le nombre des juges de la Cour supérieure soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill a pour but d'augmenter de six le nombre des juges de la Cour supérieure de Montréal, et qu'il est présenté à la demande du juge en chef et du conseil du Barreau.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 22 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 24, est de nouveau modifié

"a) en ajoutant après le mot "est", dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots ",sous réserve du deuxième alinéa du présent article,";

"b) en y ajoutant après le premier alinéa les suivants:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut augmenter jusqu'à concurrence de six le nombre de juges puinés de cette cour nommés pour le district de Montréal.

"Avis de tout décret adopté en vertu de l'alinéa précédent est publié dans la *Gazette officielle de Québec*."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a 22 juges de la Cour supérieure à Montréal, mais ce nombre est encore insuffisant pour décongestionner les affaires judiciaires. Il rappelle ce qu'il a déjà fait pour améliorer la situation. Premièrement, dit-il, création d'une Cour de magistrat de cinq juges. Deuxièmement, amendement de la loi de façon à étendre la juridiction de la Cour de magistrat sur les causes de \$100 à \$200.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si la situation est urgente, pourquoi ne pas prévoir des nominations immédiates?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ces changements ont été recommandés par le Conseil du Barreau et par le juge en chef, parce que les tribunaux de Montréal ne peuvent suffire à la tâche. Il y a actuellement près de 3,000 causes en retard dans le district de Montréal et cela prend 24 mois avant d'obtenir jugement. Le projet de loi sera un moyen de redresser la situation et (avec un sourire) de trouver justice pour certains membres de l'opposition.

La situation est inhabituelle. Premièrement, si six nouveaux juges étaient nommés par Ottawa, qui nomme les juges, sous la législation du Québec, ce sera Québec qui devra fournir les bureaux et le personnel pour les nouveaux juges, et ceci ne se fera pas du jour au lendemain. Les six nouveaux juges ne

peuvent être nommés immédiatement à cause du manque de locaux dans les palais de justice.

Deuxièmement, en se hâtant un peu dans la nomination des nouveaux juges, les avocats des régions rurales ont l'impression d'être négligés et qu'il y a trop de centralisation à Montréal et à Québec. Nous voulons voir s'il n'y aurait pas moyen, avec les six juges additionnels, d'assurer une meilleure représentation aux districts ruraux. Je suis un décentralisateur. Nous voulons voir s'il n'y a pas moyen de répondre aux besoins des centres ruraux. Il a l'impression, dit-il, que les avocats des régions rurales sont plus studieux que ceux des grandes villes, étant donné qu'ils exercent une pratique générale tandis que ceux des villes sont spécialisés.

Une autre raison expliquant le délai vient du fait qu'il est question de rétablir la Cour de révision et il faut étudier tous ces divers problèmes. Le Barreau étudie la question actuellement.

**M. Choquette (Montmagny)** demande au premier ministre s'il ne pourrait pas inscrire dans la loi une clause semblable pour augmenter le nombre des juges de la Cour supérieure à Québec. Il expose les besoins du district de Québec...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La suggestion est bonne.

Nous allons enlever du texte les mots "pour le district de Montréal". Nous pourrions ainsi avoir six juges de plus, que ce soit à Québec ou à Montréal.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** fait une remarque.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si le député de Bellechasse a besoin de mon influence auprès de M. Saint-Laurent pour être nommé juge, je n'ai pas d'objection à en parler à la police montée.

L'article 1, paragraphe *b* est modifié pour remplacer les mots "cette cour nommée pour le district de Montréal" par les mots "la Cour Supérieure de la Province de Québec".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi qu'amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

**M. Choquette (Montmagny)** s'objecte à ce qu'on laisse entièrement entre les mains du Conseil exécutif le soin de déterminer le moment de la mise en vigueur de la loi. À son avis, dit-il, cela relève exclusivement du pouvoir législatif. Il serait plutôt préférable de faire en sorte que la loi entre en vigueur par proclamation, ce qui permettrait au gouvernement de mettre au point le nouveau poste<sup>21</sup>.

La manière dont est rédigée la loi, précise-t-il, cela signifiait que le lieutenant-gouverneur en conseil pourrait permettre qu'Ottawa nomme non pas six nouveaux juges, mais seulement deux, trois ou plus, jusqu'à concurrence de six, ce qui représente un pouvoir très inhabituel accordé à l'Exécutif.

L'article 3 est adopté.

#### Rapport de comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 52 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté, après division.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée.

#### NOTES

1. *L'Action catholique* du 16 mars 1948, à la page 3, rapporte que lorsque M. Godbout est entré en

Chambre, il a eu droit à "une nouvelle ovation de ses partisans", ces derniers soulignaient ainsi sa performance oratoire de la séance du 12 mars.

2. *La Patrie* du 16 mars 1948, à la page 4, rapporte une version légèrement différente de cette phrase. "Nous avons, par une loi, autorisé les conseils municipaux à acheter des grains de semence et à les revendre."

3. L'Union des cultivateurs catholiques.

4. Selon le *Montréal-Matin* du 16 mars 1948, à la page 8, il s'agit de 11,000 jeunes cultivateurs.

5. Selon *La Presse* du 16 mars 1948, à la page 2, le nombre de clients est de 3,498, mais *Le Canada* du même jour à la page 1, rapporte le chiffre de 4,520.

6. *L'Événement* du 16 mars 1948, à la page 3, et *Le Devoir* du même jour, à la page 2, écrivent l'année 1944.

7. *Le Canada* du 16 mars 1948, à la page 1, cite le chiffre de 25,000 clients.

8. Le premier ministre fait allusion au chant de l'hymne national entonné par les députés de l'opposition à la fin de la séance du vendredi soir 12 mars.

9. *Le Canada* du 16 mars 1948, à la page 1, écrit le commentaire suivant au sujet du vote: "Comme plusieurs députés de l'opposition ne doivent arriver que dans la soirée, le gouvernement réclame précipitamment un vote sur l'amendement de la gauche." Le *Montréal-Matin* du même jour, à la page 8, nous donne une explication différente des circonstances entourant le vote. "Le vote a été pris après le discours de l'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture, mais il s'est écoulé au moins une demi-heure avant que l'opposition ne consente à voter. M. Godbout a fait attendre la Chambre tout ce temps dans l'espoir que ses partisans viendraient occuper leur fauteuil. [...] Au bout d'une demi-heure, M. Godbout a réalisé qu'il ne pouvait compter que sur une poignée de ses députés. Il a quitté le parquet de la Chambre pour aller chercher les whips qui attendaient en vain les absents dans les couloirs."

10. Il s'agit de M. Émile Morin, c.r.

11. Selon *Le Canada* du 16 mars 1948, à la page 1, c'est M. Duplessis qui a répondu et il a dit: "Un sous-ministre adjoint a été nommé."

12. Selon le *Montréal-Matin* du 16 mars 1948, à la page 7, c'est le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) qui est allé en Europe.

13. Dans son édition du 16 mars 1948, à la page 7, le *Montréal-Matin* rapporte les propos du premier ministre avec une légère différence qui peut changer le sens de la phrase: "[...] les dépenses des ministres de l'Union nationale ne représentent pas 40 % de ce que dépensaient les ministres libéraux."

14. *Le Canada* du 16 mars 1948, à la page 2, explique que le ministre se corrige après l'arrivée de son sous-ministre.

15. *Le Canada* du 16 mars 1948, à la page 2, ajoute le commentaire suivant au propos de M. Duplessis: "Le premier ministre oublie de dire, comme dans les imprécations de Camille: "Unique objet de mon ressentiment."

16. *L'Action catholique* du 16 mars 1948, à la page 8, écrit une version différente de cette question: Combien étaient insolubles?

17. Selon *Le Devoir* du 16 mars 1948, à la page 12, et *The Gazette* du même jour, à la page 2, ce sont plutôt 33 commissions scolaires qui étaient en faillite.

18. Lors de l'étude des articles 1 et 5, c'est M. Maurice Tellier qui présida le comité.

19. Le *Montréal-Matin* du 16 mars 1948, à la page 2, présente une version partisane de ce même passage: "C'est une heure lumineuse pour l'enseignement universitaire et l'Union nationale que nous vivons ce soir."

20. *L'Action catholique* du 16 mars 1948, à la page 14, souligne que M. French se lève en Chambre pour la première fois depuis le début de la session.

21. *Le Soleil* du 16 mars 1948, à la page 3, écrit que la suggestion du député de Montmagny ne fut pas acceptée.



## Première séance du mardi 16 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

## Cantons d'Abitibi-Est

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 205 concernant les cantons Guyenne, Ligneris et Launay, du district électoral d'Abitibi-Est.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 205 sans l'amender.

**M. Lesage (Abitibi-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Subsides:

Budget des dépenses  
1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission municipale de Québec

(Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny):** Combien de commissions scolaires se sont prévaluées de la loi depuis l'an dernier et depuis sa mise en application?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Sept cent soixante-treize commissions scolaires, sur environ 1,900 se sont prévaluées de la loi pour assurer le progrès de l'éducation.

**M. Choquette (Montmagny):** Combien de ces commissions scolaires étaient insolvable?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Sur ces 773, 36 étaient vraiment en faillite depuis 1935. Les 737 autres, sans être en faillite, se sont volontairement prévaluées de la loi pour faire assumer leurs dettes par le gouvernement.

**M. Choquette (Montmagny):** Sept cent soixante-treize commissions scolaires se sont prévaluées de la loi et ont été par le fait même déclarées en défaut. Elles ne peuvent plus rien faire sans l'assentiment de la Commission municipale. Elles ne peuvent plus augmenter les taxes, ni contracter d'emprunts, ni adopter leur budget sans au préalable soumettre leurs chiffres à la Commission municipale. Elles ne sont donc plus autonomes.

Est-ce que la dette de ces municipalités était considérable?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Ces dettes variaient de \$500 à plusieurs milliers<sup>2</sup>.

**M. Choquette (Montmagny):** Dans ce cas, il était facile d'emprunter sur billet au lieu de se laisser mettre en faillite par le gouvernement. Ce qui arrive, c'est que les commissions scolaires ne peuvent plus bouger sans le consentement de la Commission municipale.

D'après le rapport officiel, bien de ces municipalités n'ont pas de passif, certaines de ces commissions n'avaient que \$500 de dettes et elles sont cependant sous le contrôle de la Commission municipale. Elles ont perdu le droit de s'administrer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces remarques sont hors d'ordre. On n'est pas pour

commencer un débat sur cette loi qu'il est défendu de critiquer.

**M. Choquette (Montmagny):** La province a remplacé les obligations et débetures des commissions scolaires par les siennes. Combien de ces commissions scolaires avaient des émissions d'obligation en cours au moment de leur soumission à la Commission municipale?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il faudra compiler les renseignements nécessaires avant de répondre.

**M. Choquette (Montmagny):** Quelle diminution d'intérêt a-t-on imposée aux détenteurs des anciennes obligations?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela est hors d'ordre. Je déclarerai toutefois que le plan de refinancement de la dette scolaire est en bonne voie de réalisation. Le travail sera terminé dans quelque temps. Le montant total dont la province a assumé le paiement se chiffre par environ \$100,000,000, sur lequel, il a près de \$18,000,000 pour le fonds d'amortissement.

Dès que le travail de refinancement aura été complété, le gouvernement connaîtra d'une façon exacte le nombre annuel que représenteront les intérêts et les amortissements sur les débetures émises et saura quel montant il faut attribuer au progrès de l'éducation.

Il y a actuellement 375 commissions scolaires dont le refinancement est à se faire. Il s'agit de celles qui avaient des dettes obligataires. La Commission municipale, agissant pour le compte du gouvernement, a assumé toutes ces dettes et elle a rencontré les porteurs d'obligations dont l'intérêt variait de 4 %, 5 % jusqu'à 6 %. Elle a remplacé ces obligations par des débetures à 3 % et 4 % et garanties par la province. On a ainsi sauvé plusieurs millions de dollars aux commissions scolaires et à la province. Les obligataires ont quand même fait un bon marché, car ils ont remplacé des obligations qui étaient peu sûres par des obligations garanties par la province, qui se vendent à prime.

**M. Choquette (Montmagny):** Il n'en est pas moins vrai que pour les 737 commissions solvables, les obligations n'avaient rien de douteux. Il n'y avait aucun risque. Pour les commissions scolaires qui n'étaient pas en faillite, on n'aurait pas dû appliquer la loi. Car en tombant sous le coup de la loi, ces

commissions scolaires, sans être insolvables, ont été déclarées en défaut et soumises à la tutelle de la Commission municipale. Leur autonomie a donc été violée. On a spolié les revenus des petits épargnants.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Toute cette discussion est illégale et ne relève pas de l'item à l'étude. On n'a pas le droit de critiquer cette loi, surtout quand on discute les estimés budgétaires d'un département. Cette discussion constitue une critique de la loi pour assurer le progrès de l'éducation adoptée l'an dernier. On ne peut discuter cette loi sans en demander le rappel.

**M. Choquette (Montmagny):** Nous discutons les crédits du département des Affaires municipales dont la Commission municipale relève et nous avons le droit de connaître quel travail accomplit la commission. Je ne critique pas la loi mais son application, car c'est en vertu de cette loi que les obligations des commissions scolaires ont été converties. C'est à cause de cela aussi que des milliers de petits épargnants ont perdu des milliers de dollars dans l'échange.

**M. le président:** À l'ordre. Tout le débat porte sur la loi elle-même. Il est défendu de discuter la loi.

**M. Choquette (Montmagny):** Vous devriez me permettre de parler de l'application de la loi qui a donné lieu à une spoliation de l'épargne populaire. Quand pourrions-nous discuter de cette loi et de son application?

**M. Bernard (Drummond):** Vous en parlerez durant les élections.

**M. le président** n'a pas écrit les règlements, dit-il. Il n'était même pas député de la Chambre lorsqu'ils ont été écrits, mais, déclare-t-il, il essaie de les appliquer, et sous prétexte de discuter un poste du crédit, les députés ne peuvent pas attaquer la loi relative au fonds d'éducation.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Nous avons le droit de demander compte de son administration à la Commission municipale. Nous avons le droit de décider si oui ou non la Commission municipale avait raison de mettre les commissions scolaires solvables en défaut. Nous sommes justifiés de le faire. On devrait laisser établir les faits devant la Chambre. J'espère que nous n'aurons pas le bâillon.



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des bâillons, il n'y a eu que sous le régime du chef de l'opposition, alors qu'il nous faisait siéger de huit heures du soir jusqu'au lendemain midi à une heure. Il ne s'agit pas de l'administration des Affaires municipales; il s'agit d'un crédit de \$150,000 pour la Commission municipale. Qu'on critique les crédits, les salaires des employés, très bien; mais qu'on ne sorte pas du sujet des crédits.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je crois que le premier ministre va trop loin quand il dit qu'on n'a pas le droit de critiquer la loi. L'article 285 des règlements, qui défend de critiquer une loi, a été amendé. Il permet explicitement d'en critiquer l'application.

**M. Choquette (Montmagny):** D'ailleurs, hier du consentement unanime de la Chambre, on est entré dans cette discussion. On a fait perdre des milliers de dollars à des petits épargnants et on ne pourrait pas en parler? Je crois que nous avons le droit d'en parler. Ce à quoi nous nous opposons, ce n'est pas la loi; c'est que le gouvernement fasse perdre aux municipalités scolaires leur autonomie. Ce que je veux savoir maintenant, c'est combien de commissions scolaires ont été libérées de la tutelle de la Commission municipale?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je répète que toute cette discussion est absolument hors d'ordre, mais je n'ai pas d'objection à donner au député de Montmagny certains renseignements. Nous avons assumé en vertu de la loi pour assurer les progrès de l'éducation les dettes des commissions scolaires catholiques et protestantes de Montréal, au montant de \$54,690,148.09<sup>3</sup>; celles de Québec, au montant de \$5,189,060.27; et celles de Verdun, au montant de \$2,434,500. Ce qui fait pour ces trois villes \$62,313,708.36.

Nous avons assumé de plus les dettes de 29.74 % des autres cités, au montant de \$6,150,276.37<sup>4</sup>; celles de 20.84 % des autres municipalités de villes, au montant de \$4,308,420.46; et celles de 49.42 % des corporations rurales, au montant de \$10,214,892.05. Il reste environ \$20,000,000 qui représentent les cités et villes.

**M. Choquette (Montmagny):** Ces \$20,000,000 représentent justement la chaîne dorée par laquelle les commissions scolaires perdent leur autonomie. Je répète ma question, combien de commissions scolaires ont été libérées de la tutelle de la Commission municipale?

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Cinquante pour cent des commissions scolaires n'avaient pas de dettes, si ce n'est des dettes courantes, mais on les a mises en tutelle parce que cela intéressait certaines gens.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il n'y a pas de tutelle, sauf dans l'imagination des libéraux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je répète que ce débat est absolument hors d'ordre.

En vertu de la loi de 1932 votée sous un régime libéral, les corporations municipales et scolaires n'avaient aucun pouvoir. La Commission municipale pouvait, d'après cette loi, mettre en tutelle toutes les corporations scolaires, à tel point que pas une commission scolaire ne pouvait emprunter \$100 sans la permission de la Commission municipale.

Elles ne pouvaient même pas engager un balayeur. Avant la loi de 1945, le gouvernement permettait aux commissions scolaires de faire des emprunts qui les dirigeaient à la banqueroute.

Nous avons sauvé les commissions scolaires. De tous les coins de la province, nous avons reçu des félicitations. Personne n'a forcé les commissions scolaires; elles l'ont demandé au gouvernement pour empêcher que de nouveaux gouffres ne soient creusés. Nous devons sauver les commissions scolaires en sauvant la finance nécessaire. Nous avons assumé les dettes, et imposé la condition que les commissions ne peuvent emprunter sans consulter ceux qui payent.

Avec la loi de 1945, les pouvoirs de la Commission municipale ont été réduits et les corporations scolaires ont maintenant plus de pouvoir qu'avant. Tout ce que nous avons fait, ça été de prendre les moyens de les empêcher de creuser un nouveau gouffre financier. Nous prenons les dettes des commissions scolaires; nous remplissons le gouffre, nous empêchons de nouveaux abus. Elles ont plus d'autonomie qu'elles n'en ont jamais eue.

**M. Choquette (Montmagny):** Il y a 737 commissions scolaires qui sont solvables et qui ont été spoliées de leur autonomie. Si le gouvernement a reçu des félicitations, ce n'est pas des commissions scolaires de la province. Le premier ministre a parlé des corporations municipales qui ne pouvaient pas emprunter, sous le régime libéral. En vertu de la loi de 1945, aucune corporation municipale ne peut emprunter sans le consentement de la Commission municipale. L'article 15 de la loi est un article

général qui englobe toutes les commissions scolaires, solvables ou non-solvables. C'est un empiètement sérieux sur l'autonomie des corporations scolaires. Il est temps que le peuple soit averti.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il y a donc 773 municipalités qui se sont prévalues de la loi, dont 36 étaient insolvables.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Toutes les corporations qui se prévalent de la loi étaient incapables de pourvoir à leur budget.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Toutes les corporations qui se prévalent de la loi étaient incapables de pourvoir à leur budget<sup>5</sup>.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'attitude du secrétaire provinciale (l'honorable M. Côté) a changé depuis le déplacement du débat. C'est pourquoi il serait intéressant de savoir quels étaient le passif et l'actif des commissions scolaires. Le gouvernement l'ignore ou feint de l'ignorer. Sur 2,000 commissions scolaires, tant catholiques que protestantes, 773 seulement se sont prévalues de la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup est complètement hors d'ordre et je demande une décision, M. le président.

**M. le président:** Je rappelle de nouveau au député de Rivière-du-Loup que cette discussion est hors d'ordre et je déclare le débat clos sur ce sujet.

**M. Godbout (L'Islet):** Le défaut de base de la loi pour assurer le progrès de l'éducation de l'Union nationale, c'est de faire payer par les contribuables des municipalités scolaires rurales, qui ont été prudentes et ne sont pas endettées, les dettes des corporations urbaines qui n'ont pas été aussi prévoyantes et ont contracté de lourdes dettes. Le gouvernement n'a pas le droit de faire cela. On a sauvé une commission scolaire<sup>6</sup> aux dépens des autres qui n'avaient pas de dettes.

En vertu de la loi de 1932, créant la Commission municipale, seules les commissions scolaires véritablement en défaut pouvaient réclamer de l'assistance. Personne ne peut encore critiquer cette loi. L'intervention n'était faite qu'en cas de nécessité. Aujourd'hui, sous la loi actuelle, même les commissions scolaires qui n'ont pas de dettes peuvent se mettre en défaut. Résultat, la taxe scolaire augmente partout!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai souvent vu le chef de l'opposition massacrer la vérité, torturer le bon sens et déchirer la logique, mais c'est la première fois que je le vois recourir à une contradiction aussi cynique dans le but de soulever une partie de la population contre l'autre. Voici un homme qui nous dit que la loi que nous avons fait adopter pour sauver la stabilité des municipalités scolaires permet aux campagnes de payer les dettes des villes. Et c'est le même homme qui reprochait au gouvernement de faire payer à l'Hydro-Québec un montant de \$2,800,000 au fonds d'éducation pour sauver la ville de Montréal.

En vertu de la loi pour assurer le progrès de l'éducation, le gouvernement a fait valoir l'argument que l'Hydro-Québec, qui a été achetée avec l'argent de toute la province, devait aider la ville de Montréal à régler son problème scolaire. Ainsi, le fonds éducationnel est d'abord basé sur la contribution de l'Hydro. Il est juste que cet organisme fasse sa part pour payer les \$52,000,000 de dettes scolaires de la ville de Montréal. De plus, le gouvernement a aussi forcé les compagnies d'électricité, les compagnies de téléphone et les compagnies qui exploitent nos ressources forestières à payer quelques millions pour l'éducation, même si le chef de l'opposition ne veut pas. L'argent payé par les compagnies qui utilisent les ressources naturelles de la province ne vient pas de la campagne, mais des compagnies qui ont leurs bureaux à Montréal. Encore une fois, les gens des régions rurales ne paient pas pour Montréal.

Nous connaissons le fond de l'histoire, maintenant. Nos amis d'en face, prévoyant des élections en 1948 ou 1949, commencent à flatter les compagnies. Ils ne veulent pas qu'elles paient pour l'éducation. Ils veulent pressurer l'éducation au profit de leur caisse électorale. Mon honorable ami (M. Godbout) défend les compagnies pour avoir des fonds électoraux. Ils ont eu la promesse que, si l'Aluminum Company, la Shawinigan Company et les compagnies de bois pouvaient être exemptées de la taxe sur l'éducation, elles leur procureraient des fonds électoraux.

Le chef de l'opposition ne veut pas que les compagnies paient. S'il s'imagine qu'avec le concours du sénateur Bouffard, qui recueille les fonds du parti, il va être en mesure d'intimider le gouvernement, il se trompe. Les compagnies vont continuer à souscrire pour répandre les bienfaits de l'éducation dans la province.

Les cultivateurs, cela n'intéresse pas le chef de l'opposition. Nous avons forcé les compagnies à fournir \$10,000,000 pour payer les dettes des

commissions scolaires rurales. Mais le chef de l'opposition n'aime pas cela. Il veut protéger les compagnies de ces taxes parce qu'il en attend des fonds électoraux. Il dit aux compagnies: "Nous allons vous enlever la taxe et vous allez nous donner des fonds." Mais le chef de l'opposition et ses amis, le peuple les connaît. Il sait qu'ils ont trop longtemps pressuré les campagnes. En 1944, le peuple fatigué les a boutés dehors. Aujourd'hui comme alors, le peuple n'en veut plus. Au cours des prochaines élections, on n'en verra pas deux en face de nous.

(Applaudissements à droite)

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre ose parler de contradiction. Voici les faits. Quand le gouvernement a passé sa loi concernant le fonds de l'éducation, j'ai dit que les taux de l'électricité, à Montréal, devraient être baissés, dans l'intérêt de la consommation domestique et de l'industrie. J'ai demandé que les taux restent ce que nous les avions faits. Nous voulions faire de l'Hydro une grande coopérative et non une compagnie à revenus. La loi de l'Hydro était une bonne loi. Elle avait pour but d'attirer le capital, les compagnies étrangères.

Les résultats seraient tout autres si l'on avait appliqué les surplus à la réduction des taux. À l'heure actuelle, la province d'Ontario manque d'électricité. Je dis simplement que l'on n'a pas le droit de faire payer par les commissions scolaires, qui ont été prudentes, les dettes de celles qui se sont trop lourdement chargées.

Je suis heureux que le premier ministre ait soulevé la question des fonds électoraux. Le cœur de la province se soulève de dégoût devant les méthodes d'un groupe d'hommes comme l'Union nationale. Nous sommes en présence d'un odieux scandale, dont toute la population est témoin, dans le prélèvement des fonds électoraux.

Nous n'en avons pas besoin de ces fonds électoraux, parce que nous sommes assez connus, parce que la province nous donne encore le même support qu'autrefois, parce qu'elle se rend compte que nous sommes des gens honnêtes. Le premier ministre ferait bien d'être prudent. Le plus vite possible le gouvernement fera des élections, le plus vite il se rendra compte qu'il ne peut pas berner constamment la population dans l'intérêt de la caisse électorale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous avez dû remarquer, M. le président, que malgré ses efforts, le chef de l'opposition est terriblement coléreux. Il est facile de savoir pourquoi. Nous

l'avons déjoué dans ses plans. Le chef de l'opposition veut empêcher que les compagnies ne souscrivent à la caisse de l'éducation pour les faire souscrire à sa caisse électorale. Nous avons averti les compagnies de ne pas souscrire au fonds électoral du sénateur Bouffard.

Au lieu de cela, nous les avons averties que sous l'Union nationale, il fallait que les compagnies payent des taxes pour le fonds éducationnel. Les compagnies de bois et les autres amis du chef de l'opposition continueront à payer leurs taxes et cesseront de conduire la province comme ce fut le cas sous les régimes libéraux!

Avez-vous remarqué son enthousiasme quand il parle des fonds électoraux? Les moyens de collecter des fonds électoraux, il connaît ça et il en parle avec la compétence d'un expert. Nous savons que plusieurs trésoriers du Parti libéral parcourent la province pour percevoir des fonds électoraux. On a demandé au sénateur Bouffard et à son assistant, le sénateur Lesage, de percevoir des fonds électoraux pour le Parti libéral dans la Beauce. Il y a eu une élection partielle dans la Beauce où le beau-frère du ministre des Affaires extérieures a perdu son dépôt. Le Parti libéral a dépensé plus de \$100,000 dans cette élection et on s'est servi du nom de M. Saint-Laurent pour obtenir de l'argent des fabricants de munitions.

On disait aux gens que M. Saint-Laurent se souviendrait de ceux qui souscriraient pour son beau-frère, M. Renault, et qu'on leur accorderait des contrats de guerre. On a demandé au Parti libéral fédéral de mettre ses amis à contribution, de percevoir des fonds de ceux qui ont eu des contrats de guerre pour la caisse électorale du Parti libéral provincial. Ces gens-là ont voulu contester l'élection mais quand ils ont vu que nous avions les preuves des souscriptions reçues des fabricants de munitions, ils ont été trop lâches pour procéder. Ils ont eu peur de l'enquête et ils se sont éclipsés.

Si jamais il y a eu un régime où la vente des permis de liqueurs s'est faite de façon honteuse, c'est bien sous le régime du chef de l'opposition. S'il y a eu un temps où tout se vendait et tout s'achetait, c'est bien le temps du chef de l'opposition. Inutile pour le chef de l'opposition de prendre son petit air angélique; la province le connaît. Elle sait quelle pourriture il lui a fallu endurer sous son régime néfaste.

Il a organisé un petit journal qui répand les injures les plus infâmes et qui est maintenu à même la caisse électorale du parti du chef de l'opposition constituée par l'argent des détenteurs de permis de vente de liqueurs. Mais le peuple les connaît ces gens-là malgré leur déguisement. Il a été assez

opprimé, pressuré. Aux prochaines élections, ces gens-là ne reviendront pas nombreux en Chambre.

**M. Godbout (L'Islet):** Les attaques du premier ministre sont plutôt personnelles. Il m'attaque, mais je ne sais pas si le premier ministre me connaît. Cependant, je sais que la province me connaît. Et je n'ai pas plus peur des attaques du premier ministre que je n'ai de respect pour sa méthode d'insinuations. Le premier ministre a une audace proverbiale, mais il vient de se surpasser. L'Union nationale passera à l'histoire comme le plus grand perceuteur de fonds électoraux de toute l'histoire de la province de Québec. Le premier ministre sacrifie tout à sa caisse électorale. J'accuse son gouvernement de ne donner aucune licence, aucun contrat sans qu'un agent électoral ne vienne percevoir des fonds.

Et c'est le premier ministre qui a l'audace de prétendre que nous recherchons des fonds électoraux en critiquant une loi qui a empêché la réduction des taux de l'électricité à Montréal, privé les commissions scolaires de leur autonomie et dépouillé les petits épargnants. Quant à nous, nous n'avons pas besoin de caisse électorale pour battre l'Union nationale. Nous avons accumulé depuis longtemps un fonds plus important que tout autre, c'est la confiance du peuple.

Nous aurions, nous, collecté dans les tavernes? La province peut se rendre compte si c'est le buste du premier ministre ou le mien qui est vendu dans les tavernes. Pendant que nous étions au pouvoir, le chef de l'Union nationale a porté les mêmes accusations et nous lui avons donné une enquête royale dans laquelle le premier ministre et ses amis pouvaient comparaître. Qu'ont-ils prouvé? Rien.

Depuis deux ans, nous réclamons une enquête sur les fonds électoraux, et nous n'avons pas d'objections à ce qu'elle porte sur notre administration autant que sur celle du premier ministre. Nos livres sont là. Fouillez-les. Je n'ai pas peur. Donnez-nous une enquête sur la Commission des liqueurs, une enquête sur le vice, sur le "profitage" et sur la caisse électorale.

J'affirme que, sous le régime actuel, pas un permis de boisson n'est émis à moins qu'on ne paie à la caisse de l'Union nationale \$2,000, \$5,000 et, dans quelques cas, \$10,000 par année.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande que le chef de l'opposition retire ses paroles, sinon je vous inviterai, M. le président, à procéder selon les règlements.

**M. Godbout (L'Islet):** Si le premier ministre ne sait pas ce qui se passe dans son parti, tant pis

pour lui. Mais tout le monde sait et je sais, moi, que tous les permis des liqueurs se vendent actuellement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est faux!

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Petit menteur, sale petit menteur.

**M. Godbout (L'Islet):** M. le président, je veux que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) retire cette basse injure.

**M. le président:** Les paroles que le chef de l'opposition vient d'adresser aux membres du gouvernement justifient les réponses qu'il a reçues.

**Des députés de l'opposition:** Retirez! Retirez!

**M. Godbout (L'Islet):** M. le président, je vous laisse à vous, et à vous seul, la responsabilité de l'attitude que vous venez de prendre.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Petite guenille.

**M. Godbout (L'Islet):** Le temps de la reddition des comptes s'en vient. Le gouvernement a tous les documents en main, je lui demande de nouveau de nous donner une enquête sur la Commission des liqueurs. Nous verrons qui des deux, de l'Union nationale ou du Parti libéral, va en sortir le mieux.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout cela, c'est connu!

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre donne une idée de son courage. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse aussi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé) a été indigné avec raison de ce qu'a dit le chef de l'opposition à l'effet que, lorsqu'il était à l'étranger, il (M. Godbout) avait promis de ne pas mettre d'adversaire contre lui et il n'a pas tenu parole. Il (M. Duplessis) a invité le chef de l'opposition à mettre en jeu son siège dans le but de justifier ses attaques contre le gouvernement.

**M. Godbout (L'Islet):** Voici des gens qui nous accusent. Ils ont tous les documents en leur

possession. Qu'ils fassent l'enquête et nous verrons bien qui a raison! Le peuple verra qui le trompe!

(Applaudissements à gauche)

Au sujet de l'Hydro, les taux devraient être baissés à Montréal.

#### Rapport de comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Questions et réponses:

##### Employés de la Régie des liqueurs

**M. Sylvestre (Berthier):** 1. Combien y avait-il d'employés au magasin de la Régie des liqueurs, à Louiseville, en date du 31 décembre 1946?

2. Quels étaient les noms et prénoms desdits employés?

3. Combien y avait-il d'employés au magasin de la Régie des liqueurs, à Louiseville, en date du 31 décembre 1947?

4. Quels étaient les noms et prénoms desdits employés?

##### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Cinq.

2. MM. Édouard Paquin, Benoît Juneau, Albéric Lesage, Honorius Lapointe, Arthur Hébert.

3. Cinq.

4. MM. Édouard Paquin, Urbain Lessard, Léo Béland, Dionis Lesage, Émile Fréchette.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure<sup>7</sup>.

#### Deuxième séance du 16 mars 1948

##### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Questions et réponses:

##### Propriété de Luc Lizotte à Saint-Pacôme

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie):** 1. Du 1<sup>er</sup> janvier 1943 au 8 août 1944, le gouvernement a-t-il acquis une propriété située au village de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, et appartenant à M. Luc Lizotte?

2. Quel prix cette propriété a-t-elle été payée à même les argents de la province?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** 1. Le 15 octobre 1943, M. Louis-Philippe Lizotte, avocat de Rivière-du-Loup, offrait en vente au ministère de la Voirie pour les prix et sommes ci-après mentionnées les propriétés suivantes lui appartenant, sises dans le village de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, savoir:

Un terrain.....	\$ 988.50
Une maison.....	1,056.00
Un hangar .....	390.00
Une allonge.....	450.00
Une maison.....	<u>2,644.50</u>
<i>Total</i> .....	\$ 5,529.00

Le 21 décembre 1943, M. Louis-Philippe Lizotte était avisé officiellement que le ministère de la Voirie n'acceptait pas son offre. Le 20 avril 1944, M. Louis-Philippe Lizotte renouvelait son offre de vente qui était acceptée officiellement le 2 mai 1944.

2. Le 25 mai 1944, un acte de vente était passé devant Me Lucien Bédard, notaire de Rivière-du-Loup, entre le ministère de la Voirie et M. Louis-Philippe Lizotte pour lesdites propriétés et ce dernier donna quittance pour la somme de \$5,529. Le 12 juin 1944, le ministère de la Voirie faisait vendre à l'enchère publique les bâtisses achetées de M. Louis-Philippe Lizotte. La maison payée \$1,056, le hangar payé \$390, l'allonge payée \$450 par le ministère de la Voirie étaient revendus pour la somme globale de \$275, tandis que la maison payée \$2,644.50 par le ministère de la Voirie était revendue pour la somme de \$755, prix que subséquemment MM. Casgrain et Lizotte, avocats de Rivière-du-Loup, procureurs de l'adjudicataire, demandaient au ministère de la Voirie de diminuer de \$100.

### **Aqueducs et systèmes de protection contre l'incendie**

**M. Sylvestre (Berthier):** 1. Depuis l'adoption de la loi pour aider à l'établissement d'aqueducs et de systèmes de drainage dans les municipalités rurales (chapitre 58, 11 George VI, 1947), dans combien de municipalités rurales le gouvernement a-t-il construit d'aqueducs et de systèmes de drainage?

2. Quelles sont ces municipalités rurales?

3. À combien s'est élevé le montant dépensé dans chaque cas en vertu de cette loi, depuis le 20 mars 1947 jusqu'au 9 mars 1948?

4. Combien de séances le comité nommé en vertu de la susdite loi a-t-il tenues à date?

5. À quelles dates et en quels endroits ces séances ont-elles eu lieu?

6. Quel a été, à date, le coût d'administration dudit comité, en salaires, etc.?

7. Ledit comité a-t-il soumis son rapport au ministre des Travaux publics, tel qu'exigé en vertu de l'article 3 de ladite loi?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** 1. et 2. Depuis septembre 1944, le gouvernement actuel a accordé aux municipalités de la province des octrois au montant de \$623,547.70, représentant des contributions du gouvernement actuel, concernant les aqueducs et les systèmes de protection contre le feu dans les municipalités de la province. Ce montant représente 231 octrois accordés aux municipalités de la province par le gouvernement.

4. Le comité constitué au mois de septembre 1947, en vertu de la loi 11 George VI, chapitre 58, a reçu 350 demandes, 49 délégations et tenu 30 séances, à Québec et ailleurs dans la province.

6. Les dépenses dudit comité se chiffrent, à date, à \$9,477.78, y compris les salaires des membres et du personnel.

7. Le délai pour faire rapport n'expirera qu'en septembre 1948.

### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission municipale de Québec (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny):** Combien de commissions scolaires, sous la tutelle, la curatelle et le contrôle de la Commission municipale, ont été libérées, ainsi que le permet la loi, une fois leurs dettes payées?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Pas une commission scolaire n'a été libérée de la Commission municipale parce que pas une n'a été mise en tutelle.

**M. Choquette (Montmagny):** Toutes celles qui se sont prévaluées de la loi pour assurer les progrès de l'éducation ont été forcées de se déclarer en défaut, même si elles étaient parfaitement solvables.

Une fois leurs dettes payées, elles devraient reprendre leur autonomie. Je prends note de l'admission du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dussault) à l'effet que pas une, même celles qui n'avaient que \$500 de dettes, n'a été libérée.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Des commissions ont demandé de ne pas être libérées.

**M. Choquette (Montmagny):** Nommez-en une seule qui ait demandé cela.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Je ne sais pas. Je vais demander à la Commission municipale.

**M. Morin (Québec-Centre):** Il y a trois ministres qui parlent et ils ne disent pas la même chose.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Plusieurs commissions scolaires, notamment celles de Chicoutimi et de Jonquière, auxquelles on a offert de les libérer de leurs obligations vis-à-vis de la Commission municipale, ont décliné l'offre en disant qu'elles préféreraient bénéficier du régime actuel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il n'y a pas de tutelle dans ça. La loi de 1945 n'est pas une loi de tutelle, mais une loi de libération pour les commissions scolaires, en ce sens qu'elles ont toutes été libérées de leurs dettes, de leurs misères, de leurs inquiétudes, de leurs soucis et de leurs anxiétés. Elles peuvent maintenant marcher dans la voie du progrès éducationnel. Aujourd'hui, elles ont plus de pouvoir qu'elles n'en ont jamais eu en vertu de la loi de 1932.

**M. Choquette (Montmagny):** Je ne suis pas de cet avis. C'est une loi qui oblige les commissions scolaires à se déclarer en défaut même quand elles ne sont pas insolvables. Les commissions scolaires ne peuvent pas adopter leur budget sans le soumettre au préalable à la Commission municipale. C'est une violation flagrante de l'autonomie scolaire. Vous vous êtes emparé de la liberté des commissions scolaires solvables comme des insolvables. C'est un empiètement inqualifiable. C'est un geste de centralisateurs. Les commissions sont privées de leur liberté et nous continuerons à combattre les auteurs de cette loi jusqu'à ce qu'ils soient chassés du pouvoir.

(Applaudissements à gauche)

**M. Hamel (Saint-Sauveur)<sup>8</sup>:** La dette de la Commission scolaire de Québec est-elle payée? Quel montant d'obligations le gouvernement a-t-il assumé et à quel taux?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons tout assumé des obligations de la Commission scolaire de Québec, elle était en faillite. Elle se porte mieux que jamais, mieux en tout cas que sous l'administration du beau-frère<sup>9</sup> du député de Montmagny. Il dit (l'honorable M. Duplessis) quelques paroles à propos des anciens commissaires d'écoles de la province.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est une autre ébloussure dont le premier ministre est coutumier. Le peuple ne croit plus rien de ce qu'il dit. Le chef de l'Union nationale a atteint le pouvoir en se hissant sur un amoncellement d'ébloussures. L'Union nationale a pris le pouvoir dans la boue et elle périra dans la boue.

(Applaudissements à gauche)

La Commission scolaire de Québec n'était certainement pas en faillite, car elle avait réduit sa dette de \$1,000,000 sous l'administration du beau-frère du député de Montmagny.

(Applaudissements à gauche)

En parlant des beaux-frères des autres, le premier ministre oublie qu'il a nommé son beau-frère juge et son neveu avocat de la couronne à la cour de magistrat de Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

réplique en attaquant le frère et le père du chef de l'opposition<sup>10</sup> nommé fonctionnaire provincial. Le député de Rivière-du-Loup a nommé son beau-frère juge.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. Pettigrew a été recommandé par le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon).

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Pour la deuxième fois, je demande si la dette de la Commission scolaire de Québec a été payée?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La Commission scolaire de Québec a été libérée de ses \$6,000,000 de dettes qui paralysaient son activité et, de plus, le gouvernement lui fournit entre \$100,000 et \$200,000 par année pour l'aider dans ses finances. Le taux de la taxe scolaire n'a pas été augmenté.

Lorsque les contribuables seront libérés des taxes scolaires, ils le seront complètement. Nous ne voulons pas que le paiement des dettes scolaires fasse augmenter les dettes municipales.

Quant au plan de refinancement, la Commission municipale y travaille présentement pour l'ensemble des municipalités dont le gouvernement a assumé les dettes. Tant que ce travail considérable ne sera pas terminé, on ne saura pas d'une façon exacte le montant annuel que représenteront les intérêts et amortissements.

**M. Choquette (Montmagny):** Pendant ce temps, les contribuables de Québec ne sont pas représentés dans leur commission scolaire. Le gouvernement a nommé à Québec des commissaires d'école qui ne représentent pas le peuple.

**M. Dumoulin (Montmorency):** De quel droit le gouvernement a-t-il diminué le rendement des petits épargnants?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce n'est pas les rentiers qui nous intéressent, mais les enfants.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quel est le fardeau imposé au fonds d'éducation?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne peux pas le dire.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les *Comptes publics* n'indiquent pas comment l'argent a été dépensé. Le trésorier a dit que cela coûterait \$19,800,000. Pourquoi le premier ministre l'ignore-t-il?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le trésorier a fait des estimations, avec la compétence qui le caractérise, mais nous ne savons rien de précis.

Pas avant que les dettes scolaires ne soient entièrement payées en espèces et que le solde ne soit consolidé, sera-t-il possible de connaître le montant de la caisse d'études qui sera disponible pour la construction de nouveaux édifices scolaires, pour améliorer le salaire des enseignants et pour servir à d'autres fins éducatives.

La Commission municipale a fait beaucoup de travail pour contrôler les dettes scolaires en émettant des emprunts de conversion à des taux d'intérêt spécifiques et, dans certains cas, elle rembourse les emprunts en argent. Mais ce n'est pas une simple affaire parce qu'il faut consolider les 40 ans d'activités des commissions scolaires. Lorsque la dette sera entièrement réglée et que l'on saura combien d'argent de la caisse d'études sert à payer les intérêts annuels et combien d'argent est nécessaire pour le fond d'amortissement, il sera alors possible de dire combien d'argent pourrait servir à d'autres fins, en particulier pour de nouvelles constructions à Montréal et à Québec.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Nous avons le droit de savoir comment est administré le fonds d'éducation!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Westmount-Saint-Georges multiplie les questions plates.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Résolu qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Service d'urbanisme, salaires et dépenses (Affaires municipales)", du budget de l'année se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Quel ministère allez-vous avoir maintenant?

**M. Godbout (L'Islet):** Agriculture.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent cinquante-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) laisse partir les vieux techniciens qui ne seront pas remplaçables avant une dizaine d'années et il réduit le nombre des techniciens agricoles.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il y a eu augmentation du nombre des employés depuis 1944.

**M. Godbout (L'Islet):** Cent vingt-cinq techniciens, agronomes et autres ont quitté le service de la province depuis l'avènement de l'Union nationale. Combien est-ce qu'il y avait d'agronomes en 1944 et combien est-ce qu'il y en a aujourd'hui?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il y en avait 447 en 1944 et il y en a 386 aujourd'hui, dont 346 qui sont des anciens.

**M. Godbout (L'Islet):** Par conséquent, il en est parti plus de 100. C'est ce que j'ai prétendu. Il faut ajouter à cela un bon nombre de techniciens renvoyés ou démissionnaires. Il proteste contre ces congédiements en masse. Je crois, dit-il, que le ministre a fait une désorganisation sérieuse du service des agronomes et cette désorganisation est une des grandes faiblesses de son département. Il insiste sur la nécessité de conserver au gouvernement les meilleurs techniciens et de ne pas laisser partir les chefs de services, surtout ceux qui enseignent aux autres.

Sous mon administration, la province était divisée en 20 zones qui étaient sous la direction d'un agronome régional. Ces 20 agronomes régionaux dépendaient d'un chef de service demeurant à Québec. Tout cela a été changé. Le chef de l'opposition



trouve que c'est là une mauvaise chose et il faudra rétablir ce système qui a prouvé son efficacité.

Le ministre de l'Agriculture a aboli le poste d'agronome régional. Nous devrions garder nos techniciens, car la production agricole doit augmenter si l'immigration contribue à une augmentation de la population.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Point d'ordre. L'immigration est de juridiction fédérale. La Chambre a connu beaucoup d'émoi pendant la journée parce que les règlements n'ont pas été respectés, les paroles se sont égarées et je n'ai pas proposé de discuter autre chose que de mon budget.

**M. Roberge (Lotbinière):** Pardon! D'après la loi de la province, l'immigration est sous la juridiction du ministre provincial de la colonisation (l'honorable M. Bégin).

**M. Lizotte (Kamouraska)** veut obtenir des renseignements sur les publications faites par le ministère de l'Agriculture et sur celles des publicistes qu'il subventionne. Est-ce qu'il y a des publicistes au département?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il y a des employés qui préparent des bulletins, mais nous n'avons pas de publicistes. Que l'on m'entende bien, nous avons des gens qui donnent des informations aux journaux.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Vous avez publié une brochure intitulée *Jeunesse Agricole* dont M. J.-C. Magnan est l'auteur?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** C'est lui qui a compilé les articles.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Combien de brochures sur la betterave à sucre ont été distribuées?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je ne possède pas les renseignements demandés. Je ne peux pas plus dire ça que le nombre d'*Annales de Sainte-Anne* qui sont distribuées. Nous donnons un octroi à l'Association des producteurs de betterave qui publie la brochure.

**Des députés de l'opposition** demandent au ministre de l'Agriculture de faire venir son sous-ministre qui doit posséder les dossiers requis.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Combien approximativement?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je ne suis pas capable de dire tout cela de mémoire. C'est une impossibilité matérielle. D'ailleurs, je n'ai pas de chiffres à donner sachant quel usage on veut en faire de l'autre côté de la Chambre.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Le département publie-t-il une brochure sur la culture du lin?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Non, mais des circulaires.

**M. Lizotte (Kamouraska):** La Linerie de Sainte-Anne-de-la-Pocatière a écrit au ministre de l'Agriculture pour obtenir des publications sur la culture du lin et elle n'a même pas reçu de réponse.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je n'ai pas reçu la lettre.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** demande des agronomes pour la région de l'Abitibi. Il cite une demande à cet effet de l'Union des cultivateurs catholiques du diocèse d'Amos.

Pourquoi le nombre des agronomes a-t-il diminué dans l'Abitibi? De sept qu'ils étaient en 1944, il n'en reste plus que quatre, et l'un d'eux est malade. Le nombre aurait dû être augmenté plutôt que d'être diminué.

Il (M. Drouin) rappelle le travail considérable des agronomes qui se dévouent dans sa région. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) devrait leur donner, dit-il, des traitements qui leur permettent de vivre décemment, afin de pouvoir poursuivre leur œuvre.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** J'ai de la difficulté à décider des agronomes expérimentés à aller vivre dans cette région, même avec des salaires élevés. Quand on leur parle d'y rester, il leur semble qu'ils vont à l'autre bout du monde.

**Un député de l'opposition** demande la liste des agronomes actuellement en fonctions et le chiffre de leur salaire.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** ne peut donner la liste des agronomes actuellement en fonctions et le chiffre de leur salaire. Je ne puis avoir tous ces détails en tête.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Nous avons trois ministres de l'agriculture et un aspirant. Ils n'ont pas l'air de connaître grand-chose!

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie)** proteste.

**Des députés de l'opposition** rient.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** On parle d'ouvrir de nouvelles paroisses. Il faudrait augmenter le nombre des agronomes au lieu de le diminuer.

(Applaudissements à gauche)

**M. Godbout (L'Islet):** Le nombre des publications a diminué alors que le personnel a augmenté. Il y a deux ou trois publicistes au département de l'Agriculture. Mais je crois qu'aucune brochure nouvelle n'a été publiée depuis deux ans et les bulletins épuisés ne sont pas remplacés.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** reproche au chef de l'opposition d'avoir fait saisir ses lettres privées au lendemain des élections de 1939, alors qu'il n'avait pas encore pris le pouvoir.

**M. Godbout (L'Islet):** Je nie absolument. Je n'ai jamais donné d'ordre de ce genre. Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dussault) répète cela et c'est une fausseté.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Ma correspondance a été saisie et elle a été transportée au bureau du chef de police.

**M. Godbout (L'Islet):** Si le ministre avait seulement téléphoné à mon bureau pour me mettre au courant de la situation, j'aurais rapidement fait sortir un intrus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les élections ont eu lieu le 25 octobre 1939 et le 26 du même mois, un individu du nom d'Eugène Malouin s'est présenté pour saisir la correspondance, en disant qu'il agissait au nom du chef de l'opposition.

**M. Godbout (L'Islet):** Je crois que le premier ministre connaît M. Malouin comme je le connais.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai ici une lettre du lieutenant-colonel Léon Lambert, dans laquelle le chef de la Sûreté provinciale dit qu'il s'était opposé aux agissements de M. Malouin qui avait reçu ordre de contrôler la sortie

des documents du parlement. Mais par la suite, M. Lambert fut convoqué à la résidence privée du chef de l'opposition, qui lui déclara que M. Malouin était son homme de confiance et qu'il avait été chargé de ce travail.

Sûreté provinciale de Québec

le 26 mai 1947

L'honorable Maurice L. Duplessis, c.r.  
Premier ministre et procureur général,  
Hôtel du Gouvernement,  
Québec, P.Q.

M. le Premier Ministre,

Pour faire suite à votre message téléphonique de ce matin, je regrette vivement ne m'être pas encore rendu à votre demande précédente, mais voici l'information que vous voulez savoir, et ce qui s'est passé le lendemain, immédiatement après les élections en 1939, relativement au contrôle de la sortie des documents du parlement.

Un individu du nom de Eugène Malouin nous est arrivé aux quartiers-généraux de la police au parlement, m'avisant qu'il était chargé par le nouveau premier ministre de contrôler la sortie des documents, et qu'il avait plein pouvoir à ces fins.

Je lui ai dit que je n'avais pas été avisé par personne, et que je ne pouvais le laisser procéder à ses ordres. Immédiatement après, je reçus un appel me disant que M. Godbout désirait me voir à sa maison privée. Je m'y suis rendu et là, il m'a avisé que Malouin était celui qui devait s'occuper d'exercer le contrôle sur la sortie des documents, et ceci en dehors des responsabilités de la police qui devait continuer toute autre surveillance ordinaire.

Je me souviens fort bien que Eugène Malouin a fouillé des documents de l'honorable Bona Dussault, que celui-ci s'est plaint à moi-même et que je l'ai avisé que je n'avais absolument rien à y voir et que la charge de cette besogne avait été confiée à un homme sur lequel je n'avais aucune juridiction.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Premier Ministre, votre tout dévoué,

Le directeur adjoint de la Sûreté  
(Signé) Léon Lambert

**M. Godbout (L'Islet):** Ce qu'a lu le premier ministre est faux. Il nie énergiquement, dit-il, que Malouin était son homme de confiance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition peut-il nier avoir reçu la visite du chef Lambert?

**M. Godbout (L'Islet):** (Avec un haussement d'épaules) Pas au sujet de la correspondance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** De quel droit le chef de l'opposition pouvait-il donner des ordres à des employés le lendemain de ma défaite?

**M. Godbout (L'Islet):** Jamais des ordres de cette nature n'ont été donnés à qui que ce soit. En tout cas, je n'aurais jamais donné d'ordre semblable à Eugène Malouin. Voulez-vous m'envoyer la lettre du colonel Lambert.

(Il examine la lettre.)

Cette lettre est datée du 26 mai 1947 alors que ces faits sont supposés avoir eu lieu en 1939. Je nie énergiquement toute responsabilité. Je n'ai jamais demandé à qui que ce soit, encore moins à ce dénommé Malouin, de fouiller le bureau du ministre de l'Agriculture du temps<sup>11</sup>.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** La lettre que vient de lire le premier ministre a été écrite dans le but de confirmer certaines déclarations que j'ai faites l'an dernier.

Je réaffirme que toute ma correspondance privée a été saisie à mon bureau et transportée chez le chef de police. Quelques jours après, elle m'a été remise. J'en ai été profondément humilié dans le temps, mais depuis que j'ai réalisé que je n'étais pas plus maltraité qu'une institution religieuse vénérable qui avait été fouillée<sup>12</sup> par les mêmes rouges, je me console.

**M. Godbout (L'Islet):** Encore un qui se met à l'abri des institutions religieuses.

La lettre du colonel Lambert est contradictoire de ce que disent à la fois le premier ministre et le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dussault). Jamais le chef Lambert n'est allé chez moi pour discuter de ce sujet de la saisie des lettres privées des ministres sortant de l'Union nationale en 1939.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Le chef de l'opposition nie-t-il que mes lettres et documents ont été saisis et transportés au bureau du chef Lambert?

**M. Godbout (L'Islet):** Ni le colonel Lambert ni Malouin n'ont reçu l'ordre de saisir la correspondance du ministre.

**M. Sylvestre (Berthier):** Quel est le salaire de M. Jean-Charles Magnan, directeur de l'enseignement agricole?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Cet employé est payé \$4,500 par année comme chef de service.

**M. Sylvestre (Berthier):** Reçoit-il des émoluments quelconques en plus de son salaire?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Non.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. J.-C. Magnan a été candidat aux élections fédérales de 1945.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'était son droit.

**M. Godbout (L'Islet):** M. Magnan s'est fait accorder un congé pour se porter candidat indépendant dans le comté de Portneuf aux élections fédérales de 1945. Le premier ministre prétend que c'était son droit. Ce n'était pas son droit parce que la loi défend aux fonctionnaires de faire de la politique ou de s'occuper d'élections provinciales ou fédérales sans démissionner. Donc, il devait donner sa démission au ministère de l'Agriculture, conformément à la loi du service civil. C'est donner un bien mauvais exemple aux employés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Magnan avait le droit de se présenter et de défendre ses idées personnelles. Au cours de la dernière élection, le chef de l'opposition se promenait dans la province avec le gérant de la Commission des liqueurs, M. J.-A. Lesage. À Trois-Rivières, le percepteur du revenu, M. Guimond, fait de la cabale pour les libéraux, le shérif et l'assistant shérif aussi, mais c'est du bon monde.

**M. Godbout (L'Islet)** nie.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est inconvenant pour un haut fonctionnaire du gouvernement de se rendre à des réunions du Club Renaissance. Le président de la Commission du service civil<sup>13</sup> est un habitué du Club Renaissance. Un membre de l'Hydro-Québec, le notaire J.-A. Savoie, s'est fait photographe à côté du premier ministre et du candidat de l'Union nationale dans Huntingdon<sup>14</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il a bien fait.

**M. Choquette (Montmagny):** Le notaire J.-A. Savoie se promène avec son char.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'a pas de char. C'est M. T.-D. Bouchard qui avait un char. Une limousine Cadillac qu'il a payée \$1,200 à \$1,500 de trop, soit \$6,900 alors que le prix réel était de \$5,800. Le chef de l'opposition s'est promené avec le sénateur Bouchard dans cette limousine.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est une bonne histoire, mais elle est fausse.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** L'auto, achetée par l'honorable T.-D. Bouchard, a été payée \$6,900 alors que le prix de vente était de \$5,800. J'ai fait faire une enquête et le vendeur nous a répondu: "Go and see Mr. Bouchard."

**M. Choquette (Montmagny):** Que faisait M. J.-E. Laforce dans la Beauce pendant l'élection? Cela démontre que ces gens ont perdu le sens de la pudeur. M. Magnan perd son dépôt et on le reprend au ministère de l'Agriculture. Un nommé Girouard, membre de la Régie des transports et communications, un homme qui exerce des fonctions judiciaires, assiste à des réunions politiques au Club Renaissance. Cette commission est devenue une officine politique qui accorde des permis sans souci de la justice et de l'équité. MM. Lamarre et Girouard accordent des permis aux bleus et les refusent aux libéraux.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** proteste parce qu'on oublie de parler de ses crédits.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette question relève du département du procureur général, nous la discuterons lors de l'étude des crédits du procureur général. J'attends le député de Montmagny, alors.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Oui, c'est là qu'est la grosse caisse.

**M. Godbout (L'Islet):** Combien a-t-on accordé d'augmentations de salaires au département de l'Agriculture?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** En 1947, on en a accordé pour \$82,000. Les augmentations intéressent entre 300 et 400 employés.

**M. Sylvestre (Berthier):** Quel est le salaire moyen des agronomes?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il est de \$2,200.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-il vrai que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a déjà été contre les agronomes?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** L'un des mensonges les plus malhonnêtes et les plus canailles qui aient été répétés a consisté à dire que le député de Rouville était un adversaire des agronomes. La preuve qu'ils ont menti, c'est que j'ai été l'un des premiers cultivateurs à recourir aux précieux services et aux conseils des agronomes en 1911.

On a essayé de créer une légende et on l'a fait malhonnêtement, avec de mauvaises intentions. La preuve, c'est qu'en arrivant à la tête du département, j'ai augmenté les salaires des agronomes.

#### Rapport de comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté trois résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 30 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### Troisième séance du 16 mars 1948

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30 heures.<sup>15</sup>

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Demandes de documents:****Assistance publique**

**M. Choquette (Montmagny)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. À combien se chiffre le total des nouveaux engagements contractés par le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1948 inclusivement, en vertu de la loi d'assistance publique?

2. Quelles sont les institutions ou autres établissements en faveur desquels tels nouveaux engagements ont été contractés et à combien se chiffre le montant de tels engagements dans chaque cas?

Adopté.

**Subsides:****Budget des dépenses 1948-1949<sup>16</sup>**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent cinquante-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**Un député de l'opposition** demande si le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a acheté de nouvelles autos pour son département et s'il a augmenté le nombre de ses employés.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Mon département a acheté une couple d'autos, mais je ne peux dire quel fut le vendeur.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté

pour compléter la somme de un million deux cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**Un député de l'opposition** demande ce que comprennent les \$725,000 pour les dépenses de voyage.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Ce montant comprend les dépenses de tous les employés qui ont fait à voyager pour le ministère, y compris les agronomes et les autres techniciens.

**M. Godbout (L'Islet)** parle des dépenses de voyage des agronomes. Ces experts agricoles, dit-il, ne font pas un travail efficace à donner des conférences dans les salles paroissiales, mais à visiter les cultivateurs sur leurs fermes.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a lésiné, l'an dernier, sur les dépenses de voyage de certains agronomes.

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre est-il parmi ces heureux ministres qui ont fait des voyages en dehors de la province depuis 1944.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Oui. Je suis allé visiter des fermes dans les États du Vermont et du New Hampshire, pour étudier la situation agricole aux États-Unis. Je suis revenu convaincu qu'on ne fait pas mieux là-bas qu'ici. Je me suis rendu compte que l'agriculture québécoise n'est pas arriérée. J'ai fait quelques voyages à Ottawa pour rencontrer les autorités fédérales et mes démarches ont été fructueuses pour les cultivateurs.

**Un député de l'opposition** demande si le ministère de l'Agriculture coopérerait avec le gouvernement fédéral?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le gouvernement de la province coopère toujours avec Ottawa quand il y a moyen de le faire au sujet du développement agricole de la province de Québec. Il

s'entend très bien avec Ottawa, dit-il. L'an dernier, lorsqu'il a demandé qu'on retire le plafond sur le sucre d'érable, Ottawa a consenti à le faire au début de la saison et ainsi les agriculteurs du Québec ont considérablement obtenu plus pour leur sucre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce qu'Ottawa contribue à certaines dépenses du ministère de l'Agriculture?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Certainement, notamment dans le remplacement des vieux vaisseaux en aluminium pour récolter l'eau d'érable. Le gouvernement fédéral coopère aussi dans la politique de pierre à chaux.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** En 1945 seulement, Ottawa a fourni une somme de \$22,089,989<sup>17</sup> à l'agriculture québécoise, soit plus que la province de Québec ne donne aux cultivateurs.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Ces primes ont été payées parce qu'Ottawa fixait les prix et forçait les cultivateurs à vendre leurs produits à un prix inférieur. Ils n'ont pas vendu à un prix raisonnable et Ottawa n'a pas accordé de subventions capables de compenser l'injustice causée.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre va-t-il soutenir que les cultivateurs ont souffert des contrôles?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Certainement.

**M. Godbout (L'Islet):** Si nous n'avions pas eu de plafonnement pendant la dernière guerre, les gens des villes auraient crevé de faim, les cultivateurs n'auraient pas fait de profit et un petit groupe aurait accumulé des fortunes scandaleuses. Les contrôles étaient nécessaires pour qu'on puisse vivre dans les villes et pour que l'on puisse se procurer les aliments nécessaires.

Les cultivateurs n'ont certainement pas fait autant d'argent qu'on a voulu le faire croire, mais pendant aucune période, ils n'ont vécu mieux que pendant la guerre. Je veux bien appuyer le ministre de l'Agriculture quand il dit que les cultivateurs auraient pu faire plus d'argent, mais il ne peut tout même pas nier que la période la plus prospère pour eux a été la période de guerre.

Les contrôles étaient nécessaires et Ottawa a compensé pour la perte subie par les cultivateurs en accordant des primes. Mon gouvernement avait accordé des primes sur le beurre, le fromage, le porc

à bacon, à ce moment-là; mais le gouvernement actuel a mis fin à cela. Il n'a pas suffisamment soutenu les cultivateurs après la suppression des contrôles.

Notre province devrait trouver des productions nouvelles. La prochaine fois que le ministre de l'Agriculture ira aux États-Unis, je lui conseillerais de voyager plus lentement. Les fermiers américains ont adopté des cultures qui ne sont pas encore à l'honneur chez nous et qui sont très profitables. Je crois par exemple que nous aurions intérêt à diminuer notre culture de grains pour intensifier la culture des herbages.

Le ministre de l'Agriculture a conduit l'agriculture au marasme. Depuis l'avènement de l'Union nationale, la production agricole a diminué dans notre province, alors que la courbe ascendante continuait en Ontario.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Les cultivateurs n'ont pas fait d'argent pendant la guerre. Il accuse le chef de l'opposition, dit-il, de faire de la politique sur cette question. Le gouvernement libéral fédéral a désorganisé la culture dans notre province en conscrivant les fils de cultivateurs, et des sommes fabuleuses ont été dépensées pour les produits qu'on envoyait de l'autre côté. L'agriculture n'était pas profitable pendant la guerre en raison des contrôles nationaux. Il fait référence, dit-il, à la politique de conspiration déguisée du gouvernement.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député de Napierville-Laprairie aurait été mieux de rester assis à son siège. Le député, un cultivateur, devrait être le dernier à reprocher au fédéral d'avoir ouvert des marchés mondiaux en faveur des cultivateurs. Quant à la conscription, je proteste contre cette déclaration. Il n'est pas un fils de cultivateur qui ait demandé son exemption du service militaire pour travailler sur la terre qui ne l'ait pas obtenue.

**Des députés ministériels:** C'est faux!

**M. Godbout (L'Islet):** Ceux qui ont eu des difficultés sont uniquement ceux qui, effarouchés par les propagandistes de l'Union nationale, n'ont pas demandé leur exemption.

Pendant les années de guerre, les cultivateurs ont pu rembourser des montants trois fois plus élevés au prêt agricole. Alors que les remboursements étaient en 1941 de \$385,000, en 1946 ils n'étaient plus que de \$175,000. L'Union nationale ne peut pas se vanter de son record, car sous son règne, la production agricole a grandement diminué.

Il demande au ministre de l'Agriculture de développer des méthodes nouvelles, de travailler à l'organisation scientifique de l'agriculture de façon à rendre la terre plus payante dans la province. C'est une œuvre urgente, dit-il. La menace suspendue sur notre société de demain, c'est la désertion du sol par les fils de cultivateurs.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Les prix de ce que les cultivateurs achètent ont été plafonnés à des niveaux bien plus élevés que les prix de leurs produits. C'est là qu'il y a eu injustice. Il n'y a plus de main-d'œuvre à la campagne parce que cela ne paye pas assez. Quant à l'affirmation du chef de l'opposition à l'effet que tous les fils de cultivateurs qui ont demandé leur exemption l'ont obtenue, j'ai payé trop cher dans ma propre famille pour laisser passer une pareille affirmation. J'ai un fils qui a demandé son exemption et qui ne l'a pas obtenue. J'ai tout fait pour l'exempter de l'armée, tout, sauf une chose qui répugnait à ma conscience.

Pour obtenir cette exemption, il aurait fallu donner de l'argent à un petit poisson rouge qui préparait son élection dans le comté en vendant des certificats d'exemption. On a traîné mon fils aux casernes où il a fait trois mois d'entraînement. On lui a imposé une aventure infâme dont il est sorti avec une affection pulmonaire qu'il traînera toute sa vie; il a contracté cette maladie en faisant son service militaire en plein hiver, dans des conditions inhumaines. Il a fait de l'exercice sur les bancs de neige, puis quand il est tombé malade, on l'a renvoyé en disant qu'il n'était pas apte au service. On a soumis nos fils à des examens devant des examinateurs juifs qui se régalaient de voir flambants nus les conscrits de chez nous.

Je donne un démenti public à l'affirmation du chef de l'opposition. Mon propre fils a été mobilisé. Il a été victime de la conscription hypocrite du Parti libéral. Il y en a des centaines comme lui qui ont demandé leur exemption et qui ne l'ont pas obtenue.

**M. Choquette (Montmagny):** La loi exemptait les fils de cultivateurs. Le cas cité par le ministre de l'Agriculture peut être un cas particulier. Je sais ce qui s'est passé dans mon comté. Dans le comté de Montmagny, les fils de cultivateurs qui ont demandé leur exemption dans le délai légal l'ont obtenue. Les fils de cultivateurs ont été tellement exemptés que l'on a accusé le chef de l'opposition d'avoir obtenu pour eux un traitement de faveur afin de les garder sur la terre.

Il lit un extrait d'une déclaration faite pendant la guerre par un colonel, dans laquelle il reprochait

au gouvernement fédéral d'accorder un traitement de faveur à la province de Québec qui "faisait pas sa part dans l'effort de guerre". Et celui qui a porté cette accusation, dit-il, c'est M. Drew<sup>18</sup>, l'insulteur des Canadiens français; l'ami intime du premier ministre, celui qu'il reçoit à sa table, aux frais de la province. Voilà les héros de la droite. Où sont-ils les héros?

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé).

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a reproché au gouvernement fédéral de lui avoir envoyé trop de renforts pour supporter les hommes qu'il commandait sur les champs de bataille de l'Europe. Quand un homme vient affirmer que le gouvernement de son pays a accompli un acte criminel en lui envoyant des renforts pour protéger ses soldats, je dis que c'est une indignité.

**Des députés ministériels:** Vous attaquez un héros!

**M. Choquette (Montmagny):** Un héros de l'autre côté des mers, oui, mais non de ce côté-ci, pas en cette Chambre. Des milliers de témoins vont contredire les paroles du ministre de l'Agriculture qu'il décrit, dit-il, comme n'étant pas dignes d'un ministre de la couronne. Je trouve aussi indigne qu'un ministre de la couronne ait fait dans cette Chambre des déclarations pour condamner notre participation à la guerre. Un ministre, surtout quand il a été brigadier, n'a pas le droit de reprocher au gouvernement d'avoir envoyé outre-mer des renforts pour le protéger et protéger ses hommes.

Le cardinal Villeneuve a dit: "La cause pour laquelle nous combattons est juste et grande." Voilà la réponse aux ministres de la couronne en face de nous qui auraient honte de répéter leurs discours dans d'autres milieux, par exemple devant le premier ministre Drew, qui a reproché au chef de l'opposition d'avoir gardé les fils de cultivateurs sur la terre.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais prononcé d'insanités comme celle-là. Le député de Montmagny a même dit que je déshonorais mon uniforme...

**M. Choquette (Montmagny):** Je n'ai jamais dit que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse avait déshonoré son uniforme, mais je l'ai bien pensé.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

La pensée du député de Montmagny, pour ce qu'elle vaut, m'importe peu, car si l'uniforme que j'ai porté pendant la guerre était trop grand pour lui, ce n'est pas de ma faute. Il est encore trop grand pour ces gens-là qui sont restés tranquillement assis à leur siège pendant la guerre préférant envoyer les autres se battre.

Il y a assez longtemps que ces gens-là se vantent. Quand je les vois se parer de l'effort de guerre des autres, je leur dis: "Petits lâches, taisez-vous donc." Ceux qui étaient de vrais Canadiens lors de la dernière guerre, étaient ceux qui sont allés au front au lieu de rester à la maison. Pourquoi ne restez-vous pas tranquille?

**M. Bellemare (Champlain):** Lâche, hystérique, pharisien!

**M. Choquette (Montmagny):** Je n'ai fait qu'interpréter les paroles que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a prononcées l'autre jour quand il a dit que notre effort de guerre en hommes, en argent et en matériel était épouvantable et criminel.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**  
Oui.

**M. Choquette (Montmagny):** Ça équivaut à reprocher au gouvernement d'avoir envoyé trop d'hommes pour les protéger, lui et ses hommes. Je considère que le ministre n'aurait jamais dû prononcer ces paroles.

Nous en sommes à parler des voyages qu'a faits le ministre de l'Agriculture. Je veux savoir si le ministre a fait un troisième voyage en dehors de la province aux frais de celle-ci.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nous venons d'assister à la manifestation d'une mentalité et d'une tactique lamentable qui ont coûté bien cher à la province de Québec jusqu'ici. La province de Québec a toujours respecté les lois, même les lois qu'elle n'aimait pas. Quand l'autorité constituée donne des ordres, elle obéit, quitte à apprécier après. C'est le chef de l'opposition qui a provoqué tout ce débat avec sa vantardise que pas un seul fils de cultivateur qui a demandé son exemption n'a été enrôlé.

Pendant 25 ans, ces gens-là ont prêché le mépris des lois de l'autorité dûment constituée et la haine de l'Angleterre. Ils ont fait toutes les élections fédérales, provinciales, municipales et scolaires en parlant de la guerre et de la conscription. Pendant 25 ans, ils ont conseillé au peuple de la province de

Québec de ne pas obéir aux lois. Ils ont prêché la trahison. Ils ont inculqué au peuple des idées dont ils sont responsables et pour lesquelles ils paient actuellement. Ils se sont rendus coupables d'émeutes en infraction de la loi. Ils menaçaient de tuer un homme public qui votait ouvertement lorsque les amis de leur parti votaient secrètement. Ils parlent encore, 25 ans après la guerre, et ils ont donné au Québec une réputation qu'elle ne mérite pas.

Quand est venue la dernière guerre, jamais on n'a vu un gouvernement aussi hypocrite et aussi vil que le gouvernement libéral d'Ottawa. Ils ont commencé hypocritement à appliquer ce qu'ils appelaient la mobilisation et qui n'était en réalité que la conscription. Ce fut pour un mois d'abord, puis pour quatre mois, puis pour tout le temps au pays, puis pour tout le temps outre-mer.

Ottawa a pratiqué la pire des conscriptions, la conscription de la faim et de l'intimidation. Les gens étaient obligés de s'enrôler ou de perdre leur argent et leurs allocations. Ils ont saboté des maisons. Ils refusaient des bourses aux étudiants qui refusaient de s'enrôler, volontairement, disait-on. Ils ont refusé du travail aux ouvriers pour qu'ils s'enrôlent. Ces gens-là vendraient leurs fils, leur père pour leur parti.

Où sont les braves patriotes de leur côté de la Chambre? Les traîtres ne sont pas au gouvernement. De ce côté-ci de la Chambre, il y en a six qui se sont enrôlés volontairement et qui ont été des héros durant la guerre; notamment les députés de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), de Labelle (l'honorable M. Paquette), des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) et le vaillant et glorieux député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé). Ce dernier, un héros de la guerre, en risquant sa vie sur les champs de bataille, a gagné le droit de donner sa manière de voir et de dénoncer les abus de ceux que nous avons en face de nous.

Les traîtres se trouvent du côté du Parti libéral. (En pointant du doigt l'opposition) Les libéraux récoltent aujourd'hui ce qu'ils ont semé.

Le député de Montmagny a fait preuve d'une mentalité que les règles ne me permettent pas de qualifier. Il continue à semer l'insulte et s'ingénie à vouloir salir la réputation des ministres au sujet de leurs voyages faits au bénéfice de la province. Et un député qui parle comme le député de Montmagny ne mérite aucun respect. Il montre sa politesse familiale. C'est un petit homme!

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre n'a pas le droit de m'insulter et quand il parle de ma petitesse, il devrait se souvenir de ses origines.



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'aime mieux les voyages du ministre de l'Agriculture, au bénéfice de sa province, que les voyages des sénateurs sur les lots de colonisation. Je n'ai jamais voyagé, moi, comme certains sénateurs dans les pays de colonisation au moyen de faux serments<sup>19</sup>.

**M. Choquette (Montmagny):** Vous reconnaissez bien le premier ministre avec ses mensonges. Vous le reconnaissez bien ce salisseur de réputations! Il donne la mesure de sa taille. Il a la trahison et le mensonge inscrits au front. Ses insinuations sont bien basses et je les repousse avec mépris. C'est un salisseur et c'est le même homme dont Édouard Lacroix a dit: "Staline tue, Duplessis salit."

Je n'ai insulté personne. Je n'ai même pas critiqué les voyages du ministre de l'Agriculture, mais j'ai simplement voulu me renseigner et j'ai posé des questions polies. C'est mon droit, comme représentant du peuple de me renseigner et je vais continuer à faire mon devoir, en dépit du bâillon de ce petit premier ministre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Hystérique! Voyou!

**M. Choquette (Montmagny):** Entendez-vous le serviteur de Franceschini insulter des députés en cette Chambre?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Toute la Chambre en a assez de la hargne et des élucubrations du député de Montmagny. Je lui demande de retirer ses paroles. Je ne suis pas et je n'ai jamais été le serviteur de Franceschini. Je ne suis le serviteur de personne. Je n'ai jamais rien vendu moi, ni lot ni autre chose. Je n'ai jamais vendu mon siège de sénateur.

**M. Choquette (Montmagny):** Je n'ai jamais rien vendu, mais le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) a accordé des contrats sans soumission à des étrangers comme MM. McNamara et Franceschini pour des millions et des millions.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** M. Franceschini a eu des contrats dès 1930 du gouvernement libéral de M. Taschereau<sup>20</sup>. Que le député de Montmagny ait le courage de porter une accusation comme un honnête homme, au lieu de faire des insinuations malicieuses. Qu'il prouve seulement que j'ai pris un seul sou, qu'il prouve que j'ai pris l'ombre d'un sou auquel je n'avais pas droit,

et je m'engage ici sur mon honneur à démissionner et à quitter la vie publique.

J'ai tout sacrifié pour entrer dans la politique, y compris ma carrière d'avocat et ma clientèle. Si le député de Montmagny veut de la boue, nous sommes prêts à le rencontrer. Je n'ai pas été trois ans en possession des petits papiers de ces gens-là sans savoir comment ils se conduisaient avant moi. Le député de Montmagny n'est pas capable de prouver que j'ai touché un sou à la Voirie. Que le député porte des accusations précises et mette son siège en jeu.

**Des députés de l'opposition protestent.**

**Des députés ministériels** répondent aux protestations des députés de l'opposition.

**M. le président:** Revenons à l'item des dépenses de voyage au ministère de l'Agriculture.

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre de la Voirie m'a lancé un défi et je veux y répondre. Il m'a défié de porter des accusations et de mettre mon siège en jeu. Je fais l'un et l'autre. Je l'accuse d'avoir donné à un entrepreneur de l'Ontario, M. Franceschini, un contrat sans soumission pour un montant de \$3,800,000. Je l'accuse d'avoir donné un contrat sans soumission à un autre entrepreneur, M. McNamara, de Toronto, qui fait affaire dans l'Ontario sous le nom de Carter Construction et qui s'appelle dans la province de Québec Cartier Construction. La voilà, l'accusation, et je mets mon siège en jeu.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'est un avocat qui raisonne comme ça. Le député de Montmagny, qui se prétend du Barreau, croit-il que c'est là une accusation? Son gouvernement en a donné des centaines de contrats sans soumissions. Laissez-nous rire. Laissez-nous rire. De 1939 à 1944, son propre gouvernement a donné à M. Franceschini 15 contrats, dont 12 sans soumission. De plus, il a aussi donné d'autres contrats à ce même McNamara et plusieurs d'entre eux ont été accordés sans appels d'offre.

Que le député de Montmagny porte par exemple une accusation de péculat. Qu'il prouve que j'ai pris un sou directement ou indirectement et je promets de démissionner et de sortir de la vie publique. Le député de Montmagny est trop lâche pour porter des accusations précises.

**M. Choquette (Montmagny):** Je soulève un point d'ordre. Je vous demande, M. le président, de

forcer le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) à retirer ses paroles non parlementaires.

**M. le président:** On s'est éloigné du sujet. Je considère l'incident clos. Revenons à l'item des dépenses de voyage.

**M. Choquette (Montmagny):** Je ne crois pas avoir fait preuve de lâcheté depuis que je suis dans cette Chambre. Je n'ai pas peur des députés de la droite. Je n'ai pas peur du gouvernement et je ne me laisserai pas insulter par aucun des ministres.

Si le président du comité ne rappelle pas le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) au Règlement et ne lui demande pas de retirer ses paroles non parlementaires, je vais en appeler de sa décision.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On pourrait peut-être aller chercher un médecin? Un aliéniste. Ces scènes n'ont pas leur raison d'être. Ce sont des scènes disgracieuses. Le député de Montmagny passe son temps à lancer des injures et des insultes à un géant comme le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé).

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le député de Montmagny se plaint que le ministre de la Voirie a dit qu'il était un lâche. Nous demandons justice. Le député de Montmagny demande que le ministre retire ses paroles et il doit les retirer. Ce mot est antiparlementaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les provocations répétées du député de Montmagny et ses insultes font plus que justifier l'appellation qu'on lui a appliquée avec raison.

**M. Godbout (L'Islet):** Quand j'entends le premier ministre faire des déclarations échevelées et lancer des injures à ses adversaires, je ne m'étonne pas, je fais la part de la colère. Mais quand je l'entends de sang-froid conseiller au président de ne pas faire observer les règlements de la Chambre, dire que le ministre de la Voirie a bien fait de traiter un collègue de lâche, je ne comprends plus grand-chose à la vie parlementaire.

Je crois comme lui qu'une visite chez le médecin est nécessaire. Il a le toupet de faire la leçon aux autres. Quand on a le dessous, on est porté à enfreindre les règlements. Quand on le voit agir de la sorte, on a de la difficulté à comprendre qu'il puisse aspirer à la dignité de premier ministre. Je vous demande, M. le président, de demander au ministre de la Voirie de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Une feuille sustentée par les souscripteurs à la caisse électorale du chef de l'opposition passe son temps à attaquer le gouvernement et à faire des insinuations. Mais en Chambre, pas un député de l'opposition n'a le courage de porter des accusations précises.

On a peur d'attaquer avec des faits. Je dis qu'un homme qui s'est conduit et qui fait des déclarations comme celles du député de Montmagny est un lâche.

**M. Choquette (Montmagny):** (S'avançant de son siège, le doigt tendu) Moi je dis qu'un homme qui parle comme le premier ministre vient de le faire est un voyou!

**M. Bellemare (Champlain):** Dites ça encore une fois et je vais y aller.

**M. Choquette (Montmagny)** sourit. Quant au ministre de la Voirie, dit-il, nous nous reverrons.

**M. Bellemare (Champlain):** Je vous reverrai après la séance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition a passé son temps à insulter tout le monde. Nous autres, nous sommes francs.

**M. Godbout (L'Islet):** N'est-ce pas le premier ministre qui prétendait que je n'arriverais jamais nulle part parce que j'étais trop poli et trop honnête.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition a insulté son ancien adversaire dans le comté de L'Islet, M. Bilodeau qui le vaut cent fois, en le traitant de couillon et d'écœurant. Peut-il nier cela?

**M. Godbout (L'Islet):** Oui, je le nie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, le chef de l'opposition a plus de front que je pensais. Le député de L'Islet a dit dans une causerie à la radio que je n'avais pas de cœur, que j'avais un signe de piastra à la place du cœur. C'était voyou cela, n'est-ce pas?

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne passe pas pour attaquer le caractère des autres, mais quand je suis attaqué, je me défends.

Le peuple sait lequel des deux hommes est un salisseur de réputations. J'ai le droit de retourner ses paroles au premier ministre. Le peuple de la province sait où sont les voyous.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ils sont dans l'opposition.

**M. Godbout (L'Islet):** Ils y seront bientôt. Quand le premier ministre aura passé, je n'envie pas le nom qu'il aura laissé.

On parle d'agriculture. Ça n'intéresse pas le premier ministre parce que ça ne rapporte rien à la caisse électorale.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Petite face blême! C'est vous qui avez commencé ce matin en insultant hypocritement tout le monde.

**M. Godbout (L'Islet):** J'aime autant ma face de blême que d'avoir des bajoues de la proportion de celles du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé).

Le député de Deux-Montagnes qui est un ancien Orateur de la Chambre donne l'exemple du désordre et des expressions antiparlementaires. Je regrette ces incidents. Nous sommes prêts à discuter de politique. Ce n'est pas ici un concours de gymnastique ni un concours de beauté<sup>21</sup>.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** interroge le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré)

**L'honorable M. Barré (Rouville)** répond au député de Rivière-du-Loup<sup>22</sup>.

**Rapport de comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30<sup>23</sup>.

**NOTES**

1. *L'Événement* du 17 mars 1948, à la page 12, et *Le Canada* du même jour, à la page 1, écrivent que c'est le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dussault) qui répond à la question de M. Choquette, mais qu'ensuite le secrétaire et registraire (l'honorable M. Côté) et M. Duplessis interviennent pour répondre au député de Montmagny. De leur côté, *L'Action catholique* du 17 mars 1948, à la page 9, *La Presse* du même jour, à la page 25, et *La Patrie* du même jour, à la page 5, affirment que c'est M. Côté qui répond aux questions de M. Choquette.

2. Selon *La Presse* du 17 mars 1948, à la page 25, il s'agirait plutôt de plusieurs millions.

3. *Le Devoir* du 17 mars 1948, à la page 12, rapporte la somme de \$54,690,183.09.

4. *Le Devoir* du 17 mars 1948, à la page 12, cite le montant de \$6,160,276.37.

5. *Le Soleil* du 17 mars 1948, à la page 13, explique que M. Côté répète la phrase prononcée par M. Duplessis.

6. Selon *Le Devoir* du 17 mars 1948, à la page 12, M. Godbout fait allusion à la Commission scolaire de Montréal.

7. "À l'heure du lunch, le ministre de la Jeunesse et du Bien-être social, M. Paul Sauvé, a voulu faire un mauvais parti au député libéral de Jeanne-Mance, M. Émile Dubreuil. Dans la grande salle du Café du Parlement, le ministre a donné un coup de pied au député. La bataille aurait éclaté, si M. J.-A. Francoeur n'était intervenu pour séparer les deux adversaires," selon *La Tribune* du 17 mars 1948, à la page 1.

8. *Le Canada* du 17 mars 1948, à la page 2, rapporte que c'est M. Joseph-William Morin, député de Québec-Centre, qui pose cette question.

9. Léon-T. DesRivières.

10. Le père de M. Godbout est Eugène Godbout, député libéral de Témiscouata de 1921 à 1923.

11. M. Bona Dussault était ministre de l'Agriculture dans le premier gouvernement de l'Union nationale de 1936 à 1939.

12. M. Dussault fait allusion à la visite que la Gendarmerie royale du Canada a faite au monastère des Augustines de Québec afin de savoir où se trouvaient les trésors nationaux polonais que le gouvernement en exil de la Pologne avait transférés au Canada pendant la Seconde Guerre mondiale. Voir la séance du 4 mars.

13. J.-E. Laforce.

14. John Gillies Rennie, député de l'Union nationale.

15. "Les galeries étaient bondées de spectateurs" selon *La Tribune* du 17 mars 1948, à la page 1.

16. *The Sherbrooke Daily Record* du 17 mars 1948, à la page 1, souligne que "par moment, les orateurs se faisaient difficilement entendre, au-dessus du tapage, de grands coups sur les pupitres".

17. *Le Soleil* du 17 mars 1948, à la page 7, cite le montant de \$22,083,000.

18. George A. Drew, premier ministre conservateur de l'Ontario de 1943 à 1948.

19. *Le Devoir* du 17 mars 1948, à la page 12, explique M. Duplessis fait référence au père de M. Fernand Choquette.

20. Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952), premier ministre du Québec de 1920 à 1936.

21. *Le Canada* du 17 mars 1948, à la page 1, écrit que ces paroles ont été échangées au milieu d'un tumulte général. À plusieurs reprises, selon le quotidien libéral, des députés ministériels ont tendu le poing aux députés de l'opposition.

22. *L'Événement* du 17 mars 1948, à la page 12, explique que le calme est revenu à la fin de la séance, mais pas suffisamment pour que les journalistes aient pu comprendre la discussion qui se poursuivait entre M. Casgrain et le ministre de l'Agriculture.

23. *Le Soleil* du 17 mars 1948, à la page 3, écrit ce qui suit à propos de la fin de la séance: "Des groupes de partisans de l'Union nationale ont menacé de faire un mauvais parti à M. Fernand Choquette, député libéral de Montmagny, et à l'honorable J.-A. Francoeur, député libéral de Mercier. À 11 h 30, il a fallu appeler à la rescousse une dizaine de policiers provinciaux qui ont fait évacuer le grand hall de la

Chambre des députés par une centaine de personnes qui menaçaient le député de Montmagny et le député de Mercier. [...] M. Fernand Choquette a quitté le Parlement escorté d'un groupe de députés libéraux et d'amis personnels." et *La Tribune* du 17 mars 1948, à la page 14, ajoute qu'il était accompagné de sept de ses collègues "qui ont été le reconduire chez lui, tout près des édifices parlementaires, à 104 de la Grande Allée." Le journal ajoute que "Des partisans de l'Union nationale au nombre d'une centaine s'étaient rassemblés dans les corridors. À leur tête, on voyait plusieurs députés ministériels. Le bruit courait que l'on voulait faire un mauvais parti à M. Choquette. Un membre de la Galerie de la presse qui voulait aller aux nouvelles, s'est fait dire par un député qu'on pourrait bien lui régler son compte, à lui aussi."

## Première séance du mercredi 17 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Explications sur des faits publiés:

Paroles prononcées  
à la radio

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je veux protester contre la fausseté lancée dans l'air ce matin par un poste de radio de Québec et rectifier tout de suite les faits. Un annonceur que je ne connais pas a prétendu que j'avais accusé le chef de l'opposition d'avoir retiré de l'argent pour faire exempter des conscrits. Pour la dignité de la Chambre, je tiens à démentir cette accusation que je n'ai pas portée. Je ne veux pas être assimilé à ceux qui portent des accusations et ne sont pas capables de les prouver.

## Fête des Irlandais

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** formule ses vœux personnels et ceux du gouvernement à l'adresse des Irlandais.

C'est la fête nationale de nos compatriotes d'origine irlandaise. Les talents et les succès de la race irlandaise rayonnent partout dans le monde, dit-il. Il y a quelques années, je visitais l'Irlande et je me suis agenouillé, à Dublin, sur le tombeau de l'une des gloires irlandaises, Daniel O'Connell. J'ai lu alors une inscription qui m'a frappé: "Mon âme à Dieu, mon cœur à Rome et mon corps à l'Irlande." En résumé, la loyauté à la patrie ne peut pas avoir de meilleure base que l'amour et la fidélité aux principes religieux et à l'autorité religieuse.

Au cours d'une histoire assez tourmentée, de laquelle se dégagent des leçons lumineuses, la ténacité des Irlandais, leur valeur personnelle, leur constance dans l'effort et leur solidarité dans les questions d'intérêt national leur ont permis d'atteindre l'autonomie qu'ils désiraient depuis des siècles et qu'ils appelaient le "Home Rule" et méritent l'admiration de tous. Ces luttes que les Irlandais ont été obligés de livrer indiquent bien la nécessité de conserver ses droits et de rester solidaire

dans la poursuite de ses revendications nationales. Mieux vaut garder ce que nous avons que de récupérer ce que nous perdons. C'est pourquoi les Irlandais doivent nous servir de modèles.

C'est généralement le sort des minorités d'être en butte à des assauts. Nos frères irlandais ont été assujettis à des persécutions nombreuses, mais au Canada, les Irlandais forment une partie importante de la population et, au Québec, ils se sont intégrés à la société sans le regrettable spectacle de la persécution des minorités. Les Irlandais et les Canadiens français ont leurs défauts. En corrigeant ces défauts et en unissant nos qualités mutuelles, nous pouvons réaliser de grandes choses.

Nous arriverons à un mélange dont le pays profitera. Si les Irlandais étudient leur histoire comme il faut, ils comprendront pourquoi nous restons attachés à notre langue, à notre foi et à nos traditions. Et ils nous aideront à conserver les nôtres, car ils se rappelleront qu'ils ont dû lutter pour reconquérir la leur. Nos meilleurs vœux de santé, de prospérité et de compréhension à nos compatriotes irlandais.

**M. Godbout (L'Islet)** joint ses vœux à ceux du premier ministre. La race irlandaise a donné au monde, dit-il, des exemples précieux de loyauté à ses origines et de loyauté aussi à tous les groupes auxquels ils se sont mêlés, d'esprit de travail et d'idéal élevé. Ceux qui les ont coudoyés dans la vie canadienne se rendent compte qu'ils sont restés dignes de leurs ancêtres. Citoyens agressifs, loyaux à leur pays et d'idéal très élevé, ils se sont toujours montrés de vrais Canadiens, envisageant le problème canadien dans son ensemble et se mêlant aux activités de tous les groupes.

Aussi, leur apport est-il très précieux dans la vie économique, intellectuelle et morale du pays. Si les Irlandais ont été d'abord bien reçus au Canada, ils sont encore les bienvenus chez nous parce qu'ils sont loyaux à leur pays d'adoption et qu'ils ont de l'idéal. Ils ont été pour nous des modèles de travail et d'esprit d'entreprise. Je suis heureux de leur souhaiter des succès continus. Je souhaite qu'ils continuent à grandir en terre canadienne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comme c'est la fête des Irlandais, nous siégerons ce soir jusqu'à 7 heures et nous ajournerons ensuite pour permettre à nos amis de célébrer la Saint-Patrick.

**Questions et réponses:****Société coopérative agricole  
de Chambord-Jonction**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Relativement à la Société coopérative agricole de Chambord-Jonction:

1. Qui a acheté les établissements de ladite coopérative?
2. À quel prix et à quelles conditions cesdits établissements ont-ils été vendus?
3. Le gouvernement a-t-il payé un octroi de \$18,000 promis par le ministre de l'Agriculture à ladite coopérative, et, dans l'affirmative, à qui et à quelle date?
4. Quels sont les noms et prénoms:
  - a) du gérant actuel?
  - b) de son prédécesseur immédiat?
5. Quels sont les noms et prénoms du ou des agents d'assurance par l'entremise desquels ladite société a placé ses assurances sur des propriétés et pour quel montant?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** 1. La régionale du Lac-Saint-Jean, coopérative constituée sous l'empire de la loi des Syndicats coopératifs de Québec.

2. Transaction privée et dont le gouvernement n'est pas responsable.
3. Le ministre de l'Agriculture n'a jamais promis à ladite coopérative un octroi de \$18,000.
4. Ces gérants sont des employés de la régionale.
5. Le bilan déposé le ou vers le 29 juillet 1946, chez le ministre de l'Agriculture, démontre que les biens de ladite coopérative sont assurés contre le feu pour une somme de \$8,200.

**René Bernatchez**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** 1. M. René Bernatchez est-il à l'emploi du ministère de l'Agriculture?

2. Quelles sont ses fonctions?
  3. Depuis quand est-il à l'emploi du gouvernement de la province?
  4. Quel est son salaire annuel?
  5. Entre le 1<sup>er</sup> septembre 1947 et le 15 février 1948, M. Bernatchez a-t-il présenté sa démission comme employé du gouvernement de la province?
- Dans l'affirmative:
- a) À quelle date a-t-il présenté sa démission?

b) À quelle date a-t-elle été acceptée?

c) À quelle date M. Bernatchez a-t-il cessé effectivement de remplir ses fonctions?

6. A-t-il reçu un traitement, un salaire ou une rémunération au cours des mois de décembre 1947, janvier et février 1948?

7. Quelle est la date d'émission, et quel est le numéro du dernier chèque de salaire que M. René Bernatchez a encaissé?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** 1. Non.

2. Répondu au n° 1.

3. Répondu au n° 1.

4. Répondu au n° 1.

5. Oui. a) 16 janvier 1948; b) à compter de cette date; c) 16 janvier 1948.

6. Il a reçu un salaire jusqu'au 15 janvier 1948.

7. 15 janvier 1948, no C-102657.

**Projets de loi:****Charte de Magog**

**M. Bergeron (Stanstead)** propose que le bill 189 modifiant la charte de la ville de Magog, ayant été déposé et présenté en retard et les promoteurs n'étant pas responsables de ce retard dû à des circonstances spéciales, les droits additionnels que ces derniers ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Sylvestre (Berthier):** Je constate dans les *Comptes publics* que le ministère de l'Agriculture a acheté en 1947 de War Assets Corporation pour une somme de \$7,029. Or, dans une réponse donnée à la Chambre le 30 avril 1947, le gouvernement déclarait que le ministère avait acheté, au 1<sup>er</sup> mars 1947, huit camions et autres véhicules au montant de \$3,850. Est-ce que le ministère de l'Agriculture a acheté de War Assets d'autres véhicules entre le 1<sup>er</sup> et le 31 mars 1947?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Nous avons ici des chiffres pour certaines périodes, mais le député de Berthier comprendra qu'on ne peut avoir sous la main des chiffres pour des périodes déterminées comme celle qu'il mentionne.

**M. Sylvestre (Berthier):** Il y a là une différence d'environ \$4,000. Ce que je demande, s'agit-il de dépenses encourues entre le 1<sup>er</sup> et le 31 mars?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La question à laquelle le député de Berthier fait allusion demandait combien le ministère avait payé durant la période mentionnée. Il se peut qu'en mars on ait payé des choses achetées avant.

C'est ridicule de faire perdre le temps de la Chambre sur un item de \$3,000 qui est d'ailleurs inscrit dans les *Comptes publics*.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il me semble que ce serait facile de donner une réponse quand on spécifie une période d'un mois. La comptabilité doit donner ces chiffres.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le premier ministre dit qu'un item de \$4,000 n'est pas important. Mais il faut se souvenir qu'il s'agit ici, non pas de l'argent des ministres et du premier ministre, mais de l'argent du peuple; c'est notre devoir d'obtenir pour le peuple les renseignements qu'il a droit d'avoir sur l'emploi de l'argent qu'il fournit. Il n'y a rien de plus simple dans un système de comptabilité organisé de trouver les détails que l'on demande.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a dit hier que les cultivateurs, ne pouvant obtenir des machineries avec l'argent qu'ils

obtenaient du crédit agricole, ont remboursé leur emprunt. Je suis sûr que ce n'est pas ce que le ministre a voulu dire, mais c'est ce que qu'il a dit.

Il (M. Dumoulin) interroge le ministre de l'Agriculture à propos de la capacité des cultivateurs de rembourser le crédit agricole.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** La loyauté, l'honnêteté et le respect de la parole donnée, telles sont les qualités fondamentales de la classe agricole. Ce n'est pas par négligence que le cultivateur a retardé des travaux de réfection sur sa ferme, à ses machineries, etc. Son prêt agricole, il l'a fait servir à garder sa terre d'abord. Nous sommes parvenus à faire comprendre au cultivateur que lorsqu'il emprunte du crédit agricole, il emprunte d'un bienfaiteur et que c'est non seulement une dette d'affaire mais une dette d'honneur.

De grâce que l'on ne travaille pas à lui ôter cette conviction. Je demande qu'on lui laisse le sens de l'honneur, et je proteste contre la distinction que vient de faire le député de Montmorency entre la dette contractée au crédit agricole et celle contractée à une banque. On ne devrait pas propager dans la campagne la mentalité que lorsqu'on emprunte du gouvernement, on peut payer quand on veut. Le cultivateur paie bien ses dettes.

Le député de Montmorency a montré qu'il n'a aucun sens des inquiétudes que peut ressentir le cultivateur qui a hypothéqué sa terre pour emprunter.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le cultivateur est encore l'homme le plus honnête de toutes les classes de la société. Mais s'il paie bien, c'est dû à la prospérité générale.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** demande la liste des publications disponibles.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** produit une liste des publications disponibles au ministère de l'Agriculture. Il y en a 47, dit-il. Dix-neuf bulletins ont été refaits depuis 1944.

**M. Sylvestre (Berthier):** On m'informe que plusieurs camions ont été achetés par la betteraverie de Saint-Hilaire et revendus à des particuliers. Est-il vrai que des employés de la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire ont profité de leur position pour acheter de la Corporation des biens de guerre des automobiles?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je ne suis pas au courant de cela. À tout événement, si cela

s'est produit, le département de l'Agriculture n'est pas responsable et je n'aurais pas autorisé de telles reventes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition manifeste son peu d'intérêt pour les cultivateurs en faisant de l'obstruction.

**M. Godbout (L'Islet):** Comme on peut le constater, nous interrogeons très poliment sur des questions d'intérêt public, et c'est cela que le premier ministre appelle de l'obstruction.

#### **Rapport de comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 17 mars 1948**

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Fête des Irlandais**

**M. Lawn (Pontiac)** remercie le premier ministre et le chef de l'opposition des paroles aimables qu'ils ont prononcées ce matin à l'adresse des Irlandais à l'occasion de la fête nationale.

#### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Sylvestre (Berthier)** demande des renseignements sur les transactions d'automobiles faites par le ministère de l'Agriculture.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il s'agit là d'une question d'administration qui sera discutée à l'item concernant le garage du département de l'Agriculture.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Garage du département (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Combien d'automobiles le ministère de l'Agriculture a-t-il?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a déjà répondu trois fois hier. Je me demande pourquoi on fait de l'obstruction au ministère de l'Agriculture. C'est évident que l'opposition en veut aux cultivateurs. Le ministère n'a pas plus d'autos qu'avant.

**M. Godbout (L'Islet):** L'opposition n'est pas contre les cultivateurs. Le premier ministre va



admettre que le ministre de l'Agriculture a dit hier qu'il ne savait pas combien d'automobiles avait son ministère.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** J'ai trouvé les chiffres. Le ministère de l'Agriculture possède 138 autos et 27 camions, camionnettes et jeeps. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945 jusqu'au mois de février 1948, nous avons acheté 58 automobiles et 12 camions. Dans la généralité des cas, il serait plus juste de dire que nous avons échangé des vieilles machines pour des neuves.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Combien cela a-t-il coûté au ministère de l'Agriculture?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le coût total des nouvelles autos a été de \$114,069.

**Des députés de l'opposition** demandent au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) le nom des vendeurs.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** donne le nom des vendeurs. Les achats les plus considérables ont été faits de la Corporation des biens de guerre, dit-il.

**M. Sylvestre (Berthier):** Quel a été le coût des achats faits de la War Assets?

**L'honorable M. Barré (Rouville)** donne une longue liste de tous les véhicules achetés de la Corporation des biens de guerre avec les montants payés pour chacun.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le député de Berthier voudrait aussi les numéros des pneus?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le premier ministre était resté assis depuis hier, nous aurions probablement passé les crédits de plusieurs ministères.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je crois qu'on devrait s'en tenir aux crédits de l'Agriculture.

**M. Godbout (L'Islet):** Est-ce que le ministère de l'Agriculture fait faire des réparations d'automobiles ailleurs qu'au garage de Deschambault?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Évidemment.

**M. Godbout (L'Islet):** Est-ce qu'il n'y aurait pas d'entente avec d'autres garages, dont celui de la voirie?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il n'y a aucune entente avec d'autres garages.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent soixante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention pour encourager le drainage et l'amélioration des terres (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer cette année les travaux de drainage de la grande rivière du Loup?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Non.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Cette affaire ne presse pas.

**M. Godbout (L'Islet):** Mon gouvernement avait préparé de vastes plans pour le drainage des grands cours d'eau dans la province. Il s'informe des changements apportés à l'Office du drainage et il demande combien il y a d'employés dans le département du drainage.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Depuis 1944, ce département comporte une dizaine d'employés de plus. Il y a en 54 dont 20 environ sont affectés aux plans.

**M. Godbout (L'Islet):** Les crédits ordinaires pour le drainage ont été augmentés et il s'en réjouit.

**Des députés de l'opposition** interrogent le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) au sujet des frais de drainage.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Pour les principaux cours d'eau, tous les frais de creusage sont payés par le gouvernement, les municipalités n'ayant à solder que les frais secondaires comme les droits de passage, les ponceaux, etc. Pour le drainage des petits cours d'eau, une contribution minime est exigée des municipalités.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Dans les travaux de drainage de Northern Creek, le gouvernement libéral a doublé les prix du contrat de M. O'Connell à la veille des élections. Le gouvernement libéral a donné ce contrat sans avoir fait voter les argents nécessaires.

**M. Godbout (L'Islet):** L'argent était contenu dans le budget qui n'était pas encore voté à l'époque. On ne devait pas suspendre les travaux parce que les crédits n'étaient pas encore adoptés. Les conditions faites à l'entrepreneur O'Connell furent améliorées à cause de la nature particulière du fond de ce cours d'eau. Les prix ont été augmentés parce que M. O'Connell a rencontré du roc et qu'il ne voulait pas travailler dans un sol rocailleux au même prix que dans le terrain sablonneux. Les prix payés à O'Connell furent au moins un tiers moins élevés que ceux accordés à M. Ulysse Sainte-Marie.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Des béliers mécaniques sont mis à la disposition des cultivateurs qui en ont besoin pour faire du travail sur leurs fermes. Le gouvernement paye \$3 l'heure et le cultivateur intéressé paye le reste. Le coût total est généralement de \$5.50 pour les petites niveleuses et de \$7<sup>1</sup> l'heure pour les grosses.

**M. Godbout (L'Islet):** Sous mon administration, le gouvernement demandait aux cultivateurs une contribution de \$20 par jour, soit \$2 de l'heure pour l'usage des grosses machines et il payait le reste, ce qui était plus généreux. Aujourd'hui, il leur en coûte jusqu'à \$60 par jour. L'octroi de \$3 l'heure accordé aux cultivateurs par le ministère de l'Agriculture n'est pas convenable.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Le chef de l'opposition ment sciemment quand il parle de \$20 par jour et j'ai les preuves du contraire. J'ai moi-même utilisé un bélier mécanique du gouvernement en 1941 et j'ai dû payer \$3 l'heure<sup>2</sup>, soit \$30 par jour, et non \$20 comme dit le chef de l'opposition.

**M. Godbout (L'Islet):** Avant qu'on ne recommence les scènes disgracieuses d'hier, je demande, M. le président, que le député de Napierville-Laprairie soit forcé de retirer ses paroles immédiatement. Il a dit que je mentais sciemment, ce qui n'est évidemment pas parlementaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Napierville-Laprairie a sans doute

voulu dire que le chef de l'opposition aurait dû savoir ce qui se passait sous son administration et qu'il fausse la vérité de manière surprenante. Mais l'expression qu'il a employée n'est pas parlementaire et je sais qu'il va la remplacer par une expression parlementaire en disant que le chef de l'opposition a dit des choses contraires à la vérité.

**M. Godbout (L'Islet):** Je félicite le premier ministre de rester lui-même, c'est-à-dire celui qui viole le plus librement les règlements de cette Chambre. Il devrait avoir plus de respect pour ses collègues. Je demande que le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) retire ses paroles.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Si ça peut faire plaisir au chef de l'opposition, je retire les mots que j'ai employés et je les remplace par "le chef de l'opposition a dit des choses contraires à la vérité".

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le député Napierville-Laprairie n'a pas retiré ses paroles, conformément aux règlements et nous demandons une décision.

**M. le président:** Le député de Napierville-Laprairie a dit qu'il retirait ses paroles et qu'il les remplaçait par les mots "contraires à la vérité".

**M. Godbout (L'Islet):** Le député n'a pas le droit de dire que j'ai sciemment dit des choses contraires à la vérité. Je demande qu'il retire ses paroles sans restriction et sans finasserie inspirées par le premier ministre.

**M. le président:** Le député de Napierville-Laprairie a retiré ses paroles et les a remplacées par une expression qui est parlementaire. L'incident est clos.

**M. Godbout (L'Islet):** J'en appelle de votre décision à la Chambre. J'en appelle à l'Orateur.

**Rapport de comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** "M. l'Orateur, au cours de la discussion, le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) a dit, en parlant du chef de l'opposition (M. Godbout), "il ment sciemment".

L'honorable chef de l'opposition a demandé que le député retire ses paroles, ce que le député a

fait en disant qu'il les retirait et les remplaçait par les mots: "contraires à la vérité".

J'ai décidé que cette rétractation était suffisante et conforme au Règlement.

L'honorable chef de l'opposition en appelle à la Chambre de ma décision".

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Vachon, 47.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Chaloult, Choquette (Montmagny), Côté (Rouyn-Noranda), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Lawn, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Rodiboux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 31.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

La discussion se poursuit sur le crédit budgétaire qui se lit comme suit:

Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent soixante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention pour encourager le drainage et l'amélioration des terres (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Godbout (L'Islet):** Je félicite mes honorables amis d'en face de leur attitude. Le peuple sait ce que cela veut dire.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je proteste. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de critiquer une décision du président et de la Chambre.

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne critique pas la décision, je félicite les membres de la droite d'être restés eux-mêmes. Le peuple sait ce que cela veut dire. Il interroge le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) au sujet de la location des béliers mécaniques aux cultivateurs.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le ministère de l'Agriculture n'exerce aucune préférence dans la location des béliers mécaniques aux cultivateurs. J'ai donné des ordres de faire les travaux en suivant l'ordre logique des fermes sans se préoccuper de la couleur politique des cultivateurs qui veulent avoir les services de ces niveleuses. On va de proche en proche, sans préférence ou amitié pour qui que ce soit.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) est probablement de bonne foi, mais les choses ne se sont pas passées comme cela dans le comté de l'Islet que je représente. À Sainte-Louise, un bulldozer du gouvernement a travaillé pendant quelque temps, mais pour les bleus seulement, en passant tous les rouges.

La raison de tout cela, c'est qu'on avait confié à l'organisateur politique le soin de déterminer où devait travailler le béliet mécanique. M. Joseph Bilodeau avait donné ordre au conducteur de la niveleuse de s'entendre avec le chef bleu de Sainte-Louise pour savoir où il devait aller travailler. De fait, aucun travail n'a été fait chez des rouges.

C'était l'argent du public et seuls les amis du gouvernement en ont profité. Je sais que les choses se passent ainsi dans bien d'autres comtés, mais je n'en rends pas le ministre de l'Agriculture responsable, mais plutôt les organisateurs politiques du gouvernement.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** nie les propos du chef de l'opposition.

**M. Godbout (L'Islet)** lit une lettre de son ancien adversaire donnant ordre de ne faire des travaux que chez les bleus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! On n'a pas le droit de critiquer le juge en chef d'une cour.

**M. Godbout (L'Islet)** lit la lettre de l'ancien candidat de l'Union nationale qui corrobore ce qu'il a affirmé.

**M. Bernard (Drummond):** Sous l'ancien gouvernement, seuls les rouges profitaient des bulldozers, mais depuis 1944, aucune distinction n'est faite.

**M. Poulin (Beauce):** Je proteste au nom des libéraux mêmes de mon comté contre le chef de l'opposition qui fausse la vérité. Au temps des libéraux, de 1939 à 1944, pas un bulldozer n'a travaillé dans mon comté, dans la Beauce et aujourd'hui les travaux se font au bénéfice de tout le monde, sous la direction de l'UCC. Des gens de toutes les couleurs politiques ont obtenu des contrats dans mon comté. Il cite plusieurs libéraux qui ont obtenu des contrats pour travailler avec leurs bulldozers.

**M. Godbout (L'Islet):** La politique des bulldozers ne date que de 1939-1940. Durant la guerre, nous n'avons pu obtenir toutes les machines dont on aurait eu besoin. Il était difficile, pendant la guerre, de se procurer des niveleuses sur le marché.

**L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice):** Des travaux avec bulldozer ont été exécutés dans le comté de Saint-Maurice dès 1938.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Est-ce que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a les contrats accordés à M. Ulysse Sainte-Marie pour travaux de drainage?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Non.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Eh bien, je les ai ici et je vais comparer les prix avec ceux qui ont été payés à M. Baillargeon, un grand entrepreneur. Le gouvernement ne paye pas toujours le même prix aux entrepreneurs qui font du drainage.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Les prix varient suivant les sols et les classes.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Très bien. M. Ulysse Sainte-Marie, entrepreneur de Beauport recevait \$5.25 la verge cube pour l'extraction du roc classe A sur la rivière Saint-Régis, tandis que M. Baillargeon, de Saint-Jean-d'Iberville, n'était payé que \$3.75 pour des travaux similaires. Pour la classe C: Sainte-Marie \$4.50, Baillargeon \$3.80. À

l'arpent: Sainte-Marie \$200, Baillargeon \$150. Il en est de même d'un M. J.-A. Duranceau de Montréal. En vertu de quoi établit-on cette différence?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Ceux qui ont fait des cours classiques ne peuvent comprendre ces questions. Le député de Bellechasse ne connaît pas ça le drainage. Les conditions d'extraction ne sont pas les mêmes partout. Et M. Sainte-Marie a failli perdre une pelle. Il a fallu quatre jours pour la tirer de la boue.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Combien M. Sainte-Marie a-t-il eu de contrats et pour quels montants?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Sept, pour un total de plus de \$2,300,000.

**M. Sylvestre (Berthier):** Le ministre de l'Agriculture fera-t-il des travaux de drainage dans le comté de Berthier?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Pas tant qu'il y aura désaccord entre les intéressés et ce n'est pas à moi de les accorder.

**M. Sylvestre (Berthier):** Sur 400 cultivateurs, il n'y a que deux dissidents. Le ministre de l'Agriculture promet-il les travaux si les deux dissidents se rallient.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** J'aime beaucoup le député de Berthier, mais la promesse qu'il me demande, je ne la fais pas aux unionistes et je ne veux pas passer pour avoir des préférences.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Combien de bulldozers le gouvernement loue-t-il dans la province?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Mon comptable est parti, il trouve les questions ennuyantes.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** (Souriant) Non ce sont les réponses.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le département de l'Agriculture loue environ 140 bulldozers dans la province<sup>3</sup>.

**M. Godbout (L'Islet) et M. Choquette (Montmagny)** posent une série de questions pour se renseigner sur divers contrats.

**M. Godbout (L'Islet)** soumet au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) un cas particulier, celui de M. Phaneuf de Sainte-Clothilde et il lui demande de s'en occuper.

**M. Choquette (Montmagny)**: En vertu des lois spéciales, le gouvernement a voté \$1,000,000 par année pour le drainage en 1945, 1946 et 1947, je veux savoir si cet argent a été dépensé.

**L'honorable M. Barré (Rouville)**: En vertu de lois spéciales, le gouvernement a voté \$1,000,000 par année pour le drainage, en 1945, 1946 et 1947. Ce montant total a tout été dépensé et, cette année, la Chambre a voté un autre crédit de \$3,000,000 pour les mêmes fins.

**M. Choquette (Montmagny)** interroge le ministre de l'Agriculture au sujet de l'emploi de ces millions.

**L'honorable M. Barré (Rouville)**: Tout le million n'a pas été dépensé en 1945 et en 1946, et il a été reporté.

**M. Choquette (Montmagny)** insiste, dit-il, pour savoir quel a été le résidu, chaque année, et quel montant a été reporté en 1947.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Les \$3,000,000 ont maintenant été dépensés.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac)**: Depuis trois séances, on s'acharne à bloquer les crédits de l'Agriculture. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a fait montre d'une patience angélique. On fait de la petite politique avec le sort des cultivateurs. Le gouvernement ne fait pas seulement des travaux électoraux. J'avertis l'opposition que c'est un mauvais travail et que les cultivateurs lui en tiendront compte.

**M. Godbout (L'Islet)**: Les cultivateurs pourraient être mieux représentés dans cette Chambre que par le deuxième ou le troisième ministre de l'Agriculture. Le troisième ministre de l'Agriculture est-il jaloux des conversations que nous avons avec le ministre numéro un?

Justement parce que nous nous intéressons à l'agriculture, nous voulons savoir comment les argentés sont dépensés. Il (M. Godbout) soumet au ministre un cas particulier, celui de M. Phaneuf, de Sainte-Clothilde et lui demande de s'en occuper.

**L'honorable M. Barré (Rouville)**: Je trouve indigne et absurde le traitement que l'opposition m'a imposé. Nous discutons depuis des heures et des heures. On me pose les mêmes questions quatre ou cinq fois. Il y a des êtres, ici, qui n'ont qu'un but: faire du désordre. Il y a quelqu'un qui a toujours des questions insidieuses et une attitude grossière qu'on ne trouve pas dans les chantiers chez les "lumber jacks". C'est indigne d'un Parlement comme celui de Québec.

On m'interroge sur un contrat et je réponds; aussitôt après, on me pose une autre question sur le même contrat. Si on me demande à quelle date nous avons payé telle chose, je ne répondrai pas. Personne ne peut dire - tout le monde ne peut parler comme ça - que le ministre de l'Agriculture profite des contrats. Avec une telle attitude, tout ce que l'on gagnera, ce sera de contribuer à discréditer les Canadiens. Veut-on ruiner le prestige des Canadiens français ou les institutions parlementaires?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)**: Vous n'avez pas le sens de l'humour.

**L'honorable M. Barré (Rouville)**: Dans une assemblée sérieuse, il faut être sérieux de temps en temps au moins. Il y a une limite à l'absurdité des questions posées par l'opposition. On semble vouloir abuser de la patience du ministre de l'Agriculture.

Certains députés de la gauche passent leur temps à poser des questions insidieuses pour embarrasser le ministre de l'Agriculture et faire perdre le temps de la Chambre. J'avertis l'opposition qu'à l'avenir, je ne répondrai plus à des questions insignifiantes. Nous allons répondre à toutes les questions sérieuses, intelligentes et qui ont du bon sens. Nous ignorerons les autres.

Faisant allusion à un point soulevé par le chef de l'opposition, il (l'honorable M. Barré) dit que son ministère ne pouvait faire à la fois tous les travaux qui s'imposaient. Il faut, dit-il, étudier chaque cas en particulier. Il faut éviter des aventures comme celle qu'on a mentionnée tout à l'heure, dans le comté de Berthier, au Point-du-Jour. Nous procédons le plus rapidement possible et nous dépensons l'argent le mieux possible.

**M. Choquette (Montmagny)**: J'ai posé des questions très pertinentes au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré). C'est au président de décider si j'avais le droit de les poser ou de ne pas les poser. Le ministre nous a dit qu'en 1945 et en 1946, il n'avait pas dépensé tout le \$1,000,000. Je lui

demande bien poliment ce qu'on a fait du résidu annuel des \$3,000,000 votés en 1945, 1946 et 1947.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je proteste. La question du député de Montmagny relève des budgets de 1945 et 1946. La Chambre est en face d'un effort concerté de la part des avocats de l'opposition libérale pour causer des embarras au ministre de l'Agriculture parce que c'est un cultivateur et non un avocat. Ils veulent faire croire que le ministre de l'Agriculture, qui est un véritable cultivateur, ne connaît pas son affaire.

**M. Choquette (Montmagny):** Le seul effort concerté que je connaisse, c'est celui de la droite pour empêcher le ministre de l'Agriculture de parler. La Chambre a voté \$1,000,000 pour le drainage chaque année. Le ministre de l'Agriculture a dit qu'il n'avait pas dépensé les deux premiers millions en 1945 et 1946. Quel montant lui restait-il l'an dernier?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** J'ai dit que ces argents ont été dépensés. Si on me demande les dates où se sont faites les dépenses, je ne répondrai pas.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est notre devoir de nous rendre compte où va l'argent du public. Si nous n'avons pas d'obstruction de la part des gens de la droite, ça ira beaucoup plus rapidement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de résidu. Tout a été dépensé.

**M. Choquette (Montmagny):** Nous posons des questions poliment, mais je constate que le ministre de l'Agriculture refuse de répondre. Le peuple le jugera.

En vertu de la loi 11 George VI, chapitre 43, la province peut faire des travaux de drainage pour \$2,000,000 à condition que le fédéral en fasse pour \$3,000,000<sup>4</sup>. Qu'y a-t-il de fait dans ce domaine?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** J'ai écrit à Ottawa. J'ai envoyé des projets à Ottawa, à maintes reprises, mais je n'ai pu obtenir de réponse satisfaisante. Ottawa a toujours ignoré les propositions que la province lui a faites relativement à cette loi.

**M. Choquette (Montmagny):** Cette loi a-t-elle été appliquée?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Non.

**M. Choquette (Montmagny):** Alors le \$5,000,000 est encore là. Quand il y aura à Québec un gouvernement susceptible de pouvoir collaborer avec Ottawa, qui est prêt à dépenser une somme égale pour le drainage, les cultivateurs bénéficieront de cette loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour la première fois depuis que la Législature provinciale existe, nous avons déposé, bien avant les délais prévus par la loi, les *Comptes publics*. Nous avons déposé les estimés budgétaires depuis au moins un mois. Nous voulions permettre aux députés de les examiner afin qu'ils puissent concilier leurs prérogatives de représentants du peuple avec la diligence nécessaire au vote des subsides. Nous voulions empêcher l'opposition de poser des questions inutiles et de gaspiller l'argent du peuple.

L'agriculture, tous le reconnaissent, est la pierre fondamentale de notre organisation économique. En dépit du fait que les députés ont le budget depuis près d'un mois, que constatons-nous? Dans le budget de l'agriculture, il y a 18 items, et après quatre longues séances de la Chambre consacrées aux crédits de l'agriculture, nous ne sommes rendus qu'au sixième item. Il n'y a que le tiers des items votés.

Et pourtant, le vote du budget presse si l'on veut que le ministère de l'Agriculture prépare ses travaux afin qu'ils puissent être mis en voie d'exécution dès le début de l'année financière. On sait qu'il est nécessaire de voter les argents de bonne heure, pour que les cultivateurs puissent bénéficier des \$10,000,000 que nous mettons à leur disposition. Que font les gens de la gauche? De l'obstruction et des répétitions. Ils ne veulent pas voter l'argent que nous voulons dépenser pour la classe agricole.

Parce que, pour la première fois, la province a un véritable cultivateur comme ministre de l'Agriculture, l'opposition s'ingénie à vouloir le fatiguer, le décourager, le retarder et l'humilier. Et cette besogne est accomplie par des représentants rouges du Barreau qui multiplient les questions puériles et aussi enfantines les unes que les autres.

Et pendant ce temps-là, le ministre de l'Agriculture est obligé de rester à son siège de longues heures, avec des officiers de son ministère, alors qu'il devrait s'occuper d'administration. Le travail des employés de son département est paralysé.

Le peuple, j'en suis sûr, saura apprécier comme il convient la conduite de ceux qui veulent aider les cultivateurs et celle de ceux qui ne cherchent qu'à retarder le travail de la Chambre et qui empêchent le vote de l'argent aux cultivateurs par leurs parlothes, leurs répétitions et leurs rabâchages. Le peuple jugera.

**M. Godbout (L'Islet):** Je suis surpris de l'attitude du premier ministre. Tous les députés de la gauche ont fait preuve d'une grande courtoisie à l'égard du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré). Parmi les questions discutées cet après-midi, et que le premier ministre qualifie de rabâcherie, il y en a une qui se rapporte à des contrats donnés à un seul entrepreneur, M. Ulysse Sainte-Marie, pour un montant de \$2,230,000<sup>5</sup>. Nous avons le droit de savoir comment cet argent a été dépensé. Le ministre de l'Agriculture nous a répondu de très bonne grâce. C'est seulement une parcelle de tout ce que nous avons discuté.

Cependant, celui qui nous reproche de demander des explications aujourd'hui est le même homme qui, alors qu'il était dans l'opposition, nous a fait passer trois jours ici pour discuter l'achat d'un yacht de \$900. Le premier ministre a souvent une logique tortueuse. Il essaie de faire croire que nous voulons humilier le ministre de l'Agriculture. Nous n'humiliions pas du tout le ministre de l'Agriculture. Pas un député de la gauche ne s'est levé sans lui faire de compliments.

Actuellement, la discussion porte sur des questions de drainage et nous parlons de drainage. C'est notre devoir de nous rendre compte de la façon dont sont dépensés les argents du peuple. Nous sommes polis et nous faisons notre devoir tout en respectant les règlements de la Chambre.

Une question a été posée au ministre par le député de Montmagny (M. Choquette). Il était prêt à répondre, mais le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon), un avocat, l'en a détourné. Nous voulons simplement savoir ce qui est resté des montants qui n'ont pas été dépensés en 1945 et en 1946, sur les sommes de \$1,000,000 et ce qu'on en a fait. Que le premier ministre se conduise comme le ministre de l'Agriculture et l'Assemblée législative aura donné au peuple une meilleure impression que celle qui a été donnée très récemment.

Les questions que nous posons ne sont pas puériles. Nous voulons nous rendre compte de la direction que le ministre de l'Agriculture donne à la politique des drainages. C'est notre droit. Nous ne posons que des questions logiques. Si le gouvernement

ne faisait pas d'obstruction, si on voulait répondre à nos questions, cela irait beaucoup mieux et plus vite.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il est bon de rétablir la situation. Je ne me plains pas. Je voudrais seulement que tous les cultivateurs de la province fussent ici pour constater que depuis trois jours, un des leurs, sans se fâcher, sans perdre ses nerfs, a tenu tête ici même à ce qu'il y a peut-être d'avocats les plus rusés dans toute la province.

L'opposition prétend qu'elle ne veut pas humilier le ministre de l'Agriculture, mais elle serait contente de lui faire faire des déclarations grâce auxquelles on pourrait le mettre en contradiction avec lui-même. J'ai déclaré, et cela devrait satisfaire nos amis de la gauche, que nous avons dépensé les \$3,000,000 qui ont été votés depuis 1945 pour le drainage ainsi que le budget voté chaque année pour pour les mêmes fins.

Sur divers points, les avocats ont certainement des connaissances que je n'ai pas. Mais je pense que sur les questions agricoles, ils devraient reconnaître la compétence des gens de métier. Mais l'opposition devrait avoir au moins l'honnêteté de poser des questions justifiables et de se contenter de réponses valables. Je ne suis pas pour leur donner des cours d'agriculture.

**M. Choquette (Montmagny):** Je comprends l'énervement du ministre de l'Agriculture et je lui pardonne. Il cite un Statut, avec tous ses chapitres et ses divers amendements, pour demander au ministre de l'Agriculture quels montants ont été dépensés en vertu de cette loi pour le drainage.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je proteste contre l'attitude de l'avocat qui veut embêter le ministre de l'Agriculture. Je dis que nous avons dépensé de l'argent pour les drainages en vertu des lois qui nous autorisaient à le dépenser.

**M. Choquette (Montmagny):** Est-ce que l'Office du drainage existe encore?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de l'Agriculture a déjà répondu trois fois à cette question, et il n'y répondra plus.

**M. Choquette (Montmagny):** Je ne suis pas véritablement surpris d'une pareille attitude. Comme vous pouvez le constater, M. le président, ces gens-là, veulent à tout prix supprimer toute opposition comme on fait en Tchécoslovaquie, en Pologne, en

Roumanie et dans tous les autres pays satellites de Moscou. Mais les élections approchent. Le peuple supprimera le gouvernement bientôt en les chassant pour toujours du pouvoir.

(Applaudissements à gauche)

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le premier ministre a-t-il donné des ordres au député de Champlain (M. Bellemare) pour faire assommer les députés de l'opposition à la suite de la séance orageuse d'hier soir?<sup>6</sup>

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels ordres?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre ne sait pas ce qui s'est passé hier soir à l'hôtel du Gouvernement pendant et après la séance? Je vais l'informer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt à discuter de la question avec le député de Rivière-du-Loup après la séance. Ce n'est pas ma faute si les députés de l'opposition ont eu peur. Je leur donnerai peut-être ma protection en tant que procureur général.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande au ministre de l'Agriculture de produire la correspondance échangée avec le gouvernement fédéral au sujet du drainage.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** promet de déposer la correspondance échangée à ce sujet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À la conférence interprovinciale de 1945, j'ai signalé au sous-comité de l'Agriculture que la province de Québec n'avait pas obtenu justice en matière d'irrigation et de drainage. J'ai signalé à M. Gardiner que des centaines de millions de dollars, peut-être, avaient été dépensés dans l'Ouest à ces fins, ce que nous ne critiquons d'ailleurs pas. Le Québec n'est pas jaloux de ce que reçoit les autres provinces du Trésor fédéral, quoique l'Ontario et le Québec ont contribué à 80 %, mais j'ai dit que nous croyions que la province de Québec avait droit à une juste part des argents distribués aux provinces pour l'irrigation et le drainage des terres.

J'ai dit à l'honorable M. Gardiner que nous avions une loi pour nous permettre de faire une entente sur une base de 50-50 et j'ai demandé la coopération d'Ottawa. On a répondu que la question

était à l'étude. Elle est restée à l'étude depuis 1945. Il en résulte que la province allait de l'avant avec ses propres programmes.

Nous sommes toujours prêts à collaborer si Ottawa le veut. Nous sommes même prêts à payer plus que 50 % pour notre part. Le fédéral devrait aider la province. Mais nous croyons que le temps est arrivé où la province de Québec doit recevoir d'Ottawa dans le domaine agricole, et particulièrement en matière de drainage, une coopération plus grande.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre a reproché aux députés de la gauche de s'acharner sur le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) dans l'espoir de l'embarrasser. Ce serait injurier les cultivateurs que de s'abstenir de poser des questions au ministre parce qu'il appartient à cette profession. Le ministre de l'Agriculture est intelligent, il est honnête et il administre bien son département. Il a très bien répondu aux questions que nous lui avons posées. Nous l'avons traité comme un gentleman et il a fait la même chose à notre égard. Qu'on ne vienne pas nous accuser de nous en moquer.

De ce côté-ci de la Chambre, nous ne sommes pas, comme l'a dit *Le Devoir*, des femmelettes. Nous sommes capables d'encaisser des coups. Mais si nous avons le malheur de répondre ne fut-ce que par des coups d'épingles, on crie au meurtre. De l'autre côté, du moment qu'on les égratigne, c'est comme si on les tuait.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup contredit son chef qui a prétendu que le ministère de l'Agriculture est mal administré et à l'abandon. Si le ministre de l'Agriculture est honnête et administre bien son département, pourquoi ne pas voter ses crédits, sinon parce que les membres de l'opposition hésitent à donner des crédits aux cultivateurs?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si nous voulons nous renseigner parfaitement sur les affaires de ce département, c'est justement parce que nous travaillons dans l'intérêt de la classe agricole. Ce n'est pas dans ce département qu'il peut être question de gros contrats et de caisse électorale.

**M. Roberge (Lotbinière):** Dans Villeroi, sur la rivière Duchesne, il y a un projet de drainage. Je voudrais savoir si c'est le ministère de l'Agriculture ou le ministère de la Colonisation qui va réaliser l'entreprise.



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est la longueur du cours d'eau?

**M. Roberge (Lotbinière):** (Souriant) Je vais faire venir mon sous-ministre.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Dans Lotbinière, nous sommes à voir les intéressés. Quand il y aura accord, nous procéderons, le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Colonisation payant chacun 50 %.

**M. Roberge (Lotbinière):** Je remercie le ministre de l'Agriculture de sa promesse.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** plaide pour 300 cultivateurs de Bellechasse et de Montmagny qui sont intéressés au drainage de la rivière LeBras.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** promet d'étudier la question.

La politique du drainage des terres, pour l'agrandissement de notre domaine agricole, a réellement pris l'essor qu'on lui connaît actuellement sous le gouvernement de l'Union nationale.

**M. Bellemare (Champlain):** L'ancien ministre Bienvenue est venu chercher, à la veille des élections, la pelle 729 à Sainte-Anne-de-la-Pérade, dans le comté de Champlain, sous prétexte d'exécuter des travaux. Lorsque j'ai été élu, je me suis adressé au ministère de l'Agriculture pour faire revenir dans Champlain la pelle 729 et elle y est pour longtemps.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et primes (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)** exhibe un calendrier sur lequel se trouvent les photos des ministres de l'Union nationale et le nouveau drapeau du Québec.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est un beau calendrier. J'aimerais bien en avoir un pour ma maison et un pour mon bureau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien, il se trouve que vous en avez un.

**Des députés de l'opposition** examinent le calendrier et le font circuler dans la Chambre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce calendrier, orné du drapeau fleurdelisé, a été envoyé aux amis du régime avec une lettre: "Nous croyons qu'il vous sera agréable et peut-être utile d'afficher dans vos appartements les nobles figures de nos chefs." C'est signé Marcel Pouliot, Club Renaissance. Ceci semble être une directive générale des organisateurs de l'Union nationale de distribuer le calendrier dans la province. Tous les organisateurs de l'Union nationale devaient envoyer une liste de personnes à qui envoyer les calendriers.

**M. Choquette (Montmagny)** examine attentivement le calendrier et dit qu'il contient de l'information que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) n'a pas donnée.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande au ministre de l'Agriculture si certaines subventions du ministère ont servi à défrayer le coût de la publication des 200,000 copies de ce calendrier.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** ignore, dit-il, la provenance du calendrier, quoiqu'il en ait entendu parler.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** reproche au gouvernement de faire servir le drapeau pour fins électorales. Quand le premier ministre pose une bonne action, dit-il, c'est pour des fins électorales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça ne regarde pas l'agriculture et j'invite le député de Rivière-du-Loup à parler de cette question sur les crédits du procureur général.

**M. Choquette (Montmagny):** Est-ce que le ministre de l'Agriculture a l'intention de donner des primes sur le beurre et le fromage pour remplacer celles qu'Ottawa versait à nos cultivateurs et qui ont été abolies lors de l'abandon des contrôles?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** C'est une question qui relève d'Ottawa.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre de l'Agriculture a tort et la province a parfaitement le

droit de fixer les prix des produits laitiers et de donner des subsides. La preuve, c'est que la Commission de l'industrie laitière fixe déjà les prix.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte. Toute cette question a été discutée précédemment, dit-il, au cours d'un débat sur une motion inscrite par le député de Berthier (M. Sylvestre).

**M. Choquette (Montmagny)** demande au gouvernement de donner des primes pour remplacer celles d'Ottawa.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges)** demande au ministre de l'Agriculture de donner des primes sur les productions qui ne rapportent pas de profits aux cultivateurs. Il mentionne en particulier la production du bacon.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La province ne paiera rien dans ce domaine.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Ce ne serait pas pratique parce que les produits du Québec sont vendus pour une bonne part dans les autres provinces, alors que les produits des autres provinces sont vendus chez nous. Le seul moyen pratique d'améliorer la situation agricole, c'est d'aider les coopératives d'établir des concours pour améliorer la qualité des produits, d'aider à la vente, à l'entreposage, etc.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Si vous êtes pour les coopératives, pourquoi avez-vous dénoncé la Coopérative fédérée?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Jamais.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Pourquoi avez-vous dit aux cultivateurs de s'organiser avec l'UCC plutôt qu'avec la Coopérative fédérée?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Jamais je n'ai dit ça.

**M. Godbout (L'Islet):** En ce qui concerne le bacon, il nous faut rencontrer la concurrence du Danemark. Nous pourrions maintenir cette concurrence en insistant sur la qualité, et le moyen de maintenir la qualité, c'est de donner des primes sur les produits de qualité supérieure. Les autres provinces les donnent ces primes aux cultivateurs. Je

voudrais que Québec imite leur exemple. Je promets de les rétablir lorsque je reprendrai le pouvoir.

#### **Rapport de comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

#### **Questions et réponses:**

##### **Boulevard Alexandre-Taschereau**

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie):** 1. Quand a été construit le boulevard Alexandre-Taschereau?

2. Combien le gouvernement de la province, particulièrement le ministère de la Voirie, a-t-il dépensé pour la construction dudit boulevard?

3. Combien le gouvernement de la province, particulièrement le ministère de la Voirie, a-t-il dépensé par mille pour la construction dudit boulevard?

4. À cette époque, le prix des matériaux et les salaires étaient-ils aussi élevés qu'ils le sont aujourd'hui?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** 1. De 1929 à 1932.

2. \$2,245,707.

3. \$241,214.

4. Non, à cause de la crise économique qui sévissait, le prix des matériaux était à son plus bas niveau de même que les salaires.

Ainsi, les journalistes étaient payés de \$0.30 à \$0.35 l'heure, tandis qu'ils reçoivent maintenant de \$0.50 à \$0.60 l'heure; les opérateurs de pelle mécanique étaient payés de \$0.50 à \$0.60 l'heure, tandis qu'ils sont maintenant payés \$1.25 l'heure; les opérateurs de tracteur étaient payés de \$0.60 à \$0.65 l'heure, tandis qu'ils sont payés maintenant à \$1 l'heure; le salaire des contremaîtres était de \$0.40 à \$0.50 l'heure, tandis qu'ils sont payés maintenant \$1 l'heure; le prix payé aux camionneurs était de \$1.80 à \$1.90 l'heure, tandis qu'ils reçoivent maintenant de \$3.40 à \$3.50 l'heure.

### Route Québec-Laterrière-Chicoutimi

**M. Dansereau (Argenteuil):** 1. Quel est le montant total dépensé par le ministère de la Voirie, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 15 janvier 1948, pour la construction de la route Québec-Laterrière-Chicoutimi?

2. Quel était le montant dû et non payé le 15 janvier 1948?

3. Quel montant a-t-il été payé à la Cartier Construction Company, et quelle balance était due à cette compagnie au 15 janvier 1948?

4. Quel montant a-t-il été payé à la Champlain Construction Company, et quelle balance était due à cette compagnie au 15 janvier 1948?

5. Quels sont les estimés pour les travaux qu'il reste à exécuter pour terminer ladite route Québec-Laterrière-Chicoutimi, y compris le pavage?

6. Sur combien de milles de longueur s'exécutent les travaux confiés:

a) À la Cartier Construction Company?

b) À la Champlain Construction Company?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Pour répondre aux besoins agricoles, industriels et touristiques de deux des plus importantes régions de la province, celles du Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi, auxquelles justice avait été refusée pendant nombre d'années, le gouvernement actuel de la province a décidé de construire et d'améliorer, suivant le cas, les moyens de communications appropriés entre Stoneham-Hébertville et Stoneham-Laterrière, via les comtés de Charlevoix, Chicoutimi, Lac-Saint-Jean, Montmorency et Québec, et de diminuer la distance du trajet à parcourir, entre Stoneham et Laterrière, d'environ 30 milles.

1. \$10,139,175.34.

2. \$2,380,523.56.

3. a) \$4,579,124.49; b) \$1,252,072.94.

4. a) \$4,824,553.50; b) \$1,128,450.62.

5. \$3,870,000.

Pour terrassements, gravelage, etc., l'estimation du revêtement n'a pas été faite.

6. a) 48.26; b) 53.88.

### Voie Sir-Wilfrid-Laurier

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie):** 1. Quel est le montant total dépensé par le ministère de la Voirie, au 15 janvier 1948, sur la route connue, depuis novembre 1941, sous le nom de voie Sir-Wilfrid-Laurier?

2. À combien se chiffrent les estimés pour les travaux qui restent à exécuter pour terminer ladite voie Sir-Wilfrid-Laurier y compris le pavage?

3. À combien s'élèvera le coût total de ladite voie Sir-Wilfrid-Laurier une fois les travaux terminés?

4. Quel serait le coût moyen du mille sur ladite voie Sir-Wilfrid-Laurier une fois les travaux terminés?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** 1. \$14,950,000.

2. \$21,450,000.

3. \$36,400,000.

4. \$194,041.

### Champlain Construction Company

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** 1. Le gouvernement a-t-il accordé des contrats pour la construction de routes à la Champlain Construction Company, depuis le 1<sup>er</sup> mars 1947, en plus de la route Québec-Laterrière-Chicoutimi?

2. Dans l'affirmative, énumérer ces contrats en indiquant:

a) les comtés où ces travaux ont été commencés et doivent être exécutés pour donner suite à ces contrats;

b) le montant respectif de chacun de ces contrats;

c) les estimés respectifs de chacun de ces contrats pour les travaux accomplis et pour les travaux qui restent à faire.

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées dans chaque cas?

4. Dans l'affirmative, indiquer les noms des soumissionnaires et les montants de leur soumission.

5. Dans la négative, indiquer à quels conditions et termes ces contrats ont-ils été accordés?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** 1. Oui.

2. Un seul contrat.

a) À Jonquière, comté de Chicoutimi;

b) \$78,467.50;

c) Travaux exécutés pour: \$12,039.12; travaux restant à faire: \$66,428.38.

3. Non.

4. et 5. Ces travaux ont été exécutés à prix unitaires basés sur les estimations et les renseignements fournis par les experts du département de la voirie et conformément aux meilleurs intérêts de la province.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain.  
Adopté.

La séance est levée à 7 heures.

---

### NOTES

1. Dans *Le Nouvelliste* du 18 mars 1948, à la page 17, le prix est de \$9.

2. Selon *La Patrie* du 18 mars 1948, à la page 4, ce serait plutôt \$4 l'heure.

3. *Le Canada* du 18 mars 1948, à la page 1, souligne que le comptable est revenu pendant la remarque de M. Bienvenue.

4. *La Presse* du 18 mars 1948, à la page 7, rapporte le montant de \$5,000,000.

5. *Le Canada* du 18 mars 1948, à la page 2, cite le montant de \$2,340,000.

6. M. Francoeur fait allusion à cette scène qui s'est produite à la fin de la troisième séance du 16 mars: "Des groupes de partisans de l'Union nationale ont menacé de faire un mauvais parti à M. Fernand Choquette, député libéral de Montmagny, et à M. J.-A. Francoeur, député libéral de Mercier. À 11 h 30, il a fallu appeler à la rescousse une dizaine de policiers provinciaux qui ont fait évacuer le grand hall de la Chambre des députés occupé par une centaine de personnes qui menaçaient le député de Montmagny et le député de Mercier. [...] M. Fernand Choquette a quitté le parlement escorté d'un groupe de députés libéraux et d'amis personnels."

## Première séance du jeudi 18 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 52 concernant le nombre des juges de la Cour supérieure, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est remplacé par le suivant:

"2. L'article 27 de ladite loi, modifié par l'article de la loi 9 George VI, chapitre 18, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le nombre de juges déterminé par les paragraphes 1°, 2°, 3° et 4° du présent article, pour les districts qui y sont respectivement mentionnés, est augmenté conformément aux décrets adoptés en vertu du deuxième alinéa de l'article 22."

## Projets de loi:

Juges de la  
Cour supérieure

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 52 concernant le nombre des juges de la Cour supérieure.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

## Questions de règlement:

Questions au *Feuilleton*  
entraînant des dépenses

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de trois motions inscrites au *Feuilleton* par le député

d'Abitibi-Est (M. Drouin), et qui apparaissent au *Feuilleton* du jour comme items 28, 29 et 30. Dans ces motions, dit-il, le député d'Abitibi-Est invite le gouvernement à procéder au pavage permanent de la route Mont-Laurier-Val-d'Or, à engager plusieurs nouveaux agronomes pour les comtés d'Abitibi-Est et Ouest et à modifier la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses. Ces motions sont irrégulières parce qu'elles sont des invitations au gouvernement de dépenser des sommes d'argent. Le député qui les a proposées s'arroge ainsi des droits qui n'appartiennent qu'aux ministres de la couronne. Je demande qu'on les enlève de l'ordre du jour.

**M. Godbout (L'Islet):** Cette argumentation n'est pas sérieuse. N'importe quel député a droit d'exprimer des désirs au moyen d'une motion. Il ne s'agit pas d'un projet de loi, mais d'un vœu de la Chambre. La Chambre peut fort bien exprimer au gouvernement son désir que telle dépense soit faite. Cela ne lie pas le gouvernement comme une loi pourrait le faire.

**M. l'Orateur** prend le point d'ordre en délibéré et réserve sa décision.

## Subsides:

Budget des dépenses  
1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et primes (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**Des députés de l'opposition** interrogent le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) au sujet de certaines subventions accordées aux coopératives.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le principe général, c'est que nous ne donnons pas d'octroi pour l'organisation d'une coopérative. Ce n'est pas l'organisation d'une coopérative qui compte, mais les réalisations qui en découlent. Nos subventions sont données pour les œuvres des coopératives.

En ce qui concerne le lin, il existe une coopérative centrale formée des différentes lineries coopératives de la province. Ce n'est pas moi qui l'ai faite et je ne veux pas m'attribuer des mérites qui ne m'appartiennent pas. Cette coopérative centrale m'a représenté qu'il y avait dans la province, par suite des modifications subies par le marché, un problème du lin.

La filasse se vend très facilement mais l'étope ne se vend pas. Il faudra un jour ou l'autre établir une filature d'étope de lin pour aider les cultivateurs, qui s'occupent de cette culture, à rencontrer leurs obligations. La coopérative centrale m'a demandé de subventionner l'établissement d'une filature d'étope. J'ai accordé une subvention de \$10,000 pour cette année et les coopératives de la centrale fournissent un égal montant.

**M. Godbout (L'Islet):** Je crois que c'est là une excellente initiative. Quand nous vendons notre lin en filasse ou en étope, nous ne retirons qu'une partie des profits que nous pouvons en tirer, tandis que si nous établissons des filatures pour vendre un produit ouvré, les profits seront beaucoup plus considérables. J'encourage le ministre de l'Agriculture à augmenter encore cette subvention car cette œuvre est nécessaire. La filature est-elle en bonne voie d'organisation?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le travail d'organisation de la filature est commencé bien qu'on ait beaucoup de difficulté à se procurer la machinerie nécessaire. Il va en coûter beaucoup plus qu'on ne le croyait au début, parce que les prix des machineries augmentent constamment. Je suis heureux que le chef de l'opposition m'ait lui-même suggéré d'augmenter la subvention. Si l'an prochain, je présente un budget avec une subvention augmentée, j'espère qu'il ne cherchera pas à en retarder l'adoption.

**M. Godbout (L'Islet):** Non seulement nous le voterons avec plaisir, mais je féliciterai le ministre de l'Agriculture.

**Un député de l'opposition** discute du drainage souterrain.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je veux acheter de nouvelles machines à mesure que je me rendrai compte des travaux que ces machines peuvent faire.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles provinciales- Salaires et dépenses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Godbout (L'Islet):** Pourquoi y a-t-il eu une augmentation de \$191,000 à l'item des écoles provinciales d'agriculture?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Une partie de ce montant servira au rajustement des salaires des professeurs.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux écoles d'agriculture-Salaires de professeurs (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante et une mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux écoles d'agriculture (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Mon ministère a dû diminuer la propagande dans le domaine des concours de ferme parce que la main-d'œuvre agricole est trop rare.

**M. Godbout (L'Islet)** recommande au ministre de l'Agriculture de continuer les études faites sous le régime libéral pour augmenter la machinerie agricole. C'est le seul moyen de contrebalancer cette

déficience, dit-il. Il faut trouver de nouvelles machines et améliorer celles qui existent déjà.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le succès en agriculture est basé sur la santé des animaux. Celle-ci est intimement liée aux connaissances et à la compétence de nos médecins vétérinaires. Jusqu'ici, nos vétérinaires n'ont jamais reçu le traitement et l'enseignement qu'il est maintenant à propos de leur donner. C'est l'intention du gouvernement de bien payer les professeurs de l'école de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe afin qu'ils forment de bons médecins vétérinaires, parce que l'industrie animale c'est le tiers de l'agriculture. En agissant ainsi, nous sommes certains de rendre service à toute la classe agricole. Je trouve donc que le montant que nous demandons est parfaitement justifié. Les vétérinaires n'ont jamais joui des facilités d'enseignement auxquelles ils ont droit.

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne critique pas ce crédit, mais je n'admets pas que l'on dise que les vétérinaires n'ont jamais eu d'écoles convenables pour recevoir leur formation. À Montréal, les conditions n'étaient peut-être pas idéales, mais à l'institut d'Oka, on avait tout ce qu'il fallait pour former de bons médecins vétérinaires. Il exprime des doutes sur la sagesse du choix de Saint-Hyacinthe. Je me demande, dit-il, si Saint-Hyacinthe est le meilleur centre pour la fondation de cette école.

On aurait peut-être mieux fait de placer cette école près des grands centres, de Montréal ou de Québec, pour qu'on puisse mettre à sa disposition tous les professeurs dont elle a besoin, et qui sont, dans une bonne proportion, professeurs aux universités de Montréal ou de Québec. Il y a avantage à ce que l'École de médecine vétérinaire soit située près d'une université. Les élèves et les professeurs ont besoin d'une atmosphère scientifique.

L'École de médecine vétérinaire qu'on avait établie à l'Institut agricole d'Oka a donné de bons résultats. N'y aurait-il pas eu moyen de continuer l'entente avec les RR. PP. Trappistes?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Non. L'institution que nous avons fondée est appelée au plus bel avenir et toute la classe agricole se réjouit d'avance des résultats que nous en attendons. Je comprends le chef de l'opposition, parce que j'ai eu presque le même raisonnement que lui un certain temps. Malgré toutes ses démarches, et même ses supplications, l'Institut d'Oka n'a pas voulu garder

l'école de médecine vétérinaire. J'aurais souhaité moi aussi que l'école vétérinaire soit près d'une école de médecine humaine. Mais les vétérinaires sont d'opinion contraire parce que, disent-ils, ils ont été bafoués ou humiliés dans le passé par les médecins.

Saint-Hyacinthe est l'endroit idéal. Nous avons pu établir une école de médecine vétérinaire beaucoup plus économiquement qu'ailleurs. On a pu se procurer des locaux à bon compte. Nous avons en effet acquis les casernes du gouvernement fédéral. Ensuite, l'École de laiterie étant déjà établie à cet endroit, les étudiants en médecine vétérinaire pourront faire des observations sur la ferme que le gouvernement entretient pour eux. Quant aux professeurs, je crois qu'ils viendront de Montréal, car les moyens de communication sont excellents.

**Un député de l'opposition:** Pourquoi l'École de médecine vétérinaire est-elle située dans des baraques militaires?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** La nouvelle École de médecine vétérinaire est située temporairement dans les baraques militaires de Saint-Hyacinthe en attendant la construction d'un édifice dont les plans n'ont pas encore été approuvés. Le coût estimé de la construction est de \$600,000.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études agricoles (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

#### Rapport de comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

**Décisions de l'Orateur:****Questions au *Feuilleton*  
entraînant des dépenses**

**M. l'Orateur:** L'honorable premier ministre a soulevé ce matin un point d'ordre à l'encontre des motions inscrites au *Feuilleton*, portant les numéros 28, 29 et 30, alléguant que ces motions sont irrégulières, vu qu'elles entraînent une dépense des deniers publics.

Me basant sur l'article 155 des règlements, je crois le point d'ordre bien fondé. Je déclare les motions irrégulières et j'ordonne au greffier de les rayer du *Feuilleton*. Il y a d'ailleurs une jurisprudence bien établie sur ce point et je réfère les honorables députés à une décision rendue le 5 mars 1948, à Ottawa, par l'honorable Gaspard Fauteux, Orateur de la Chambre des communes. Il ne s'agit pas dans les motions en question d'un vœu purement théorique. Mais, ces motions, si adoptées, entraîneraient bel et bien une dépense de deniers publics.

De plus, en vertu de l'article 67, l'Orateur doit signaler à la Chambre toute violation de règlement. Si la violation d'un règlement est faite verbalement, l'Orateur doit intervenir immédiatement. Cependant, tant qu'une loi ou une motion écrite n'a pas été adoptée par la Chambre, elles peuvent être déclarées hors d'ordre si elles sont contraires au Règlement. En vertu de ce principe, je déclare irrégulières et j'ordonne au greffier de rayer les motions inscrites sous les items 19 et 20 du *Feuilleton*, relatives à une commission provinciale d'assurance-santé et à l'entretien des chemins d'hiver.

Enfin, à l'item 18, il y a une motion relativement à la taxe de vente. Il y a un principe de droit parlementaire bien connu qui défend de revenir sur un débat antérieur. Or, au cours de la présente session, la Chambre a déjà disposé d'un amendement sur la taxe de vente.

Permettre la discussion sur la motion mentionnée à l'item 18 du *Feuilleton*, serait permettre la répétition d'un débat. La motion est par conséquent irrégulière et j'ordonne au greffier de la rayer du *Feuilleton*.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 18 mars 1948****Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Subsides:****Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Johnson (Bagot)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture en général - Salaires et dépenses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Sylvestre (Berthier)** s'insurge contre une assertion faite à la séance du matin à l'effet que les avocats ne seraient pas compétents pour discuter des questions agricoles. Mercier<sup>1</sup> qui était un avocat est l'un de ceux qui ont rendu les plus grands services à l'agriculture québécoise, dit-il. Est-ce parce que le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon) ou le député de Maskinongé (M. Caron) sont des avocats qu'ils n'auraient pas le droit de représenter des comtés agricoles?

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a réduit de \$100,000 par année les octrois pour les grains de semence. Je demande au gouvernement de payer 60 cents sur \$1.60 que le cultivateur doit déboursier pour un minot d'avoine certifié. C'est le seul moyen de rendre alléchant le système mis sur pied par le gouvernement et de faire



en sorte que l'on sème des superficies suffisantes pour faire face à nos besoins actuels.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** L'opposition fait prolonger le débat par des avocats.

**M. Godbout (L'Islet):** Ce reproche n'a pas sa raison d'être, puisque le député de Berthier (M. Sylvestre) n'a parlé que pendant quelques minutes à peine.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** On a grandement tort de faire des discours tendant à faire croire aux cultivateurs que le gouvernement doit tout faire pour eux, doit tout leur donner. Nous sommes prêts à leur venir en aide jusqu'à la limite du possible, mais pas davantage.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** L'heure est grave dans le monde. Le président des États-Unis vient de faire des déclarations importantes.

**M. le président:** Pas question du président des États-Unis mais des graines de semence.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je veux précisément dire au gouvernement que parce que l'heure est grave, il doit aider l'agriculture, encourager les cultivateurs.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Godbout (L'Islet):** Les libéraux n'ont pas fait de politique avec la question des grains de semence. Cette année, il y aura pénurie de grains de semence dans la province. Bien des cultivateurs sont en danger de manquer de grains de semence par le fait que le département de l'Agriculture s'est introduit lui-même dans ce commerce et n'a pas laissé la Coopérative fédérée faire son travail dans ce domaine. Le gouvernement s'est trouvé à empiéter sur le terrain de la Coopérative qui fait le commerce de ces produits au profit des cultivateurs. Cela a déterminé la Coopérative fédérée à s'en retirer et le gouvernement met à la charge des municipalités le soin d'en faire la distribution aux cultivateurs. La distribution des grains de semence devrait se faire par l'entremise des coopératives et des associations agricoles, non par les conseils municipaux comme on l'a décidé. En effet, bien des municipalités ne voudront pas s'en charger parce qu'elles n'ont ni le personnel ni le local voulu pour procéder à cette distribution.

Si les municipalités ne veulent pas courir les risques que la loi leur permet de courir, je crains qu'avec la politique du gouvernement, les prix ne soient trop élevés et que l'on manque de grains de semence en plusieurs endroits de la province. Certains prétendent que la Coopérative fédérée aurait pu vendre l'avoine \$1.50, si le gouvernement n'était pas intervenu, alors qu'elle se vend présentement \$1.60 le minot. Je crains que plusieurs municipalités refusent de prendre la responsabilité de la distribution des grains de semence dans leur territoire.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le gouvernement a acheté des grains de semence pour le bénéfice des cultivateurs du Québec à une époque où les prix montaient de jour en jour. Ottawa, ayant enlevé les plafonds, refusa de faire quelque chose pour stabiliser les prix. Québec a alors pris une option sur une certaine quantité de grains sauvant ainsi les cultivateurs d'une pénurie de grains de semence. J'affirme que notre intervention a eu pour résultat d'arrêter la spéculation, que certains commerçants voulaient exercer au détriment des cultivateurs, et de stabiliser les prix. Nous avons dit aux cultivateurs: "Vous ne serez plus à la merci des commerçants."

Pour en faire la distribution aux cultivateurs, nous avons d'abord songé à la Coopérative fédérée et à l'UCC, mais ni l'un ni l'autre de ces organismes ne possède des cercles dans toutes les paroisses. Par contre, il y a un conseil municipal dans chaque centre rural. Nous avons donc communiqué avec les conseils municipaux, mais là où la corporation municipale ne veut pas s'occuper de la chose, nous traitons avec tout organisme intéressé au sort des cultivateurs. Nous ferons aussi la distribution par les coopératives, car nous n'avons pas exclu les cercles de l'UCC, ni les coopératives ni même les marchands locaux qui veulent se charger de la distribution.

**M. Sylvestre (Berthier):** Le ministre de l'Agriculture a modifié son système. Il a fait écrire aux conseils municipaux pour savoir s'ils veulent distribuer des graines de semence et leur a donné jusqu'au 14 février pour répondre. Nos critiques ont produit des fruits.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Erreur. Vous êtes avocat et vous ne connaissez pas ça. Nous demandions aux conseils s'ils en voulaient dans leurs localités.

On nous parle de payer 60 cents le minot et l'on nous reproche du même souffle d'intervenir dans le commerce. Nous ne voulons pas détruire le commerce. S'il se trouve des cultivateurs qui peuvent acheter des grains à meilleur compte des commerçants, tant mieux! Ils sont encouragés à le faire, car nous ne sommes pas sûrs d'en avoir assez pour répondre à toutes les demandes. Je ne dis pas qu'un marchand qui passerait au crible de l'avoine d'alimentation ne pourrait pas vendre le plus beau grain pour \$1.40 le minot, mais celle que le gouvernement s'est procurée pour la revendre aux cultivateurs au prix coûtant, c'est de l'avoine de semence certifiée.

Tout ce que nous avons voulu, c'est empêcher que les cultivateurs ne soient à la merci des spéculateurs. Quand nous sommes intervenus, il y avait des milliers de cultivateurs qui n'avaient même pas l'espoir de se procurer des grains de semence. Aujourd'hui, avec un minimum de coopération, tous peuvent s'en procurer. Il est du devoir des hommes publics de ne pas bloquer le plan dans le but de petite politique pour pouvoir dire ensuite que le gouvernement a mal agi.

**M. Gosselin (Missisquoi)** demande au gouvernement de s'organiser pour que les cultivateurs puissent obtenir des grains de semence contrôlés, car il y a danger que les cultivateurs n'infestent leurs champs avec de la mauvaise semence.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** L'avoine que le gouvernement s'est procurée pour la revendre aux cultivateurs au prix coûtant, c'est de l'avoine de semence certifiée.

**M. Gosselin (Missisquoi):** J'ai confiance dans le ministre de l'Agriculture, un ami personnel qui veut le bien de la classe agricole.

Il insiste, dit-il, pour que le ministre de l'Agriculture s'occupe de fournir des engrais chimiques aux cultivateurs, à prix raisonnables.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je suis toujours heureux d'entendre le député de Missisquoi et je prends note de ses paroles.

Mon département est à faire des recherches sur certains gisements de phosphate minéral. Nous jouons là une partie dans laquelle nous avons pour adversaires des fabricants et des propriétaires de mines. On comprendra qu'au moment où les négociations sont en cours, je ne puisse donner tous les détails de l'affaire maintenant, afin de ne pas donner l'éveil à des intérêts étrangers.

**M. Morin (Québec-Centre)** parle de certaines expériences faites sur les répercussions que peuvent avoir sur la santé les aliments cultivés à l'aide d'engrais chimiques.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Mon département fait une propagande intense pour la conservation de l'humus et des engrais naturels.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voici trois jours, à trois séances par jour, que l'on questionne le ministre de l'Agriculture, qu'on le tient sur la galerie et qu'on l'empêche d'aller administrer son important département. Le gouvernement a déposé les *Comptes publics* et les estimés budgétaires plus tôt qu'ils ne l'ont jamais été dans l'histoire de la Législature. Quelques députés ont eu plus de temps pour étudier le bilan de la Législature provinciale et les chiffres des dépenses des divers départements afin de faire une discussion diligente et intelligente du budget. L'attitude dilatoire actuelle de l'opposition ne s'explique donc pas.

Les cultivateurs ont droit à un meilleur traitement; ils ont besoin d'autre chose que les discours et les répétitions des membres de l'opposition. Les cultivateurs ont maintenant l'avantage d'avoir dans l'administration trois des leurs, trois cultivateurs authentiques, dont l'un dirige le ministère de l'Agriculture. C'est cela qui fait mal à l'opposition.

Le ministre de l'Agriculture donne l'exemple du travail; il est rendu tôt à son bureau le matin, à l'heure où les députés de l'opposition dorment encore, tandis qu'il travaille jusqu'à une heure avancée de la soirée, pendant que les députés oppositionnistes s'amuse.

De quelle façon l'opposition traite-t-elle le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré)? Depuis presque trois jours, huit ou neuf députés s'ingénient à épuiser le ministre de l'Agriculture qui se dévoue...

**M. Bellemare (Champlain):** Corps et âme.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On veut torturer le ministre de l'Agriculture, l'un des fils les plus distingués de la province, l'un des meilleurs artisans du sol. Et parmi les députés de l'opposition qui s'acharnent sur le ministre de l'Agriculture, il y a sept avocats. Ces gens-là parlent de questions qu'ils ne connaissent pas. Ils posent des questions qui ne veulent rien dire. Ils donnent le spectacle d'un système d'obstruction pour empêcher les cultivateurs de bénéficier des \$10,000,000 que le gouvernement veut leur donner cette année.

Certains députés libéraux ont été obligés d'admettre que le ministre de l'Agriculture est un homme intelligent, honnête et compétent qui administre bien son département. Pourquoi, alors, ne pas lui voter son budget?

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre se rend ridicule en faisant de pareilles sorties. Ses discours ne font que prendre le temps de la Chambre inutilement. Si le premier ministre connaissait le premier mot des questions agricoles, il se mêlerait à la discussion, lui qui aime tant à parler. S'il s'intéressait à l'agriculture, il serait le premier à trouver cette discussion intéressante et profitable pour les cultivateurs et il ne tenterait pas de nous empêcher de la prolonger.

Quand nous discutons le budget de l'agriculture, nous le faisons non pas pour chercher la petite bête, mais pour nous rendre compte de ce qui se fait. Nous faisons cette discussion parce que nous nous intéressons à l'agriculture et que nous voulons éviter des écueils au ministre de l'Agriculture. Cette discussion aide également à orienter l'avenir. C'est notre droit de constater de quelle façon s'oriente l'agriculture; c'est notre devoir d'en discuter. Les questions posées n'ont trait qu'à l'orientation que le ministre de l'Agriculture donne à l'agriculture dans la province.

Quant au ministre de l'Agriculture, personne n'a jamais douté de son honnêteté. Nous avons besoin de renseignements, nous les demandons et le ministre de l'Agriculture nous les donne de très bonne grâce. Personne ne l'a attaqué et il n'a pas du tout l'air d'un homme qui serait mis à la torture. À entendre le premier ministre, on dirait que, comme procureur général, il veut nous accuser de tentative de meurtre sur la personne de mon honorable ami de Rouville (l'honorable M. Barré).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas question pour le chef de l'opposition d'être poursuivi car tout le monde sait qu'il est innocent.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** M. le président...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Encore un avocat.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le premier ministre veut commencer une lutte de classes en cette Chambre. C'est un moyen d'aider le communisme.  
(Applaudissements à gauche)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-neuf mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de l'industrie laitière - Salaires et dépenses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt deux mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole du Québec - Salaires et dépenses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Raffinerie de sucre de Québec, S. R., chapitre 71 (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Godbout (L'Islet):** La culture de la betterave à sucre est une des seules qui aient donné de réels bénéfices l'an dernier, d'après un rapport que m'a communiqué le ministre de l'Agriculture. Malgré cela, on nous reproche encore d'avoir établi cette industrie. On trouve que cela a coûté cher. J'ai ici une lettre du président Nolan de la Canadian Molasses qui dit: "bien qu'elle soit une concurrente de mon industrie, la fabrique de Saint-Hilaire est la plus belle du continent".

(Applaudissements à gauche)

Elle a coûté un peu plus de \$3,000,000. Est-ce que les cultivateurs n'ont pas droit à leur part de l'argent de la province? Malheureusement, l'industrie n'est pas encouragée. Le ministre de l'Agriculture veut tuer cette industrie en écrivant aux cultivateurs pour leur dire que c'est la dernière année que la betteraverie de Saint-Hilaire est en production,

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Les expériences faites à Saint-Hyacinthe sur la culture de la betterave fourragère ont démontré qu'elle donnait un rendement supérieur à la betterave à sucre.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre de l'Agriculture contredit le rapport du gérant de la raffinerie de Saint-Hilaire qui affirme tout le contraire. La récolte de la betterave à sucre a été la seule qui ait apporté des bénéfices aux cultivateurs l'année dernière. Il n'y a pas de culture plus profitable.

En Angleterre on a créé, depuis 25 ans, 20 raffineries de betteraves. Les conditions chez nous sont bien plus favorables qu'en Angleterre, car nous avons le sol, le climat et la main-d'œuvre. Pourquoi ne pas essayer de développer cette culture?

Si mon gouvernement n'avait pas acheté le matériel d'une vieille usine, pendant la guerre, le trust du sucre aurait empêché la construction de cette industrie.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** La culture de la betterave à sucre, c'est le dada favori du chef de l'opposition et les cultivateurs n'ont pas cru ce qu'il disait. La fabrique a coûté trop cher. Il accuse, dit-il, le chef de l'opposition d'extravagance et de gaspillage dans l'établissement de la betteraverie de Saint-Hilaire. On y a enfoui des millions de dollars. La machinerie achetée par les libéraux était vieille de 40 ans et c'était jeter de l'argent à l'eau que de se la procurer.

Il (M. Riendeau) cite des chiffres officiels. Le chef de l'opposition a réservé une commission de \$79,000<sup>2</sup> à l'un de ses organisateurs politiques, M. F.-X. Lambert, dans l'entreprise de Saint-Hilaire et une commission de \$40,000 à un autre ami politique, M. Perry. On a aussi fait l'achat d'une hôtellerie pour le personnel de la betteraverie au coût de \$121,619, dit-il. Un édifice de 12 chambres très modernes qu'on a meublées au coût de \$13,000.

Je suis favorable à la culture de la betterave, mais le prix de \$6 par tonne offert par le gouvernement libéral n'était pas suffisant. En 1943, lors d'une assemblée tenue par le chef de l'opposition à Saint-Hilaire, j'ai voulu lui poser des questions sur ce prix de \$6 la tonne payé aux producteurs de betteraves. Je lui ai dit qu'il ne payait pas assez pour la betterave. Il m'a dit, pour toute réponse: "C'est un bleu qui parle."

**M. Godbout (L'Islet):** Je regrette que le député de Napierville-Laprairie dise le contraire de la vérité.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Le chef de l'opposition a l'habitude de falsifier les faits et de fausser la vérité.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** M. le président, je soulève un point d'ordre et je demande au député de Napierville-Laprairie de retirer ses paroles. Le député n'a pas le droit de dire cela en s'adressant au chef de l'opposition.

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** La fabrique est un éléphant blanc<sup>3</sup>. La culture de la betterave a été affectée par la mauvaise température l'an dernier et on n'en a produit que 10,000 tonnes.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député de Napierville-Laprairie est un de ceux qui seront ensevelis sous la betterave pour avoir dénigré cette industrie. Et cependant, un de ses frères, est l'un des meilleurs producteurs de la province et il est très satisfait. Les expériences sur la betterave à sucre ont été commencées en 1933 et non en 1936-1937 comme le député de Napierville-Laprairie a voulu le faire croire.

Il n'a jamais, dit-il, donné de commissions de \$79,000 à M. Lambert ni à personne d'autre. La réclamation de M. Lambert est encore pendante au ministère de l'Agriculture. Il n'a pas été payé. Il nie les autres affirmations du député de Napierville-Laprairie. Le député de Napierville-Laprairie ne fait pas preuve d'intelligence en se prêtant à de sales besognes à la suggestion du premier ministre.

(Applaudissements à gauche et protestations à droite)

**M. Riendeau (Napierville-Laprairie):** Je soulève un point d'ordre. Je demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles.

**M. Godbout (L'Islet):** ...

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Un point d'ordre a été soulevé. Le chef de l'opposition a lancé froidement une accusation contre le député de Napierville-Laprairie. L'expression n'est pas parlementaire, il le sait; en conséquence, il doit la retirer. Il n'y a aucune excuse pour le chef de l'opposition à faire de telles déclarations, lui qui donne des leçons de décorum à la Chambre.

**M. Godbout (L'Islet):** Il est temps de tirer la situation au clair. Il y a deux jours, j'ai été traité de sale menteur en cette Chambre et le président n'a pas jugé à propos de faire retirer ces paroles. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) n'a pas été obligé de retirer ses paroles injurieuses et il vient de demander de retirer mes paroles.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de faire allusion à un incident qui s'est passé dans un débat antérieur. Les règlements le lui défendent et il le sait, mais il essaie de prendre le moyen de ne pas retirer son accusation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
entre dans la Chambre.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai le droit d'y revenir pour m'en servir comme d'une jurisprudence en matière de règlements de la Chambre. Hier, le député qui se plaint aujourd'hui (M. Riendeau) m'a injurié; il a dit que le chef de l'opposition avait sciemment menti et que sa rétraction n'était pas du tout une rétraction. Le président ne lui a pas fait retirer ses paroles. J'invoque donc les précédents.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**  
Le chef de l'opposition n'a pas le droit de faire indirectement ce qu'il sait ne pouvoir faire directement.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai le droit d'invoquer la jurisprudence qui vaut plus que les règlements en cette Chambre. Aujourd'hui même, l'Orateur de cette Chambre a rendu une décision. Il a basé cette décision sur un précédent, à savoir une décision rendue à la Chambre des communes par l'honorable Gaspard Fauteux. Hier, sur une question semblable, j'ai voulu faire retirer des paroles beaucoup plus graves quand le député des Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé) m'a traité de sale menteur. Je n'ai pas réussi. Le président du comité a décidé le contraire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le chef de l'opposition n'a pas le droit de critiquer et encore moins de dénaturer les décisions rendues hier par le président d'un comité de la Chambre. M. le président, je vous somme de rappeler le chef de l'opposition à l'ordre. Il demande au chef de l'opposition de retirer tout simplement ses paroles.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Est-ce le premier ministre qui préside ici? Je veux parler sur le point d'ordre.

**M. Godbout (L'Islet):** Je veux éclaircir la situation. Hier, le premier ministre m'a traité de voyou en cette Chambre et il n'a pas été obligé de retirer ses paroles. Je veux avoir justice. Je demande une décision de M. le président. Je veux savoir si les règlements sont les mêmes pour les deux côtés de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
nie qu'il a traité le chef de l'opposition de voyou. L'opposition doit souffrir d'une mauvaise conscience. M. le président, dit-il, je vous demande tout simplement d'obliger le chef de l'opposition à retirer ses paroles et, s'il ne le veut pas, de faire rapport à l'Orateur.

**M. Godbout (L'Islet) ...**

**M. le président:** Asseyez-vous.

**M. Godbout (L'Islet):** Qui me demande de m'asseoir?

**M. le président:** C'est moi. Je suis prêt à rendre ma décision.

(Des députés de l'opposition frappent avec leurs mains sur leur bureau et les députés ministériels protestent.)

**M. l'Orateur:** Il est défendu de frapper sur les pupitres. Les membres de la gauche ne doivent pas empêcher le président du comité de parler lorsqu'il est sur le point de rendre sa décision ou de s'adresser à la Chambre.

**M. le président:** J'ai entendu les paroles du chef de l'opposition et celles du député de Napierville-Laprairie, j'en ai saisi le sens. Quels que soient les précédents, comme président du comité, je ne laisserai pas se répéter les scènes disgracieuses dont nous avons été témoins récemment. Je n'ai pas à m'occuper présentement de tout ce qui a pu se dire ici depuis la Confédération et je n'ai pas à apprécier la conduite tenue par les députés hier ou avant-hier. Il me semble que, pour le plus grand bien de cette Législature, on devrait éviter les scènes disgracieuses et avoir un peu plus de décence. Il faut, dans cette Législature française, plus de décorum que dans tout autre Parlement de l'Amérique du Nord. Le chef de l'opposition doit retirer les paroles "sales besognes", il sait qu'elles ne sont pas parlementaires.

**M. Godbout (L'Islet):** Après tout ce qui s'est passé, je veux avoir justice. Je ne veux pas que l'injustice règne ici. On nous injurie depuis deux jours sans intervention du président pour faire retirer quoi que ce soit. Je ne les retirerai pas devant le comité de la Chambre. J'en appelle à l'Orateur, qu'il revienne à son fauteuil. S'il me l'ordonne, je retirerai mes paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le chef de l'opposition connaît ou ne connaît pas les règlements. Je l'avertis charitablement qu'il s'expose à des sanctions graves s'il ne retire pas ses paroles. Il sait que ce qu'il vient de dire est complètement contraire aux règlements. S'il en appelle à l'Orateur, cela veut dire qu'il ne veut pas retirer ses paroles. Le

chef de l'opposition en subira les conséquences. Je lui donne une dernière chance.

(Protestations à gauche)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** veut protester.

**M. le président:** À l'ordre. Si le député de L'Islet (M. Godbout) refuse de retirer ses paroles, je serai forcé de faire rapport à l'Orateur. Il demande à tous les députés de la Chambre de garder le silence.

(Des députés de l'opposition protestent et font claquer le couvercle de leur pupitre.)

**M. Godbout (L'Islet):** Très bien. L'excès de générosité ne saurait tourner contre moi.

(Rires à droite)

Je suis respectueux des règlements de la Chambre, et pour en donner un exemple bien clair, je retire mes paroles malgré ce qui s'est passé hier et depuis deux jours.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition a retiré les paroles injurieuses à l'adresse du député de Napierville-Laprairie, mais, dans sa déclaration, il a précisé que le député faisait une sale besogne à la demande du chef du gouvernement. Je lui demande de retirer totalement l'expression et spécialement les paroles "fait une sale besogne suggérée par le premier ministre".

(Applaudissements à droite et protestations à gauche)

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai déjà retiré mes paroles une fois. Je ne le ferai certainement pas une deuxième fois. Je ne m'humilierai pas pour satisfaire un simple caprice du premier ministre, particulièrement lorsque tout le monde sait ce qui est arrivé ici ces derniers jours.

(Applaudissements à droite)

**M. le président:** Le chef de l'opposition a retiré les mots "sales besognes" mais un autre député de la droite a été éclaboussé par la phrase du chef de l'opposition. Je lui demande de retirer "que cela a été fait à la demande du premier ministre".

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai retiré les mots "sales besognes" sans condition. J'ai tout retiré. Je n'irai pas plus loin. C'est assez!

(Applaudissements à droite)

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Dans son discours, le député de Napierville-Laprairie a dit que le chef de l'opposition s'employait à falsifier les faits et à fausser la vérité. Le député d'Abitibi-Est (M. Drouin) a soulevé un point d'ordre. Aucune décision n'a été rendue. Le président du comité n'a pas jugé à propos forcer le député de Napierville-Laprairie à retirer ses paroles. Tous les députés ont des droits égaux.

Nous ne pouvons comprendre et les gens dans les galeries ne peuvent pas comprendre qu'il y ait deux poids et deux mesures. Aucune règle n'est suivie. Il ne faut pas que, dans cette Chambre, il y ait deux poids et deux mesures. S'il y a injure, il faut retirer des deux côtés, sinon il n'y a plus de règlements. À l'accusation du député de Napierville-Laprairie que le chef de l'opposition falsifiait les faits, le député libéral d'Abitibi-Est avait protesté sans faire bouger le président du comité.

**M. le président:** J'ai bien entendu le député de Napierville-Laprairie. Je me souviens très bien du point d'ordre du député d'Abitibi-Est (M. Drouin), mais j'ai entendu le chef de l'opposition dire à son collègue de ne pas insister.

**M. Godbout (L'Islet):** Vous avez mal entendu!

**M. Le président** décide de faire rapport à l'Orateur.

#### Rapport de comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

#### Expressions antiparlementaires

**M. le président** fait rapport que, au cours de la discussion, l'honorable chef de l'opposition (M. Godbout) a dit au député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) qu'il ne montrait pas d'intelligence "en faisant la sale besogne que lui a suggérée le premier ministre".

L'honorable député de Napierville-Laprairie a soulevé un point d'ordre demandant que le chef de l'opposition retire ces paroles. Après une série d'objections et de points d'ordre de part et d'autre, j'ai demandé au chef de l'opposition de retirer ces paroles: "sale besogne". Le chef de l'opposition, après avoir dit qu'il ne retirerait pas ces paroles devant le président du comité et après avoir dit: "Qu'on fasse venir l'Orateur", s'est ravisé et a retiré ces paroles.

L'honorable premier ministre qui se voit visé dans une partie des paroles de l'honorable chef de l'opposition, notamment à la fin de la phrase, "suggérée par le premier ministre", ce qui implique que lui, le premier ministre, demanderait à un député de faire une sale besogne, a demandé réparation. J'ai demandé à l'honorable chef de l'opposition de retirer non seulement les mots "sale besogne" mais aussi, le reste de sa phrase, "suggérée par le premier ministre", paroles que je considère injurieuses; sur le refus du chef de l'opposition de se conformer à ma décision, j'ai le devoir de vous faire le présent rapport.

**M. l'Orateur:** J'ai assisté à tout cet incident. Deux députés de cette Chambre ont été blessés par les paroles du chef de l'opposition. Ce dernier a fait une rétraction, mais elle n'est pas complète. Il n'a retiré que les mots "sales besognes". Les députés demandent que les paroles soient retirées.

**M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, me permettriez-vous des explications sur la situation?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Non.

**M. l'Orateur:** Je crois qu'il ne doit pas y avoir de discussion sur le rapport du président du comité. Il a jugé que certaines paroles étaient antiparlementaires. Je crois que toute déclaration imputée au chef de l'opposition doit être retirée.

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas besoin de rappeler les scènes disgracieuses d'il y a quelques jours!

(Des députés ministériels et des députés de l'opposition manifestent.)

**M. l'Orateur:** Je comprends qu'il s'est produit récemment des scènes violentes, mais le chef de l'opposition ne doit pas revenir sur un débat passé. Le président du comité a jugé que certaines paroles antiparlementaires avaient attiré d'autres paroles antiparlementaires. Tel n'est pas le cas aujourd'hui, puisque le chef de l'opposition a rompu tout à coup le calme des délibérations en lançant une accusation contre deux membres de la droite. Je demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles antiparlementaires.

**M. Godbout (L'Islet):** Quand le député de Napierville-Laprairie a dit que je m'efforçais constamment de fausser la vérité, ce qui équivaut à dire que je suis menteur, le député d'Abitibi-Est

(M. Drouin) a tenté sans succès de lui faire retirer ses paroles. J'ai répondu au député de Napierville-Laprairie. La situation est la même.

**M. l'Orateur:** Le rapport du président du comité ne mentionne pas cet incident. Je demande au chef de l'opposition de retirer les paroles qu'il a dites à l'adresse du premier ministre.

**M. Godbout (L'Islet):** Les paroles qu'on m'a reprochées, je les ai retirées. J'ai retiré ce qui était contre les règlements. Dois-je retirer une deuxième fois? S'il n'y a plus de corps de délit, il ne peut y avoir d'autre personne lésée. Où veut-on en venir?

**M. l'Orateur:** Ce n'est pas ce que dit le président du comité dans son rapport. Le chef de l'opposition n'a retiré qu'une partie de ses paroles. Je lui demande de retirer sans condition ce qu'il a dit à l'adresse du premier ministre.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai retiré tout ce qu'il y avait.

**M. l'Orateur:** Je suis obligé de m'en tenir au rapport qui m'a été fait. Je suis obligé, pour la dernière fois, de demander au chef de l'opposition de retirer totalement ses paroles; s'il refuse, je serai obligé d'appliquer les règlements.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je lui demande de retirer ses paroles sans les qualifications.

**M. Godbout (L'Islet)<sup>4</sup>:** M. l'Orateur, je vois la manœuvre de l'Union nationale, mais j'ai un devoir à accomplir en cette Chambre. Ce devoir, je vais l'accomplir jusqu'au bout en dépit de toutes les provocations de l'Union nationale.

(Applaudissements à gauche)

Voilà pourquoi dans les circonstances que tout le monde connaît, je consens à retirer mes paroles.

(Applaudissements à gauche)

J'avertis le chef du gouvernement que nous ne tomberons pas dans les pièges qu'il nous tend pour nous expulser.

La Chambre reprend ses travaux en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le débat se poursuit sur le crédit budgétaire qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Raffinerie de sucre de Québec, S. R., chapitre 71 (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il y aura 21 ans bientôt que je siège en cette Chambre et je n'ai jamais assisté à des scènes plus disgracieuses...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
À l'ordre!

**M. le président:** L'incident est clos et il ne peut plus en être question.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne parle pas de l'incident. Le premier ministre voudrait bien abréger la session en nous faisant sortir de la Chambre.

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. le président:** Le député de Rivière-du-Loup doit limiter ses remarques au poste budgétaire présenté devant le comité. Il doit donc s'en tenir à l'item "raffinerie".

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous allons parler de la raffinerie. On parlera longtemps des traitements raffinés dont nous sommes les témoins et que nous subissons dans cette Chambre. Le premier ministre est nerveux.

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Choquette (Montmagny):** Les rapports ne sont pas bons.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le député de Napierville-Laprairie, d'une manière que je ne veux pas qualifier parce que nous ne pouvons pas retourner aux membres de la droite les qualificatifs qu'ils emploient à notre égard, a dit que le chef de l'opposition avait fait une œuvre qui n'était pas à l'avantage des cultivateurs. Je regrette pour le député de Napierville-Laprairie qu'il ne connaisse pas mieux les besoins des cultivateurs de sa région. L'une des œuvres les plus utiles qu'ait accomplies le chef du Parti libéral, c'est bien l'introduction en cette province de l'industrie de la betterave à sucre.

Chapleau<sup>5</sup> et Mercier avaient inscrit l'industrie du sucre de betterave dans leurs programmes en 1879 et 1887, mais il a fallu un vrai cultivateur comme le chef de l'opposition pour réaliser cette œuvre. C'est parce que le chef de l'opposition a donné cette industrie à la classe agricole qu'on lui fait la guerre que l'on connaît. C'est pour cela que les cultivateurs qui siègent de l'autre côté l'attaquent et lui lancent de la boue à la figure. Mais le député de Napierville-Laprairie aura disparu depuis longtemps et l'œuvre du chef de l'opposition à Saint-Hilaire vivra, vivra toujours.

Le petit député de Napierville...

**Un député ministériel:** Petit député?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Petit député à tous les points de vue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je soulève un point d'ordre.

**M. le président:** Je demande au député de Rivière-du-Loup de retirer cette expression.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je retire "petit député à tous les points de vue" et je continue. Quand on parlera de la betteraverie de Saint-Hilaire, il ne sera désormais question que du grand député de Napierville-Laprairie.

(Applaudissements à droite)

Mais il sera encore question de la betteraverie de Saint-Hilaire et des méthodes dictatoriales du premier ministre. Le premier ministre est fort pour faire respecter les règlements aux autres, mais il est moins fort pour les observer lui-même et pour les faire observer par son brigadier (l'honorable M. Sauvé).

M. F.-X. Lambert, de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, n'est pas un organisateur politique. On a dit que l'entrepreneur avait reçu \$79,000 de trop. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) a avoué que, depuis 1944, le gouvernement n'avait pas encore réglé avec lui. La commission de \$79,000 n'a pas encore été payée. Je sais cependant que le gouvernement lui a offert \$30,000. Si nous lui avons donné \$79,000 de trop, pourquoi lui a-t-on offert \$30,000 de plus?

(Applaudissements à gauche)

L'étude de la résolution est suspendue.

#### Rapport de comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil



**M. le président** fait rapport que le comité a adopté trois résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 relatif à la loi concernant les relations provinciales-fédérales;
- bill 51 modifiant la loi de la Législature concernant le Conseil législatif;
- bill 132 relatif à l'admission de Charles-Eugène Frenette comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;
- bill 161 concernant l'émission d'un permis à Roland Bertrand par l'Institut des comptables agréés de Québec;
- bill 183 relatif à Arthur Gignac, Camille Jalbert, Paul-Émile Mathieu, Jean-Paul Marcoux, Philippe-Omer Balthazar et Roger Fortier et l'Institut des comptables agréés de Québec;
- bill 188 permettant à Georges-Alidor Boulet et Roger Boulet d'être inclus sur la liste déposée conformément à l'article 23a de la loi 10 George VI, chapitre 64;
- bill 205 concernant les cantons Guyenne, Ligneris et Launay, du district électoral d'Abitibi-Est.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 49 concernant l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'Université Bishop, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en insérant, dans la deuxième ligne, immédiatement après le mot "garantie", le mot "et".

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 156 modifiant la charte de la cité de Hull et ratifiant une entente intervenue entre ladite cité et la compagnie E. B. Eddy, en rapport avec l'évaluation des biens imposables de ladite compagnie, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié:

a) en biffant, à la page 2, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes du sixième paragraphe qui commence par les mots "Attendu que ladite entente", les mots "ladite convention reproduite *in extenso* dans la présente loi comme Annexe "A";

b) en biffant, à la page 2, dans les onzième, douzième et treizième lignes du septième paragraphe qui commence par les mots "Attendu que les Commissaires", les mots "ladite convention reproduite *in extenso* dans la présente loi comme Annexe "B".

2. L'article 2 est modifié:

a) en biffant, à la page 4, dans les cinquième et sixième lignes du troisième paragraphe, les mots "et reproduite *in extenso* comme Annexe "A";

b) en biffant, à la page 4, dans les cinquième, sixième et septième lignes du cinquième paragraphe, les mots "et reproduite *in extenso* comme Annexe "B" de la présente loi".

3. Les annexes "A", "B", "C", "D", "E" et "F" sont biffées.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 206 modifiant l'Acte incorporant l'Hôtel-Dieu de Nicolet, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté, après l'article 3, comme article 4:

"4. Les actes de donation par la corporation de la ville d'Amos à la corporation de l'Hôtel-Dieu d'Amos, Inc., et par cette dernière à la corporation de l'Hôtel-Dieu de Nicolet devant J.-A. Mireault, notaire, le 28 mai 1929, enregistrés au bureau d'enregistrement d'Abitibi sous les nos 4732 et 4733, et l'acte de donation par la corporation de la ville d'Amos à la corporation de l'Hôtel-Dieu de Nicolet, devant Gaston Roberge, notaire, le 5 juillet 1940, enregistré audit bureau sous le no 15355, sont déclarés valides à toutes fins que de droit et confèrent à l'Hôtel-Dieu de Nicolet un bon titre de propriété aux immeubles y décrits, savoir: le bloc no 26, les lots 14 à 23 du bloc 16 au cadastre de la ville d'Amos et la partie de la Troisième Avenue ou lot no 186 dudit cadastre, située entre les blocs 16 et 26, à partir de la rue Harricana Ouest jusqu'à la Quatrième Rue Ouest."

2. L'article 4 devient article 5.

**Projets de loi:****Université Laval, Université de Montréal  
et Université Bishop**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 49 concernant l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'Université Bishop.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte de Hull**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 156 modifiant la charte de la cité de Hull et ratifiant une entente intervenue entre ladite cité et la compagnie E. B. Eddy, en rapport avec l'évaluation des biens imposables de ladite compagnie.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Hôtel-Dieu de Nicolet**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 206 modifiant l'Acte incorporant l'Hôtel-Dieu de Nicolet.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Questions et réponses:****Taxe en vertu  
de la loi des véhicules-moteurs**

**M. Dansereau (Argenteuil):** Quel est le montant total de taxe payé au gouvernement de la province de Québec, en 1947, en vertu de la loi des véhicules-moteurs, par chacune des compagnies suivantes qui exécutent des travaux de voirie dans la province de Québec pour le compte du gouvernement provincial:

- a) Cartier Construction Company;
- b) Champlain Construction Company;
- c) Montcalm Construction Company.
- d) Frontenac Construction Company.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** À part les autres taxes payées par les compagnies ci-dessus,

entre autres et sans restriction la taxe sur la gazoline, il a été payé à la province, en 1947, pour permis de circulation pour automobiles:

- a) \$2,526;
- b) \$2,723.25;
- c) \$1,262.50;

d) Aucun travail de voirie n'a été exécuté dans la province de Québec, en 1947, par Frontenac Construction Company.

**Dépôt de documents:****Ministère de la Chasse et des Pêcheries,  
rapport 1946-1947**

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et des Pêcheries, pour l'année finissant le 31 mars, 1947. (Document de la session no 32)

**Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 15 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 18 mars 1948****Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 15<sup>6</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Subsides:****Budget des dépenses  
1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Raffinerie de sucre de Québec, S. R., chapitre 71 (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Gosselin (Missisquoi)** fait un plaidoyer en faveur des cultivateurs de la province. Il félicite le chef de l'opposition d'avoir établi la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire pour le bénéfice des cultivateurs. La raffinerie de Saint-Hilaire a rendu d'énormes services aux cultivateurs de la vallée du Richelieu, dit-il. L'agriculture a besoin d'être soutenue par des industries de cette nature, si nous voulons que les fils de cultivateurs restent sur la terre. Ainsi, le gouvernement devrait s'efforcer d'encourager d'une façon plus immédiate les agriculteurs qui ont semé des betteraves à sucre. Il fait un éloge du chef de l'opposition.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Il faut situer les choses dans leur véritable cadre. Comme ministre, je crois que toutes les industries sont nécessaires et qu'elles doivent être encouragées, surtout celles qui sont nécessaires à l'agriculture. Il n'y a pas de plus importantes que celles qui sont basées sur l'agriculture, car c'est la première industrie dans la province. Jamais nous n'avons condamné en elle-même l'industrie de la betterave à sucre. Ce que nous avons condamné, ce sont les méthodes utilisées par l'ancien gouvernement, méthodes qui sont de nature à discréditer pour des années à venir dans l'esprit des cultivateurs l'industrie de la betterave à sucre.

Quand les libéraux ont voulu établir la betteraverie de Saint-Hilaire, en pleine guerre, nous avons dit que ce n'était pas le temps de créer de nouvelles demandes agricoles alors que nos cultivateurs ne répondaient même pas à la demande de produits comestibles. On a investi dans cette entreprise des capitaux hors de proportion avec les revenus qu'on pouvait en tirer. Nous avons alors prévu que cette industrie nouvelle nous apporterait des déficits de \$500,000 par année. C'est exactement

ce qui s'est produit. À tel point que chaque année, l'industrie boucle avec un demi million de déficit. Et ce déficit est comblé par le peuple pour maintenir debout un monument qu'a voulu s'élever le chef de l'opposition.

L'usine de Saint-Hilaire, qui devait coûter au maximum \$900,000, a coûté \$4,000,000. L'ancienne administration libérale a lancé cette entreprise sans même avoir pensé en premier à prendre les précautions élémentaires. Que des gens qui ne connaissent rien dans un domaine prennent sur eux d'y investir \$4,000,000 de l'argent du peuple, voilà ce qui est condamnable. Voilà ce que le peuple n'accepte pas. Quatre millions de dollars de capital, cela représente au moins \$150,000 d'intérêts et d'amortissement par année.

Il est impossible, malgré toute notre bonne volonté, de faire fonctionner cette usine à profit. Et si l'on y ajoute les frais d'entretien, comment voulez-vous que l'on puisse donner de gros profits aux cultivateurs? Mais depuis cinq ans, l'Union nationale a eu à cœur de maintenir cette entreprise, bien qu'en saine administration, une industrie qui part avec \$500,000 de déficit par année ne puisse pas être considérée comme une bonne affaire.

Loin de tâcher de détruire cette industrie, le gouvernement donne aux producteurs de betterave, non pas seulement \$6, mais \$12 la tonne depuis deux ans et, cette année, nous avons porté à \$13 la tonne le montant garanti aux producteurs de betteraves afin de les intéresser à l'entreprise. N'est-ce pas une prime élevée? Nous leur donnons même des instruments, des charrues et des sarcleuses, dont ont besoin les cultivateurs comme primes à la production. Avec de telles subventions, il est évident que certains cultivateurs font de l'argent. Si l'on donnait la même prime sur d'autres productions, comme celle du foin, il y aurait aussi de gros profits.

Ce que nous condamnons, c'est qu'on ait acheté un terrain qu'on a payé \$25,000 sans savoir quelle sorte de terre c'était. Vingt-cinq mille dollars, M. le président, c'est exorbitant, mais c'est le prix d'une belle terre. Si encore on avait obtenu un terrain parfaitement approprié à l'usage qu'on voulait en faire! Mais les fondations commencées, on a constaté que la bâtisse ne pouvait jamais porter la machinerie, car le terrain était glaiseux. Il a fallu creuser 90<sup>8</sup> pieds jusqu'au roc pour enfouir des pilotis dans la terre afin d'asseoir le solage de la betteraverie sur une base solide. Ces fondations ont coûté \$100,000. Je dis que c'est un scandale, car le gouvernement libéral avait le devoir de se renseigner avant d'acheter ce terrain.

L'affaire a été mal engagée. On est allé chercher aux États-Unis une machinerie qui date de 1900, qui,

depuis 40 ans, a amené la faillite de tous ceux qui l'ont eue en leur possession et qu'on a payée des centaines de mille dollars. Jusqu'à \$600,000. Notre chef de l'opposition, alors premier ministre et ministre de l'Agriculture, voulait moderniser la culture en notre province. Il voulait la moderniser avec des machineries désuètes. C'est contre ça que nous nous sommes objectés.

Un premier ministre d'une province, qui est supposé connaître quelque chose en agriculture, n'a pas le droit de jouer avec les deniers publics. Quand la bâtisse fut enfin assise sur des fondations solides, on a constaté que les bouilloires n'y entraient pas. Il a fallu, alors, démolir des murs pour installer les machineries et on a dépensé encore \$100,000 pour cette erreur. Si le chef de l'opposition avait véritablement à cœur l'intérêt des cultivateurs, il n'aurait pas agi comme il l'a fait.

J'accuse le chef de l'opposition d'avoir manqué de prévoyance et de prévision dans cette entreprise et de n'avoir pas étudié la situation. Je l'accuse d'avoir gâché une belle œuvre et d'avoir ainsi empêché les cultivateurs d'avoir une industrie payante avec la betterave à sucre. Je l'accuse d'avoir mis en péril cette industrie en prenant les moyens de rendre impossible pour toujours la culture de la betterave à sucre en notre province. Je l'accuse d'avoir été large pour ses amis et pas assez pour les cultivateurs. Je l'accuse d'avoir donné un contrat à l'un ses organisateurs politiques.

Le chef de l'opposition, qui est toujours prêt à accuser les autres de donner des contrats sans soumission, a lui-même donné un contrat sans soumission à M. F.-X. Lambert, son organisateur politique dans l'Islet, sur une base de "cost plus" à 12 %. Douze pour cent sur \$752,000. Le chef de l'opposition a ainsi favorisé un de ses amis qui a construit les édifices de la betteraverie de Saint-Hilaire. On a donné à cet entrepreneur 12 % de commission pour bâtir le monument. Douze pour cent sur les matériaux, le transport, l'entretien, l'outillage et les salaires! À tel point que nous devons \$90,000 à cet entrepreneur qui n'a pas donné autre chose que son temps et son salaire.

Ça lui faisait un salaire de \$600 par semaine. M. Lambert a déjà reçu \$44,000 et nous lui devons encore \$45,000<sup>9</sup>. Le chef de l'opposition manquait de prévoyance, mais il était large pour ses amis. C'est un des pires contrats jamais donnés dans la province de Québec. Je défie le chef de l'opposition de se lever et de dire le contraire. Je le défie de me citer un autre contrat aussi scandaleux. Je défie l'opposition de prouver que nous aurions jamais donné un contrat aussi désavantageux. Et c'est le chef de l'opposition qui défiait le député de Napierville-Laprairie.

Dans de telles conditions, l'industrie ne peut pas vivre sans subsides. Une industrie qui coûte un \$500,000 de déficit et qui a besoin des subsides provinciaux pour se maintenir n'est certainement pas une industrie payante. Toutes les raffineries de sucre du Canada ne peuvent survivre qu'avec des octrois des gouvernements. Ce n'est pas avec cela que l'on peut enrichir les cultivateurs. Ces derniers l'ont compris d'ailleurs, car la culture de la betterave, en dépit de l'encouragement du gouvernement, qui a fourni aux producteurs charrues et sarcleuses, n'a jamais dépassé 18,000 tonnes annuellement et, l'an dernier, elle a été de 10,000 tonnes.

Je ne connais pas un seul Canadien français ni un seul Canadien anglais qui soit assez téméraire pour investir \$4,000,000 dans une industrie qu'il ne connaît pas et sans s'être assuré d'avance qu'il y avait de la matière pour la faire marcher. Quand on manque d'expérience, on commence avec de petites industries qui deviennent moyennes puis qui grandissent. Partir avec \$4,000,000, c'était vouloir détruire dans Québec l'industrie de la betterave à sucre, et les amis du chef de l'opposition savent qu'ils ont détruit pour jamais cette industrie dans la province. C'est à cela que nous nous sommes objectés. Si, comme comptable agréé, j'avais approuvé une transaction semblable ou si j'avais eu à signer mon nom au bas d'un rapport recommandant cette entreprise dans les conditions où elle est née, je me serais donné un certificat d'imbécillité.

On a vu trop grand et les magnats de l'industrie du sucre, les gens du trust, les amis du chef de l'opposition, en faisant acheter une vieille machinerie, n'avaient aucunement à craindre la concurrence. Il aurait fallu commencer par une industrie petite mais moderne, proportionnée à la production.

Il faudrait de 80,000 à 100,000 tonnes de betteraves pour rencontrer les dépenses, sans même faire de profits. Nous en avons produit au plus 18,000 tonnes et la moyenne annuelle ne dépasse pas 15,000 à 16,000 tonnes, en dépit de tout le mal que se donna le ministre de l'Agriculture pour y intéresser les cultivateurs.

Nous avons doublé la garantie offerte aux producteurs, nous sommes allés chercher en France un grand spécialiste, nous faisons tout ce que nous pouvons pour maintenir l'industrie debout. La raffinerie de Saint-Hilaire n'est pas une industrie viable et, en l'établissant là où elle est, on a commis une erreur profonde. À Saint-Hilaire la province perd \$500,000 par année.

**Des députés de l'opposition murmurent.**

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Je vois le député de Montmagny (M. Choquette) sourire. Il ne sourit que quand il est mal pris.

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) me permettrait-il de lui demander s'il est pour la fermeture de la betteraverie de Saint-Hilaire ou s'il est en faveur du maintien de cette industrie?

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Si je répondais à un homme d'affaires, je répondrais catégoriquement: Oui. Je ne saurais, comme comptable, recommander de garder une industrie qui apporte un déficit annuel de \$500,000. Comme ministre, je dis: Non, car le gouvernement ne veut pas détruire cette industrie, malgré ce que cela lui coûte. Il a fallu refaire l'entreprise et en payer les déficits annuels. Mais je suis prêt à recommander de continuer encore, pour tenter ce qui est humainement possible pour renflouer un monument élevé à l'imprévoyance et au gaspillage du chef de l'opposition.

**M. Choquette (Montmagny)** adresse des paroles au ministre de l'Industrie et du Commerce.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Le député de Montmagny est tellement rouge que ça ne le gêne pas d'accepter \$15,000 à \$16,000 de M. King<sup>10</sup>.

**M. Choquette (Montmagny):** Je soulève un point d'ordre. Je n'ai rien accepté de M. King et je n'ai rien reçu d'un club de nuit qui se nomme "Le Pingouin".

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Je serais heureux d'en parler si le député de Montmagny le désire.

**M. le président:** À l'ordre!

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** J'ai dit que le député de Montmagny avait reçu \$16,000 d'honoraires du gouvernement King. Est-ce vrai ou non?

**M. Choquette (Montmagny):** Le montant que mentionne le ministre de l'Industrie et du Commerce s'étend à une douzaine d'années en arrière. Je suis de ceux qui ont reçu le moins du gouvernement d'Ottawa. Si j'ai reçu des honoraires pour représenter mon pays, c'était parce que mon pays avait assez confiance en moi pour me confier des causes. Et je n'ai pas pillé le Trésor public comme l'Union nationale le fait.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Le député de Montmagny admettra qu'il a reçu \$6,000 en trois ans. Pour ma part, je n'ai pas peur de rencontrer le député sur n'importe quelle question, le jour où il aura le courage de porter une accusation directement.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le ministre de l'Industrie et du Commerce ne parlait comme cela quand M. Émery Beaulieu a reçu \$18,000, rien que dans un an, du gouvernement de la province. Page 39 des *Comptes publics*.

**M. le président:** À l'ordre!

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Je ne suis pas parent avec M. Émery Beaulieu. J'ai dit que je n'avais pas peur des attaques du député de Montmagny. Je sais ce qui les fatigue: c'est d'avoir investi \$4,000,000 dans une industrie qui ne les vaut pas. Jusqu'à \$500,000, nous n'avons jamais fait d'opposition au projet. Mais à \$4,000,000, c'était notre devoir de critiquer. Si l'on avait dépensé \$4,000,000 pour établir de petites industries dans les 60 comtés agricoles de la province, ce n'est pas \$1,000,000 de déficit que nous aurions aujourd'hui, mais des centaines de mille dollars de profits.

Le chef de l'opposition s'est fié à des incompetents. Son enfant est malade et nous tâchons de le sustenter. Mais c'est cher \$500,000 par année pour maintenir cette usine. L'affaire de Saint-Hilaire a été une faillite complète. La betteraverie de Saint-Hilaire ne rendra jamais service à l'industrie agricole. Il est prouvé que la betterave à sucre n'est pas une entreprise payante parce que ceux qui s'en occupent sont obligés de demander des subsides à Ottawa. Nous avons critiqué l'affaire parce que les procédés qu'on a pris pour mettre l'entreprise sur pied sont dégoûtants. Mais le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour la maintenir et l'améliorer.

**M. Godbout (L'Islet):** Je regrette le discours que le ministre de l'Industrie et du Commerce vient de prononcer. Pendant quelques minutes, il se déclare en faveur des industries connexes à l'agriculture, en faveur de la raffinerie de Saint-Hilaire, puis le voilà qui se fait l'avocat de l'abandon de cette industrie. Cette œuvre est créée et elle restera debout en dépit du chef de l'Union nationale. Je défie le gouvernement de l'abattre; il n'osera pas.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce prétend que nous avons dépensé \$4,000,000 pour l'organisation de la betteraverie. La vérité, c'est

\$3,000,000. Comme le ministre de l'Industrie et du Commerce vient de dire que l'entreprise coûte un \$500,000 par année, cela fait de suite \$2,000,000 de partis sur les \$3,000,000. Et si nous prenions tous les chiffres qu'il a cités, ce serait \$100,000.

**Des députés ministériels** rient.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) n'a pas compris. C'est au-delà de son âge.

En arrivant à l'agriculture, j'ai voulu suppléer à l'agriculture familiale, qui ne suffisait plus à l'époque où nous vivions, en organisant des industries nouvelles. Il fallait trouver pour le cultivateur des méthodes de production nouvelle et la culture de la betterave à sucre était une de celles qui étaient les mieux recommandées par les experts. L'industrie de la betterave à sucre a été recommandée dans un rapport qui a été signé par MM. Hormidas Langlais, Albert Rioux, Abel Marion, Jules Simard et Stanilas Chagnon.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce nous a reproché d'avoir entrepris trop grand. Il prouve par là même qu'il n'entend rien à ce problème. Je dois lui apprendre que dans la betterave à sucre il y a 92 % d'eau et que le résidu solide n'est pas transformable en entier en sucre. Dans cette industrie de la betterave à sucre, il faut donc envisager tout en grand, car il faut de grandes quantités de betteraves pour obtenir un volume suffisant de production. Dans le passé, on avait fait des tentatives infructueuses pour mettre sur pied une usine, mais on était arrivé à un échec parce qu'on avait commencé trop petit. L'établissement d'une petite industrie, pour la production du sucre de betterave, est une impossibilité absolue.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)** précise une déclaration du chef de l'opposition et parle assez longuement.

**M. Godbout (L'Islet):** Je félicite le ministre de l'Industrie et du Commerce d'avoir l'oreille du président.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de critiquer et de ridiculiser les décisions du président de façon indirecte.

**Des députés de l'opposition** manifestent.

**Des députés ministériels** manifestent.

**M. Godbout (L'Islet):** Je veux savoir si vous me refusez le droit de parler une seule fois sur un point d'ordre.

**M. le président:** Non. Mais en même temps, je veux qu'il soit bien compris que je n'endurerais aucune contravention aux règlements. Je n'endurerais pas qu'on se rie des décisions du président et qu'on critique son attitude. Je demande au chef de l'opposition de donner l'exemple du respect des règlements.

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai critiqué en aucune façon vos décisions. Vous savez qu'il n'est pas dans mes habitudes de violer les règlements, même jusqu'à la dernière provocation, par respect pour la fonction que j'occupe. Bien que cela soit parfois très difficile, j'endure parce que j'ai un rôle à accomplir. Nous connaissons le jeu de l'Union nationale et nous ne tomberons pas dans le panneau. Nous serons ici jusqu'à la fin de la session.

Il est impossible de mettre sur pied une industrie de betterave à sucre avec un petit capital. M. F.-X. Lambert n'a eu 12 % que sur les bâtisses et il n'a eu aucun pourcentage sur la construction de la cheminée ni sur l'achat et l'installation du matériel. Il est faux que nous ayons payé \$90,000 à M. Lambert. Le gouvernement doit encore \$40,000 à M. Lambert et il a offert de régler pour \$32,000. Si le gouvernement croit devoir cette somme, pourquoi ne la paie-t-il pas? Le ministre de l'Industrie et du Commerce insinue qu'il est mon ami parce qu'il m'écrit une lettre dans laquelle on lit: "Cher Monsieur." Peut-on être moins sérieux?

Il n'est pas possible d'établir une industrie de sucre qui rapporte du profit sans la placer dans une usine puissante comme celle de Saint-Hilaire. Nous avons construit une usine spacieuse, d'une capacité de 150,000 tonnes par année. Le nouveau gérant de l'industrie de Saint-Hilaire nommé par l'Union nationale, M. Pasquier, admet que cette industrie est bien organisée, que la bâtisse est bonne, que son outillage est bon, que cette entreprise est viable et doit être continuée.

Il (M. Godbout) cite des témoignages d'experts pour démontrer que nulle part en Amérique du Nord une industrie de betterave à sucre est mieux organisée. Il n'y a pas de coin au monde, dit-il, qui convienne le mieux à la culture de la betterave à sucre que le province de Québec.

Le rapport du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), que j'ai pu consulter, déclare en toutes lettres que la betterave à sucre a été la seule production payante pour les cultivateurs l'an dernier.

C'est une culture stable qui améliore la terre. C'est celle qui paye le plus au Canada. Les régions agricoles les plus prospères sont celles où l'on cultive la betterave. Le Québec a besoin d'une telle industrie pour rester dans la course.

On nous accuse d'avoir choisi un temps inopportun? Nous avons établi notre industrie pendant la guerre, alors que le sucre manquait partout, pour pouvoir nous emparer des marchés pendant qu'ils étaient ouverts. Il a été possible de s'installer confortablement dans le champ de la production du sucre et de faire face à la concurrence du trust du sucre, un des plus puissants du pays. Si la betteraverie de Saint-Hilaire n'avait pas été organisée en 1942 et 1943, il aurait fallu attendre 10 ans pour en entreprendre l'établissement.

La machinerie que nous avons achetée aux États-Unis, qui n'était pas neuve, valait au moins deux fois le prix que nous avons payé.

(Rires à droite)

Nous avons changé certaines pièces usées et nous en avons revendu une bonne partie, ce qui a diminué d'autant le prix de revient. Il (M. Godbout) nie que l'installation ait coûté \$300,000. Il faut en déduire, dit-il, ce que le gouvernement a vendu aux États-Unis, ce qui paie plus que le coût du fret.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** La vieille machinerie a été remplacée par un outillage neuf.

**M. Godbout (L'Islet):** D'après M. Allan, l'ancien gérant, si le gouvernement libéral n'avait pas mis sur pied cette industrie avec le vieil outillage qu'il s'était procuré aux États-Unis, il aurait été impossible avant plusieurs années de faire quoi que ce soit dans ce domaine parce que la machinerie est introuvable pour le moment.

L'établissement de l'usine de Saint-Hilaire a coûté moins cher, en pleine guerre, que des usines semblables, mais moins considérables, érigées avant la guerre en Ontario ou ailleurs. Au Manitoba, on a construit une usine d'une capacité de 100,000 tonnes pour \$2,000,000. J'affirme donc que la nôtre, à \$3,000,000, avec une production de 150,000 tonnes, a été construite économiquement.

Il manque une chose, des betteraves. Il reste au gouvernement à encourager la production. Votre propre gérant, celui que vous êtes allé chercher en France, soumet qu'il suffit d'organiser la production pour que l'industrie soit payante. Mais le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) se déclare pour l'industrie et il parle contre pendant

une heure; il décourage ainsi les cultivateurs de son comté et des régions environnantes. Malgré le ministre, malgré l'Union nationale, cette industrie vivra. L'industrie de Saint-Hilaire fera vivre 15,000 familles quand elle fonctionnera à pleine capacité.

Le gérant dit que nous pourrions nous attendre, d'ici deux ans, à une production de 100,000 tonnes par année. C'est là qu'est le devoir du gouvernement. Les cultivateurs en voulaient de cette industrie, car il y avait un bel avenir. Elle restera et deviendra prospère. Dans 20 ans, nous aurons cinq ou six autres industries de même nature dans la province. Les usines se multiplieront parce que nous travaillons pour l'avenir. Il est temps pour le gouvernement de réaliser ce que nous avons réellement voulu faire dès le début avec cette culture. Le climat de la province de Québec est éminemment favorable à la culture de la betterave à sucre. Ce qui compte, ce sont des productions nouvelles.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):**

L'industrie est-elle viable avec des subsides de \$7 la tonne?

**M. Godbout (L'Islet):** Commencez par la faire fonctionner à sa capacité. À l'heure actuelle, vous la faites fonctionner à un dixième de sa capacité. L'industrie de la betterave ne peut pas payer tant qu'on ne produira que 10,000 tonnes de betteraves par année. La capacité de la betteraverie de Saint-Hilaire, c'est 150,000 tonnes et le ministre de l'Industrie et du Commerce dit qu'elle fonctionne à 10,000 tonnes. Lorsque l'usine pourra fonctionner à plein rendement, les profits seront substantiels. Saint-Hilaire n'est qu'un commencement.

Je suis fier et j'ai confiance en la fiabilité de l'entreprise que nous avons établie à Saint-Hilaire. Je ne crains pas d'avoir pris mes responsabilités dans ce domaine, malgré les rires du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) qui semble encore à l'âge où l'on s'amuse le plus, même quand il s'agit des choses les plus sérieuses.

Je prédis que les cultivateurs forceront le gouvernement à maintenir sur pied l'industrie de Saint-Hilaire, même malgré lui, et que le député de Saint-Jean (l'honorable M. Beaulieu) se rendra compte aux prochaines élections qu'il a eu tort de parler contre la betteraverie dont profite tout particulièrement son comté. Lorsque nous reprendrons le pouvoir, ce qui sera bientôt, je promets que notre gouvernement va établir trois ou quatre autres raffineries de sucre de betterave, dans l'intérêt des cultivateurs du Québec.

Si les cultivateurs n'envoient pas plus de betteraves à Saint-Hilaire, c'est qu'on s'ingénie à les décourager en leur disant que c'est la dernière année que le gouvernement maintient cette industrie. On comprend qu'un cultivateur n'est pas prêt à dépenser \$400, \$500 et \$600 pour s'organiser, qu'il n'est pas prêt à chambarder tout son système de culture quand le gouvernement lui dit qu'il s'occupe de la betterave à sucre pour la dernière année.

Mon gouvernement est venu en aide à l'usine de Saint-Hilaire pour la mettre sur pied et il devait la remettre aux cultivateurs dès qu'elle serait devenue viable. C'est une industrie pour demain et après demain que nous avons construite. Nous l'avons construite dans un véritable esprit patriotique. Nous voulons assurer aux cultivateurs la stabilité dans l'aisance. Nous la remettrons aux cultivateurs comme un monument de reconnaissance pour le rôle qu'ils ont joué dans la province.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** demande à la gauche de lui laisser dire ce qu'il a à dire sans multiplier ses interruptions, de lui accorder un traitement au moins semblable à celui qu'il a accordé aux oppositionnistes, si ces derniers ne peuvent pas faire preuve d'autant de gentillesse que lui.

Il (l'honorable M. Barré) répond à une affirmation du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) au sujet de la réclamation de M. F.-X. Lambert, entrepreneur qui a construit la betteraverie de Saint-Hilaire. C'est, dit-il, un héritage que j'ai reçu en 1944 en prenant le ministère de l'Agriculture.

L'ancien gouvernement m'a laissé des engagements que je ne puis nier parce qu'ils sont légaux; il m'a laissé des contrats qui lient le département, des contrats que je trouve onéreux, regrettables, mais que je ne puis pas mettre de côté. Si M. Lambert n'a pas encore reçu \$90,000, il les a réclamés en vertu de son contrat que lui a accordé le premier ministre du temps.

Il lit la clause 9 du contrat qui dit que M. Lambert recevra 10 % sur les salaires, les matériaux de construction, le transport et la surveillance des travaux de Saint-Hilaire, plus 2 % pour frais d'administration. C'est contre ce pourcentage exagéré que je m'insurge.

Pour réussir dans la culture de la betterave à sucre, il faut des conditions spéciales que nous n'avons pas encore réalisées nulle part dans la province de Québec. Elles se cultivent dans des terres fortes bien égouttées. La terre québécoise, d'une façon générale, n'est pas encore prête pour cette culture.

M. Pasquier a dit que l'industrie est bonne. Cela, nous ne l'avons jamais nié. Nous n'avons jamais prétendu que l'industrie de la betterave à sucre était mauvaise, que la manufacture de Saint-Hilaire n'est pas bonne. Nous n'avons jamais voulu décourager les cultivateurs qui voulaient se livrer à cette culture spécialisée. Le gouvernement a tout fait pour maintenir cette industrie en opération, malgré ce qu'il lui a fallu payer, et il va continuer à faire tout son possible pour la faire vivre.

Il (l'honorable M. Barré) lit des lettres circulaires qu'il a adressées, dès 1945 et par la suite, aux agronomes pour leur souligner que le gouvernement de l'Union nationale veut le succès de l'entreprise de Saint-Hilaire et qu'il faut encourager le cultivateur à faire cette culture. D'une année à l'autre, nous disons aux cultivateurs: nous voulons que vous nous donniez des betteraves, nous voulons sauver l'entreprise. Nous tenons tellement à sauver l'entreprise que nous offrons cette année \$12 la tonne et, l'an prochain, le gouvernement versera \$13 la tonne de betteraves aux cultivateurs qui veulent en produire, alors que les libéraux n'avaient promis que \$6.

Parlant des débats soulevés par l'opposition, il dit que la gauche peut en faire quand elle voudra. Cela évitera bien d'autres débats durant les élections qu'elle espère voir venir bientôt, dit-il. Ils sont maîtres de l'obstruction qu'ils peuvent faire, ils ne sont pas maîtres de déclencher des élections à la date qu'ils voudront.

J'ai demandé à MM. Allan et Pasquier quel prix pouvait coûter une usine comme celle de Saint-Hilaire. Ils ont répondu que cela pouvait coûter de \$200,000 à \$500,000. Cependant, la province a payé, à date, une somme de \$4,000,000. Et on continue de payer. Au 31 août 1944, la manufacture n'était pas finie, on avait laissé un pan de mur à découvert pour introduire la grosse machinerie. L'auditeur de la province établit qu'au 31 août 1944 le gouvernement avait déjà avancé \$1,074,778.77 avant l'incorporation, plus \$1,600,000 après l'incorporation, soit au total \$2,674,778.77, et la manufacture n'était pas encore terminée. Au 15 décembre 1944, l'industrie avait coûté \$3,562,550.59.

Après cela il a été dépensé au-delà d'un demi million de dollars et nous continuons à tous les ans. Chaque année, il faut remplacer des pièces de cette machinerie qu'on a tenté d'utiliser mais qui ne tiennent pas le coup. Il s'élève contre ce gaspillage. À peu près 50 % de la vieille machinerie achetée aux États-Unis a pu servir à Saint-Hilaire.

Mais avec des bouilloires qui ne pouvaient pas servir comme bouilloires, parce que trop vieilles pour supporter la pression, on a fait des cuves. En



somme, 25 % de l'outillage a vraiment servi comme tel. Encore cette année, il nous faut remplacer un condensateur, dans la construction duquel il entre 26 tonnes d'acier.

Quand nous aurons un sol bien drainé, capable de porter la betterave, la culture pourra donner de bons résultats. Jamais la culture de la betterave à sucre ne pourra rivaliser avec les autres cultures spécialisées dans la province, comme celle de la tomate, du blé d'Inde sucré, des pommes, etc., qui sont plus payantes que la betterave. Le gros reproche que j'adresse au gouvernement, c'est d'avoir bâti dans un mauvais temps une énormité qui a coûté les yeux de la tête, d'avoir bâti avec du "scrap". On aurait pu construire une industrie plus modeste, j'en suis, mais je ne puis approuver cette entreprise qui a coûté \$4,000,000.

Actuellement, nous sommes dans l'alternative suivante: ou bien fermer l'usine et provoquer une situation telle qu'il faudra attendre au moins une autre génération pour lancer de nouveau l'entreprise, ou bien dépenser l'argent de la province comme nous le faisons chaque année. Pour maintenir l'usine en opération, nous sommes obligés de demander à la Chambre de voter \$250,000 ou \$275,000 par année sans compter l'intérêt, l'amortissement, la dépréciation, etc. Malgré tout, c'est l'intention du gouvernement de continuer aussi longtemps que les cultivateurs voudront produire de la betterave à sucre.

Il faudrait une production de 100,000 tonnes par année pour rencontrer les frais. Mais il ne faut pas oublier que malgré les primes, malgré les experts, dont un de France, malgré les meilleurs propagandistes, l'usine n'a jamais eu assez de betteraves pour fonctionner plus de trois semaines par année. Les cultivateurs n'en ont produit que 10,000 tonnes cette année, à peine ce qu'il faut pour que l'usine fonctionne pendant neuf jours.

L'usine peut absorber de 1,000 à 1,200 tonnes de betteraves par jour. Il reste 356 jours où il faut entretenir l'usine et payer le personnel. On a songé à y établir des industries connexes pour employer le personnel pendant ces 356 jours mais pour faire du sirop de blé, il faudrait un char de blé par jour. On se bute toujours au même problème: l'éléphant blanc qu'il faut nourrir et à qui on n'a pas d'ouvrage à donner. Nous ne pouvons faire plus que ce que nous avons fait jusqu'à maintenant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose l'ajournement.

**Des députés ministériels** chantent "Sans la betterave, pensons-y bien..."<sup>11</sup>

L'étude de la résolution est suspendue.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 15.

### NOTES

1. Honoré Mercier, premier ministre du Québec de 1887 à 1891 et ministre de l'Agriculture.

2. Le *Montreal Daily Star* du 19 mars 1948, à la page 21, rapporte le montant de \$69,000.

3. Dans *La Tribune* du 19 mars 1948, à la page 11, on attribue cette parole à M. Barré.

4. *L'Événement* du 19 mars 1948, à la page 13, rapporte que M. Godbout s'est levé après un moment d'hésitation au milieu du silence le plus complet de la Chambre.

5. Joseph-Adolphe Chapleau, premier ministre conservateur du Québec de 1879 à 1882.

6. Le journaliste du *Droit* du 19 mars 1948, à la page 5, écrit ceci: "On s'attendait à des scènes violentes à la séance du soir. À tel point qu'une grande partie de la foule attirée par l'espoir de nouvelles sensations ne put trouver place dans les galeries."

7. Le *Soleil* du 19 mars 1948, à la page 6, souligne que M. Henri-A. Gosselin parlait en anglais.

8. Dans *Le Nouvelliste* du 19 mars 1948, à la page 10, le journaliste rapporte 2,090 pieds.

9. Selon *Le Devoir* du 19 mars 1948, à la page 2, M. Lambert a reçu \$40,000 et il réclame encore \$50,000.

10. William Lyon Mackenzie King, premier ministre libéral du Canada de 1921 à 1926, 1926 à 1930 et 1935 à 1948.

11. D'après le *Montréal-Matin* du 19 mars 1948, à la page 3, les députés ministériels chantaient sur l'air du cantique "Sans le salut, pensez-y bien".

## Première séance du vendredi 19 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

Publicistes de  
l'administration publique

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Quels sont, pour chacune des départements, offices, régies, commissions, etc., de l'administration provinciale, les noms et prénoms des publicistes ou officiers chargés de préparer, de rédiger ou de faire de la publicité, et quel est leur salaire respectif?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
(Voir le tableau ci-dessous)

<i>Département</i>	<i>Nom</i>	<i>Salaire</i>
		\$
Colonisation .....	Gérard Ouellet.....	3,000.00
Industrie et commerce.....	André Giroux .....	3,100.00
Secrétariat de la province .....	Gustave Vekeman .....	3,000.00
Voirie.....	Jean Langevin .....	3,000.00
Commission du salaire minimum.....	Charles Miville-Deschênes .....	3,500.00
Bien-être social et jeunesse.....	Gérard Dagenais.....	3,000.00
Santé .....	Chs-Marie Boissonneault.....	2,400.00
Commission des liqueurs (division de Montréal).....	Aurèle Gohier.....	4,000.00
Commission des liqueurs (division de Québec) .....	Bruno Lafleur .....	3,120.00
Conseil exécutif.....	Directeur de l'Office de publicité: M. Georges Léveillé.....	8,000.00

## Demandes de documents:

Ex-employés  
du ministère de l'Agriculture

**M. Mercier petit-fils (Châteauguay)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant les noms, prénoms et adresses des agronomes, ingénieurs civils et autres techniciens qui ont quitté leur emploi au ministère de l'Agriculture, du 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1948 inclusivement, soit par démission ou congédiement.

Adopté.

Achat d'automobiles  
et de camions

**M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état montrant:

1. Quel est le nombre total d'automobiles et de camions achetés, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945, pour les divers départements, offices, régies, commissions, etc., de l'administration provinciale?

2. À combien s'élève le coût total de tels achats?

3. Quel est, pour chaque département, office, régie, commission, etc., le nombre de chacune des diverses marques d'automobiles et de camions achetés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945?

4. Quel est le nom du vendeur et le prix payé dans chaque cas?

Adopté.

## Subsides:

Budget des dépenses  
1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante

mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Raffinerie de sucre de Québec, S. ., chapitre 71 (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) se prononce parfois pour et parfois contre le maintien de cette industrie. Le ministre de l'Industrie et du Commerce en veut aux cultivateurs en s'objectant à ce que continue le travail de la betteraverie de Saint-Hilaire. L'attitude du gouvernement à l'endroit de cette industrie est contre l'intérêt de la classe agricole. Sous le présent gouvernement, la production agricole a diminué de \$26,000,000<sup>2</sup> de 1944 à 1947. Quand la production agricole diminue, ce n'est pas le temps de détruire l'industrie de Saint-Hilaire. C'est le désir du ministre de l'Industrie et du Commerce, mais le peuple lui dira: À l'ordre! Pas par la bouche du président du comité des subsides, mais lui-même.

La vérité, c'est que le gouvernement veut tuer la raffinerie de Saint-Hilaire pour en faire une distillerie. Mais il ne réussira pas. Le gouvernement est en train de se distiller lui-même dans le moment.

L'inertie règne au ministère de l'Agriculture, en dépit de ses trois ministres de l'Agriculture et du quatrième aspirant (M. Riendeau) qui veut passer par-dessus la tête. J'ai eu confiance jadis au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), mais il n'a pas de politique agricole bien définie. Le ministre de l'Agriculture va à droite, va à gauche, et l'agriculture reste là, dans le marasme.

Je voudrais savoir combien de tonnes de charbon il faut chaque année pour chauffer l'usine de Saint-Hilaire et l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans l'histoire de tous les peuples et de tous les pays, il y a des célébrités. Une foule de grands savants sont passés dans le monde en ajoutant à la somme des découvertes scientifiques. Pasteur a découvert le moyen de protéger la vie humaine contre les microbes, Branly a découvert la télégraphie sans-fil, Bell a découvert le téléphone, Edison, l'ampoule électrique à incandescence et le phonographe et Fulton, la machine à vapeur. Le chef de l'opposition, lui, a inventé la betteraverie de Saint-Hilaire.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je n'ai pas fini mon discours. J'ai posé une question au ministre de l'Agriculture et je veux une réponse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Vous vous êtes assis et c'est moi qui ai la parole.

**M. le président:** Le député s'est assis et le premier ministre a alors pris la parole.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
De quelle façon le chef de l'opposition a-t-il inventé la betterave? La première loi pour la betteraverie fut passée en 1941. Le gouvernement libéral demandait à la Chambre de voter un crédit de \$150,000 pour la compagnie de betterave à sucre Richelieu limitée. Cent cinquante mille dollars pour la machinerie de la raffinerie et il promettait un octroi de \$1 la tonne jusqu'à concurrence de \$100,000 pour les producteurs pour lancer l'affaire. C'était pendant la guerre, et le chef du gouvernement du temps (M. Godbout) se mit en communication avec Ottawa pour obtenir les priorités nécessaires.

La question fut référée à M. Birkenshaw, chef du bureau de contrôle des industries de guerre, qui, après avoir étudié la question, écrivit une lettre disant que ce n'était pas le temps de construire une betteraverie quand les usines plus vieilles de Chatham et de Wallaceburg en Ontario se préparaient à fermer leurs portes. M. C. D. Howe, alors ministre des Approvisionnements, était du même avis. Dans une lettre, M. Howe disait au premier ministre du Québec que ce n'était pas le temps d'établir une pareille industrie au Canada, qu'il n'y avait pas lieu d'augmenter les facilités de production du sucre.

M. Howe disait aussi que les betteraveries existantes ne vivaient qu'à l'aide de subsides et qu'on ne pouvait pas allouer de matériel pour une pareille entreprise. MM. Birkenshaw et Howe font observer que la situation est aggravée par la guerre dans le Pacifique et que l'entreprise n'arrive pas à point.

Le chef de l'opposition va-t-il faire machine arrière? Pensez-vous qu'il se dit: je n'ai pas le droit de gaspiller ainsi l'argent du peuple et de courir à un échec? Non, pas du tout. Malgré ces lettres et malgré la faillite de la compagnie Richelieu, c'est un nouvel avertissement dont il ne tient aucun compte, le chef de l'opposition porta les crédits de la raffinerie à \$150,000, \$300,000, \$500,000, puis à \$1,000,000, à \$2,000,000 et jusqu'à ce que la province ait payé une somme de \$4,000,000.

Tout cela pour une entreprise qui, de l'avis de tout le monde, était vouée d'avance à un échec complet et certain, pour une entreprise qui est décidément condamnée à mourir. Mais il fallait donner de l'argent à ses amis et, entre autres, à son organisateur politique dans l'Islet, M. Lambert, qui a reçu un contrat de \$100,000.

Le chef de l'opposition a fait acheter des machineries qui avaient 40 ans d'existence d'une compagnie dans le Wisconsin et qui ont appartenu à deux compagnies ayant elles-mêmes fait faillite. L'autre compagnie, celle de Richelieu, a aussi fait faillite. Cela fait donc, comme point de départ, trois compagnies qui ont fait faillite.

Le chef de l'opposition envoie à Johnsville, dans le Wisconsin, un fonctionnaire, M. Gilbert Dionne, en 1941, pour disposer des maisons et de leur aménagement. Il écrit un jour à M. André Auger pour lui apprendre que les affaires vont bien, qu'il a voyagé dans le nord de l'Illinois et le sud du Wisconsin, qu'il a même vendu 30 petites maisons au coût total de \$800. Quelle transaction! Cela représente environ \$28 par maison. M. Dionne écrit en outre: "J'ai fait une grosse transaction; j'ai vendu à une compagnie de charbon, les meubles, les théières, les cafetières, les tapis, les bibelots, etc. Tout cela pour \$2,200". Et il ajoute dans sa lettre: "Ma nouvelle position de vendeur me fatigue un peu; je manque d'entraînement dans la "Sale Business". M. le président, voilà le berceau de la betteraverie de Saint-Hilaire! Et je demande à la Chambre d'en saluer le parrain.

Mais ce n'est pas tout. La correspondance officielle démontre que M. Todd, du département du Trésor, a écrit au chef de l'opposition pour lui dire qu'il violait la loi en permettant à M. Dionne de déposer en son nom l'argent qu'il recevait de la province. Au surplus, M. Dionne violait également une loi fédérale sur le change en changeant de l'argent canadien pour de l'argent américain sans la permission du Foreign Exchange Board. Tout, d'ailleurs, s'est fait dans l'illégalité, dans le mépris des lois pour la protection des argents de la province, de la loi sur le change étranger. Ça été cela la couverture et le berceau de la betterave de Saint-Hilaire, née dans l'illégalité et dans l'imprévision et le manque absolu de sens des responsabilités, il n'est pas surprenant que cette entreprise ait coûté ce qu'elle coûte encore aujourd'hui. Comment se fait-il que le chef de l'opposition n'ait rien vu de tout cela?

Le chef de l'opposition a dû s'adresser à la Cockshutt Plow de Brantford en Ontario pour obtenir du matériel qui compléterait la guenille achetée dans le Wisconsin au prix de \$325,000 et transportée à Saint-Hilaire au coût de \$225,000. Or, la compagnie lui a envoyé une lettre pour lui dire: "Nous vous retournons votre demande de matériel, parce que vous avez signé à la mauvaise place." Le premier ministre du temps ne savait même pas où signer.

Voici un homme qui se lance dans cette entreprise comme Don Quichotte et qui, lorsqu'il écrit, ne sait même pas à quelle place signer son nom.

La province peut-elle confier ses destinées à un homme qui ne sait pas signer son nom au bon endroit? Mais ce n'est pas tout. Pendant cinq ans, le chef de l'opposition a été averti que tout ce qu'il faisait était illégal et hors de bon sens. Et cependant, il a englouti \$4,000,000 dans l'industrie de Saint-Hilaire. Pourquoi a-t-il persisté dans cette dépense? Dieu sait ce que nous aurions pu faire avec cet argent.

Sait-on ce que c'est que \$4,000,000? C'est \$100,000 de drainage dans 40 comtés<sup>3</sup>; ce qui est plus essentiel, cela représente la pension de vieillesse de 13,000 vieux et vieilles dans la province à raison de \$300 par année. Cela représente la souscription du gouvernement à l'Université Laval et des augmentations de salaires aux instituteurs et institutrices.

**M. Choquette (Montmagny):** Cela représente aussi un beau contrat de voirie à Franceschini.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais le chef de l'opposition voulait, avant tout, attacher son nom à la betteraverie de Saint-Hilaire. Il y a eu, dans le passé, Richard-Cœur-De-Lion et d'autres fameux personnages. Désormais, le chef de l'opposition sera connu comme "Chevalier de la betteraverie de Saint-Hilaire".

(Rires à droite)

Pourquoi cette entreprise vouée à la faillite? Pour donner des contrats à des amis aux dépens des cultivateurs et, indirectement, ruiner pour longtemps l'industrie du sucre de betterave au profit du trust du sucre. Le chef de l'opposition savait que l'entreprise telle qu'il l'avait conçue était vouée à la faillite. Et pendant ce temps-là, les cultivateurs étaient abandonnés. Pendant ce temps-là, le régime libéral augmentait de 4 % à 5.72 % le taux de l'intérêt que les cultivateurs devaient payer sur le prêt agricole. Il n'avait pas d'argent pour faciliter le paiement de crédit aux cultivateurs, mais il en avait pour engloutir \$4,000,000 pour la betteraverie de Saint-Hilaire, le prix de 4,000 terres. Il n'est pas surprenant que l'entreprise ait abouti à un désastre.

Dans le dossier de l'industrie de Saint-Hilaire, nous avons même une lettre de feu Me Aimé Geoffrion qui écrit à M. André Auger, chef de la grande culture en 1941, pour lui dire qu'il serait préférable de ne pas spécifier dans le contrat avec le gouvernement que le terrain de Saint-Hilaire doit être le seul où peut être établie la betteraverie. Autrement, dit M. Geoffrion, les cultivateurs de la

région pourraient faire chanter le gouvernement. Quel compliment à l'adresse des gens de Saint-Hilaire. Je proteste au nom des cultivateurs contre cette insulte. D'ailleurs, je suis bien sûr que M. Geoffrion n'est pas véritablement l'auteur de cette insulte. Elle lui a été imposée par le chef de l'opposition et ses amis.

La betteraverie de Saint-Hilaire, lancée à une période où l'on était sûr de rendre impossible toute concurrence au trust du sucre, a été fondée sur l'illégalité, l'imprévoyance, la négligence et l'injure. Quel monument on va bâtir avec cela au chef de l'opposition! Quel monument de gaspillage! Le trust du sucre sera le premier à souscrire, car le chef de l'opposition ne pouvait mieux procéder pour ruiner l'industrie de la betterave à sucre dans la province au bénéfice du trust du sucre. C'est ça la grande œuvre du chef de l'opposition.

Les générations futures pourront lire sur le socle de ce monument l'épithète suivante: Ci-gît l'honorable chef de l'opposition qui, à son dit et son dédit, a sacrifié sa vie, sa carrière, et son intelligence dans l'œuvre admirable de la betteraverie de Saint-Hilaire et a péri dans la betterave.

(Rires à droite)

**M. Godbout (L'Islet):** Bien que le premier ministre soit un adversaire, j'ai eu beaucoup de peine à le voir faire tant de déclarations pour se déprécier à son âge devant toute la province. Le premier ministre vient de donner une démonstration de la façon dont il comprend les problèmes agricoles. Il vient de nous montrer le peu d'intérêt qu'il porte à l'agriculture. Je lui laisse ses plaisanteries d'enfant d'école. Il s'amuse et quand il voit les autres rire, il ne se rend même pas compte que ceux qui s'amusent à côté de lui s'amusent à ses dépens. Mais le peuple se rend compte comment le premier ministre traite les questions sérieuses.

Le premier ministre a fait l'histoire de la betteraverie. Nous allons reprendre cet historique avec lui. Il a parlé d'un montant de \$150,000. C'était le montant nécessaire pour acheter l'outillage aux États-Unis. Au fur et à mesure, nous avons demandé les montants nécessaires pour réaliser l'œuvre. Le premier ministre mentionne un chiffre de \$4,000,000. D'abord, quoi qu'en dise le chef du gouvernement, l'usine de Saint-Hilaire n'a pas coûté \$4,000,000. Au printemps de 1945, alors qu'on avait dû payer un déficit inévitable pour la première année, la province avait dépensé à Saint-Hilaire une somme totale \$3,200,000. Pour le premier ministre, les millions, ça ne compte pas. J'aime mieux les \$3,000,000 que nous avons investis à l'avantage des cultivateurs à Saint-Hilaire que ceux que le

gouvernement actuel laisse couler entre les mains de Franceschini dans le Parc national.

L'œuvre de Saint-Hilaire doit se poursuivre en dépit de tout ce qu'on peut faire pour la détruire. L'usine de Saint-Hilaire n'est qu'un point de départ, il y en aura plusieurs autres avant longtemps. Bientôt, il faudra construire quatre ou cinq usines semblables dans les autres régions de la province. C'est de l'emploi pour 15,000 familles, une source de revenus pour 2,000 à 4,000 habitants.

D'après le témoignage du gérant actuel de la betteraverie, M. Pasquier, un homme compétent que le gouvernement est allé chercher en France pour prendre la direction de l'usine de Saint-Hilaire, on peut considérer l'industrie de la betterave à sucre comme définitivement établie dans la province. Le rapport de M. Pasquier est la meilleure réponse qu'on peut donner au premier ministre. Il (M. Godbout) lit plusieurs paragraphes du rapport présenté par M. Pasquier.

Le gouvernement prétend que notre œuvre est mal conçue? Qu'elle a coûté trop cher? Qu'elle n'est pas viable? Alors fermez-la! Je mets le premier ministre au défi de fermer l'usine de Saint-Hilaire. Il n'en sera pas capable. Vous ne serez pas capable de mettre la clef dans la porte! Ce serait bientôt la révolte chez les cultivateurs. Saint-Hilaire a été établie pour durer.

Le premier ministre s'efforce de détruire les œuvres de ses adversaires. Les critiques qu'en fait le premier ministre démontrent qu'il ne connaît rien au problème agricole. Le premier ministre a parlé des difficultés que nous avons eues au début pour mettre l'industrie sur pied. Je l'en remercie. Cela démontre que nous avons résisté à l'opposition du premier ministre, à ses amis du trust du sucre de canne, pour coopérer à l'effort de guerre que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a qualifié de criminel.

Le premier ministre a dit que cette entreprise est née dans l'illégalité et il prétend que M. Gilbert Dionne, un des promoteurs, a commis des illégalités dans ses transactions aux États-Unis. C'est le procureur général de la province qui parle ainsi et cependant le même M. Dionne est encore à l'emploi de la province à Saint-Hilaire. S'il s'est rendu coupable d'illégalités, pourquoi le premier ministre ne l'a-t-il pas mis dehors?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas l'habitude de faire payer par les petits les mauvaises directions qu'on leur donne.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est l'habitude du premier ministre de jeter de la boue partout. Et cette

boue vient toujours à tomber dans la face de ceux qui la jettent.

L'usine de Saint-Hilaire a été fondée sur le bon sens, sur la prévision et sur l'honnêteté. Elle a été construite, aux dires des experts, selon toutes les règles de l'art. Il est vrai que nous avons rencontré dans certains services fédéraux la même résistance que l'on rencontre souvent quand on veut faire quelque chose de neuf dans Québec. Nous avons combattu la même résistance quand nous avons lancé la culture du tabac jaune, celle des arbres fruitiers. Le premier ministre nous a signalé la lettre de M. Howe qui nous avertissait que ce n'était pas le temps d'établir cette betteraverie. Le ministre fédéral ne faisait qu'exprimer, alors, le sentiment des fonctionnaires de son ministère.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Howe est-t-il opposé à Québec?

**M. Godbout (L'Islet):** C'est M. Howe lui-même qui est allé chercher aux États-Unis les priorités dont nous avons besoin. Lorsque nous avons voulu implanter la culture du tabac, des arbres fruitiers, on nous a toujours répondu que ces cultures ne convenaient pas à Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons ici la lettre de M. Howe.

**M. Godbout (L'Islet):** M. Howe a d'abord écrit selon l'impression de ses employés. Par la suite, je suis allé le rencontrer. C'est M. Howe, personnellement, qui est allé à Washington chercher les priorités dont nous avons besoin pour le cuivre et le caoutchouc. Nous avons passé par-dessus les employés fédéraux comme nous avons passé par-dessus vous. Nous continuerons à passer par-dessus le gouvernement actuel, comme le peuple de la province le passera bientôt par-dessus bord.

Le premier ministre dit que Saint-Hilaire est une entreprise condamnée à mourir. Elle est plus stable que le gouvernement, car nous avons eu de la prudence en édifiant cette œuvre. En 1944, quand les cultivateurs n'avaient pas encore l'outillage nécessaire, la production a été de 16,000 tonnes. En 1947, alors que cette production aurait dû être portée à 50,000 tonnes, elle a été de 10,000 tonnes. L'entreprise sera nécessairement une faillite si le gouvernement continue à lui faire donner des rendements comme ceux de l'année dernière, à décourager les cultivateurs en leur disant qu'on en fera bientôt une distillerie.

Mais les cultivateurs ne sont pas découragés. Ils répondent aux critiques du gouvernement par leur

propre revue, qui est une des plus belles revues agricoles de la province. Quand nous reprendrons le pouvoir, l'Association des producteurs de betterave à sucre ne tardera pas à compter de 50,000 à 60,000 membres.

Je regrette l'attitude du premier ministre sur cette question. L'œuvre de Saint-Hilaire doit se poursuivre en dépit de tout ce qu'on peut faire pour la ruiner. Nous avons bâti cette industrie avec l'espoir de la passer un jour à une coopérative agricole. Je répète mon défi au premier ministre de détruire la betteraverie de Saint-Hilaire. Faites-y du whisky si vous voulez au lieu du sucre et nous verrons ce qui croulera, l'usine ou le gouvernement actuel.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il s'agit là d'une entreprise mal faite, mal foutue, mal bâtie, mal engagée, mais le gouvernement veut tout de même en sauver ce qui peut-être sauvé. Le gouvernement paie \$13 la tonne pour les betteraves et il fait certainement preuve de patience avec ce projet.

Au 15 décembre 1944, d'après les chiffres de l'auditeur de la province, on avait payé pour cette entreprise qui n'était pas encore terminée \$3,562,550.59.

**M. Godbout (L'Islet):** Dans ce montant se trouvent compris des achats de machinerie pour les cultivateurs, des avances, etc.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Le montant comprend des dépenses accessoires et surtout des dépenses non nécessaires, comme l'hôtellerie. Mais il a fallu au moins \$4,000,000 pour mettre l'enfant au monde. Légitime ou non, nous n'avons pas le droit de tuer cet enfant. On maintient l'usine parce que le gouvernement n'a pas le droit de faire mourir cet éléphant blanc. Nous avons fait tout ce qui était humainement possible pour induire les cultivateurs à produire de la betterave, mais en dépit de toute la propagande que nous avons faite, la production n'a jamais dépassé 17,000 tonnes, de quoi faire marcher l'usine pendant 12 jours. On a bâti trop gros: voilà le crime. Consciemment ou non, on s'est fait les complices du trust du sucre. Ce dernier a bon espoir que la betteraverie va faire faillite, mais le gouvernement, avec l'aide des cultivateurs, va tenter de déjouer cet espoir.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Je n'ai pas l'intention de me prononcer sur le fond du débat. Y a-t-il eu ou non gaspillage? Je ne le sais pas. Je n'ai aucune compétence pour discuter le côté technique de l'affaire. Ayant assisté à huit heures de

discussion sur la betteraverie de Saint-Hilaire, au cours de laquelle on a répété tout ce qui s'est dit l'an dernier sur le même sujet, je puis juger de l'attitude du gouvernement. Quelle est-elle? Elle consiste à faire la critique d'un acte passé tout en réclamant des crédits pour la faire vivre. La critique actuelle d'un acte de l'ancienne administration peut-être légitime en soi si l'acte est mauvais. Mais j'ai constaté qu'à force de critiquer à fond de train cette affaire, on finit par travailler en définitive contre l'industrie elle-même, qui fonctionne encore et qui est la propriété du gouvernement.

Je fais tout de suite une distinction entre les paroles du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) et celles du ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) et du premier ministre. Je crois, à entendre le ministre de l'Agriculture, que le gouvernement veut sauver l'entreprise. Le ministre de l'Agriculture nous dit que, même si l'enfant est illégitime, il importe de lui sauver la vie. Mais, je n'ai pas la même impression à écouter le premier ministre et le ministre de l'Industrie et du Commerce; on a l'impression qu'ils ont perdu toute confiance dans cette affaire. Les collègues du ministre de l'Agriculture disent plutôt que l'enfant est mort-né, qu'il n'est pas né viable, que l'entreprise est une faillite irrémédiable. Si c'est une faillite, pourquoi y engloutir \$250,000 de deniers publics?

Le gouvernement doit choisir. Ou bien les critiques sont fondées: la betteraverie est morte-née, comme le dit le gouvernement, et l'œuvre ne peut pas vivre; alors qu'on procède sans retard à sa transformation. Ou bien elle peut vivre. Si on veut maintenir l'entreprise, qu'on lui fournisse suffisamment de matière première. Il faut que les cultivateurs soient encouragés à produire de la betterave. Dans ce dernier cas, le genre de débat qu'on entend en Chambre depuis quatre ans n'est-il pas en contradiction flagrante avec les circulaires du ministre de l'Agriculture et les circulaires des agronomes? Est-ce une façon de les encourager que de dire que l'entreprise est vouée à la faillite? Ce débat n'est pas de nature à encourager les cultivateurs à produire de la betterave à sucre.

#### **Rapport de comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Questions et réponses:**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement de la province a-t-il accordé des octrois à des industries déjà existantes ou pour aider à l'établissement de nouvelles industries, dans le comté de Matane, du 1<sup>er</sup> septembre 1944 au 1<sup>er</sup> mars 1948?

Dans l'affirmative:

a) À qui?

b) Quel montant dans chaque cas?

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Du 1<sup>er</sup> septembre 1944 au 1<sup>er</sup> mars 1948: octrois, etc., à de nouvelles industries dans le comté de Matane. (Voir le tableau à la page suivante)



## C. P. 1944-45

## Manufacture de laine du Bas Saint-

Laurent, Enr. ....	Poulin Théophile		
	<i>re</i> : part Agriculture .....	\$ 125.20	
	<i>re</i> : part Industrie et commerce .....	<u>158.56</u>	
			\$ 283.76

## C. P. 1945-46

## Manufacture de laine du Bas Saint-

Laurent .....	Poulin, Théophile		
	<i>re</i> : part Industrie et commerce .....	\$ 625.00	
	<i>re</i> : part Agriculture .....	<u>341.24</u>	
			966.24

## C. P. 1946-47

Meubles .....	Ouvrage général de bois .....	1,000.00	
Portes et chassis .....	Pelletier Cléophas .....	500.00	

## C. P. 1947-48 (29-2-48)

Manufacture de meubles du Bas Saint-Laurent .....		1,600.00	
---	--	----------	--

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 46 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

*a)* En ajoutant, après la cinquième ligne, ce qui suit comme paragraphe "a":

"a) en remplaçant, dans la cinquième ligne, le millésime "1946" par le millésime "1950";

*b)* les paragraphes "a", "b" et "c" deviennent respectivement paragraphes "b", "c" et "d".

2. Ce qui suit est ajouté, après l'article 1, comme article 2:

"2. L'article 8 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 67, et l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 76, est de nouveau modifié:

*a)* en remplaçant le millésime "1948", dans la quatrième ligne, par le millésime "1950";

*b)* en remplaçant, dans les sixième, septième, huitième et neuvième lignes, les mots "fiduciaires et ceux qui auront pu les remplacer, tel que prévu au paragraphe "d" de l'article précédent de la présente loi." par les mots "personnes mentionnées au paragraphe "a" de l'article 7 de la présente loi."

3. L'article 2, qui devient article 3, est modifié en biffant, dans la première ligne, le chiffre "8".

4. L'article 3 devient article 4.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 150 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en remplaçant, à la page 3, le dernier paragraphe par le suivant:

"La cité devra cependant payer aux propriétaires riverains tout dommage réel et distinct de celui des autres contribuables, s'il y a lieu, résultant de l'application du présent article et Maurice Pollack Realty Company, Limited, ses successeurs ou ayants droit devront rembourser à la cité toute somme ainsi payée par elle, y compris les frais de procès. Cette créance de la cité prendra rang avec les taxes municipales et scolaires et sera en conséquence privilégiée sur tous les immeubles compris entre les rues Mgr Gauvreau, Du Pont, le boulevard Charest et la rue Octave actuelle, qui appartiennent ou appartiendront à ladite Maurice Pollack Realty Company, Limited, ou ses successeurs ou ayants droit."

2. L'article 11 est modifié:

*a)* en remplaçant, dans la neuvième ligne, les mots "trois" par le mot "quatre";

*b)* en y ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

"Le quatrième échevin du quartier Saint-Sauveur sera élu par les électeurs inscrits sur la liste pour l'élection de l'échevin dont le siège est désigné par le numéro 1 et ses qualités seront celles inscrites pour le siège numéro 1."

3. L'article 13 est modifié en remplaçant, dans l'avant-dernière ligne du paragraphe "b" de l'article "201", les chiffres "1949-50" par les chiffres "1948-1949".

4. Ce qui suit est ajouté, après l'article 24, comme article 25:

"25. Les articles 15 et 16 de la loi 19 George V, chapitre 95, tels qu'édictees par la loi 9 George VI, chapitre 71, sont remplacés par les suivants:

"15. Le maire sera élu pour trois années, à la majorité des électeurs municipaux ayant voté. Il est le premier magistrat de la cité. Il la représente en toutes fonctions honorifiques. Son indemnité est de neuf mille dollars par année, dont quatre mille dollars pour payer partie des dépenses inhérentes à sa charge, en sus des frais de voyage ou de représentation."

"16. Chaque échevin reçoit, comme indemnité, à même les fonds de la cité, une somme annuelle de deux mille cinq cents dollars, dont mille dollars, pour payer partie des dépenses inhérentes à sa charge, en sus des frais de voyage ou de représentation."

5. L'article 25 devient article 26.

6. L'article 26, devenu article 27, est remplacé par le suivant:

"27. Le contrat reproduit à la cédule "A" de la présente loi, passé le 30 décembre 1947 entre la cité de Québec et Sa Majesté le Roi aux droits du Canada, est ratifié, confirmé, déclaré valide et légal à toutes fins de droit.

Toutefois si la cité, pour donner suite au contrat, est obligée de faire un emprunt, cet emprunt sera sujet à l'approbation des contribuables propriétaires et le contrat ne sera exécutoire que si l'emprunt a été approuvé suivant la loi."

7. L'article 27 devient article 28.

## Projets de loi:

### Charte d'Oka-sur-le-Lac

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 46 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 150 modifiant la charte de la cité de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

## Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 19 mars 1948

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Travaux de la Chambre

**M. Drouin (Québec-Est)** signale que deux motions qu'il avait inscrites au sujet d'un pont entre Québec et Lévis et de la disparition des passages à niveau sont disparues du *Feuilleton*. Il demande des explications.

**M. l'Orateur:** Elles ont été rayées pour la même raison que pour les autres qui ont été précédemment rejetées. C'est qu'elles avaient trait à des matières comportant des dépenses d'argent.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je veux obtenir une direction en ce qui concerne les travaux de la Chambre.

**M. l'Orateur:** Ma décision est rendue et le député de Québec-Est (M. Drouin) peut toujours venir me rencontrer à mon bureau où il pourra prendre connaissance d'une décision semblable à Ottawa.

### Subsides:

### Budget des dépenses 1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Johnson (Bagot)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Raffinerie de sucre de Québec, S. R., chapitre 71 (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier)** demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) de prendre une décision. Si l'usine est une irrémédiable faillite, dit-il, comme le prétendent le premier ministre et le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu), le gouvernement ne devrait pas demander à la Chambre d'y englober un autre \$250,000. Qu'on la ferme et qu'on la transforme. Si par ailleurs, on veut maintenir l'œuvre parce qu'on estime que l'expérience vaut d'être continuée quelques années, comme l'a affirmé le ministre de l'Agriculture, que le gouvernement ne travaille pas contre lui-même et qu'il se contente de signaler que l'entreprise coûte cher. Qu'on change aussi de tactique et qu'on s'organise pour qu'elle marche en lui procurant de la matière première. On ne devrait pas faire un débat qui soit de nature à décourager les cultivateurs de produire de la betterave.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je veux une réponse à ma question. Qui fournit le charbon à l'usine de Saint-Hilaire?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Je ne m'occupe pas de ces questions, mais je crois que c'est M. Bessette de Richelieu, dans mon comté. Je n'en suis pas certain.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Est-ce que ce charbon est transporté par charretier?

**Une voix:** Non par la malle.

**M. Chartier (Saint-Hyacinthe):** Le député de Montréal-Mercier veut-il insinuer que j'ai vendu le charbon à Saint-Hilaire? Je lui demande de peser ses paroles.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le député de Saint-Hyacinthe se croit-il visé? Personne n'a parlé de vous!

**M. Lawn (Pontiac)** proteste contre l'attitude du gouvernement à l'égard de la classe agricole.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le gouvernement pourrait bien aider l'industrie de la betterave, sans maugréer, comme il aide celle du sucre et du sirop d'érable pour laquelle le gouvernement de la province a payé des octrois de \$340,000. Les cultivateurs ne produiront plus de betterave à sucre que s'ils se rendent compte que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) est sérieux dans ses promesses de faire son possible pour que cette industrie vive. Donc que le ministre de l'Agriculture donne suite à ses bonnes intentions en assurant les cultivateurs que l'œuvre sera maintenue plusieurs années maintenant que l'on a une belle industrie à Saint-Hilaire.

(Applaudissements à gauche)

Il peut y avoir des pertes au début, mais on ne met pas une industrie comme celle-là sur pied sans assumer certains risques. Nous nous entendons sur le principe. Cessons nos querelles et préparons un plan unanime qui va permettre aux cultivateurs de se lancer sans crainte dans cette culture payante pour eux et leurs familles.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** On se heurtera toujours à l'obstacle de la matière première qui est insuffisante pour le fonctionnement normal de l'usine. Si les cultivateurs veulent une sucrerie de betterave, il leur faut produire cette matière première en quantité suffisante pour que l'usine fonctionne. Tout en se souvenant que la production de la betterave implique pour le cultivateur un programme de préparation de 16 mois ou plus. Nous n'avons pas d'objection à soigner le patient le mieux possible, mais de ceux qui l'ont empoisonné, nous ne voulons pas accepter de leçons.

**M. Choquette (Montmagny):** À entendre le ministre de l'Agriculture et ses collègues discuter cette question, on se demande si réellement ils veulent que la Chambre vote des crédits pour cette industrie ou s'ils sont contre. Le premier ministre nous reproche de retarder, mais lorsque nous lui demandons compte de sa mauvaise administration, il nous fait perdre un temps précieux. Tout ce que veulent les membres de l'opposition, c'est de l'information.

Hier et ce matin, nous avons assisté à ce spectacle unique d'un gouvernement qui travaille à bloquer lui-même l'adoption de ses propres crédits. Le gouvernement fait de la petite politique aux dépens des cultivateurs, alors que l'opposition, qui a créé l'œuvre, défend les subsides de la classe agricole.

La vérité c'est qu'on en veut à notre œuvre. Nous avons entendu les ministres combattre, avec la contradiction que l'on sait, une œuvre qui est un monument magnifique au patriotisme concret du chef du Parti libéral. Le premier ministre a parlé tantôt contre, tantôt pour la continuation de la fabrication du sucre à cet endroit. Parfois, il est question de transformer cette fabrique pour y substituer une usine de whisky, spécialité de l'Union nationale. Quelles farces! Tout cela sur le dos des cultivateurs! On veut tuer l'industrie de sucre de betterave établie par les libéraux pour le bénéfice des cultivateurs en discréditant l'entreprise, dans le but de favoriser le trust du sucre de qui on espère des souscriptions pour les prochaines élections. C'est une honte! C'est une autre manœuvre de l'Union nationale. Mais le peuple lit les journaux et il voit clair dans la manœuvre.

Chaque fois que nous dénonçons leurs turpitudes, pour détourner l'attention, ils simulent qu'ils sont dans l'opposition et que nous sommes au pouvoir. Mais la simulation va se tourner en réalité et lors de la prochaine session, nous serons de l'autre côté de la Chambre et, de ce côté-ci, il ne restera que les débris d'un régime discrédité.

(Applaudissements à gauche)

Au lieu de discuter les crédits de 1948, ils discutent ceux de 1941. La tactique bien connue de l'Union nationale, quand elle est accusée, de se porter accusatrice, ne trompe personne. Quand nous dévoilons leurs turpitudes, ils cherchent une couverture; c'est alors une suite ininterrompue d'insanités pour créer une diversion et détourner l'attention. Ils lancent des accusations en l'air, la plupart du temps forgées, toujours déformant les faits et dénaturant la vérité. Ils essayent de nous salir. On dénature les faits et on organise un écran de fumée. Ils veulent nous intimider, nous salir et même nous menacer. L'Union nationale a toute une garde-robe de masques: masque de l'autonomie, masque du communisme, masque des trésors polonais, masque de l'usine de Saint-Hilaire, etc.

**M. le président:** L'atmosphère est calme. Que l'honorable député de Montmagny (M. Choquette) garde ses nerfs. Je lui demande de s'en tenir à l'item en discussion et de ne pas utiliser de termes qui, dans le climat particulier d'une fin de session, alors que les nerfs sont surexcités, pourraient provoquer des réactions regrettables.

**M. Choquette (Montmagny):** Je crois avoir le droit de répondre au premier ministre et aux

orateurs ministériels. Leurs discours ont été des écrans de fumée. Mais les masques vont tomber ou je ne connais pas le peuple de ma province.

(Applaudissements à gauche)

(Pointant les ministres) Ces gens-là trouvent exagérée une dépense de \$3,000,000 pour le bénéfice des cultivateurs. Ils nous critiquent, ces gens-là qui ont dépensé \$47,000,000 pour la voirie en un an en négligeant les chemins ruraux. Ils nous reprochent ces \$3,000,000, eux qui n'ont pas hésité à donner pour une bouchée de pain des centaines de millions et nos richesses minières à la Hollinger...

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre. Il y a des limites. Le député de Montmagny viole les règlements tout le temps et il ne cesse d'insulter les ministres. Il lit son texte, ce qui prouve qu'il agit délibérément. Je vous demande, M. le président, de faire observer les règlements et d'empêcher le député de lire son texte. Appelez-le à l'ordre.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre me juge-t-il? Il dit que je suis coupable. Je plaide non coupable.

(Applaudissements à gauche)

C'est vous qui ne cessez pas, depuis hier, de nous insulter et de vous tourner en ridicule. Le premier ministre a même érigé un monument au chef de l'opposition pour mieux rire de lui. Dans ce débat, le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a été jusqu'à faire des personnalités, à s'attaquer au physique des députés de la gauche et nous n'aurions pas le droit de répondre? J'ai le droit de répondre.

(Applaudissements à gauche)

Je ne ferai pas de personnalités. Je n'ai jamais attaqué personnellement un député ou un ministre, mais je me suis défendu quand on m'injurait. J'ai souvent ferraillé contre le gouvernement. J'ai attaqué collectivement l'Union nationale et si j'ai parfois répondu durement et directement à un de ses membres, c'était pour défendre l'honneur de mes parents, l'honneur de mon père, l'honneur de ma famille et mon honneur personnel.

(Applaudissements à gauche)

Je dis que la dépense de \$3,000,000 faite à Saint-Hilaire a été faite dans l'intérêt des cultivateurs. L'Union nationale critique cette œuvre du Parti libéral pour motifs politiques, mais elle n'aura jamais le courage de fermer l'usine, parce que les cultivateurs ne le permettraient pas.

M. le président, le premier ministre a dit ce matin que sur le monument de Saint-Hilaire, élevé au chef de l'opposition, il voulait inscrire une épitaphe appropriée. Moi, je lui dirai qu'après l'élection le peuple entend élever à l'Union nationale un monument.

Mais quel monument et quelle épitaphe pourrions-nous placer sur la tombe politique de l'Union nationale qui sera bientôt mise en terre? Il faudra ériger sur une terre boueuse un monument qui s'enlisera graduellement. Sur la pierre, on écrira l'épitaphe suivante:

"Ci-gît la tartuferie, rentrée là d'où elle était sortie."

(Applaudissements à gauche)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de recherches agricoles-Salaires et dépenses (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de terrains et constructions - Dépenses en immobilisations (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Résolu qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny)** interroge le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) au sujet des fonctionnaires du département.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mon ministère compte actuellement 1,315 employés, soit une diminution de 212 comparativement à l'année dernière.

**Un député de l'opposition:** On a pourtant augmenté de sept le nombre des services.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous avons réorganisé le personnel et il donne aujourd'hui un rendement maximum.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny)** interroge le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse au sujet des fonctionnaires du département.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** répond aux questions.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais du bureau (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a-t-il bien voyagé?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai fait qu'un voyage en dehors de la province, pour assister à une conférence intergouvernementale convoquée par Ottawa sur les pensions de vieillesse.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a-t-il bien reçu?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La relation avec les autorités fédérales a été cordiale. La province de Québec a reçu des félicitations, à Ottawa, pour la façon dont elle administre la loi des pensions de vieillesse.

On nous a dit que notre façon d'administrer cette loi pouvait être citée en exemple aux autres provinces. Les autorités fédérales ont dit qu'elles n'avaient qu'un désir, celui de voir toutes les

provinces administrer aussi bien les pensions de vieillesse que la province de Québec.

**M. Choquette (Montmagny):** Ça prouve qu'il y a moyen de s'entendre avec Ottawa.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est certainement facile de s'entendre avec certaines personnes sur certains sujets à Ottawa. Des amendements ont été suggérés par Québec et acceptés. Notre système administratif, établi en 1936-1937, a même été copié par les autres provinces à la demande des autorités fédérales.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La vérité sort de la bouche du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse. L'administration des pensions de vieillesse a été mise sur pied par un gouvernement libéral en 1936.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous en reparlerons à l'item des pensions de vieillesse.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cent soixante-treize mille dollars, nécessaire pour ouvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles d'enseignement spécialisé (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny)** interroge le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) au sujet de la construction des écoles d'arts et de métier et de la réfection des écoles techniques.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mon département s'est parfaitement entendu avec les ministères fédéraux pour la construction des écoles d'arts et métiers, pour la réfection des écoles techniques, et d'écoles d'arts et métiers, etc. Le gouvernement fédéral a ainsi payé la moitié d'une somme totale de \$3,575,194.46. Les gouvernements fédéral et provincial se divisent également les frais de la construction, mais la province paie pour l'achat du terrain et pour l'administration de l'école. La province de Québec est la seule à profiter de tous les avantages de l'entente entre le fédéral et les gouvernements provinciaux sur le bien-être social et l'aide à la jeunesse.

**M. Choquette (Montmagny):** Les contrats ont-ils été donnés après demande de soumissions publiques?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non. Dans les cas de constructions ou de réparations, des soumissions publiques n'ont pas été demandées par la voie des journaux, mais on demande à tous les entrepreneurs de la localité où un édifice doit être construit de soumettre une offre et les contrats sont accordés sur des prix fixes, prix qui comprennent les profits. Je vais régler cette question une fois pour toutes. Dans tous les cas, il y a eu demande de soumissions à au moins trois entrepreneurs de confiance et le contrat a généralement été accordé au plus bas soumissionnaire.

Ainsi trois contrats ont été accordés, l'un à M. Jos Turcotte pour \$125,250, un deuxième à M. Roland Laberge pour \$48,400 et le troisième à M. Roland Laberge encore pour \$118,460, pour un montant total de \$354,000. De plus, la construction d'une école technique à Hull a été confiée à Raymond Brunet, le maire de Hull, qui est un candidat libéral à Hull aux prochaines élections. M. Brunet était le plus bas soumissionnaire et il a eu le contrat.

**M. Choquette (Montmagny):** Ceci a probablement été un acte d'héroïsme. Ottawa a-t-il consenti à l'octroi de contrats sans demande de soumissions publiques?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas eu besoin de consulter la liste de patronage pour donner les contrats. Des contrats pour \$1,500,000, avec contribution du fédéral, ont été accordés depuis 1946 et jamais le gouvernement d'Ottawa, soit par l'entremise de M. Mitchell, M. McNamara ou encore M. Thompson, n'a fait la moindre représentation. C'est donc dire que notre manière d'agir est approuvée par le fédéral.

En vertu de l'entente avec le fédéral qui devait se terminer au mois d'avril et qui a été prolongée la semaine dernière jusqu'en 1952, Ottawa paie 50 % du coût des constructions des écoles spécialisées. Il (l'honorable M. Sauvé) donne des précisions sur les travaux exécutés aux écoles techniques de Montréal et de Québec. Les réparations à l'École centrale des arts et métiers, dit-il, les bâtisses de l'ancienne Université de Montréal, ont coûté \$250,000.

**M. Choquette (Montmagny):** Il n'y a pas de centralisateurs dans le département fédéral avec lequel vous transigez?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**  
Pas dans le département du Bien-être social.

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse n'a pas de lettre d'Ottawa approuvant son système de donner les contrats sans demande de soumissions publiques?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**  
Non, mais Ottawa paie.

**M. Choquette (Montmagny):** Le système des contrats sans soumissions publiques est condamnable. Dans tous les pays civilisés, on demande des soumissions par la voie des journaux pour économiser les deniers publics. En ne demandant des prix qu'à trois entrepreneurs, on écarte un grand nombre de personnes et on ne prend pas une précaution élémentaire. Alors, il y a des gens qui n'ont pas eu la chance de soumettre des prix. Je comprends que c'est le gouvernement qui décide et on sait qui est le gouvernement. C'est un système vicieux. Ma position est tellement solide que le premier ministre a pris l'engagement de demander des soumissions.

Le gouvernement manque donc à ses promesses électorales en ne demandant pas de soumissions publiques par la voie des journaux. Le premier ministre, dans un discours retentissant, alors qu'il était chef de l'opposition, a dit que les contrats accordés sans demande de soumissions publiques faisaient perdre une couple de millions par année à la province et il s'est engagé, s'il reprenait le pouvoir, à demander des soumissions publiques.

**M. le président<sup>4</sup>** invite la gauche à ne pas recommencer la campagne électorale de 1944.

**M. Choquette (Montmagny):** Le gouvernement ne demande pas de soumissions publiques et il oblige les corporations municipales et les commissions scolaires à en demander. Le système actuel, suivi par le gouvernement dans les contrats, est une politique vicieuse et une cause de gaspillage des deniers publics. Pourquoi la loi exige-t-elle des soumissions? Pour économiser de l'argent.

(Protestations à droite)

Il y a des gens dont on se demande comment il se fait qu'ils ont été élus?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député de Montmagny a été défait et il le sera encore.

**M. Choquette (Montmagny):** Il paraît que le premier ministre va mettre de côté mon ancien adversaire et présenter un nouveau candidat, qu'il va dépenser \$100,000 pour me battre. Je l'avertis que le comté de Montmagny n'est pas à vendre. Pour la troisième fois, je défie le premier ministre de venir se présenter contre moi. Je lui promets le plus beau biscuit qu'il ait eu dans sa vie politique.

(Applaudissements à gauche)

La loi des travaux publics, le Code municipal et le Code scolaire exigent que l'on demande des soumissions publiques. Pourquoi le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse ne demande-t-il pas de soumissions publiques?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**  
Le système actuel a ceci d'avantageux que ce sont des experts qui demandent des soumissions à un petit groupe de personnes susceptibles de pouvoir exécuter les contrats de la façon la plus économique possible.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le système de demande de soumissions publiques peut être bon, mais il pêche en ceci que le gouvernement n'est pas tenu d'accepter la plus basse soumission.

**M. Choquette (Montmagny):** Mais vous avez le droit d'accepter la plus basse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
D'ailleurs, la plus basse soumission devient souvent la plus haute avec les extras que l'on charge. En 1942 et 1943, j'ai dit au premier ministre du temps (M. Godbout) que le système des soumissions était souvent hypocrite et que très souvent, dans le passé, on a préparé le cahier des charges de façon à ce que l'entrepreneur désigné ait le contrat. Il m'a approuvé.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai fait une réserve pour les cas d'urgence ou les spécialistes, mais pas autre chose.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le premier ministre a changé de politique, il devrait amender les lois pour ne plus obliger les corporations scolaires, les commissions scolaires et le gouvernement à demander des prix publiquement pour leurs travaux.

**M. Godbout (L'Islet)** appuie le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

**M. Choquette (Montmagny):** Le gouvernement ne veut plus de soumissions publiques afin d'encourager

ses amis comme il l'entend et d'obtenir une ristourne des entrepreneurs pour sa caisse électorale.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

La loi n'oblige pas à demander des soumissions publiques. Je n'ai d'ailleurs pas besoin de la loi des travaux publics ou du Code municipal pour observer le serment que j'ai prêté comme ministre du Bien-être social et de la Jeunesse.

Nous avons procédé de la façon la plus économique possible et nous avons l'approbation du fédéral. Le travail doit se faire et il est dans l'intérêt des fonds qu'il soit fait au plus bas. Ottawa qui participe à la dépense des constructions nouvelles semble entièrement satisfait de notre administration. Les projets de construction d'écoles, dit-il, sous son administration, ont été inspectés par des vérificateurs fédéraux. Les vérificateurs fédéraux sont continuellement au poste et ils vérifient tous nos comptes. Ils n'ont jamais fait la moindre remarque, il n'y a jamais eu de discussion sur aucun item des projets en question. Tous les travaux ont été confiés à des firmes ou des entrepreneurs compétents.

**M. Choquette (Montmagny):** Est-ce qu'Ottawa vous dirige maintenant? La raison pour laquelle Ottawa accepte le système du Québec visant à octroyer les contrats, c'est parce qu'Ottawa ne croit pas qu'un gouvernement provincial le vole, mais évidemment Ottawa ne sait pas qu'il est en face d'un gouvernement qui a dilapidé des fonds de la province.

La province dépense plus d'argent avec ce système. Le système généralisé de contrats sans soumissions est contraire à la loi et constitue une dilapidation des deniers publics.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Il s'agit présentement de mes crédits et l'allusion du député de Montmagny me vise directement. Je mets au défi le député de Montmagny de prouver que j'ai dilapidé les deniers publics.

**M. Choquette (Montmagny):** Je n'accuse pas directement le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, mais le système qui est vicieux. En éliminant des entrepreneurs, il paie plus cher et c'est une dilapidation. Je dis donc que le présent système coûte plus cher à la province, à cause du patronage éhonté et des contrats sans soumission. Le système que nous préconisons est conforme à la loi et à la promesse solennelle faite par le premier ministre pour escamoter le pouvoir.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Nous ne nous entendrons pas, car je ne crois pas au système des soumissions publiques. Ce système n'a jamais existé sérieusement dans la province. Les entreprises privées n'en demandent pas. La maison Dupuis Frères et la Shawinigan Water and Power procèdent de la même façon que le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, c'est-à-dire en demandant des soumissions à trois ou quatre entrepreneurs en qui ils ont confiance. C'est ce qui se fait couramment dans l'industrie et le commerce. En procédant ainsi, j'ai agi dans le meilleur intérêt de la province.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est leur argent que les entreprises privées dépensent tandis que vous dépensez l'argent public. Le peuple ne peut accepter ce système.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Il le dira bientôt et s'il n'est pas satisfait, je resterai chez nous. Le député de Montmagny peut continuer à argumenter, mais franchement, s'il croit à ça, moi je n'y crois pas.

**M. Choquette (Montmagny):** Je voudrais convaincre le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

J'en ai assez entendu pour être convaincu que le député de Montmagny ne me convaincra pas.

**M. Choquette (Montmagny):** Il y a certainement une raison pourquoi les dépenses de la province sont montées de \$94,000,000 par année sous le régime libéral à près de \$250,000,000 cette année. Si le gouvernement provincial demandait des soumissions, le gaspillage cesserait et les taxes diminueraient.

Le premier ministre s'est engagé sur l'honneur à demander des soumissions publiques. Le système actuel en est un de gaspillage et de ruine. L'Union nationale sera chassée du pouvoir aux prochaines élections.

(Applaudissements à gauche)

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a-t-il des projets de construction en Abitibi?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis en négociation avec les autorités d'Amos à ce sujet.



L'étude de la résolution est suspendue.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 15.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 19 mars 1948

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité<sup>5</sup>:

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté

pour compléter la somme de deux millions cent soixante-treize mille dollars, nécessaire pour ouvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles d'enseignement spécialisé (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny)** reproche au ministre du Bien-être social et de la Jeunesse de ne pas demander de soumission chaque fois qu'il y a un contrat à donner pour la construction d'écoles d'enseignement spécialisées dans la province. Il cite des demandes de soumissions faites par divers départements fédéraux et divers corps publics.

Si le gouvernement fédéral, dit-il, les gouvernements des autres provinces, les corporations municipales et les commissions scolaires demandent des soumissions par la voie des journaux, pourquoi le gouvernement de Québec ne l'a-t-il pas fait? Pourquoi le gouvernement de Québec ne fait-il pas comme celui de l'Ontario qui demande des soumissions?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**  
Vous ne voulez pas qu'on imite M. Drew!

**M. Choquette (Montmagny):** Ne l'imitiez pas quand il insulte les Canadiens français, mais imitez-le quand il demande des soumissions pour ses travaux. Mais dites-nous donc, une fois pour toutes, pourquoi vous ne voulez pas demander de soumissions publiques. Vous êtes le gouvernement le plus gaspilleur et le plus injuste que la province n'ait jamais eu. Vous ne vous occupez que d'une chose, enrichir vos amis.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**  
Je demande toujours des soumissions. Mais au lieu de les demander par la voie des journaux, en ne s'engageant pas à accepter la plus basse comme font ceux que le député de Montmagny a cités, nous choisissons d'avance ceux avec qui nous désirons faire affaire. Quand nous avons confiance en nos architectes, quand nos assistants sont dignes de confiance, il est facile de trouver des entrepreneurs solvables en état de bien exécuter les travaux et qui font le travail aussi économiquement que possible. C'est la meilleure manière actuellement de procéder. Il cite l'exemple d'Ottawa où de milliers de contrats ont été donnés sans demande de soumissions.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est bien ce que je pensais. Voilà pourquoi l'administration coûte au moins 25 % plus cher dans la province de Québec que partout ailleurs.

Le gouvernement s'attribue tout le mérite des écoles spécialisées qu'il a bâties avec une contribution fédérale de 50 %.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est toujours la province qui décide, qui prend l'initiative. Ce sont des écoles de la province. Mais dans toutes les publications du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, il est dit clairement que les écoles sont construites en vertu d'une entente fédérale-provinciale. Le gouvernement fédéral paie ainsi 50 % du coût de la construction de toutes les écoles spécialisées dans le Québec, tandis que la province, en outre de payer l'autre 50 %, doit payer le terrain et assumer les dépenses d'administration.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a des œuvres à montrer, c'est parce qu'il accepte la collaboration d'Ottawa. Et cette collaboration n'entame en rien l'autonomie de la province. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse contredit ainsi son chef. Si l'on peut s'entendre dans ce domaine sans violer les droits de la province, pourquoi ne pourrait-on pas le faire dans tous les domaines sans perdre une parcelle de nos droits. Je regrette que le premier ministre ne fasse pas comme son collègue et ne cherche pas à s'entendre sur d'autres points, dans l'intérêt de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) dit que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse collabore avec Ottawa. Ça ne prouve qu'une chose: c'est que le gouvernement de Québec est toujours prêt à collaborer avec Ottawa, chaque fois qu'Ottawa respecte les droits du Québec et nos traditions, comme c'est le cas par l'entente au sujet des écoles spécialisées. Nous avons collaboré pour l'augmentation des pensions de vieillesse et pour les entrepôts frigorifiques destinés au ministère de l'Agriculture.

Nous sommes prêts à donner la main à n'importe qui à condition qu'on ne cherche pas à nous passer des menottes. Si nous avions accepté les ententes proposées lors de la conférence d'Ottawa, ce n'eût pas été, dans ce cas-là, de la coopération, mais de l'accapement. Ottawa veut s'emparer de nos droits et nous faire un cadeau avec notre butin. Et ça jamais, à quelque prix que ce soit, avec un gouvernement d'Union nationale.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je remarque que le premier ministre est moins violent que d'habitude contre Ottawa. Mais il a fait de la petite

politique avec l'augmentation des pensions de vieillesse en tentant de faire croire aux vieux que c'était Québec qui augmentait la pension de \$5 par mois, alors que c'était Ottawa.

Le gouvernement du Québec a collaboré "secrètement" avec les autorités fédérales pour ce qui est de la question des écoles, mais a refusé de le faire en matière de fiscalité pour éviter de perdre des votes. Qu'il n'y ait pas d'assimilation et d'accapement, nous en sommes, mais je dis que nous pourrions collaborer avec Ottawa dans tous les domaines sans perdre une parcelle de nos droits et de notre autonomie.

La seule raison pour laquelle le gouvernement ne veut pas collaborer avec Ottawa, c'est qu'il veut faire de cette question un tremplin électoral. Vous êtes autonomistes parce que vous en faites une plate-forme politique. Une seule chose vous intéresse, c'est le parti et votre devise c'est: Le parti avant la patrie.

(Il sort de sa poche un insigne représentant le drapeau fleurdelisé et le brandit au premier ministre de l'autre côté de la Chambre.)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup conserve le drapeau dans sa poche alors que nous le faisons flotter au sommet de la tour du Parlement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'Union nationale ne fait rien qu'en fonction de la politique; elle veut se faire du capital politique avec le drapeau. Le premier ministre a fait un beau geste en donnant un drapeau à sa province, mais il perd tout son mérite en le traînant déjà dans la boue des luttes électorales. Le peuple est à la veille d'ouvrir les yeux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nos adversaires prétendent que je suis un dictateur. Si cela est vrai, la collaboration du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) et du ministre de l'Agriculture sont ma propre collaboration.

Les libéraux prétendent que, si Québec a été heureux de recevoir la collaboration d'Ottawa pour dépenser \$2,500,000<sup>6</sup> en faveur des écoles spécialisées, ils devraient l'être autant de recevoir \$65,000,000 en vertu des propositions fiscales. Alors pourquoi acceptons-nous \$2,500,000 alors que nous refusons \$65,000,000? C'est bien simple, ce n'est pas la même chose. Les subsides que nous versent les pouvoirs fédéraux pour certaines fins sociales ne comportent en retour aucune cession de nos principales sources de revenus. En acceptant \$2,500,000, nous

gardons tous nos droits, tandis que pour accepter les \$65,000,000, il faudrait donner nos sources de revenus. C'est une partie de notre argent qu'on veut nous remettre.

Ces \$65,000,000 sont des menottes qu'on veut nous mettre aux mains; ce sont des chaînes que nous aurions forgées et avec lesquelles on voudrait écraser la génération d'aujourd'hui et celle de demain. Nous sommes prêts à serrer la main à ceux qui ne veulent pas nous menotter. C'est le prix de la trahison de Judas sauf qu'au lieu de trente pièces d'argent, le Québec aurait accepté et reçu \$65,000,000. Ces \$65,000,000, c'est le prix qu'on nous demande pour céder nos droits, pour vendre la race et la province. Mais jamais nous serons complices d'un tel marché. Québec est prêt à collaborer, mais il entend rester maître chez lui.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Les sept premiers ministres provinciaux qui ont signé une entente avec Ottawa sont-ils des traîtres et des Judas?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons été élus pour conduire les affaires de la province et non pas les affaires des autres. D'ailleurs, le Québec et l'Ontario représentent les deux tiers de la population canadienne et payent 80 % des taxes fédérales; nos deux provinces, par conséquent, ne sont certainement pas minoritaires, mais elles constituent définitivement la majorité. L'Ontario et le Québec sont les deux seules provinces qui ont vu les choses comme elles sont et qui ont eu le courage d'affronter Ottawa et d'affirmer leurs droits. Nous n'avons donc pas à regretter ce que nous avons fait.

Je peux ajouter, et ceci indique comment nous avons raison, que MM. Manning et Macdonald<sup>7</sup> ont déclaré qu'ils avaient signé le couteau sur la gorge. Le premier ministre de la Colombie-Canadienne vient de déclarer que l'entente avait été une mauvaise affaire pour sa province. Dans un éditorial, le *Sudbury Daily Star* souligne le mécontentement de la Colombie-Canadienne. Le *Vancouver Sun* dit aussi que l'entente conclue ne rend pas justice à la Colombie. Ceux qui ont signé les ententes d'Ottawa l'ont grandement regretté depuis. Ce n'est pas moi qui en fais une question politique, ce sont nos amis d'en face. Ils veulent faire de l'autonomie un tremplin électoral.

Si le député (M. Casgrain), en outre, n'était pas imbu d'esprit partisan, il comprendrait l'affreuse trahison de son parti. J'ai demandé 20 fois la collaboration et la solidarité entre les partis, non pas pour le succès d'un parti, mais pour le succès d'une

race et le maintien de ce que nous avons de plus cher, nos droits et nos traditions. Je vous en donne ma parole,

J'ai toujours dit que l'autonomie provinciale a été violée ces dernières années par tous les gouvernements et qu'il y avait des centralisateurs chez les bleus comme chez les rouges. L'Union nationale est indépendante de tous les partis fédéraux. M. le président, sur la tête de mon père et de ma mère, tant que j'aurai un souffle de vie, jamais le gouvernement de l'Union nationale du Québec consentira à devenir une simple filiale d'un gouvernement fédéral à Ottawa. Nous sommes et nous serons toujours indépendants de tout parti fédéral, peu importe son allégeance politique. Et c'est le bon sens.

(Applaudissements)

Malheureusement, l'opposition formée par le Parti libéral se met du côté de l'ennemi et apparemment, elle est prête à vendre les droits de la province à Ottawa contre une compensation monétaire. Il ne faut pas être asservi à un parti fédéral. C'est parce que nous comprenons l'indispensabilité de notre Législature provinciale que nous sommes indépendants de tous les partis politiques fédéraux. Et nous sommes prêts à lutter contre tous les partis fédéraux quels qu'ils soient et qui peuvent essayer à tout moment de porter atteinte à l'autonomie et aux droits de notre province et qui voudront faire des esclaves des descendants d'une race fière.

(Applaudissements)

Le député devrait avoir honte de parler, comme il le fait, en termes irrespectueux, du drapeau de sa race et de sa province. Ce qui le choque évidemment, c'est que ce soit l'Union nationale qui ait pensé à donner un drapeau à la province. Le député de Rivière-du-Loup a torturé la logique et massacré la vérité. Les libéraux ont passé 45 ans au pouvoir et n'ont jamais pensé à doter la province d'un drapeau. Pendant 20 ans, ils ont gagné toutes leurs élections en promettant à la province de ne jamais faire la guerre ni établir [...] La tentation de devenir des profiteurs de guerre fut trop forte et on les vit renier tous leurs engagements.

Ils ont laissé partir nos fils pour outre-mer, où ils se sont fait tuer, sans avoir de drapeau pour se faire ensevelir. Le chef de l'opposition n'a pas pensé au drapeau lui. Il disait: "Si M. King me le demandait, je serais prêt à aller cirer les bottes de nos soldats outre-mer." Et pour plaire à ces gens-là, il faudrait dire que notre drapeau, le drapeau du Québec, a été donné par les libéraux. Ils l'ont toujours refusé, c'est nous qui l'avons donné et le

peuple du Québec le sait bien. Or, non seulement les rouges ne l'ont pas donné en 45 ans de pouvoir, mais ils sont contre le drapeau.

Le peuple de Québec sait quelle fut notre attitude et celle des libéraux. Le peuple de Québec sait que c'est l'Union nationale qui a donné le drapeau à la province et l'a hissé au sommet de la tour du parlement, après que les régimes libéraux l'eurent refusé durant quarante années. Le peuple du Québec sait aussi que c'est un conseiller législatif libéral, avocat de la Pologne communiste, qui a dénoncé le drapeau. Le sénateur Bouchard, bras droit et ami de cœur du chef de l'opposition, a aussi dénoncé le drapeau au Sénat canadien. Si le chef de l'opposition et le député de Rivière-du-Loup sont pour le drapeau, ils devraient dénoncer ceux qui dénoncent le drapeau.

Le nouveau drapeau du Québec a été adopté pour montrer l'esprit de détermination de la province d'avoir son autonomie.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** (Souriant) Le premier ministre est devenu très rouge en parlant. Les libéraux ont accepté le drapeau et ont félicité le premier ministre. Le drapeau de la province n'est pas l'étendard d'un parti mais celui de tout un peuple. Le drapeau que j'ai produit tantôt, si je l'ai dans ma poche, c'est que je ne peux le mettre ailleurs. C'est parce que l'Union nationale l'a rapetissé à ce point. On l'a vu d'ailleurs sur un calendrier qui fait voir les 21 figures historiques du cabinet actuel.

Le premier ministre fait de la petite politique avec toutes les grandes questions nationales. Si c'est un crime de collaborer avec de prétendus satellites de Staline, avec un Judas, pour \$65,000,000 si le sort de la province est en jeu, c'est mal également pour \$3,000,000<sup>8</sup>. La différence, c'est que le premier ministre obtient les \$3,000,000 en cachette. Cela lui permet de crier à l'assimilation, de dire que l'on crucifie la province sur une croix d'or et que sais-je encore. Le premier ministre n'est pas sincère. Pour gagner ses élections, il fait du sentiment.

Le gouvernement a organisé des résolutions de félicitations en série, dans les conseils municipaux, au retour du premier ministre d'Ottawa, après la conférence. Les conseils municipaux qui n'acceptaient pas ces résolutions étaient opprimés. Le gouvernement a menacé les conseils de ne pas avoir d'octrois, s'ils n'adoptaient pas les résolutions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceci est inexact. Personne n'a été mêlé à la préparation de félicitations à l'adresse du gouvernement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Dans le comté de Rivière-du-Loup, mon adversaire, M. Gagné, a refusé des octrois du gouvernement à ceux qui avaient refusé de féliciter le gouvernement.

Vous rabaissez toutes les grandes questions dans la boue de votre politique. Vous acceptez quelques millions d'Ottawa, mais vous en refusez la plus grande partie pour vous garder une porte de sortie. L'histoire dira que le premier ministre a été le plus grand ennemi de l'autonomie chez nous. Il n'a pas fait un discours depuis plusieurs années sans parler d'autonomie et de communisme. Il n'a jamais eu dans le cœur un sentiment autonomiste véritable et sincère. L'autonomie du premier ministre, c'est de l'autonomie pour se maintenir au pouvoir. Il (M. Casgrain) dénonce les tactiques éhontées du premier ministre et de son gouvernement. Les partisans qui sont sur le point de faire face à la population lors des élections générales ont recours à toutes sortes de tactiques pour tromper les électeurs. Ceci ne va pas empêcher les gens de défaire le gouvernement actuel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après une nouvelle parue dans un journal de Vancouver, M. Byron Johnson, nouveau premier ministre de cette province, a déclaré à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique que l'entente séparée avec sa province est injuste à cause de la voracité d'Ottawa. M. Johnson dit qu'à cause de cela le gouvernement de la Colombie-Canadienne va être obligé d'imposer de nouvelles taxes et de faire revivre des taxes qui avaient été abolies parce qu'il ne reçoit que \$22,000,000 des sources de revenus qui rapportent \$142,000,000 à Ottawa. "Je voulais aider les municipalités," a déclaré M. Johnson, mais je ne le puis. Il faut ménager sur les cents, car la province est ruinée par l'entente."

Quant à la province de Québec, elle aura toujours le mérite d'avoir vu clair là-dedans et de ne pas s'être laissée embarquer dans cette galère.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** L'autonomie provinciale n'est qu'un simple cheval de bataille pour l'Union nationale, maintenant et comme par les années passées.

**M. Godbout (L'Islet):** En face des faits nouveaux apportés dans la discussion par le chef du gouvernement, je crois devoir participer de nouveau au débat. Il (M. Godbout) dénonce l'attitude du premier ministre qui qualifie le gouvernement de son propre pays, le Canada, d'ennemi. Le chef de l'Union nationale et le premier ministre, dit-il, jouent seulement au vieux jeu de l'autonomie et de son

ardent amour pour la population, pour monter la province contre son propre pays.

Le premier ministre a donné une supposée expression d'opinion de M. Johnson sur les ententes. J'ai ici une lettre du 10 février 1948 signée par M. Johnson lui-même et dans laquelle le premier ministre de la Colombie-Canadienne dit que l'entente conclue avec Ottawa est satisfaisante. M. Johnson ajoute que le refus des provinces d'Ontario et de Québec de signer une entente est le principal obstacle au succès complet des ententes faites avec Ottawa. Il espère que ces provinces, entrant avec les autres, permettront aux ententes de donner leur plein rendement.

J'ai également ici une lettre du premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard qui me dit ce que sa province peut faire pour les municipalités, avec l'argent que paie Ottawa. J'ai également une lettre du premier ministre du Nouveau-Brunswick qui vante les résultats de l'entente.

Si le premier ministre du Québec ne veut pas d'entente, c'est parce qu'il a peur du bien politique que ces ententes pourraient faire au Parti libéral dans la province et à Ottawa. Il a peur des politiques sociales qu'Ottawa veut donner. Ententes pour sacrifier nos droits et notre autonomie? Jamais! Y a-t-il un Canadien qui voudrait sacrifier les droits de sa province? Une entente avec Ottawa, qui sacrifierait nos droits et nos prérogatives, personne n'en veut, pas plus de ce côté-ci de la Chambre que de l'autre. Nous voulons rester ce que nous sommes, mais nous voulons aussi progresser au même rythme que le reste du Canada.

La population de Québec a droit d'avoir la part qui lui revient du gouvernement central, mais le premier ministre la refuse à sa province. Ottawa veut plus qu'une réaffectation temporaire des champs fiscaux. Ottawa veut coopérer afin de faire profiter le Québec des retombées des services sociaux, comme l'assurance maladie, et le premier ministre de la province nous prive de ce bienfait. Les œuvres sociales ont été établies par les libéraux dans Québec, mais le gouvernement les a paralysées et il refuse aujourd'hui de continuer une œuvre que l'on trouve dans tous les pays civilisés.

Suite à la position du premier ministre dans ce dossier, la province du Québec, qui paie sa part de la charge fiscale pour que les gens des autres provinces puissent jouir de ces avantages, est obligée de s'arranger sans elles. Nous payons pour les autres et c'est maintenant le premier ministre qui donne notre argent aux étrangers des autres provinces. Si le premier ministre refuse d'utiliser les avantages de l'offre d'Ottawa pour établir les services sociaux au

Québec, il ne devrait pas être surpris qu'Ottawa fasse intrusion dans les affaires du Québec.

Le premier ministre ne veut pas s'entendre avec le gouvernement central et dit que les ministres fédéraux sont des traîtres à leur pays.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je n'ai pas dit cela.

**M. Godbout (L'Islet):** Quand on dit que des gens sont collaborateurs de Staline, ils sont nécessairement traîtres à leur pays. Si collaborer avec les gens d'Ottawa représente une trahison, comme le dit le premier ministre, comment se fait-il que le même premier ministre nous demande de passer une législation l'autorisant à conclure une entente avec Ottawa?

Le chef du gouvernement a fait perdre le temps de la Chambre à discuter une loi d'entente avec Ottawa. Cependant, sur les ententes, le premier ministre a donné la même mesure de bonne foi que sur le drapeau. Le premier ministre veut se draper dans les plis du drapeau de la province alors que l'an dernier, par l'entremise de son trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon), il prenait des mesures pour empêcher l'adoption du drapeau.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** proteste.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'est faux. J'étais en faveur d'un drapeau national l'an dernier, mais l'on ne s'entendait pas sur le choix d'un drapeau. Quand le chef de l'opposition dit le contraire, il torture les faits. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dénaturer les faits.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est la vérité qui torture le premier ministre. Je ne veux pas douter du patriotisme du premier ministre, mais il n'en reste pas moins vrai que l'an dernier son représentant au comité du drapeau a empêché le choix du drapeau.

Voici la vérité. L'an dernier, la Chambre a adopté le principe du drapeau. Un comité spécial de la Chambre fut formé parce que le premier ministre ne voulait pas dire devant toute la Chambre et devant toute la population qu'il ne voulait pas d'un drapeau dans le moment. Dans le comité, le représentant du premier ministre, le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon), a dit que la province n'avait pas le droit de choisir un drapeau<sup>9</sup>.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** C'est faux comme 90 % de ce que dit le chef de l'opposition.

**Des députés de l'opposition:** Retirez ces paroles!

**M. Choquette (Montmagny):** Je soulève un point d'ordre. Je demande que le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) retire ses paroles.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je retire ces paroles et je remplace ce que j'ai dit pas les mots "contraires à la vérité".

**M. Godbout (L'Islet):** Les dénégations du trésorier provincial ne m'émeuvent pas. Mais les documents publics restent. L'Union nationale a empêché le choix du drapeau l'an dernier. Le procès-verbal qui a été dressé des séances du comité du drapeau rapporte que le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) a proposé un amendement qui se lit comme suit: "Ils expriment l'opinion qu'il est opportun de choisir immédiatement un drapeau provincial; ils expriment le vœu que ce drapeau soit le fleurdelisé, arboré depuis plus de 40 ans par la population de Québec comme un drapeau distinctif." M. le président du comité déclare alors l'amendement irrégulier comme n'étant pas conforme aux instructions de la Chambre lors de la formation du comité. Le député de Montréal-Laurier en appelle de la décision du président du comité. Sa décision est maintenue, les voix de divisent comme suit: Pour le maintien de la décision: les honorables MM. Gagnon, Robinson, Pouliot, Tardif et MM. Bellemare et Gatién: (6). Contre le maintien de la décision: l'honorable M. Godbout et MM. Chaloult, Dumoulin et Laurendeau: (4).

(Applaudissements à gauche)

(Des députés ministériels protestent)

Voilà la vérité. Ce sont les mêmes gens qui ont voté contre le drapeau l'an dernier qui le font claquer aujourd'hui. Cependant, le gouvernement a rabaisé le drapeau du Québec et il l'a traîné dans la boue, en prenant même le temps de faire imprimer le nouveau drapeau du Québec sur des cartons d'allumettes d'un côté et de l'autre, le message "Votez pour l'Union nationale".

**L'honorable M. Gagnon (Matane) ...**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Laisse faire. Laisse faire.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)<sup>10</sup>:** Qui vous l'a donné le drapeau?

**M. Godbout (L'Islet):** Ce sont ces gens-là, dit-il, qui viennent nous dire qu'ils nous ont donné un

drapeau? Si le premier ministre a donné un drapeau, c'est qu'il a vu là une excellente manœuvre à faire à l'approche des élections. Vous l'avez acheté pour tâcher de gagner vos élections. Nous avons là la mesure de votre respect pour le drapeau de la province. Le peuple connaît votre sincérité. Il sait que l'an dernier vous avez refusé de donner le drapeau et que, cette année, vous l'avez accordé par crainte électorale.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je connais depuis longtemps les tactiques et les habitudes du chef de l'opposition. Je crois qu'il n'a jamais adopté des habitudes et des tactiques qui conviennent si peu à un parti qui fut grand et à un chef de parti. Son devoir était de lire un texte entier, s'il voulait le soumettre à la Chambre. Le chef de l'opposition n'a lu tout à l'heure qu'une partie de la lettre de M. Johnson. J'espère que c'est inconsciemment qu'il a oublié délibérément des parties de la lettre et même des bouts de phrases, qui changent toute la signification du document lorsque la lettre est lue en entier, et non altérée. Le chef de l'opposition s'est arrêté à l'endroit où le premier ministre de la Colombie-Britannique déclare que "l'entente est satisfaisante". La lettre dit plus loin que l'entente ne peut pas être continuée.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre n'a pas le droit d'insinuer que j'ai tronqué un texte. J'ai prévenu la Chambre que je n'en lisais qu'une partie. Ce n'est pas tronquer un texte que d'en lire une partie seulement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le chef de l'opposition a donné l'impression qu'il voulait tronquer un texte. Dans la partie que n'a pas lue le chef de l'opposition, M. Johnson dit:

"Cependant, nous sommes d'opinion ici que la mise en application des propositions de sécurité sociale contenues dans le cahier vert fait partie de l'accord et que le présent accord fiscal qui s'applique à la Colombie-Anglaise ne peut être considéré comme équitable, avant que ces propositions aient été mises en application".

Rien dans cette lettre citée de façon répréhensible ne contredit ce que j'ai dit à l'effet que M. Johnson n'est pas satisfait de l'entente, une entente en vertu de laquelle Ottawa perçoit \$140,000,000 et la province \$22,000,000 sur les mêmes sources de revenus. Ces jours derniers, dans son discours du budget, le trésorier de la Colombie-

Canadienne a dit que sa province insisterait jusqu'à ce qu'elle ait obtenu sa part juste et légitime, en compensation de ce qu'elle a cédé au fédéral.

Si le chef de l'opposition a dénaturé une lettre, il a aussi dénaturé les procès-verbaux de la Chambre concernant le drapeau. Il s'agit de savoir si le vote a été pris sur un amendement, sur une motion ou sur une résolution. Le vote, que le chef de l'opposition affirme avoir été pris sur l'amendement sur le drapeau présenté par le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau), était en réalité un vote pris pour maintenir la décision du directeur du comité du drapeau. Et le nom du chef de l'opposition apparaît parmi ceux qui ont voté pour la motion même en faveur d'un drapeau particulièrement pour la province. Les députés de Québec (M. Chaloult), de Montmorency (M. Dumoulin) et de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) étant seuls à voter contre. Le chef de l'opposition a falsifié les faits et même les votes officiels ainsi que les procédures de la Chambre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** soulève un point d'ordre et demande au premier ministre de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt à retirer mes paroles et je vais les remplacer par "voilà comment, on massacre la vérité".

Nous étions en faveur d'un drapeau pour Québec, mais nous considérons qu'il valait mieux attendre que l'unanimité se fasse avant de procéder au choix. Et le chef de l'opposition a voté avec nous pour dire que la motion du député de Québec n'était pas susceptible d'exécution immédiate.

**M. Godbout (L'Islet):** Le massacre de la vérité, il est dans la façon du premier ministre de présenter les faits. Le vote a été pris sur une décision du président du comité, le premier ministre lui-même, déclarant un amendement hors d'ordre, et non sur la motion du trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon). Le comité avait pour mission de choisir un modèle. Une discussion s'est déroulée à ce sujet entre le député de Montréal-Laurier (M. Laurendeau) et le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon) qui prétendait que nous n'avions pas mission de choisir un drapeau. Le trésorier provincial a présenté une motion disant que le comité était favorable au choix d'un drapeau. Mais le vote n'a pas été pris là-dessus immédiatement.

À cette première proposition, le député de Montréal-Laurier a présenté un amendement

exprimant l'opinion qu'il était opportun de choisir un drapeau immédiatement et que ce drapeau devait être le fleurdelisé. Le trésorier provincial a déclaré l'amendement irrégulier, comme n'étant pas conforme à la décision de la Chambre et on a voté sur la décision du président qui nous empêchait de voter en faveur du choix immédiat d'un drapeau. Parmi ceux qui ont appuyé la décision du président nous empêchant de voter sur l'amendement, il y a les représentants de Matane (l'honorable M. Gagnon), de Brome (l'honorable M. Robinson), de Gaspé-Sud (l'honorable M. Pouliot), de Frontenac (l'honorable M. Tardif), de Champlain (M. Bellemare) et de Maisonneuve (M. Gatien). Ceux qui ont voté contre la décision et pour que nous votions sur l'amendement, sont les représentants de L'Islet (M. Godbout), de Montmorency (M. Dumoulin) et de Montréal-Laurier (M. Laurendeau).

C'est après cela seulement que nous avons voté sur la motion principale. C'est bien ce que je disais tantôt et c'est le premier ministre qui torture la vérité. Son représentant au comité n'a pas voulu que nous votions sur l'amendement. Voilà ce qui s'est passé au comité. C'est ce qui démontre que, si nous avons un drapeau aujourd'hui, c'est parce que nous sommes à la veille des élections.

Il lit la lettre de M. Johnson.

Cabinet du premier ministre  
Province de la Colombie-Britannique

Victoria, le 10 février 1948

L'honorable Adélard Godbout,  
Chef de l'opposition,  
Assemblée législative,  
Québec, P. Q.

Cher monsieur Godbout,

J'accuse réception de votre lettre du 2 février et je note votre demande concernant les relations fédérales-provinciales. Je puis dire que nous croyons que l'accord fiscal intervenu entre le dominion et la province de la Colombie-Anglaise en est un qui est satisfaisant, ayant à l'esprit qu'il faut faire des concessions aux provinces moins fortunées. Cependant, nous sommes d'opinion ici que la mise en application des propositions de sécurité sociale contenues dans le cahier vert fait partie de l'accord et que le présent accord fiscal qui s'applique à la Colombie-Anglaise ne peut être considéré comme équitable avant que ces propositions aient été mises en application.

On me représente que la non-participation de l'Ontario et de Québec aux arrangements constitue un des plus sérieux obstacles à la réalisation de cette fin. J'espère qu'on trouvera des moyens grâce auxquels Ontario et Québec pourront participer aux accords fédéraux-provinciaux, rendant ainsi possible que les propositions du cahier vert soient mises en application dans leur intégralité. Nous croyons qu'en tout cas quelque chose doit être fait dans le domaine de la sécurité sociale même avant que Québec et Ontario n'entrent en scène. Cela était dans une grande mesure le but de ma récente visite à Ottawa.

Agréez l'expression de mes meilleurs sentiments personnels.

Votre bien dévoué,

(Signé) Byron S. Johnson  
Premier ministre<sup>11</sup>

L'ensemble ne contredit en rien les passages que j'en ai cités précédemment. La Colombie a toujours été favorable aux propositions de sécurité sociale. Cette partie des offres fédérales l'intéressait même plus que les arrangements financiers. M. Johnson dit dans sa lettre que l'arrangement actuel est satisfaisant, mais qu'il ne le sera pleinement que lorsqu'il aura été complété par la mise en vigueur du système de sécurité sociale. C'est ce que Québec aurait dû demander. N'ayant pas obtenu que la deuxième partie des ententes soit en application, M. Johnson n'est pas complètement satisfait. On m'accuse de dénaturer les textes quand j'essaye de présenter une autre photo que celle que le premier ministre a prise.

L'autonomie nous en sommes tous. Le drapeau, nous en sommes aussi et nous le respectons assez pour ne pas le traîner dans la fange électorale. On l'a collé sur des boîtes, on en a fait un chiffon avec lequel on veut préparer de petites tricheries politiques. Nous protestons contre cette manière de procéder.

#### **L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)**

J'espère que l'opposition ne verra pas d'inconvénients à ce que je me lève et que je le leur demande de m'accorder, disons à toutes les deux heures environ, leur attention pour discuter du budget de mon ministère pendant quelques minutes.

Un député de l'opposition interroge le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé).

#### **L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Le fédéral veut dépenser cette année dans le Québec une somme de \$3,675,000.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Ajournement**

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

#### **NOTES**

1. Les sources n'indiquent pas qui a présidé les travaux du comité.
2. Chiffre du *Nouvelliste* du 20 mars 1948, à la page 12: \$28,000,000.
3. *L'Événement* du 20 mars 1948, à la page 15, écrit 10 comtés.
4. *La Presse* du 20 mars 1948, à la page 34, précise que M. Daniel Johnson est remplacé par M. Maurice Tellier à la présidence du comité.
5. Voir note 1.
6. *Le Montréal-Matin* du 20 mars 1948, à la page 2, cite la somme de \$1,500,000.
7. Everett C. Manning, premier ministre de l'Alberta de 1943 à 1948 et Angus L. Macdonald, premier ministre de la Nouvelle-Écosse de 1933 à 1940 et 1945 à 1954.



8. *L'Action catholique* du 20 mars 1948, à la page 2, rapporte le montant de \$2,500,000.

9. *The Sherbrooke Daily Record* du 20 mars 1948, à la page 1, rapporte ceci: "Lorsque les leaders du gouvernement et de l'opposition se levaient plusieurs fois à tour de rôle pour se faire face, les partisans derrière eux frappaient sur leurs pupitres et criaient "honte, honte!" lorsque les accusations ont été prononcées."

10. Selon le *Quebec Chronicle Telegraph* du 20 mars 1948, p. 11, c'est M. Antonio Barrette qui a posé cette question.

11. Voici la version anglaise de la lettre de M. Byron S. Johnson telle que rapportée par *L'Événement* du 22 mars 1948, aux pages 3 et 6.

Office of the Premier  
Province of British Columbia

Victoria  
1948 February 10

Adelard Godbout, Esq.,  
Leader of the Opposition,  
Legislative Assembly,  
Quebec, P.Q.

Dear Mr. Godbout:

I have for acknowledgment your letter of February 2nd and note your inquiry regarding Dominion-Provincial relations. I may say that we feel that the Dominion Tax Agreement reached by the Province of British Columbia is a satisfactory one, having in mind that some concession has to be made to the less fortunate provinces. However we take the view here that implementation of the security proposals contained in the Green Book forms part of the agreement and that the present taxation agreement under which British Columbia operates cannot be considered fair until those proposals have been implemented.

I am given to understand that the absence of Ontario and Quebec from the arrangements constitutes one of the biggest obstacles in achieving this purpose. I am hopeful that something can be brought about whereby Ontario and Quebec may participate in the Dominion-Provincial Agreements thereby making it possible for the Green Book

proposals to be carried out in their entirety. We feel that in any event something should be done along the line of social security even before Quebec and Ontario come into picture. This was largely the purpose of my recent visit to Ottawa.

Kindest personal regards,  
Yours faithfully,

(Signed) Byron S. Johnson  
Premier



## Première séance du samedi 20 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Subsides:

Budget des dépenses  
1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cent soixante-treize mille dollars, nécessaire pour ouvrir les dépenses prévues à l'article: "Cours par correspondance des écoles spécialisées (Bien-être social et Jeunesse), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny)** revient sur les contrats sans soumissions accordés pour la construction d'écoles d'enseignement spécialisé.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne m'en laisserai pas imposer par les manœuvres dilatoires des députés de l'opposition. Je suis prêt à répondre à toutes leurs questions, mais je ne me laisserai pas entraîner à discuter des questions sur lesquelles j'ai déjà répondu. Le député de Montmagny (M. Choquette) et moi avons deux conceptions parfaitement différentes au sujet des contrats et on ne parviendra pas à s'entendre. Les libéraux d'Ottawa ont donné pour des milliards de dollars de contrats sans demander de soumissions.

**M. Choquette (Montmagny)** pose une question.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Durant 1944-1945, le gouvernement a dépensé un total de plus de \$11,000,000 pour les écoles techniques de la province de Québec. La part du fédéral en 1946-1947 fut de \$383,721 et de \$925,000 et la part du gouvernement provincial, sur ces \$11,000,000 a été de \$7,135,000.

**M. Choquette (Montmagny):** Malgré sa contribution, le gouvernement fédéral est-il intervenu dans l'enseignement?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Les précautions nécessaires ont été prises.

**M. Choquette (Montmagny):** L'entente a

été respectée?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Oui.

**M. Choquette (Montmagny):** Je sais gré au ministre d'avoir répondu à toutes mes questions en ce qui concerne les écoles spécialisées. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a admis qu'il recevait de la collaboration d'Ottawa et ceci montre la fausseté de la propagande mensongère de l'Union nationale. Dans les annonces de l'Union nationale, on dit: "Duplessis a dépensé \$22,000,000 en quatre ans pour les écoles spécialisées." Une partie de cet argent est payée par le fédéral.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Montmagny a-t-il mission de parler pour Ottawa?

**M. Choquette (Montmagny):** J'ai mission de défendre la vérité et de démentir la propagande fausse de l'Union nationale. (Il produit un feuillet.) La propagande politique du parti de l'Union nationale est fausse et mensongère puisqu'elle ne dit pas que le fédéral paie la moitié du coût de la construction des immeubles des écoles spécialisées.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Dans la propagande de notre ministère, nous disons que le fédéral contribue.

**M. Choquette (Montmagny):** Alors pourquoi ne pas le dire dans la propagande du parti, dans les journaux?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Nous ne faisons pas la publicité d'un gouvernement ou d'un autre, mais celle de la province de Québec, celle des écoles qui sont à la disposition des jeunes de notre province. Lorsqu'il s'agit d'annoncer une école, on dit ce que peut offrir cette école et on ne fait de propagande ni pour Québec ni pour Ottawa. Mais quand le parti de l'Union nationale fait sa propre propagande, c'est son affaire à lui. Quand il dit que le premier ministre a donné \$22,000,000 en quatre ans, c'est l'exacte vérité. Il serait ridicule de prétendre qu'il doit faire en même temps la propagande du Parti libéral.

**M. Choquette (Montmagny):** Je ne demande pas cela mais quand on dit la vérité, il faut dire toute la vérité.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Qu'est-ce qu'il manque dans ces annonces?

**M. Choquette (Montmagny):** La moitié de la vérité.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

D'ailleurs, sur les \$22,000,000, Ottawa n'a pas payé \$11,000,000. Donc le premier ministre ne peut dire qu'Ottawa a payé 50 % de ce montant car ce n'est pas vrai. C'est au Parti libéral à dire ce qu'il donne.

Dans les communiqués du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse, nous disons toujours que les écoles d'arts et métiers de la province sont construites grâce à la coopération de King et Duplessis.

**M. Choquette (Montmagny):** Malgré l'effort du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, la Chambre doit être convaincue que les annonces de l'Union nationale sont mensongères. Quand un gouvernement est honnête, il ne s'attribue pas les mérites des autres. Le gouvernement n'a pas acheté de "jeeps" ou d'autos des biens de guerre dont il pouvait disposer?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Des demandes ont été faites en ce sens, mais elles ont été refusées, parce que la pratique fut jugée condamnable. Nous avons acheté trois autos. Comme une seule était strictement nécessaire, nous avons retourné les deux autres. Celle que nous avons gardée a été donnée à l'École technique de Québec. En achats de la Corporation des biens de guerre, mon ministère a dépensé \$125,313.64.

**M. Choquette (Montmagny):** Des employés du département ont-ils pu obtenir pour eux-mêmes, par l'entremise du gouvernement et en remboursant le montant au Trésor provincial, des autos achetées de la Corporation des biens de guerre et dont le gouvernement pouvait disposer?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Personne de mon ministère n'a profité des biens de guerre achetés dans l'intérêt des services du gouvernement.

**M. Choquette (Montmagny):** Je remercie le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) d'avoir fourni d'aussi excellents renseignements à la Chambre. Il a admis que des contrats ont été demandés pour des centaines de mille dollars, sans soumissions publiques, comme son chef l'avait promis. Il a plaidé coupable et j'ai de la compassion pour le ministre. C'est pour cette raison que je vais faire ce qu'il faut faire dans le cas d'un accusé qui plaide coupable. Quand on avoue, on a droit à la clémence. Je le recommande à la clémence de ses électeurs de Deux-Montagnes à l'approche des élections, alors j'espère qu'il ne perdra pas son dépôt.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Le député vient de gagner une grande cause. Il vient de condamner un prétendu grand criminel qu'il n'a pas accusé, qu'il n'a pas osé accuser lorsqu'il a été sommé de le faire. Tant et aussi longtemps que je ne serai pas plus coupable que cela dans la vie publique, je ne crains rien. Je conseille au député de Montmagny (M. Choquette) de garder sa compassion pour lui, car il en a bien besoin, tandis que le député de Deux-Montagnes peut s'en passer aisément. Je n'ai rien à me reprocher. Rien n'a été tiré de moi. J'ai donné des renseignements bien connus sur ces deux choses. Mes électeurs ne tiendront pas compte de cette recommandation.

**M. Choquette (Montmagny):** Je retire ma recommandation sur l'indulgence et j'espère que le ministre va perdre son dépôt.

**Des voix ministérielles:** Adopté! Adopté!

**Des voix de l'opposition:** Non! Non!

**M. Morin (Québec-Centre) ...**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous sommes prêts à siéger tant qu'on voudra. Mais

si la gauche veut continuer son obstruction sur l'étude des crédits, et quand on verra que ce n'est plus raisonnable de dépenser l'argent du peuple, nous prendrons les moyens légaux que nous avons à notre disposition pour activer la discussion du budget.

**M. Morin (Québec-Centre):** Chaque année, des jeunes gens se plaignent qu'on leur refuse l'entrée à l'École technique de Québec, faute d'espace. Est-ce vrai?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est la même chose partout. Il y a encombrement même à Québec. C'est pour cela que nous voulons décentraliser l'enseignement technique. Mais avant de donner le statut d'une école technique à une maison d'enseignement spécialisé, il faut attendre quel en sera le rendement.

**M. Morin (Québec-Centre):** Combien d'élèves pourront suivre les cours, après les agrandissements?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Soixante-quinze ou 80 dans le jour et 150 le soir. Les élèves de première et deuxième année technique devront probablement, en autant qu'il sera possible, commencer ailleurs que dans les grandes écoles. En permettant aux élèves de faire leurs deux premières années aux écoles d'arts et métiers, nous décongestionnons d'autant les écoles techniques.

Le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse dont j'ai la direction fait tout son possible pour remédier à cet état de choses. Je suis le premier à le déplorer.

**M. Morin (Québec-Centre):** Je me demande si l'agrandissement qu'on a fait à l'École technique de Québec est suffisant.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me le demande aussi.

**M. Morin (Québec-Centre):** Le gouvernement a-t-il pris ses précautions pour l'avenir? La population augmente sans cesse à Québec et il importe que l'on soit prêt à faire face à toutes les éventualités.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement a pris les moyens d'assurer un agrandissement futur en prenant une option sur le terrain avoisinant, celui des religieuses de l'Hôpital général.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** (En restant assis) Leur cloître n'a pas été violé, toujours.<sup>1</sup>

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député devrait cesser de rire d'un incident excessivement regrettable dont la police montée et le gouvernement fédéral sont entièrement responsables. Les religieuses ont été assez humiliées comme cela.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est le premier ministre ...

**M. le président:** À l'ordre. Le député a fait une allusion à laquelle le premier ministre a répondu.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je me reprendrai sur un autre item.

**M. Morin (Québec-Centre):** Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a-t-il fait inventaire de ce qu'il a reçu des biens de guerre du fédéral?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non et la liste est bien longue.

**M. Morin (Québec-Centre)** pose une question.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement est en faveur de la décentralisation des écoles techniques.

**M. Lemieux (Beauharnois)** pose une question.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est l'intention du gouvernement d'avoir des écoles techniques dans tous les centres, mais il faut savoir auparavant quel pourra en être le rendement. Il faut procéder avec prudence. Nous ne pouvons prendre d'engagement pour aucun centre en particulier.

**M. Morin (Québec-Centre)** parle des soumissions publiques.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si on veut absolument tuer le temps, mieux vaudrait faire un beau petit débat académique, par exemple sur les ports francs, que de répéter sans cesse les mêmes questions et les mêmes réponses.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas le temps que l'opposition veut tuer, mais bien le gouvernement.

**M. Leduc (Laval):** Le département du Bien-être social et de la Jeunesse a obtenu en un an, de la Corporation des biens de guerre du gouvernement fédéral, pour plus de \$10,000,000 de matériel pour l'enseignement spécialisé dans la province. Est-il vrai que la province a reçu gratuitement de la Corporation des biens de guerre 23 Bren-Carriers?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je déclare de mon siège de ministre que cette affirmation du député de Laval est absolument fausse et complètement contraire à la vérité.

Depuis que j'ai la direction de l'administration de ce ministère et des écoles spécialisées, depuis septembre 1946, nous n'avons pas reçu \$10,000,000 de biens. Le centre appartenant au fédéral à Saint-Paul-l'Ermite a été pris en charge par mon ministère à des fins de réadaptation et de formation pour les anciens combattants et d'autres personnes pour une valeur de \$325,000. La province a versé à Ottawa la moitié de la somme et l'autre moitié représente la contribution d'Ottawa.

Nous n'avons reçu que de petits outils et à la condition d'acheter en bloc tout le matériel des centres de réhabilitation. Le gouvernement a donné de petites pièces d'équipement qui se trouvaient dans l'édifice vendu par la Corporation des biens de guerre et elles ont été données au cours de la transaction lorsque la province a pris possession de l'édifice.

**M. Leduc (Laval):** J'ai vu les inventaires et je sais que deux employés du ministère du Bien-être social et de la Jeunesse se tenaient aux bureaux de la Commission des biens de guerre pour choisir ce dont ils avaient besoin. Ils ont reçu pour \$10,000,000 de biens, entre autres 23 Bren-Carriers. À l'École d'automobile de Montréal, les élèves ont travaillé sur des moteurs fournis par le fédéral.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai demandé à des représentants de consulter la Corporation des biens de guerre pour voir ce qui pouvait être utile au ministère. Comme l'ont fait d'autres ministères, comme l'ont fait toutes les autres provinces, mais il est ridicule et absolument faux de dire que la Corporation des biens de guerre a donné à la province des biens d'une valeur allant jusqu'à \$10,000,000.

**M. Leduc (Laval):** Cette transaction a peut-être été faite par les prédécesseurs du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse. C'est probablement

le secrétaire de la province (l'honorable M. Côté) qui les a reçus avant que la moitié de son ministère ne lui soit enlevée pour la confier au député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé). Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse a été habile en disant qu'il n'avait pas reçu ces biens depuis qu'il est au département.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse est-il au courant des protestations du corps enseignant contre les salaires insuffisants payés aux techniciens. Ils ont dû se former en association pour obtenir justice. Il (M. Leduc) demande une augmentation de salaire pour les professeurs des écoles techniques.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Au sujet des salaires, nous avons fait depuis un an et demi une étude particulière en vue d'établir une nouvelle échelle de salaires des employés et des professeurs. En attendant, 887 des 1,315 professeurs dans les écoles d'arts et métiers et les écoles techniques ont reçu des augmentations de salaires. L'on est à refaire complètement tout le barème des salaires. Quant à l'Association des professeurs et des techniciens, elle est encouragée par le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse. Les professeurs reçoivent des rémunérations additionnelles pour les cours qu'ils donnent le soir.

**M. Morin (Québec-Centre)** se lève.

**M. le président:** Adopté.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le président avait la tête penchée et n'a pas vu le député de Québec-Centre se lever.

**M. le président:** Personne n'a parlé. L'item est adopté et il va rester adopté!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles professionnelles (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-huit mille quatre cents dollars, nécessaire pour

couvrir les dépenses prévues à l'article: "Cours par correspondance des écoles spécialisées (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Combien de manuels sont à la disposition des élèves?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Actuellement 27 manuels ont été traduits en langue française et sont à la disposition des élèves et 23 ou 24 autres, qui constituent tous l'enseignement technique, sont en préparation.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent cinquante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles de réforme et d'industrie (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les écoles de réforme, ce sont des endroits où devraient aller ceux qui fréquentent le Club de Réforme.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'allais justement inviter le premier ministre à venir entendre M. Abbott<sup>2</sup>, invité du Club de Réforme, après la séance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me demande ce que viennent faire à Québec les ministres fédéraux et en particulier les députés d'Ontario, comme M. Martin, M. Chevrier et autres. Ont-ils l'intention de se mêler des affaires de Québec? Ce n'est pas de leurs affaires. Ils devraient rester chez eux. S'ils tentent d'imposer à la province le chef de l'opposition, ils se trompent grandement. Ils n'en sont pas capables.

**M. Godbout (L'Islet):** Le peuple se chargera d'imposer ceux qu'il veut. Le premier ministre ne peut empêcher les gens des autres provinces de venir dire, comme nous, qu'il est temps que nous ayons un gouvernement convenable à Québec. Il devrait plutôt se réjouir du fait que nous avons des visiteurs de marque, car la province aime recevoir des hôtes distingués. Le premier ministre a déjà reçu des gens de l'Ontario. Il a lui-même invité à dîner le premier ministre de l'Ontario<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en suis pour les visiteurs de marque. J'ai rencontré M. King souvent. Je l'ai déjà reçu au Conseil des ministres, j'ai été son invité à sa résidence et au Country Club à Ottawa. Je rencontre tout le monde. Je collabore avec tous ceux qui veulent être amis de la province, mais non avec ceux qui sont prêts à la ruiner.

**M. Godbout (L'Islet):** Je constate avec plaisir que le premier ministre admet que M. King est un ami de la province.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses pour cours additionnels (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quel barème suit le gouvernement et combien de bourses ont été accordées cette année?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les recommandations viennent des universités et sont soumises par ordre de priorité; il y a 46<sup>4</sup> boursiers.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** fait une observation au sujet des religieuses de l'Hôtel-Dieu et des trésors polonais.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) devrait cesser ses moqueries sur un incident disgracieux et déplorable, au cours duquel les religieuses de l'Hôtel-Dieu ont été victimes des tracasseries de la police montée.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** fait une autre remarque.

**M. le président:** À l'ordre!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-

quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'établissement des jeunes (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq millions vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des pensions de vieillesse (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Clinique d'Aide à l'enfance (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Godbout (L'Islet)** demande que l'on conserve un item afin de permettre à l'opposition de revenir sur les affaires du ministère du Bien-être social et Jeunesse, si la chose est nécessaire.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 20 mars 1948**

#### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Terres et Forêts.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Des employés de la province font de la politique pour l'Union nationale et le gouvernement les récompense par des augmentations de salaire.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Les salaires du service forestier ont-ils été augmentés?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Oui. Les gens mariés ont obtenu plus que les célibataires.

**M. Lizotte (Kamouraska):** (Souriant)  
Va-t-on réduire le salaire du premier ministre?



**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Dites pas ça, il est capable de se marier.  
(Rires)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le gouvernement me reproche de vouloir critiquer des dépenses de \$360,000 pour voyages quand en fouillant dans les *Comptes publics*, on retrouve que l'Union nationale a dépensé dans la province \$12,000,000 pour des voyages depuis trois ans.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues de l'article: "Protection des forêts (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le département des Terres et Forêts a-t-il été averti d'un feu qui a détruit une petite forêt dans Saint-Urbain, comté de Charlevoix?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Mon sous-ministre prendra des renseignements à ce sujet<sup>5</sup>.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Pour quel motif a-t-on augmenté les crédits à l'item de la protection des forêts?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):**  
Depuis 1944, le département a augmenté le nombre des surveillants, construit des tours additionnelles, installé des postes de radio et acheté des wagonnettes-réservoirs. Le gouvernement se préoccupe également d'organiser des coupe-feu, notamment autour de la ville de Val-d'Or.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** parle d'un inspecteur du département des Terres et Forêts qu'il accuse de se mêler de politique et de faire de l'activité électorale dans l'exercice de ses fonctions.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** nie ces affirmations. L'inspecteur Guillemette dont on parle est un libéral que le gouvernement de l'Union nationale a maintenu dans ses fonctions parce qu'il est compétent et qu'il a fait ses devoirs.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Que faisait-il dans la Beauce, lors de la dernière élection complémentaire?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Je ne comprends pas le député. Cet inspecteur a été retiré du comté de Beauce, au début de la campagne électorale à la demande même des organisateurs de l'Union nationale qui n'aimaient pas sa présence à cet endroit parce que c'était un libéral. Nous l'avons envoyé dans un autre district.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** J'affirme que M. Guillemette fait de la politique et je dis que c'est inconvenant.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):**  
Nous avons donné des ordres sévères à tous les employés à ce sujet. Nous leur demandons de ne pas faire de politique. Tout ce que nous voulons, c'est qu'ils soient honnêtes et loyaux envers l'administration.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** reproche au ministère d'appliquer à l'année courante la perception des droits de coupe des années passées.

Le gouvernement laisse piller les réserves cantonales par ses amis. Les règlements du gouvernement sont ignorés et les partisans de l'Union nationale ont la permission de couper des

quantités de bois bien au-delà des quantités établies par les règles départementales. Le gouvernement a accordé à un particulier du Lac-Saint-Jean, en retour d'un terrain, une compensation en bois à raison de 25 cordes à l'acre, alors que la moyenne habituelle n'est que de 10 cordes à l'acre; c'est un pur cadeau aux dépens de la province.

De plus, pas un pouce de bois non brûlé n'a été coupé pour le commerce dans les réserves cantonales sous notre administration. Or, j'affirme que depuis trois ou quatre ans, dans la réserve cantonale du Lac-au-Canard, des industriels ont obtenu pour le commerce plus que les possibilités de la réserve. Dans la réserve du canton Laval, une compagnie amie du gouvernement a coupé 28,000<sup>6</sup> cordes de bois à l'hiver de 1946 et elle a continué de couper une quantité que je ne connais pas, à l'hiver de 1947. Dans la réserve du canton de Charlevoix, le gardien lui-même a coupé depuis 1944 des quantités considérables de bois qu'il a vendu au char.

Dans les réserves de Cloridorme et de Saint-Maurice de L'Échourie, on a donné depuis 1944 des permis pour le commerce et non pour les cultivateurs et les colons, comme le veut la loi. Il y a une situation pire que cela dans la réserve de Courcellette où, sous prétexte de couper du bois de fuseau, une compagnie a coupé, en 1946-1947, 4,100 cordes et 7,000,000 de pieds cubes de bois pour d'autres fins et 1,500,000 pieds de bois, mesure de planche.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Il y a eu 1,100 feux de forêt dans la province de Québec, l'an dernier, couvrant une superficie de 94,000 acres, dont 16,000 acres de bois ayant une valeur marchande.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** On a consenti des privilèges extraordinaires à la compagnie James MacLaren de Buckingham, Ontario, en lui concédant une concession de 136 acres<sup>7</sup> de forêt en marge de la loi, sous le couvert d'un vieux Statut désuet, et sans charger un seul sou pour la concession elle-même. Il reproche, dit-il, au gouvernement d'avoir donné une concession d'une valeur de \$100,000 à \$150,000 pour rien. Le premier ministre a dit l'autre jour que la compagnie avait subi des dommages par l'inondation. C'est vrai. Mais l'inondation a été causée par la construction du barrage du lac Masson fait par la compagnie pour alimenter ses propres opérations.

Cela constitue un scandale, de la dilapidation des fonds publics comme on n'en a jamais vu dans aucune province. C'est un mauvais précédent qui

aiguise les appétits des autres compagnies et qui fait perdre des montants considérables à la province. On prétend aider les cultivateurs et on protège les amis de l'Union nationale. Quel est le nom de l'employé qui en est responsable? Je demande au gouvernement s'il a des justifications à offrir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après le député de Saint-Sauveur (M. Hamel), la compagnie MacLaren aurait reçu 130 milles carrés de limites à bois. C'est vrai que c'est un scandale qui ne s'est jamais vu, parce que ce n'est pas un scandale. Le député fait beaucoup d'efforts pour nous convaincre, mais il n'y a pas eu de scandale du tout. Le scandale n'existe que dans l'imagination du député.

Avant la loi passée par nos amis libéraux, en 1928, les concessions forestières étaient renouvelées annuellement. Un jour, une locomotive des Chemins de fer nationaux mit le feu à une concession de MM. O'Brien et Doheny, amis du Parti libéral, qui réclamèrent des dommages du gouvernement fédéral. La poursuite fut rejetée par la Cour d'échiquier dont le jugement fut confirmé par la Cour suprême. Le jugement du tribunal supérieur, qui n'avait que 10 lignes, disait aux requérants: Vous aviez une limite sur laquelle vous n'avez pas payé vos dus; par conséquent, la limite est redevenue la propriété du gouvernement. Une fois le jugement rendu, il y a eu un grand caucus libéral au cours duquel on a décidé, pour dédommager les amis du gouvernement, de passer une loi décrétant que le renouvellement des permis se ferait automatiquement chaque année.

En vertu de la loi de 1928, la compagnie MacLaren était concessionnaire avec droit de renouvellement de son permis. Elle s'est fait dépouiller de 900 milles carrés de sa concession forestière en faveur de la colonisation. Elle avait droit à un dédommagement. Plus tard, la construction d'un barrage sur la Lièvre, qui appartient au gouvernement de la province, fit perdre 30 autres milles carrés à la même compagnie. La compagnie MacLaren avait donc contre le gouvernement une réclamation pour 930 milles carrés et elle voulait une compensation.

Les anciens gouvernements avaient refusé de régler cette affaire. Va-t-on prétendre sérieusement que, dans la province de Québec, le gouvernement a le droit de s'emparer du butin des autres sans dédommagement? Aucun gouvernement n'a le droit de prendre la propriété d'un autre sans le dédommager. Ce serait de la confiscation et du vol. Et la MacLaren avait des droits acquis sur les concessions que lui

avait renouvelées le gouvernement. En vertu de la loi des Terres et Forêts, article 93, les concessionnaires ont le droit d'être dédommages quand il est devenu nécessaire d'inonder leurs limites pour la construction d'un barrage.

Les gens de la MacLaren sont venus devant le gouvernement de l'Union nationale, composé d'hommes honnêtes, tout le monde le sait, sauf ceux qui, pour oublier leurs propres méfaits, cherchent à inventer des méfaits pour les autres. Lorsque la question nous fut soumise, nous avons convenu que le gouvernement de l'Union nationale se devait de régler cette affaire, que les anciens régimes avaient laissé traîner. Nous avons soumis la question aux experts du ministère des Terres et Forêts, entre autres à M. Bédard, sous-ministre.

(Rires à gauche)

Nous avons étudié la question sérieusement et nous avons suivi la recommandation du sous-ministre des Terres et Forêts, M. Bédard. Le gouvernement n'a pas donné 930 milles. Pour 930 milles carrés qu'avait perdus la compagnie MacLaren, nous avons réglé pour 130 milles carrés, soit neuf fois moins que la réclamation. M. Bédard a examiné la question et a signé une recommandation de sa main pour que la compagnie obtienne 130 milles carrés de forêt dont 90 milles seulement étaient en bois debout et pas tout en forêt productive. Le reste, 40 milles, comprend du terrain marécageux et qui ne seront pas utilisables pendant un certain temps. Le gouvernement lui a donné cela non en une propriété, mais à titre de loyer. Nous avons fait, je trouve, un excellent marché. Nous sommes fiers d'avoir su maintenir le bon renom de la province, en réparant une confiscation odieuse.

**M. Godbout (L'Islet):** Vous avez dû être obligé d'imposer ça à la compagnie.

(Rires à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement de l'Union nationale n'a fait que donner à la compagnie le dédommagement auquel elle avait droit. Le gouvernement a mis fin, ainsi, à une confiscation odieuse. M. Bédard nous a dit que le gouvernement, en passant l'arrêté ministériel relatif à la MacLaren, n'avait fait que son devoir. C'est une bonne affaire pour la province et une affaire équitable pour la MacLaren.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** J'admire la bravoure du premier ministre qui ne se cache pas derrière les officiers du département.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Bédard est ici.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Cachez-vous pas derrière lui.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député (M. Hamel) sait que je ne me cache derrière personne. Nous n'avons pas peur. Nous vous avons déjà battu alors que nous n'étions que 10. Nous allons bientôt vous écraser pour de bon.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** J'avais peut-être mal compris la première fois qu'il s'agissait d'un scandale; cette fois, c'est clair. La transaction crée un précédent mortel. Je vais laisser parler les règlements et la loi du département des Terres et Forêts. La loi dit: "En cas de destruction complète ou partielle d'une limite, le ministre peut en annuler la licence en tout ou en partie." Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) n'a donc qu'à cesser de collecter les droits de coupe, mais il n'a pas le droit de compenser des dommages causés par des travaux dont la compagnie a bénéficiés. C'est un scandale en deux étapes, car, auparavant, on avait échangé des limites de la MacLaren avec la compagnie Singer.

Le motif de la transaction, c'était de permettre à la Singer, dès le lendemain, d'aller bargainer avec la MacLaren. La concession a été faite à la MacLaren pour l'inciter à transférer à la Singer un lot de terrains adjacents au lot que la Singer possède près de Thurso. La Singer désire être assurée d'un approvisionnement en bois pour ses activités importantes à Thurso et à Saint-Jean.

L'an dernier, j'ai soutenu qu'on attribuait à la Singer du bois dont elle n'avait nul besoin. De son côté, la compagnie McLaren a consenti parce qu'elle savait qu'elle obtiendrait le cadeau de \$150,000 qu'on lui a fait. Elle avait la promesse de 130 milles carrés.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** C'est inexact. Le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) n'est pas renseigné. La concession a été faite pour régler une demande légitime et importante de la MacLaren.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le ministre des Terres et Forêts admettra que le schéma a été fait après l'échange Singer-MacLaren. On ne peut nier qu'après avoir obtenu le terrain, la Singer a bargainé la même année avec la MacLaren. Le ministre ne peut pas répondre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) a dit des choses inexactes. Grâce aux limites que la Singer a obtenues du gouvernement, elle a construit à Saint-Jean d'Iberville une nouvelle usine de \$5,000,000<sup>8</sup> pour la fabrication de machines à coudre, ce qui lui permet d'employer 1,000 hommes de plus. Elle a transporté à Thurso la fabrication des cadres en bois de machines à coudre et a augmenté son personnel à cet endroit de 1,100 à 3,000 hommes. Pouvions-nous logiquement refuser à la compagnie Singer de faire ces gigantesques développements dans notre province? Nous avons donné des limites à bois à ces conditions.

Sous les anciens régimes soi-disant libéraux, quand on prenait 100 acres pour la colonisation, on en donnait 300 à la compagnie.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le premier ministre a fait l'éloge de la Singer, je n'ai pas d'objection aux éloges, mais il n'a pas justifié la cession de 130 milles carrés. Nous ne sommes pas obligés de donner toute la province à ceux qui emploient du monde. Le geste du gouvernement est réprouvé par tout le monde. J'affirme que la Singer a reçu du bois mou dont elle n'avait pas besoin, pour lui permettre de bargainer avec une autre compagnie.

Contrairement à la loi, on a favorisé une grande corporation, on a aiguisé l'appétit de toutes les autres compagnies. Elles voudront en faire autant. Nos limites n'y suffiront plus. Et je répète que c'est un précédent mortel. Si le gouvernement veut ériger ce favoritisme en système, qu'il amende la loi. Il pourra alors céder toutes nos richesses.

Les réserves cantonales ont été livrées au commerce, on y a laissé couper du bois non brûlé. Le gouvernement a-t-il des justifications à offrir?

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) a-t-il des explications sur la concession de la réserve aux Canards au Lac-Saint-Jean?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** La caisse populaire avait prêté \$200,000 à un concessionnaire et l'entreprise était menacée. Le curé est venu nous voir. Un permis spécial a été accordé pour sauver la caisse populaire et prévenir des situations pénibles. Nous avons donc concédé des forêts.

Quant à la réserve de Chambord, on a fait une plainte à l'effet que le gardien pillait la réserve. Mon département a aussitôt fait une enquête. Le rapport n'est arrivé qu'en fin de semaine. Des instructions ont aussitôt été données pour suspendre le gardien et saisir le bois en attendant d'autres développements<sup>9</sup>.

Nous permettons tout au plus que la production d'une année seulement soit coupée dans les forêts en réserves cantonales et que nous coupions seulement le bois brûlé ou les sections d'arbres malades. Dans la réserve de Courcellette, des permis spéciaux ont été donnés pour couper du bois franc parce qu'il s'agit de bois malade. Malheureusement, tout le bois franc de nos réserves souffre d'une maladie présentement. Le bouleau, et presque tout le bois franc, de nos réserves cantonales est déjà presque entièrement contaminé. Il faut même se hâter de le couper, car dans quelques années, il sera inutilisable.

Je vais aller encore plus loin en disant que le gouvernement sera bientôt forcé de payer pour faire abattre et brûler le mauvais bois dans les réserves cantonales. Même l'orme, un de nos plus beaux arbres d'ornement, est atteint de maladie dans les Cantons-de-l'Est. On craint qu'elle ne se répande jusqu'à Québec et on cherche des moyens pour enrayer la contagion. Il arrive que nous soyons obligés, pour empêcher la contagion, de faire couper de beaux ormes d'ornement qui sont sains en apparence, mais dont le bois ne peut même pas servir à des fins industrielles. C'est ainsi que l'on tente de récupérer le plus possible le bouleau et le merisier avant qu'il ne soit trop tard pour les faire servir au commerce.

**M. Choquette (Montmagny):** Vous avez un remède payant: des permis aux amis.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):**

Les libéraux veulent faire une tempête dans un verre d'eau. Cette exploitation du bois inutile dans les réserves cantonales s'est toujours pratiquée, par les libéraux comme les autres.

C'est surtout dans les comtés de Montmagny et de L'Islet que l'on a abusé des réserves cantonales. (Montrant un document) Ce volumineux document renferme la liste des permis spéciaux accordés par le régime libéral, de 1939 à 1944, pour la coupe du bois dans les réserves cantonales. De 1939 à 1944, il y a eu des coupes dans les réserves de L'Islet et de Saint-Adalbert.

**M. Godbout (L'Islet):** On y a coupé du bois pour la construction de l'église paroissiale de Saint-Adalbert.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Il a été coupé là 2,000,000 de pieds de bois. Mais je ne critique pas, car il le faut bien quand le bois est malade.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Au sujet de la réserve de Saint-Félicien, des droits de coupe ont été accordés à la caisse populaire pour maintenir des industries sur pied, empêcher que les cultivateurs ne perdent de l'argent et régler certaines difficultés qui auraient compromis la stabilité de la caisse.

Jamais un gouvernement n'a pillé les réserves cantonales comme le gouvernement libéral, surtout dans Montmagny dont le député, qui avait la direction du patronage, s'est fait complice du pillage. Il a permis des coupes de bois sur les réserves cantonales.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est absolument faux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Dans Montmagny, il a accordé des permis autorisant le pillage de réserves.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre doit retirer cette accusation. S'il ne le fait pas, je serais obligé de dire qu'il est un menteur public.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai dit qu'il y avait du pillage dans Montmagny et le député de Montmagny m'a traité de menteur public.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre modifie sa déclaration. Je lui demande donc de retirer ses paroles dans l'intérêt du bon ordre. M. le président, vous êtes un homme libre et non pas un esclave du premier ministre. Rendez donc une décision juste.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai dit que l'on accordait des permis sous le régime libéral et il m'a traité de menteur public. Le député de Montmagny (M. Choquette) n'a pas le droit de dire ça. Je demande au président de lui faire retirer ses paroles.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre a modifié encore sa déclaration. J'ai dit que si le premier ministre ne retirait pas son accusation, je serais obligé de dire qu'il est un menteur public. Mais comme il a retiré sa première affirmation, je n'ai pas d'objections à retirer ce que j'avais dit en premier lieu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demande au député de Montmagny (M. Choquette)

de retirer les mots "menteur public". S'il ne le fait pas, je demanderai au président de faire rapport à l'Orateur.

**M. Choquette (Montmagny):** Je reproche au premier ministre d'avoir déclaré que j'étais complice dans le pillage des lots dans mon comté. Cela est faux et je lui demande de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Montmagny (M. Choquette) n'a pas le droit de dénaturer les faits. Il m'a traité de menteur public. Je déclare que, pendant que le député exerçait le patronage dans Montmagny, on a pillé les réserves cantonales dans ce comté.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre n'a pas le droit de dire cela.

**M. Choquette (Montmagny):** Je nie cette allégation et j'affirme qu'elle n'est nullement fondée. Je n'ai été le complice d'aucun pillage, comme cela s'est produit sous l'administration de l'Union nationale.

**M. le président:** Le premier ministre n'a pas employé de paroles antiparlementaires. Il demande, dit-il, au député de Montmagny de retirer ses paroles.

**M. Choquette (Montmagny):** Tout cet incident est une tempête dans un verre d'eau. Je n'ai fait que menacer le premier ministre d'employer à son adresse une expression antiparlementaire. J'ai dit que je serais obligé de dire que le premier ministre est un menteur s'il ne retirait pas son accusation, mais puisqu'on veut prétendre que j'ai prononcé ces paroles, je les retire.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** À Saint-Magloire de Bellechasse, il y avait une belle réserve pour les cultivateurs et les colons. Un comité présidé par le curé faisait la distribution du bois. Le gouvernement a accordé un permis de coupe à un commerçant, un M. Bouffard, de Sainte-Justine, comté de Dorchester. J'ai reçu de nombreuses protestations.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Le bois aurait été perdu. Il fallait le couper.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** C'était du très bon bois. Les citoyens de Saint-Magloire m'ont demandé de protester en leur nom. Le commerçant n'aurait pas acheté du bois pourri.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bois a été vendu pour un moulin à scie. C'est de la décentralisation industrielle.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre ne peut dire cela sans rire.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Il y a des moulins à scie à Saint-Magloire. Si les moulins de Dorchester ont besoin de bois, qu'on le prenne dans Dorchester.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le premier ministre peut avoir des sympathies, mais pas aux dépens de la province de Québec.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Questions et réponses:

##### Prêts hypothécaires aux employés d'Hydro-Québec

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Quels postes occupent, quels salaires reçoivent et où habitent les employés de l'Hydro-Québec auxquels cette régie a consenti des prêts hypothécaires en fonction de la loi 28, 10 George VI, intitulée: Loi autorisant Hydro-Québec et Beauharnois Light, Heat and Power Company à favoriser la diffusion de la petite propriété parmi leurs employés?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** En vertu de la loi autorisant Hydro-Québec et Beauharnois Light, Heat and Power Company à favoriser la diffusion de la petite propriété parmi leurs employés, 10 George VI, chapitre 28 (1946), il a été prêté auxdits employés, pour la période commençant en avril 1946 et se terminant le

31 décembre 1947, la somme de \$346,150 représentant 80 demandes d'emprunt.

Il est contraire à la pratique et à la tradition parlementaires de fournir des détails qui sont considérés d'une nature plutôt personnelle.

##### Compagnie de construction de Québec

**M. Mercier petit-fils (Châteauguay):** 1. La Compagnie de construction de Québec a-t-elle exécuté, en 1945, des travaux qui lui avaient été confiés par contrat ou autrement l'année précédente?

2. Ladite compagnie a-t-elle payé aux ouvriers les salaires approuvés pour l'année 1945 par l'officier des bureaux du salaire minimum?

3. Ladite compagnie a-t-elle payé temps et demi pour les heures de travail faites en plus des soixante heures par semaines réglementaires?

4. Quel salaire a été payé aux journaliers par ladite compagnie, durant les années 1945, 1946 et 1947, pour chaque heure de travail durant chacune desdites années?

5. Quel était, pour la région où ladite compagnie effectuait ses travaux, le salaire minimum à l'heure fixé pour un journalier par l'Office du salaire minimum durant chacune des années 1945, 1946, 1947?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La compagnie en question a exécuté des travaux pour le département de la Voirie de la province, en 1945. Au sujet de ces travaux exécutés pour le département de la Voirie, la Compagnie de construction de Québec, pour la période de temps mentionnée dans la question, c'est-à-dire pour l'année 1945, a payé à ses employés des salaires plus élevés que le salaire minimum. En d'autres termes, la compagnie s'est plus que conformée à la loi au sujet de l'échelle de salaires payés à ses employés.

##### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures<sup>10</sup>.

#### Troisième séance du 20 mars 1948

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Subsides:****Budget des dépenses  
1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je demande au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) de répondre aux questions posées par l'opposition, notamment au sujet de la norme de compensation. Dans le comté du Lac-Saint-Jean, un citoyen a reçu 25 cordes cubes, au lieu de 10 cordes, sur une étendue de 4,000 acres, représentant 9,600,000 pieds cubés d'une valeur \$100,000.

On nous écoute, on rit mais on ne nous répond pas. On accuse le gouvernement de laisser piller les ressources cantonales. Pas un mot. Le gouvernement n'a apporté aucune justification pour le pillage des réserves cantonales. Le ministre des Terres et Forêts prétend que le bois est malade, mais celui qu'il concède est du bois vert. On dispose de nos ressources forestières au caprice des vents. Ce sont là des précédents dangereux et le gouvernement administre non pas dans l'intérêt du public mais dans l'intérêt de quelques favoris.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les contes des *Mille et une Nuits* ne sont pas plus fantaisistes que le discours du député<sup>11</sup> de Saint-Sauveur (M. Hamel). Sous les régimes libéraux, des

milliers de milles de terres richement boisées ont été concédés à des compagnies de chemin de fer. Cela a coûté \$50,000,000 à la province.

En septembre 1935, tout juste à la veille des élections provinciales et fédérales d'octobre et de novembre, respectivement, M. Chubby Power, trésorier et organisateur du Parti libéral, est venu à Québec faire un petit échange. La Brompton Pulp and Paper, dont il était l'avocat, possédait dans le comté de Wolfe des lots déboisés qui n'avaient aucune valeur du tout. En vertu de l'échange qu'il a proposé au gouvernement et qui a été accepté, la province a donné trois acres et un cinquième de belle terre boisée pour une acre de lots déboisés du comté de Wolfe. Le gouvernement du temps, dont faisait partie le chef de l'opposition, s'est empressé d'accepter ce marché. Et je m'imagine la joie avec laquelle M. Power, avocat de la Brompton Pulp and Paper, regardait dans le miroir de M. Power, trésorier et organisateur de ce marché pour ses amis.

Cette transaction était si mauvaise en sa face même que le notaire Demers, de Saint-Romuald, a fait trois contrats dans l'espoir d'en masquer certains aspects. Il y avait aussi une contre-lettre qui disait le contraire d'un contrat. Et ce sont les successeurs politiques de ce régime qui élèvent aujourd'hui les bras au ciel et dénoncent les ravages de la forêt!

De plus, sous l'administration libérale, de grosses compagnies ont pu, grâce à des arrêtés ministériels, éluder la loi qui les aurait forcées à payer un total de \$700,000 en primes de transfert.

À son arrivée au pouvoir, en 1936, l'Union nationale a mis fin à cette politique de favoritisme en portant d'abord de \$20 à \$40 l'acre la prime de transfert. Depuis 1944, les primes de transfert ont été portées à \$65. Ce sont celles que les compagnies doivent encore payer dans tous les cas.

Quant aux réserves cantonales, jamais la province de Québec n'a vu ses forêts dilapidées comme sous le régime du chef de l'opposition ou de celui de ses ancêtres politiques.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre peut-il nous dire comment les choses se passaient du temps de Champlain?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Champlain a établi ici même une race fière et il est heureux pour nous qu'il ait assis son œuvre sur un rocher. Jamais un gouvernement n'a pillé ou laissé piller les réserves cantonales comme celui du chef de l'opposition. Jamais aussi le ministère des Terres et Forêts n'a eu à sa tête un homme intègre, compétent

et dévoué comme le ministre actuel (l'honorable M. Bourque). Il s'est tellement consacré à sa tâche que, pendant quelques mois l'an dernier, il été victime de son dévouement.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le premier ministre n'a réfuté aucune des accusations portées par l'opposition. Il a préféré remonter au commencement du monde et parler de concessions faites aux compagnies de chemins de fer en 1897. Mais, c'est le temps où les conservateurs étaient au pouvoir. C'est l'administration de 1948 qui est sur la sellette. Les députés libéraux de la Chambre étudient les problèmes des terres et forêts avec des yeux et une mentalité de 1948. Le premier ministre a été le premier à violer ses propres lois.

Quant à l'affaire de la compagnie Brompton, il prétend qu'en 1935, elle aurait été mal réglée. Il a administré le département des Terres. Il a examiné l'affaire et il ne l'a pas réglée, puisqu'en 1948, elle ne l'est pas encore.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre n'a nié aucune des accusations que nous faisons contre l'administration actuelle des Terres et Forêts, mais il s'est contenté de faire des déclarations au sujet du passé.

Il (M. Hamel) demande un renseignement au ministre des Terres et Forêts.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Les employés ne sont pas à leurs bureaux le samedi soir.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Sous l'administration libérale, quand j'étais ministre des Terres, la compagnie Eddy a demandé une réduction de primes de transfert. À la suite de la mort de M. J. R. Booth, d'Ottawa, roi du bois, grand concessionnaire de forêts, la succession Booth et les intérêts Bennett, liés ensemble dans la compagnie Eddy, sont venus demander la réduction des primes de transfert de leurs concessions à une nouvelle compagnie. La loi nous le défendait. J'ai refusé. En 1944, le gouvernement a changé. Le premier ministre a pris le pouvoir. Les intérêts Booth et Bennett sont revenus à Québec et ils ont fait réduire de moitié les primes de transfert à payer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est pas vrai. Je nie formellement ce que vient de dire le député de Saint-Sauveur.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** J'affirme que ce que j'ai dit est vrai. Il ne s'agit pas d'histoire ancienne. Il s'agit des intérêts de Booth et des intérêts

de M. R. B. Bennett, ancien chef conservateur, ancien chef du premier ministre de l'Union nationale. Le premier ministre ne peut nier la vérité.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au contraire, la demande de réduction portait sur des limites partiellement brûlées. Voici ce qui est arrivé. Une partie des limites à bois, dont on demandait le transfert dans cette affaire, était brûlée nous ont dit les intéressés. Nous avons consenti à ce que les primes ne soient payées que pour le transfert des forêts de bois vert. Nous avons fait payer pour le bois et non pour les marécages.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je veux bien croire l'explication exacte, mais j'estime que les exemptions accordées avant 1936 pouvaient aussi s'expliquer du fait qu'il ne s'agissait pas de véritables transferts. Les gouvernements qui ont exempté du paiement de ces primes avaient une raison, probablement la nécessité de faire des fusions pour consolider des industries ou plutôt des compagnies qui changeaient de nom, les actionnaires restant les mêmes.

Le premier ministre procède toujours par affirmation en oubliant la loi de la preuve. Dans ses remarques, le premier ministre n'a relevé aucune de mes affirmations. Le premier ministre confirme ma prétention au sujet de la MacLaren: il dit que la compagnie avait droit à une compensation. Alors, ce que j'ai dit est vrai. Le premier ministre avoue.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre et le ministre des Terres et Forêts n'ont trouvé aucun argument pour justifier le pillage des réserves cantonales. Le gouvernement n'a pas répondu à une seule accusation des libéraux. Le premier ministre ne répond que par des accusations contre le Parti libéral.

**M. Lawn (Pontiac)** pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La politique du gouvernement est d'accorder des concessions forestières le plus près possible des moulins, de façon à permettre aux industries de tenir contre la concurrence des compagnies étrangères.

**M. Morin (Québec-Centre):** Le gouvernement n'a aucune défense à offrir. Il retourne au passé.

**M. Choquette (Montmagny):** Au temps des romains.



**M. Morin (Québec-Centre):** Le principal argument du gouvernement, c'est le *tu quoque*, toi aussi. Ce n'est pas comme cela qu'on discute les affaires publiques. Le Québec devrait faire une entente avec Ottawa selon laquelle le gouvernement fédéral aiderait la province à conserver ses forêts et à faire de la recherche. Ottawa était prêt à collaborer avec Québec. La forêt qui joue un si grand rôle dans la région de Trois-Rivières devrait être mieux protégée par le premier ministre. M. Avila Bédard en chante la beauté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avec ce que j'ai en face de moi, pour voir la beauté, je suis mieux d'aller en forêt.

**M. Choquette (Montmagny):** Le gouvernement est pas mal forestier.  
(Rires à gauche)

**M. Morin (Québec-Centre)** entreprend la lecture d'une brochure de M. Bédard sur le rôle économique de la forêt<sup>12</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce nouveau mode d'obstruction tend à ridiculiser nos institutions parlementaires.

**M. Morin (Québec-Centre):** Avec les moyens modernes qui sont maintenant à notre disposition, tels que l'avion et la photographie aérienne, le gouvernement devrait faire un inventaire sérieux et complet de toutes nos richesses forestières, comme en Ontario<sup>13</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est évident qu'on fait de l'obstruction. Cet inventaire est déjà commencé. La province a dépensé \$200,000 il y a deux ans pour cela, et nous avons voté \$100,000 l'an dernier.

**M. Morin (Québec-Centre):** On dépense des centaines de mille dollars mais jamais nous n'avons de rapport. Y a-t-il eu un rapport?

**M. Choquette (Montmagny):** Dépense inutile s'il n'y a pas de rapport.

**M. Morin (Québec-Centre):** À qui ont été donnés les contrats d'arpentages?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** La liste est longue. Il (M. Bourque) lit les noms, parmi lesquels figure M. E. Duplessis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas de mes parents. Il travaillait pour la province sous le gouvernement Taschereau<sup>14</sup>.

**M. Choquette (Montmagny):** Pas la même souche. Il y a deux espèces.  
(Rires à gauche)

**M. Sylvestre (Berthier)** prend part au débat.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le gouvernement dit vouloir fonder 22 paroisses dans l'Abitibi, d'après le discours du trône. Je voudrais savoir où en est rendu l'inventaire forestier dans le nord du comté, surtout dans la partie du territoire où le chemin de fer est construit?

Nous n'avons pas encore de rapport de l'inventaire de ce territoire.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Je ne peux pas répondre avant lundi car les employés ne sont pas à leurs bureaux.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Cela montre que nous ne devrions pas siéger quand les fonctionnaires ne sont pas ici. Je ne tiens pas le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) responsable, car je sais que ce n'est pas lui qui a décidé de siéger ce soir.

Puis-je avoir l'engagement qu'il n'y aura aucune concession au nord du chemin de fer d'ici les élections?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Je ne puis dire ce qui arrivera dans l'avenir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne pouvons pas prendre d'engagement pour deux ans d'avance.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Les élections s'en viennent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons été élus pour cinq ans.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Il faut alimenter les petites et grandes industries, mais il ne faut pas aider les spéculateurs. Le ministre des Terres et Forêts a été absent. Nous sommes heureux de son retour à la santé.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre qui a dirigé les Terres et Forêts sait-il ...

**M. Choquette (Montmagny):** Il n'en sait pas long.

(Rires à gauche)

**M. Drouin (Abitibi-Est):** ... qu'au moins 10 personnes ont reçu les biens de la province en cadeau et qu'ils ont revendu les permis qui leur avaient été accordés? Cette politique, je la condamne et j'ai l'appui en Abitibi des libéraux, des conservateurs, des créditistes, de tous les partis, excepté les organisateurs politiques de l'Union nationale.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Aucune coupe spéciale n'a été accordée dans ce secteur, sauf sous la recommandation de l'ingénieur forestier J.-P. Martel. Avez-vous confiance en M. Martel, représentant de ministère des Terres et Forêts en Abitibi?

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Oui, j'ai parfaitement confiance en lui, mais on passe par-dessus sa tête. Les organisateurs politiques de l'Union nationale torturent ou donnent des ordres aux employés de la province.

Il (M. Drouin) interroge le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) sur les permis de coupe accordés dans de nombreux cantons dans le comté d'Abitibi-Est. Il cite des cas de pillage, entre autres dans le canton de Bearn.

**M. Lesage (Abitibi-Ouest):** M. Martel et aussi M. Castonguay recommandent les octrois de permis.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je doute que ces deux excellents serviteurs de la province aient les mains libres.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Alors vous n'avez pas confiance en M. Martel.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** J'ai connu des personnes qui, ne s'intéressant pas aux permis de l'industrie forestière, les ont vendus à des usines à \$1 ou 50¢ par 1,000 pieds. Le gouvernement a accordé des concessions à des gens pour la seule raison qu'ils sont des organisateurs de l'Union nationale.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Ce que le député dit là, c'est justement ce qui se pratiquait sous le régime libéral avant 1944, mais pas depuis. Aucun permis n'a été accordé sans l'approbation de M. Martel.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La route de Chicoutimi est-elle ouverte?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il y a trop de neige?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Oui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce devrait être le temps d'acheter nos rameaux<sup>15</sup>.

**M. Sylvestre (Berthier):** Il y a certains écarts entre les chiffres produits dans les *Comptes publics* de l'année dernière et ceux des estimés budgétaires de cette année. D'après les *Comptes publics* de l'an dernier, les salaires du service forestiers ont été de \$503,270. Cette année, ils ne sont que de \$350,000. A-t-on diminué les employés ou les salaires? Il y a une autre diminution pour les contrats de surveillance: \$45,000. Le ministre des Terres et Forêts peut-il donner des précisions sur ces écarts dans les prévisions budgétaires du service forestier?<sup>16</sup>

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** (Après consultation avec M. Bédard et des recherches dans les livres) Il y a eu des changements dans les différents services. Certains employés temporaires sont passés au service extérieur du ministère en permanence.

**M. Sylvestre (Berthier):** Explication peu claire.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Soit le gouvernement diminue sa surveillance des réserves cantonales, soit il n'expose pas son budget correctement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous faites de l'obstruction cette semaine, mais vous n'en ferez plus la semaine prochaine.

**M. Godbout (L'Islet):** Nous faisons notre devoir qui est d'examiner la gestion du gouvernement. Nous nous occupons d'une branche très importante du ministère des Terres et Forêts.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous vous occupez des branches et nous, nous protégeons les forêts.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre fait des menaces. Il dit que nous ne pourrons faire notre devoir la semaine prochaine. L'opposition remplit son devoir et elle va continuer de le faire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous ferez votre devoir la semaine prochaine, mais vous ne ferez pas d'obstruction, prenez-en ma parole.

**M. Godbout (L'Islet):** Nous n'avons pas peur des menaces du premier ministre. Celui qui fait de l'obstruction ici, c'est le premier ministre. Il fait siéger la Chambre à des heures indues qui se prêtent mal aux travaux parlementaires. Le samedi soir comme le lundi matin, ce sont des mauvaises heures. Les employés ne sont pas à leur bureau pour fournir au ministre des Terres et Forêts les renseignements que nous lui demandons. Le premier ministre est de mauvaise humeur...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis d'excellente humeur, mais je vous le répète: Prenez-en ma parole, il n'y aura pas d'obstruction la semaine prochaine.

**M. Choquette (Montmagny):** La semaine prochaine, nous ferons notre devoir comme d'habitude.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Est-ce que le rapport des Terres et Forêts sera bientôt présenté?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Il a été confié il y a longtemps aux imprimeurs, *La Tribune*, de Sherbrooke, et on l'attend incessamment.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député de Saint-Sauveur soit sérieux. Il doit se rappeler que nous avons déposé les *Comptes publics* une semaine avant le délai prescrit et que la Chambre a les estimations budgétaires depuis deux mois, ce qui ne s'était jamais vu auparavant.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Quel est l'étendue de nos forêts accessibles?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** hausse les épaules.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition doit être bien fière de s'être ainsi attaquée à un homme qui a été malade, victime de son devoir, l'an dernier. La gauche impose des

tracasseries inconvenantes à un honnête homme, à un héros de la première Grande Guerre, à un député qui a droit à la plus grande considération de la Chambre.

**M. Choquette (Montmagny)** fait un commentaire au sujet de la santé des ministres.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Je ne souhaite pas au député de Montmagny (M. Choquette) ce qui m'est arrivé l'an dernier. Il est père de famille comme moi et il doit comprendre ce que c'est.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** critique les salaires payés aux ingénieurs forestiers.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Dans votre temps, les ingénieurs commençaient avec un salaire de \$1,800. Nous avons porté ce minimum à \$2,400.

Il proteste contre le traitement injuste qu'on lui a infligé en lui posant plusieurs questions et en répétant les mêmes questions plusieurs fois ou en prolongeant la discussion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition regrettera ces méthodes disgracieuses et répréhensibles.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil<sup>17</sup>

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

## NOTES

1. Dans *Le Nouvelliste* du 22 mars 1948, à la page 11, le journaliste précise que M. Casgrain fait "Allusion aux trésors polonais et aux religieuses de l'Hôtel-Dieu."
2. Ministre des Finances fédéral dans le gouvernement libéral de William Lyon Mackenzie King.
3. George Drew, premier ministre de l'Ontario de 1943 à 1948.
4. Le *Montréal-Matin* du 22 mars 1948, à la page 8, cite le chiffre de 23.
5. *Le Soleil* du 22 mars 1948, à la page 8, écrit que le sous-ministre, M. Avila Bédard, qui assiste M. Bourque dans les discussions des crédits, dit au ministre Terres et Forêts qu'il prendra des renseignements à ce sujet. Le *Montréal-Matin* du 22 mars 1948, à la page 6, précise que le chef du service forestier, M. Roland Deschamps, accompagne M. Bédard.
6. Selon *Le Soleil* du 22 mars 1948, à la page 8, il s'agit de 26,000 cordes bois.
7. Le *Montréal-Matin* du 22 mars 1948, à la page 6, décrit l'étendue de cette concession en milles; cela donne donc 130 milles carrés.
8. Chiffre du *Nouvelliste* du 22 mars 1948, à la page 10: \$500,000.
9. D'après le *Montréal-Matin* du 22 mars 1948, à la page 6, c'est M. Duplessis qui a discuté du cas de la réserve cantonale de Chambord.
10. *Le Canada* du 22 mars 1948, à la page 2, souligne que les députés des deux côtés de la Chambre entonnent des chansons.
11. Selon *Le Canada* du 22 mars 1948, à la page 2, M. Duplessis a fait un lapsus en s'adressant à M. Hamel, il l'a appelé le ministre des Terres. M. Hamel occupait cette fonction dans le gouvernement libéral de M. Godbout.
12. *Le Devoir* du 22 mars 1948, à la page 3, écrit que cette lecture a duré une quinzaine de minutes.
13. *L'Événement* du 22 mars 1948, à la page 7, rapporte que pendant les remarques de M. Morin, le premier ministre et le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) examinaient la peinture du plafond de la salle de l'Assemblée.
14. Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre du Québec de 1920 à 1936.
15. *La Presse* du 22 mars 1948, à la page 8, signale qu'il est 10 h 45 lorsque M. Casgrain fait cette remarque. La séance se déroule la veille du Dimanche des Rameaux.
16. *L'Action catholique* du 22 mars 1948, à la page 9, précise qu'il est alors 11 heures.
17. *L'Action catholique* du 22 mars 1948, à la page 9, explique que la séance s'est terminée dans un tourbillon. À 11 h 30, alors que la situation menaçait de s'aggraver, l'Orateur est monté à son trône et le président du comité lui a fait rapport que le comité rapportait progrès.

## Première séance du lundi 22 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

Aide fédérale  
à la formation professionnelle

**M. Godbout (L'Islet):** À combien se chiffre le montant total des contributions fédérales promises depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1945, relativement à des écoles professionnelles dans les villes suivantes de la province de Québec: Montréal, Québec, Trois-Rivières, Hull, Duchesnay, Cap-de-la-Madeleine, Chicoutimi, Drummondville, Joliette, Lauzon, Rimouski, Rouyn, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Sorel, Thetford Mines, ainsi que pour les écoles suivantes dans la région de Montréal métropolitain: École de l'auto; Maisonneuve; Octave-Casgrain; Montréal-Ouest?

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En vertu de l'entente le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province, concernant la formation professionnelle, le gouvernement fédéral contribue dans la proportion de 50 % dans la construction et l'équipement des écoles spécialisées, pourvu que le montant total ne dépasse pas \$3,139,400.

La province supporte seule le coût d'achat des terrains, l'administration et l'entretien de ces écoles.

## Subsides:

## Budget des dépenses, 1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté

pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Godbout (L'Islet):** Le reboisement des forêts est d'une souveraine importance pour remplacer les arbres qui disparaissent, surtout dans les sections de comtés où la terre n'est pas bonne à la culture mais se présente bien à la reforestation. On pourrait y consacrer des étendues considérables de terre présentement improductives, spécialement dans le haut des comtés de Montmagny, L'Islet, Bellechasse, etc.

Il (M. Godbout) demande au gouvernement d'établir des pépinières de plus en plus nombreuses et suggère la création d'un service spécial du reboisement qui fonctionnerait en coopération avec les ministres de l'Agriculture et des Terres et Forêts, et ce, en nommant un agronome et un ingénieur forestier pour s'occuper de cette question.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Le gouvernement a actuellement dans ses 12 pépinières permanentes et ses 30 pépinières volantes 16,000,000 d'arbres prêts à planter. En tout, il y a 40,000,000 de pousses dans les pépinières du gouvernement. On plante présentement dans la province environ 5,000,000 d'arbres par année. Le système des pépinières volantes a été institué pour donner un nouvel essor au mouvement.

Ces pépinières volantes sont des morceaux de terre louée des cultivateurs et les employés du ministère y font des plantations. Il permet d'acclimater les jeunes plants dans les régions auxquelles ils sont destinés. Les cultivateurs qui veulent faire du reboisement sur leurs terres sont remboursés de tous leurs frais après cinq ans s'ils ont bien entretenu la plantation.

**M. Godbout (L'Islet)** demande au ministre des Terres et Forêts de travailler à inculquer l'amour des arbres aux jeunes.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** La fête des arbres devenue annuelle et l'institution des clubs 4-H sont une preuve que le gouvernement se préoccupe de cette question.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentages (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** demande si le programme dressé pour cette année comprenait la délimitation des frontières du côté du Labrador.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):**  
Pas cette année. Nous avons des travaux plus pressants à faire ailleurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Cette question est à l'étude.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Pourquoi ne pas confier cela à Ottawa, vu qu'il s'agit en somme d'une question internationale. Vous économiseriez des milliers de dollars.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nous voulons faire cela nous-mêmes. La question est trop grave pour que nous abandonnions cela à Ottawa.

C'est trop vital pour le laisser faire par les autres. Nous préférons garder nos obligations et les remplir nous-mêmes.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En attendant, les droits de la province ne sont pas protégés. Quelles mesures ont été prises?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Toutes les mesures appropriées. Je m'en occupe personnellement.

Les intérêts de la province sont sauvegardés et nous verrons à les protéger contre tous les accapareurs quels qu'ils soient. Pour le moment, il n'y a rien à annoncer à ce sujet. Quand il y aura des nouvelles définitives, nous les communiquerons.

C'est évident qu'on veut soulever de nouveaux débats en dehors de la question: cela ne relève pas de l'item en discussion.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à

l'article: "Service d'entomologie (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Morin (Québec-Centre)** pose une question.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Le ministère maintient cinq bourses d'études pour des jeunes qui veulent se spécialiser en entomologie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a établi le service d'entomologie lors de sa première administration de 1936 à 1939.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Surveillance des terres de la couronne (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Morin (Québec-Centre)** pose une question.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Il ne s'agit pas là d'inventaires des ressources forestières, mais de l'inspection des cadastres. L'inspection a été faite sur une étendue de 275 milles carrés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pépinère de Berthier (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Quel système emploie le gouvernement pour la distribution des pousses?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):**

Les corps publics continuent de faire la distribution comme auparavant. Les pousses distribuées aux communautés et aux municipalités sont surveillées par le ministère. Quant aux particuliers, ils doivent payer.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École des gardes-forestiers à Duchesnay (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention à la Faculté d'arpentage et de génie forestier de l'Université Laval (Paiement sujet à un arrêté en conseil) (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études forestières (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

**Messages du lieutenant-gouverneur:****Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

4 Loi relative à la loi concernant les relations provinciales-fédérales;

15 Loi concernant la loi pour assurer une meilleure répartition des taxes municipales et scolaires;

20 Loi autorisant le paiement de pensions aux employés de compagnies;

24 Loi modifiant la loi des syndicats professionnels;

30 Loi concernant le syndicat financier de l'Université Laval;

40 Loi concernant la preuve de certains documents de banque;

44 Loi modifiant la loi des cités et villes;

46 Loi modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;

47 Loi concernant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi;

49 Loi concernant l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'Université Bishop;

51 Loi modifiant la loi de la Législature concernant le Conseil législatif;

52 Loi concernant le nombre des juges de la Cour supérieure;

105 Loi validant le contrat de mariage de Marie-Eugénie Labrecque et de Georges Couillard de l'Épinay;

123 Loi modifiant la charte de la ville de Rimouski;

127 Loi modifiant la charte de la ville de Plage-Laval;

129 Loi refondant la charte de la ville de Beauharnois et en constituant le territoire en municipalité de cité;

132 Loi relative à l'admission de Charles-Eugène Frenette comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec;

150 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;

155 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

156 Loi modifiant la charte de la cité de Hull et ratifiant une entente intervenue entre ladite cité et la compagnie E. B. Eddy, en rapport avec l'évaluation des biens imposables de ladite compagnie;

159 Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil;

161 Loi concernant l'émission d'un permis à Roland Bertrand par l'Institut des comptables agréés de Québec

169 Loi modifiant la charte de la cité de Joliette;

171 Loi modifiant la charte de la cité d'Arvida;

183 Loi relative à Arthur Gignac, Camille Jalbert, Paul-Émile Mathieu, Jean-Paul Marcoux, Philippe-Omer Balthazar et Roger Fortier et l'Institut des comptables agréés de Québec;

184 Loi modifiant la charte de la ville de Noranda;

188 Loi permettant à Georges-Alidor Boulet et Roger Boulet d'être inclus sur la liste déposée conformément à l'article 23a de la loi 10 George VI, chapitre 64;

191 Loi accordant certains pouvoirs à la ville de Montréal-Est et ratifiant certains règlement et contrat;

192 Loi constituant en corporation aa Société des missionnaires du Cœur Eucharistique;

204 Loi modifiant la loi des dentistes de Québec;

205 Loi concernant les cantons Guyenne, Ligneris et Launay, du district électoral d'Abitibi-Est;

206 Loi modifiant l'Acte incorporant l'Hôtel-Dieu de Nicolet.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 22 mars 1948

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité<sup>2</sup>:

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté



pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des eaux courantes de Québec - excédant des dépenses sur les revenus (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** pose une question.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** On sait que le pouvoir du rapide Sept dans le Témiscamisque est le premier qui ait été harnaché et exploité par la province. Ce fut la première Hydro créée dans la province sous le gouvernement de l'Union nationale de 1936 à 1939. Son objet était de parer à une pénurie d'électricité dans la région de l'ouest. Au début, il y eut des déficits. Mais on prévoit que cette année, la centrale réalisera un bénéfice net de \$45,800. Les revenus seront de \$606,800, les dépenses courantes de \$435,000 et les charges fixes, y compris l'amortissement du capital de \$125,000.

Le barrage d'emmagasinement qu'est à construire la Commission des eaux courantes au lac Dozois augmentera la capacité des usines situées sur l'Outaouais d'environ 50,000 chevaux-vapeur. Certaines des usines qui vont en profiter appartiennent à l'Ontario qui a convenu de payer sa quote-part des dépenses. Le coût des travaux est estimé à \$3,250,000. L'Hydro a accordé à une compagnie de Montréal, la compagnie Angus Robertson, le contrat pour le barrage du lac Dozois, mais l'entrepreneur n'aura un pourcentage de 5 % que sur \$2,500,000, quel que soit le coût total de l'entreprise.

Quant à la centrale de Beauharnois qui est administrée par Hydro-Québec, elle a présentement une capacité de 600 chevaux-vapeur, mais la demande est si forte que les génératrices de réserve travaillent elles-mêmes à plein rendement. Hydro-Québec et le gouvernement ont décidé de doubler la capacité de l'usine.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Est-ce que le gouvernement, par l'entremise de l'Hydro, n'aurait pas donné un contrat à une compagnie des États-Unis ou de l'Ontario?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aucun contrat n'a encore été donné pour ces travaux qui pourront coûter de \$30,000,000 à \$50,000,000. Il s'agit d'un projet de grande envergure. Les ingénieurs-conseils de la compagnie Eckers travaillent à la confection des plans de concert avec les ingénieurs

d'Hydro-Québec et feront rapport avant que les contrats ne soient accordés.

**M. Godbout (L'Islet):** N'est-il pas vrai que le 27 septembre 1947, la Cie Eckers a écrit à l'Hydro pour l'informer qu'elle était prête à prendre le contrat des travaux à Beauharnois pour la somme de \$22,500,000? N'est-il pas également vrai que M. McCammon a répondu à Eckers que le prix était raisonnable et que l'Hydro acceptait son offre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si M. McCammon a écrit cela, il n'était pas autorisé, et le gouvernement ni l'Hydro ne sont liés. D'après la loi, il faut soumettre toutes les décisions de l'Hydro au Conseil exécutif avant qu'elles n'aient force de loi.

**M. Godbout (L'Islet):** Pourtant, M. McCammon est un homme prudent et discipliné. Cela m'étonne.

**Des membres de l'opposition** représentent qu'ils avaient eu raison de permettre de gros développements hydroélectriques pendant la guerre, malgré les objections du premier ministre actuel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'était fié, dit-il, au contrôleur d'Ottawa pour dire qu'il y aurait peut-être surproduction. Mais le contrôleur d'Ottawa s'est trompé parce qu'il n'a pas prévu l'avènement de l'Union nationale au pouvoir et l'augmentation extraordinaire du nombre de nos industries.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** cite une lettre de M. Lucien Guy, envoyée au procureur général le 15 décembre dernier, ancien gardien à la prison de

Trois-Rivières qui a démissionné, dit-il, en portant plainte contre le gouverneur de la prison qui protégeait certains prisonniers. À l'automne 1947, un détenu aurait fait de la boisson dans la cuisine<sup>3</sup> avec des moyens de fortune, affirme-t-il. Le prisonnier, en état d'ébriété, aurait même voulu faire un mauvais parti au gouverneur; le soir même, un des gardiens a été obligé de se cacher dans les toilettes pour ne pas être assailli. Mais le gouverneur n'a fait aucun rapport et n'a pris aucune mesure disciplinaire, sans doute à cause de sa complicité avec le prisonnier dans la fabrication de la boisson. Le geôlier est toujours en place?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il est en vacances. Son médecin lui a ordonné de prendre un mois de repos. M. Duchesnay est là jusqu'à son retour.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Est-ce qu'il n'y a pas eu une émeute à cette prison?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Non. L'affaire est peu importante. Il s'est produit quelques complications à la prison. Des détectives ont fait une enquête sur une affaire assez insignifiante. Il a suspendu, dit-il, quelques-uns des employés impliqués dans cette affaire. Nous avons ordonné une réorganisation des services qui devaient être modernisés. Il n'y a rien là-dedans.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Il y a eu des irrégularités graves et le premier ministre devrait savoir ce qui se passe à la prison de Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ça se résume à une chicane entre gardes. J'ai trop d'ouvrage pour m'occuper de ça. Il n'y a pas eu de troubles.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je sais que le premier ministre est très occupé, mais voyez-vous une prison où les prisonniers fabriquent de l'alcool dans la cuisine? C'est un scandale. M. Guy a démissionné parce qu'il se passait des choses extraordinaires à la prison de Trois-Rivières; c'est parce qu'il y avait des abus graves, parce que les prisonniers faisaient de la boisson. Au lieu de congédier les responsables, le procureur général a donné congé au gouverneur et a envoyé M. Duchesnay le remplacer.

Affaire de rien, dit le premier ministre, mais il a envoyé à Trois-Rivières M. Walter Duchesnay, à qui il avait confié la tâche d'aller chercher les trésors

polonais. Le procureur général admet des irrégularités et n'a apporté aucune sanction parce que ça s'est passé à Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'affaire a été portée à sa connaissance, dit-il. J'ai fait faire une enquête par le détective Healey. Le rapport a révélé qu'il était loin de s'agir d'une question d'État. Il n'y a rien là-dedans. L'on m'a dit qu'au fond, il s'agit d'un mécontentement de M. Guy au sujet de changement d'heures de travail. Le geôlier l'avait changé de quart. Il s'agit d'une chicane entre les gardes et le gouverneur. Il n'y a pas eu de désordre à la prison. L'affaire de la boisson, c'est arrivé une fois.

Deux prisonniers de Trois-Rivières ont distillé de l'alcool, une nuit, dans la cuisine de l'institution, en se servant des ustensiles qu'ils y avaient trouvés. Ils auraient partagé le fruit de leur acte illégal avec ce garde qui a écrit au procureur général pour dénoncer les prisonniers. Le gouverneur n'était pas au courant de cela et il ne saurait être tenu responsable. Quant au congé qu'on vient de lui accorder, c'est véritablement pour cause de maladie qu'on lui a donné.

Si l'opposition continue de parler de ces insignifiances, je ne répondrai plus. Va-t-on s'attacher à une petite bouteille de whiskey? Je suis allé à Trois-Rivières. J'ai fait une enquête. J'ai dit: ça n'a pas de bon sens. Ce n'était pas un crime, ni la fin du monde. Je n'ai pas soumis l'affaire à Lake Success.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Dans sa lettre au premier ministre, le garde qui a démissionné dit qu'il est allé prévenir le geôlier que ces prisonniers fabriquaient de l'alcool dans la cuisine et qu'il ne s'en est pas occupé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

À Kingston, trois prisonniers se sont évadés et la police fédérale ne les a pas retrouvés.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier fait des admissions. Il dit que les prisonniers ont distillé de la boisson. La chose n'a pu se faire qu'au vu et au su des gardiens de la prison. Le mal, c'est que le premier ministre, au lieu de blâmer les coupables, les défend.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Dans le temps du député<sup>4</sup>, des gardiens de la prison de Bordeaux commettaient des meurtres. Un garde a tué un prisonnier aliéné.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est vrai. J'ai fait arrêter le coupable. Mais le coupable, conformément aux ordres que j'ai donnés, a été traduit en cour, trouvé coupable et condamné à la prison. Je ne l'ai pas envoyé en vacances. Dans le cas de Trois-Rivières, il n'y a pas eu de destitution. La situation est grave à Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À Trois-Rivières, il s'agit d'une simple question de chicane, de jalousie. Le gouverneur n'a pas été envoyé en vacances; il est tombé malade. Un prisonnier aurait fait de la boisson. Rien d'extraordinaire à cela. Il n'est pas question de l'envoyer en prison, il y est déjà.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce qui est extraordinaire, c'est l'attitude du premier ministre. Les gardiens n'ont pas été punis. Preuve que les choses ne sont pas aussi insignifiantes que veut le laisser entendre le premier ministre, c'est qu'il y a envoyé M. Walter Duchesnay, son garde du corps, son homme de confiance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Duchesnay n'est pas mon garde du corps. Je n'en ai pas besoin. C'est lui qui a réorganisé la prison de Québec.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce que je reproche au premier ministre, c'est de n'avoir pas fait punir les gardiens qui ont laissé faire de la boisson dans la prison. Ce n'est pas le prisonnier qui doit être puni.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pendant le terme d'office de mon honorable ami, à Sainte-Anne-des-Monts, le geôlier allait avec des prisonniers chercher de la bière à Matane pour la boire, la nuit<sup>5</sup>.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si je l'ai su, je l'ai puni.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il peut y avoir des circonstances qui autorisent certains écarts du Règlement. Par exemple, si un prisonnier me demande pour aller au chevet de sa mère mourante et, si j'étais certain qu'il reviendrait, je lui permettrais d'y aller. Ce qui prouve que le premier ministre est bien humain. J'ai assez de cœur pour ça.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Alors, ouvrez les portes des prisons. Il est vrai que sous le régime actuel, il y a plus de coupables en dehors des prisons qu'en dedans.

Dans la nuit du 16 au 17 novembre 1946, un prisonnier, Daniel Hudon, serait parti avec un gardien, dénommé Lalancette, pour aller veiller, dans sa famille, à Saint-Félicien, village situé à 15 milles de distance et les deux seraient revenus tard dans la nuit en état d'ébriété. Personne n'aurait été puni. Le gardien est encore là. Celui-ci n'est pas allé voir sa vieille mère car, lorsqu'ils sont revenus, le garde était en état d'ivresse. Le premier ministre approuve cela?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Mais ça dépend de quoi le prisonnier était accusé. S'il était en prison pour avoir "parqué" du mauvais côté de la rue, c'est pas un criminel. Que le député me demande une enquête. Il (l'honorable M. Duplessis) n'est pas au courant de cette affaire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quand j'étais procureur général, je ne demandais pas au chef de l'opposition de m'indiquer mon devoir.

Le premier ministre défend toujours ceux qui enfreignent les règlements dans les prisons, sous son règne. C'est le député de Roberval (M. Marcotte) qui a tué l'affaire.

**M. Marcotte (Roberval):** Je n'ai rien su de tout cela. Si je l'avais su, j'aurais fait faire une enquête.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il n'y a que les membres de l'opposition qui entendent parler des irrégularités. Il est étrange que le premier ministre ne soit pas au courant de ces choses et que les membres de l'opposition en sachent plus que lui au sujet de ce qui se passe dans les prisons.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous devez avoir plus d'amis en prison que moi.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'affirme qu'un garde a fait sortir un prisonnier avec la complicité d'un autre garde.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** prend des notes et déclare qu'il y verra.

Il (l'honorable M. Duplessis) cite à son tour plusieurs faits qui se sont déroulés sous l'ancien régime libéral. C'est ainsi, affirme-t-il, qu'un détenu de la prison de Québec avait congé pour aller vendre de la boisson et continuer son commerce. À Joliette, un prisonnier avait l'habitude d'aller traire la vache du geôlier. Un bon matin, il est parti avec la vache et le lait et on ne l'a jamais revu. Il veut ainsi démontrer, dit-il, que, sur une trentaine de prisons et un territoire

très étendu, alors que les prisonniers ne sont généralement pas des gens à canoniser, il faut s'attendre à des incidents regrettables. Mais dès que de pareils incidents sont portés à la connaissance du procureur général, des mesures sont prises pour empêcher leur répétition et assurer la punition des coupables.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** parle d'un individu de Québec, condamné à 6 mois de prison pour vente illégale de boisson et qui ne serait resté que quatre jours sous les verrous.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** ne connaît pas ce cas-là, dit-il. Il n'est intervenu qu'une fois, à Québec, auprès d'un magistrat, et c'était pour faire appliquer la peine maximum contre un homme trouvé coupable, en Cour des sessions de la paix, de vendre des livres et des images pornographiques. L'avocat du défendeur demanda une sentence suspendue et l'avocat de la couronne déclara qu'il n'y voyait pas d'objection.

La chose est venue à mes oreilles et j'ai dit qu'il n'avait aucune autorisation pour agir ainsi. J'ai exigé qu'on impose le maximum de la peine.

Il (l'honorable M. Duplessis) rappelle qu'un cousin du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), ancien ministre sans portefeuille<sup>6</sup>, a écrit une lettre au député de Rivière-du-Loup, au cours de la campagne électorale de 1944, pour lui demander, à titre de procureur général, de harceler son adversaire<sup>7</sup> politique et de le faire arrêter, pour qu'il lui laisse la voie libre. Il lui a aussi demandé de faire détenir jusqu'au lendemain de l'élection les deux principaux organisateurs de son adversaire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** avait refusé la demande, dit-il. J'ai fait mon devoir en refusant d'intervenir.

Il (M. Casgrain) critique le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) pour ses attaques personnelles et pour avoir fait connaître à la Chambre, dit-il, sa véritable taille comme premier ministre, une très petite, plus petite que jamais dans le passé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande que le président force Léon Casgrain à retirer ses dernières paroles.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** accepte de le faire, mais affirme avoir d'autres choses à dire au sujet du budget actuel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce cousin a écrit récemment au député de Rivière du

Loup pour lui demander d'intervenir auprès du premier ministre pour qu'il ne fasse pas mention de cette lettre, ce qui risquerait de compromettre ses chances d'être nommé juge par le gouvernement fédéral.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le premier ministre veut faire le procès des juges, je pourrai lui parler de ses interventions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mon honorable ami peut dire ce qu'il voudra. Je l'attends.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre nie-t-il qu'il soit jamais intervenu?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais. Sauf une fois, pour faire un devoir.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est manquer à la charité chrétienne que d'attenter à la réputation de gens qui sont en dehors de la Chambre quand on n'est pas obligé de le faire. Le premier ministre regrettera ce qu'il vient de dire. Il en aura honte.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en suis fier.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Un homme qui est premier ministre de sa province ne doit pas profiter de son immunité parlementaire pour attaquer des gens qui sont en dehors de la Chambre et ne peuvent se défendre. Je ne puis comprendre quel plaisir le premier ministre peut trouver à salir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est bien plus mal de s'attaquer à des petits que de s'attaquer à des gros. Ceux que vous avez attaqués ne sont pas en cette Chambre. Vous attaquez les petits.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce sont des fonctionnaires de la province. Je n'attaque pas les petits. C'est le premier ministre que j'attaque. Il a fait dévier la discussion pour attaquer sans raison, dans le seul but de nuire, de faire tort. Au lieu de tenter de justifier son administration, il essaie de salir des adversaires qui ne sont pas en cette Chambre.

**M. Dumoulin (Montmorency):** C'est s'attaquer à des petits que de faire rafler sur le pont Victoria des gens qui s'en vont dans la Beauce à l'occasion d'une élection, de les garder en prison, pendant 24 heures, sans aucune accusation, sans leur permettre d'obtenir

un cautionnement, et de les relâcher ensuite après l'élection.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Suivant son habitude, une certaine organisation soi-disant libérale avait convoqué pour les envoyer dans la Beauce une gang d'assommeurs et de tueurs. C'est l'habitude du Parti libéral d'engager un gang d'assommeurs, comme cela est arrivé dans Richelieu, où l'on avait fait assommer des chefs créditistes.

Ces gens avaient pour mission de briser l'assemblée que je devais tenir à Saint-Georges-de-Beauce. Ces gens-là ont été arrêtés sur le pont Victoria. La police les connaissait. Elle n'a fait que son devoir.

L'un d'eux avait \$1,200 dans ses poches évidemment pour payer les autres. Après l'élection, on nous a présenté que les vrais coupables, ce n'étaient pas ceux qui avaient été arrêtés, mais les gens de l'organisation libérale. Nous les avons laissés aller, car nous avons cru que les fins de la justice avaient été atteintes du fait que nous les avons empêchés d'aller commettre des assauts sur les paisibles citoyens de la Beauce.

C'est connu qu'il y a, à Montréal, des assommeurs au service de l'organisation libérale. Sa mission est d'empêcher la tenue des assemblées de l'adversaire.

**M. Godbout (L'Islet):** Je suis surpris d'entendre le procureur général parler ainsi. Ces gens n'avaient commis aucun délit. Voici un procureur général qui prétend avoir le droit d'arrêter des gens dont le seul crime est de se trouver sur un pont public alors que l'un d'eux a de l'argent dans sa poche. Quel est le parti qui se fait suivre pendant les élections par les bandes d'assommeurs, sinon celui de l'Union nationale? En 1939 et en 1944, nous en avons rencontré partout dans toutes nos assemblées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'avertis le chef de l'opposition qu'un de ces assommeurs est un repris de justice. Un certain Johnny Young, assommeur notoire, qui se trouvait à la prison de Bordeaux lors de l'élection de Beauce, a obtenu son "Ticket of leave", invoquant les services qu'il avait rendus au Parti libéral.

**M. Godbout (L'Islet)** n'a jamais entendu ou, en tout cas, jamais remarqué ce nom. Quant à moi, déclare-t-il, j'ai donné des ordres sévères de ne jamais troubler les assemblées de nos adversaires. Et ces ordres ont été suivis.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Le chef de l'opposition ne parle pas des coups de revolver tirés dans le comté de Saint-Jacques.

**M. Godbout (L'Islet):** Le secrétaire provincial a tort de rappeler ce fait. Il sait bien qu'il s'agissait alors de gansters de Chicago. C'est vous qui avez fait venir un gang de Chicago!

L'étude de la résolution est suspendue.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

**Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 15 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 22 mars 1948**

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Subsides:**

**Budget des dépenses  
1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité<sup>8</sup>:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (procureur-général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureaux d'enregistrement (déficit) (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale - Salaires (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le procureur général se souvient-il qu'il y a eu, dans la région de Hull, un vol de 2,000 livres de beurre commis par des agents de la police provinciale qu'on leur aurait demandé de garder sur le bord de la route après l'accident. Il reproche au gouvernement de ne pas les avoir poursuivis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils ne sont plus là. Et il ne s'agit pas de 2,000 livres de beurre, mais d'au plus 75 livres.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ont-ils remis leur démission?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et nous l'avons acceptée.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le camion transportait 5,000 livres de beurre et 5,000 bouteilles de bière. On n'a récupéré que 2,900 livres de beurre. Il (M. Bienvenue) veut savoir s'il y a sous le gouvernement actuel deux types de justice, une pour les infractions mineures et une autre pour les infractions plus graves.

Car selon le premier ministre, un homme qui vole une livre de beurre pour nourrir sa famille, parce qu'il n'a pas les moyens de l'acheter dans un magasin, est évidemment plus coupable qu'un policier qui vole des milliers de livres de beurre d'un camion accidenté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai fait faire une enquête. Voici ce qui est arrivé. Il y a eu un accident d'automobiles. Le beurre était tombé dans le fossé. Tout le monde en prenait. Les agents ont pris au plus 75 livres. Il pleuvait à boire debout. Je ne dis pas qu'ils ont bien fait. C'est évidemment répréhensible. Nous avons exigé la démission des coupables.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le premier ministre aurait dû les poursuivre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a plusieurs années, un personnage a pris \$30,000 des argents de la province. Il aurait pu le faire emprisonner, mais à la demande de personnages, on a considéré que l'inculpé était assez puni et il n'y eut pas de procédures de prises contre lui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ça a prit du temps à faire l'enquête. Les compagnies d'assurances ont dû intervenir? Le vol fut commis en novembre 1946 et les officiers furent punis en février 1947.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** C'est là où il y a scandale. Ce n'est pas parce qu'on vole seulement 75 livres de beurre qu'on ne doit pas être puni. Le vol fut commis par des officiers publics et le beurre a été transporté dans une voiture de la police. Et le procureur général ne prend pas de poursuite.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce qu'on leur a remis leur fonds de pension?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, tel que prévu par la loi.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Voici le procureur général qui prend la défense des voleurs.

Je dis que le procureur général a manqué à son devoir en ne prenant pas de poursuite. Voilà des gens qui avaient mission de protéger les biens de la population et qui ont volé.

Au lieu de les poursuivre pour vol, le gouvernement se contente de les renvoyer... et leur remet même leur fonds de pension. C'est une invitation directe aux autres membres de la police provinciale à suivre cet exemple. Pas surprenant, avec ce système-là, qu'il y ait des vols à Rimouski et à Louiseville. Le procureur général ne fait pas tout son devoir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À Trois-Rivières, un organisateur libéral s'est déjà fait livrer de la boisson en temps d'élections et on a caché cela en entrant cette dépense à l'item "bouteilles cassées".

Je dis qu'il y a des circonstances atténuantes. Comme par ailleurs c'étaient des gens de bonne réputation et que leur dossier était intact jusque là, nous les avons jugés assez punis par la perte de leur situation et de leur salaire.

La partie lésée, qui était en l'occurrence une compagnie d'assurances, aurait toujours pu prendre des poursuites. Si elle n'a pas jugé à propos de le faire, je ne vois pas pourquoi nous aurions pris l'argent de la province pour nous substituer à une partie qui avait le moyen de poursuivre elle-même.

**Un député de l'opposition** revient à la charge, disant que même s'il ne s'agissait que de 75 livres de beurre, c'était grave du fait qu'il s'agissait d'un abus de confiance de la part d'agents de la paix.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La justice devait souvent, pour être vraiment juste, être tempérée par la charité. Il faut examiner les circonstances et avoir du cœur sans manquer à la justice.

Incidemment, il (l'honorable M. Duplessis) apprend à la Chambre qu'il a obtenu des renseignements sur l'affaire de Roberval discutée dans l'après-midi. À la suite de l'incident, dit-il, deux gardiens ont été suspendus pour huit jours, sans paie.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** lit une lettre de M. Hilaire Beauregard, directeur adjoint de la police provinciale à Montréal, dans laquelle il conseille les policiers en matière d'assurance et qu'il leur recommande une firme. M. Hilaire Beauregard est-il toujours directeur-adjoint de la Sûreté provinciale à Montréal?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Vend-il toujours des frites?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Vend-il encore de l'assurance?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne manque pas d'assurance parce qu'il fait de bons coups, mais il ne vend pas d'assurance.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La criminalité augmente?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, mais, nous, on les arrête, les criminels!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il a donné à un bureau d'assurance une lettre sur laquelle on peut lire en substance: "Avis à tous les officiers, vous devriez confier vos assurances au bureau de M. Untel."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Beauregard est un excellent policier, un des meilleurs policiers du pays. Il avait un commerce de patates frites. C'est sa famille qui s'occupe de ça. Doit-on demander à un homme de se ruiner pour servir sa province?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quel est son salaire?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cinq mille dollars par année. Le chef de police Lamarche, \$6,000.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Avec cela, il vend des frites, de l'huile et de l'assurance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, pas d'assurance.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si ça se passait sous un régime libéral et que le premier ministre était dans l'opposition, entendriez-vous ses hauts cris, M. le président?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Beauregard avait un commerce avant d'être

police. J'aime mieux quelqu'un qui a un commerce avant qu'après avoir été dans la police.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Le premier ministre n'a pas fait une enquête complète. En plus de sa fabrique de patates frites, le directeur-adjoint vend de l'huile avec quatre gros camions, d'au moins \$4,000 chacun, que l'on voit devant les clubs.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les clubs de nuit de Montréal?

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Il vend de l'huile aux détenteurs de licences de clubs de nuit et d'autres clubs.

Il (M. Dubreuil) rappelle qu'en 1936, M. Beauregard se trouvait en situation financière difficile. Plus tard, il entra à la Sûreté et aujourd'hui il n'est pas seulement directeur-adjoint de la Sûreté provinciale à Montréal, mais il a un commerce de patates frites qui s'avère des plus florissants, il possède des camions et il vend de l'huile, sans compter qu'il est intéressé dans les assurances. Il (M. Dubreuil) trouve que M. Beauregard n'est pas à plaindre avec tout cela, mais qu'il vaudrait mieux pour les intérêts qu'il a mission de protéger de ne détenir que sa seule occupation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Jeanne-Mance est sans doute de mauvaise humeur contre M. Beauregard parce qu'il s'est porté candidat contre lui dans le comté de Jeanne-Mance en 1944. Avec l'argent qu'il a gagné avec ses patates frites, il a organisé son commerce d'huile. Il n'a rien à faire avec les clubs de nuit de Montréal, rien de rien. Ce qui ressort de ça, c'est qu'on paraît jaloux. Le directeur-adjoint a mérité des félicitations pour son travail dans la police. On ne nie pas ses compétences.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je note que le procureur général approuve que M. Beauregard vende de l'huile dans des endroits qu'il doit surveiller.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Le directeur-adjoint n'a pas le droit de servir le public et de faire du commerce. Des voyageurs se présentent dans des tavernes en disant d'acheter de l'huile si on veut avoir de la protection...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. Beauregard n'a pas le droit de vendre ses produits dans les établissements que la police peut protéger. Ce n'est

pas correct qu'un chef de police vende des pommes de terre et de l'huile et qu'il s'intéresse à l'assurance. Ceci éveille des soupçons. C'est mauvais au point de vue administratif de permettre à M. Beauregard de faire ces commerces parce qu'on défend à tous les employés civils d'avoir deux positions.

**M. Dumoulin (Montmorency):** On dit que M. Beauregard vaut \$200,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Beauregard fait faire son commerce par ses enfants. Que l'opposition porte donc des accusations, comme des hommes, au lieu de faire des insinuations. Est-ce un crime de vendre des patates frites?

**M. Dumoulin (Montmorency):** Demandez donc à M. Beauregard de faire enquête sur lui-même. Je comprends que le premier ministre soit mal à l'aise. Il doit convenir que la situation est intolérable. Je dis que la seule raison pour laquelle le gouvernement laisse faire cela, c'est que M. Beauregard est un ancien candidat de l'Union nationale.

Il est inconvenant qu'un homme qui est payé par la province s'occupe en même temps de deux ou trois négoces. Si on laisse faire, ce policier pourra fonder un commerce de menottes élastiques et de limes pour les barreaux.

**L'honorable M. Coté (Montréal-Sainte-Marie):** Point d'ordre. Je ne permettrai pas que l'on continue à attaquer les policiers de Montréal qui sont des gens honnêtes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition ne dit pas un mot sur la compétence de M. Beauregard. La police n'a rien à faire avec les tavernes et les clubs de nuit; cela relève de la police des liqueurs.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Excepté de leur vendre de l'huile.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel mal y-a-t-il à cela? M. Beauregard est un honnête homme jusqu'à preuve du contraire. Que les députés de la gauche aient donc le courage de porter une accusation. M. Beauregard est un des meilleurs policiers du pays.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les accusations que nous portons, c'est qu'il est inconvenant pour le directeur-adjoint de la Sûreté à Montréal de vendre



des patates frites et de l'huile à des établissements licenciés par le gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si vous n'avez rien que ça à dire, vous n'auriez pas dû faire perdre le temps de la Chambre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce la Sûreté provinciale qui garde les trésors polonais?<sup>9</sup>

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À la demande de la supérieure générale de l'Hôtel-Dieu, dont la communauté était menacée par le gouvernement athée et communiste de Pologne, pour mettre fin aux tracasseries dont les religieuses étaient les victimes, car la police fédérale avait pénétré dans leur maison et même dans leur cloître sans mandat de façon inconvenante et à plusieurs reprises, nous avons décidé de libérer cette admirable communauté de la conduite indigne dont elle était l'objet.

Dans l'exercice de mon droit, j'ai donné instruction à la police provinciale d'aller chercher les trésors polonais où ils se trouvaient pour les transporter au Musée provincial. La police provinciale est intervenue pour mettre fin aux tracasseries dont se plaignaient les religieuses. La police provinciale travaille à faire respecter nos traditions; la police montée s'est fait l'agent des satellites de Moscou et a humilié une de nos plus vénérables institutions.

C'était le 25 février. Comme on a pu le constater, je n'ai rien dit jusqu'au moment où des journalistes sont venus m'apprendre que M. Saint-Laurent devait faire une déclaration à Ottawa. M. Saint-Laurent doit connaître les sœurs de l'Hôtel-Dieu. Il doit savoir que leur communauté est une des plus respectables que nous possédions. Le ministre des Affaires extérieures se rend à l'ambassade soviétique à Ottawa. Il n'était pas plus difficile pour lui de se rendre à l'Hôtel-Dieu. Il pouvait toujours leur envoyer son secrétaire. Il pouvait leur téléphoner. Mais non. Il leur a envoyé la police montée et je dis que c'est une indignité.

Pour notre part, jamais nous ne mettrons la police provinciale dans la situation de procéder de façon illégale, inconvenante, sans autorité, en violation du cloître comme M. Saint-Laurent l'a fait avec la police montée. Et c'est précisément pour empêcher l'invasion de la police montée chez les sœurs de l'Hôtel-Dieu que nous avons pris en main les trésors polonais pour les mettre en lieu sûr. Ils sont bien placés au Musée provincial. Si M. Saint-Laurent donnait des ordres à sa police de procéder chez nous comme à l'Hôtel-Dieu, elle serait reçue comme elle

mériterait de l'être. J'ai fait mon devoir qui était d'aider les sœurs.

Si M. Saint-Laurent pensait pouvoir s'emparer des trésors, c'est son affaire. Mais connaissant les religieuses de Hôtel-Dieu comme il est supposé les connaître, il n'avait pas le droit d'agir comme il l'a fait. Ce n'est pas moi qui ai soulevé cet incident. Avant le 25 février, je ne savais même pas où étaient les trésors polonais.

La police provinciale a véritablement aidé l'Hôtel-Dieu tandis que la police montée n'a fait subir à cette communauté qu'humiliations et tracasseries. Ce n'est pas le rôle de la police d'agir comme ambassadeur de M. Saint-Laurent auprès des sœurs de l'Hôtel-Dieu. S'il ne pouvait aller rencontrer les religieuses lui-même ni déléguer son secrétaire, il pouvait toujours envoyer son chauffeur. Ça aurait été encore moins inconvenant.

M. Saint-Laurent dit que j'ai fait une déclaration en vue des élections. Le 25 février au matin, je ne savais absolument rien de l'affaire. Le midi, quand on m'a mis au courant des interventions de la police et des menaces de M. Bielski, soit de lui remettre les trésors dans un délai de quelques heures, j'ai aussitôt envoyé chercher les trésors. Ce n'est pas moi qui ai provoqué cette situation mais M. Saint-Laurent en envoyant sa police et en la mettant au service du gouvernement athée et communiste de Pologne, bien que M. Saint-Laurent soit un catholique et un citoyen de Québec.

Le problème, nous ne l'avons pas posé. Ce sont eux-mêmes qui l'ont posé. Nous n'avons fait que notre devoir, comme un premier ministre soucieux de ses responsabilités devait le faire, et nous avons également fait notre devoir en rétablissant les faits.

À la Chambre des communes, M. Saint-Laurent a laissé entendre que la révérende mère supérieure avait fait une déclaration qui contredisait la lettre que j'ai reçue. J'aime à croire qu'il n'a pas tenté délibérément de faire croire que la supérieure générale n'a pas dit la vérité. Il devrait au moins lui éviter cette suprême humiliation. La lettre que la sœur m'a envoyée est claire. Dans l'entrevue que M. Saint-Laurent invoque, rien ne contredit la lettre.

Il (l'honorable M. Duplessis) cite de larges extraits de la lettre.

J'aime mieux croire, poursuit le premier ministre, que M. Saint-Laurent n'a pas compris l'entrevue. Si les gens de la gauche veulent prendre parti pour le gouvernement communiste et athée de Pologne contre la communauté et les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, c'est leur affaire. S'ils croient qu'envoyer la police six fois de suite à l'Hôtel-Dieu ne constitue

pas un traitement indigne, c'est leur affaire. Quant à nous, peu importe le ministre des Affaires extérieures qui soit en cause, nous croyons qu'il est indigne, que ce soit d'envoyer des ambassadeurs en Pologne et chez Staline et la police montée à l'Hôtel-Dieu du Précieux Sang à Québec.

Or, la supérieure générale des religieuses a été menacée par le représentant communiste de Pologne satellite de Staline, et tracassée par la police montée fédérale qui s'est rendue à plusieurs reprises dans cette communauté sans mandat et en procédant par intimidation. Le gouvernement de Québec a décidé de délivrer l'Hôtel Dieu de l'indignité dont elle était l'objet parce que la police montée y avait multiplié les visites intempestives.

J'ai donc donné instructions à la police provinciale d'aller chercher les trésors et de les déposer au musée de la province où ils sont sous bonne garde. Notre police provinciale est chargée de veiller au respect de nos traditions et à la protection de nos communautés religieuses, tandis que la police montée reçoit l'ordre de se faire l'agent d'un gouvernement communiste.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La grandiloquence du premier ministre n'a pas été applaudie avec l'enthousiasme ordinaire par ses partisans. S'il s'était contenté, dit-il, de faire transporter les trésors au musée, il aurait reçu les félicitations de tout le monde. Mais il n'est pas capable de faire un beau geste sans penser à la politiciaillerie. Après avoir posé son geste, il s'est dit qu'il avait peut-être des chances avec cela de vouer M. Saint-Laurent au mépris et à la haine de ses concitoyens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre, disant qu'on n'a pas le droit de lui imputer des motifs de ce genre. Il ne savait même pas, ajoute-t-il, quand il a fait transporter les trésors au musée, que M. Saint-Laurent avait envoyé la police à l'Hôtel-Dieu.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** retire ses paroles.

Le premier ministre a bien fait, dit-il, de mettre les trésors en lieu sûr. S'il en était resté là, nous l'aurions félicité. Mais il a mal agi quand il a fait des déclarations qui sont de nature à vouer M. Saint-Laurent au mépris et à la haine de ses concitoyens. C'est de la petite politiciaillerie, de la mesquinerie politique. Dire que M. Saint-Laurent est l'allié des communistes et qu'il a sciemment fait violer le cloître de l'Hôtel-Dieu, c'est indigne d'un premier ministre et d'un procureur

général. C'est une tactique odieuse à l'endroit d'un adversaire respectable et respecté de tous. Le premier ministre a montré encore une fois toute sa mesure pour tenter de barrer la route à un adversaire qu'il redoute. Il n'y a pas d'expression assez forte qu'il n'a pas employée contre M. Saint-Laurent pour le montrer comme un complice de Staline. Jamais M. Saint-Laurent n'a voulu faire autre chose que soumettre la question aux tribunaux, comme le premier ministre veut le faire lui-même. On en est rendu à faire de la petite politique avec les choses les plus sacrées.

La police montée est un corps comparable à la Scotland Yard. Et le premier ministre essaie de déprécier ce corps de police. Est-ce là le rôle d'un procureur général? Si la police montée n'avait pas le droit de pénétrer dans le cloître, la police provinciale n'en avait pas plus le droit. Ce ne sont pas les anges qui sont allés chercher les trésors. Et quand la police montée est allée dans le cloître, elle en avait la permission. Jamais la police montée n'a violé le cloître de l'Hôtel-Dieu. Les policiers ont offert de passer par l'extérieur et c'est la supérieure qui les a invités à passer par l'intérieur. M. Saint-Laurent ne voulait que libérer les sœurs des soucis que leur causaient les trésors.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Ce ne sont pas les déclarations du premier ministre, mais les faits qui sont de nature à vouer M. Saint-Laurent au mépris de ses compatriotes. Le ministre des Affaires étrangères (l'honorable M. Saint-Laurent) a manqué à ses responsabilités et de respect envers les religieuses. M. Saint-Laurent devait faire une déclaration sur le sujet mais, quand il a su que le premier ministre en avait fait une, il a attendu et a prétendu qu'il n'avait jamais mis la police montée à la disposition de M. Bieski. Cette prétention est contredite par la lettre de M. Bieski, laquelle est corroborée par le fait que la police montée est allée six fois à l'Hôtel-Dieu. M. Saint-Laurent a injurié l'honorable premier ministre (M. Duplessis) dans la déclaration qu'il a faite à la Chambre des communes.

C'est la lettre de la supérieure qui résume tout le débat et qui représente le jugement des honnêtes gens. Il (l'honorable M. Sauvé) lit alors la lettre de la révérende mère Saint-Henri au premier ministre.

Le gouvernement a tenu une attitude qu'il lui vaut des félicitations générales.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Personne ne pensait plus à ce ballon politique et le premier ministre essaie inutilement de lui infuser de l'oxygène. Le

ballon ne flotte pas parce qu'il ne repose que sur des préjugés politiques. Si la police montée a insulté les religieuses, comment se fait-il que jamais elles n'ont protesté auprès de M. Saint-Laurent? Quand le premier ministre dit que la police a forcé l'entrée du cloître, je ne le crois pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La sœur le dit dans sa lettre.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le premier ministre a vu là une merveilleuse affaire politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je n'ai pas dit un mot avant qu'une nouvelle ne soit publiée par un journal d'Ottawa disant que le gouvernement provincial avait confisqué les trésors.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Personne ne croira que la province voulait confisquer les trésors et personne ne croira non plus que M. Saint-Laurent, un grand catholique qui a l'estime et la considération de tous, puisse être de connivence avec Staline en intervenant dans le domaine du droit international.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le droit de propriété, c'est du droit civil.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le droit de propriété d'un État, ça devient du droit international. Le premier ministre d'une province n'a pas de statut en ce domaine. Il aurait pu provoquer un conflit entre la Pologne et le gouvernement du pays. Il parle toujours de la Pologne comme un satellite de Staline. Ça ne fait peut-être pas plaisir aux communistes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
L'invasion d'un cloître, ça fait plaisir aux communistes.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ça fait plaisir au premier ministre de critiquer M. Saint-Laurent, mais il va se briser les dents. Sa version de l'affaire est une version ridicule. La peur qu'il a voulu montrer tourne en queue de poisson. Personne n'y croit plus dans la province. Personne n'est assez naïf pour croire que M. Saint-Laurent puisse être l'ennemi de l'Hôtel-Dieu ou des cloîtres. Tenter de faire croire à la population que M. Saint-Laurent a donné ordre de forcer les portes de l'Hôtel-Dieu, c'est de la pure folie. Le premier ministre va s'y casser les dents.

Le premier ministre aurait dû se tenir à l'écart du sujet, mais à la place, il a essayé de se faire passer comme défenseur de la religion. Si le premier

ministre avait voulu défendre la religion, il aurait envoyé une protestation discrète à M. Saint-Laurent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
J'ai simplement établi les faits authentiques concernant cette situation. Mon devoir était de répondre à l'appel des sœurs. M. Saint-Laurent a pensé que son devoir était de répondre à l'appel de Staline. Il envoie un ambassadeur à Staline, il aurait pu au moins envoyer un commis aux sœurs. Je dis que le gouvernement de Pologne et ses représentants sont des agents de Staline. C'est pour faire plaisir à ces gens-là que M. Saint-Laurent a humilié les religieuses.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** C'est à croire que Staline aurait câblé à M. Saint-Laurent. Jamais personne ne croira ça et le premier ministre, dans son for intérieur, n'y croit pas non plus. Les sentiments religieux de M. Saint-Laurent sont aussi connus que ceux du premier ministre. Ça montre jusqu'où on peut aller quand on s'est aventuré sur une voie qui n'est pas la bonne.

Le premier ministre a eu tort de lancer les sœurs de l'Hôtel-Dieu dans la politique provinciale.

**M. Drouin (Québec-Est)** allait prendre part au débat lorsque le débat fut suspendu.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté quatre résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 20.

**NOTES**

1. Les sources n'indiquent pas qui a présidé le comité.

2. Voir note 1.

3. La boisson aurait été fabriquée dans "la cave" selon *Le Devoir* du 23 mars 1948, à la page 12.

4. M. Duplessis fait référence au fait que M. Casgrain a occupé le siège de procureur général sous le gouvernement Godbout.

5. *Le Devoir* du 23 mars 1948, à la page 12, rapporte des propos quelque peu différents de M. Duplessis: "... un garde de Sainte-Anne-des-Monts est allé boire à Matane avec 15 de ses prisonniers". Aucun autre journal ne rapporte cette version.

6. Il s'agirait de M. Perrault Casgrain, selon le *Montreal Daily Star* du 23 mars 1948, à la page 21.

7. Selon le *Montreal Daily Star* du 23 mars 1948, à la page 21, il s'agit de "Thomas Côté, un ancien député libéral de la Gaspésie, qui est devenu un adversaire du Parti libéral".

8. Voir note 1.

9. Selon *Le Devoir* du 23 mars 1948, à la page 12, le débat sur les trésors polonais aurait duré plus de une heure trente minutes.

## Première séance du mardi 23 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Dépôt de documents:

Subventions et octrois  
pour le comté de Québec

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 20 février 1948, pour la production d'un état montrant: 1. *a)* Quelles subventions et "octrois" de voirie ont été accordés dans le comté de Québec du 25 octobre 1939 au 8 août 1944?

*b)* Quel montant total a été accordé à chaque municipalité?

2. *a)* Quelles subventions et "octrois" de voirie ont été accordés dans le comté de Québec du 8 août 1944 à date?

*b)* Quel montant total a été accordé à chaque municipalité?

3. *a)* Quelles subventions et "octrois" ont été accordés dans le comté de Québec pour la construction, la réparation des écoles et autres fins éducationnelles, du 25 octobre 1939 au 8 août 1944?

*b)* Quel montant total a été accordé à chaque municipalité?

4. *a)* Quelles subventions et "octrois" ont été accordés dans le comté de Québec pour la construction, la réparation des écoles et autres fins éducationnelles, du 8 août 1944 à date?

*b)* Quel montant total a été accordé à chaque municipalité?

5. *a)* Quelles subventions et "octrois" ont été accordés dans le comté de Québec, du 25 octobre 1939 au 8 août 1944, pour la construction ou la réparation de salles paroissiales ou publiques?

*b)* Quel montant total a été accordé à chaque municipalité?

6. *a)* Quelles subventions et "octrois" ont été accordés dans le comté de Québec, du 8 août 1944 à date, pour la construction et la réparation de salles paroissiales ou publiques?

*b)* Quel montant total a été accordé à chaque municipalité? (Document de la session no 33)

## Subsides:

Budget des dépenses  
1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale - Salaires (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

(Le débat se poursuit sur la question des trésors polonais.)

**M. Godbout (L'Islet):** En cette affaire, il y a l'opinion du premier ministre et il y a la vérité à considérer. Et quand on fait la comparaison, le premier ministre n'a pas le beau rôle dans cette affaire très simple. Toute cette question des trésors polonais se résume assez facilement. Des trésors sont entrés au Canada sans douane, comme propriété du gouvernement polonais. Ils ont été placés à Ottawa par celui qui en avait charge et qui les avaient placés sous la charge du gouvernement.

Depuis, deux hommes publics canadiens ont été mêlés à cette question: M. Saint-Laurent, ministre des Affaires extérieures, et le premier ministre du Québec. M. Saint-Laurent dit que des trésors ont été apportés au Canada durant la guerre et personne ne sait encore véritablement s'ils sont la propriété du gouvernement de Pologne ou de l'Église polonaise. A M. Bielski qui les a réclamés, M. Saint-Laurent a répondu que la question doit être décidée par les tribunaux.

Et le premier ministre du Québec, qui a bien fait de prendre charge des trésors parce que les religieuses le lui demandaient et parce qu'on

menaçait les sœurs de l'Hôtel-Dieu de procédures civiles, a dit lui aussi qu'il les garderaient jusqu'à ce que les tribunaux en aient décidé. C'est exactement la même attitude quant au fond du problème.

Il (M. Godbout) lit une lettre que le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) a adressé à la supérieure de l'Hôtel-Dieu:

Québec, 25 février 1948

Rév. mère Saint-Henri, supérieure  
Hôtel-Dieu de Québec, Québec, P. Q.

Très Révérende Mère,

Je viens de recevoir votre lettre en date du 25 février courant au sujet des 24 colis déposés chez vous par M. Wealaw Babinski. Ces colis, dès aujourd'hui, seront déposés au Musée de la province, à Québec, et ne seront remis pour aucune considération à qui que ce soit sauf sous l'autorité d'un jugement exécutoire d'un tribunal compétent. Il est entendu cependant que la province n'assume aucune responsabilité quant à la garde de ces effets. Il fait plaisir au gouvernement de contribuer à rendre un nouveau service à votre noble communauté.

Veuillez agréer, très révérende mère, nos sincères hommages.

(Signé) Maurice L. Duplessis

Pourquoi donc, ensuite, adresser des reproches au ministre des Affaires extérieures du Canada? Personne autre que les tribunaux du pays ne peut régler cette question.

Mais le premier ministre a fait à l'égard de M. Saint-Laurent des déclarations qu'il doit regretter aujourd'hui. Il a dit que le ministère des Affaires extérieures du Canada et les autres représentants de la province de Québec à Ottawa se font les complices de Staline. J'espère que le premier ministre a dépassé sa pensée, mais la réputation de M. Saint-Laurent est bien établie dans le pays et je n'en veux d'autre preuve que ce que disait de lui, à Sherbrooke, récemment, S. E. Mgr Desranleau qui faisait l'éloge de la vérité de l'esprit de M. Saint-Laurent et de la sincérité de ses convictions. On peut certes constater les idées politiques de M. Saint-Laurent, mais on ne peut s'empêcher de la reconnaître comme l'avocat le plus brillant de toute l'histoire du Canada, de reconnaître la parfaite intégrité de sa vie.

Quand M. Saint-Laurent, à titre de ministre des Affaires extérieures du Canada, doit traiter avec

des gouvernements comme celui de la Pologne, il a besoin du support de la population canadienne, et c'est exactement le moment choisi par le premier ministre de la province de Québec pour dire que M. Saint-Laurent est le collaborateur de Staline. Un complice de Staline? Quand cet homme est reconnu par l'intégrité même dans sa vie privée et dans sa vie publique? Dans le rôle qu'il joue présentement, M. Saint-Laurent a besoin du support de tous ses concitoyens. Et voici le premier ministre qui le traite de collaborateur de Staline.

Si les religieuses de l'Hôtel-Dieu se sont retirées du monde pour prier Dieu et avoir soin des malades, ce n'est pas pour être traînées dans la boue de la petite politique. Le premier ministre ne leur rend pas service et ne leur fait pas plaisir en les amenant dans ce débat.

Le premier ministre prétend qu'elles ont été tracassées, molestées, humiliées par la police fédérale. L'officier qui est allé à l'Hôtel-Dieu est M. Carrière et c'est un homme d'une rare distinction et d'une grande politesse.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ils sont allés plusieurs policiers, plusieurs fois. Que le chef de l'opposition défende ses amis d'Ottawa, s'il le veut...

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne défends pas mes amis, je défends la décence, M. Carrière, l'homme le plus délicat que l'on puisse rencontrer. Il est allé à l'Hôtel-Dieu et il a demandé si les trésors polonais étaient gardés là. On lui a répondu affirmativement. M. Carrière a demandé à passer par une porte extérieure pour ne pas entrer par le cloître, et c'est la supérieure elle-même, qui doit tout de même connaître ses droits, qui lui a offert de traverser le cloître.

Mais à la faveur de cela, le premier ministre fait des déclarations contre M. Saint-Laurent. Il dit que le ministre des Affaires extérieures du Canada et les autres représentants de la province de Québec à Ottawa se font les complices de Staline. J'espère que le premier ministre a dépassé sa pensée, mais la réputation de M. Saint-Laurent est bien établie dans le pays et je n'en veux d'autre preuve que ce que disait S. E. Mgr Desranleau qui faisait l'éloge de l'esprit de M. Saint-Laurent et de la sincérité de ses convictions.

On peut certes contester les idées politiques de M. Saint-Laurent, mais on ne peut s'empêcher de la reconnaître comme l'avocat le plus brillant de toute l'histoire du Canada, de reconnaître la parfaite intégrité de sa vie.

Autour de cet incident, on soulève une tempête dans le pays quand l'univers tout entier est sous un ciel chargé de poudre et que la moindre étincelle peut l'embraser. Tous ceux qui ont une tête sur les épaules savent que jamais le monde n'a été menacé plus gravement que maintenant. En pareille circonstance, c'est le devoir des hommes publics de réfléchir avant de parler et de commencer des chicanes.

Le premier ministre fait des déclarations échevelées comme celle nous avons entendue en cette Chambre. Je dis que le premier ministre n'est pas à la hauteur des responsabilités qu'il porte dans le moment. Si M. Saint-Laurent, qui est ministre des Affaires étrangères, avait parlé de la chose sur le ton du premier ministre, la situation internationale aurait été gâtée; c'eût peut-être été la cause déterminante de la guerre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** éclate de rire.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous êtes en train de faire votre effort de guerre avant cette fois-ci. La dernière fois, vous l'avez fait après.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier effort, celui en effet qu'il faut faire avant, c'est bien de mettre la décence parmi les hommes publics.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est facile de ne pas trahir ce qu'on n'a jamais fait.

**M. Godbout (L'Islet):** Le rôle du Canada, à cause de sa position stratégique, est particulièrement délicat. Les hommes publics doivent être extrêmement prudents. M. Saint-Laurent a traité avec la Pologne comme tous les pays civilisés, qui ne sont pas en guerre, traitent entre eux. La Pologne n'est pas officiellement un gouvernement ennemi. On peut bannir ses méthodes d'administration et ses principes politiques, mais nous ne sommes pas en guerre avec elle et nous n'avons pas d'intérêt à déclencher une guerre. Le premier ministre rend de mauvais services à la cause canadienne, à sa province et à lui-même.

Celui qui a violé le cloître de l'Hôtel-Dieu, c'est le premier ministre du Québec. Il traîne cette question dans la politique quand il sait que la raison pour laquelle les religieuses ont demandé de transporter les trésors ailleurs, c'est qu'elles ne voulaient pas être mêlées à cette question politique entre Ottawa et Québec devant le public. Les

religieuses avaient surtout la crainte d'un procès et elles ne voulaient pas y être mêlées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ridicule.

**M. Godbout (L'Islet):** (Citant une lettre de la révérende mère Saint-Henri) "En autant que la communauté est concernée, elle entend rester étrangère au litige." Et c'est le premier ministre lui-même qui trahit le secret des religieuses, poursuit-il. Le viol du cloître, c'est lui qui le commet. Et pourquoi? Pour en tirer un petit avantage politique contre M. Saint-Laurent. On met en doute la parole de M. Saint-Laurent quand elle contredit celle de M. Bielski. On sait qu'ultimement M. Bielski représente Staline. Or, entre cet homme et l'un des Canadiens français les plus distingués de sa génération, le premier ministre et les journaux de l'Union nationale choisissent Bielski.

Il (M. Godbout) s'étonne que les religieuses aient enduré à six reprises la violation de leur cloître sans protester.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Elles ont protesté.

**M. Godbout (L'Islet):** Quand mes amis d'en face essaient de faire croire que la police montée a violé le cloître des religieuses et a molesté ces dernières, ils laissent entendre que les religieuses n'ont pas fait leur devoir. Il s'agit d'une affaire particulièrement malheureuse. Il (M. Godbout) cite l'interprétation qu'en donne *Le Temps*<sup>1</sup>. Cela, dit-il, reflète l'opinion des gens de la droite. Ils veulent répandre dans le public la légende que M. Saint-Laurent est complice de Staline.

On fait grand état de la première lettre des religieuses. Mais pourquoi auraient-elles fait une deuxième déclaration, le lendemain, sinon par crainte de paraître devant le public, devant les tribunaux? M. Saint-Laurent est au-dessus des attaques du premier ministre. Pour ma part, je veux défendre la réputation de ma province. Je ne voudrais pas, dans la situation troublée où se trouve actuellement le monde, qu'on pense en dehors de ma province que les chefs du Québec jettent des étincelles sur la poudre.

L'Union nationale lance constamment des étincelles dans un ciel chargé de poudre. Au fond de la question, rien du tout. M. Saint-Laurent dit que la question sera réglée devant les tribunaux. Mais le premier ministre, pour ses fins personnelles, ne craint pas de violer la sainteté des monastères. Cet incident

passera à l'histoire comme un des moins glorieux de l'histoire de notre province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Des déclarations que vient de faire le chef de l'opposition se dégagent certains aspects incontestables et incontestés. Le chef de l'opposition admet que nous avons bien fait de prendre la garde des trésors. Il admet que M. Bielski est l'agent d'un gouvernement communiste et satellite de Moscou. Il admet que sa police montée s'est rendue à l'Hôtel-Dieu.

Or, comment se fait-il que la police montée dont les salaires et les dépenses sont payés en grande partie par la province de Québec, ait fait l'ouvrage du gouvernement communiste de Pologne? Le chef de l'opposition, pour protéger son ami et son chef, a vanté M. Saint-Laurent. Mais il n'a pas eu un mot de considération pour les religieuses. Rétablissons les faits.

Il (l'honorable M. Duplessis) lit ensuite, en la commentant, la lettre qui lui a été envoyée le 25 février dernier, par la communauté de l'Hôtel-Dieu, pour lui exprimer la gratitude des religieuses qui ont été tirées d'un embarras extrême, précise-t-il. Dans la lettre, on dit: "Inutile de vous exprimer l'embarras extrême dans lequel nous nous sommes trouvées quand la police est venue... Depuis la fondation de notre maison, c'est probablement la première fois que nous avons affaire à des constables qui ont exigé la visite de la communauté." Et la lettre ajoute: "Nous nous sommes trouvées bien à regret dans l'obligation de subir leur entrée dans notre cloître."

Et Pourquoi? Pour faire l'ouvrage du gouvernement athée et communiste de la Pologne, satellite de Moscou. Les agents ont menacé les religieuses. Ce n'est pas un ambassadeur que M. Saint-Laurent envoie, c'est la police. Et cela s'est reproduit six fois. L'opposition libérale est tellement esclave du Parti libéral fédéral qu'elle est prête à tout pour excuser cette ignominie.

Le chef de l'opposition a tenté de mettre en doute la lettre de la supérieure générale de l'Hôtel-Dieu et M. Saint-Laurent l'a contredite. La position que prend l'opposition est tellement pénible que, dans son discours, le chef de l'opposition a été obligé constamment de massacrer la vérité, la décence et le bon sens. Est-il décent pour M. Saint-Laurent, député de Québec et citoyen de Québec, de mettre sa police au service du gouvernement communiste de Pologne pour aller humilier les sœurs de l'Hôtel-Dieu. L'autre indécence est celle de celui qui se fait le serviteur de M. Saint-Laurent et le défenseur du persécuté contre les persécutés. Pour faire plaisir à son chef et au gouvernement d'Ottawa. Le chef de

l'opposition est prêt à jeter du discrédit sur la supérieure générale en laissant croire qu'on peut douter de sa parole.

Les trésors ont été déposés par le gouvernement de Pologne, élu par le peuple. Ces biens appartiennent à la Pologne catholique et non à la Pologne athée.

Ce n'est pas moi qui ai parlé de ces choses-là en public, le premier. Ce sont M. Saint-Laurent et les journaux d'Ottawa qui ont soulevé l'incident. Voici la déclaration de M. Saint-Laurent aux Communes:

"J'ai décidé que la police montée devrait rechercher les trésors pour le gouvernement de Pologne", ce qui a été confirmé par une lettre du commissaire de la police montée: "Le 2 décembre 1947, le ministre des Affaires extérieures a demandé au ministre de la Justice de s'assurer où étaient les trésors polonais et de les garder sous la surveillance jusqu'à ce qu'une décision soit prise."

**L'opposition applaudit.**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Vous avez là l'exemple de ce que font les membres de l'opposition.

Il (l'honorable M. Duplessis) commente longuement la déclaration du ministre des Affaires extérieures. Si M. Saint-Laurent est dans une mauvaise situation, déclare-t-il, une situation qui l'expose au mépris de la population, c'est lui qui en est le responsable. Ce n'est pas nous qui avons envoyé la police à l'Hôtel-Dieu. Ce n'est pas nous qui avons répondu à l'appel du gouvernement communiste de Pologne. Nous, nous avons répondu à l'appel de la communauté. La police montée n'est pas allée à l'Hôtel-Dieu pour faire plaisir aux sœurs. Pour trouver les trésors, une seule intervention suffisait.

Mais les policiers sont retournés tracasser les religieuses. C'était pour les intimider et pour prendre des renseignements pour le gouvernement communiste et athée de Pologne. Tout ça à la demande de M. Saint-Laurent. Les faits sont incontestables. M. Saint-Laurent, député du comté de Québec et citoyen de Québec, qui devrait bien connaître les religieuses de l'Hôtel-Dieu, n'a pas voulu rendre à cette communauté le témoignage qu'il rend aux représentants de Staline.

Jamais Staline n'endurerait que la police montée vienne lui faire un message du Canada. Pourquoi, alors, imposer cette humiliation à des humbles religieuses? On voit maintenant que les députés de l'opposition sont fiers de constater qu'on a envoyé la police dans ce cloître pour faire plaisir à Staline. En temps et lieu, nous prouverons avec des documents ce que sont ces gens-là.



Et c'est l'opposition qui a provoqué le débat. Maintenant que l'opposition a parlé, on sait que ce sont tous des pareils. Dans l'espoir de camoufler le débat, le chef de l'opposition s'est mis à frissonner et a parlé de la guerre. Imaginez-vous un peu Staline qui déclare la guerre parce que les trésors polonais sont au Musée de Québec.

Nous, nous sommes en faveur de la guerre contre ceux qui travaillent pour les communistes, contre ceux qui voulaient humilier les sœurs de l'Hôtel-Dieu. Le chef de l'opposition essaie de faire peur aux gens, avec l'épouvantail de la guerre, pour sauver la police montée et M. Saint-Laurent.

Le chef de l'opposition, qui s'est fait le Charlie McCarthy d'Ottawa, fait preuve de couardise...

**M. Godbout (L'Islet):** Depuis une heure presque, j'endure de la part du premier ministre des expressions qui sont indignes d'un chef de gouvernement. Pour le respect de cette Chambre, j'exige qu'il retire le mot couardise.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais remplacer ce mot par "Quelle manifestation de bravoure toute personnelle qu'il a manifestée!".

**M. Godbout (L'Islet):** Pour le respect que la Chambre se doit à elle-même et doit à vous, M. le président, je demande au premier ministre de retirer le mot couardise sans conditions, sans faux fuyants.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle manifestation de bravoure...

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre n'a rien retiré.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Évidemment, le chef de l'opposition n'a pas connaissance de tout ce qu'il dit. Je continue...

**Le président:** Je dois faire remarquer que le premier ministre a remplacé le mot couardise par un autre.

**M. Godbout (L'Islet):** Il a remplacé le mot par un autre qui ne contredit pas le premier. Il doit retirer ses paroles sans condition. Je constate que l'Orateur est en Chambre. Si c'est votre décision M. le président, j'en appelle immédiatement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je retire et j'ai retiré le mot couardise. Je l'ai

remplacé par quelle bravoure personnelle. Ce n'est pas nous qui faisons de la politique avec les trésors polonais. Ce sont les gens de l'opposition qui ont provoqué ce débat. Staline doit être fier que les religieuses de l'Hôtel-Dieu aient été humiliées à la demande de M. Saint-Laurent. Staline doit être fier que le chef de l'opposition se fasse l'auxiliaire des défenseurs de Staline.

Quant à moi, j'aime mieux protéger la communauté que de protéger n'importe quel homme politique du gouvernement d'Ottawa.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pensez-vous que M. Saint-Laurent veuille abolir les communautés religieuses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'attitude de M. Saint-Laurent et du chef de l'opposition sont conformes à l'attitude du gouvernement athée et communiste de Pologne.

**M. Godbout (L'Islet):** La province de Québec n'est certainement pas fière de son premier ministre. Je n'ai pas l'intention, à l'instar du premier ministre de me vautrer dans la boue des personnalités.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au chef de l'opposition de retirer ces paroles.

**Le président:** Je crois que ces paroles sont antiparlementaires.

**M. Godbout (L'Islet):** Je crois aussi, et je les retire. Je n'irai pas sur le terrain des personnalités et des injures, dit-il. Je veux tout simplement parler sur la question. Je connais personnellement plusieurs des religieuses de l'Hôtel-Dieu; il y a parmi elles des membres de ma famille et je sais mieux que le premier ministre l'œuvre admirable qu'elles accomplissent. Je sais aussi la blessure profonde que portent aujourd'hui des admirables religieuses pour avoir été traînées dans la boue de la petite politique.

M. Saint-Laurent et le premier ministre ont pris exactement la même attitude sur le fond de la question en disant tous deux que le litige devrait être réglé par les tribunaux.

Et le premier ministre rend un mauvais service à ceux qui contestent le droit pour le gouvernement polonais de prendre ces trésors quand il dit qu'ils ont appartenu au gouvernement même catholique de Pologne. Au contraire, je suis convaincu qu'ils sont au moins partiellement la

propriété de l'Église de Pologne. Ils peuvent être la propriété commune et du gouvernement et de l'Église de Pologne.

Si la révérende mère Saint-Henri avait trouvé que la déclaration faite par le premier ministre représentait bien la situation, elle n'aurait pas pris la peine, le lendemain, d'écrire, elle, un communiqué.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste parce qu'on laisse entendre que la religieuse n'aurait pas écrit elle-même la première lettre publiée par les journaux.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre sait bien que la mère Saint-Henri n'a pas écrit la lettre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** lit une lettre et dit que le député de Rivière-du-Loup ne peut pas mettre en doute la supérieure générale.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il a de graves doutes, dit-il, que la lettre ne fut pas écrite au couvent, mais bien au bureau du premier ministre. Je crois bien que la lettre a été signée par la R.S. Saint-Henri, mais je ne crois pas qu'elle l'ait composée. Je n'insulte aucunement la révérende sœur en disant cela. Il est arrivé souvent au premier ministre, comme à bien d'autres personnes de son gouvernement, de signer des lettres écrites par d'autres. La chose pourrait s'être présentée dans le cas actuel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On va tirer ça au clair. C'est sœur Saint-Henri qui m'a écrit pour me demander de prendre charge des trésors.

**M. Godbout (L'Islet):** Je suis assez bien renseigné pour dire que c'est elle qui a écrit et signé le communiqué remis à la presse le lendemain de la déclaration du premier ministre. Pourquoi l'aurait-elle fait si l'entrevue donnée par le premier ministre avait bien représenté la situation? Si le cloître avait été violé, à six reprises, comme le prétend le premier ministre, pensez-vous que les religieuses ne se seraient pas plaintes avant?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Elles se sont adressées à moi. La sixième fois, les trésors étaient partis, et les sœurs ont mis la police montée à sa place.

**M. Godbout (L'Islet):** Quand un homme est capable d'inventer tout ce qui s'est dit ici en

Chambre sur le trésor, je crois qu'il m'est permis de ne pas accepter sa déclaration.

Or, dans ce communiqué qui a été soumis au chapitre de la communauté, il n'est pas question de violation de cloître et il n'y a aucun blâme à l'endroit de la police. Le communiqué dit:

"... La communauté n'avait aucune raison de se laisser impliquer dans un procès entre ces deux messieurs..." (celui qui avait déposé les trésors et celui qui demandait que les sœurs les lui remettent)... - et c'est facile à comprendre. On voudra bien remarquer qu'il n'y a jamais eu de saisie des trésors à l'Hôtel-Dieu."

Quelque jour, l'histoire de la première lettre s'écrit et on remarquera quelques anomalies. La révérende mère Saint-Henri connaît, elle, l'histoire de son monastère. La lettre dit que personne ne serait entré dans le cloître depuis sa fondation. Or, en 1726, sous le régime français, des sergents de troupe, 14 soldats avec ceux les commandant, ont pénétré trois fois dans le cloître de l'Hôtel-Dieu.

Voilà de quelle façon la supérieure générale d'une communauté que l'on prétend avoir été molestée par la police fédérale rétablit les faits. Elle dit: " Nous avons reçu un dépôt et nous le retournons intact." C'est toute l'histoire de cette affaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle politesse! Quelle petitesse! Mettre en doute la crédibilité de la supérieure générale. Le chef de l'opposition devrait rougir de la besogne qu'il fait en ce moment.

**M. Godbout (L'Islet):** On sait où elle est, la petitesse! Avec ses insinuations, le premier ministre ne m'effarouchera pas. Je suis connu dans la province. C'est indigne de faire de la politique en essayant de rapetisser le caractère de ses adversaires.

C'est le premier ministre qui exploite cette question à fond, dans un but politique. Pour ma part, je n'ai jamais dit un mot des trésors polonais avant ce jour. Je trouve malheureux qu'on ait traîné cette affaire devant le public, mais la justice immanente est au-dessus des finasseries du premier ministre et c'est dans cette affaire qu'il s'est montré tel qu'il est: avec ses insinuations, le chef du gouvernement ne me fait pas peur.

Je suis connu et c'est indigne du chef d'une province fière comme la nôtre de tenter de rapetisser le caractère de ses adversaires. Lui aussi est connu; la province voit son vrai visage et il va voir quel barbouillage elle va lui faire au cours de la prochaine élection.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déplorent l'attitude extraordinaire de l'opposition, ses railleries sur une affaire malheureuse, ses contradictions innombrables, son manque de respect pour une noble communauté. Le chef de l'opposition et le député de Riv re-du-Loup, dit-il, viennent de tenir une attitude inqualifiable en mettant en doute la crédibilité de la supérieure générale de l'Hôtel-Dieu.

Comme catholique et Canadien français qui n'a pas perdu le sens de la droiture et le respect pour nos institutions religieuses, je proteste contre ce procédé indigne.   quelle aberration n'hésite-t-on pas à se laisser aller pour être l'esclave d'un Parti libéral fédéral!

Si la religieuse avait trouvé dans les journaux une lettre qu'elle n'avait pas écrite, elle aurait protesté. Ceux qui connaissent nos communautés religieuses savent qu'elle n'aurait jamais signé un document qui n'était pas l'exacte vérité. Il faut être aveuglé par la frénésie partisane pour faire des affirmations aussi insidieuses et perfides. L'opposition défend le crédit politique de M. Saint-Laurent sans tenir compte de la vérité.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** désire intervenir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande qu'on en revienne à l'item en discussion.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** On n'a pas le droit de répondre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce débat est hors d'ordre depuis le début. L'opposition a parlé plusieurs fois.

**M. Casgrain (Riv re-du-Loup):** Le premier ministre lit une lettre? Est-ce vous qui l'avez préparée, celle-là?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député y pensait, il ne ferait pas pareille insinuation.

**M. Casgrain (Riv re-du-Loup):** Je ne doute pas que la religieuse l'ait signée, mais je doute qu'elle l'ait préparée elle-même. Il est arrivé bien des fois au premier ministre de signer des lettres qu'il n'avait pas préparées lui-même. Je ne dis pas non plus qu'elle ne l'a pas lue avant de la signer, mais je doute qu'elle l'ait écrite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une indignité.

L'étude de la résolution est suspendue.

## Rapports du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

## Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 23 mars 1948

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:**   l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Jugement de la Cour suprême

**M. Roberge (Lotbinière):** La Cour suprême a décidé que le lieutenant-gouverneur d'une province est le représentant personnel de sa Majesté et non un fonctionnaire fédéral. Cette décision implique que les provinces sont souveraines dans les limites de leur juridiction et qu'elles ne sont aucunement subordonnées au pouvoir central.

M. l'Orateur, nous devons des félicitations au député de Montmagny (M. Choquette) qui a obtenu cette décision de la Cour suprême dans l'affaire des héritiers d'un ancien lieutenant-gouverneur de la province, l'honorable M. H. G. Carroll. La succession réclamait de la couronne fédérale la pension de cet ancien juge à la retraite, pension qui lui avait été retenue par le gouvernement fédéral, alors que celui-ci lui versait des émoluments à titre de lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

La Cour suprême admet que le juge Carroll aurait dû continuer à recevoir sa pension puisqu'il n'était pas fonctionnaire fédéral mais représentant personnel du roi. La loi fédérale prévoit qu'une

même personne ne peut recevoir à la fois un traitement et une pension du gouvernement fédéral, dont elle serait un préposé, un représentant ou un fonctionnaire.

Sur le plan judiciaire, c'est aussi une reconnaissance de l'autonomie provinciale. Cette magnifique décision autonomiste, nous la devons à la science et à l'habileté de l'honorable député de Montmagny et elle réjouira ceux qui tiennent véritablement à l'autonomie provinciale, puisqu'elle affirme d'une certaine façon la souveraineté des provinces.

(Applaudissements à gauche)

#### Dépôt de documents:

##### **Cartier Construction Company (Route 54)**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 février 1948, pour la production d'une copie authentique du rapport de l'ingénieur en chef du ministère de la Voirie, en date du 13 novembre 1946, relativement aux chemins qui donnent accès aux bancs de gravier utilisés par la Cartier Construction Company pour les travaux de son contrat sur la route numéro 54 (Document de la session no 34)

##### **Route Québec-Laterrière-Chicoutimi**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 février 1948, pour la production d'une copie authentique de tous les contrats accordés par le ministère de la Voirie, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1947 jusqu'au 28 janvier 1948 inclusivement, pour la construction de la route Québec-Laterrière-Chicoutimi, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement. (Document de la session no 35)

#### Subsides:

##### **Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

##### **L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million deux cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale - Salaires (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre sait-il que le directeur-adjoint de la Sûreté provinciale, à Montréal, M. Hilaire Beauregard, a transporté des patates frites à Terrebonne, pour vendre à son propre compte, dans des autos de la Sûreté provinciale?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas au courant. J'ai autre chose à faire que de m'occuper des patates frites.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Au moment où la criminalité augmente dans la province, le directeur-adjoint de la police ferait bien de consacrer son temps à ses devoirs et laisser de côté ses commerces, car un chef soucieux de ses devoirs ne doit pas faire cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand j'aurai du temps, je ferai enquête sur les patates frites.

**M. Morin (Québec-Centre)** s'informe du salaire des policiers de la Sûreté provinciale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La moyenne des salaires de la Sûreté provinciale est de \$2,300. Les nouveaux patrouilleurs routiers commencent à \$1,600.

Les motocyclettes sont abandonnées en faveur des automobiles et c'est pour cette raison que les radios-émetteurs à trois fréquences sont installés dans les voitures. Avec ces radios, beaucoup de travail est accompli, particulièrement en ce qui a trait à la protection des maisons d'été. Bon nombre de voleurs qui s'introduisent par infraction dans les chalets sont arrêtés.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait l'éloge des membres de la Sûreté. Il n'y a aucun doute qu'il y a

amélioration considérable à la Sûreté provinciale. Nous avons à ce sujet de magnifiques témoignages qui nous viennent d'en dehors de la province et de diverses régions des États-Unis. Nous allons continuer. Il fait l'éloge d'un jeune trifluvien, M. Vachon, fils de l'ex-chef Jules Vachon. M. Vachon aujourd'hui malade a déjà fait partie de la Sûreté provinciale après avoir suivi un cours de droit. Son cas nous a ouvert bien des horizons.

J'étudie l'opportunité de créer une école où seront formés des policiers compétents. L'art policier devient de plus en plus une science compliquée quant à la recherche des coupables et la répression des crimes. Jusqu'ici, on avait tendance à employer des hommes de 6 pieds et 200 livres; j'ai recommandé qu'on emploie des hommes compétents et qu'on laisse la question de la taille et du poids. Notre intention est d'ouvrir cette école le plus tôt possible. On exige avant tout que le policier ait quelque chose dans la tête.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est une excellente idée que d'ouvrir une école policière. Cependant, ce sera un gouvernement libéral qui bientôt réalisera prochainement cette idée du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'attendons pas 20 ans.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Non, bientôt. Il faut dans la police des hommes compétents, des hommes surtout au-dessus de tout soupçon. Aujourd'hui, alors que la criminalité augmente, un chef de police qui ne fait pas seulement son devoir de chef de police ne peut être au-dessus de tout soupçon. M. Beauregard, directeur-adjoint de la police provinciale à Montréal, ferait bien de laisser de côté ses commerces de patates frites et d'huile à chauffage.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Les policiers ne sont généralement pas rémunérés en raison de leurs responsabilités. Un salaire moyen de \$2,300 n'est pas suffisant pour faire vivre convenablement une famille dans les circonstances présentes. Le salaire devrait être au moins \$2,500.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a un moyen. C'est d'enlever l'impôt sur le revenu imposé par Ottawa. L'impôt fédéral sur le revenu est exagéré, ce qui a pour effet de diminuer les salaires.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Ou bien la taxe de vente provinciale.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est cela. Pour que les salaires portent plus loin, il faudrait réduire les taxes provinciales.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)** veut en savoir davantage sur l'inspecteur Paul-E. Parent et s'enquiert si le premier ministre sait qu'il est un agent de Pepsi Cola à Rimouski.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si ce n'est pas des patates frites, c'est du Pepsi Cola. C'est un ancien agent de la GRC et il a fait du bon travail. Il est encore dans le service à \$3,000 par année.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** demande au premier ministre si des procédures seront prises à la suite de la mort de M. J.-A. Belisle<sup>3</sup>, tué dans un accident de circulation sur la Grande-Allée. Chose étrange, le jury du coroner a libéré le chauffeur de toute responsabilité et, cependant, le coroner a pris sur lui de lui enlever son permis. S'il n'y a pas de responsabilité de sa part, pourquoi lui enlever son permis? Et s'il y a responsabilité, pourquoi ne prend-on pas de procédures?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons donné instruction à cet effet aux procureurs de la couronne de recommencer l'enquête. Tout dépendra du rapport de l'enquête. D'après les renseignements obtenus à date, il y aurait responsabilité du chauffeur.

Si l'on croit qu'il y a des preuves de responsabilité de la part du chauffeur, nous prendrons des procédures. Nous ne sommes liés en rien par le verdict du jury du coroner. C'est un malheureux accident.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ce fut aussi un malheureux verdict. On m'informe que la voiture qui a frappé M. Belisle filait à toute vitesse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne pouvons porter de plainte contre un jeune homme sans preuve. Nous attendons le résultat de l'enquête. Le coroner de Québec est un homme compétent, mais je me demande s'il ne serait pas mieux, dans les grands centres, de faire remplir par des avocats plutôt que par des médecins la charge de coroner.

Il est bon de savoir de quoi un homme est mort, mais ça n'arrange rien. Le principal, c'était d'établir les responsabilités. Et c'est là une question légale. Dans le cas soumis par le député de

Bellechasse (M. Bienvenue), tout ce que je sais, c'est que le coroner a demandé au trésorier provincial d'enlever le permis du chauffeur. Le trésorier s'est conformé à la décision du coroner.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le trésorier provincial a enlevé le permis de conduire du conducteur de l'auto sur recommandation du coroner. Il y avait donc quelque chose de répréhensible. Alors, pourquoi le verdict de mort accidentelle?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'étais pas là et ce n'est pas de ma faute. Nous attendons le rapport de l'enquête et nous agirons en conséquence.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale - Dépenses diverses (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Poursuites au criminel (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que c'est défendu les roues de fortune pour jouer à l'argent?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Oui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre sait-il que le député de Napierville (M. Riendeau) a écrit aux directeurs de l'exposition d'OrNSTown que si on persistait à refuser de louer un espace à un de ses électeurs, il ferait rapport au premier ministre et au procureur général (l'honorable M. Duplessis), et verrait à ce que les roues de fortune soient discontinuées. Le premier ministre approuve-t-il cette lettre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Elles sont prohibées, mais on les a toujours tolérées dans les expositions régionales, à la condition qu'il

n'y ait pas d'abus et que nous ne recevions pas de plaintes. Les roues de fortune que l'on a trouvées dans les expositions sont plutôt considérées comme des amusements. Le député de Napierville a voulu rendre service à un de ses électeurs. C'est un crime? Il n'y a pas de quoi fouetter un chat dans tout cela.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le procureur général est-il intervenu?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Non, et je ne serais pas intervenu. Les électeurs de Napierville ont la bonne fortune d'avoir un bon député.  
(Mouvements divers)  
Tout ce qu'il demandait, c'est un espace.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je n'attache pas plus d'importance qu'il ne faut à cela, mais le député devrait savoir que les roues de fortune à l'argent ne sont pas tolérées. J'aimerais entendre le député...  
(Long silence)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Dans les campagnes, on tolère les roues de fortune.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le député n'a pas le droit de violer la loi. Il (M. Casgrain) demande s'il y a eu des plaintes contre un inspecteur de la Commission des liqueurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** (Répondant par une blague.) Il a fait peindre sa maison de campagne par des employés de la province, avec de la peinture appartenant à l'État. La peinture ayant été transportée sur les lieux dans une voiture de la police.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En juin 1945, cet inspecteur a emmené des inspecteurs de la Commission des liqueurs et leur a fait peindre sa maison avec des matériaux du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
M. King a fait faire des travaux à sa maison d'Ottawa.  
(Mouvements de protestation à gauche)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il a payé pour. Il n'a pas fait payer cela par le gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
L'opposition procède par insinuations. Si le député veut me donner des preuves, je ferai enquête immédiatement. Mais si on veut faire de la petite politique, on va en faire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ça va plus vite que l'enquête que j'ai réclamée l'an dernier sur le jeu, le vice et la vente des permis de liqueurs. Mon devoir est de dénoncer les abus qui nous sont rapportés. J'ai demandé une enquête royale. Cette enquête-là, le gouvernement l'a refusée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne l'ai pas refusée. Les membres de l'opposition répètent toujours la même chose chaque année, depuis quatre ans. Ils ont dit cela à toutes les élections complémentaires, dans la Beauce, Bagot, Compton et Huntingdon, et, chaque fois, le peuple a manifesté par son vote qu'il ne les croyait pas. Dire qu'il y a des abus dans toute la province, c'est archifaux. En se faisant l'écho de ces dénonciations, le député déprécie sa province.

C'est pas moi qui ai commis le péché originel. C'est dans les grands centres que se commettent les irrégularités. Il y en a à Montréal, bien qu'ils aient été diminués considérablement. Dans une ville cosmopolite, un port de mer, un centre de chemin de fer comme Montréal, il y aura toujours certains abus, tant que le monde sera monde. Depuis Adam et Ève, il y a la nature humaine. Mais depuis 1944, il n'y a plus de "blind pigs" à Montréal, ce qui est déjà une grosse amélioration.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Soyons sérieux. Discutons avec calme.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les débits de boisson sont contrôlés, en autant qu'il est humainement possible de le faire. Depuis 1944, nous avons également fermé les trous à Québec que les libéraux avaient laissés ouverts. On n'a pas formulé de plainte dans la ville de Québec. Dans les campagnes, ça va très bien et il n'est pas raisonnable de déprécier la race en parlant d'abus qui n'existent pas. D'une manière générale, ça va très bien.

La province de Québec est, l'Île-du-Prince-Édouard exceptée, la province où il se vend le moins de boisson par tête, en dépit du fait que les statistiques comprennent la boisson achetée par les touristes. Chaque fois que des représentations ont été faites par les autorités religieuses, nous nous sommes rendus à leurs demandes. Si quelqu'un connaît l'indispensabilité de la tempérance, c'est bien celui qui parle. Si quelqu'un connaît les ravages de l'alcoolisme, c'est bien le procureur général de la province. Mais je ne suis pas capable de changer l'être humain en ange. J'ai reçu de toutes parts des témoignages de félicitations pour l'excellent travail fait par le gouvernement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre défend une mauvaise cause. J'affirme que jamais la loi des liqueurs n'a été aussi mal observée dans la province que sous le gouvernement actuel. Ce n'est pas moi qui le dis mais le *Messenger du Sacré-Cœur*.

Le périodique parle de 235 permis qui devraient être supprimés, de 883 tenanciers qui devraient être surveillés. Il mentionne 50 grills de Montréal où on enfreint la loi. Ces établissements sont les vestibules de l'enfer.

Le *Messenger du Sacré-Cœur* explique que les abus se commettent non seulement à Montréal, mais dans toute la province: à Chicoutimi, à Shawinigan, à Bagotville, à Grand'Mère, à Acton Vale, à Drummondville, dans l'Abitibi, Jonquière, Clova et Val-d'Or. Partout les autorités sont alarmées. Jamais la loi n'a été violée aussi impunément dans toutes les localités. Les plaintes viennent de partout et partout on voit un danger grandissant pour notre jeunesse. Il est temps de jeter un cri d'alarme. Dans les districts de campagne, l'alcool est vendu, le jour et le soir et même le dimanche.

La loi est violée impunément non seulement dans les grandes villes, mais encore dans les moyennes et petites villes, ainsi que dans les campagnes, comme en font foi les témoignages que je viens de citer. Je demande au premier ministre pourquoi il ne fait pas observer la loi. Je me demande pourquoi le procureur général se met la tête dans le sable comme les autruches pour ne pas se rendre compte qu'il existe un problème.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'immense majorité de la population est sobre. Le député de Rivière-du-Loup salit la réputation de sa province. Le député lance d'injustes propos. La boisson ne coule pas dans nos campagnes comme il le dit et je proteste. Il a mentionné 10 places sur 2,000. Il n'a rien prouvé. Je dis que 60 % à 75 % des détenteurs de permis sont les mêmes qu'avant 1944.

Il a parlé de Drummondville. À ce sujet, *Le Devoir* a publié une fausseté, comme c'est son habitude depuis quelques mois. Un permis d'hôtel a été enlevé à cet endroit et, 15 jours ou trois semaines plus tard, c'est le président des Ligues du Sacré-Cœur qui nous a demandé de la remettre en force. À Montréal, on a fait des enquêtes abracadabrantes.

L'opposition s'acharne à chercher la bête noire partout. Malgré toute notre bonne volonté, dit-il, nous ne pouvons faire disparaître les abus de la surface de la terre. Chaque fois que des autorités religieuses ont porté des plaintes à ma connaissance,

j'ai recommandé de supprimer le permis. Je suis disposé à faire l'impossible, mais je ne suis pas capable de changer la nature humaine. On a voulu, dans certains milieux, mettre les enquêteurs au service d'un parti politique, qui finançait les enquêtes.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre a reçu une lettre de M. Alphonse Coulombe, en date du 9 février 1948, référant à la triste affaire du Café Yucca et à celle de Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On y met de la mauvaise foi. Il n'y a pas eu de drame à Trois-Rivières mais à Berthierville.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je dis que, si le procureur général donne des instructions, elles ne sont pas suivies. Est-ce de l'impuissance? Les hôtels qui ont des licences vendent jour et nuit et partout on vend de la boisson aux mineurs. La loi n'est pas observée. Il (M. Casgrain) cite le cas de Grand'Mère, une ville de moins de 10,000 âmes, qui aurait 35 licences.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On encourage la tempérance en réduisant la vente des liqueurs fortes. Un excellent moyen de permettre à l'épicier du coin de faire face à la concurrence des magasins à chaîne, c'est de lui donner une licence pour vendre de la bière. La bière est l'alcool du travailleur. Il devrait être capable de l'acheter dans des conditions raisonnables, dans la mesure du possible.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Va-t-on prétendre qu'il est raisonnable de donner 35 licences dans une petite ville de 10,000 âmes comme Grand'Mère? C'est trop.

Je suis contre la prohibition, mais si les abus persistent, il faudra revenir à la campagne de prohibition de 1916. On dit partout que jamais la loi des liqueurs n'a été autant violée. Le gouvernement ferme les yeux à condition qu'on paie un tribut à la caisse électorale. Tous les intéressés paient à la caisse électorale. Dans le comté de Rivière-du-Loup, il faut payer pour avoir une licence.

C'est pour cela que le gouvernement refuse l'enquête réclamée par l'opposition, et quand les députés parlent de cela, le premier ministre dit que ce sont des commérages. Les dénonciations des Ligues du Sacré-Cœur ne sont pas des commérages. C'est la triste vérité et le premier ministre ne fait rien, laissant les jeunes exposés à toutes les tentations.

**M. Pelletier (Témiscouata)** concernant la déclaration du député de Rivière-du-Loup quant au versement d'argent à la caisse électorale pour obtenir une licence, cela ne s'est jamais produit dans son comté, affirme-t-il.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je sais qu'ils ne versent pas de l'argent au député de Témiscouata. Il est un homme honnête. Je n'accuse aucun député.

**M. Poulin (Beauce)** approuve le travail fait par les Ligues du Sacré-Cœur qui ont dénoncé les abus, mais il n'approuve pas qu'on ait entraîné ces Ligues sur le parquet de la Chambre. Cela va les empêcher, dit-il, de continuer à faire leur devoir.

Tous les vrais catholiques se réjouissent du travail magnifique qu'elles font en assainissant la vie moderne ou en abuse de tout. Elles font un travail d'épuration en surveillant les activités de certains détenteurs de permis de débits de boisson peu scrupuleux, des propriétaires de cafés de nuit qui exploitent la jeunesse. Les Ligues ont fait une œuvre discrète et sage. Elles vont continuer et nous devons les féliciter de leur travail.

Il est facile de voir le jeu de l'adversaire libéral. Sa tactique n'est pas compliquée. On veut salir la réputation du premier ministre. Il est au-dessus de ces attaques. Il est connu pour l'homme public le plus honnête que la province de Québec n'ait jamais eu. On s'ingénie à essayer de trouver quelque chose pour prouver qu'il ne fait pas son devoir. Je proteste de toute mon énergie contre ces précédés. À l'heure actuelle, il y a moins d'abus dans la province que sous le régime libéral. Qu'on cesse donc de faire de la mesquinerie politique contre un honnête homme.

Dans la Beauce, nous avons la loi Scott, une loi fédérale, que les libéraux s'ingénient à défendre. Cette loi est excellente, mais ceux qui sont chargés de l'appliquer ne l'appliquent pas. Dans ma paroisse la Ligue du Sacré-Cœur a demandé au conseil municipal de faire appliquer la loi, de réprimer les abus. Y a-t-il du mal là-dedans? Comme il s'agit d'une loi fédérale, peut-on incriminer M. King?

**M. Godbout (L'Islet)** regrette de constater, dit-il, que le député de Beauce reproche aux libéraux de soutenir la loi Scott.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'a pas dit cela. Il a dit que c'est une loi fédérale que personne ne fait observer.



**M. Poulin (Beauce):** Parce qu'elle n'est pas observée?

**M. Godbout (L'Islet):** Parce qu'elle n'est pas observable.

**M. Poulin (Beauce):** Grâce aux démarches des Liges du Sacré-Cœur, beaucoup d'abus sont réprimés. Les conditions sont meilleures que sous l'administration libérale. Il demande au premier ministre, dit-il, de continuer le bon travail commencé et de faire respecter la loi des liqueurs dans toutes les régions. L'opinion publique reconnaît les louables efforts faits par le premier ministre et son gouvernement d'Union nationale.

**M. Godbout (L'Islet):** Nous avons passé une loi que le gouvernement semble croire raisonnable puisqu'il la maintient. Je ne suis pas favorable à la loi Scott et je suis contre la prohibition parce que cette forme de répression amène des abus dans tous les coins de la province. Je suis en faveur de la vente ouverte et autorisée de l'alcool, qui serait bien supervisée, bien réglementée et contrôlée adéquatement par le gouvernement. Avec la loi Scott, nous avons à déplorer l'ouverture de buvettes clandestines, où les jeunes gens se rencontrent. Quand la Beauce a voté la loi Scott, j'ai dit que cela ne marcherait pas.

D'après les rapports des Liges du Sacré-Cœur, les clubs de nuit sont remplis dans la ville de Montréal. Des jeunes, de 15 à 16 ans, s'y perdent et on m'envoie, à moi, des rapports et des dénonciations des Liges du Sacré-Cœur en me demandant d'en donner communication à la Chambre. Je sais qu'il est impossible de faire disparaître tous les abus, mais j'affirme qu'à l'heure actuelle, il y a cent fois plus d'abus que jamais.

Il (M. Godbout) nie que les enquêtes des Liges du Sacré-Cœur aient été payées par un parti politique, comme le premier ministre l'a laissé entendre au cours du débat. C'est une autre farce du premier ministre, dit-il. Deux mois avant la session, le président général des Liges du Sacré-Cœur de la province m'a offert d'utiliser en Chambre les dossiers préparés au cours des enquêtes. Il m'a dit également que les liges étaient disposées à dépenser encore \$4,000 pour mener l'affaire à bonne fin.

Voilà une question qui intéresse toute la province. Tous savent qu'il y a des abus comme jamais et qu'il y a des hôtels sans licence qui ont des étalages de boissons de toutes sortes. On se plaint de la situation dans la plupart des villes. Le

gouvernement ne fait pas son devoir et on constate qu'il y a des bois dans les roues chaque fois qu'on veut que la loi soit respectée. Évidemment, on est gêné d'aller faire une descente quand on fait payer \$2,000, \$3,000 et \$5,000 pour la licence annuelle.

C'est la contribution à la caisse électorale qui achète la paix, peu importe ce qui se passera dans l'année. Je n'accuse pas le premier ministre, dit-il. Il n'a pas le temps de voir à tout. Mais le grand mal, c'est la contribution à la caisse électorale. Les débits de boisson ont doublé dans les campagnes depuis quatre ans. À Victoriaville, on demande l'aide du procureur général pour fermer les bouges, et on refuse d'agir.

**M. Sylvestre (Berthier):** On n'observe pas la loi des liqueurs le dimanche dans la ville de Joliette et dans le comté.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Dès que l'on a porté à ma connaissance certains faits, j'ai immédiatement demandé à la Commission des liqueurs de faire enquête. Le résultat a été une amende de \$416, qui a été payée et depuis la loi est observée dans le comté.

**M. Johnson (Bagot):** On manque de réalisme dans cette question des liqueurs. La situation n'est pas pire aujourd'hui qu'elle ne l'était de 1939 à 1944. Il y a une grande différence entre l'existence d'un mal et la connaissance de ce mal par le public. On ne fera croire à personne qui vivait à Montréal de 1939 à 1944 que la situation était rose dans ce temps-là. On ne fera croire à personne que la situation puisse être plus grave aujourd'hui. La différence entre les deux périodes, c'est qu'il y a aujourd'hui un mouvement qui fait connaître les abus. Des personnes de bonne foi trouvent ces abus terribles et se demandent si le gouvernement n'en est pas responsable dans une certaine mesure. Mais si elles pouvaient comparer, elles verraient que non seulement il n'y a rien de nouveau dans tout cela, mais que la situation est beaucoup meilleure aujourd'hui qu'elle n'était dans ce temps-là.

Comme ancien président du comité diocésain d'action catholique de Montréal, je le sais mieux que quiconque en cette Chambre, car je suis celui qui ai présidé au mouvement de moralité lorsqu'il a débuté à Montréal. La situation était devenue tellement intolérable en 1942 et 1943 que le comité diocésain d'action catholique, dont j'étais le président, a décidé d'entreprendre une campagne de moralité. Un mouvement a été déclenché et il y a eu ensuite la

lettre des évêques. La grande différence, c'est que je n'ai pas exploité ça contre un parti politique comme certains politiciens essayent de le faire aujourd'hui. Je trouvais que je n'avais pas le droit d'essayer de profiter de certaines faiblesses dans certaines couches de la population pour salir un homme.

Le mouvement de tempérance a progressé petit à petit et les Ligues du Sacré-Cœur ont commencé de bonne foi à faire une campagne de publicité. Je ne discute aucunement de leur bonne foi, mais je mets en doute l'efficacité de certaines de leurs méthodes. Cette campagne induit le public à croire que c'est depuis 1944 seulement qu'il y a des abus. Or, les statistiques prouvent que la consommation *per capita* est moindre aujourd'hui qu'elle n'était avant 1944. Grâce au gouvernement actuel, des maisons de chambre qui se trouvaient dans le voisinage de clubs et de cafés ont perdu leurs licences. Je demande de grâce à des mouvements qui sont excellents d'essayer de ne pas créer l'impression fausse que le péché d'Adam et Ève a commencé en 1944.

Il n'y a aucune collusion politique ni dans le comté de Bagot ni dans les autres comtés. Je ne crois pas qu'un membre de cette Chambre ne tolérerait des manquements dans son comté. Je n'ai jamais reçu d'intervention, ni par lettre ni par téléphone. Si des abus m'étaient signalés, je prendrais sûrement les moyens de faire marcher la police. Nous ne sommes pas élus pour faire la police, mais il n'y en a pas un d'entre nous qui ne ferait son possible pour faire cesser les abus s'ils lui étaient dénoncés. Et il n'y a pas un homme qui ait plus de courage que le premier ministre pour faire respecter la loi.

**M. Dumoulin (Montmorency)** demande des explications au sujet de trois plaintes qui avaient été portées par des agents de la police des liqueurs contre MM. Charles Désilets, Rousseau et Desautels, de Saint-Hughes de Bagot, et qui avaient été retirées par la suite alors que le député actuel de Bagot avait comparu pour les accusés. La disparition des dossiers dans l'affaire de Bagot est une chose anormale qu'il faut déplorer, dit-il.

**M. Johnson (Bagot)** se dit heureux d'avoir l'occasion de blanchir la réputation de trois honnêtes citoyens de son comté qui avaient été injustement accusés. Au moment de sa comparution, dit-il, il n'était pas député de Bagot. Il remercie le député de Montmorency de lui permettre de proclamer à la face de la province que ses trois clients, de l'opinion de tous les gens bien pensants de Saint-Hughes, ont été victimes de dénonciateurs peu scrupuleux. L'affaire

a été montée de toutes pièces contre eux par un organisateur politique libéral, lui-même commerçant illicite de spiritueux.

Je connais ces trois messieurs, dit-il, et surtout M. Charles Désilets, qui compte dans sa famille plusieurs religieux et religieuses, et je suis convaincu que ni lui ni les deux autres accusés n'étaient coupables d'avoir vendu de la boisson sans licence. Leur innocence a d'ailleurs été prouvée, hors de tout doute.

Il est prêt, dit-il, à faire tout en son possible pour faire cesser les abus dans son comté si on veut les lui dénoncer. Je suis certain que comme moi tous les députés, tant ceux de la gauche que ceux de la droite, sont disposés à faire tout en leur possible pour collaborer avec le clergé, les ligues et tous les mouvements de cette sorte afin que la police fasse son devoir et réprime les abus qui se commettent depuis bien avant 1944.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agrées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 30.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### Troisième séance du 23 mars 1948

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Subsides:****Budget des dépenses  
1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité<sup>4</sup>:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Poursuites au criminel (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Malgré les demandes répétées de l'opposition, le gouvernement refuse carrément d'accorder une enquête royale sur la Commission des liqueurs. Nous la ferons, nous, quand nous serons au pouvoir.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** et **M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)** exposent le cas de certains clubs de nuit de la métropole qui défient la loi des liqueurs alcooliques. Ils parlent du Samovar, du Zanzibar, du Café Bacardi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Donnez-moi des preuves et je vais tenter des poursuites.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** est prêt à donner sa démission, dit-il, s'il est prouvé qu'il y a trafic des permis d'alcool dans son comté de Papineau.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Où en est rendu le travail de la commission nommée par le premier ministre pour l'étude d'un mémoire présenté en novembre 1946 sur les droits civils de la femme.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le comité, présidé par Me Léon Méthot, c.r., de Trois-Rivières, et qui a pour secrétaire Me Léon Balcer, de Trois-Rivières également, a terminé son travail. Le rapport va nous être envoyé très

prochainement. Ce travail a été entrepris à la demande de la Ligue des droits de la femme.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** parle d'une saisie de boisson, évaluée à \$400, et de l'annulation de la licence au club de golf de Saint-Hyacinthe. Il appert que nous sommes en présence d'une vengeance personnelle (regardant M. Chartier) à laquelle certain membre de cette Chambre n'est pas indifférent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'en sait rien personnellement, dit-il. Il va s'informer et si les membres du club demandent le renouvellement de leur licence, le cas sera étudié à son mérite.

On remarquera, ajoute-t-il, que ces gens-là critiquent en disant que nous accordons trop de licences et ils sont les premiers à nous demander d'en donner d'autres. Ce n'était pas moi, mais le gérant de la Commission des liqueurs qui donne les licences.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si ce n'est pas le premier ministre qui les donne, c'est lui qui les enlève. Il a enlevé la licence de Roncarelli, en quoi il avait peut-être raison; mais Roncarelli a voulu poursuivre la province et le premier ministre a refusé la pétition de droit. C'est là qu'il a mal fait.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai enlevé la licence de Roncarelli, je suis fier de mon attitude et j'ai reçu des compliments des plus hautes autorités. Les félicitations que j'ai reçues m'ont fait oublier les injures que m'ont décernées certaines personnes et les critiques de l'opposition officielle et de l'opposition déguisée. Ce n'était pas un droit qu'il avait, mais un privilège accordé par la province. Le permis peut être annulé en tout temps. M. Roncarelli n'a pas de cause valable contre le procureur général. Roncarelli n'a pas perdu sa licence parce qu'il avait cautionné pour les Témoins de Jéhovah mais parce qu'il a multiplié les cautionnements.

Il n'est pas juste qu'un homme profite d'un privilège semblable pour multiplier les cautionnements au point de paralyser le travail de la police et l'administration de la justice et encourager un groupement qui s'attaque à nos traditions et à notre religion. Il vivait de la province et passait son temps à l'injurier. Le juge en chef de la province lui a refusé deux fois la permission de poursuivre le gérant de la Commission.

Roncarelli n'avait aucun droit d'action contre la province. C'était clair comme de l'eau de roche. Il voulait prendre des procédures simplement dans un but de tracasserie. Sa licence, il ne l'aura jamais et personne n'en aura une au même endroit.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le devoir du premier ministre, c'était peut-être de annuler le permis, je ne le sais pas, mais son devoir, c'était sûrement aussi d'accorder à Roncarelli la pétition de droit qu'il réclamait. Quels que soient les torts d'un homme, il a droit à cela. Le gouvernement fédéral vient d'ailleurs de donner un excellent exemple en permettant à des ex-internés durant la guerre de poursuivre la couronne pour \$1,000,000. La pétition de droit ne devrait jamais être refusée. Si le premier ministre avait raison d'enlever la licence, il ne devrait pas avoir peur de laisser les tribunaux décider.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Roncarelli vivait de la province de Québec et vous lui auriez laissé un privilège dont il se servait pour répandre la sédition? Il n'avait aucune action raisonnable et raisonnée contre la province et nous avons eu raison de refuser sa pétition de droit.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le procureur général s'est fait, avocat, procureur et juge.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le permis de Roncarelli a été annulé et personne n'aura de permis à l'avenir à cet endroit tant que je serai procureur général. Roncarelli a multiplié les cautionnements pour les Témoins de Jéhovah. Il en avait 900. Cela devenait une véritable provocation pour la justice et pour le procureur général.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Chaque fois que le premier ministre fait quelque chose de bien, il fait en même temps quelque chose de mal. Il aurait dû permettre à Roncarelli de poursuivre. S'il n'avait aucun droit d'action, il aurait été débouté de sa cause et aurait payé les frais.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas voulu occasionner des frais à la province pour une action qui ne tenait pas debout. Roncarelli m'a poursuivi personnellement; je vais me défendre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** pose une question concernant le salaire des juges de la Cour des sessions de la paix.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a évidemment une anomalie dans le fait que les records soient généralement mieux rémunérés que les juges de la Cour des sessions de la paix ou de la Cour du magistrat. Je considère que cela n'est pas juste et nous allons tâcher d'y remédier.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** À cette session-ci?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, pas cette année mais le plus tôt possible. Il n'y a plus aucune loi à présenter à cette session-ci.

**M. Godbout (L'Islet):** Pas même une loi pour modifier la loi du service civil de façon à raccourcir les délais dans le cas d'un fonctionnaire qui démissionne pour se porter candidat à une élection?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas question de ça.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** cite une résolution passée par un jury du coroner pour obtenir des améliorations à la morgue de Montréal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de doute que la morgue de Montréal ne répond plus aux besoins actuels. L'édifice est désuet et insuffisant. Mais le coût de la construction est présentement très élevé. Il faut tout de même trouver un endroit pour construire et attendre que les conditions de la construction se soient un peu améliorées. On manque aussi d'espace au palais de justice de Montréal. Le nouveau palais de justice est mal divisé et beaucoup d'espace est perdu. Nous étudions le problème. Mais le gouvernement a amélioré le sort des employés de la morgue et du palais de justice et augmenté les salaires.

**M. Dumoulin (Montmorency)** réclame l'abolition de la pétition de droit. En Angleterre, dit-il, cette procédure qui force un justiciable désireux de poursuivre le gouvernement à lui en demander préalablement la permission a été abolie. C'est une institution désuète qui n'a plus sa raison d'être. On devrait l'abolir et mettre le gouvernement sur le même pied que les autres justiciables. Et si on ne l'abolit pas, on devrait au moins accorder la permission de poursuivre chaque fois qu'elle est demandée.

Il (M. Dumoulin) cite le cas d'un entrepreneur qui a déposé cinq requêtes en pétition de droit pour un montant total de \$70,000. La permission de poursuivre lui a été refusée, dit-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La pétition de droit date de longtemps, mais ce n'est pas une raison pour dire que c'est une mauvaise institution. Elle peut avoir l'avantage d'empêcher des poursuites vexatoires. On sait qu'il y a des choses

qui se bonifient en vieillissant. Je crois qu'il ne faudrait pas l'abolir sans y substituer quelque chose pour empêcher les procédures vexatoires ou le chantage. On pourrait peut-être s'adresser au juge en chef qui accordait le droit de poursuivre dans tous les cas où il y aurait doute raisonnable. Je n'ai pas d'idée préconçue. La pétition de droit a été instituée en vertu d'un vieux principe, "The King can do no wrong", "Le roi ne peut pas commettre de faute". Nous sommes à étudier cette question. Il se peut qu'après avoir obtenu les renseignements que nous avons demandés, un juge soit nommé pour entendre les réclamations.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration des palais de justice et prisons (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Juges des sessions de la paix) (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Coroners - Honoraires et déboursés (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** et **M. Roberge (Lotbinière)** posent des questions.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Depuis la guerre, notre poisson ne se vend pas aussi facilement. Le poisson frais ou congelé, qui se vendait surtout sur le marché anglais, n'est plus en aussi grande demande. Le département est à établir des contacts

un peu partout pour trouver de nouveaux débouchés, notamment aux États-Unis et dans les Antilles.

En outre, le prix du poisson payé au pêcheur a baissé de trois-quarts de cent à un cent la livre. Ce changement dans les conditions du commerce va nécessiter une modification de nos produits. Il faudra à l'avenir produire surtout du poisson salé et séché. C'est pourquoi le gouvernement a établi dans l'ancienne base navale de Gaspé un séchoir artificiel d'une grande capacité qui permettra aux pêcheurs de sauver leurs produits même quand les conditions atmosphériques sont défavorables.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** N'y aura-t-il pas moyen de fabriquer plus de poisson en conserve?

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Nous avons déjà quelques conserveries et nous allons les multiplier. L'inconvénient, c'est que les côtes sont très étendues et qu'il est difficile de concentrer la production. Il faudra, au lieu d'établir de grandes conserveries, multiplier les petites.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** pose une question.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Il existe actuellement une anomalie dans mon ministère. Les pêcheries d'Abitibi relèvent du département de la Chasse, parce que le département de la Pêche ne comprend que les pêcheries commerciales du fleuve et du golfe Saint-Laurent. Nous sommes à faire un inventaire, dit-il, dans le but de grouper dans un même département toutes les pêcheries commerciales de la province.

Les pêcheries commerciales d'Abitibi sont intéressantes. Nous donnons des permis de pêche à tous les pêcheurs commerciaux des lacs, pourvu qu'ils n'aillent pas à l'encontre des principes et des méthodes biologiques qui assurent la reproduction du poisson. Nous leur demandons d'éviter de prendre des poissons sportifs.

**M. Roberge (Lotbinière)** s'informe de démarches entreprises par le ministère concernant de nouveaux marchés.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Aux frais du département, M. R. English, sous-ministre adjoint du département est allé en janvier dernier aux États-Unis et aux Indes occidentales, notamment aux Bermudes, tenter d'ouvrir de nouveaux marchés pour notre poisson qui se vend moins bien depuis la fin de la guerre. Les Bermudes pourraient nous envoyer des fruits en échange de notre poisson.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** demande si le ministère a fait d'autres tentatives de trouver des débouchés à l'étranger en dehors des Antilles.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Des contacts commerciaux ont été tentés avec le Mexique, le Brésil, le Chili et l'on a cherché à reconquérir le marché italien. Pour ce qui est de l'Italie toutefois, l'argent de ce pays est actuellement tellement déprécié qu'il n'y a pas grand intérêt à faire des échanges commerciaux. Les moyens de transport sont aussi très réduits, ce qui complique davantage le problème.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** parle d'une enquête des Pêcheurs Unis et d'une résolution adoptée par eux à Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Si le ministère se servait des services d'Ottawa, déclare-t-il, pour l'expédition du poisson et employait l'estampille "Canada Approved", on dit que les produits du Québec seraient beaucoup plus en demande.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Cette étiquette "Canada Approved" n'existe pas en fait, sauf dans l'imagination du député fédéral de Bellechasse. Nos inspecteurs sont acceptés par Ottawa et ils signent au nom du Québec comme au nom du Canada tout entier.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** lit une lettre des National de Paspébiac, adressée au très honorable ministre des Pêcheries, et dont copie fut envoyée au chef de l'opposition.

**Des députés** parlent des mécaniciens des entrepôts frigorifiques.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Il a engagé des mécaniciens compétents, dit-il. Deux ou trois ont été congédiés ou remplacés depuis 1944.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses

prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inspection et surveillance (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entrepôts (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Biologie marine (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École d'apprentissage en pêcheries (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent

vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subsides aux compagnies de transport maritime (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'entrepôts (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pisciculture (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réserves de pêche (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Amélioration des conditions de chasse (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Amélioration des conditions de pêche (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Jardin zoologique de Québec (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parcs nationaux (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction d'établissements pour fins de pisciculture (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Parcs nationaux: construction de

camps (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée.

---

#### **NOTES**

1. Il s'agit du journal officiel de l'Union nationale.
2. Les sources ne précisent pas qui a présidé le comité.
3. M. Belisle est un ancien fonctionnaire précise le *Montréal-Matin* du 24 mars 1948, à la page 7. *The Quebec Chronicle* du 24 mars 1948, à la page 3, précise qu'il était surintendant provincial de la Chasse et de la Pêche. L'accident se serait produit deux semaines auparavant.
4. Voir note 3.



## Première séance du mercredi 24 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Décès de M. Joseph LaVergne

**M. Choquette (Montmagny):** Nous avons appris qu'un membre distingué de la Galerie de la presse, M. Joseph LaVergne, est décédé ce matin. Il a été deux fois président de cette Galerie et je considère que son départ est un deuil cruel non seulement pour sa famille et ses confrères, mais pour le journalisme de cette province. M. LaVergne était un fils du comté de Montmagny. Sa famille demeurait à Saint-Paul. Comme député de Montmagny, je voudrais offrir à Mme LaVergne et à sa famille ainsi qu'à la Galerie de la presse l'hommage de mes sympathies profondes et à ses confrères journalistes mes condoléances.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je connaissais M. LaVergne depuis plusieurs années. J'ai pu apprécier ses grandes qualités de cœur et d'esprit. Je ne lui connaissais pas d'ennemis et je me demande même s'il avait un adversaire. C'était un homme d'une loyauté parfaite, d'une courtoisie irréprochable. J'offre à sa famille les condoléances de la province, du Conseil des ministres et de toute la Législature.

**M. Godbout (L'Islet):** Je me joins au premier ministre et au député de Montmagny pour déplorer la mort du correspondant parlementaire de *La Patrie* et pour dire ma tristesse d'apprendre cette douloureuse nouvelle. M. LaVergne était d'une jovialité exceptionnelle, d'une loyauté parfaite et d'un attachement rare à sa famille; j'entends sa femme et ses enfants, dont il ne parlait jamais qu'avec émotion. J'offre mes plus vives condoléances à Mme LaVergne et aux enfants si cruellement éprouvés. Je prie également les membres de la Galerie de la presse de recevoir l'expression de mes condoléances.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)<sup>1</sup>** se joint à ses collègues pour offrir à la famille des disparus ses condoléances. Nous perdons non seulement

un excellent journaliste, dit-il mais aussi un homme d'œuvres dans la paroisse Saint-François Solano.

## Questions de privilège:

## Radio-Canada

**M. Choquette (Montmagny)** soulève une question de privilège. La Chambre, dit-il, devrait être informée officiellement de la décision des gouverneurs de Radio-Canada...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une question de privilège. Il n'y a rien d'intéressant dans le fait que les gouverneurs ont rendu une justice tardive à nos compatriotes de l'Ouest canadien.

**M. Choquette (Montmagny):** Je voulais seulement féliciter les gouverneurs de Radio-Canada, mais, puisque le premier ministre ne veut pas, je reprends mon siège.

## Subsides:

Budget des dépenses  
1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)<sup>2</sup>:** Sous l'administration libérale, 50 ingénieurs ont quitté

l'emploi du ministère certains d'entre eux ont été embauchés par la ville de Montréal, à cause des salaires de famine qu'on leur donnait. Nous avons fait une reclassification complète de tout notre personnel, surtout du personnel technique. Et nous avons maintenant des échelles de salaires avec augmentations statutaires, selon les années de service.

Il cite le cas d'un ingénieur civil qui gagnait \$1,500 sous l'ancienne administration et qui reçoit aujourd'hui \$3,500. De sorte, dit-il, que les salaires des ingénieurs ont été presque doublés, et chaque année, c'est automatique, il y a augmentation de \$140 par année jusqu'à concurrence de \$4,500. Plusieurs ingénieurs qui recevaient \$1,800 sous l'ancien gouvernement ont aujourd'hui des salaires variant entre \$3,000 et \$4,500.

**M. Dansereau (Argenteuil)**<sup>3</sup>: Ces révélations ne font que démontrer l'efficacité de la Commission du service civil établie par notre régime, par le chef de l'opposition d'aujourd'hui. En dépit des augmentations données depuis trois ans, les salaires payés sont encore inférieurs aux services rendus par les employés de la voirie. Il s'était, dit-il, parfaitement rendu compte du niveau trop bas des salaires et il avait accordé des augmentations qui ont été annulées ensuite par le gouvernement actuel.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Il s'agissait d'augmentations symboliques à la veille des élections, sans provisions correspondantes dans le budget.

**M. Dansereau (Argenteuil)**: La difficulté aurait pu être surmontée à l'aide d'un mandat spécial, comme ceci a été le cas pour payer les coûts du pont de Sainte-Rose.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Les mandats spéciaux sont utilisés pour les dépenses imprévues et les augmentations de salaires n'entrent pas dans cette catégorie.

**M. Dansereau (Argenteuil)**: Au ministère de la Voirie, lorsque j'étais ministre, la Commission du service civil, avait commencé une reclassification...

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Le député d'Argenteuil parle toujours de reclassification sous son ancienne administration, mais en réalité, absolument rien n'a été fait.

**M. Dansereau (Argenteuil)**: De quelle façon la reclassification a-elle été faite?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Nous avons formé un comité qui a collaboré avec la Commission du service civil et, l'an dernier, nous en sommes arrivés à une classification définitive<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Depuis trois ans, les augmentations se sont chiffrées à \$279,764 par année. En 1945, elles furent de \$59,000, de \$77,000 en 1946 et de \$141,221 en 1947.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** veut connaître le minimum des salaires masculins.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**: La moyenne dans le service civil est de \$1,800.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: À la Voirie, cette moyenne est de \$2,400.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)**: Est-il vrai qu'il y a encore des salaires de \$1,000 dans votre ministère?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Mon ministère a encore des anomalies à corriger et il y a encore des salaires trop bas, mais, dit-il, il travaille à remédier le plus vite possible à la situation.

**M. Dansereau (Argenteuil)** pose une question au sujet des augmentations des ingénieurs divisionnaires.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Je n'interviens jamais. Les ingénieurs divisionnaires recevront l'augmentation automatique, prévue par les règlements, à moins qu'un rapport défavorable ne soit fait contre eux par leur chef.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny):** Combien a été dépensé sur le montant de \$16,000,000 adopté en 1945?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député fait erreur. Il ne s'agit pas de \$16,000,000 mais de \$30,000,000. Sur ce montant, nous avons dépensé \$20,000,000 à date.

**M. Choquette (Montmagny):** Je sais bien que la province a dépensé beaucoup, mais ce qu'il importe de savoir, c'est si, avec une pareille dépense, on a obtenu du rendement. Dans mon comté, il n'y en a pas eu. Est-ce qu'on fait encore des travaux de voirie à 50 %?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Oui.

**M. Choquette (Montmagny):** Un ancien maire de Sainte-Lucie de Montmagny m'écrit que l'on a fait là des travaux sur une longueur de trois-quarts de mille. La route est impassable parce que l'on a jeté de la grosse roche.

Il lit la lettre dans laquelle il est dit que l'entretien de la voirie est "une vraie honte, un vrai "gaspil" d'argent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement ne s'est jamais occupé de la couleur politique du député du comté pour faire des travaux.

**M. Choquette (Montmagny)** se plaint que les comtés représentés par les libéraux soient négligés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** nie ce fait, dit-il. Les comtés sont tous traités de la manière égale, même ceux des députés détestables.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député nous a-t-il demandé des travaux?

**M. Choquette (Montmagny):** Non et si j'en avais demandé, c'aurait été une raison de plus pour les refuser.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député n'a pas le droit de dire cela. Nous avons fait des travaux de voirie dans tous les comtés représentés ici par les oppositionnistes. Il aurait dû demander des travaux.

**M. Choquette (Montmagny):** Je ne crois pas que ce soient les députés qui doivent diriger le ministre dans l'exécution de ses fonctions et l'accomplissement de ses devoirs. Sur les \$30,000,000, combien ont été dépensés dans Montmagny?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le personnel de la voirie est exactement le même que sous l'administration libérale et le travail est exécuté à la satisfaction de tous ceux qui ne sont pas essentiellement des fanatiques libéraux. Dans Montmagny, on a dépensé \$104,000 en 1945-1946, \$97,153 en 1946-1947 et \$108,007 en 1947-1948.

**M. Choquette (Montmagny):** Si c'est vrai, cet argent a été gaspillé comme on fait partout ailleurs. Et si le personnel de la voirie n'a pas changé, le gouvernement et le ministre ont changé. Les sommes qu'il mentionne, nous n'en avons jamais vu le rendement. Rien ne paraît de ces travaux.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Cela s'explique, car le député reste à Québec et ne voit pas son comté.

**M. Choquette (Montmagny):** Je suis peut-être plus proche que lui de mes électeurs, car le ministre passe son temps à voyager.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges)** déclare au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) qu'il a demandé des travaux dans son comté. On n'a même pas répondu à mes lettres, affirme-t-il.

**M. Lemieux (Beauharnois):** Nous avions de très mauvaises routes dans mon comté. Des travaux de réfection ont été entrepris et j'en remercie le gouvernement. J'espère que ces travaux continueront.

Il parle particulièrement de la route Montréal-Valleyfield. Une route dangereuse, dit-il, et il

demande que l'on remédie à cette situation aussitôt que cela sera humainement possible.

**M. Bergeron (Stanstead) et M. Samson (Québec-Ouest)** parlent des besoins respectifs de leurs comtés.

**M. Samson (Québec-Ouest)** réclame le parachèvement de la voie Sir-Wilfrid-Laurier entre Sillery et le pont de Québec. L'an passé, dit-il, j'avais prié le premier ministre d'être le parrain de ces travaux dans mon comté, mais rien n'a été fait à date. Je demande au premier ministre et au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) de faire ces travaux qui sont dans l'intérêt de la ville de Québec. La Vieille Capitale se développe en direction de l'ouest et ces travaux sont nécessaires. L'Assemblée législative, fait-il remarquer en terminant, siège dans le plus beau comté de la province, le comté de Québec-Ouest qu'il représente.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Ce travail est intimement lié au projet d'élargissement de la voie carrossable du pont de Québec.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** En 1938, j'ai demandé que le gouvernement s'unisse au fédéral et à la cité de Montréal pour assurer des travaux de voirie dans la métropole. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Côté), qui n'était pas dans la politique provinciale mais siégeait au conseil municipal de Montréal, disait alors que la métropole était la vache à lait de la province. La ville de Montréal paie à la province au moins 75 % des taxes.

Le ministre de Saint-Henri (l'honorable M. Delisle), la mascotte du premier ministre, était échevin lui aussi et nous réclamions tous l'aide de la province. Je reviens à la charge aujourd'hui. Je demande au gouvernement de faire lui-même l'élargissement de la rue Sherbrooke à Montréal parce que cette rue, comme le boulevard Pie-IX devrait être considérée comme une voie d'importance provinciale. J'invite mes collègues de Saint-Jacques (l'honorable M. Côté) et Saint-Henri (l'honorable M. Delisle) à se rallier à l'opposition pour demander au gouvernement d'être juste pour Montréal. Montréal paye les trois-quarts des taxes provinciales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas exact. À Trois-Rivières, nous avons les plus grosses pulperies au monde. Et ces compagnies ont leur bureau-chef à Montréal, de sorte que Montréal retire des taxes pour du travail qui est fait à

Trois-Rivières. Montréal fait sa part, pas plus. Pas un gouvernement n'a fait autant pour Montréal et les municipalités avoisinantes que le gouvernement de l'Union nationale.

Le pont Charlemagne, qui ne répondait plus du tout aux besoins de la circulation a été remplacé par un pont large, spacieux qui a assuré le décongestionnement de la circulation et fait l'admiration des étrangers. Avant 1939, le gouvernement de l'Union nationale a dépensé au moins \$10,000,000 de dollars pour la construction de ponts (Charlemagne et boulevard Pie-IX) etc., et le gouvernement provincial a également aménagé à ses frais le rond-point qui facilite l'entrée dans Montréal. La rue Sherbrooke a été pavée jusqu'au Broadway. Bref le gouvernement provincial a fait pour des millions et des millions de travaux pour améliorer les conditions de la circulation sur l'île de Montréal avec des ponts et des routes.

Il est inexact de dire que Montréal paie 75 % des taxes. Je n'ai qu'à citer l'exemple de Trois-Rivières où existent le plus grand moulin de papier au monde, la Canadian International Paper, le plus gros moulin de papier Kraft, la Consolidated Paper (Wayagamack), la Wabasso Cotton, la Canada Iron Foundries. La plupart de ces grandes usines ont leurs bureaux-chefs à Montréal et elles paient des taxes à la province de leurs bureaux-chefs de Montréal, mais cet argent, c'est à Trois-Rivières qu'elles le font. Montréal paie beaucoup de taxes, mais elle ne paie en somme que sa juste part.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)** ne partage pas l'avis du premier ministre. L'expropriation du terrain qui a servi de site au rond-point, dit-il, a été payée par la ville de Montréal et les travaux de la rue Sherbrooke ont été payés pour la moitié par le gouvernement fédéral.

On demande depuis plusieurs années la réfection du boulevard Pie-IX, sera-ce fait cette année?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** annonce qu'aussitôt la session terminée, il rencontrera les membres de la Commission métropolitaine de Montréal afin de discuter avec eux le projet de réfection du boulevard Pie-IX. Je crois en venir à une entente avec elle.

Bien que ces travaux ne relèvent pas de mon ministère, j'étais prêt l'an dernier à entreprendre cette réfection; nous avons offert de faire le pavage à nos frais. La Commission métropolitaine est venue me voir et a demandé non seulement le pavage, mais en même temps les égouts; elle a également suggéré

la canalisation et le drainage des lots avoisinants cette artère, ce qui n'était pas possible dans les circonstances. C'était vraiment trop. Les travaux se sont trouvés retardés. Mais les négociations reprendront ce printemps. Le ministère de la Voirie est prêt à exécuter le projet proposé l'an dernier.

**M. Dansereau (Argenteuil):** La province a dépensé \$44,000,000 l'année dernière pour des travaux de voirie dans la province. Quels sont ces travaux? Bien peu de travaux se font dans l'ouest de la province. Je ne vois rien d'extraordinaire non plus dans les autres comtés ruraux. La route de la Gaspésie qui devait être terminée n'a pas encore bénéficié de ces travaux. Nous finissons par arriver à une région de la province qui avait certes droit à sa part de travaux, mais pas au point de priver les autres régions. La route de Chicoutimi a déjà absorbé quelque \$12,000,000 et elle est loin d'être terminée. Il faudra dépenser encore de \$3,000,000 à \$4,000,000 pour la parachever. Je crois que la distribution d'un budget aussi élevé est mal faite.

On était tellement pressé de faire les travaux qu'on n'a même pas trouvé dans la province des contracteurs qui avaient la machinerie suffisante pour les entreprendre. Il a fallu chercher des contracteurs en dehors de la province. Je crois qu'on aurait dû plutôt retarder ces gros travaux, les échelonner sur plusieurs années, pour ne pas priver d'autres comtés dont les besoins sont aussi urgents.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Honnêtement, le député ne niera pas que la route de Chicoutimi était nécessaire.

**M. Dansereau (Argenteuil):** C'était peut-être nécessaire, mais on a réparti les travaux sur un temps trop court, de sorte qu'il ne reste pas suffisamment d'argent pour les besoins des autres comtés.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député n'est pas juste en disant que les autres régions de la province ont été oubliées ou privées. Au cours de l'année 1944, nous avons fait des revêtements en asphalte ou en béton sur une longueur de 471 milles. Nous avons construit 233 milles de nouvelles grandes routes et 1,133<sup>5</sup> milles de nouvelle voirie rurale. Nous avons pavé 314<sup>6</sup> villages, effectué le rechargement de 1,078 milles de chemins. On ne peut tout de même pas dire que nous avons fait tout cela sur la route de Chicoutimi.

Sur la route de la Gaspésie, une somme de \$4,936,000 a été dépensée depuis 1944 et, à la fin de

l'été, tout le côté nord, jusqu'à Saint-Joachim de Tourelles, toute la vallée de la Matapédia et tout le côté sud, de la péninsule jusqu'à Gaspé, auront été pavés au complet. Depuis 1945, le ministère a de plus dépensé environ \$2,000,000 pour la route Grand'Mère-La Tuque. Aux Îles-de-la-Madeleine, on est en voie de construire des jetées et des ponts pour relier les îles entre elles. On va paver cette année la route La-Malbaie-Baie-Saint-Paul et préparer la section Baie-Saint-Paul-Saint-Tite pour être pavée l'an prochain. Voilà qui prouve que nous avons fait des travaux considérables dans toutes les régions de la province, et même au Témiscamingue, il n'y avait pas un pouce de pavage.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Avec une dépense de \$96,000,000 en trois ans pour la voirie, il faut tout de même s'attendre à quelques travaux. Il réclame l'amélioration des routes Montréal-Hull et Montréal-Ottawa. Les travaux sur la route no 8 entre Montréal et Hull ne vont pas assez vite.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** À la route 8, le gouvernement a dépensé \$1,848,145.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Le contrat que j'avais donné pour la route Lachute-Saint-Jérôme a été annulé par le gouvernement actuel, désapprouvant pour ainsi dire les intérêts des comtés des Deux-Montagnes et d'Argenteuil.

Pour la route Montréal-Ottawa, du côté sud, il accuse, dit-il, le gouvernement de négligence coupable pour la seule raison que le député est un libéral.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La route 17 doit être d'abord drainée, ce que le gouvernement a commencé l'an dernier et cette année à faire.

**M. Dansereau (Argenteuil):** (Plus loin dans la discussion) La route d'Ottawa et la route de Toronto sont totalement différentes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On peut prendre deux routes dans cette section, en bifurquant à Dorval.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre, lui, file directement vers Toronto.

L'étude de la résolution est suspendue.  
**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 24 mars 1948

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Anniversaire de l'honorable M. Paul Sauvé

(Au début de la séance, on apporte une superbe corbeille de roses rouges sur le pupitre de l'honorable Paul Sauvé, ministre du Bien-être social de la Jeunesse, pour souligner son 41<sup>e</sup> anniversaire de naissance.)

**Les députés** applaudissent lorsque l'honorable M. Sauvé entre en Chambre

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** présente les félicitations et les vœux de longue vie de la part de tous les députés ministériels. Après une allusion ironique à la couleur "passagère" des roses, il souligne les brillantes qualités du ministre de la Jeunesse et parle de ses immenses talents ancrés dans une précieuse tradition familiale.

Il fut, rappelle-t-il, le parrain politique du premier titulaire du ministère de la Jeunesse et le député de Deux-Montagnes (l'honorable M. Sauvé)

fut élu à un âge où des gens de talent n'ont pas encore pensé à brigner les suffrages des électeurs. Ensemble, lui et moi-même, nous avons connu quelques épreuves temporaires et quelques victoires.

Le ministre, ajoute-t-il, a été richement doué par la Providence, il a bénéficié d'une tradition familiale précieuse et il possède, sur la vie politique, des notions de toute première valeur.

L'Assemblée législative est reconnaissante au comté des Deux-Montagnes de lui avoir donné, en l'espace de 25 ans, environ, deux des membres les plus distingués qu'elle n'ait jamais vus, feu le sénateur Arthur Sauvé, père du jubilaire, et le ministre actuel de la Jeunesse.

Il associe donc à cet hommage le père et la mère du brigadier Sauvé ainsi que les fidèles électeurs du comté de Deux-Montagnes qui, dit-il, s'unissent sans doute à moi pour souhaiter à notre collègue une carrière encore brillante.

**M. Godbout (L'Islet)** se joint au premier ministre et souhaite à son tour à l'honorable ministre du Bien-être social et de la Jeunesse une longue vie et une carrière fructueuse pour donner à la province le rendement de tous ses talents. Les parents du ministre doivent suivre la carrière de leur fils avec orgueil. Il adresse aussi des compliments à Mme Sauvé. Ce n'est pas une mince besogne que d'être l'épouse d'un homme politique, dit-il. C'est autant une épreuve qu'un honneur. Je souhaite au ministre de la Jeunesse une vie familiale et personnelle heureuse et prospère. Je lui souhaite aussi d'exercer, de l'un ou l'autre côté de la Chambre, une influence heureuse sur l'avenir de la province.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** remercie de leur geste gracieux ses collègues du cabinet qui lui ont envoyé des fleurs. Il remercie aussi toute la Chambre de son témoignage unanime d'amitié, et en particulier le premier ministre, à qui il doit, dit-il, les directives qui ont orienté sa carrière politique, à ses débuts. Il remercie également le chef de l'opposition qui a rappelé le souvenir de sa famille. Il évoque le souvenir de son père et de sa mère et exprime à nouveau ses sentiments de gratitude à tous les membres de la Chambre pour l'unanimité de cette manifestation.

#### Aide à l'habitation

**M. Laurendeau (Montréal-Laurier):** Le premier ministre pourrait-il me dire quand on pourra

commencer à mettre en application les lois d'aide à l'habitation?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons l'intention d'appliquer ces lois le plus tôt possible. On comprendra toutefois qu'il est impossible de les mettre à exécution pendant la session et que ce n'est pas nous qui retardons la fin des travaux sessionnels; la session dure et les libéraux pérorent. Mais nous avons pensé qu'il nous faudra probablement ouvrir un bureau spécial à Montréal, où le problème du logement est le plus aigu, et augmenter le personnel de l'Office du crédit agricole, qui verra à administrer la principale de ces lois. Le bureau sera l'organisme supérieur autorisé à déterminer la nature et les opérations des prêts à être consentis selon les lois de l'habitation votées à cette session. Les organismes de prêts seront la fédération des caisses populaires (les banques de crédit) et ces organismes privés de prêts seront disposés à consentir des emprunts pour la construction de nouvelles maisons. Nous avons aussi l'intention de publier une brochure qui donnera le sommaire de cette loi, avec des applications et des directives.

**Subsides:**

**Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de (M. Tellier (Montcalm))

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour couvrir la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Roberge (Lotbinière)** soulève la question de l'entretien des routes en hiver. Le budget de la Voirie, dit-il, a augmenté considérablement, mais on n'augmente pas en proportion l'aide que le

gouvernement donne aux municipalités pour entretenir leurs routes en hiver.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Dans le budget de cette année, on prévoit une somme de \$1,200,000 pour cet entretien, comparativement à \$700,000 l'an dernier.

**M. Roberge (Lotbinière):** Je soumets que l'aide apportée par le gouvernement à l'entretien des chemins d'hiver n'est pas en proportion du budget total de la Voirie. En 1929, il n'y avait alors que 60 milles de chemins entretenus à Montréal et 23 milles à Québec. En 1931, le nombre de milles entretenus l'hiver était de 393; il augmentait à 3,376 milles en 1941 et à 8,000 en 1946, dont 1,700 milles par le gouvernement lui-même, 3,000<sup>7</sup> milles par les municipalités et diverses associations avec des subventions du gouvernement et environ 3,000 sans aucune aide du gouvernement. C'est dire que le gouvernement paye environ la moitié du coût de l'entretien des routes d'hiver. Personnellement et au nom du comté que je représente, je trouve que c'est insuffisant. On augmente cette année le budget de \$300,000, mais ça ne correspond pas aux revenus que perçoit le Trésor provincial de la taxe sur l'essence et de l'enregistrement des véhicules.

Il cite un rapport préparé par l'assistant-ingénieur en chef de la Voirie, M. J.-O. Martineau, disant que le gouvernement a dépensé, en 26 ans, sur les routes, la somme de \$374,000,000, recevant durant le même temps des taxes sur les autos et la gazoline une somme de \$307,000,000. Le gouvernement, dit-il, n'a donc pris ailleurs que quelques millions.

Si l'on fait la moyenne de ce que dépensent les camions et les autos, l'impôt sur l'essence représente environ 1 sou le mille. Or, le gouvernement ne consacre que 4 % de son budget à l'entretien des routes pendant 5 mois de l'année. Dans la région de Québec, on n'entretient que 9 % du réseau routier. Les échanges s'en trouvent paralysés et l'activité économique ralentie, surtout dans les campagnes.

Il faudrait entretenir au moins les routes régionales. Et comme les municipalités ne peuvent se charger de ce fardeau, c'est le gouvernement qui devrait l'assumer en entier. Les citoyens de la province payent des impôts pendant toute l'année et ils ont droit d'avoir des services pendant toute l'année. Les municipalités ne peuvent plus continuer à payer ces dépenses. Qu'on y consacre l'argent que l'on pourrait sauver sur les contrats donnés sans soumissions dans la province. En Ontario, on a

dépensé \$5,600,000 pour l'entretien des chemins d'hiver. Si on veut des routes d'hiver, on ne peut demander aux municipalités d'acheter l'équipement. C'est donc au gouvernement de s'en occuper.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Voici en effet une question très importante. L'entretien des chemins d'hiver date d'une douzaine d'années dans la province. Je n'ai aucune hésitation à dire que l'entretien des routes en hiver est devenu l'un des problèmes les plus aigus auquel nous ayons à faire face. Des associations, comme les Chambres de commerce, l'ont étudié très sérieusement. Mais je crois qu'on est parti sur des données inexactes. On prend pour acquis que les revenus des licences et de la taxe sur la gasoline compensent pour les dépenses de voirie. Ce n'est pas exact. De 1925 à 1948, le gouvernement a dépensé pour la construction des routes \$475,982,092.58. Il n'a perçu en taxe sur la gasoline et en licences que \$323,981,629.37.

**M. Roberge (Lotbinière):** Licence et taxe de l'essence?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Oui. Il reste donc une différence de \$152,000,263.21. On prétend d'autre part qu'il n'en coûterait que \$2,500,000 à \$3,000,000 pour entretenir les routes pendant l'hiver. C'est ridicule. Nous demandons aujourd'hui pour l'entretien des routes \$12,590,000 dont \$1,200,000 pour l'entretien d'hiver. Il ne reste que \$11,000,000 pour huit mois. Et il faut tenir compte du fait que la grande majorité des routes ne s'est pas bâtie pour l'hiver. Elles ne sont pas faites pour supporter l'entretien d'hiver. Il faut transformer toutes les données du génie civil dans ce domaine. Sans doute la gelée ne fait-elle pas de dommages aux routes idéales. Mais où sont-elles, les routes idéales de la province?

**M. Roberge (Lotbinière):** Il y a la route de Chicoutimi.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** En effet, nous la construisons en vue de l'entretien d'hiver et c'est la raison pour laquelle elle coûte assez cher. Il y a aussi la route de Montréal-Mont-Laurier que nous avons faite assez solide pour l'entretien d'hiver. Mais dans la grande majorité des cas, les autres routes ne sont pas assez larges ni assez solides pour souffrir de déneigement sans subir des dommages considérables; elles sont mal drainées. L'an dernier, les dommages causés par le dégel nous ont coûté

\$3,000,000. Si le gouvernement se lançait dans l'entretien de toutes les routes régionales, durant l'hiver, il en coûterait de \$7,000,000 à \$8,000,000 par année.

Nous comprenons l'étendue de ce problème. Depuis un an, nous avons au département un comité qui étudie la question. On ne peut faire de comparaison avec l'Ontario, parce que, dans la province voisine, les grandes routes sont toutes pavées et que le climat n'est pas aussi rigoureux qu'ici. Ce sont autant de données dont il faut tenir compte dans l'étude de ce problème.

Quant aux contrats sans soumissions, je suis prêt à discuter la chose. Mon honorable ami de Lotbinière (M. Roberge) a eu une petite remarque désobligeante. Je l'attendais d'un autre. Elle eût été accompagnée d'une explosion peut-être. Je suis heureux qu'il l'ait faite. Le député de Lotbinière a dit que, si nous demandions des soumissions, nous pourrions contribuer davantage.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est ce que le premier ministre disait quand il était dans l'opposition. (Applaudissements)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Montmagny veut parler de cela. Je vais attendre. Je répondrai aux deux.

**M. Dumoulin (Montmorency)** déclare qu'il représente un comté qui reçoit probablement 90 % des touristes qui viennent dans la province. Il y a, dit-il, l'Île d'Orléans et ses attraits, les chutes Montmorency, le sanctuaire de Sainte-Anne de Beaupré. Toutes ces belles choses doivent être reliées par des routes convenables.

Le ministre de la Voirie a droit à une certaine part de justice pour les travaux exécutés dans le comté de Montmorency, mais l'administration libérale a droit de son côté à son crédit, dans ce domaine, pour ce qu'elle a fait dans le passé. Nous avons pavé la route dans les villages de Boischatel et de l'Ange-Gardien. À Saint-Tite-des-Caps, par exemple, l'Union nationale n'a fait que continuer ce que les libéraux avaient commencé. Par contre, le boulevard Sainte-Anne n'a pas reçu la portion de travaux à laquelle ce chemin avait droit. Il plaide, dit-il, en faveur de la complétion rapide du boulevard Sainte-Anne, commencé par les libéraux qui ont dépensé là, de 1941 à 1945, une somme totale de \$1,153,000.

Les travaux ont été suspendus après l'élection d'août 1944 et repris qu'un an et demi plus tard, parce que le gouvernement Duplessis cherchait un entrepreneur de ses amis. Les travaux exécutés à l'Île



d'Orléans sont appréciables, mais ce n'est en somme que la rançon de l'incurie du gouvernement, de 1944 à 1947; il n'y a pas eu de travaux pour la peine. Une preuve de l'incurie du gouvernement, c'est que le pavage fait l'automne dernier a déjà besoin de réparations cette année. Cette route est presque devenue dangereuse et presque impassable.

Avec un budget qui est en réalité de \$178,000,000 en tout et partout, le gouvernement actuel n'a pas fait mieux ni plus que le gouvernement libéral avec un budget trois fois moindre. Pour la voirie, nous avons de \$15,000,000 à \$18,000,000, tandis que le ministre, l'an dernier, a dépensé \$44,000,000.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** fait un exposé de la situation des chemins d'hiver dans la province. Le ministère de la Voirie devrait prendre en principe, dit-il, l'entretien des chemins d'hiver à sa charge et le gouvernement devrait inclure dans son budget plusieurs millions additionnels.

Si on dépensait \$3,000,000 à \$4,000,000 au lieu de \$1,000,000 seulement, ce ne serait pas une dépense au sens véritable du mot, parce que l'on retirerait plus en taxe sur l'essence et que l'on développerait une activité économique telle, dont la valeur peut s'estimer à \$50,000,000 au moins. D'après une enquête de l'École des sciences sociales, toute la face économique de la province serait changée et la province en bénéficierait grandement.

La taxe sur la gasoline durant les cinq mois d'hiver rapporterait au gouvernement une somme suffisante pour entretenir les chemins. Le coût d'entretien serait réduit de moitié si nous avions une politique générale, un bon équipement. À mon point de vue, l'entreprise privée ne peut se charger de l'entretien des chemins d'hiver avec succès sans le concours du gouvernement. On ne peut demander à des particuliers d'acheter de coûteuses machines pour un contrat d'un an. Je regrette que le ministre n'ait pas mis dans son budget la somme nécessaire pour cet entretien en hiver. L'hiver prochain, nous serons au pouvoir et il n'y aura pas d'argent voté.

Comme l'a recommandé la Fédération des chambres de commerce, le ministère de la Voirie devrait contrôler, diriger et surveiller l'entretien des routes d'hiver, comme il le fait pour l'entretien d'été, en se servant du même personnel et du même outillage. En Ontario, c'est le gouvernement qui entretient les chemins d'hiver.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est pas si facile que ça. L'honorable député ne devrait pas retarder l'étude des crédits.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le problème en vaut la peine. Si le premier ministre ne pense pas comme moi, il a perdu le sens des valeurs.

(Applaudissements à gauche)

En dépit de la demande générale, deux ministres se sont prononcés contre une chose nécessaire et qui ferait tant de bien au point de vue économique.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Une route découverte en hiver gèle plus profondément, de sorte qu'à l'été elle nécessite des réparations plus considérables. Nous prévoyons pouvoir dépenser \$1,200,000 pour l'entretien des routes en hiver, mais, en fait, nous dépensons beaucoup plus que cela si l'on compte les dépenses faites pour la réparation nécessitée par l'entretien en hiver.

**M. Bergeron (Stanstead)** demande au gouvernement si la contribution de 50-50 pour les chemins de gravier existe toujours avec les municipalités.

**Un député ministériel** lui répond par l'affirmative.

**M. Chaloult (Québec-Comté):** On me permettra de faire de la publicité pour mon parti! Des députés libéraux prétendent avoir été oubliés. Tel n'est pas le cas pour le député indépendant du comté de Québec. J'ai inscrit des questions au *Feuilleton* et j'ai obtenu des chiffres officiels. En quatre ans, avec un député indépendant, le comté de Québec a obtenu 2, 3 et 5 fois plus d'octrois que pendant 5 ans avec un député libéral. Cela n'est pas si mal! Au risque de faire de l'électoratisme, pour une fois, il importe que mes électeurs en soient avertis. Et je les félicite de la confiance qu'ils ont accordée à un député indépendant.

Même quand on a été bien traité, on a toujours quelque chose à demander. J'attire l'attention du ministre sur la route Charlesbourg-Loretteville, dont les travaux ne progressent pas rapidement. Si cette route était terminée, cela faciliterait ma réélection.

**M. Choquette (Montmagny)** félicite son collègue du comté de Québec (M. Chaloult) d'avoir été traité si libéralement. Tous ceux qui ne sont pas ministériels ne peuvent malheureusement en dire autant, car ça n'a pas été le cas pour les députés oppositionnistes. C'est peut-être, ajoute-t-il, que le gouvernement avait une arrière-pensée.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** cite des chiffres pour démontrer que, sous l'Union nationale, il s'est fait des travaux dans Montmagny pour des montants plus considérables que sous l'administration libérale.

**M. Choquette (Montmagny)**: Je conteste l'exactitude de ces chiffres. Et s'ils étaient exacts, ils prouveraient qu'avec deux fois plus d'argent, l'Union nationale ne donne que la moitié du rendement que donnait le Parti libéral. J'invite le ministre à venir voir l'état lamentable des chemins dans le haut de Montmagny. J'ai maintenant plusieurs questions à poser au ministre, dans le but d'établir certains faits. J'espère que je pourrai les poser sans qu'on entende des cris d'animaux coutumiers de l'autre côté de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Je demande que le député soit forcé de retirer ça.

**M. Choquette (Montmagny)**: Je retire "animaux" et je maintiens les cris. Il va d'abord, dit-il, établir les faits et il les commentera plus tard. Première question. Avant que les contrats ne soient donnés, des estimés ont-ils été faits sur le coût de la route de Chicoutimi? Des estimés préliminaires, j'entends.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Oui.

**M. Choquette (Montmagny)**: Quel en est le montant?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: La réponse est dans le *Feuilleton*?

**M. Dumoulin (Montmorency)**: Cela vous fait mal de répéter.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: À quoi sert de donner des chiffres au député s'il les conteste? Ceux que je lui ai donnés tantôt étaient des chiffres officiels. Ils prouvent que, malgré que le député soit personnellement peu sympathique, son comté a plus obtenu sous notre régime que sous le régime libéral. Quant aux estimés dont il parle, il y a eu une interpellation de faite à ce sujet et les chiffres sont dans les procès-verbaux.

**M. Choquette (Montmagny)**: Ce ne sont pas les chiffres que je veux avoir. J'ai le droit d'avoir des renseignements complets et j'exige qu'on me les donne. Je demande au président du comité d'intervenir.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Le député de Montmagny pourrait prendre un autre ton. Je vois venir le député. Il se conduit comme s'il était devant une cour criminelle.

**M. Choquette (Montmagny)**: Nous avons affaire à des criminels.

**Des députés ministériels**: Retirez vos paroles, retirez vos paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Que le député retire ça.

**M. Choquette (Montmagny)**: Oui, oui, c'est du badinage. Je le retire.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Je suis prêt à répondre franchement et honnêtement à toute question polie et légitime.

**M. Choquette (Montmagny)**: Quel est le montant des estimés qui ont été faits pour la route de Chicoutimi?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Vous trouverez cela dans le *Feuilleton*.

**M. Choquette (Montmagny)**: Pourquoi le ministre hésite-t-il à répondre? Je veux établir une série de faits. Dans la réponse dont parle le ministre, il n'y a d'estimés que pour les travaux qui restent à faire. Je veux les estimés pour tous les travaux, avant que les contrats ne soient donnés.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Le député peut additionner ces estimés aux dépenses faites et il aura ce qu'il veut avoir.

**M. Choquette (Montmagny)**: Non, pas du tout. Cela ne marche pas. Le ministre n'a pourtant rien à cacher. Quels étaient les estimés originaux?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)**: Les estimés préliminaires de la route de Chicoutimi, faits de bonne foi par les ingénieurs du département, étaient de \$6,000,000 et quelques centaines de mille dollars. Par la suite, pour les contrats ils ont établi d'autres estimés plus rigoureux pour les deux sections de la route et l'addition donne un chiffre de \$13,000,000 environ.

**M. Choquette (Montmagny)**: Pourtant, le ministre n'a-t-il pas dit l'an dernier que le coût total devait être de \$6,000,000?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'était le montant des estimés préliminaires, faits avant que les relevés ne soient complets. Il s'agit d'une route en montagne. On ne pouvait à ce moment-là prévoir le coût exact. Je n'ai jamais dit que la route coûterait cette somme-là.

**M. Choquette (Montmagny):** D'après le ministre, les estimés préliminaires étaient de \$6,000,000. Pour bien établir les faits, quelle est la longueur des deux sections de la route?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est environ 102 milles, soit 20 milles de moins que l'ancien chemin.

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre veut-il nous dire à qui les contrats ont été donnés?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Voyez les *Procès-verbaux*.

**M. Choquette (Montmagny)** (Consultant les *Procès-verbaux* de la Chambre) Par les réponses consignées aux procès-verbaux, la route comprend deux sections. La première, des Côteaux au Grand lac Jacques-Cartier, a 48.26 milles. Le contrat a été donné à la Cartier Construction. La seconde, du Grand lac Jacques-Cartier à Laterrière, a 53 milles. Le contrat est donné à la Champlain Construction.

Qui est président de la Cartier Construction?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** M. McNamara.

**M. Choquette (Montmagny):** Où demeure-t-il?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Personnellement, je ne le sais pas. Ce que je sais, c'est que le bureau-chef de la compagnie est à Montréal.

**M. Choquette (Montmagny):** La Cartier Construction qui fait affaire en Ontario n'est-elle pas la même compagnie qui s'appelle Cartier Construction dans la province de Québec?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je l'ignore.

**M. Choquette (Montmagny):** Qui est président de la Champlain Construction?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** M. James Franceschini.

**M. Choquette (Montmagny):** Où demeure-t-il?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je sais qu'il a une résidence au Mont-Tremblant, dans Québec.

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre ignore où est son domicile régulier. Il ignore que ces deux hommes demeurent dans la province d'Ontario. MM. McNamara et Franceschini ne sont-ils pas deux entrepreneurs de l'Ontario?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je sais qu'il y a des entrepreneurs du Québec qui font affaire en Ontario et au Nouveau-Brunswick. M. O'Connell en est un. Il n'y a pas de mal à cela. Le pays n'est pas divisé en compartiments étanches.

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre admet alors que les deux hommes demeurent dans la province voisine?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'ai rien admis de cela.

**M. Choquette (Montmagny):** Alors, pourquoi défendez-vous la politique des contrats donnés à des étrangers?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** proteste de nouveau contre le ton de l'interrogatoire. Le député de Montmagny est mon confrère au Barreau, dit-il, et il devrait me traiter comme tel. Je suis avocat comme lui. Il a été bâtonnier de Québec, j'ai été bâtonnier du Saguenay et je crois qu'il m'en veut de l'avoir battu comme bâtonnier général de la province.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est faux. Les paroles du ministre m'étonnent. Il n'a pas pu me battre parce que je ne me suis pas présenté au bâtonnat contre le ministre de la Voirie. Je n'ai même pas été candidat.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comme procureur général, je suis délégué au Conseil du Barreau et j'ai droit de vote aux élections. Le député de Montmagny a fait faire des démarches, qui n'ont pas réussi, pour être élu bâtonnier général. Et il a lui-même voté pour M. John Hackett, candidat de M. Bracken, pour ne pas voter pour M. Talbot.  
(Mouvements à gauche)

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre de la Voirie est allé à la bonne école. Le premier

ministre affirme que j'ai voté pour M. Hackett. Comment peut-il le dire? Le vote est secret aux élections du Barreau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'affirme que le député de Montmagny a voté pour M. Hackett. J'étais à côté de lui et j'ai vu son vote.

**Une voix:** Senteux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit au député: "Comment, vous votez pour le candidat de Bracken?"

**M. Choquette (Montmagny):** C'est faux! Nous avons bien là l'image de l'Union nationale. Le premier ministre invente toute cette histoire. Je n'ai jamais été candidat au bâtonnat. Tel maître, tel élève.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'affirme de nouveau que le député a voté pour Hackett. J'affirme que vous avez été candidat tant et aussi longtemps que vous avez cru que vous aviez des chances. Personne ne voulait de vous, sauf deux ou trois avocats.

**M. Choquette (Montmagny):** On m'a demandé d'être candidat et j'ai refusé. La lutte s'est faite entre deux bleus, et le ministre de la Voirie l'a échappée belle. Ce que dit le premier ministre, que j'étais candidat et qu'il a vu mon vote, sont deux faussetés. Je ne suis pas assez naïf pour aller voter sous ses yeux. Et même si le premier ministre avait vu mon vote, sachant que c'était secret et confidentiel, il vient de trahir le secret du vote. Je trouve disgracieux qu'un ancien bâtonnier général de la province en soit rendu à employer ces tactiques. Cette scène est disgracieuse et elle montre la nervosité du gouvernement au moment où nous lui demandons des comptes.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député a-t-il voté pour moi?

**M. Choquette (Montmagny):** On ne trahit pas les secrets du vote.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** On n'est pas dans une cour de justice et je n'endurerai pas des attitudes de matamore, de malappris.

**M. Choquette (Montmagny):** Il pose des questions polies sur des sujets d'intérêt public. L'autre soir, le langage du ministre n'était pas celui

d'un homme poli. Je ne veux pas établir autre chose que des faits. Je voudrais demander au ministre de quelle façon les contrats ont été adjugés à MM. Fracheschini et McNamara? Y a-t-il eu des contrats par soumissions publiques?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non.

**M. Choquette (Montmagny):** Par soumissions privées?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non.

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre est-il entré directement en contact avec les compagnies?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Voici comment nous procédons. Lorsqu'un travail est demandé par les députés ou les corps publics, les chefs du département sont d'abord consultés sur l'opportunité de faire tel ou tel travail. Le ministre n'agit que sur la recommandation signée de ses ingénieurs et de ses experts. Je prends moi-même la décision quand il s'agit d'un projet ordinaire, mais je consulte mes collègues du Conseil des ministres quand il s'agit de travaux d'une grande importance.

Des ingénieurs sont ensuite envoyés sur les lieux pour étudier le tracé. Quand un tracé est choisi, un autre groupe d'ingénieurs est envoyé pour faire des estimés préliminaires, avec les quantités approximatives et les prix approximatifs. Le ministre fait alors venir la liste des entrepreneurs et consulte les ingénieurs pour savoir quels sont les entrepreneurs qui sont en mesure, par leur solvabilité, leur outillage et leur compétence, d'exécuter les contrats. Sur ceux qui lui sont désignés comme remplissant ces conditions, le ministre en choisit un et demande aux ingénieurs de discuter des prix avec lui.

Si le premier n'accepte pas les prix des ingénieurs, on en choisit un second, puis un troisième s'il y a lieu. Lorsqu'il y a entente, un rapport est fait. Jamais le ministre n'est intervenu pour faire majorer des prix. Il est intervenu souvent pour les faire diminuer. Quand les rapports sont faits et signés, nous rédigeons un contrat.

Si nous nous trompons, le sous-ministre, l'ingénieur en chef, tous les experts qui ont participé aux négociations se trompent aussi. Je ne peux pas croire que ces gens-là, qui, pour la plupart, ont été nommés par l'ancien gouvernement, ce sont des canailles ou des incompetents. J'ai d'ailleurs eu assez de preuves de leur loyauté.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est une des explications du ministre aux reproches qu'on lui fait de ne pas accorder de contrats par soumissions publiques. Est-ce la politique qu'il entend continuer à l'avenir?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je ne répondrai pas à cette question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a 21 ans que je suis en cette Chambre et je n'ai jamais vu conduite aussi peu courtoise et aussi déplacée que celle que tient le député de Montmagny. Je n'ai jamais vu cela.

(Applaudissements à droite - mouvements à gauche)

On dirait que le ministre est un accusé devant un tribunal. Je prends personnellement la responsabilité des contrats accordés à MM. McNamara et Franceschini.

La région Lac-Saint-Jean-Chicoutimi réclamait depuis longtemps une route convenable. Elle a été ignorée pendant 40 ans par les libéraux. Cette région est très mal servie par le chemin de fer. Elle est d'une grande importance économique et est appelée à de grands développements. Le ministre, un honnête homme s'il en fut, m'a demandé si je consentirais à ce qu'on y construise une artère convenable, pour donner justice à cette région importante. J'ai dit oui et ça a été unanime parmi nos collègues. Cette route s'imposait.

Or, les ingénieurs de la voirie ont fait des suggestions et le gouvernement les a acceptées. On sait que la route de Chicoutimi passe à travers montagnes et forêts. Le tracé des experts réduit la distance de 25 milles entre Québec et Chicoutimi. Quand il s'est agi de choisir les contracteurs, étant donné la nature des lieux, il fallait jeter nos yeux sur des gens qui possédaient l'outillage et toute la machinerie nécessaire pour exécuter un travail aussi difficile. Il y avait un M. McNamara qui a eu des centaines de contrats des régimes libéraux, à Québec comme à Ottawa. Il y avait aussi M. Franceschini qui a obtenu également des centaines de contrats des régimes libéraux; M. Franceschini paye des taxes dans la province. Il y avait encore M. O'Connell et un autre dont je ne me souviens plus du nom.

J'ai considéré que M. O'Connell avait déjà eu sa large part. Nous avons décidé de donner une partie du travail à M. Franceschini et une autre à M. McNamara, deux Canadiens. C'était mieux que de donner cela à un contracteur de New York, comme cela s'est fait du temps de M. Perrault. Nous n'avons rien à regretter parce que nous donnons des contrats à des Canadiens.

Pendant l'exécution des contrats, on s'est rendu compte qu'en bien des cas les travaux étaient beaucoup plus difficiles à faire qu'on l'avait prévu. À certains endroits du parc, il y a de la glace et de la neige à l'année longue.

Des contracteurs ont brisé de la machinerie contre des obstacles inattendus. Les ingénieurs ont été consultés et tout a été fait suivant les recommandations des experts du département. Ce sont eux qui ont eu la surveillance des travaux.

Ces travaux sont maintenant avancés. Aujourd'hui, nous sommes en présence de personnes qui veulent protéger d'anciens amis des contracteurs d'autrefois, et servir des fins politiques, ils tentent de jeter du doute sur une des œuvres dont l'Union nationale est fière à juste titre, puisqu'elle donne des communications à une des régions les plus belles et les plus progressives de la province.

Tous les contrats ont été recommandés par nos ingénieurs et surveillés par eux. Les documents sont là. Que veut-on de plus? Les ingénieurs du gouvernement, nommés par l'ancien régime, ont recommandé les contrats ainsi que les prix et conditions des contrats. Y a-t-il un homme honnête qui peut dire qu'un gouvernement peut faire mieux que cela? Qu'est-ce qu'on veut de plus? Il n'y avait pas d'autre ligne de conduite à suivre.

**M. Choquette (Montmagny):** On verra ça.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On n'a pas peur.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Il y a la grosse caisse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que les députés de l'opposition voudraient avoir les chemins chez eux. C'est légitime. Mais les travaux que nous avons entrepris pour la région de Chicoutimi étaient urgents. Le ministre de la Voirie n'a fait que son devoir et a rendu justice à la province en contribuant à son développement.

Je défie n'importe quel député de porter une accusation de malhonnêteté, soit contre le ministre de la Voirie, soit contre celui qui parle. On n'en a pas le courage.

(Applaudissements à droite)

Qu'on cesse de procéder par insinuations. Qu'on parle franchement. Le député de Montmagny, je le vois venir, il se raidit sur sa chaise, ajuste ses lunettes, fait des gestes, prend des attitudes pour finir par dire: "Vous n'avez pas demandé de soumissions."

**M. Choquette (Montmagny):** C'est vrai.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Rien dans la loi ne nous obligeait à demander des soumissions. Il n'appartient pas à mon honorable ami, étant donné le parti dont il est membre, de parler de contrats sans soumissions. Des centaines et des centaines de contrats sans soumissions ont été donnés sous les régimes libéraux. Il est même arrivé qu'un contrat ait été donné au plus bas soumissionnaire et que le coût des travaux ait dépassé le montant de la plus haute soumission. En 1942, alors que le coût des matériaux et de la main-d'œuvre était beaucoup moins élevé, le gouvernement libéral a fait construire une route au coût de \$241,000 du mille.

Les travaux de la voie Sir-Wilfrid-Laurier ont coûté \$191,000 du mille. Et tout le monde admettra que leur exécution était beaucoup plus facile que sur la route de Chicoutimi. Dans le parc, il y a des difficultés de toutes sortes. On y rencontre de la glace même dans le mois d'août et la route de Chicoutimi coûte \$160,000 du mille.

En résumé, l'Union nationale veut rendre justice à toutes les parties de la province et réparer les injustices de l'ancien régime. Nous avons construit un chemin qui répond à un besoin urgent. Nous en sommes fiers et nous mettons qui que ce soit au défi de porter des accusations.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre vient de parler comme un homme nerveux. Le ministre de la Voirie répondait très bien à mon interrogation et le premier ministre a voulu m'interrompre. Il a tenté de m'entraîner sur un autre terrain. Il a usé de sa tactique de l'écran de fumée, que j'ai dénoncée plusieurs fois en cette Chambre, en accusant les anciens régimes d'avoir fait ceci ou cela, il y a 15 ans ou 20 ans. La plupart de ces accusations sont mal fondées, grossières, exagérées, dans le but de détourner l'attention du public sur les reproches que nous faisons au gouvernement.

Il ne craint pas, dit-il, de faire face aux reproches que le premier ministre fait au Parti libéral. J'ai ici des documents qui contredisent ce que le premier ministre affirme et pour prouver qu'il veut induire le peuple en erreur en rejetant sur les libéraux les exagérations et les extravagances de son propre gouvernement. Cette fois, j'ai pris mes précautions. Je soutiens que, sous le Parti libéral, la politique de demandes de soumissions publiques faisait la règle générale. Par exception on a pu accorder des contrats sans soumission pour quelques milliers de dollars, mais jamais des contrats de plusieurs millions de dollars.

Le premier ministre et le ministre de la Voirie tentent d'établir que la politique de demandes de soumissions publiques n'est de saine administration (sic), moi je dis que c'est une pratique ruineuse. En 1939, sous le régime de l'Union nationale, la Voirie avait accordé un contrat de \$357,000 pour la route no 11 entre Sainte-Adèle et Sainte-Agathe. Le gouvernement Godbout a fait modifier ce contrat et il a demandé des soumissions avec le résultat que le coût du contrat a été réduit de \$85,000, à \$272,000, sans aucune modification aux plans et devis. C'était encore M. McNamara qui exécutait ces travaux pour l'Union nationale.

C'est le premier ministre qui, avant 1936, prêchait qu'il fallait toujours demander des soumissions publiques. À la Baie-du-Fèvre, en 1936, il a affirmé qu'il économiserait \$2,000,000 par année avec des soumissions publiques. Pourquoi trahit-il ses promesses aujourd'hui? L'Ontario, la ville de Montréal, demandent des soumissions par la voie des journaux. La principale raison qu'il explique que les dépenses sont passées de \$24,000,000 à près de \$200,000,000 sous l'Union nationale, c'est l'octroi de contrats plantureux sans soumission à des entrepreneurs de Toronto. Il y a d'autres raisons: la multiplication des soumissions et la présence à la tête de l'administration de 21 ministres...

**Des voix à droite:** À l'ordre! À l'ordre!

**Le président** rappelle le député de Montmagny à l'ordre et lui demande de parler de Voirie exclusivement.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est une politique vicieuse que celle du gouvernement de Québec, une politique ruineuse qui explique les budgets énormes que nous avons depuis quatre ans. C'est pour cela que les dépenses ont augmenté de \$94,000,000 à \$200,000,000 par année depuis 1944. L'argent du public est gaspillé.

(Applaudissements à gauche)

Le plus gros contrat de Voirie accordé de 1940 à 1944 par les libéraux fut celui de J. O'Connell, au montant de \$669,000 pour une section de la route Montréal-New York. Il y eut demande de soumissions publiques dans les journaux.

De 1936 à 1939, l'Union nationale a accordé un contrat pour la route Sainte-Agathe-Saint-Jovite, au coût de \$86,000 du mille. Le contrat fut donné à Franceschini pour un montant de \$487,000. Les travaux ont coûté \$1,000,000, alors que les journalistes n'étaient payés que \$0.25 l'heure.

De 1940 à 1944, le gouvernement libéral a accordé un contrat pour la route Sainte-Adèle-Sainte-Agathe, au coût de \$43,000 du mille seulement.

Les chiffres cités par le premier ministre au sujet de la voie Sir-Wilfrid-Laurier sont inexacts. Le coût de l'entreprise était estimé à \$18,000,000. On a dépensé \$12,000,000. Il ne restait à dépenser que \$5,000,000 ou \$6,000,000 pour la compléter.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Questions et réponses:

**J.-A. Gosselin ltée,  
Drummondville**

**M. Dupré (Verchères):** À combien s'élève le montant total des achats effectués par les divers départements, offices, régies, commissions, etc., de l'administration provinciale, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1948, de la maison J.-A. Gosselin ltée, de Drummondville?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quant à la période du 1<sup>er</sup> septembre 1944 au 31 mars 1947, les renseignements demandés sont contenus dans les *Comptes publics de la province*, qui ont été distribués aux membres de l'Assemblée législative.

Du 1<sup>er</sup> avril 1947 au 1<sup>er</sup> février 1948: \$2,485.89.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 15, ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### Troisième séance du 24 mars 1948

Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 h 15.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1 Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny)** déclare qu'il va poursuivre son interrogatoire. Et il pose toute une série de questions sur les montants des divers contrats accordés pour la route de Chicoutimi à la Cartier Construction et à la Champlain Construction.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** cite les différents contrats accordés sans soumissions publiques, comme suit:

À Cartier construction:

25 septembre 1945: \$302,330;

29 juin 1946: \$2,499,297.50;

13 novembre 1946: \$84,593. 20

26 septembre 1947: \$2,048,402.00

18 mars 1948: \$994,686.40

Soit un total de \$5,918,412.13 sans soumissions publiques dans une seule section de la route.

L'autre section a été confiée à la Champlain Construction dont M. James Franceschini est le président. Des contrats ont été accordés comme suit:

4 octobre 1945: \$3,754,220.00...

Il déclare, dit-il, qu'il ne répondra plus. Le député de Montmagny a dans les mains des copies des contrats produits en Chambre par le gouvernement. Ce sont des contrats que j'ai moi-même produits et qui sont signés par moi. J'ai même produit des contrats que je n'étais nullement obligé de produire. Qu'est-ce que le député veut de plus?

**M. Choquette (Montmagny):** Nous avons droit de scruter les dépenses du gouvernement, et la province a droit de savoir combien l'Union nationale lui coûte. J'ai droit que le ministre corrobore les chiffres des contrats. Le ministre a bien répondu jusqu'ici: pourquoi refuse-t-il de répondre quand j'arrive aux gros montants? Est-ce que les chiffres que je cite sont exacts?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Oui, si cela peut nous éviter ce questionnaire enfantin.

**M. Choquette (Montmagny)** ne tolérera pas ces épithètes, dit-il. Les questions qu'il pose sont sérieuses, ajoute-t-il, parce qu'elles ont trait à des contrats sans soumission pour plus de \$3,000,000. Il requiert le président pour faire retirer le mot enfantin.

**Le président** refuse d'intervenir.

**M. Choquette (Montmagny):** Alors le ministre refuse de retirer ses paroles. Je laisse le public juge de décider qui est ridicule et enfantin.

Avez-vous donné un autre contrat sans soumission, en date du 26 octobre 1945, pour la somme de \$1,500,000, toujours à la Champlain Construction de M. Franceschini?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le contrat parle par lui-même.

**M. Choquette (Montmagny):** J'interroge le ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je proteste. Nous avons produit tous les contrats et leurs annexes. Ce questionnaire est une indignité.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre est nerveux. Quant à la question de dignité, je n'ai pas peur de comparer la mienne avec la sienne.

(Le comité discute de la question des chemins de portage.)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement a donné sans soumission un contrat de \$1,013,000 à la Champlain Construction pour les chemins de portage. Il y a eu une deuxième convention de \$250,000. D'autres contrats ont par la suite été accordés, savoir, le 10 mai 1946, \$57,795, un autre de \$69,000, un autre de \$36,600 et un autre de \$15,000, ce dernier à Paul Avard.

**M. Choquette (Montmagny):** Le 18 mars 1948, le même jour qu'un contrat sans soumissions publiques était accordé à la Cartier Construction pour une somme de \$900,000, un autre contrat a-t-il été donné à la Champlain Construction pour \$835,309.25?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Oui.

**M. Choquette (Montmagny)** fait le total des contrats accordés aux deux compagnies. Ceux de la Cartier Construction se chiffrent à \$5,910,412.13 et ceux de la Champlain Construction, à \$6,770,268.87, précise-t-il.

Cela fait donc en tout \$12,688,674, soit le double des estimés préliminaires et approximatifs. Maintenant, combien de milles sont terminés?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** 40 milles sur la première section et 33 milles sur la seconde. Les travaux sont faits en grande partie sur le reste.

**M. Choquette (Montmagny):** Combien de milles en tout sont terminés?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** 40 et 33, ça fait 73 milles.

**M. Choquette (Montmagny):** Le premier ministre est fort en arithmétique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je reconnais les zéros quand j'en vois un.

**M. Choquette (Montmagny):** Il y en a 51, de l'autre côté de la Chambre. Ces 73 milles sont-ils pavés?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non.

**M. Choquette (Montmagny):** Combien cela va coûter pour finir les travaux de pavage sur ces 73 milles?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'ai pas d'estimés.



**M. Choquette (Montmagny):** Comment se fait-il que le ministre a des estimés pour finir la route Sir-Wilfrid-Laurier et qu'il n'en a pas pour sa propre route de Chicoutimi?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Sur la voie Sir-Wilfrid-Laurier, le terrain est plat et il est facile de faire des calculs. Ce n'est pas la même chose pour la région du parc national et il y a monts et ravins.

**M. Choquette (Montmagny):** Combien coûte, d'ordinaire, ce genre de pavage?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Rien n'est décidé. Nous ne savons pas si ce sera de l'asphalte ou du ciment.

**M. Choquette (Montmagny):** Quand la route sera-t-elle terminée?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Dans le cours de l'été.

**M. Choquette (Montmagny)** demande des détails sur un contrat de \$3,754,220 à la Champlain Construction. Il demande si la compagnie a fourni le dépôt de 10 % prévu par le contrat.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je ne m'en rappelle pas.

**M. Choquette (Montmagny):** Que le ministre demande à son sous-ministre qui est aux côtés de lui.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il ne s'en souvient pas non plus. Je lui ai demandé.

**M. Choquette (Montmagny):** Dans le cas de cette compagnie, c'est un dépôt de \$270,000 qu'il fallait faire. Le ministre n'est pas capable de nous dire si ce dépôt a été fait?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il y a eu retenue de garantie sur les travaux.

**M. Choquette (Montmagny)** insiste pour savoir s'il y a eu dépôt de 10 %.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Toutes les garanties ont été prises dans l'intérêt du public.

**M. Choquette (Montmagny):** Je pose la même question pour la Champlain Construction qui devait déposer \$375,000.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Même réponse. Toutes les garanties nécessaires ont été prises. Et nous devons encore \$800,000 à M. Franceschini.

**M. Choquette (Montmagny):** J'ai droit à une autre réponse que cela. Je demande au président du comité de forcer le ministre à répondre. La compagnie a-t-elle été exemptée de ce dépôt?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons deux fois plus que le dépôt exigé. Nous avons \$800,000.

**M. Choquette (Montmagny):** Cette somme de \$375,000 a-t-elle été déposée avant le commencement des travaux?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est trop patient. À sa place, je ne répondrais plus.

**M. Choquette (Montmagny):** C'est la patience du peuple qui est à bout. Les renseignements que l'on m'a donnés m'informent que la compagnie a été exemptée du dépôt et de la police de garantie.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le contrat n'est pas encore terminé<sup>9</sup>.

**M. Choquette (Montmagny):** Non, mais il devait coûter \$6,000,000. Nous voulons savoir si les intérêts de la province ont été sauvegardés.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La route de Chicoutimi va coûter meilleur marché que la voie Sir-Wilfrid-Laurier et le boulevard Taschereau.

**M. Choquette (Montmagny):** Mais on avait demandé des soumissions publiques pour ces travaux, au moins.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce qui prouve qu'avec des soumissions publiques ça coûte plus cher.

**M. Choquette (Montmagny):** Je veux savoir s'il y a eu une police de garantie.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je vois où le député veut en venir. Il veut dire que le seul moyen de donner des contrats honnêtes, c'est de les donner par soumissions publiques. Je ne réponds pas à sa question. Le cas du député relève plutôt de la pathologie...

**Des voix:** À l'ordre!

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Point d'ordre. Je demande au ministre de retirer ses paroles de façon à ce qu'il n'y ait pas de scènes ce soir.

**Le président:** Rien dans les règlements ne classe ce terme comme antiparlementaire.

**M. Choquette (Montmagny):** Je suis habitué aux insultes et aux injures de l'Union nationale...

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Montmagny souffre du rougisme, il voit rouge. Il en mange, il en transpire. Je laisse son cas à ceux qu'intéresse ce genre de homard. Mais pour les députés qui ne sont pas aveuglés par l'étroitesse d'esprit, la mesquinerie politique, l'électoratisme et la partisanerie, je dirai que cette affaire de soumissions publiques est pur camouflage. Jamais on ne s'engage à accepter la soumission la plus basse, ni même à accepter aucune des soumissions. Cela ne fait pas baisser les prix. Même quand le gouvernement accepte la plus basse, il s'y ajoute des "extras" qui la haussent au-dessus de la plus haute. J'aime mieux convoquer les quelques entrepreneurs qui sont en mesure d'exécuter un travail donné, leur exposer nos conditions et donner ensuite le contrat à celui qui peut l'exécuter le plus avantageusement pour la province.

Le gouvernement paye des annonces dans les journaux, oblige les soumissionnaires à faire des dépenses et donne son contrat à qui il veut. C'est ainsi qu'on procède dans certains départements d'Ottawa. Les demandes de soumissions ne changent rien. En veut-on la preuve? Le 20 août 1942, un contrat a été accordé après soumissions publiques pour des travaux sur la voie Sir-Wilfrid-Laurier. Le prix pour les travaux d'excavation a été de \$4.90 la verge. Jamais depuis 1944 nous n'avons payé un prix aussi élevé. Autre exemple. Le 20 avril 1941...

**M. Choquette (Montmagny):** Je demandais au ministre s'il était vrai que Franceschini avait été exempté du dépôt et de la police de garantie. Il réplique en parlant des contrats sans soumissions. C'est parce qu'il ne veut pas répondre. J'ai posé une question au ministre et le voilà qui fait un discours. Je soulève un point d'ordre à ce sujet.

**M. le président:** Quand le ministre ne répond pas, le député veut que je le force à répondre et quand il répond, le député voudrait que je lui enlève la parole. Je ne vois pas le sujet du point d'ordre. Le

ministre répond aux questions du député. Le ministre de la Voirie a la parole.

**M. Choquette (Montmagny)<sup>10</sup>:** J'en appelle de votre décision.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, au cours de l'étude des crédits de la voirie, l'honorable député de Montmagny (M. Choquette), après avoir posé plusieurs questions à l'honorable ministre de la Voirie, se plaint que celui-ci n'y répond pas; puis l'honorable ministre de la Voirie entreprend de répondre alors que l'honorable député de Montmagny soulève un point d'ordre pour se plaindre des explications trop longues de l'honorable ministre de la Voirie.

Je renvoie le point d'ordre et l'on en appelle maintenant de ma décision."

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 45.

**Contre:** MM. Bienvenue, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Joyal, Kirkland, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 27.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre reprend ses travaux en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. le président, je soulève un point d'ordre. Dans toutes les institutions parlementaires, des règlements ont été adoptés pour le maintien de l'ordre. À Ottawa, la limite des discours est de 40 minutes. Ici, c'est une heure. Le but de cette limitation des discours, c'est d'empêcher ceux qui ont tendance à pérorer sans fin, de dépenser inutilement l'argent du peuple.

En 1941, nos honorables amis ont révisé les règlements. En vertu de l'article 380, les règles qui régissent les opérations des comités pléniers s'appliquent au comité des subsides et au comité des voies et moyens. En vertu de l'article 346, un député peut prendre la parole sur un même point aussi souvent qu'il lui plaît, à condition de ne pas parler plus d'une heure en tout sur un même article, un même paragraphe, une même motion ou une même question d'ordre ou de règlement. Il y a une heure et cinquante minutes que le député parle sur le même article. Je demande donc que les règlements s'appliquent et qu'il soit déclaré qu'il a plus que dépassé son temps.

**M. Choquette (Montmagny):** (Longs applaudissements à gauche) Les règlements s'appliquent à des discours prononcés sur un sujet donné. Ce n'est pas un discours que j'ai fait. C'est un questionnaire. Mes paroles ne sont que des questions. Donc, le règlement ne s'applique pas. En second lieu, si le règlement s'applique, il faut tenir compte du temps pris par le ministre. Si j'ai parlé une demi-heure, il a parlé une demi-heure, de sorte que mon temps n'est pas écoulé, et de plus, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) ne s'est pas plaint. Enfin, le premier ministre n'aurait pas dû soulever ce point d'ordre. Il est certainement dans son intérêt et l'intérêt de son gouvernement de retirer sa motion. Je ne vois pas pourquoi la Chambre ne me permettrait pas de continuer.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)<sup>11</sup>:**

Le député de Montmagny (M. Choquette) a parlé de 5 heures moins 10 minutes à 6 heures, et de 8 heures et 20 à 9 heures et 25, soit deux heures et quart en tout. Même en admettant sa prétention qu'il faut déduire

le temps qu'a pris le ministre, c'est encore quatre contre un. La Chambre a fait preuve d'un excès de patience. Nous invoquons les règlements faits par la gauche et il n'y a aucun doute possible qu'ils s'appliquent.

**M. Bienvenue (Bellechasse)<sup>12</sup>:** Le Règlement s'appliquerait si le représentant de Montmagny avait fait un discours, mais en comité des subsides, il n'est pas question de discours. Un discours, c'est l'exposé d'un argument. Le député (M. Choquette) n'a fait que poser des questions. Le président du comité devrait donc tenir compte du temps pris par tous les députés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Faire un discours, c'est prendre la parole et le Règlement prévoit le cas. Le député a voulu tuer le temps et il s'est lui-même tué.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Cela pourrait bien amener la mort de l'autre. Il a peut-être tué le gouvernement.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je suis surpris de voir le premier ministre bâillonner un député de l'opposition. Depuis quatre ans que je siége ici, jamais ce règlement n'a été appliqué. Aujourd'hui, alors que nous avons un débat d'une importance exceptionnelle, qu'il s'agit de millions, que tout le monde s'intéresse à cette question, on bâillonne un membre de cette Chambre qui veut faire un peu de lumière sur ces transactions. Le gouvernement va certainement payer pour.

(Applaudissements à gauche - protestations à droite)

**M. le président:** L'expression "bâillon" est mal placée quand il s'agit de l'application d'un règlement.

Relevant une objection du député de Bellechasse (M. Bienvenue), il souligne, dit-il, que d'après l'article 346 cité par le premier ministre, un député peut prendre la parole sur le même point aussi souvent qu'il lui plaît, etc... à condition de ne pas dépasser une heure. Ledit article s'applique au comité plénier et, en vertu de l'article 380, au comité des subsides et voies et moyens. Le député, dit-il, a la parole depuis 2 h 25. Même s'il fallait enlever le temps pris par le ministre, je dis que le député de Montmagny (M. Choquette) a épuisé son temps. Je maintiens donc le point d'ordre soulevé par le premier ministre.

**M. Choquette (Montmagny)** en appelle de la décision.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, l'honorable premier ministre soulève un point d'ordre à l'effet que le temps de l'honorable député de Montmagny est terminé, invoquant le fait qu'il aurait parlé plus d'une heure sur un même article du budget, à savoir, l'item 5 des crédits de la voirie. Il invoque les règlements de 1941, aux articles 346 et 380.

Que l'honorable député de Montmagny a eu la parole de 4 h 50 à 6 heures de l'après-midi, puis qu'il a repris la parole à l'ouverture de la séance ce soir vers 8 h 20 et l'a généralement eue jusqu'à 9 h 30, je suis d'opinion que l'honorable député de Montmagny a, de ce fait, parlé plus d'une heure sur un même article.

Conséquemment, vu les dispositions expresses de l'article 346 des règlements ainsi que de l'article 380, j'ai maintenu le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre.

On en appelle de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Blanchard, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 47.

**Contre:** MM. Bienvenue, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Groulx, Guérin, Hamel, Joyal, Kirkland, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Nadon, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 27.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

**Des députés de l'opposition:** Baillon, baillon!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'est critiquer le Règlement et la décision de

l'Orateur. Je veux que vous rappeliez à l'ordre ceux qui crient: "Baillon".

**Des députés de l'opposition:** Baillon, baillon!

La Chambre reprend ses travaux en comité des subsides.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du crédit budgétaire qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour couvrir la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):**  
(Applaudissements à droite)

J'en étais à dire que les demandes de soumissions publiques représentent en somme une politique de camouflage et démontrent un manque de franchise, à cause de cette condition que se réservent le gouvernement ou la municipalité de ne pas accepter la plus basse soumission ni aucune des soumissions offertes. En 1942, en vertu d'une soumission publique, on a accordé un contrat à un prix unitaire de \$4.90 la verge cube pour l'excavation, alors que nous n'avons jamais payé, dit-il, plus de \$2.00 ou \$3.00.

Il (l'honorable M. Talbot) cite plusieurs exemples. Le 29 avril 1941, on a accordé après demande de soumissions publiques un contrat à la Belmont Construction Co. pour la route Dorval-Pointe-Claire. La plus basse soumission acceptée était de \$190,000. Les travaux ont coûté \$273,468, soit près de \$50,000 de plus que la plus haute soumission qui était de \$234,000.

Le 7 mai 1941, on accepte la plus basse soumission, celle de J. O'Connell, pour travaux sur la route Montréal-New York, au prix de \$664,000 en chiffres ronds. La plus haute soumission était de \$728,223.05. Les travaux ont coûté \$818,883, soit au-delà de \$100,000 de plus que la plus haute cotation.

Le 8 novembre 1943, pour des travaux sur la route Sainte-Anne, on accepte la plus basse soumission, celle de Collier & Fils<sup>13</sup>, au prix de \$103,508.79. La plus haute soumission était de

\$122,465.73. On a payé à Collier & Fils \$202,126.27, soit près de \$90,000 de plus que la plus haute soumission ou 100 % de plus que la plus basse.

Le 3 août 1943, contrat accordé à la Belmont Construction, qui offrait la plus basse soumission au coût de \$543,393.10 pour la route 11. La plus haute soumission était de \$625,237.98. Les travaux terminés ont coûté \$694,064.70, soit \$50,000 de plus que la plus haute soumission.

Tout cela, c'est du camouflage. On se vante d'avoir demandé des soumissions publiques, mais c'était pour donner à qui on voulait et aux conditions qu'on voulait.

Si on accordait toujours la plus basse soumission, on arriverait souvent au désastre. Il cite le cas du boulevard Alexandre-Taschereau qui a coûté \$240,000 du mille. Le contrat, dit-il, a été accordé à un M. Necker. Ce n'était pas un entrepreneur de Toronto, mais un Français que l'on fit venir de France. Ce M. Necker n'exécuta qu'une partie des travaux: la crème. On dut donner des contrats à d'autres pour terminer l'entreprise, qui coûta trois fois plus cher.

À ce sujet, il cite un rapport de M. Martineau, ingénieur de la Voirie, et un bon libéral, dit-il. "Ces contrats, disait M. Martineau dans son rapport, ont été accordés alors que l'honorable Perrault venait de prendre le ministère de la Voirie. Il ne connaissait en conséquence que très peu de chose de son nouveau département... Il adhérerait encore au principe de la plus basse soumission, principe qui devait être très souvent mis de côté dans l'intérêt du coût réel des travaux, ce qui n'est pas toujours admis du public..."

Il (l'honorable M. Talbot) cite des chiffres pour démontrer que les libéraux ont accordé eux aussi des contrats sans soumission. Du 11 mai 1929 au 31 décembre 1932, soit en trois ans, 66 contrats sans soumission; en 1933, 18 contrats sans soumission au coût total de \$928,000, et 18 contrats avec soumissions publiques pour une somme totale d'environ \$161,000; en 1935, 5 contrats sans soumission; en 1940, 28 contrats; en 1941, 61 contrats; en 1942, 55; en 1943, 84; et en 1944, année des élections, 124 contrats sans soumission, pour un total de \$5,102,227.13.

Et après cela, on se scandalise, dit-il, et on jette les hauts cris. Camouflage! je le répète.

Il a, affirme-t-il, toujours suivi les recommandations de ses chefs de service. Il n'a jamais augmenté un seul prix recommandé et souvent il a diminué les prix soumis. Les hauts fonctionnaires du département sont les mêmes que sous l'administration libérale. Ce sont des gens honnêtes et compétents.

Les prix que nous payons peuvent se comparer avantageusement avec ceux payés dans n'importe quelle autre province. Ils peuvent se comparer avec ceux des travaux exécutés de 1940 à 1944, en dépit de la différence du coût des matériaux et de la main-d'œuvre. Sous l'Union nationale, l'argent dépensé rend sa pleine valeur. Je vois le jeu de l'opposition. Elle nous en veut parce qu'elle sait que, dans la province de Québec, il ne s'est jamais tant fait de voirie qu'à l'heure actuelle. Nous avons exécuté des travaux considérables sur toutes les grandes routes et des travaux notables dans toutes les régions.

Jamais il ne s'est fait autant de voirie rurale pour laquelle le gouvernement a dépensé \$6,000,000 en trois ans, pavant 314 villages. C'est cela que les libéraux ne nous pardonnent pas. Ils veulent nous discréditer pour faire oublier l'œuvre admirable que nous avons faite dans la province. Mais cette œuvre, elle se voit dans chaque ville, dans chaque village de la province. Il y a des libéraux qui l'admettent, et un journal libéral comme le *Montreal Star* nous a complimentés.

Il cite tout particulièrement le cas de la Gaspésie, négligée par les anciennes administrations. Les pavages, dit-il, seront terminés dans une proportion des quatre cinquièmes dès l'automne prochain. Il cite des chiffres qu'il a donnés dans l'après-midi et souligne que son ministère a dépensé \$10,000,000 pour la voirie rurale seulement.

Il va régler, dit-il, une fois pour toutes, la question des entrepreneurs qu'on dit être étrangers. On nous reproche de donner des contrats à des entrepreneurs de l'extérieur. Quant à M. Franceschini, poursuit-il, il est naturalisé Canadien depuis 1914.

(Applaudissements à droite)

On nous fait un crime d'être allé le chercher à Toronto. Pourtant, ce n'est pas nous qui sommes allés l'y chercher. Il a des contrats dans la province de Québec depuis 1930. Ses plus grands intérêts sont aujourd'hui dans la province de Québec. Il a un bureau à Montréal et une résidence au Mont-Tremblant. De 1940 à 1944, le gouvernement libéral lui a donné 15 contrats, dont 12 sans soumission. Le gouvernement libéral d'Ottawa lui a donné des travaux pour plus de \$10,000,000. Et il a fait du travail dans la province pour \$14,000,000 à la demande de particuliers.

Il cite de nombreux noms de Canadiens d'origine italienne et des américains qui ont obtenu des contrats des administrations libérales. Il mentionne aussi qu'Ottawa a donné à M. McNamara le contrat de l'aérodrome de Mont-Joli, au coût de plus de \$2,000,000. (Longue ovation) Il est malheureux qu'on ait voulu faire de l'électoralisme avec cette question.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le premier ministre a changé d'avis depuis 1936. À cette époque, il demandait de faire prier les petits-enfants contre un régime qui, prétendait-il, donnait des contrats sans soumission. Pour se faire élire, le premier ministre avait mis dans son programme de toujours demander des soumissions publiques, et aujourd'hui, l'Union nationale semble faire un article primordial de son programme de ne jamais demander de soumissions. La province d'Ontario demande toujours des soumissions publiques par la voie des journaux et on exige une garantie de 15 %<sup>14</sup> de la valeur du contrat.

C'est aussi la coutume suivie par le fédéral, toutes les autres provinces, les États-Unis, l'Angleterre, la ville de Montréal, les municipalités. Le premier ministre serait-il le seul à avoir raison?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Québec ne paye pas plus cher que l'Ontario pour ses travaux de voirie. En 1942 et 1943, j'ai dit que je n'avais pas confiance au système de soumissions publiques, qu'il favorisait souvent l'hypocrisie et que la plus basse soumission coûtait parfois plus cher que la plus haute.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si c'était de l'hypocrisie, ce devait être aussi de l'hypocrisie de dire le contraire pour prendre le pouvoir en 1935 et 1936.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes entrés par la porte d'en avant et son parti est sorti par la porte d'en arrière.

Il parle de soumissions exigeant que le chemin soit toujours fait en amitié, alors qu'une seule compagnie fabriquait ce produit.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Avec des soumissions, il y a une protection pour le contribuable. Le premier ministre veut avoir raison contre tout le monde. Tous les autres gouvernements demandent des soumissions publiques. Il est le seul à proclamer que c'est un système hypocrite.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le député de Bellechasse ne s'accorde pas avec son chef qui a prétendu le contraire en cette Chambre. Il a répondu que depuis des mois, il est impossible d'avoir des contrats fermés, à cause de la hausse des matériaux et de la main-d'œuvre.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai dit que dans certains cas on pouvait demander des contrats sans soumissions, surtout quand il s'agit de travaux techniques et spécialisés.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le ministre a-t-il exigé un dépôt en garantie de la Cartier Construction? On m'informe que cette compagnie a été dispensée de cette obligation.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'est faux.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le 4 octobre 1945, le sous-ministre, parlant sur l'autorisation du ministre, n'a-t-il pas avisé, dans une petite note, le comptable de la Champlain Construction que le ministre avait décidé de ne pas exiger la police de garantie et le dépôt de 10 %? La note portait les initiales A. B., qui sont celles du sous-ministre. Le ministre affirme-t-il encore qu'il n'a pas vu la note?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non, mais cela ne semble pas correct. Nous savions qu'il était inutile de demander ces garanties parce que nous devions des milliers de dollars à la compagnie. Nous étions protégés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Où le député a-t-il pris ces documents?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Dans mon bureau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La petite note signée A. B. était-elle dans les renseignements fournis par le ministre?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Non, pas la petite note.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remercie le député de l'information.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La note en question est possible, puisque le gouvernement était amplement protégé.

Lorsqu'il s'agit d'entreprises dont la solvabilité est reconnue et à qui le gouvernement devra prochainement des montants considérables, il peut arriver qu'on les dispense des polices et chèques de garantie.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Plus tard, le sous-ministre a exempté la compagnie à la fois du dépôt et de la garantie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En admettant, pour les besoins de la discussion, que cela serait vrai, qu'est-ce que cela prouve? Le dépôt

est pour garantir la solvabilité. Nous avons mieux que cela. La compagnie était solvable et le contrat a été exécuté; et nous avons encore une retenue de \$800,000.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Sous tous les régimes, les entrepreneurs solvables n'ont jamais été tenus de fournir des garanties.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Pourquoi le gouvernement, après avoir signé un contrat ferme avec l'entrepreneur pour \$2,488,000, lui a accordé encore \$2,048,000 et \$994,000? On aurait dû laisser l'entrepreneur supporter le risque.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis des mois, il est impossible d'avoir des contrats fermes, à cause de la hausse des matériaux et de la main-d'œuvre.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** lit un passage d'un discours de M. Miller, sous-ministre de l'Ontario, dans laquelle M. Miller dit que, grâce au perfectionnement de la machinerie, l'Ontario pourra construire au coût de 1939.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** a lu dit-il, cette déclaration et il est en mesure d'affirmer que les prix payés dans Québec se comparent avantageusement avec les prix payés en Ontario.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

#### NOTES

1. M. LaVergne résidait dans le comté de M. Dubreuil. *Le Devoir* du 25 mars 1948, à la page 3.

2. M. Arthur Bergeron, sous-ministre du ministère de la Voirie, accompagne M. Talbot, selon *Le Soleil* du 25 mars 1948, à la page 27.

3. M. Dansereau est un ancien ministre de la Voirie et des Travaux publics sous le gouvernement libéral.

4. *Le Soleil* du 25 mars 1948, à la page 27, écrit une version complètement à l'opposé des propos de M. Talbot: "...ce n'est que temporaire pour donner justice plus vite aux employés mal payés". *L'Événement* du 25 mars 1948, à la page 3, donne également cette version.

5. 1,130 milles, selon *La Presse* du 25 mars 1948, à la page 31.

6. 200 villages, selon *La Presse* du 25 mars 1948, à la page 31; 315 villages, selon *le Montréal-Matin* du 25 mars 1948, à la page 6.

7. 3,200 milles selon *Le Soleil* du 25 mars 1948, à la page 3.

8. *L'Événement* du 25 mars 1948, à la page 15, écrit "la moitié".

9. *L'Action catholique* du 25 mars 1948, à la page 19, écrit exactement le contraire en disant que "le contrat est terminé". Nous n'avons pas retenu cette version qui ne cadre pas avec les propos échangés entre MM. Choquette et Talbot.

10. *Le Soleil* du 25 mars 1948, à la page 15, écrit que c'est M. Godbout qui en a appelé de la décision du président du comité. Aucun autre journal n'adopte cette version.

11. *Le Canada* du 25 mars 1948, à la page 2, rappelle que M. Sauvé est un ancien Orateur de la Chambre.

12. *Le Soleil* du 25 mars 1948, à la page 15, rappelle que M. Bienvenue est un ancien Orateur de la Chambre.

13. *Le Soleil* du 25 mars 1948, à la page 15, écrit que c'est la compagnie Fabi et fils qui a produit la plus basse soumission.

14. *La Tribune* du 25 mars 1948, à la page 11, rapporte plutôt 10 %.





## Première séance du jeudi 25 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Travaux de la Chambre

**M. Drouin (Abitibi-Est)** pose une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'assemblée législative ne siégera pas Vendredi saint. Mais elle va siéger samedi si une besogne raisonnable n'est pas accomplie aujourd'hui. La meilleure manière d'accomplir son devoir, c'est de travailler. Nous ne pouvons pas faire payer des dépenses considérables à la province pour l'inaction. Tant que la session dure, l'administration est forcément paralysée.

**M. Godbout (L'Islet):** L'opposition est toujours disposée à travailler. Nous ne voulons pas retarder indûment la session pour embarrasser le gouvernement et nous embarrasser nous-mêmes. Mais il semble qu'il serait convenable d'ajourner pour les jours saints, comme on le fait à Ottawa, bien que tous les députés fédéraux n'aient pas les mêmes croyances religieuses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ottawa siège très souvent, même les jours de fêtes religieuses. Nous allons siéger aujourd'hui toute la journée, et si une besogne raisonnable n'est pas accomplie, nous ne siégerons pas demain mais nous siégerons samedi.

## Subsides:

Budget des dépenses  
1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Thériault (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** parle de la Cartier Construction et déclare qu'en plus du contrat de 1946, au montant de \$2,500,000, pour travaux de terrassement et gravelage dans le parc national, on a accordé deux autres contrats pour les mêmes travaux.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Ce ne sont pas les mêmes travaux.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Il n'y a pas de raison de faire ce gaspillage en faisant intervenir deux contrats.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Quel gaspillage?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** rend témoignage au député de Bellechasse. Nous sommes toujours prêts à répondre, mêmes plusieurs fois aux mêmes questions, quand on nous traite de cette façon.

Il s'agit d'ouvrir un chemin dans une nouvelle section de la province, encore inexplorée. Les estimés du département de la Voirie ont été basés sur des conditions normales. On s'aperçut, par la suite, que les conditions étaient anormales. On a trouvé de la glace au mois d'août, sous la terre, et le sol avec une conformation toute spéciale.

Lorsque les renseignements fournis par le département, de bonne foi, ne répondent pas aux faits, il faut non seulement en justice, mais en loi, modifier les contrats donnés.

Jamais les entrepreneurs n'ont rencontré des difficultés telles, pas même pour la construction de la route d'Alaska. J'invite le député de Bellechasse (M. Bienvenue) à accompagner le ministre de la Voirie sur le site des travaux où il pourra juger de l'importance de l'entreprise et apprécier les difficultés qui se présentent.

Il (l'honorable M. Duplessis) taquine le député de Bellechasse au sujet de ses "Pâques".

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le premier ministre nous laisse même pas le temps d'aller à confesse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si c'est si grave que cela, le député peut laisser à ses collègues le soin de faire son travail en Chambre. Je suis d'ailleurs prêt à le confesser, s'il y tient.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** L'entrepreneur aurait dû se renseigner sur les conditions du terrain avant d'accepter le contrat et d'en fixer les conditions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de prix unitaires. Or les informations n'étaient pas conformes aux faits.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Nous sommes rendus au troisième contrat, avec la Cartier Construction, pour la même chose. J'admets que l'entrepreneur a pu se tromper la première fois, mais lors de la signature du deuxième contrat de \$2,040,000, il aurait dû connaître alors les conditions géologiques du sol. Pourquoi alors un troisième contrat de \$994,000 en plus de tout cela?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) aurait pu donner simplement une lettre. Mais parce qu'il est minutieux et honnête, il a préféré régler par contrat. Nous n'avons d'ailleurs rien à cacher. Nous vous avons produit tous les contrats jusqu'au 30 mars 1948, alors que la motion ne mentionnait les contrats que jusqu'au 28 février.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Cette explication tiendrait peut-être dans un cercle de famille, pas devant un tribunal.

Il lit des clauses du contrat pour expliquer que l'entrepreneur devait non seulement exécuter les travaux décrits formellement par les devis, mais tous les autres travaux même imprévus.

Rien n'empêche, dit-il, le gouvernement de donner des contrats additionnels à la Cartier Construction. Avec ce système, on ne saura jamais comment cela va coûter.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il ne faut pas comprendre contrat à forfait et contrat à prix unitaire. Dans le cas présent, il s'agit d'un contrat à prix unitaire. Et les informations fournies par nos ingénieurs n'étaient pas conformes aux faits. Ils n'avaient pu sonder chaque pied de terrains et vu la nature du sol, on a rencontré des difficultés imprévues.

Mon honorable ami va comprendre facilement. La première quantité mentionnée était de 131,000 verges cubes de terrassement de première classe à un peu plus de \$3,00 la verge. À date, il a fallu en déplacer 700,000<sup>1</sup> verges cubes.

Il n'était pas raisonnable de ne pas payer l'entrepreneur, parce que nos premiers renseignements n'étaient pas exacts. La province, pas plus qu'un particulier, n'a le droit de voter. Nous aurions pu demander à la compagnie de poursuivre les travaux sans passer de nouveaux contrats, comme cela s'est fait à maintes et maintes reprises dans le passé. Nous avons cru plus régulier pour la compagnie et pour la province de procéder comme nous l'avons fait.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ce qui me renverse, c'est que les contrats se multiplient et l'ouvrage n'est jamais fini.

**M. Godbout (L'Islet)** fait des constatations analogues.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Des travaux de voirie ont été exécutés à un prix aussi élevé en 1941, et même en 1944 sous les régimes libéraux, qu'à l'heure actuelle.

En 1944, particulièrement à la veille des élections provinciales, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Dansereau) dans le cabinet Godbout, a donné des contrats qui démontrent que le gouvernement ne se faisait pas faute, alors, de payer le haut prix aux entrepreneurs.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** relit le contrat. Une clause, dit-il, exige que la Cartier Construction fasse tous les travaux d'après son contrat initial.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le cas d'un homme qui donne un contrat pour une maison à trois étages et décide ensuite d'ajouter cinq étages. Au lieu de 131,00 verges cubes, nous avons dû exiger près de 700,000 verges cubes. La province aurait volé si elle n'avait pas payé pour la différence.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Mais pourquoi un troisième contrat?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Parce que nous savions que nous ne pourrions terminer les travaux cette année-là et que nous ne voulions pas en faire davantage, avant l'année suivante. Cela explique le troisième contrat.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Dans ce dernier contrat, accordé au mois de mars, la province n'est pas encore protégée. Aucune clause ne dit que c'est fini et que nous n'aurons pas un quatrième et un cinquième contrat.

C'est la première fois que la province sera appelée à payer, en outre du prix du contrat, pour les chemins de pénétration, leur entretien, les camps des employés et le transport de la machinerie.

En effet la convention du 25 octobre 1935, avec la Champlain construction, fait payer tout cela par la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est compréhensible, c'est le gouvernement qui fait les chemins d'accès, en prenant un agent.

C'est donc le gouvernement qui doit payer. C'est bien simple, le gouvernement fait lui-même les travaux parce qu'il évite ainsi de payer la taxe de vente fédérale de 8 %.

Ainsi, pour la construction du Pont Charlemagne, 50 % du coût de l'entreprise, les matériaux, tombaient sous le coup de la taxe de vente.

En exécutant nous-mêmes les travaux, par l'entremise d'un intermédiaire, nous avons sauvé 4 %. Le contrat accordé à 5 % ne nous a donc coûté en réalité que 1 % du prix total de la construction.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** n'admet pas cette façon d'argumenter, dit-il. C'est à l'entrepreneur qu'il appartient de payer la construction des camps qui serviront à ses employés.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Pas un sou n'a été payé pour le transport de la machinerie.

Il donne lecture d'un certificat signé par l'assistant-sous-ministre de la Voirie, M. Jos. Matte attestant que rien n'a été payé à la Champlain Construction pour transport de machinerie et qu'aucune réclamation n'est pendante en vertu de la convention du 25 octobre 1945. Cette convention a été résiliée en 1947.

Il (l'honorable M. Talbot) offre de déposer ce certificat de son assistant sous-ministre si cela peut mettre fin à la discussion sur ce point.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Champlain Construction Company**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** dépose sur le bureau de la Chambre une note concernant la

Champlain Construction Company, en date du 17 mars 1948 et signée par M. Jos. Matte, sous-ministre suppléant. (Document de la session no 36)

Le débat se poursuit sur le crédit budgétaire qui se lit comme suit:

Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Ce sont les employés de la compagnie et non du gouvernement. En conséquence, c'est à la compagnie de construire les camps. Le camp no 1 a coûté \$60,000 à la province; le camp no 2, a coûté \$118,000.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député sait-il que le camp no 1 comprend 16 bâtisses?

**M. Dansereau (Argenteuil)** parle de certains travaux exécutés sous son administration.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au député d'Argenteuil (M. Dansereau) si les contrats ont été donnés par voie de soumissions publiques.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Non.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Scandale M. le président!

**M. Bienvenue (Bellechasse)** fait des comparaisons sur les prix unitaires payés en 1941 et les prix unitaires payés pour la route de Chicoutimi.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il est injuste de faire de telles comparaisons parce que les salaires, les matériaux et le loyer de la machinerie coûtaient beaucoup plus cher en 1947 qu'en 1944. Si l'on veut des comparaisons, je vais en faire. C'est ainsi que pour le béton de première classe pour ponceaux, le ministre de la Voirie a payé pour la route de Chicoutimi, en 1945 et 1947, \$25 la verge cube à cause du transport des matériaux sur une longueur de 50 milles. Le 20 juin 1944, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Dansereau) donnait un contrat pour le même genre de travail à raison de \$25 la verge cube pour le boulevard Desjardins, à l'ouest

du pont de Québec, là où les matériaux sont à proximité du chemin de fer et de toute source d'approvisionnement.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Il faut tenir compte du volume de l'entreprise.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Voici d'autres chiffres encore plus intéressants: pour le déboisement, l'essouchement, etc.: \$300 l'acre pour la route de Chicoutimi, et \$500 l'acre en vertu d'un contrat accordé en 1944 sous les libéraux pour des travaux sur l'île d'Orléans;

Pour murs de soutènement en pierre sèche: \$3 la verge cube, pour la route de Chicoutimi et \$5 la verge cube, en 1944, pour travaux à l'île d'Orléans;

Pour le gravier naturel: \$1 la tonne pour la route de Chicoutimi et \$1.35 la tonne, en vertu d'un contrat accordé par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Dansereau), en 1944, pour travaux au boulevard Desjardins;

Pour travaux de terrassement de première classe: \$3.25 la verge cube pour la route de Chicoutimi et \$3.50 la verge cube, selon un contrat accordé par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Dansereau), en 1944, pour travaux semblables sur la route Jonquière-Larouche;

Pour travaux de terrassement de deuxième classe: 90 cents la verge cube pour la route de Chicoutimi et \$2 la verge cube, en vertu d'un contrat des libéraux, en 1944, pour la route 11 entre Piedmont et Mont-Rolland;

Pour travaux d'excavation de ponceaux dans la terre, sous l'eau: \$2 la verge cube pour la route de Chicoutimi et \$4.90 la verge cube selon des contrats accordés à Sicotte et fils et la compagnie M. J. O'Connell, en 1942, pour la voie Sir-Wilfrid-Laurier.

Il (l'honorable M. Talbot) soumet à la Chambre des comparaisons entre les salaires que le gouvernement libéral payait aux ouvriers pour les travaux de voirie et ceux que le gouvernement actuel doit payer.

Ils sont plus élevés, dit-il, depuis 1944, et, par conséquent, haussent le coût général des entreprises.

Durant les années 1940 et 1941, les salaires des journaliers étaient de 25 cents de l'heure et, en 1942 et 1943, de 30 cents de l'heure. Depuis 1944, le gouvernement de l'Union nationale a dû payer aux journaliers 35 et 40 cents de l'heure.

Le salaire des journaliers, pour les travaux de terrassement et de gravelage exécutés par les entrepreneurs, pour le ministère de la Voirie, étaient de 35 cents de l'heure en 1940, mais de 50 et 60 cents de l'heure en 1947.

Le salaire des opérateurs de pelles mécaniques, travaillant pour le compte des entrepreneurs, était de 60 cents de l'heure en 1940 et de \$1.25 en 1947. Le salaire des opérateurs de tracteurs, travaillant pour le compte des entrepreneurs, était de 65 cents de l'heure en 1947 et de \$1 en 1947. Le salaire des contremaîtres, travaillant pour les entrepreneurs, était de 50 cents de l'heure en 1940 et de \$1 en 1947. Le prix payé aux camionneurs, travaillant pour les entrepreneurs, était de \$1,90 de l'heure en 1940 et de \$3.50 de l'heure en 1947.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre est en possession de tous les dossiers et il va chercher ses comparaisons plusieurs années en arrière. Il parle de cas particuliers. Il y a des différences à signaler. Les contrats qu'il a passés avec la Champlain Construction et la Cartier Construction ne comprennent pas dans l'unité de travail toutes les charges qui ont été enlevées aux entrepreneurs de la route de Chicoutimi pour la construction des camps.

Ainsi, avec ces deux compagnies, le gouvernement s'engage à réparer leur matériel, à payer les chemins de pénétration, les chemins qui conduisent aux bancs de gravier, l'entretien des chemins d'hiver, etc. Ce sont des centaines et des centaines de milliers de dollars enlevés aux contrats.

Cela montre la bonne foi du ministre. Les items que j'ai mentionnés sont toujours inclus dans les conventions, dans les prix unitaires payés sous notre administration. On peut penser à ce que coûte la réparation de l'outillage de ces deux compagnies pendant l'hiver à 60 milles de Chicoutimi.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Nous n'avons jamais payé pour la réparation de l'outillage des entrepreneurs à l'île d'Orléans et au boulevard Desjardins, il ne pouvait pas être question des chemins d'accès, ni de construction de camps.

**M. Godbout (L'Islet):** Alors pourquoi est-ce compris dans la convention? Les comparaisons du ministre sont injustes et inexactes. Ses chiffres ne représentent qu'une partie de la vérité. Je reviendrai sur cette question et j'aurai d'autres choses à dire.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le chef de l'opposition se scandalise. Ne sait-il pas qu'en 1941 les salaires étaient de 30 cents de l'heure alors qu'ils sont aujourd'hui de 65 cents? Il faut aussi tenir compte de la distance et des conditions géographiques.

L'étude de la résolution est suspendue.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

**Questions et réponses:**

**Colonisation  
progressive et rationnelle**

**M. Drouin (Abitibi-Est):** En vertu de la loi 9 George VI, chapitre 33, intitulé: Loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles, et autorisant le gouvernement à dépenser \$16,000,000:

a) Combien le gouvernement avait-il dépensé au 15 janvier 1948?

b) Quel a été le montant dépensé dans chacun des comtés suivants: Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Beauce, Bonaventure, Charlevoix-Saguenay, Chicoutimi, Frontenac, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Lac-Saint-Jean, L'Islet, Matane, Matapédia, Rimouski, Roberval, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, Témiscouata?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):**

1. a)	\$ 4,787,078.80	
b)	Abitibi-Est.....	\$ 1,521,581.16
	Abitibi-Ouest.....	1,110,494.18
	Beauce.....	841.25
	Bonaventure.....	7,751.25
	Charlevoix-Saguenay.....	508.75
	Chicoutimi.....	38,451.25
	Frontenac.....	4,820.00
	Gaspé-Nord.....	7,430.28
	Gaspé-Sud.....	338.75
	Lac-Saint-Jean.....	45.00
	L'Islet.....	245,204.85
	Matane.....	397,282.00
	Matapédia.....	8,890.55
	Rimouski.....	216,793.27
	Roberval.....	241,972.08
	Rouyn-Noranda.....	13,036.25
	Témiscamingue.....	95,950.00
	Témiscouata.....	157,383.70

**Dépôt de documents:**

**Ministre de la Colonisation,  
rapport 1946-1947**

**L'honorable M. Bégin (Dorchester)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1947. (Document de la session no 37)

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 25 mars 1948**

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Dépôt de documents:**

**Ministre de la Chasse et des Pêcheries,  
rapport des pêcheries 1946-1947**

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et des Pêcheries de la province de Québec, concernant les activités du département des pêcheries, pour l'exercice financier 1946-1947. (Document de la session no 38)

**Subsides:**

**Budget des dépenses  
1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Johnson (Bagot)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** termine ses remarques sur la route de Chicoutimi. Il parle de la location des pelles mécaniques à \$14 et \$16 de l'heure et rappelle que, d'après les contrats des deux compagnies, Cartier et Champlain font payer au gouvernement une foule de dépenses qui sont d'ordinaire payées par l'entrepreneur.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons toutes les pièces justificatives à mon bureau.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** signale en outre que les camps ont été payés par le gouvernement.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Et ils nous appartiennent, et ils nous restent.

**M. Godbout (L'Islet)** demande des explications sur une convention en vertu de laquelle le gouvernement faisait lui-même le déboisement pour les chemins d'accès et louait à cette fin les machineries de la compagnie.

L'opposition, dit-il, est intéressée à savoir combien d'heures les machines lourdes ont travaillé sur les chantiers de la route de Chicoutimi. Il y a là trois machines à \$14 et \$16 de l'heure, qu'elles travaillent ou ne travaillent pas, un tracteur à \$8, et une autre machine à \$7 de l'heure.

La nature de la convention du 25 octobre 1945 avec Franceschini qui a suivi le contrat du 25 septembre, et qui couvre la location de ces machines est assez étrange. On y stipule que la location de toutes ces machines comptera à partir de la mise en usage, jusqu'à ce que le ministère de la Voirie donne un avis qu'elles ne sont plus requises. Et le temps court, comme on dit, que les machines ne soient employées ou non.

Elles travaillent donc dans des conditions assez reposantes, puisqu'elles rapportent \$160 par jour à leurs propriétaires. Nous avons donc raison de

demander au ministre de nous dire combien d'heures ces pelles ou tracteurs ont été employés.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Cette clause est calquée sur d'autres contrats antérieurs identiques et elle est coutumière dans ce genre de transactions. Ces travaux que faisait le gouvernement lui-même étaient dirigés par l'entrepreneur, mais sans aucune commission ni aucune autre rémunération pour lui. Il n'était que juste de payer le loyer de ses machineries.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre trouve normal que la machinerie soit payée, qu'elle travaille ou qu'elle ne travaille pas. D'après une autre clause de la même convention, le gouvernement payait le transport aller et retour des machineries de Montréal jusqu'aux chantiers ainsi que les assurances sur les mêmes machineries. L'an dernier, le ministre de la Voirie a nié que la province ait payé l'assurance.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Pas un sou n'a été payé pour le transport des machineries ni pour l'assurance. La seule assurance que nous avons payée, c'est l'assurance de feu sur les campements qui nous appartiennent. Et, à l'appui de mon affirmation, je dépose un document officiel, signé par le sous-ministre de la Voirie, M. Jos. Matte, sur la table du greffier. Le document atteste que pas un sou n'a été payé et que pas un sou n'est dû pour le transport de la machinerie. Il (l'honorable M. Talbot) dépose aussi un certificat de même nature au sujet des assurances.

**Dépôt de documents:****Champlain Construction Company**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** dépose sur le bureau de la Chambre une note de la Champlain Construction Company, en date du 1<sup>er</sup> mars 1947 et signée par M. Jos. Matte, sous-ministre suppléant. (Document de la session no 39)

Le débat se poursuit sur le crédit budgétaire qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Godbout (L'Islet):** La machinerie a peut-être travaillé un certain temps aux travaux du gouvernement et un certain temps aux travaux de la compagnie; c'est là qu'est le scandale.

Pourquoi la compagnie n'a-t-elle rien réclamé puisqu'elle avait droit au transport et à l'assurance en vertu de la convention? Ou pourquoi le ministère a-t-il refusé de payer? Est-ce un mouvement de générosité de la part de M. Franceschini?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'est bien simple. D'après la convention, nous devons payer le transport et l'assurance sur toute machinerie que la compagnie aurait été obligée de transporter sur les chantiers exclusivement pour l'usage du gouvernement, aux fins de la convention. Or, aucune machinerie n'a été utilisée par le gouvernement pour ses propres travaux qui n'était pas déjà sur les lieux pour les fins du contrat principal exécuté par l'entrepreneur. Par conséquent, nous ne lui devons pas un sou ni pour le transport ni pour l'assurance.

**M. Godbout (L'Islet):** Je trouve étrange que l'an dernier, après trois dénégations du ministre à ce sujet, j'ai lu la clause, et le ministre n'a pas continué de nier. Je trouve très drôle que la compagnie qui, d'après son contrat, a une réclamation de plusieurs milliers de dollars contre le gouvernement, accepte tout d'un coup de ne rien réclamer. Est-ce là? Ou bien le gouvernement a-t-il refusé de remplir ses obligations?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'était pour la machinerie spéciale, mais comme nous n'en avons pas eu besoin, nous n'avons rien eu à payer.

**M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement a-t-il payé pour les réparations des machines de la compagnie Champlain?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Quand les machineries employées d'après les conditions de la convention se brisaient sur nos travaux à nous, nous payions pour les réparations.

**M. Godbout (L'Islet):** Nous touchons là du doigt le caractère particulier de ce marché. Voilà tout le nœud de ces contrats, de ces conventions, de ces ententes. C'est là qu'est la cause de tout le mal. Il faudrait plusieurs mois à un ingénieur pour se démêler dans tous ces contrats et conventions, pour se retrouver dans toute cette paperasse embrouillée presque à dessein.

Il y a des machineries qui sont à la charge des entrepreneurs, d'autres à la charge du gouvernement

et personne ne peut s'y retrouver. La voilà l'explication de l'écart qu'il y a entre l'estimation de \$6,000,000 et les \$12,000,000 que la route a déjà coûtés et les \$15,000,000 qu'elle coûtera lorsqu'elle sera terminée.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Relativement aux assurances, nous avons payé seulement celles qui couvraient nos camps.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre empire sa position.

Pourquoi n'a-t-il pas payé les assurances, comme l'y obligeait la convention du 25 octobre? C'est là qu'est le scandale du contrat. Pas un seul ingénieur d'expérience ne peut déterminer, à l'aide des contrats, de quelle façon les travaux sont faits et ce qu'ils coûtent. Tout est là dans la façon d'établir les conditions qui sont tellement difficiles à comprendre et à délimiter qu'il faut, à la fin, que les partis s'entendent.

Il (M. Godbout) revient sur les comparaisons que faisait le ministre de la Voirie le matin, entre les prix unitaires payés par l'Union nationale et par les libéraux. Dans le cas de la route de Chicoutimi, rappelle-t-il, le ministre a dit que le terrassement coûtait \$3.25 la verge pendant que les libéraux, en 1944, payaient \$3.50 la verge.

Nous allons voir où est la vérité. Pour la classe A, soit pour le terrassement fait le long des lignes de transmission, de 0 à 200 pieds, le prix payé à la compagnie est de \$15.75 la verge, et comme le ministre a dit, récemment, que la majeure partie de la route est le long de la ligne de transmission, il se trouve que le gouvernement paie à la compagnie \$15.75 la verge "partouté".

Pour la classe B, le prix du contrat est de \$6 la verge. Ce n'est pas \$3.25 comme dit le ministre, et les travaux de terrassement coûtent bien plus cher que la moyenne de \$3.25 citée par le ministre.

Cela prouve que, quand le ministre fait des comparaisons, il doit donner des chiffres exacts et, quand tout le monde sait que la province a payé plus, beaucoup plus que \$3.25 la verge, pourquoi citer ce chiffre en Chambre?

Par exemple, pour fixer à \$242,000 le mille le coût du boulevard Taschereau, on a inclus le coût de trois viaducs enjambant 34 voies ferrées. Sans le coût des viaducs, le boulevard Taschereau n'a coûté que \$122,000 le mille, y compris le coût très élevé des terrassements.

Je demande au ministre de donner à l'opposition le prix du terrassement à la verge, et le total des paiements sur cet item.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

À chaque session depuis trois ans, l'opposition parle de la route de Chicoutimi. Nous avons produit tous les documents qu'on nous a demandés et nous avons répondu à toutes les questions. Incapables de contester la nécessité de cette route, ils essayent de salir au lieu de construire parce qu'ils n'aiment pas les réalisations de l'Union nationale. Qu'ils ramassent donc ce qu'ils ont de courage, qu'ils le multiplient par dix et qu'ils portent des accusations contre l'intégrité du ministre. Ils en sont incapables parce qu'il est le symbole de l'intégrité et de l'honnêteté.

Ils tâchent de provoquer des soupçons, parce que l'Union nationale a donné à la région du Lac-Saint-Jean une route qu'ils n'ont pas voulu leur donner. Je défie le chef de l'opposition de porter des accusations. Nous sommes capables d'en porter. Les propos du chef de l'opposition massacrent la vérité. Le chef de l'opposition dit qu'il faudrait plusieurs mois à un ingénieur pour comprendre les contrats et il voudrait nous donner l'impression qu'il les comprend. La vérité vraie, la voici.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Tantôt, ce n'était pas la vérité, c'étaient des blagues.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il ne s'agit pas de conditions normales. Cette route a été construite dans des conditions extrêmement difficiles. J'ai rencontré un ingénieur qui a travaillé à la route de l'Alaska et à la route du parc. Il m'a dit que les difficultés rencontrées sur la route de l'Alaska n'étaient rien à côté de celles rencontrées sur la route de Chicoutimi. Des ingénieurs disent que le terrain était pire que celui sur lequel on a construit la route de l'Alberta à l'Alaska.

Pourtant, la route de Chicoutimi n'a coûté que \$125,000 le mille, quand le boulevard Taschereau a coûté \$242,000 le mille en 1932. Et le coût des matériaux et les salaires étaient alors beaucoup plus bas qu'aujourd'hui. Le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier, qui n'a pas été construit dans la forêt mais sur un terrain plat, coûtera \$191,000 le mille lorsqu'il sera terminé. Au lieu de salir, on devrait porter des accusations. On n'a pas été capable de dire qu'un seul sou des deniers publics aurait été détourné.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Je tiens à rétablir les faits. Le boulevard Laurier ne coûte pas encore ce prix parce qu'il n'a pas été complété. Il faudrait dépenser \$36,000,000 pour arriver à \$191,000 du mille.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Oui, quand ce sera fini.

Le chef de l'opposition joue sur les mots. Voici la situation: le nouveau chemin a été construit en forêt. On bâtit des maisons pour loger les ouvriers, et des chemins d'accès à la route. Si le chef de l'opposition veut faire des insinuations, nous n'avons pas peur. Qu'il ramasse son courage et porte des accusations.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai critiqué les contrats. Nous n'avons accusé personne, mais nous avons démontré que ces contrats sont désastreux pour la province.

(Applaudissements à gauche)

C'est le contrat qui est un scandale.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Nous avons accusé l'incompétence.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** ... et l'ignorance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est ce que je dis: pas d'accusation. Vous voyez comme la Providence a été bonne de délivrer la province de ces gens-là. Le chemin de Chicoutimi a coûté moins cher, en 1947, avec des salaires plus élevés. En résumé ce chemin est nécessaire. Ces gens-là disent qu'ils n'accusent personne. Ces gens-là critiquent depuis trois ans, et maintenant, ils disent qu'ils n'accusent personne. Ils ont reçu des ordres de leurs chefs d'ailleurs pour faire traîner la session.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre n'a pas le droit de dire ce qu'il dit. C'est notre conscience seule qui nous guide dans l'accomplissement de nos devoirs ici. Le premier ministre qui parle de bravoure n'attendra pas l'ordre du président pour retirer ce qu'il a dit. Il n'a pas le droit de nous imputer des motifs indignes, des motifs faux.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Il nie la nécessité de cette route. Elle ne sert qu'à Chicoutimi.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):**

L'opposition veut tuer le temps et empêcher le gouvernement d'appliquer ses lois. On veut retarder les travaux de la Chambre. Que l'on continue, on n'empêchera pas le gouvernement de faire son devoir et la population d'écraser ces gens-là.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai dit que les députés de la gauche retardaient la



session d'après les ordres d'Ottawa. Je prends la parole du chef de l'opposition qui dit ne pas avoir reçu d'ordre, mais des gens dignes de foi m'ont déclaré.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre est hors d'ordre et il le sait. Il parle en dehors de l'article 5. Il devrait retirer ses paroles sans condition. Il devrait donner l'exemple de l'observance des règlements.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition dit qu'il n'a pas reçu d'ordre et je prends sa parole selon les règlements, mais des personnes dignes de foi, proches de l'organisation libérale, m'ont affirmé que l'opposition libérale de Québec avait reçu l'ordre de faire traîner la session parce que ça faisait l'affaire d'Ottawa.

**Des députés de l'opposition:** Nommez-les ces gens là! Nommez-les!

**M. Godbout (L'Islet)** en appelle au président et demande une rétractation formelle.

**Le président:** Le premier ministre a pris la parole du chef de l'opposition et a fait écho à certaines rumeurs que le chef de l'opposition a le droit de nier, sur quoi il faudra accepter sa parole.

**M. Godbout (L'Islet):** Je savais, M. le président, la décision que vous rendriez. La Chambre sait de quelle façon vous accomplissez votre devoir.

**Le président** demande au chef de l'opposition (M. Godbout) de retirer ces paroles.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est le Règlement, je les retire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si vous lisez les journaux, M. le président, vous apprendrez qu'on a fixé une convocation et qu'on voudrait trouver une date qui embarrasserait le gouvernement de l'Union nationale.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre est toujours hors d'ordre.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Je soulève la question d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a même dit que l'organisation libérale d'Ottawa

était sûre de trouver parmi les députés libéraux de Québec des gens qui suivraient ses instructions pour la durée de la session. Je suis prêt à ne plus parler de ce sujet, puisque ça ne fait pas plaisir à l'opposition. Mais je demande aux députés, au peuple de bien suivre les événements et de constater qui retarde la session qui coûte des milliers de piastres à la province. Ils verront si le retard est inspiré par un parti politique ou par les intérêts de la province. Aucun député de la gauche n'a nié la nécessité du chemin de Chicoutimi.

**M. Filion (Lac-Saint-Jean):** J'en nie la nécessité. Il y avait déjà un autre chemin qui rendait service à tout le monde. On aurait pu l'améliorer. La nouvelle route ne sert que Chicoutimi. Elle n'est pas faite pour mon comté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député ira dire ça dans son comté.

**M. Filion (Lac-Saint-Jean):** Je le dirai devant n'importe qui et j'invite le premier ministre à venir en parler dans mon comté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce que veut l'opposition, c'est prolonger la session qui coûte \$7,000 par jour au peuple. L'opposition pourra continuer; elle n'empêchera pas le gouvernement d'accomplir son devoir et la population d'écraser ces gens. L'opposition veut nous empêcher d'appliquer les lois bienfaites de la session.

**M. Godbout (L'Islet):** Voilà un homme qui se lève pour justifier une dépense de \$12,000,000, de l'argent de la province, et pour justifier des contrats donnés à des étrangers. Le premier ministre est allé faire une nouvelle excursion dans le champ d'Ottawa sachant qu'il agissait contre les règlements. C'est contre les règles de la gentillommerie.

**Des voix de la droite** font des objections sur les expressions employées.

**M. Godbout (L'Islet):** Je respecte les règlements et je retire toutes les paroles qui auraient pu faire de la peine, M. le président. Le premier ministre a dit que nous voulions empêcher les effets bienfaites de sa législation généreuse. Je voudrais bien voir quelle législation sociale et économique bénéfique a été adoptée au cours de la session.

C'est plus de \$15,000 par mois seulement pour le loyer de ces machines. Combien a coûté le

loyer de ces machines? Je le demande au ministre de la Voirie.

Il (M. Godbout) reproche au ministre de la Voirie d'avoir exempté les deux compagnies du dépôt et de la police de garantie. C'est \$50,000 de cadeau qu'on a fait, dit-il, au lieu d'avoir une garantie de \$1,500,000 dans les coffres provinciaux pour des travaux de \$15,000,000. Il y avait dans la province de Québec des gens capables de faire les travaux et on aurait dû leur donner les contrats.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Qui?

**M. Godbout (L'Islet):** Entre autres, le frère du président du Conseil législatif, M. Raymond.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il n'était pas capable d'entreprendre ces travaux. Il n'avait pas l'outillage voulu.

**M. Godbout (L'Islet)** reproche au premier ministre de tenter de justifier des contrats incompréhensibles et inextricables. Il nous sert des sornettes, dit-il, quand il s'agit d'une dépense de \$15,000,000. Il dit que nous avons peur et que nous faisons des insinuations. S'il y a quelqu'un qui a toujours l'insinuation à la bouche, c'est bien lui. Notre devoir est de savoir ce qui se passe. Le ministre a admis qu'un garage avait été ouvert tout l'hiver pour réparer la machinerie des contracteurs.

Pour répondre à un argument du premier ministre à l'effet que la nouvelle route est nécessaire, je rappelle qu'il existait déjà une route et que mon gouvernement l'a développée dans la mesure du possible. Au lieu de continuer la route existante, du grand lac Jacques-Cartier à Hébertville et Saint-Joseph d'Alma, on entreprend en plein bois, dans des conditions quasi impossibles une nouvelle route qui coûtera de \$15,000,000 à \$16,000,000 avant même qu'un pouce de pavage soit posé. Les citoyens de la région reconnaissent même que c'est une extravagance.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):**

Venez dire ça à Chicoutimi. Vous aurez la même réception qu'en 1944.

**M. Godbout (L'Islet):** Je sais la responsabilité de ceux qui ont organisé le trouble à Chicoutimi. Au lieu de construire une route pour une seule ville à un moment inopportun, on aurait pu penser au reste de la région. Au contraire, on donne à deux entrepreneurs étrangers, sans soumissions, des contrats de

\$6,000,000 et qui en coûteront \$16,000,000. Les ingénieurs font bien leur travail quand ils sont libres. Ils prennent généralement le temps d'examiner les lieux avant de faire des rapports.

Ils ont évalué les travaux de la route de Chicoutimi à \$6,500,000. On a plus que doublé ce montant et ce n'est pas fini. Il (M. Godbout) revient sur les déclarations faites par le premier ministre, en 1935, contre les contrats sans soumissions et accuse le présent gouvernement de faire des dépenses trop élevées dans ce domaine.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition devrait se rappeler ce qui est arrivé dans son entreprise de la betteraverie de Saint-Hilaire. Le chef de l'opposition prétendait que les estimés de la betteraverie étaient de \$150,000 et l'entreprise a coûté \$4,000,000.

(Il est aussi question des contrats de voirie donnés par des libéraux à des gens de New York et du Texas, puis on revient aux chemins.)

**M. Godbout (L'Islet):** Pour justifier ses écarts, le gouvernement nous dit que la route est construite dans le bois. La route est en deux sections: celle du grand lac Jacques-Cartier à Laterrière est nouvelle, mais celle de Québec au lac Jacques-Cartier est ancienne et, cependant, les extras sont plus considérables dans cette section. L'écart entre les estimés et le coût réel est facile à comprendre. C'est qu'on a accordé les contrats à 10 % de plus qu'on paie généralement, que le gouvernement s'est engagé à payer les camps destinés à loger les employés. Un seul de ces camps a coûté \$118,000, bien que le gouvernement ait fourni le bois gratuitement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Où le chef de l'opposition a-t-il appris qu'un camp avait coûté \$118,000.

**M. Godbout (L'Islet):** Qui ose me contredire?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ces camps appartiennent à la province. Il y avait 800 employés à loger et à nourrir.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Un camp, c'est 16 maisons avec cuisines, dortoirs, douches, etc.

**M. Godbout (L'Islet):** Quand les contracteurs exécutent des travaux dans la forêt, ils ont l'habitude

de construire eux-mêmes leurs camps. Le gouvernement a payé leurs chemins de pénétration, leurs chemins pour aller chercher le gravier. Pourquoi M. McNamara avait-il consenti à bâtir lui-même des chemins et des camps? Ce n'est que deux mois plus tard qu'il a réussi à obtenir les mêmes avantages que M. Franceschini.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il y a un rapport des ingénieurs à ce sujet.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre prétend-il qu'il n'y a qu'un rapport?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Mes ingénieurs me disent qu'il n'y en a qu'un.

**M. Godbout (L'Islet):** Il n'y a pas d'autres rapports sur le même sujet?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** L'ingénieur en chef me dit que non.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre et son ingénieur en chef sont-ils capables d'assermenter qu'il n'y ait qu'un seul rapport. Nous verrons plus tard, quand ces gens-là seront sous serment.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition pouvait demander une enquête devant un comité de cette Chambre, il a eu peur de le faire.

**M. Godbout (L'Islet):** Le rapport du 12 novembre dit qu'il faut payer la construction des chemins d'approche. Le gouvernement est allé plus loin. Après avoir donné un contrat à McNamara, il s'aperçoit qu'il a accordé des faveurs spéciales à Franceschini et se ravise. Il accorde les mêmes faveurs à McNamara. En résumé, l'entente dit que, vu que le gouvernement a payé à la compagnie de Franceschini pour les chemins et les camps, il convient de payer également pour les mêmes choses à la compagnie Cartier. On paie, malgré le contrat, parce qu'on a payé à un autre entrepreneur. Parce qu'on a payé à Franceschini, on paie à McNamara. Raison bien étrange pour justifier ce cadeau. Le ministre avait bien raison d'admettre qu'il ne peut démêler les contrats.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Godbout (L'Islet):** J'accepte la déclaration du ministre, mais il s'appuie tantôt sur le contrat, tantôt sur la convention qui diffèrent. Voilà comment se conduisent ceux qui sont chargés de développer notre patrimoine national. Les contrats sont si embrouillés que les comptables de la Voirie eux-mêmes ne peuvent s'y comprendre.

Pour les chemins de gravier seulement, c'est un cadeau de \$80,000. C'est la raison pourquoi le coût des travaux est passé de \$6,000,000 à \$12,500,000. Le gouvernement paie les pelles \$16 l'heure, soit \$4,000 par mois, depuis le jour où elles entrent dans le chemin jusqu'au jour où elles en sortent, même si elles ne travaillent pas.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'est faux.

**M. Godbout (L'Islet):** Je voudrais bien que ce soit faux, mais c'est dans le contrat. Cette aventure aurait coûté moins cher à la province. Avec des pelles louées au gouvernement à \$160 par jour, qu'elles travaillent ou non. On apporte un tas de machine où il en faut deux; il n'est pas étonnant que le coût des travaux soit monté.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Pas sérieux!

**M. Godbout (L'Islet):** C'est encore dans le contrat.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Rien d'anormal à cela. C'est comme un taxi qu'on garde à la porte. On ne peut retourner ce gros outillage à Montréal le jour où il ne peut être utilisé pour une raison ou une autre. Quand on garde des machineries de ce genre à son service, on paie pour.

**M. Godbout (L'Islet):** Ce prix de \$16 de l'heure est le plus élevé jamais chargé dans Québec.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement n'était pas capable d'entreprendre ces travaux. Il n'avait pas l'outillage voulu.

**M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement fournit le fer des armatures et le ciment. Pourquoi alors payer \$26 la verge cube pour le ciment?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Pourquoi, sur le boulevard Desjardins, les libéraux ont-ils payé \$25 la verge cube en fournissant le fer et le ciment?

**M. Godbout (L'Islet):** Vous avez bien là la façon de procéder de l'Union nationale. On compare des travaux de \$20,000,000 à des travaux de \$20,000. Le ministre est dans une mauvaise position et il donne des chiffres qui ne sont pas exacts. Chaque fois que nous faisons des reproches au gouvernement, on va, tout de suite, chercher des exemples à 10 ou 30 ans de distance.

La construction de ce chemin a été entreprise dans des conditions ténébreuses: on y voit des contrats et des conventions couvrant l'exécution des mêmes travaux, avec les mêmes gens et avec les mêmes machines. Les travaux ont été exécutés dans des conditions telles que nous devrions voir dans quelles conditions l'argent a été dépensé.

Dans le parc, seuls ceux qui travaillent au pic et à la pelle parlent français. Je défie qui que ce soit d'aller le long de cette route de Chicoutimi et d'essayer de parler français à d'autres qu'aux manœuvres. Toutes les meilleures positions sont allées à des gens de l'Ontario.

Le premier ministre nous dit que les libéraux ont donné des contrats à des Canadiens d'origine italienne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **l'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Franceschini aussi.

**M. Godbout (L'Islet):** Ces entrepreneurs demeurent dans notre province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **l'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Franceschini aussi.

**M. Godbout (L'Islet):** Ils paient des taxes dans notre province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **l'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Franceschini aussi.

**M. Godbout (L'Islet):** Ils emploient des ouvriers dans notre province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **l'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Franceschini aussi.

**M. Godbout (L'Islet):** Allez parler aux employés de M. Franceschini sur les chemins et vous verrez s'ils sont de la province de Québec. Le

gouvernement doit veiller à ce que l'argent public soit dépensé dans l'intérêt de notre population.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition admet-il que M. McNamara est un bon entrepreneur?

**M. Godbout (L'Islet):** Certainement, mais le contrat que vous lui avez donné, celui que vous avez donné à M. Franceschini, sont des contrats scandaleux. La route de Chicoutimi a été entreprise dans des conditions ténébreuses par des contrats, des conventions et des marchés ruineux pour la province et avec les mêmes gens et les mêmes machines.

On a laissé charger par des contracteurs des salaires qui n'ont jamais été payés. C'est ainsi que le fédéral a voulu charger de l'impôt sur des salaires de \$75 et \$80 par mois, à des gens de la région de Chicoutimi qui n'ont jamais travaillé pour les mêmes contracteurs; des salaires qui n'ont jamais été payés à des gens qui sont inscrits sur les listes de paie. Je ne doute pas de l'honnêteté du ministre. Cela s'est fait certainement hors sa connaissance. Mais les contrats étaient si relâchés que pareille chose était possible.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Donnez-nous des noms et des adresses et, comme procureur général, je m'engage à prendre des poursuites.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai ici un nom que j'ai la permission de donner. C'est M. Bill Dupéré, de Sainte-Anne de Chicoutimi. Il est sur la liste de paie pour \$72 du 17 au 30 septembre 1945; \$78 du 1<sup>er</sup> octobre au 15 octobre; \$84 du 16 octobre au 31; \$72 du 1<sup>er</sup> novembre au 29. Cet homme n'a jamais travaillé sur la route de Chicoutimi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons voir cela. Avez-vous d'autres noms?

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai d'autres noms, mais ne je suis pas autorisé à les donner. J'ai également le nom de celui qui a endossé les chèques que je viens de mentionner. Et voilà une autre raison pour laquelle la route est inopportune.

Le gouvernement est responsable d'avoir laissé couler des centaines de mille dollars et d'avoir passé des contrats qu'il faudrait être plus qu'humain pour comprendre et faire respecter, car ils s'accompagnent de conventions et de marchés qui en changent les dispositions.

Même la surveillance des travaux été mauvaise et lorsqu'un ingénieur a voulu être trop

sévère, on l'a envoyé ailleurs. Est-ce le même ingénieur qui a été constamment sur les chantiers?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il y en a eu deux: M. Richer et M. Major.

**M. Godbout (L'Islet):** Cet ingénieur, M. Richer, est-il encore à l'emploi du ministère?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non.

**M. Godbout (L'Islet):** Quand on a trouvé qu'il était trop bon, on l'a renvoyé. Où travaille-t-il?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Au ministère des Mines. Je préviens le chef de l'opposition de ne pas trop se fier aux renseignements qu'il pourrait obtenir de lui.

**M. Godbout (L'Islet):** S'il était mauvais ingénieur sur la route, pourquoi le gouvernement l'a-t-il gardé? La province demandera des comptes sévères au gouvernement pour son administration.

La voirie a coûté \$4,000,000 l'an dernier. Le peuple paie et ne trouve pas de travaux, à un tel point que le tourisme a baissé de 50 % en Gaspésie.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** En Gaspésie, nous réparons les négligences de l'ancien régime.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 25 mars 1948**

##### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 heures.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Choquette (Montmagny):** M. l'Orateur, à la suite du débat qui s'est déroulé, je crois qu'il est opportun de présenter un amendement à cette motion.

**M. l'Orateur:** L'honorable député a épuisé son temps de parole.

**M. Choquette (Montmagny):** Dans le comité des subsides étudiant un item particulier de la Voirie, mais pas en cette Chambre.

**M. Godbout (L'Islet):** La parole ne peut être refusée au député tout de même.

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Personne n'a droit de discuter plus d'une heure et n'a pas le droit de discuter avant d'aller en subsides, des questions qui sont discutées en comité des subsides. Le comité n'a pas fait de rapport. Le député de Montmagny, dit-il, a parfaitement le droit de présenter un amendement à la motion, mais ayant épuisé son droit de parole sur l'item 5 des subsides de la Voirie, il n'a pas le droit de revenir sur le sujet et de faire ainsi indirectement ce qu'il ne peut faire directement, soit de passer outre les prescriptions des articles 346 et 380.

**M. Godbout (L'Islet):** Ça toujours été la coutume, avant de passer en subsides, de recevoir les motions des députés. Le premier ministre, quand il était dans l'opposition, l'a souvent employé ce

moyen. Pas un article du Règlement ne défend cette procédure. Le député de Montmagny a perdu son droit de parole en comité des subsides, mais rien ne l'empêche de proposer une motion générale à la Chambre.

**M. Choquette Montmagny:** Le premier ministre et le ministre de la Voirie se sont efforcés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député ne peut faire allusion à un débat antérieur ni aux délibérations d'un comité qui n'a pas fait rapport.

**M. Choquette (Montmagny):** J'ai l'intention de parler des contrats sans soumissions. Depuis quatre ans, nous n'avons cessé de réclamer l'observance de la loi par le gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député ne peut parler de la voirie. Il peut parler des affaires de la province en général.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est quand il est question de la voirie que l'on peut proposer des amendements.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** En 1944, 21 amendements ont été présentés dans l'opposition par le premier ministre et les ministres d'aujourd'hui.

**M. Morin (Québec-Centre)** intervient sur le point d'ordre.

**M. l'Orateur** maintient le point d'ordre. Le député de Montmagny n'a pas le droit de présenter sa motion, déclare-t-il.

**M. Choquette Montmagny:** Ai-je au moins le droit de lire ma motion?

**M. l'Orateur:** Ma décision est rendue!

**M. Dumoulin (Montmorency):** (S'emparant de l'amendement qui est sur le pupitre de M. Choquette) Je propose, secondé par le député de Montmagny.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Montmagny n'a pas le droit de seconder, puisqu'il n'a pas le droit de parole.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Je propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Dansereau), que tous les mots après "que", dans la motion en

discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les crédits nécessaires à Sa Majesté, soumet respectueusement que c'est le devoir impérieux du gouvernement de la province d'ordonner, sans délai additionnel, la tenue d'une enquête royale sur les contrats donnés pour l'exécution des travaux de la route Québec-Laterrière-Chicoutimi, par le gouvernement de la province, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1945 à date.

M. l'Orateur... Je désire appuyer l'amendement de quelques remarques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député n'a plus le droit de parler, du moment qu'il a lu sa motion.

**M. l'Orateur:** En effet, une fois l'amendement proposé, il a perdu par le fait même son droit de parole. La règle, c'est que l'amendement est présenté en conclusion d'un discours.

**M. Godbout (L'Islet):** Il me semble que le député (M. Dumoulin) a droit d'appuyer sa motion avant ou après l'avoir lue. Il n'y a pas de règlement à ce sujet.

**M. l'Orateur:** En l'absence de règlement, la coutume prévaut.

**M. Mercier petit-fils (Châteauguay):** Bâillon!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député retire ce qu'il vient de dire.

**M. Mercier petit-fils (Châteauguay)** (Ne se trouvant pas à son siège) se lève pour retirer le mot "Bâillon".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut que le député de Châteauguay retourne à son siège officiel avant que sa rectification soit acceptée.

**M. l'Orateur** accepte officiellement l'excuse du député de Châteauguay.

**M. Godbout (L'Islet):** Deux mots seulement sur la motion que l'on vient de présenter en Chambre. La proposition du député de Montmorency est bienvenue à ce stage-ci. La construction de la route de Chicoutimi est entourée d'incertitudes. Le gouvernement se doit d'éclaircir la situation en accordant une enquête royale.

Des estimés de \$6,000,000 ont été préparés; le gouvernement a dépensé à date \$12,500,000 et quand le pavage sera terminé, le coût total sera de \$15,000,000 à \$16,000,000. Ce fait seul devrait attirer l'attention des ministres et c'est le devoir du gouvernement d'établir devant le public où cet argent est allé.

Après avoir passé un contrat dans les conditions ordinaires, on en a modifié les conditions par des ententes accessoires; le gouvernement a tout changé en signant des conventions et des ententes qui embrouillent tout. On a permis que les entrepreneurs soient allégés de fardeaux considérables. Ils devaient faire des dépôts et ils ont été exemptés contre les termes des contrats. Ils devaient déposer une police de garantie qu'ils n'ont pas déposée. On leur fait ainsi un cadeau de \$50,000 par année. La comptabilité est intenable. Après avoir passé le contrat, le gouvernement a accepté de payer 100 % du coût des chemins d'accès aux bancs de gravier, faisant ainsi à l'entrepreneur un cadeau de \$60,000, au moins.

On s'est montré plus généreux pour deux millionnaires de Toronto que pour les entrepreneurs du Québec. Pourquoi ne pas faire bénéficier des mêmes avantages et des mêmes cadeaux les entrepreneurs québécois au lieu de favoriser Franceschini et McNamara, citoyens de Toronto?

Il y a dans tout cela quelques centaines de milliers de dollars qui ne sont pas expliqués et que le gouvernement se doit d'expliquer. On n'a pas expliqué pourquoi, après avoir donné les contrats, on a fait d'autres ententes, ni pourquoi on a fait travailler les mêmes gens et les mêmes machineries sur les mêmes contrats de façon qu'on ne puisse s'y démêler.

C'est tout cela que le gouvernement doit expliquer à la population et il n'y a qu'une enquête royale pour lui en donner l'occasion, sans détours. J'espère que le gouvernement se rendra à la demande que nous faisons.

J'espère qu'il nous donnera une enquête royale où nous ferons contredire sous serment des gens qui se sont prononcés sur cette question. Nous avons eu, cet après-midi, des réponses carrément fausses qu'on ne voudra pas soutenir sous serment. Je disais cet après-midi que le loyer des machineries seulement nous coûtait \$20,000 par mois. J'ai fait des calculs, et c'est \$80,000 que nous payons de ce chef seulement, que les machines travaillent ou non. Pour le bon renom du gouvernement de la province, le premier ministre se doit d'accorder l'enquête royale demandée. Le gouvernement se doit d'éclaircir tout ça. Il se doit de nettoyer cette situation qui pèse sur la conscience populaire.

Je lui demande en face, cette fois-ci. Et je la demande en face de la personne qui m'a donné cet après-midi une réponse fausse. Nous ferons dire sous serment le contraire de certaines réponses.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'insinuer que j'ai essayé de tromper la Chambre.

**M. Godbout (L'Islet):** Le renseignement que j'ai eu, le ministre l'a pris de son voisin et c'est celui-ci qui devra renseigner la cour sous serment.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel voisin? Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette)?

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre sait bien que je ne vise pas le ministre du Travail.

**M. l'Orateur:** Le ministre a demandé que le chef de l'opposition retire ses paroles!

**M. Godbout (L'Islet):** Nous ne nous entendons pas, M. l'Orateur, j'ai expliqué que je n'ai pas visé le ministre de la Voirie, mais le fonctionnaire qui a donné les renseignements au ministre, des renouvellements qu'il savait faux. On va lui faire dire dans une enquête royale.

Tout cela établit la nécessité d'une enquête royale. Il ne s'agit pas d'en tirer des avantages politiques, mais d'établir que dans la province de Québec, nous faisons les choses dans la justice, la droiture et la légalité.

(Applaudissements prolongés à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement est certainement irrégulier parce qu'il se rapporte à un débat qui est en cours devant le comité des subsides. Mais je n'y fais pas d'objection dans l'espoir de faire cesser la répétition des mêmes discours et des mêmes objections.

Je note d'abord que nous sommes au pouvoir depuis quatre ans, que le ministre de la Voirie a donné pour \$150,000,000 de contrats de voirie et que l'opposition ne trouve à critiquer que \$10,000,000 sur \$150,000,000, soit un quinzième de son administration. C'est déjà un témoignage.

On nous demande une enquête royale. Pourquoi ne pas l'avoir demandée avant? Ça fait quatre ans que ces gens-là redisent les mêmes choses. Pourquoi avoir attendu à la quatrième session? C'est qu'ils ne veulent pas l'avoir ou bien

qu'il leur faut quatre ans pour penser. Une enquête royale, ça se fait devant un juge nommé par le gouvernement. Il y a là encore un témoignage.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai confiance en nos juges.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais si le chef de l'opposition et les membres de son parti avaient été des hommes, à chaque session, ils pouvaient convoquer le comité des comptes publics pour faire une enquête complète devant les députés. N'importe quel député pouvait la demander et nous l'aurions accordée. Mais c'est clair qu'ils n'en veulent pas.

Le chef de l'opposition ne s'est pas grandi. Ce n'est pas gentil d'attaquer un employé de la province qui n'est pas en Chambre et ne peut se défendre. Et le parti qui l'attaque l'a gardé cinq ans au service du gouvernement, comme ingénieur en chef de tout le département de la Voirie<sup>2</sup>.

Il n'y a rien de plus regrettable que la calomnie. Le chef de l'opposition et son parti donnent tous les jours des preuves de décadence complète. Ils essayent de soulever des préjugés et de donner l'impression que dans la province nous souffrons d'étroitesse d'esprit. Le chef de l'opposition essaye de rapetisser la province de Québec en face du pays. Tous les Canadiens quels qu'ils soient ont le droit d'obtenir des contrats, pourvu qu'ils soient honnêtes et compétents. Ce n'est pas le temps de s'isoler, de soulever les provinces les unes contre les autres.

En face d'un danger qui nous menace, ce n'est pas le temps de critiquer une province qui nous aide à nous défendre. Ce n'est pas le temps pour les citoyens de la province de Québec, qui obtiennent des contrats dans les autres provinces, de refuser de rendre justice aux Canadiens des autres provinces. Tous les Canadiens sont chez eux dans Québec comme ailleurs. Il faut avoir une cause bien mauvaise pour sentir le besoin de l'étayer sur les préjugés de race et la calomnie. Le chef de l'opposition rend un mauvais service à la province en attaquant les Canadiens des autres provinces.

On a tenté d'humilier le ministre de la Voirie quelque temps seulement après la mort de sa mère. Le ministre de la Voirie est d'une honnêteté incontestable. Il est le plus grand ministre de la Voirie que nous ayons eu depuis la Confédération. D'ailleurs, l'opposition admet que le ministre de la Voirie est honnête. Et si le ministre est honnête, qui a commis les abus? Les employés? Ce sont les mêmes que sous l'ancien gouvernement.

J'ai ici une lettre signée par cinq employés supérieurs du département: MM. Ernest Gohier, ingénieur en chef, Eugène Pelletier, assistant ingénieur en chef, L.-W. Desbiens, J.-E. Legault et E. Major. La lettre dit que tous les travaux ont été faits d'une manière régulière; qu'il n'y a eu aucun changement dans les tracés ni dans les plans soumis et recommandés par les ingénieurs; qu'il n'y a eu aucune modification dans le contrat; que les travaux ont été bien exécutés conformément aux meilleurs intérêts de la province; que les prix unitaires ne sont pas trop élevés et qu'ils doivent rester les mêmes. La garantie de 10 % est généralement remise quand 30 % des travaux ont été exécutés. Il y en a aujourd'hui plus de 60 %.

Le chef de l'opposition dit que l'affaire est tellement compliquée que ça prend des ingénieurs pour la comprendre. Si ça prend des ingénieurs pour la comprendre, en voici cinq qui l'ont comprise et qui disent que c'est bien fait. Le chef de l'opposition n'a fait que des insinuations sans aucun fondement.

La raison de tout cela, c'est que le chef de l'opposition a sacrifié son intelligence à son parti, ce parti qui a négligé l'importante région de Chicoutimi et qui n'est pas content de voir le ministre de la Voirie réaliser en trois ans ce qui s'imposait depuis 50 ans. On est jaloux du ministre et de son œuvre. On essaye d'obscurcir l'éclat de son soleil. Une enquête royale! On dirait que les avocats de l'opposition n'ont pas de cause.

(Rires et applaudissements à droite)

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le premier ministre n'a pas lieu de se fâcher comme il le fait. S'il n'a rien à cacher, il ne devrait avoir aucune objection à aller devant un ou deux juges. Si la situation est aussi belle, pourquoi le gouvernement refuse-t-il l'enquête? Je ne puis m'expliquer l'indignation et la colère du premier ministre. Qu'il fasse sa preuve et nous proclamerons que son ministre est le plus grand depuis la Confédération. Mais il est peut-être prématuré de dire qu'il est le meilleur ministre que nous ayons eu depuis la Confédération.

S'il n'y a pas eu de gaspillage, nous serons heureux de le faire savoir à toute la province. Le premier ministre dit que c'est un compliment au ministre de ne demander une enquête que sur la route de Chicoutimi. Ce serait un plus beau compliment si l'enquête démontrait que rien d'irrégulier n'a été fait.

Le premier ministre nous reproche de ne pas avoir demandé une enquête plus tôt. Il était impossible de demander une enquête royale avant cela, puisque des contrats ont encore été accordés la



semaine dernière. Il fallait attendre que l'affaire fût en train. Le sentiment unanime est que le ministre de la Voirie est un honnête homme. Ce que nous attaquons, c'est le système. Personne ne croit qu'il a mis un sou dans sa poche.

Mais des travaux qui sont rendus à \$12,500,000, alors que les estimés sont de \$6,000,000, cela ne paraît pas régulier. Et il faudra encore \$5,000,000 ou \$6,000,000 de plus pour les terminer et, tout cela, avant de poser les pavages. Une administration peut être mauvaise sans que l'administrateur soit malhonnête. Le ministre n'a pas l'air d'avoir peur. La seule façon de dissiper les doutes, c'est d'accorder une enquête. Encore une fois, pourquoi a-t-on peur?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas peureux.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Si le premier ministre n'est pas peureux, qu'il accorde l'enquête. Il y avait déjà trois routes pour se rendre à Chicoutimi. Il en aurait coûté \$4,000,000 à \$5,000,000 pour en élargir une, pour la paver, l'améliorer. Si on refuse l'enquête, le public dira que le gouvernement a quelque chose à cacher.

(Applaudissements à gauche)

**M. Dumoulin (Montmorency)** veut exercer son droit de réplique à titre de proposeur de l'amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'y oppose.

L'amendement est mis aux voix<sup>3</sup> et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bienvenue, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Hamel, Joyal, Kirkland, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Samson, Sylvestre, 23.

**Contre:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larochelle, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Renné, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 44.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Dansereau (Argenteuil):** M. le président, cette entreprise.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. En discutant l'amendement, on a aussi discuté tout le mérite de la question de la route de Chicoutimi et on ne peut maintenant revenir sur un débat antérieur. Toute discussion là-dessus est hors d'ordre. Je me base sur l'article 287 des règlements.

(Le point d'ordre se discute longuement.)

**M. Godbout (L'Islet)** s'objecte à cette interprétation des règlements. Nous demandions une enquête royale, dit-il, et il n'était pas du tout question de voter en même temps tous les crédits.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** maintient son point de vue.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** appuie le premier ministre.

**M. Dumoulin (Montmorency) et M. Drouin (Abitibi-Est)** ne partagent pas l'avis du premier ministre.

**M. Drouin (Québec-Est)** invoque un règlement qui permet de continuer la discussion.

**Des députés ministériels** miaulent.

**M. Drouin (Québec-Est):** Il y a des petites chattes dans la Chambre. Si elles sont malades, qu'on les soigne.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques) et M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Faites casser ce désordre.

**Le président** maintient le point d'ordre et déclare que le débat est terminé sur la route de Chicoutimi.

**M. Godbout (L'Islet)** en appelle de la décision.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, au début des remarques de l'honorable député d'Argenteuil (M. Dansereau), relativement à l'item 5 des crédits de la voirie, celui-ci réfère aux travaux de la route de Chicoutimi. L'honorable premier ministre soulève alors un point d'ordre à l'effet que ce sujet ayant été l'objet de la discussion sur la motion pour amender, décidée à cette même séance par la Chambre, il n'est pas permis de référer maintenant au même débat.

Vu que sur la motion pour amender, la discussion a porté sur le mérite des travaux exécutés sur la route de Chicoutimi, et vu le paragraphe 7 de l'article 285 des règlements de 1941, j'ai maintenu le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre. L'on appelle maintenant à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix<sup>4</sup> et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larochelle, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 44.

**Contre:** MM. Bienvenue, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Hamel, Joyal, Kirkland, Laurendeau, Leduc, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Samson, Sylvestre, 24.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre reprend ses travaux en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le débat se poursuit sur le crédit budgétaire qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Dansereau (Argenteuil)** parle de l'entretien de la route Sir-Wilfrid-Laurier. Il réclame le parachèvement de cette route dont l'importance, dit-il, est admise par tout le monde. Il demande au gouvernement de ne pas laisser perdre les capitaux qui y ont été investis.

(Applaudissements)

**M. Roberge (Lotbinière):** En bien des endroits on a abandonné l'entretien des accotements. Plus tard, il faudra réparer le dommage et dépenser des centaines de mille dollars. Comme représentant d'un comté que la voie Sir-Wilfrid-Laurier traverse, je veux dire au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) que, depuis quatre ans, on n'a nullement entretenu cette route. On l'a laissée se détériorer. Lorsqu'on voudra la compléter, il faudra dépenser des centaines de mille dollars, peut-être des millions, tandis que quelques milliers de dollars d'entretien auraient prévenu ces énormes dépenses. C'est une route destinée aux camions. C'est ainsi que la population de Lotbinière la considère. La route passe par exemple près de Joly. Il suffirait d'un raccourci d'un mille pour réduire de 15 milles la distance entre Joly et Québec.

Même chose pour Saint-Édouard et Val-Alain. Au cours de l'hiver, la voie Laurier serait facile d'entretien. Il y a intérêt de compléter cette route pour Victoriaville et bien d'autres endroits. Ce ne serait pas une dépense de millions, mais de quelques milliers de dollars. Tout le commerce des Bois-Francs va à Montréal. Le centre des affaires de Victoriaville, c'est Québec. Le ministre a dit que la voie Laurier était inutile et nuisible. Nous voulons que la route du nord du fleuve ne soit pas négligée, mais la position du

ministre qui refuse de terminer la voie Sir-Wilfrid-Laurier est aussi peu rationnelle que si nous refusions de terminer la route qu'il construit vers Chicoutimi.

(Applaudissements)

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** et **M. Drouin (Abitibi-Est)** interviennent.

L'étude de la résolution est suspendue.

sur le parquet, on a créé de nouveaux couplets qui ne manquent pas de saveur.

4. Les mêmes démonstrations décrites dans la note précédente se reproduisent.

5. 11 h 15, selon le *Montréal-Matin* du 27 mars 1948, à la page 3.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à samedi matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30<sup>5</sup>.

---

### NOTES

1. Chiffre du *Nouvelliste* du 27 mars 1948, à la page 5: 625,700.

2. Il s'agit de M. Ernest Goyer, selon *Le Soleil* du 27 mars 1948, à la page 3.

3. Il est alors 9 h 30, selon *L'Action catholique* du 27 mars 1948, à la page 17. *L'Action* rapporte l'atmosphère du moment: "... en attendant que tous les députés dans les édifices du parlement aient eu le temps de répondre à l'appel des cloches, on a chanté d'un côté: "Sans la betterave, pensez-y bien, tout ne vous servira de rien" et de l'autre: "Sans le bâillon, pensez-y bien, tout ne vous servira de rien". Dans l'antichambre, avant le vote, ainsi qu'après la séance,



## Première séance du samedi 27 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Subsides:

Budget des dépenses  
1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Dansereau (Argenteuil)** se lève.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
L'opposition a fait assez perdre de temps au ministre. Je vais répondre.

**M. Dansereau (Argenteuil)** reprend le débat sur les chemins d'hiver et il félicite le député de Lotbinière (M. Roberge) de ses judicieuses remarques sur les chemins d'hiver. Le gouvernement, dit-il, devrait voir à l'entretien des principales routes de la province, tout particulièrement l'entretien des routes qui conduisent de Montréal à la frontière de l'Ontario, alors que des affiches, aux limites de la province, souhaitent la "bienvenue aux visiteurs". Il (M. Dansereau) souligne que, dans la province voisine, l'entretien des routes d'hiver est beaucoup

plus développé que dans Québec. Le gouvernement a suffisamment de fonds, avec un budget de \$44,000,000, pour la voirie, pour prendre à sa charge l'entretien des chemins d'hiver; cela éviterait les péages comme il en existe à certains endroits dans la région de Sherbrooke et sur la route de Montmagny.

Il (M. Dansereau) produit des billets qu'il a achetés lui-même pour traverser une barrière d'hiver, sur la route Lévis-Jackman et note qu'on rencontre quatre barrières sur la route de Rivière-du-Loup. Il faut, dit-il, débarrasser la province des péages en hiver. Il ne faut pas retourner en hiver aux péages des routes d'été, il y a 50 ans. Un gouvernement qui a un budget de plus de \$150,000,000 devrait avoir plus d'esprit de progrès. Il est d'avis, dit-il, qu'avec le présent budget on pourrait faire énormément pour l'entretien des chemins d'hiver et il suggère que le gouvernement s'outille en conséquence, ce qui sera de nature à réduire considérablement les frais. Le gouvernement pourrait s'outiller à meilleur compte que les petits contracteurs, et répartir sur plusieurs années le coût de dépréciation de l'outillage.

Quels sont ses principaux projets pour cette année. Où les argents au budget de la voirie seront-ils dépensés dans la province? Quel est le plan d'ensemble poursuivi par le gouvernement? Que comportera ce plan pour l'ouest de la province, pour les Cantons-de-l'Est, pour la route de Sainte-Anne-des-Monts à Gaspé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce que chante le député d'Argenteuil, c'est la même chanson que nous entendons depuis quelque temps<sup>2</sup>. La gauche s'acharne à faire perdre le temps de la Chambre. Les chemins d'hiver, il s'agit d'un problème complexe, vu l'étendue de la province et les conditions de notre climat. Si nous dépensons tout l'argent de la voirie en hiver, il n'en restera plus pour l'été. Et, en hiver, il ne faut pas faire une concurrence déloyale aux chemins de fer qui sont nécessaires aux communications dans la province et le Canada. De 1940 à 1944, la voirie québécoise a été négligée par le gouvernement provincial, endommagée de plus par la machinerie lourde du fédéral, et il nous faut maintenant réparer les dégâts de quatre ans de négligence et affecter des millions à la réparation si nous ne voulons pas perdre le capital investi. On négligeait en outre la voirie rurale et on ne s'intéressait qu'aux villes. Il faut aussi ne pas faire une concurrence indue aux chemins de fer, qui

emploient des milliers de personnes. Les champions du progrès "après coup" entretenaient 1,113 milles avant les élections de 1944 et, à l'heure actuelle, l'Union nationale entretient 1,486 milles. Sous le régime libéral, on n'accordait des subventions que pour 2,400 milles pour l'entretien des chemins d'hiver. Aujourd'hui, nous accordons des subventions pour 4,190 milles. Les subventions pour l'entretien des chemins d'hiver ont été portées de \$500,000 à plus de \$1,000,000.

Nous sommes à la treizième semaine de la session. La session est finie en Saskatchewan et, à l'Île-du-Prince-Édouard, et en Ontario, la session ne dure jamais plus de 5 à 7 semaines. Les ministres et les employés sont paralysés dans leur travail. Chaque jour de session coûte \$7,000. L'opposition veut tuer le temps.

**Un député de l'opposition:** Pour tuer le gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous voulons agir et nous le prouvons. C'est la première fois que la session est prolongée aussi indûment, alors que déjà toutes les lois sont publiées dans la *Gazette officielle*. Il faut se rappeler que l'obstruction de l'opposition non seulement paralyse l'administration ordinaire de la province, mais retarde l'application des lois bienfaisantes adoptées au cours de la session parce que nous sommes retenus en Chambre. Que l'opposition cesse de gaspiller l'argent de la province; qu'elle cesse de parler! C'est une bien lourde responsabilité que prend l'opposition et elle en portera les conséquences.

À l'heure actuelle, l'opposition est responsable d'avoir fait gaspiller en débats inutiles au moins \$300,000 qu'on pourrait appliquer à l'entretien des chemins d'hiver. Il (l'honorable M. Duplessis) rappelle ce qu'il a déjà été dit dans une récente conférence de presse au sujet des mesures exceptionnelles qu'il a prises pour faciliter la tâche des députés et accélérer le travail de la Chambre.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre répète pour au moins la dixième fois ce matin que l'opposition aurait fait de l'obstruction. Cependant, nous avons fait des discussions qui ne dépassent pas la longueur d'une session et nous ne retardons pas l'application des lois: elles sont votées et sanctionnées. Le premier ministre se plaint de la longueur de la session? C'est le premier ministre qui retarde la session. C'est lui qui fait obstruction aux travaux de la Chambre en soulevant de multiples points d'ordre,

par ses méthodes d'attaque contre ses adversaires, en forçant le président du comité ou l'Orateur à rendre des décisions fréquentes, en forçant les députés à siéger chaque jour pendant trois séances, en ne leur disant pas quand vont finir les séances de la semaine, en les tenant constamment dans l'incertitude. Pendant que cet homme-là était dans l'opposition, un de ses députés, son ami William Tremblay, a parlé pendant 14 heures sur le même sujet, lisant des rapports de ministères et l'*Annuaire statistique*. En 1942, il nous a fait passer deux jours et une nuit en Chambre, à l'occasion d'un débat sur la betterave à sucre, une industrie destinée à assurer le progrès de l'agriculture.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans ce temps-là, nous étions dix.

**M. Godbout (L'Islet):** Qu'est-ce que ça aurait été si vous aviez été 32? Il s'agissait d'une loi tellement bonne que, malgré tous les efforts des membres de l'Union nationale, l'usine survit et l'industrie va s'améliorer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Il s'agit actuellement de la voirie.

**M. Godbout (L'Islet):** Puisque ces messieurs ont mis tant de temps à critiquer une industrie destinée aux cultivateurs, nous avons bien le droit d'exposer à la province les dépenses formidables qui sont faites sur la route qui passera à l'histoire comme la "route des extras". Quelle aurait été l'attitude de ces gens-là s'ils avaient eu à engager la discussion sur les contrats d'une telle route? Nous avons montré à la population une partie de la vérité et en particulier dans le cas de la "route des gros extras"; et, par toutes sortes de manière, on nous baillonne dès qu'un coin du voile est levé sur l'administration. Le premier ministre sait pourquoi la session se prolonge.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À cause des ordres d'Ottawa. Il (l'honorable M. Duplessis) demande au chef de l'opposition de retirer le mot baïllon.

**M. Godbout (L'Islet):** Malgré la décision rendue par le président du comité, à la dernière séance, le premier ministre, comme un enfant d'école, revient encore sur cette question; il a été obligé de retirer de semblables paroles. Le premier ministre a dit que les sessions des autres provinces étaient plus courtes. Que le premier ministre calque ses attitudes sur

M. Drew, cet excellent ami des Canadiens français... Nous sommes ici pour faire notre devoir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler de cette manière d'un premier ministre avec lequel nous avons régulièrement à transiger, dans l'intérêt de nos deux provinces. Ce n'est pas faire preuve de bravoure que de parler d'un absent.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre ne manque pas d'audace. Pourquoi le premier ministre parle-t-il constamment de M. Saint-Laurent, qui est le premier des ministres de notre province à Ottawa et qu'il nous nie le droit de dire qu'il prend ses exemples sur M. Drew. Nous n'irons pas chercher notre ligne de conduite ailleurs.

**M. le président** intervient et demande aux députés d'en revenir au sujet en discussion.

**M. Godbout (L'Islet):** Je regrette de m'être laissé entraîner par l'exemple du premier ministre. Je discute de voirie et ce sont ces gens-là qui font des interruptions, en apportant des exemples de l'Ontario, de la Saskatchewan et de l'Île-du-Prince-Édouard.

(Revenant aux chemins d'hiver) Le premier ministre a dit que les réparations des routes sont coûteuses à cause du trafic lourd de guerre. Si la machinerie lourde du fédéral a causé des dommages pendant la guerre, le fédéral a compensé en dépensant des centaines de mille dollars pour la réparation de nos routes.

Il (M. Godbout) accuse le gouvernement de forcer certaines municipalités à revenir à des méthodes de transport d'il y a 50 ans.

L'ancien ministre de la Voirie (M. Dansereau) a démontré, dit-il, que le gouvernement devrait avoir une politique suivie, définie, pour l'entretien des chemins d'hiver. En 1943, nous avions entretenu 3,500 milles de routes d'hiver. En 1946, le gouvernement actuel, avec un budget qui atteindra \$200,000,000, n'en entretient que 4,600 milles. Là encore le ministère a manqué à son devoir. L'entretien de nos grandes routes rapporterait amplement pour en défrayer le coût. L'entretien des routes d'hiver devient nécessaire, surtout avec un budget de \$200,000,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition commet une petite erreur. Il sait parfaitement que le budget est de \$141,000,000, dit-il.

**M. Godbout (L'Islet):** Il est facile d'établir que le budget actuel comporte des taxes payées par le contribuable pour une valeur de \$200,000,000. Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) a expliqué que les revenus se chiffrent à \$200,000,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Absolument inexact.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre peut dire que c'est inexact, mais c'est Baptiste qui paie. Avec ces revenus considérables, pour ne pas dire scandaleux, ce qui serait une expression plus juste, on doit revenir aux moyens de transport d'autrefois. Le premier ministre reconnaît l'utilité des routes d'hiver et dit qu'il faut prendre garde de faire tort aux chemins de fer. C'est le progrès de ma province qui m'intéresse. Et je voudrais bien savoir s'il est aussi vrai que cela que les chemins d'hiver font tort aux chemins de fer.

Prenez par exemple les Cantons-de-l'Est où règne une activité indiscutable. Il y a des centres importants qui sont à 20 milles du chemin de fer et en plein vingtième siècle, le seul moyen de communication est le "sleigh"; les chemins de fer ont fermé des petites lignes, depuis le transport par camions, laissant les gens sans moyens de communication, de sorte que les cultivateurs sont revenus au point où ils se trouvaient il y a 50 ans. Que l'on prenne donc, cette fois, l'exemple de l'Ontario.

Cette province prend une attitude agressive, sans se soucier du sort des chemins de fer. Elle a raison. Les routes d'hiver contribuent au développement économique de la province. Elles mettent de l'argent en circulation. L'entretien des chemins d'hiver est un des meilleurs moyens d'activer la vie économique. Il faut donner à la population les moyens de gagner l'argent que le gouvernement vient leur chercher en taxes.

L'opposition s'est efforcée de faire une discussion objective des questions publiques et notamment sur la route des gros "extras" en dépit de l'imposition du bâillon et de l'obstruction faite par le premier ministre. Le premier ministre sait très bien qu'il y a des temps qui ne conviennent pas aux débats parlementaires et où la députation a autre chose à faire. Il sait que ça n'avance à rien de siéger le Samedi saint, par exemple. Nous serions mieux d'être ce matin à écouter celui qui nous enseigne nos devoirs du haut de la chaire qu'à voir le premier ministre nous empêcher de scruter son administration. Faire siéger la Chambre Samedi saint, ça n'a aucun bon sens. Si la situation l'énerve au point de ne pas

comprendre cela, qu'il ne reproche pas à l'opposition d'accomplir son devoir.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** lui reproche d'admettre qu'il fait de l'obstruction.

**M. Godbout (L'Islet):** Nous faisons notre devoir, mais quand on nous bâillonne sur la discussion d'une question très importante, alors un petit coin du voile est levé...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition est inconvenant et discourtois de parler de bâillon et d'essayer de discréditer les décisions du président. Il ne saurait être question de bâillon quand la Chambre s'est prononcée.

**M. Godbout (L'Islet):** Quant à l'inconvenance de mes expressions, je n'irai pas chercher mes exemples chez le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande une décision du président sur l'emploi du mot "bâillon".

**M. le président:** Le débat auquel le chef de l'opposition réfère ne le justifie pas d'appliquer le mot "bâillon". Le débat sur la route de Chicoutimi a été clos par une décision de la Chambre.

**M. Godbout (L'Islet):** M. le président, si j'ai employé cette expression, c'est parce que le peuple l'emploie couramment depuis quelques jours, mais, si vous croyez qu'elle n'est pas parlementaire, je la retire.

C'est le premier ministre qui fait de l'obstruction en interrompant constamment. Il a pris au moins les trois-quarts de mon temps depuis que j'ai commencé mon discours. Le premier ministre tient toujours une épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête des députés. Il leur dit: "Si vous voulez être sages, c'est-à-dire voter les crédits du gouvernement le plus rapidement possible, vous pourrez aller dans vos familles pour les fins de semaine." Il veut imposer ses volontés à toute la Chambre. Ce n'est pas raisonnable de tenir constamment les députés dans l'incertitude sur les visites qu'ils pourront faire à leurs familles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le travail était fini...

**Plusieurs voix:** Si... Si... Si...

**M. Godbout (L'Islet):** Le biscuit qui se cuit présentement, nous voudrions qu'il soit cuit bien à point pour le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le biscuit qui se prépare à Ottawa et dont le chef de l'opposition est le cuisinier, ça ne vaut pas grand-chose.

**M. Godbout (L'Islet):** Le temps n'est pas propice aux délibérations et, si tous les députés étaient nerveux comme le premier ministre, il serait impossible de faire quoi que ce soit.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le rôle principal de l'opposition, quand il s'agit de crédits à voter, consiste à examiner de quelle manière les argents de la province sont dépensés, pourquoi le budget a été presque doublé.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous sommes à l'item 5 des crédits de la voirie. La Chambre s'objecte à ce qu'on parle en dehors du sujet.

**M. Dumoulin (Montmorency):** À l'item 5, c'est notre devoir d'examiner comment les argents de la province sont dépensés pour la voirie. Combien a-t-on dépensé sur la route Grand'Mère-La Tuque? Il interroge le ministre de la Voirie sur les travaux de la route 19 à Saint-Rock de Mékinac.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Les argents dépensés à date pour ces travaux s'élèvent à \$400,000.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Combien reste-t-il à dépenser?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je ne puis avoir tous les dossiers ici, mais je donnerai le renseignement plus tard.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Est-ce qu'il y a eu des estimés pour ces travaux et quels sont-ils?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons donné des contrats pour \$408,000. J'ai dit que je n'avais pas tous les renseignements et j'ai le droit de répondre comme il me plaît. L'estimé final n'est pas encore connu pour ce qui concerne le coût des travaux, lorsqu'ils seront terminés. Je répondrai à toute question sensée qui me sera posée, mais je méprise toute insinuation faite dans le but de tenter de me salir.



**M. le président** demande au député de Montmorency de s'en tenir à la discussion des crédits de la Voirie.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il est midi, le carême est fini. Les cloches sonnent. "Alléluia!" C'est de la petitesse de nous faire siéger en cette journée où l'on se prépare pour la grande fête de Pâques.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'élève contre le mot "petitesse".

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je le retire et je dis que c'est par largeur d'esprit et grandeur d'âme que le gouvernement nous retient ici le Samedi saint.

(Applaudissements à gauche)

**M. Dumoulin (Montmorency)** pose une nouvelle question concernant la route Grand'Mère-La Tuque, plus particulièrement la section de la côte à Giguère.

Un premier contrat a été donné, le 19 mai 1945, pour une somme de \$99,000, dit-il, une extension de \$308,680<sup>3</sup> au contrat lorsque l'on a décidé de faire des travaux plus étendus. Qui a eu ces contrats?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La compagnie Lavolette. Un premier contrat a été accordé le 19 mai 1945 pour une somme de \$99,000, environ, à la compagnie de construction Lavolette, Limitée. Par la suite on a donné au même entrepreneur une extension à son contrat, au montant de \$308,680. Pour la continuation des travaux en vue d'améliorer la route entre La Tuque et Grand'Mère.

**M. Dumoulin (Montmorency):** On a dépensé \$400,000 alors que le premier contrat était au montant de \$99,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une fausseté et j'espère qu'elle n'est pas délibérée, de la part du député...

**M. Dumoulin (Montmorency)** demande que le premier ministre retire ses paroles.

**M. Godbout (L'Islet)** intervient dans le même sens.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le premier ministre a dit: "C'est une fausseté et c'est une fausseté délibérée."

**L'honorable M. Paquette (Labelle):** J'affirme que le premier ministre a dit: "C'est une fausseté"... et il a ajouté: "J'espère qu'elle n'est pas délibérée."

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il s'agissait d'améliorer la route Grand'Mère-La Tuque, surtout dans la zone des côtes à Giguère.

En 1945, nous avons accordé un premier contrat de \$99,000 et, en 1946, nous avons décidé de continuer les travaux et nous avons accordé un autre contrat de \$308,680 à la Cie de construction Lavolette limitée.

**M. Dumoulin (Montmorency)** pose une question sur l'outillage employé.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** La compagnie de construction Lavolette a employé pour ces travaux un outillage très considérable. Il ne peut cependant, dit-il, donner de précisions sur le nombre de pelles mécaniques ou de "bulldozers", parce que cet outillage est loué par la compagnie Lavolette et non par le gouvernement.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le ministre a-t-il entendu dire qu'un "bulldozer" a été loué à raison de \$85 par jour, est resté sur le chantier de construction durant cinq mois, soit 150 jours, et n'a été au travail que 13 jours sur cinq mois? Cela doit affecter le profit de l'entrepreneur.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député ne doit pas prendre ses informations dans les cancans. Nous n'avons rien à voir là-dans, nous ne louons pas de "bulldozers"; c'est l'entrepreneur qui payait le loyer de la machinerie. Les travaux ont été accordés à contrat et le contrat est à prix unitaire.

**M. Dumoulin (Montmorency):** L'entrepreneur n'a pas trop eu à se plaindre. Il a même trouvé cela intéressant, puisqu'il a accepté un deuxième contrat.

(À ce moment, à 12 h 35, l'électricité fait défaut dans tout le parlement.)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je connais bien la route Grand'Mère-La Tuque. C'est l'un des plus beaux endroits de la province. En 1933, je suis allé faire un voyage dans cette région et notre automobile est restée en panne, à cause du mauvais état de la route. Cette région offre un paysage merveilleux, mais il n'y a pas de bons chemins, la route est dangereuse. En 1943, j'ai promis aux gens de la région que l'on ferait la route de façon convenable.

Nous avons décidé, quand nous avons pris le pouvoir, de faire ces travaux par étapes, d'accorder des contrats pour chaque section. Nous avons donné un premier contrat à la Cie de construction Laviolette limitée pour une étape de la route, une compagnie honnête.

Lorsque les travaux étaient terminés sur une section, la compagnie entreprenait des travaux sur une autre partie. Le chantier de construction étant situé à 90 milles de Trois-Rivières, il est normal que l'entrepreneur ait décidé de laisser sa machinerie sur les lieux pour sauver les dépenses.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Améliorer les côtes à Giguère, c'est un travail qui s'imposait. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir si les contrats ont été accordés dans des conditions favorables et si l'entrepreneur les a bien exécutés. Je demande au ministre d'être aussi aimable qu'il l'a été ce matin et de me donner cet après-midi l'estimé des travaux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, il ne les produira pas. Il n'est pas obligé. Ça fait assez longtemps que nous produisons des documents. Nous avons fait plus que notre devoir.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Je demande au premier ministre de lire l'Évangile de demain, la plus grande fête de l'année. Notre devoir est de veiller sur la dépense des deniers publics et nous allons l'accomplir. Nous sommes ici par la volonté populaire et nous serons de l'autre côté par une volonté plus populaire encore. Je demande de nouveau au ministre les estimés des deux contrats.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a dit qu'il donnerait les renseignements.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Vous venez de dire qu'il ne les donnerait pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne produira pas des milliers de documents.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Il s'agit d'un contrat qui va dépasser le demi-million et le ministre admettra qu'il ne sait pas au juste ce que ça coûtera en définitive... Je suis valablement informé que ça va coûter au-delà de \$200,000 pour terminer les travaux.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je dis que les estimés définitifs ne sont pas encore faits. Le sous-ministre m'informe que les travaux sont presque

terminés, et le député de Laviolette (M. Ducharme) me dit qu'on passe sur la route depuis le mois de septembre.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Le député de Laviolette est un bon garçon et il passe sur tant de choses depuis qu'il est de l'Union nationale.

**M. Roberge (Lotbinière):** Le gouvernement a acheté \$71,554 de machinerie de M. Ulysse Sainte-Marie? Quel genre de véhicules ont été achetés de M. Sainte-Marie?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Des camions en grande partie.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** M. Sainte-Marie apparaît comme ayant reçu \$350,000 de la Voirie.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il y a deux contrats, dont l'un pour la construction de la route Rivière-du-Loup-Nouveau-Brunswick.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** intervient.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 27 mars 1948

#### Présidence de l'honorable A. Taché

(Au début de la séance de l'après-midi, les députés de l'opposition installent des chandelles sur

leurs bureaux, car l'électricité fait toujours défaut. Avant l'entrée de l'Orateur, ils chantent "Alléluia".)

La séance est ouverte à 3 heures.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Dansereau (Argenteuil)** fait allusion à l'éclairage à la chandelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'habitude de mettre des cierges autour des cadavres.

**M. Dansereau (Argenteuil):** Les lumières que nous avons sur nos bureaux pourront peut-être éclairer le gouvernement. Il n'a, poursuit-il, pas encore eu de réponses à ses questions du matin.

Les arguments employés par le gouvernement sur l'entretien des chemins d'hiver ne me semblent pas bien fondés. C'est un besoin de la population actuelle, auquel le gouvernement devrait songer.

Il reproche au gouvernement de ne pas prendre à sa charge tout l'entretien des routes d'hiver

dans la province. Quel est votre programme pour l'avenir?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'est la politique du gouvernement, conformément aux intérêts de la province en général, mais en tenant compte de divers facteurs, de nous occuper non seulement de l'entretien des routes l'hiver, mais de tous les aspects de la voirie. Nous avons donné la première part à la voirie rurale. En trois ans, nous avons pris 1,300 milles de chemins nouveaux à la charge du gouvernement. Nous avons fait des travaux considérables.

Le gouvernement a dépensé \$28,000,000 pour la voirie rurale. Trois cent quatorze villages ont été pavés.

La politique du gouvernement vise à améliorer et à parfaire les routes régionales, les routes interprovinciales, puis les grandes routes reliant la province aux États-Unis. Des travaux considérables ont été effectués sur toutes les routes numérotées.

L'automne prochain, la route de la Gaspésie sera pavée dans une proportion de quatre cinquièmes.

Il cite comme exemple la route Lévis-Jackman; la route Montréal-Laurier, terminée sur une nouvelle distance de 30 milles. On ne peut nous reprocher, dit-il, de vouloir construire des routes larges, modernes, capables de supporter le trafic et l'entretien d'hiver. La Route Rivière-du-Loup-Edmunston sera terminée...

**M. Choquette (Montmagny):** Vous ne serez plus là.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** ... La route no 8 Montréal-Ottawa, dont il ne reste que deux sections à parachever, sera complétée. Il nous faut aujourd'hui des routes larges et solides pour supporter le trafic lourd.

**M. Dansereau (Argenteuil)** désire intervenir à nouveau, dit-il. Il ne faut pas attendre que toutes les routes soient refaites pour que le gouvernement accepte tous les frais de la voirie d'hiver. Le problème est important et urgent.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** soulève un point d'ordre pour dire que le député (M. Dansereau) a épuisé son temps, puisqu'il parle déjà plus d'une heure en tout et partout, sur le même sujet, depuis que la discussion a débuté.

**M. Dansereau (Argenteuil)** n'a que quelques mots à ajouter, dit-il, avant de reprendre son siège. Selon lui, la voirie rurale n'a pas reçu toute la justice que l'on dit. Revenant sur l'entretien des routes d'hiver, il demande au gouvernement d'adopter une politique stable et bien définie, sans aucun favoritisme politique. Je tiens à signaler à la Chambre, dit-il, que le problème dont je parle a été recommandé par toutes nos organisations commerciales.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement est en faveur de l'entretien des routes d'hiver, le plus adéquat et le plus progressif. Le député n'a pas le droit de parler de favoritisme. De 1943 à 1944, le gouvernement libéral a dépensé dans son comté \$190,363.34 alors que nous avons dépensé de 1947 à 1948, dans Argenteuil, un montant de \$210,325.99. Les routes ne peuvent pas supporter l'entretien des chemins d'hiver sans subir des dommages.

**M. Dansereau (Argenteuil):** C'est vrai, mais ce n'est pas une raison pour ne pas augmenter le réseau d'hiver.

Il (M. Dansereau) termine en attirant l'attention du gouvernement sur l'état déplorable des routes dans l'ouest de la province.

**Des députés ministériels:** Une heure! Une heure!

**Des députés de l'opposition:** Bâillon! Bâillon!

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement est en faveur de l'entretien d'hiver le plus adéquat et le plus progressif. Le gouvernement libéral a négligé l'entretien des routes.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le ministre est mieux renseigné sur les chiffres des anciennes administrations que les statistiques de sa propre administration. C'est une administration absolument hors loi et contre les principes d'une saine administration.

Il reproche au ministre, dit-il, de refuser de donner des renseignements à la Chambre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député n'a pas le droit de dire cela. Il a promis de donner tous les renseignements réclamés.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Tout le monde se souvient que le ministre n'a pas répondu ce matin aux questions du député de Montmorency (M. Dumoulin). Il a dit qu'il ne fournirait pas les documents.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** J'ai dit que je ne pouvais avoir en Chambre tous les documents. Je les ai cet après-midi. Le 1<sup>er</sup> juin 1944, des estimés approximatifs et préliminaires de \$257,757<sup>4</sup> ont été faits pour la route Grand'Mère-La Tuque, section des côtes à Giguère.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Les estimés s'élevaient à \$257,000. De quelles années sont ces estimés?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** De 1945.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Et c'est sur cet estimé que vous avez donné un contrat de \$99,000? Il (M. Dumoulin) demande des détails.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous achevez votre heure.

**Un député:** Le Timekeeper.

**Des députés ministériels:** Une heure! Une heure!

**M. Dumoulin (Montmorency)** qualifie le ministre de la Jeunesse de grand pouponnier de la province.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nous nous occupons des pouponnières, mais on s'occupe aussi de ceux qui tournent mal comme le député. On les envoie à l'école de réforme.

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'espère que le président admettra que les paroles du ministre ne sont pas précisément parlementaires.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de Montmorency (M. Dumoulin) a parlé plus d'une heure.

**Des députés de l'opposition:** Bâillon, bâillon!

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cet avant-midi, j'ai attiré l'attention quand le député a commencé à parler. Le député a dépassé son heure.

**M. Roberge (Lotbinière):** Le député de Montmorency a parlé trois minutes; le premier ministre, trois minutes; le député de Mercier, cinq minutes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces gens-là ne connaissent pas le décorum. Je demande que le point d'ordre soit maintenu. Ce n'est pas le gouvernement de l'Union nationale qui a fait les règlements de la Chambre, mais le régime libéral en 1941. Un article du Règlement dit qu'un député ne peut pas parler plus d'une heure sur un même item.

**M. Godbout (L'Islet):** Allons-nous être soumis à l'arbitraire du ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé)? Nous voulons autant que le premier ministre que le Règlement soit observé. Je soumetts que le député de Montmorency (M. Dumoulin) n'a pas parlé durant une heure. Il (M. Godbout) demande au président, s'il rend une décision sur ce point d'ordre, de montrer à la Chambre ses chiffres établissant le temps durant lequel le député a parlé.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de mettre en doute les déclarations des députés et encore moins celles du président du comité. C'est lui faire injure.

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne critique pas la décision du président, il n'en a pas rendu encore. Jamais, en comité des subsides, ce règlement ne s'est appliqué. Il n'y a pas moyen de tenir compte du temps employé par chacun des députés dans une discussion comme celle des crédits.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais, M. le président, on ne vous a soumis à une telle indignité. Jamais un chef d'opposition n'a eu l'audace de sommer le président de produire des documents. Le Règlement a été passé en 1941, non pas par nous, mais par eux, et vous n'avez qu'à l'appliquer. Le règlement dit "pas plus d'une heure". On ne peut pas reprocher à la Chambre de vouloir faire observer les règlements. Depuis quatre séances, soit au moins 33 heures, nous sommes sur le même item.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre ferait mieux de ne pas parler comme s'il cherchait à induire la Chambre en erreur. Le règlement auquel il fait allusion a été passé par lui en 1939 et j'ai droit de demander sur quoi on s'appuie. Le président n'a pas rendu de décision. Même s'il avait rendu une décision, je ne crois pas que ni lui ni même l'Orateur de la Chambre ne puissent refuser de donner des explications sur la décision rendue. La moitié du temps de la Chambre se passe à discuter des points d'ordre soulevés par la droite et non sur les crédits. Je

ne discute pas du principe des règlements mais de faits concrets.

On dit que le député a parlé pendant une heure, nous disons non. Si on enlève tout le temps employé à la discussion de points d'ordre soulevés par la droite, en dehors de la discussion, je dis que le député n'a pas eu le temps de parler une heure. Nous avons droit de savoir sur quoi on se base pour arrêter un député pour parler.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le chef de l'opposition ne se rappelle donc plus qu'il en a appelé de la déclaration du président, sur l'application du règlement, il y a quelques jours.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre ne s'aperçoit pas que si j'admets le principe du Règlement en question, c'est justement parce que le président du comité a tranché la question l'autre jour.

**M. Dumoulin (Montmorency)** soutient que son discours a été haché d'interruptions et qu'en réalité, il n'a pas parlé une heure. Il n'a d'ailleurs aucunement l'intention de continuer, ajoute-t-il, mais que tout ce qu'il demande, c'est une réponse à la question qu'il a posée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** insiste pour qu'une décision soit rendue au sujet du point d'ordre du ministre de la Jeunesse. Le chef de l'opposition dit que c'est l'Union nationale qui a passé le règlement.

Je constate dans les procès-verbaux que c'est le gouvernement libéral qui a mis l'article 346 dans les règlements, en 1941.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les règlements ont été amendés par un comité parlementaire dont faisait partie le premier ministre. C'est en 1939 que le règlement a été discuté. Le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) doit s'en souvenir: il était alors Orateur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les règlements sont là.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'article 346 n'a jamais été appliqué à la discussion des crédits avant que le gouvernement actuel ne décide d'empêcher l'opposition de scruter les dépenses. On veut laisser la lumière sous le boisseau. Si le gouvernement n'a rien à cacher, il devrait avoir intérêt à appliquer les règlements de façon large.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nos livres sont grand ouverts, mais personne n'a eu le courage de porter une accusation.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je ferai remarquer à la Chambre que le point d'ordre a été soulevé par le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) au moment où il appartenait au ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) de répondre à la question posée par le député de Montmorency (M. Dumoulin).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le ministre avait déjà répondu.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** discute brièvement du point d'ordre.

**M. le président:** Rien dans les règlements ne spécifie de quelle façon le temps doit être tenu et il faut par conséquent s'en rapporter au président. Dès une heure moins cinq, dit-il, j'étais d'avis que le temps du député de Montmorency était expiré. Je suis d'opinion qu'à plus forte raison cet après-midi, il a épuisé son droit de parole sur l'item 5 des subsides de la voirie.

**M. Godbout (L'Islet)** en appelle de cette décision.

(Le président rédige son rapport à l'Orateur. L'obscurité commence à gagner les galeries et les journalistes, à leur tour, se font apporter des chandelles. Les membres de l'opposition chantent à mi-voix.)

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, au cours du débat sur les crédits de la voirie, l'honorable ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) soulève un point d'ordre à l'effet que l'honorable député de Montmorency (M. Dumoulin), qui a alors la parole, a épuisé son droit de parole, ayant parlé plus d'une heure sur le même article, à savoir l'item 5 des crédits de la voirie.

Sans tenir compte des interventions de l'honorable député sur le même article, aux séances des jours précédents, je suis d'opinion qu'à la séance de cet avant-midi et qu'à celle de cet après-midi l'honorable député a parlé, en tout et partout, pendant au-delà d'une heure.

En conséquence, vu l'article 346 des règlements de 1941, j'ai maintenu le point d'ordre soulevé par l'honorable ministre du Bien-être social et de la Jeunesse.

On en appelle maintenant à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Labbé, Langlais, Larochelle, Lorrain, Marcotte, Paquette, Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 42.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Hamel, Joyal, Leduc, Mercier, Morin, Roberge, Ross, Samson, Sylvestre, 21.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre reprend ses travaux en comité des subsides.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le débat se poursuit sur le crédit budgétaire qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Un gouvernement responsable doit présenter d'autres arguments que ceux que nous apporte le ministre de la Voirie. Nous siégerons tout le temps qu'il faudra pour savoir où est allé l'argent du peuple.

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** (Constatant le retour du premier ministre à son siège) Le premier ministre sait disparaître au bon moment.

(Et s'adressant au ministre de la Voirie, l'honorable M. Talbot) Si le ministre répondait à nos questions, il serait sûrement le plus grand ministre de la Voirie depuis la Confédération, sans soumission.

(Rires)

Il (M. Francoeur) poursuit la discussion, tout particulièrement sur les contrats accordés pour la route des côtes à Giguère<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri):** Votre temps est fini.

(À 5 heures moins vingt minutes, la lumière revient.)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** donne au député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) la liste des prix unitaires de la route Grand'Mère-La Tuque.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** proteste parce que le ministre va trop vite.

**M. Dansereau (Argenteuil)**<sup>6</sup> se lève.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève un point d'ordre, à l'effet que son temps est épuisé.

(Protestations à gauche)

**M. Choquette (Montmagny):** Le président a décidé que le député d'Argenteuil avait le droit de parler et le député de Deux-Montagnes doit respecter sa décision.

**Des députés ministériels:** Vous n'avez pas le droit de parler.

**M. le président:** Je n'ai rien décidé.

**Des députés** discutent le point d'ordre.

**M. le président** décide que c'est le président qui doit déclarer si le temps d'un député est épuisé. Il précise que MM. Choquette, Dumoulin, Bienvenue et Dansereau ont épuisé leur temps sur l'item 5, des crédits de la voirie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'avons rien contre le député d'Argenteuil (M. Dansereau). Le député est poli, bon garçon et n'a

d'autre défaut que celui d'être partisan. Je suis prêt à lui accorder encore cinq minutes. Nous ne voulons pas d'obstruction.

**Des députés de l'opposition:** Pas de permission, mais le droit de parole.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien, il ne parlera pas.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je tiens à protester contre l'Union nationale qui paie des annonces dans les journaux pour dire que l'opposition fait de l'obstruction quand nous demandons des renseignements sur l'administration. Chaque fois que le gouvernement veut empêcher une réponse d'un ministre, il soulève un point d'ordre pour dire que le temps du député est fini. C'est pour permettre à un ministre de ne pas donner une réponse aux questions que posent les députés de la gauche. Et c'est le premier ministre qui nous accuse de faire de l'obstruction. Le mot d'ordre a été donné en conséquence. Cela est si vrai qu'une annonce paraît dans les journaux...

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je dis que c'est un cri que l'Union nationale veut lancer dans la province que pour se justifier de ne pas répondre aux questions.

**M. le président** rappelle le député à l'ordre et lui demande de s'en tenir à la question.

**M. Dansereau (Argenteuil)** se lève.

**Des députés ministériels** s'objectent en déclarant qu'il (M. Dansereau) a parlé pendant plus d'une heure.

**Des députés de l'opposition** réclament une décision du président.

**M. le président** déclare qu'il a toujours été en Chambre et qu'il peut dire sans hésiter que le député d'Argenteuil (M. Dansereau) a épuisé son temps.

**M. Godbout (L'Islet)** en appelle à la Chambre.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, au cours du débat, alors que l'honorable député d'Argenteuil (M. Dansereau) a la parole, l'honorable ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (M. Sauvé) soulève un point d'ordre basé sur l'article 346 des règlements de 1941, à l'effet que l'honorable député a épuisé son droit de parole, ayant parlé plus d'une heure sur un même sujet: l'item 5 des crédits de la voirie.

J'ai maintenu le point d'ordre.

L'on appelle maintenant à la Chambre, de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Blanchard, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Fleury, French, Gagnon, Gatien, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larochelle, Lorrain, Marcotte, Paquette, Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thuot, Trudel, Vachon, 43.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Dansereau, Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Dupré, Fillion, Francoeur, Godbout, Hamel, Joyal, Leduc, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Ross, Samson, Sylvestre, 21.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre reprend ses travaux en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le débat se poursuit sur le crédit budgétaire qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Leduc (Laval):** Je n'avais pas l'intention de prendre part à ce débat. Mais on ne gardera pas les députés ici le Samedi saint sans que je proteste. Il y a des traditions sacrées, dans la province de Québec. On met ces traditions de côté par un caprice d'enfant gâté. Le carême est fini depuis midi. Il y a parmi nous des pères de famille qui devraient être auprès de leurs enfants, choses que le premier ministre ne peut pas apprécier.

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. le président:** Je rappelle le député à l'ordre pour la dernière fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député est hors d'ordre. Ce n'est pas la première fois que la Chambre siège le Samedi saint. C'est arrivé souvent au temps du gouvernement Taschereau.

Si nous siégeons, ce n'est pas parce que nous aimons ça, mais parce que l'opposition fait perdre le temps de la Chambre. Nos amis de la gauche sont les seuls responsables.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre peut essayer d'expliquer son attitude; elle est inexplicable. Tous les gens bien pensants savent que le gouvernement n'a aucune raison justifiable de faire siéger les députés ici aujourd'hui.

Si encore on avait des raisons de prétendre que la session pourrait se terminer aujourd'hui, peut-être aurait-on une certaine justification. Mais on garde les députés pour dépenser l'argent du peuple absolument inutilement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Inutilement, parce que vous gaspillez le temps de la Chambre.

**M. Godbout (L'Islet):** On empêche les députés de passer Pâques dans leur famille. On les tient ici quand ils devraient être au milieu de leurs enfants.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a un moyen: c'est de procéder.

**Un député de l'opposition:** C'est du chantage.

**M. Godbout (L'Islet):** Si le premier ministre pouvait espérer que nous pourrions finir aujourd'hui, il aurait peut-être raison. Mais nous avons encore à voter les crédits du ministère des Mines, de la Santé, du secrétariat provincial, du Commerce, des



Pêcheries, du Trésor, des Travaux publics, de l'Exécutif, de la Colonisation, du Travail. Le premier ministre va-t-il prétendre que nous aurions pu voter tout cela le Samedi saint? L'Union nationale, dans ses annonces, soutient que la session est terminée parce que toutes les lois sont votées. Elle oublie que nous avons encore à voter les crédits d'au moins 10 départements. Nous allons étudier les crédits avec modération, mais en même temps avec ténacité jusqu'à ce que le devoir de l'opposition soit rempli. Le premier ministre sait qu'il n'est pas raisonnable de nous faire siéger le Samedi saint.

L'Union nationale publie dans les journaux que la session est finie quand nous sommes à étudier les dépenses des ministères. On publie un thermomètre dans les journaux. Le thermomètre du gouvernement monte, à mesure que nous accomplissons notre devoir.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous n'entendons que des jérémiades de l'autre côté de la Chambre. Ces gens-là ne peuvent pas voir leurs enfants! Ce n'est pas de ma faute s'ils ont voulu se faire élire députés. Nous avons déposé toutes les lois, les *Comptes publics* et les estimés budgétaires beaucoup plus tôt que d'habitude. De ce côté-ci de la Chambre, nous avons assisté aux séances des comités, outre celles de la Chambre, alors que les députés de l'opposition brillaient généralement par leur absence. Mais nous n'avons pas braillé. Moi aussi j'ai des nièces et des sœurs que j'aimerais bien voir pour Pâques; je ne me plains pas. Seulement, j'ai conscience que mon devoir me retient ici et je fais mon sacrifice. Mais nous avons affaire à une opposition qui gaspille le temps et l'argent du peuple, que nous pourrions consacrer aux pensions, aux logements et à l'entretien des chemins d'hiver. Il ne restait aux membres de l'opposition qu'une chose à faire: c'était de brailler. Et les voilà qu'ils braillent.

Ce n'est pas la première fois que la Chambre siège un Jeudi saint et un Samedi saint. En 1928, Pâques tombait un 31 mars; la Chambre a siégé un Jeudi saint puis le Samedi saint. En 1931, sous le gouvernement Taschereau, encore, Pâques était le 5 avril; la Chambre a siégé un Jeudi saint et le Samedi saint. Mais si nous siégeons, ce n'est pas parce que nous aimons ça, mais parce que l'opposition fait perdre le temps de la Chambre. Nos amis de la gauche sont les seuls responsables de cette situation.

En 1928 et en 1931, la Chambre a siégé le Samedi saint. Pourtant, les lois n'arrivaient alors qu'à la fin de la session; et on ne siégeait alors que six heures par semaine.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous ne nous plaignons pas de siéger. Celui qui se plaint, c'est le premier ministre. Il prétend que les lois votées, la session serait finie. Mais il reste les subsides.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça fait cinq semaines qu'on est sur le budget; depuis la fin de février. Ça coûte \$7,000 par jour, la session. C'est pas le temps de gaspiller l'argent du peuple.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre s'était mis dans la tête que la session durerait cinq semaines. Il a pensé que nous lâcherions prise avant d'avoir scruté le budget. L'argent n'est pas voté et nous ne le voterons pas à la vapeur. Nous ne lâcherons pas et c'est pour ça que le premier ministre est de mauvaise humeur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous avez eu des ordres d'Ottawa.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pourquoi ne pas dire de Moscou? C'est ridicule. Nous tenons nos ordres du peuple. Le principal rôle des députés, c'est de scruter les subsides. Si le premier ministre laissait la discussion libre, s'il ne se retranchait pas derrière les règlements, s'il ne bâillonnait pas l'opposition, tout irait bien. Nous avons commencé l'examen du budget il y a 15 jours à peine. Est-ce exagéré de discuter 15 jours sur un budget de \$150,000,000? Si le premier ministre laissait la discussion libre, ça irait beaucoup plus vite...

M. le premier ministre dit que nous dépensons \$7,000 par jour en siégeant. Lui, il dépense un demi-million et plus par jour dans son administration. Ce n'est pas beaucoup \$7,000 pendant quelques jours pour savoir comment il dépense un demi-million par jour.

Quand le premier ministre sait que nous ne pouvons pas finir aujourd'hui, ce n'est pas humain, c'est petit de garder toute la Chambre ici. La fête de Pâques, c'est la plus grande fête de toute la chrétienté. Toute la province lui en tiendra compte.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Barré (Rouville):** À quoi riment les réclamations de l'opposition? Y a-t-il un semblant de bon sens que nous soyons depuis onze séances sur l'item no 5? Et dire que depuis onze séances, six ou sept avocats s'acharment comme des chiens sur un mouton. L'opposition pose des questions plus ou moins sensées pour faire perdre le temps de la Chambre.

À l'Agriculture, nous avons des centaines de demandes qui attendent une réponse. On ne peut être en Chambre et à nos bureaux. Le résultat de la tactique de l'opposition, c'est de paralyser l'administration de la province.

Il (l'honorable M. Barré) déclare qu'il a des enfants et des petits-enfants, mais que cela ne l'empêche pas de faire son devoir. Nous resterons ici, dit-il, même si nos amis d'en face doivent pleurer toutes les larmes de leurs corps. Ils porteront la responsabilité du gaspillage dont ils sont responsables.

Ils font dépenser \$7,000 par jour à la province, pour servir uniquement des fins politiques, sous l'influence de la peur maladive qu'ils ont des élections. Ils ont peur que leur parti soit en sorte encore plus petit.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** veut prendre la parole.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste.

**M. le président** décide que le député de Bellechasse a perdu son droit de parole.

**M. Leduc (Laval)** engage le débat sur la route de Sainte-Anne de Chicoutimi à Tadoussac. Jamais, dit M. Leduc, nous avons vu un pareil développement sur la Côte-Nord.

Le projet de la route de Tadoussac a été jugé très important par le premier ministre actuel, qui a engagé à date \$1,000,000 dans l'exécution de ce projet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un projet intéressant et qui doit se faire.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 30 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 27 mars 1948**

##### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 50.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

(La lumière disparaît de nouveau puis reparait)

##### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

(De nouveau, la Chambre est plongée dans l'obscurité)

**M. Drouin (Abitibi-Est)** annonce qu'il voulait proposer une motion et la faire précéder de quelques remarques. La motion, dit-il, a trait à la colonisation. Du train où vont les choses, je crains que la semaine prochaine, on n'ait pas le temps de discuter ce problème important pour la province.

**M. Godbout (L'Islet)** suggère qu'on ajourne la séance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'objection. J'allais le proposer, mais le député ne m'a pas laissé le temps de placer un seul mot.

(À ce moment la lumière reparut, mais pour un instant seulement, et on se retrouva à la lueur des chandelles)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vu l'incertitude de la lumière, je crois qu'il vaut mieux ajourner.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à lundi matin.

**M. Godbout (L'Islet):** Voilà une heureuse proposition, M. l'Orateur.

Je souhaite de joyeuses Pâques aux membres du gouvernement, à l'Orateur de la Chambre et aux journalistes, et je souhaite que la province de Québec passe bientôt des ténèbres à la lumière, d'une administration retardataire à une administration progressiste. J'espère que l'on prendra de bonnes résolutions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'offre aussi mes vœux à tous. J'espère que ceux qui iront à la confesse promettent de ne pas perdre l'argent de la province.

**M. Godbout (L'Islet):** Pour sauver l'argent de la province, il faut des élections et changer de gouvernement.

(Applaudissements à gauche)

Adopté.

La séance est levée à 8 h 45.<sup>7</sup>

### NOTES

1. Il est très rare que la Chambre siège un Samedi saint, soit la veille de Pâques. En début de chronique, *L'Action catholique* du 29 mars 1948, aux pages 3 et 8, décrit l'atmosphère de la journée dans les termes qui suivent:

Les travaux parlementaires de l'Assemblée législative de Québec se sont poursuivis pendant tout le cours de la Semaine Sainte. Les députés ont siégé d'un dimanche à l'autre, sauf le Vendredi saint. Samedi, tous les éléments semblaient déchainés, à l'intérieur comme à l'extérieur. Au dehors, pluie, verglas et véritable ouragan. Un grand nombre de fils de distribution d'électricité ont été cassés, dans la région de Québec. Les services de télégraphe et d'éclairage, pour ne mentionner que ceux-là, ont été désorganisés. À l'intérieur, débats orageux, incidents

répétés et discours à l'emporte-pièce qui n'ont pas avancé d'"un pouce" le travail de la session. On est toujours sur le fameux item no 5, des crédits de la voirie, concernant un montant de \$12,590,000 pour "réparation et entretien des chemins, y compris les chemins d'hiver".

La lumière ayant fait défaut à 12 h 35 exactement, les libéraux ont allumé des chandelles sur leurs pupitres à l'ouverture de la séance de 1 heure. Vers 4 heures, les journalistes ont à leur tour été forcés de recourir au système d'éclairage de nos ancêtres. Le courant électrique n'a été rétabli qu'à cinq heures moins vingt minutes. Le soir, l'Orateur venait à peine de monter à son trône, que l'Hôtel du Gouvernement fut de nouveau plongé dans l'obscurité. M. Henri Drouin, député libéral d'Abitibi-Est, annonça qu'il avait l'intention de présenter un amendement à la motion pour aller en subsides, et de faire quelques remarques à l'appui de sa motion. Le chef de l'opposition suggéra alors au premier ministre d'ajourner à cette semaine. M. Duplessis répondit qu'il se proposait, vu l'incertitude des conditions du courant électrique, de proposer l'ajournement et qu'il attendait pour faire une motion en conséquence, que M. Drouin ait fini de parler.

Le spectacle qu'offrait alors la Chambre verte, toujours resplendissante de lumière, pendant les sessions, était pour le moins impressionnant. La lueur blafarde et vacillante des chandelles, allumées sur quelques pupitres, l'électricité qu'on sentait dans l'air, sans qu'il y en ait sur les fils, la nervosité grandissante sur le parquet comme dans les couloirs, tout cela avait quelque chose d'étrange et de tout à fait spécial. M. Godbout émit le vœu que Pâques soit véritablement un passage des ténèbres à la lumière. M. Duplessis agrémenta aussi ses souhaits de commentaires appropriés, pour la gauche, comme pour la droite. Et la Chambre s'ajourna alors, faute de lumière, à onze heures, lundi matin.

2. *L'Action catholique* du 29 mars 1948, à la page 8, rapporte des propos différents tenus par M. Duplessis: "Tout ce que le député vient de dire est une répétition."

3. \$303,600, selon *Le Soleil* du 29 mars 1948, à la page 12.

4. Chiffre du *Nouvelliste* du 29 mars 1948, à la page 12: \$257,759.34.

5. *L'Action catholique* du 29 mars 1948, à la page 8, écrit: "Cette discussion est fertile en incidents de toutes sortes."

6. Il est environ 5 heures, selon *L'Action catholique* du 29 mars 1948, à la page 8.

7. Dans *Le Nouvelliste* du 29 mars 1948, à la page 12, on rapporte que vers 9 heures, "la Chambre est de nouveau plongée dans l'obscurité, à la suite d'une panne d'électricité. L'éclairage à la chandelle s'avéra insuffisant cette fois et l'ajournement fut proposé à ce matin 11 heures (...)." "La séance se termina donc dans l'obscurité, mais aussi dans la gaieté, car les députés chantèrent en quittant la salle de l'Assemblée législative. Un groupe de députés libéraux entonnèrent entre autres "La Marseillaise"."

## Première séance du lundi 29 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Subsides:

Budget des dépenses  
1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que le ministre s'est occupé cet hiver de l'entretien de la route Lévis-Sainte-Anne-de-la-Pocatière?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que le ministre a contribué à l'entretien de cette route?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le ministre sait-il qu'on a installé quatre barrières sur cette route pour payer l'entretien?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je l'ai appris à la mi-février et lorsque je fus mis au courant de cela, j'ai donné des instructions pour que les

quatre barrières, installées par des particuliers sur cette route au début de l'hiver, disparaissent.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les instructions du ministre ont été mal suivies. Les barrières y sont encore. Le gouvernement rétrograde et revient à la politique des barrières de péage. Est-ce la politique du gouvernement de tolérer qu'on obstrue de cette façon la voie publique?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Sur la route Lévis-Sainte-Anne-de-la-Pocatière, ce sont des particuliers qui se sont occupés de l'entretien de la route. D'une façon générale, les chemins ont été si mal faits par les libéraux, parce qu'on a posé une couche d'asphalte si mince, qu'il est impossible de songer à l'entretien de ces chemins en hiver.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le chemin dont je parle a été fait par l'Union nationale.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Rivière-du-Loup devrait savoir que pendant l'hiver les chemins retombent à la charge des municipalités. C'est la rareté du matériel qui a forcé l'Union nationale à ne pas aller plus vite dans le domaine de l'entretien des chemins d'hiver. Tout de même, nous entretenons ou accordons des subventions pour l'entretien de 4,200 milles de route, alors que sous la dernière administration libérale, on n'entretenait que 2,084 milles de routes l'hiver.

**M. Godbout (L'Islet):** La taxe sur la gasoline perçue par le gouvernement provincial est actuellement suffisante pour subvenir aux exigences de l'entretien des chemins d'hiver et le gouvernement, par ailleurs, bénéficie de l'augmentation de la taxe de vente. Il exprime son étonnement, dit-il, de voir que le gouvernement n'étudie pas plus sérieusement le problème de l'entretien des chemins d'hiver. Il en retirerait des revenus qui compenseraient les dépenses, surtout par le surplus de gasoline qui serait vendu.

La population désire que les routes soient entretenues en hiver. L'absence de politique, relativement à l'entretien des chemins d'hiver est une des faiblesses du présent ministère de la Voirie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Bien au contraire, le gouvernement a une politique

très progressive d'entretien des chemins d'hiver, une politique qui tient compte de tous les facteurs. Depuis 1944, malgré la rareté de la machinerie, nous avons entretenu 400 milles de plus que le régime libéral et nous avons accordé des subventions pour 4,200 milles, alors que le gouvernement de mon honorable ami n'en accordait que 2,084 milles.

Il (l'honorable M. Duplessis) fait une charge contre la politique générale des anciens régimes libéraux. Tout particulièrement, leur politique inconsidérée de déboisement a été cause que l'an dernier les inondations ont fait subir à la route Montréal-Québec des dommages pour \$2,000,000. Son gouvernement, dit-il, a dépensé en trois ans \$28,000,000 pour les chemins ruraux.

Il y en a eu dans tous les comtés. De nouvelles routes ont été faites pour relier Charlevoix et Saguenay, sur la Côte-Nord, et de nouveaux chemins ont été faits en Gaspésie, pour établir des communications essentielles, etc.

Relativement aux chemins d'hiver, nous adopterons la politique la plus juste, la plus progressive et la plus à date.

**M. Godbout (L'Islet):** L'Union nationale dépense cinq fois plus que l'ancien régime libéral pour la voirie et on ne voit pas ses œuvres. Si le gouvernement a dépensé en trois ans \$28,000,000 pour les chemins ruraux, je voudrais bien que la nouvelle soit publiée dans les journaux afin que la population le sache. Tout le monde va se demander où sont allés ces \$28,000,000. Jamais nos routes n'ont été aussi mal entretenues, et le gouvernement est poursuivi tous les jours en dommages.

Quant au tourisme d'hiver, dit-il, il attire l'attention du gouvernement sur l'importance qu'il va prendre et qu'il prendrait si la province s'organisait pour développer des centres de ski comme le Mont Sainte-Anne. Mais pour développer ces centres, il faut amener les touristes à Québec.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** parle dans le même sens, disant que si l'on a beaucoup dépensé, il y a peu de résultats.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Nous les amenons, les touristes, à Québec. Les routes qui viennent des États-Unis sont entretenues; la route Montréal-Québec est entretenue en grande partie par le gouvernement lui-même.

**M. Godbout (L'Islet):** Et les routes des Cantons-de-l'Est?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement fournit des subventions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si les inondations endommagent nos routes, cela dépend de l'administration libérale...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre ne s'est pas converti. Il dit que, s'ils y a des inondations, - et je suppose que s'il y a eu tempête samedi - c'est la faute de l'opposition.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les tempêtes de l'opposition ne nous font pas peur. Je n'ai pas dit ça. Les inondations sont dues au déboisement irraisonné de l'ancienne administration. L'an dernier, les inondations ont fait subir à la route Montréal-Québec des dommages pour \$2,000,000.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Vous avez tellement peur que vous nous bâillonnez.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Faites-lui retirer cela, M. le président, et la prochaine fois, faites rapport à l'Orateur.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le déboisement qui s'est fait, c'était pour la fondation de nouvelles paroisses de colonisation... Il demande, dit-il, si les routes de Rivière-du-Loup à Edmunston et à Cacouna ont été entretenues par le gouvernement.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Non.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement a-t-il l'intention de s'en occuper à l'avenir?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** J'ai dit les difficultés formidables de l'entretien des chemins d'hiver. Les libéraux, qui ont été 40 ans au pouvoir, n'ont fait que des routes croches.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il fallait commencer par le commencement. Les libéraux ont donné à la province la politique des bonnes routes en améliorant les routes existantes. Les gouvernements n'avaient pas des budgets de \$150,000,000 à \$200,000,000 comme aujourd'hui. Je crois que le ministre a tort de rejeter le blâme sur les anciennes administrations. Il y a 40 ans, les routes ne se faisaient pas comme aujourd'hui. C'est injuste de blâmer l'ancienne administration libérale. Le

gouvernement d'aujourd'hui n'a fait que suivre le progrès.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Après 40 ans de régime libéral et une dépense de \$400,000,000 pour les routes, certains comtés n'ont pas 50 % de leurs routes améliorées, c'est dire qu'il y a encore beaucoup de routes de terre. Ainsi en 1944, le comté d'Argenteuil n'avait encore que 47 % de ses chemins améliorés; Beauce, 40 %; Bonaventure, 40 %; Brome, 29 %; Gatineau, 31 %; Labelle, 30 %; Mégantic, 32 %; Nicolet, 41 %; Papineau, 46 %; Pontiac, 28 %; Richelieu, 40 %; Shefford, 33 %; Stanstead, 43 %; Wolfe, 36 %; Yamaska, 40 %.

Et le comté de Yamaska est l'image des procédés utilisés par l'administration libérale. La route 3 entre Québec et Montréal sur la rive sud était pavée partout, sauf de la première maison de Yamaska à la dernière maison de Yamaska. Pourquoi? Parce que Yamaska était représenté par un membre de l'Union nationale. C'est le comté qu'on aurait dû normalement paver le premier, puisqu'on n'y trouve aucun banc de gravier. Il faut le transporter des comtés voisins.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Combien avez-vous dépensé pour la route Rivière-du-Loup-Edmunston?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Vingt milles ont été commencés au coût de \$1,000,000 et le pavage sera fait cette année. Il reste 56 milles qu'il croit, dit-il, pouvoir faire dans le cours de l'été.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** ne croit pas que ce soit possible que cette route soit terminée cette année. Ça va prendre du temps comme sur la route de Chicoutimi. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour l'entretien dans le comté de Rivière-du-Loup?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Rivière-du-Loup a été bien traité. Nous avons dépensé \$230,593<sup>2</sup> dans son comté en 1946-1947, dit-il.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Alors, ces sommes ont été gaspillées comme ailleurs, parce que rien n'y paraît. Vous gaspillez l'argent et c'est ce que nous vous reprochons.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** L'entretien est fait par vos électeurs. Prétendez-vous que ce sont des voleurs?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Oh non! Mais j'ai des soupçons sur le gouvernement.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** J'ai ici un dossier qui montre que, dans un comté, le département de la Voirie a refusé de payer des salaires de \$40, \$23, \$12.25, \$42, \$10.50 à des gens qui travaillaient sous l'ancienne administration et allaient aux assemblées politiques. On a retenu à d'autres \$2.10 à \$4.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je trouve que le ministre a bien plus de renseignements sur ce qu'il a retenu aux petits employés de son département que sur les grosses dépenses de \$15,000,000 sur la route de Chicoutimi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a donné toutes les réponses raisonnables. Le débat sur ce sujet est terminé. Ces gens-là auraient pu depuis quatre ans demander une enquête devant les comités de la Chambre...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Une enquête parlementaire? Un avocat aurait parlé une heure et on lui aurait coupé la parole?... C'eût été une farce comme votre enquête aux comptes publics. Nous avons demandé une enquête royale devant un juge et vous avez refusé parce que vous avez peur.

**Des députés:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Aujourd'hui, ceux qui travaillent pour la voirie, dans le comté de Rivière-du-Loup, sont des chefs politiques. Jamais le patronage politique ne s'est pratiqué sur une aussi grande échelle, avec autant de désinvolture. Les cantonniers ne travaillent pas et le ministre ferme les yeux. Au lieu de s'attarder aux petits détails, le ministre serait mieux de donner ses contrats par soumissions et de surveiller les dépenses de millions. Vous sauveriez \$20,000,000 par jour.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Dans le comté de Gaspé-Nord, qui était alors représenté par un ministre, M. Perrault Casgrain, 2,400 chèques furent émis par le ministère de la Voirie. Or, 1,200 de ces chèques furent retenus par le ministre parce que les bénéficiaires étaient des enfants de moins de 16 ans ou n'avaient aucunement été affectés aux travaux pour lesquels ces chèques avaient été émis. Parmi ceux au nom desquels les chèques avaient été faits, il y avait des enfants de 10, 12 et 13 ans. On

devait en avoir du rendement, en ce temps-là, avec des enfants de 10 et 13 ans. Il cite également les cas d'un bébé de trois mois dans le comté de Berthier qui a été inscrit sur une feuille de paie comme chauffeur de camion et un autre cas où un homme a été inscrit sur une feuille de paie trois mois après son décès.

Mon bon ami est mal venu de lancer des critiques. Ses amis et lui n'ont pas eu le courage de porter des accusations; ils ont fait des insinuations seulement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Vous voyez à quoi s'attache le ministre de la Voirie: quelques petites irrégularités. Quand on lui demande des renseignements sur un camp de \$118,000 que son département a fait construire pour un entrepreneur, sur ses millions, sur la liste de paie fausse, il en donne très peu. Silence...

**Des députés:** À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Si le député entre sur ce terrain-là, je suis capable d'y entrer. Il n'a pas été capable, lui, ni ses amis, de porter des accusations. Pendant deux jours, ils n'ont fait que citer des documents que j'ai moi-même déposés.

Vous n'avez cité que le cas d'un jeune homme qui aurait retiré \$378, nous faisons enquête.

**M. Godbout (L'Islet):** Si le ministre est satisfait de la façon dont il est sorti de ce débat, il n'est pas difficile à satisfaire. Nous n'avons pas parlé de trente sous à propos de la route de Chicoutimi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le débat est clos sur cela. Qu'on cesse cette politique archilâche d'insinuations. On n'a pas porté d'accusations.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre dit que nous n'avons pas porté d'accusations. Nous avons montré le coulage de millions et, lorsque nous sommes arrivés au nœud de la question, on nous a empêchés de parler.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À l'ordre!

**M. le président:** Le débat est clos sur la route de Chicoutimi.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai demandé, l'autre jour, au ministre des renseignements sur la question de la machinerie et je les attends encore.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Ils ont eu quatre ans pour demander des renseignements. Ce n'est pas parce que nous avons peur, mais tous les renseignements ont été fournis. Qu'on s'en tienne aux règlements.

**M. Godbout (L'Islet):** J'espère que le ministre montrera un autre esprit que le premier ministre et me fournira les renseignements qu'il m'a promis l'autre jour. J'insiste pour savoir ce que l'on paie pour le loyer de la machinerie à la compagnie de M. Franceschini.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le gouvernement nous reproche de dépenser \$7,000 par jour pour la session, mais il ne nous dit pas où sont les \$6,000,000 qui manquent sur la route de Chicoutimi. L'entretien des routes d'hiver, cela ne coûterait pas plus cher que la route de Chicoutimi, sur laquelle le gouvernement dépense des millions et des millions. On gaspille l'argent sur cette route et on en refuse aux ouvriers pour les logements salubres.

Je voudrais avoir une explication sur les annonces que l'on publie dans les journaux. Qui paie ça?

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri):** Votre temps est terminé.

**M. le président:** Le député a encore six minutes.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Même la population de Trois-Rivières est indignée de la manière dont le gouvernement répond. Et sa voix va se faire entendre dès que son député fixera la date des élections.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** donne une liste de travaux de voirie qui s'imposent dans l'Abitibi. La route Montréal-Val-d'Or, dit-il, aurait l'importance de la route de la Gaspésie pour les touristes si elle était améliorée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.



Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Explications sur des faits publiés:

##### Article du *Montreal Daily Star*

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas l'habitude de me plaindre des comptes rendus des journaux. J'ai beaucoup d'autres choses à faire, et d'ailleurs, ce n'est pas dans ma nature. Mais les tactiques déloyales employées par M. Henri Saint-Pierre, dans le *Montreal Daily Star*, ne peuvent être passées sous silence. Bien que le *Montreal Star* soit un journal à tendances libérales, ce n'est pas lui que je tiens responsable. Je le considère plutôt comme une victime du zèle partisan de son correspondant à Québec. M. Saint-Pierre a prétendu que le coût des travaux exécutés sur la route de Chicoutimi avait été estimé à \$3,000,000 par les ingénieurs.

Or, à plusieurs reprises, car le débat sur l'item en discussion a débuté il y a cinq ou six jours, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) et des membres de la droite ont démontré clairement que les estimés préliminaires et forcément approximatifs des ingénieurs ne s'élevaient pas à \$3,000,000 mais à plus de \$6,500,000. Le chiffre cité par M. Saint-Pierre ne représente donc pas 50 % du montant réel des estimés.

Il ne peut être inspiré par la bonne foi ou le souci de la vérité. Le procédé de M. Saint-Pierre n'est certainement pas honnête ni à son honneur. Encore une fois, ce n'est pas le journal lui-même que je blâme. Il n'est probablement pas responsable des fantaisies partisans de M. Saint-Pierre. Il en est plutôt victime.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 29 mars 1948

##### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Questions de privilège:

##### Pillage du magasin de la Commission des liqueurs de Berthierville

**M. Sylvestre (Berthier):** M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. Comme on le sait, un malheureux incendie a éclaté la semaine dernière à Berthierville.

Le magasin de la Commission des liqueurs a été détruit, mais des vols ont été commis avant la destruction du stock de la régie. La police provinciale a fait émettre des mandats contre deux tout jeunes gens, les accusant du pillage qui s'était commis.

L'opinion générale à Berthierville est que les vrais coupables ne sont pas les jeunes gens qui ont été arrêtés et remis en liberté à la suite d'un cautionnement.

Leur offense est peu grave, car ils n'ont fait que ramasser une ou deux bouteilles. Les vrais coupables sont un petit groupe de partisans du gouvernement, qui ont cru que la propriété de la province était à eux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous accusez les citoyens de Berthierville d'être des voleurs.

**M. Sylvestre (Berthier):** Je n'ai jamais dit cela. Il s'agit d'un petit groupe. Mais je demande qu'une enquête soit faite pour que les vrais coupables soient punis et que l'on n'essaie pas de faire porter la responsabilité à des jeunes gens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La justice suivra son cours. Le député de Berthier aurait dû faire sa remarque privément au procureur général de façon à ne pas jeter de discrédit sur la population de son comté.

**M. Sylvestre (Berthier)** désire intervenir à nouveau.

**M. l'Orateur** lui signale qu'il ne peut y avoir de débat sur une question de privilège.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité<sup>3</sup>:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Sylvestre (Berthier):** Mon comté n'a pas eu sa juste part depuis quatre ans en ce qui concerne la voirie. Les députés des comtés voisins, et en particulier le ministre du Travail, ont "siphonné" les octrois.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Plusieurs maires du comté de Berthier sont venus me voir pour m'exposer leurs besoins et je leur ai obtenu pour \$100,000 de travaux.

**M. Sylvestre (Berthier):** Combien d'argent a été dépensé dans le comté de Berthier depuis 1944?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** \$323,000.

**M. Sylvestre (Berthier):** Combien on a dépensé pour la route de Saint-Paulin, dans le comté de Maskinongé?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** \$150,000.

**M. Sylvestre (Berthier):** Combien a été dépensé dans le comté de Maskinongé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ne répondez pas à cette question. C'est de l'obstruction. La session coûte \$7,000 par jour. Nous ne nous plierons pas aux exigences de l'opposition qui discute depuis 12 séances le même item des crédits du ministre de la Voirie.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre se mêle un peu dans ses chiffres. Ce matin, il disait que c'était 13 séances...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'opposition écoutait plutôt la voix du peuple au lieu de suivre les ordres d'Ottawa...

**M. Godbout (L'Islet):** C'est l'Union nationale qui va l'entendre prochainement la voix du peuple.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les *Comptes publics* sont produits depuis deux mois...

**M. Sylvestre (Berthier):** Je veux prouver qu'on a traité injustement le comté de Berthier; le meilleur moyen de le prouver, c'est de comparer les comtés voisins, Joliette et Maskinongé...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député ne s'occupe pas de son comté...

**M. Sylvestre (Berthier):** Pendant les deux premières années du régime de l'Union nationale, j'ai correspondu avec divers ministères, mais on m'a laissé entendre qu'il valait mieux laisser les chefs de l'Union nationale dans le comté s'occuper de ces affaires-là.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons donné plus d'argent à Maskinongé, et c'est juste!

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le comté de Maskinongé a été traité avec justice.

**M. Sylvestre (Berthier):** Pourquoi s'objecte-t-on à donner des chiffres?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Vous avez là, M. le président, une idée des tactiques de l'opposition. Depuis quatre ou cinq jours, l'opposition s'est efforcée de tuer le temps, ici, et de répéter plusieurs fois la même chose. Les adversaires cherchent par tous les moyens à trouver quelque chose qui ressemble à un scandale, mais n'y parviennent pas.

Nous avons cherché à venir en aide à la voirie rurale, à améliorer les routes régionales et les boulevards dont un pays a besoin pour se tenir au premier rang du mouvement du tourisme. Les populations au milieu desquelles nos ingénieurs et

nos techniciens ont travaillé savent ce que nous avons fait pour seconder leurs efforts et surtout leur donner de la route améliorée.

Il y a eu des travaux de voirie pour au-delà de cent millions depuis quatre ans. Chaque année, nous avons réalisé entre 1,500 et 2,000 entreprises de voirie dans la province. Mais depuis que l'obstruction actuelle de l'opposition a commencé, on n'a parlé que de deux cas et on répète toujours la même chose. N'ayant aucune accusation à porter, on cherche par des insinuations à jeter du discrédit sur l'œuvre du département. Si on veut jeter de la boue, je suis prêt à lever un coin de voile de ce que je connais dans mon ministère de l'administration libérale. De la pourriture, il y en a eu sous le régime libéral. S'ils veulent savoir ce qui s'est passé sous leur administration, je suis prêt à leur dire. Et je préviens que ce ne sera pas à l'honneur de mes amis.

Je pourrais bien dire ce qui s'est passé de 1939 à 1944. Au temps où M. Bouchard était ministre, on avait institué une Gestapo au département. Il y avait une douzaine d'employés qui ne relevaient que du ministre, dont personne ne connaissait exactement la nature du travail. Certains recevaient leur chèque sous de faux noms et avaient pour seule mission d'espionner les autres employés.

Il y avait même des contre-espions pour espionner les premiers espions. Il y avait là un nommé Rossa, de Saint-Hyacinthe, qui était désigné sous le nom de Boucher sur les listes de paie. On recevait même à la Voirie à ce moment-là les publications de l'Union soviétique (et le ministre, l'honorable M. Talbot en exhibe une), tandis que le ministre, M. Bouchard écrivait des articles dans les journaux et faisait publier ses entretiens avec son chauffeur d'automobile. Quand on habite une maison de verre, on ne lance pas de pierres au voisin.

Le ministre du temps faisait construire un pont de \$36,000 dans le champ à Charny, pont qui n'a servi à rien parce qu'on a changé par la suite le tracé de la route.

En 1944, à la veille des élections, presque tous les contrats ont été donnés sans soumissions, et il est arrivé souvent que dans les rares cas où on demandait des soumissions, les contrats allaient au même entrepreneur. Un seul entrepreneur en a eu pour \$5,000,000 à lui seul. Des gens qui n'avaient jamais travaillé figuraient sur les listes de paie. Dans Gaspé-Nord, on produisait des factures pour des centaines et des centaines de milliers de pieds de bois qui n'ont jamais été livrés. À un certain endroit, une propriété a été offerte à la Voirie pour \$5,000<sup>4</sup>. Le ministre a commencé par refuser, puis la vente a été

conclue. Et un mois plus tard, on a revendu pour \$700 aux enchères publiques une maison qui avait été payée \$2,600 et pour \$275 une autre qu'on avait payée \$1,056. Et ce n'est qu'une petite partie de ce que je sais.

Il (l'honorable Talbot) ajoute qu'il pourrait donner d'autres détails de ce qui régnait sous les libéraux, qu'il pourrait parler des listes falsifiées du comté de Gaspé-Nord, représenté alors par M. Perrault Casgrain, où les gens étaient payés par la province pour du travail fait au nom de particuliers.

Ce n'est qu'une petite partie de ce que je sais et ce que je pourrais étaler devant la Chambre, si mes honorables amis m'y forcent. J'ai eu énormément de patience depuis quelques jours. En Chambre, on dit bien que le ministre est honnête, mais on lance contre lui toutes sortes d'insinuations depuis cinq jours et on le laisse insulter par des journaux à la solde du Parti libéral, et particulièrement cette sale feuille, *Le Canada*, qui publie des comptes rendus fantaisistes et mensongers de la session et qui, en éditorial disait qu'il y a de la pourriture au ministère de la Voirie. Si nos amis veulent en connaître de la pourriture, je vais leur en montrer et ce ne sera pas à leur avantage.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Le ministre semble faire allusion à une transaction à laquelle j'ai été mêlé et il n'a pas tout dit là-dessus. Il s'agit sans doute de la propriété de mon père, qui se trouvait en haut de la côte de Saint-Pacôme, près de l'église, et que j'ai vendue à titre d'exécuteur testamentaire. Elle comprenait un grand magasin général, un hangar et deux maisons, l'une de trois étages, l'autre de deux étages. Cette propriété nuisait à la circulation depuis des années et on l'avait approché depuis 20 ans pour acheter cette propriété afin d'élargir la côte de l'église à Saint-Pacôme. Mon père, très attaché à sa maison, n'a jamais voulu la vendre parce que c'était le plus beau poste de commerce du village.

Après sa mort, les citoyens de Saint-Pacôme ont insisté à plusieurs reprises pour que je cède la propriété au ministère de la Voirie. J'ai reçu des offres de \$9,000 à \$15,000 de la part de citoyens qui voulaient l'acheter. Le département de la Voirie m'a demandé de vendre. J'ai refusé. Mais il y a eu une assemblée paroissiale, à laquelle assistait le curé. J'étais alors député fédéral et j'ai dit que l'on trouverait peut-être à reprendre au fait que je vende ainsi une propriété au gouvernement libéral de Québec.

Les organisateurs de l'Union nationale ont insisté, promettant qu'il n'en serait jamais question

dans les luttes politiques et que, s'il en était question, ils voteraient pour moi. J'avais alors des offres et tout le monde sait à Saint-Pacôme que la propriété valait \$10,000. J'ai cédé aux instances des citoyens de Saint-Pacôme et j'ai cédé la propriété pour le prix fixé par les évaluateurs de la Voirie, \$5,520. On a fait démolir les maisons et les solages. Ce qu'on a vendu aux enchères publiques, ce sont les matériaux provenant de la démolition. La propriété comprenait deux maisons, dont une avec magasin, en face de l'église.

Tout le monde sait que tout cela, avec le terrain, valait beaucoup plus que \$5,000. J'en ai fait le sacrifice et les citoyens de Saint-Pacôme m'en ont été reconnaissants. C'est tellement vrai que mon adversaire aux dernières élections, Me Noël Dorion, n'a jamais parlé de cette transaction dans sa campagne. Ses organisateurs l'avaient averti que, s'il en parlait, ça leur ferait tort. Voilà le gros scandale. Il s'agit d'une propriété que j'ai sacrifiée à la moitié du prix à la demande de mes électeurs.

Si le gouvernement actuel n'en est pas satisfait, il peut me la rendre et je suis prêt à remettre l'argent. J'ai fait un cadeau de \$5,000 à la province. J'en suis heureux. Si l'on pense qu'il y a quelque chose de malhonnête là-dedans, qu'on institue une enquête royale et je mettrai mon siège en jeu. Je sais que le juge va confondre mes accusateurs. La vérité, c'est que j'ai fait un cadeau de \$5,000 à mon comté.

Il (M. Lizotte) ajoute qu'il a même donné un terrain de \$500 à un ami du premier ministre pour qu'il déménage.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Kamouraska a donné sa version de l'affaire. Je veux, quant à moi, à l'aide des documents du ministère, rétablir certains faits.

Il (l'honorable M. Talbot) cite des lettres. Le 15 octobre 1943, c'est une lettre du député de Kamouraska (M. Lizotte) au ministère de la Voirie lui demandant de donner un ordre d'éviction au locataire de la maison de son père. À cette lettre, dit-il, est annexé un document établissant la valeur de la propriété au sujet de laquelle il avait une promesse de vente. Le document fixe comme suit la valeur de toute la propriété qu'il (M. Lizotte) veut vendre: terrain, \$988.50; maison, \$2,644.50; autre maison, \$1056; annexe, \$450; hangar, \$388. Valeur totale, \$5,529.00 d'après les experts de la Voirie.

Un mois plus tard, un inspecteur de la Voirie est envoyé sur les lieux et conclut qu'il ne recommande pas l'achat de cette propriété. Il suggère plutôt la réparation du mur de soutènement qui protège la propriété en question.

Le 21 décembre 1943, le sous-ministre de la Voirie écrit au député de Kamouraska que le département a décidé de ne pas donner suite à l'offre de vente que lui a signée M. Lizotte. Subséquemment, il se produit un changement au ministère de la Voirie; M. Bouchard est remplacé comme ministre par le député d'Argenteuil (M. Dansereau).

Le 20 avril 1944, nouvelle lettre du député de Kamouraska au ministre de la Voirie pour l'informer que les ingénieurs de son ministère se sont rendus à Saint-Pacôme et lui ont dit que la province était prête à acheter la propriété à raison de \$5,259. Le 2 mai, le sous-ministre écrit au député de Kamouraska pour lui dire que le ministère de la Voirie achète la propriété pour le prix convenu.

Comme on le voit, il y a eu changement d'attitude de la part du gouvernement. Le 12 juin, le ministère de la Voirie vend les maisons qu'il a achetées mais garde le terrain. Une maison qui avait été payée \$2,644.50 a été revendue \$765 aux enchères publiques, alors qu'on a revendu pour \$275 une autre maison qu'on avait payée \$1,056, un hangar qu'on avait payé \$390 et une allonge pour laquelle on avait versé \$450.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Et le bureau d'avocat dont fait partie le député de Kamouraska (M. Lizotte) avec le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) écrit même au ministre de la Voirie pour lui dire qu'on a revendu les maisons trop chères.

**M. Lizotte (Kamouraska)** demande au ministre si dans son for intérieur il croit qu'il y a là quelque chose de malhonnête.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Toute la légalité a été observée, mais le député n'a pas perdu d'argent. Je ne l'avais pas nommé en parlant de cette transaction.

**M. Lizotte (Kamouraska):** Quand on a revendu les maisons, c'était pour en tirer le vieux bois seulement. L'on ne pouvait vendre autre chose que les matériaux provenant de la démolition.

J'ai vendu \$6,000 des propriétés qui valaient \$10,000. Toute la paroisse de Saint-Pacôme le sait. Bien plus, le ministère de la Voirie a, sans même me demander la permission, pris une lisière de 10 pieds de terrain sur une longueur de 200 pieds de l'autre côté de la route, sur une propriété qui m'appartenait. Je n'ai rien réclamé parce que l'élargissement de la

côte était une amélioration désirée par le public. Et c'est avec ça qu'on essaye de me salir? Que le ministre fasse enquête...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels sont les faits?

**M. Sylvestre (Berthier):** On perd du temps.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Quand les maisons ont été revendues, on avait enlevé les jalousies et les fenêtres. Va-t-on prétendre que cela seulement valait des milliers de dollars?

**M. Lizotte (Kamouraska):** Tout cela, c'est une tempête dans un verre d'eau. Le ministre, qui est avocat, n'aurait pas dû soulever cette affaire pour tenter de nuire à un confrère. J'ai perdu \$5,000. Le ministre a bien essayé de m'éclabousser un peu, mais il en est incapable.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le crois que, de ce côté-ci de la Chambre, nous n'avons pas de leçons de délicatesse à recevoir de nos confrères de l'autre côté.

**M. Choquette (Montmagny):** Est-ce moi que le ministre vise?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Oui, exactement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il en ressort de tout cela que le ministre de la Voirie a revendu pour moins de \$1,000 ce qu'il avait payé \$5,525. Il en résulte un acte de favoritisme politique. C'est un acte de mauvaise administration à la veille des élections provinciales de 1944.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Cette amélioration de la côte de l'église de Saint-Pacôme était nécessaire: elle était dangereuse. Il fallait exproprier la propriété de la succession Luc Lizotte pour l'élargir. Il s'agissait d'un bien public. Mon collègue qui était député fédéral, ne voulait pas. Je lui ai conseillé de céder aux instances de la population en faisant évaluer la propriété par le département de la Voirie. C'est ce qu'il a fait.

Le gouvernement aurait pu exproprier ces propriétés et ça lui aurait coûté plus cher. Le député a les mains propres. Le député n'a pas peur: il ne refuse pas d'enquête, lui, il en demande une.

Donnez-lui une enquête. Vous ne nous en accorderez pas ni la-dessus ni sur la route de Chicoutimi.

Les accusations portées par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) sont toutes du même calibre. Le ministre est fort en scandales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les règlements sont là...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Très bien! Parlons de voirie.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** J'affirme qu'en 1941, le ministre de la Voirie, que dirigeait M. Bouchard, a acheté une automobile Cadillac, qu'il a payée \$6,900, tandis que le prix réel de cette auto, à ce moment, était de \$5,800. J'ai ici un document de la Mid Town Motor Sales qui l'établit hors de tout doute.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** explique l'affaire de la Cadillac achetée par M. Bouchard, en 1941, pour le ministère de la Voirie. Il accuse le gouvernement de représenter faussement les faits en disant que l'auto a été payée \$6,900, alors que le prix de liste était de \$5,800. Cette auto, dit-il, a été vendue par la compagnie Mid Town Motor Sales au prix de liste de \$6,695. On a ajouté \$100<sup>5</sup> pour une radio, \$95, pour une chaufferette, ce qui fait un total de \$6,900. De ce montant, il a été déduit \$1,900 pour un Chrysler usagé. La taxe d'accise, au montant de \$1,610.98 a été remboursée au gouvernement provincial. La Cadillac n'a donc pas été payée \$6,900, mais \$6,900 moins \$1,610.98, soit \$5,390.02. Le ministre avait oublié d'ajouter ce léger détail.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En 1947, le ministre a acheté une nouvelle Cadillac et il l'a payée \$6,800 bien que les autos se vendent plus cher maintenant.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La méthode du gouvernement est petite. C'est une méthode de gens qui ont quelque chose à cacher. Ces gens-là cherchent des scandales pour cacher les leurs. Ils emploient des méthodes de personnes qui ont peur. On leur parle de millions et ils répondent par des centaines de dollars.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il a été établi que le ministère de la Voirie n'avait pas besoin de la propriété Lizotte parce que l'on pouvait réparer le mur de soutènement pour \$100, ce qui

aurait suffi. Il y a eu du favoritisme, du gaspillage des deniers publics. On a payé \$6,000 une propriété au sujet de laquelle le député de Kamouraska prétend que les estimés des ingénieurs étaient trop bas, mais que la province a tout de même revendue pour moins de \$1,000. Avec \$100, on aurait réglé le cas de la propriété du député de Kamouraska. Pas besoin d'enquête; c'est clair; il y a eu favoritisme.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai demeuré à Sainte-Anne pendant plusieurs années, soit à 5 milles de Saint-Pacôme, je connais parfaitement les lieux, les propriétés. La côte a toujours été le gros obstacle à l'amélioration de la route. Cette côte a une inclinaison de 45°, le chemin ne devait pas être plus large que 25 pieds et vu la topographie de l'endroit, le seul moyen de faire une amélioration était d'acheter le magasin général de M. Luc Lizotte.

Pas une personne de bonne foi, qui connaît les lieux, n'admettra que la propriété ne valait pas \$15,000. Les ingénieurs avaient fait un estimé plutôt bas, parce qu'ils voulaient rester en deçà de la réalité. Je défie n'importe quel citoyen de Saint-Pacôme de dire que les propriétés vendues par M. Lizotte ne valaient pas au moins deux<sup>6</sup> fois le prix payé par la Voirie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi les a-t-on vendues pour moins de \$1,000?

**M. Godbout (L'Islet):** On essaye de jeter le doute sur l'honnêteté d'un collègue. On dit des inexactitudes. Il est très pénible d'assister à cette scène. Le ministre n'a pas raison d'en être très glorieux.

Si la Voirie a disposé des maisons à un prix si peu élevé, c'est qu'elle les vendait pour le bois de chauffage et qu'il fallait les faire démolir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les ingénieurs ont évalué les propriétés à \$5.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Si on les achetait pour le bois de chauffage, quel besoin avait-on des jalousies et des châssis doubles?

**M. Godbout (L'Islet):** C'est qu'ils avaient de la valeur individuellement.

Il (M. Godbout) cite une lettre de la Mid Town Motor Sales et déclare que la Cadillac achetée par M. Bouchard a coûté \$6,900, moins les taxes fédérales au montant de \$1,610.98. Le scandale de l'automobile de M. Bouchard, dit-il, est aussi ridicule que l'affaire de l'expropriation de Saint-Pacôme.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le sénateur Bouchard a payé \$6,900 une auto dont le prix de liste était alors de \$5,800.

Puis il accuse, dit-il, l'ancien régime libéral d'avoir placé sur les listes de paie de la Voirie, en 1944, des gens qui n'ont jamais travaillé aux chemins, soit des enfants de 10, 11 et 12 ans, d'avoir acheté des quantités de bois qui n'ont jamais été livrées, d'avoir engagé un bébé de trois mois comme chauffeur de camion dans le comté de Berthier, d'avoir accordé des contrats au plus bas soumissionnaire et d'avoir déboursé un montant plus élevé que la plus haute soumission.

Est-ce qu'ils sont capables de nier que les listes de paie de la Voirie ont été falsifiées, en 1944?

**M. Sylvestre (Berthier):** Il y aurait donc lieu de faire une enquête? Pourquoi le premier ministre hésite-t-il à l'accorder?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les faits sont clairs: pas besoin d'enquête. Au fond de toutes les répétitions qu'on entend depuis quelques jours, il y a le fait que nos amis d'en face s'arrangent par tous les moyens possibles pour faire durer la session le plus longtemps possible. Ce que ces gens-là font selon les ordres reçus ne les avance pas.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Des expropriations, on en a fait aussi à Montréal. On a fait des expropriations de \$40,000 que l'on a revendues ensuite \$500. Le secrétaire de la province doit être au courant, car cela appartenait à son papa.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Il y a eu aussi des demandes d'expropriation au marché Bonsecours, mais elles n'ont jamais eu de suite; ces gens-là voulaient leur remettre pour la caisse électorale les trois-quarts du prix qu'ils offraient.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Le gouvernement a-t-il acheté des terrains dans le comté de Wolfe, pour la route de Garthby?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il n'y a rien de payé.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Nous avons fait des travaux à Garthby, mais l'expropriation est devant la Régie des communications.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Je demande des chiffres. Quelles ont été les offres?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le département a-t-il fait des offres?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les procédures ne sont pas commencées. Il n'y a eu ni offres ni pourparlers.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** On va devant la Régie quand on ne s'accorde pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous pouvons prendre la propriété et aller devant la Régie ensuite.

**M. Choquette (Montmagny):** Il faut faire une offre d'abord.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est de l'ignorance crasse.

**M. Choquette (Montmagny):** L'ignorance est de l'autre côté.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le code dit: "une offre doit être faite".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ce que j'ai dit.  
(Hilarité générale)

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Quels sont les estimés de la route de Garthby?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Je ne les ai pas ici, mais nous avons donné un contrat de \$41,875. Je donnerai les estimés ce soir.

**M. Lawn (Pontiac)** s'informe du montant dépensé dans son comté, l'an dernier, pour l'entretien des chemins.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** \$80,000.

**M. Lawn (Pontiac):** Les routes de mon comté sont dans un état déplorable depuis quatre ans.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement y a dépensé \$45,000 en entretien et \$34,000 en construction et améliorations,

**M. Lawn (Pontiac):** Sur quelles routes?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous devriez le savoir, vous êtes le député.

**M. Lawn (Pontiac):** Si vous voulez mon opinion, on n'a rien fait ou à peu près. Combien de machines avez-vous dans le comté?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (S'adressant à l'honorable M. Talbot) Répondez pas.

**M. Lawn (Pontiac):** Mon comté est négligé comparativement aux comtés voisins. C'est injuste, parce que le comté de Pontiac paie beaucoup de taxes à la province de Québec. Mon comté a droit à sa part. Quel est le programme du gouvernement pour la voirie cet été?

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Mon programme n'est pas fait pour cette année.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est impossible à dire immédiatement. Il ne peut être question de dresser un programme tant que les crédits ne sont pas votés. Le gouvernement est paralysé par les tactiques de l'opposition qui suit les ordres d'Ottawa, de façon à retarder les élections.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre emploie toujours les mêmes tactiques et tente de faire croire que nous perdons notre temps quand, au su de tout le monde, c'est l'Union nationale qui a pris les trois-quarts du temps de la séance de cet après-midi. Le premier ministre n'a pas le droit d'insinuer que nous suivons les ordres d'Ottawa. Nous voulons savoir où va l'argent de la province, c'est notre devoir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition sait que dans son parti il n'a pas le droit à son opinion. Les grands chefs ont donné ordre de retarder la fin de la session pour retarder les élections. Ils tuent le temps.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre donne là la mesure de sa courtoisie. Les élections, le premier ministre peut les faire quand il voudra et tout de suite si cela lui convient. Nous l'attendons. Nous n'avons besoin de l'aide de personne pour le battre. Le premier ministre est déjà battu par la façon dont il administre et aussi par la façon dont il défend son administration. Car le peuple voit clair. Le peuple lit les comptes rendus des séances de la Chambre et il se rend bien compte que le premier ministre cache la vraie situation des départements.

Il sait que le baïllon vient au moment où nous posons des questions embarrassantes pour le gouvernement. Que vous fassiez des élections au

printemps, à l'automne ou l'an prochain, vous serez irrémédiablement battus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je veux aider le chef de l'opposition contre les gens de son propre parti. Au point où en sont les choses, même M. Saint-Laurent trouve que le chef de l'opposition est lourd à porter. Je voudrais le défendre, pour qu'il reste au moins quelques spécimens du Parti libéral en Chambre après les élections. Au train où vont les choses, il n'en restera pas un seul spécimen.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il est amusant de constater que le ministre de la Voirie et le premier ministre sont devenus beaucoup plus loquaces depuis que l'opposition n'a plus le droit de parler du scandale de la route de Chicoutimi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est une saleté indigne d'un homme respectable.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Si le premier ministre n'aime pas ça, parlons d'autre chose.

La Voirie projette de construire un nouveau chemin de Saint-Adolphe à Notre-Dame-des-Laurentides. Des travaux d'arpentage sont en cours. Des représentations ont été adressées au ministre. Il n'a pas répondu.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il y a six jours que je ne n'ai pas vu mon courrier.

L'étude de la résolution est suspendue.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 29 mars 1948**

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Subsides:**

**Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité<sup>7</sup>:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze millions cinq cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver (voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** demande si l'on n'a pas décidé de changer le tracé de la route 54 entre Notre-Dame-des-Laurentides et la nouvelle voie.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le tracé définitif n'est pas déterminé.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande combien on a dépensé l'an dernier pour la voirie dans son comté.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** En 1942-1943, sous l'administration Godbout, on dépensait dans le comté, \$169,143; en 1943-1944, \$95,526; 1945-1946, \$248,442; 1946-1947, \$187,931; 1947-1948, \$153,471.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Je voudrais avoir les mêmes renseignements pour le comté de Roberval.



**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Cela ne vous regarde pas.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député a droit d'avoir des réponses à ses questions et le ministre les lui donnera s'il se rend compte de la portée de ce qu'il vient de dire. Cela regarde non seulement chacun des députés de cette Chambre, mais tous les citoyens de la province.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Il y a cinq jours qu'on pose les mêmes questions; il y a 90 comtés dans la province. C'est évident que c'est pour tuer le temps; c'est évident que c'est pour suivre des ordres d'Ottawa. Je ne me prêterai pas à cela.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre parle longtemps pour s'exempter de dire un seul chiffre.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** J'ai intérêt à savoir les chiffres que je demande. Je n'ai pas parlé de la session.

Il me semble que le ministre n'a pas pensé à son affaire en me refusant une réponse tantôt.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** L'an dernier, on a dépensé environ un demi-million dans Chicoutimi et un demi-million dans Roberval.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** On n'a pas été juste pour le comté du Lac-Saint-Jean.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Ce comté n'a que 371 milles de routes, contre 803 milles dans le comté de Chicoutimi et 928 milles dans le comté de Roberval.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande si l'on va bientôt réparer et paver la section de la route 54 qui va du Grand Lac Jacques-Cartier à Hébertville.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le député veut-il qu'on la fasse comme l'autre bout?

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Je n'ai pas d'objection du tout.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Alors, le député veut qu'on fasse là ce que ses amis ont critiqué pendant cinq jours?

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Je ne discute pas la manière de la faire, mais je dis, que pour

rencontrer les besoins du Lac-Saint-Jean et de Roberval, cette route doit être travaillée et pavée.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'est notre intention de rendre justice à toutes les régions, spécialement celle du Lac-Saint-Jean.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Je remercie le ministre de la précision de ses réponses. Les gens de mon comté vont se trouver bien renseignés.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** J'irai le leur dire.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Très bien. Je vous recevrai avec plaisir.

Il s'enquiert des projets du ministre pour la route de Saint-Joseph d'Alma à l'île Maligne.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** C'est à l'étude.

**M. Godbout (L'Islet)** suggère au ministre de la Voirie, chargé de la conservation du moulin de Vincennes, situé près de la paroisse de Beaumont à l'entrée du comté de Bellechasse sur la rive sud, d'acheter les deux prairies qui se trouvent de chaque côté du chemin qui mène de la route au moulin. Ce moulin est une de ces belles vieilles choses qui nous restent du Régime français et le gouvernement se doit de faire tout en son possible pour le conserver. On pourrait se servir de ces prairies pour y établir un jardin botanique.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** accepte le point de vue du chef de l'opposition. Il insiste sur la nécessité de conserver ce moulin, de le protéger contre le feu et de loger ailleurs le conservateur.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de 10 mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté<sup>8</sup>.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil

intérieur (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Imprimeur du Roi (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait remarquer qu'on plaçait l'écusson de la province sur la première page de la *Gazette officielle*. Il s'agit d'une vieille coutume. À l'avenir, l'écusson sera remplacé par le drapeau de la province.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-treize mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Musée et archives - Bibliothèque Saint-Sulpice et Commission des monuments historiques (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Roberge (Lotbinière)** demande au ministre (l'honorable M. Côté) de le laisser ouvert le soir pendant la saison des vacances et du tourisme.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
La demande sera prise en considération.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent deux mille

dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: École des hautes études commerciales (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Concernant la dépense de \$65,200 pour la réparation de la fournaise à l'École des hautes études commerciales, quels travaux ont été faits là?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Réfection de la fournaise, changement des radiateurs et construction d'une bâtisse pour la nouvelle chaufferie à côté de l'école.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** En quelle année l'École a-t-elle été construite?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Au début du siècle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
En 1903.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** L'école a été ouverte en 1911 ou 1912. Qui a obtenu le contrat pour le système de chauffage?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
La Victory Entreprising.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** veut connaître le numéro de la fournaise installée: la capacité de chauffage, etc.

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie):** Il n'a pas les contrats sous la main, dit-il. Il se souvient que les directeurs de cette école sont venus le rencontrer à son bureau.

Ils ont discuté la nécessité de procéder à ces améliorations. Un entrepreneur a accepté de faire les transformations requises et tout s'est fini là.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le ministre est-il allé en Europe avec l'entrepreneur.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**  
Je suis allé en Europe avec trois amis, mais pas avec l'entrepreneur qui a fait ces travaux. C'était un voyage personnel. Il l'a fait à ses propres frais et cela n'a rien à voir à la politique, déclare-t-il.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le ministre a-t-il visité des ambassades?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Seulement une, l'ambassade de la Russie, suite à un message de M. Saint-Laurent, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. On ne m'a pas parlé de vous.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** fait allusion à M. Jean Bruchési, sous-ministre, actuellement à Paris.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Mercier a-t-il l'ambition de devenir secrétaire provincial, dans une quinzaine d'années?

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je n'ai pas d'ambition personnelle. Je m'occupe des intérêts de mes électeurs et de la province. Quand je suis entré dans la politique, ce n'était pas pour me faire une position.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais pour être dans l'opposition.  
(Rires dans la Chambre et dans les galeries)

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Au sujet de la fournaise de l'École des hautes études, des ingénieurs ont-ils fait des estimés?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Oui, un ingénieur a préparé un rapport. Le système de chauffage était défectueux. Nous avons construit une bâtisse pour placer le nouveau système, ce qui nous a permis d'agrandir l'École.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Les salaires des professeurs ont-ils été augmentés?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Le directeur m'a fait des représentations.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement des beaux-arts et de la musique (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Roberge (Lotbinière)** demande si le ministre a songé à donner un meilleur encouragement aux élèves qui s'intéressent à l'art dramatique.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** On est à organiser une section d'art dramatique au

Conservatoire. Plusieurs projets ont été soumis, dont l'un par le R.P. Émile Legault, C.S.C., directeur des Compagnons de saint Laurent. Ces divers projets sont à l'étude et rien n'est encore décidé. Nous aurons l'an prochain des écoles préparatoires à l'art.

**M. Roberge (Lotbinière):** Cette section d'art dramatique sera-t-elle ouverte pour septembre?

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Nous allons faire notre possible dans ce but.

**M. Roberge (Lotbinière)** soulève aussi la question de l'École des beaux-arts de Québec, située sur la rue Saint-Joachim, qui est devenue trop petite pour le nombre des élèves. Il demande au ministre s'il n'a pas l'intention de trouver un local plus convenable pour cette école. Le nombre des élèves qui était de 50 en 1946 est maintenant de 125.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** On y songe en effet. Il est possible qu'on se serve de l'ancien "high school" de Québec, rue Saint-Denis.

**M. Roberge (Lotbinière):** Les nouvelles du ministre vont intéresser et plaire aux Québécois.

**M. Morin (Québec-Centre)** s'informe des salaires payés à cette institution.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Le salaire des professeurs de l'École des beaux-arts de Québec a été augmenté dans tous les cas, moins deux.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement post-scolaire (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École supérieure de commerce (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Morin (Québec-Centre):** L'École supérieure de commerce est devenue une véritable école

universitaire et elle joue pour l'est de la province le rôle que joue l'École des hautes études commerciales à Montréal. Mais l'espace n'est plus suffisant pour répondre aux besoins des professeurs et des élèves.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Le gouvernement actuel a fait beaucoup pour l'École supérieure de commerce et on m'a soumis récemment un projet considérable. Il s'agit d'une construction qui coûterait au-delà d'un million et demi. Le projet est à l'étude. En attendant, le gouvernement a porté de \$20,000 à \$30,000 la subvention accordée à cette institution.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'École supérieure de commerce est dirigée par un éducateur éminent, le R.F. Stanilas.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École polytechnique, Montréal (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "McGill University - octroi annuel (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide pour entretien d'un institut de neurologie (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation spéciale à l'enseignement protestant (secrétaire de la province)", du budget de l'année se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Laval,

Québec - octroi annuel (secrétaire de la province)," du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université de Montréal - Octroi annuel (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bishop's College, Lennoxville - octroi annuel (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation spéciale à l'enseignement protestant (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** parle du Prix d'Europe et demande s'il n'y aurait pas possibilité de donner deux ou trois de ces prix afin de favoriser davantage les talents de chez nous.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Il n'est pas question de multiplier les prix d'Europe comme le suggère le député de Verdun. Le système serait mauvais. Mais, dit-il, il promet d'étudier une suggestion suivant laquelle le gouvernement verserait un montant plus substantiel à l'Académie de musique de Québec qui organise chaque année le Prix d'Europe, dont l'enjeu est une bourse de \$3,000.

Le ministère de la Jeunesse attribue déjà des bourses d'études pour l'enseignement de la musique sous toutes ses formes.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** demande au ministre d'augmenter l'octroi de \$5,000 octroyé à la maison des étudiants à Paris, octroi qui lui paraît insuffisant.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Le gouvernement songe à augmenter la subvention de \$5,000 accordée à la maison des étudiants canadiens à Paris. Pendant mon séjour à Paris, l'automne dernier, j'ai été à même de me rendre compte des besoins de notre maison d'étudiants, qui a été endommagée pendant la guerre. Le gouvernement étudie actuellement la question.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-huit mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux Universités McGill et Laval (différence par rapport aux sommes payables à même l'ancien fonds éducationnel) (secrétaire de la province)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf millions trois cent cinquante-sept mille trois cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les

dépenses prévues à l'article: "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** On a donné un octroi de \$100,000 pour la construction d'une école dans ma ville, ce pour quoi je remercie le gouvernement. Mais la construction va coûter \$210,000 et on aurait dû laisser à la Commission scolaire le libre choix de l'architecte et de l'entrepreneur, ce qui aurait permis d'économiser \$50,000.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Je n'ai jamais rencontré aucun architecte ni aucun entrepreneur pour construction d'écoles.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pour obtenir l'octroi, la Commission scolaire a dû prendre l'architecte et l'entrepreneur choisis par l'Union nationale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ni lui ni le secrétaire provincial ne s'en sont occupés ni de près ni de loin.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le premier ministre ou le secrétaire provincial viennent affirmer cela dans la ville de Rivière-du-Loup, ce sera un immense éclat de rire parce que tout le monde sait le contraire. On sait aussi qu'à cause de cela, la construction coûtera plus cher, environ \$50,000. Il a, dit-il, la parole du président de la commission scolaire pour appuyer sa position.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'octroi a été accordé à la demande du "futur député" de Rivière-du-Loup, M. Roméo Gagné.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. Gagné, qui administre le patronage dans le comté, a demandé l'octroi et le gouvernement a accordé \$100,000. Jusque-là, c'est très bien.

Mais ce qui est mal, c'est que la Commission scolaire, qui paye \$110,000, soit plus que la part du gouvernement, ne puisse pas choisir elle-même l'architecte et l'entrepreneur et qu'elle doive ainsi payer plus cher.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement n'a rien eu à y voir. Le secrétaire provincial est l'un des ministres qui administre son département avec le plus de succès. C'est une insulte à l'adresse des commissaires d'écoles élus par les électeurs de Rivière-du-Loup que de faire croire qu'ils acceptent un entrepreneur choisi par le gouvernement.

**M. Godbout (L'Islet):** La question est plus sérieuse que ne le laissent entendre le premier ministre et le secrétaire provincial. Les octrois de ce genre sont donnés pour des œuvres où la politique ne doit pas s'introduire.

On peut bien nier les faits en badinant, mais ce qui existe, c'est que l'architecte, l'entrepreneur et le sous-entrepreneur sont imposés aux commissions scolaires par le gouvernement.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire que le gouvernement, le premier ministre ou ses ministres interviennent auprès des commissions scolaires pour leur imposer un architecte ou un contracteur.

Jamais depuis que je suis ministre, le gouvernement ne s'est occupé du choix d'un entrepreneur ou d'un architecte pour la construction d'une école, sauf dans un seul et unique cas. Il s'agissait, alors, de la construction d'une école à Havre-Saint-Pierre, dans le diocèse de S. E. Mgr Labrie, où il n'y a pas de commission scolaire. Dans tous les autres cas, le gouvernement n'est jamais intervenu.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre qui parle connaît des institutions qui ont refusé des octrois substantiels du gouvernement parce qu'elles ne peuvent pas choisir leurs entrepreneurs et que cela coûterait plus cher que l'octroi du gouvernement.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Nommez-en une et je mets mon siège en jeu. Ou retirez vos paroles.

**M. Godbout (L'Islet):** Je répète qu'il y a des institutions qui refusent des octrois pour les raisons que j'ai données. *L'Action catholique* a dénoncé ce système en disant qu'il constituait un fardeau pour des communautés qui sont obligées de céder une partie de leurs subventions. Ce journal n'a pas pris cela dans l'air.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):** Nommez-en une seule et je mets mon siège en jeu.

**M. Godbout (L'Islet):** Gardez votre siège. Vous ne l'avez pas pour bien longtemps.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce que dit le chef de l'opposition est absolument faux. Dans mon comté, la Commission scolaire a obtenu un octroi et je ne suis jamais intervenu. Quand mon honorable ami dit que des institutions

refusent des octrois, j'aime mieux croire qu'il rêve que de penser qu'il veut tromper la Chambre. Personne n'a refusé nos octrois. Jamais nous ne sommes intervenus dans la nomination d'un architecte ou d'un contracteur. Ça se faisait comme ça sous l'ancien régime, mais pas sous le régime actuel.

Le trouble que nous avons, c'est de ne pas pouvoir accepter toutes les demandes qu'on nous présente. Que le chef de l'opposition retire ce qu'il a dit.

**M. Godbout (L'Islet):** Je ne mets en cause ni le premier ministre ni le secrétaire provincial. Mais je dis que les administrateurs du patronage usent de ces procédés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** met au défi, une autre fois, le chef de l'opposition de citer des exemples.

**M. Godbout (L'Islet):** À Saint-Joseph d'Alma, l'organisateur de l'Union nationale a imposé à la Commission scolaire un entrepreneur du nom de M. Charles Maltais. C'est la même chose dans toute la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voilà un cas, deux peut-être avec celui de la Rivière-du-Loup, sur 3,800 et ils sont loin d'être prouvés. Toutes les commissions scolaires sont libres d'agir comme elles le veulent.

**M. Roberge (Lotbinière):** Pour quel montant le crédit de la province est-il engagé dans la somme des octrois promis aux institutions scolaires?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement prend dans ce cas un engagement moral et non pas un engagement légal. On ne peut pas engager le crédit de la province au-delà de 12 mois sans passer une législation.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** veut savoir s'il ne serait pas possible d'encourager la lecture en achetant plus de livres et en les distribuant adéquatement parmi la population.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** demande des informations concernant les projets des commissions scolaires catholiques et protestantes de Montréal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Commission scolaire protestante a un programme d'expansion au sujet de nouvelles écoles ou de

l'agrandissement d'écoles, qui comprend des dépenses d'environ \$5,000,000 et la Commission des écoles catholiques de Montréal prévoit déboursier plusieurs millions pour accueillir un plus grand nombre d'élèves.

Une législation, signale-t-il, a été passée pour permettre aux deux commissions scolaires de faire des emprunts temporaires et tout ceci serait en unisson avec leurs plans de construction.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions à certaines institutions particulières (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-douze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles normales (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Au sujet de l'École normale Jacques-Cartier, récemment détruite par un incendie, tous les livres n'ont pas brûlé, contrairement à une nouvelle qui a été publiée, dit-il. Il va falloir construire à Montréal et probablement aussi à Québec. Mais rien n'est décidé quant aux plans. On est à décider s'il faudra en faire des pensionnats ou des externats.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de l'instruction publique (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Journaux d'éducation (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent vingt-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent trente-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Godbout (L'Islet):** Par gentillesse pour le ministre, qui a été absent pour cause de maladie pendant une bonne partie de la session, l'opposition consent à voter ce budget sans discussion.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** remercie l'opposition de ce geste délicat à son endroit.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

34. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

35. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et administration (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

36. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

37. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

38. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de 10 mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études au personnel technique (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

39. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

40. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Asiles d'aliénés (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

41. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités sanitaires de comtés (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

42. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Maladies vénériennes (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

43. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre millions cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'assistance publique (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

44. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service médical aux

colons (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

45. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: Fonds de l'assistance publique- dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'assistance publique- dépenses en immobilisations (Santé)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. Les sources n'indiquent pas qui a présidé le comité.

2. \$234,000, selon *Le Soleil* du 30 mars 1948, à la page 9.

3. Voir note 1.

4. \$5,500, selon le *Montréal-Matin* du 30 mars 1948, à la page 6.

5. Chiffre du *Clairon* du 2 avril 1948, à la page 7: \$110.

6. *L'Événement* du 30 mars 1948, à la page 11, écrit: "trois fois".



7. Voir note 1.

8. Le budget du département de la Voirie est finalement adopté vers 9 heures du soir "et le ministre laissait échapper un soupir de soulagement", écrit *Le Soleil* du 30 mars 1948, à la page 8.

9. *The Gazette* du 30 mars 1948, à la page 19, attribue cette réponse à M. Duplessis. Tous les autres journaux écrivent que c'est M. Côté qui l'a donnée.



## Première séance du mardi 30 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Dépôt de documents:

Commission des eaux courantes,  
rapport 1947

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le trente-sixième rapport annuel de la Commission des eaux courantes de Québec, pour 1947. (Document de la session no 40)

## Subsides:

Budget des dépenses  
1948-1949

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Éducation hôtelière (cours) (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Le budget de ce service est quelque peu augmenté. C'est que le nombre des élèves augmente constamment. Les cours durent un mois et sont donnés chaque année dans une région différente, de façon que tous les hôteliers puissent en bénéficier à tour de rôle.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement se propose de réorganiser l'École d'hôtellerie qui fonctionnait autrefois à Saint-Paul-l'Ermitte. On l'établira ailleurs et dans des proportions plus considérables. Mon département est à considérer également l'organisation de cours selon les besoins locaux, conformément au cachet de la province et au respect de nos traditions. Le ministère du Commerce et de l'Industrie organise des réunions où l'on donne des notions générales d'hôtellerie, mais lorsqu'il s'agit de véritables cours de cuisine, et de tous les cours spécialisés, en général, cela relève du ministère du Bien-être et de la Jeunesse.

M. Morin (Québec-Centre) demande au ministre du Bien-être et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) d'organiser une école d'art culinaire à Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La discussion ne porte pas présentement sur mes crédits. Cependant, je ferai remarquer à mon

honorables amis que les cours d'art culinaire sont donnés à l'École centrale d'arts et métiers de Montréal. Comme il est question d'établir une telle école à Québec, il sera facile alors d'organiser des cours culinaires dans cette école.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent seize mille dollars, nécessaire couvrir les dépenses prévues à l'article: "Agents généraux de la province, salaires et dépenses (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** L'intérêt que les industriels et les commerçants portent à notre province est tel qu'il nous faudra pour répondre à toutes les demandes avoir un plus grand nombre de représentants à l'étranger.

Dans ce but, le poste budgétaire de mon ministère a été augmenté de \$30,000 dans l'éventualité où il sera décidé de nommer d'autres agents.

**M. Godbout (L'Islet)** demande au ministre (l'honorable M. Beaulieu) s'il ne croit pas que le temps est venu d'établir des agences commerciales québécoises en Amérique du Sud.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Nous n'avons pas d'agence aux Indes occidentales. Notre représentant à New York, M. Chartier, va chaque année faire un séjour d'un mois aux Indes occidentales pour rencontrer les hommes d'affaires, ceux avec lesquels nous avons intérêt à transiger et établir des contacts. M. Chartier a demandé un assistant et le gouvernement étudie la question.

**M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement devrait avoir une agence aux Indes occidentales. À New York, M. Chartier a plus d'ouvrage qu'il n'en peut faire et on devrait l'y laisser et peut-être l'aider davantage. Il y a énormément à faire aux États-Unis pour la vente de nos produits. Quant à Londres, le secrétaire provincial est passé par là et il s'est rendu compte qu'il fallait une agence là-bas.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Le gouvernement n'a pris aucune décision. Concernant notre commerce avec Londres, la demande est beaucoup plus forte que la production et, à l'heure actuelle, il est plus avantageux d'envoyer périodiquement

des experts à Londres et de recevoir les experts britanniques pour établir des contacts. Pour le moment, nos contacts avec les Anglais sont établis par les représentants de ces derniers aux États-Unis. Nous sommes en relation constante avec eux.

**M. Godbout (L'Islet)** parle de l'utilité de multiplier les contacts en Angleterre, afin de connaître les nécessités du marché du bacon aux États-Unis où nos représentants sont débordés d'ouvrage et même en France. Le rétablissement de notre agence de Londres s'impose dans le plus bref délai possible.

Si nous n'y prenons garde, nous sommes en train de perdre un de nos marchés les plus payants pour les cultivateurs, celui du bacon, au profit du Danemark qui se renseigne sur le goût anglais et s'organise pour le satisfaire.

Il (M. Godbout) rappelle que son gouvernement a donné des primes sur le porc à bacon pour favoriser ce commerce avec l'Angleterre. L'Ontario est certainement mieux placée que Québec pour bénéficier des agences du fédéral et, cependant, elle a une agence commerciale à Londres. Ce que je réclame, c'est que nous prenions notre part du commerce de notre pays avec l'étranger.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Il y a tout un système d'établi. Il est, dit-il, en contact avec les Anglais au moyen des représentants de ce pays aux États-Unis et les délégués qui sont envoyés de temps en temps au Canada. Il n'y a pas lieu de s'alarmer quant au commerce avec l'Angleterre. Nous ne pouvons produire pour répondre à la moitié de la demande. Les prix sont très élevés et nous vendons tout ce que nous produisons.

**Un député** suggère de ne pas oublier les relations commerciales avec la France.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Un programme est en marche afin d'assurer au pays de Québec les avantages des meilleurs marchés du monde et il est toujours en alerte, afin d'améliorer son système de contacts avec la finance, l'industrie et le commerce du monde.

La fonction du ministre du Commerce est de voir à ce que la province ait sa part en vertu des traités et elle ne peut rien contre les traités eux-mêmes. Actuellement, il n'y a pas lieu de stimuler la vente, nous vendons tout ce que nous produisons.

**M. Godbout (L'Islet):** Mais il faut prévoir pour demain. La province doit voir à prendre sa

place et elle ne peut le faire complètement sans une agence. Le bacon, par exemple, ne se prépare pas du jour au lendemain. Les Anglais exigent des produits bien conformes à leurs goûts et à certains standards. Pour rencontrer les exigences du marché anglais actuel, il faudra nécessairement améliorer les espèces porcines; et cela est l'œuvre de quatre ou cinq ans; d'où la nécessité d'un représentant qui nous renseigne constamment sur les exigences du marché anglais, des possibilités de commerce, afin que la province en tire le meilleur parti possible.

**M. Dumoulin (Montmorency)** invite le gouvernement à suivre d'assez près le marché français.

(Le débat se poursuit quelque temps)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les membres de l'opposition vont avoir besoin d'un agent parce que les électeurs vont les exporter aux prochaines élections. L'opposition sait qu'elle n'a aucune chance avec son chef actuel et voilà pourquoi elle ne compte que sur Ottawa. Mais elle va être écrasée quand même parce que les gens d'Ottawa devraient savoir que la province de Québec se mêle de ses affaires et qu'il ne leur appartient pas de dicter à Québec une conduite.

En 1935 et 1936, les libéraux d'Ottawa ont voulu se mêler des élections provinciales mais ont contribué à assurer la victoire de l'Union nationale. En 1939, on sait ce qui est arrivé: les libéraux d'Ottawa ont odieusement trompé la population au sujet de la guerre et ont réussi à escamoter le vote.

Mais en 1944, en dépit du fait que nous avions encore le Parti libéral d'Ottawa contre nous, parti qui se cachait alors derrière les marchands de canons et bénéficiaient de leurs souscriptions, en dépit du fait que nous n'avions pas de journaux, malgré le Bloc populaire, les créditistes, les membres de la CCF, et les indépendants, nous avons remporté la victoire. Que sera-ce, maintenant, quand nous déciderons d'aller au peuple. Je n'en vois pas beaucoup, de l'autre côté, qui pourront nous faire face.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La caisse électorale de l'Union nationale n'étouffera pas la grande voix du peuple. Je suis de ceux qui veulent que Québec soit administré par Québec. Mais pourquoi le premier ministre est-il toujours en train d'attaquer Ottawa? C'est qu'il veut détourner l'attention et faire oublier ses promesses violées d'abolir la taxe de vente et de demander des soumissions publiques.

En 1939, nous avons perdu toutes les élections partielles et cependant nous avons gagné les élections provinciales. Ce sera la même chose cette année. Si le premier ministre est si sûr de son affaire, pourquoi laisse-t-il le comté de Saint-Louis sans représentant? Il compte trop sur le drapeau, les trésors polonais. Le premier ministre et son parti vont mordre la poussière.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les limites du comté de Saint-Louis ont été changées par une loi, mais en vertu d'un amendement apporté par le Conseil législatif, les modifications ne prendront effet qu'à compter de la dissolution des Chambres. De sorte que, si l'on avait fait des élections partielles, le député n'aurait été élu que pour une partie du comté. L'Union nationale avait passé une loi pour dire que les vacances devaient être remplies dans les six mois et cette loi a été abolie par l'administration libérale.

Et que s'est-il produit sous le gouvernement du chef de l'opposition? Le comté d'Arthabaska est resté 26 mois sans représentant; le comté de L'Assomption, 26 mois également; celui de Bonaventure, 21 mois; celui de Maskinongé, 18 mois; celui de Rimouski, 19 mois; celui de Rouville, 20 mois. Le gouvernement du temps avait peur et il avait raison: la preuve, c'est que tous ces comtés, sauf Arthabaska, sont aujourd'hui représentés par des membres de l'Union nationale.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est la même chose pour Saint-Louis. Le gouvernement ne fait pas d'élections parce qu'il a peur d'y être battu. (Brandissant un photostat d'un bulletin de vote initialé) Ce n'est pas difficile de gagner des élections avec les moyens que vous employez. Voici un bulletin de vote initialé par un des officiers-rapporteurs dans le comté de Compton et marqué d'avance d'une croix vis-à-vis du nom du candidat ministériel M. C. D. French qui a servi au cours de l'été de 1946.

Il (M. Casgrain) déclare qu'il ne soupçonne pas le député de Compton (M. French) lui-même d'être l'auteur de cette irrégularité. Il le tient pour un parfait honnête homme. Mais, dit-il, c'est de cette façon que l'élection de Compton a été gagnée.

(Rires à droite)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est facile de photographier un faux bulletin, puisque les libéraux ont été des artistes à ce truc.

**M. Godbout (L'Islet):** Le peuple sait par quelles tactiques le gouvernement gagne ses élections et, aux élections générales, le gouvernement perdra

tous les comtés où il a réussi à se faire élire par ces moyens frauduleux. C'est l'organisation que nous avons eu à rencontrer aux élections.

Du fait qu'il n'y a pas eu de décompte judiciaire dans le comté de Compton, il a été impossible de sortir un bulletin initialé par le président d'élection de la boîte de scrutin. Le bulletin que possède l'opposition est donc un bulletin qui a été initialé le jour de l'élection et qui a servi à des manœuvres frauduleuses. Ce bulletin nous a été envoyé avec d'autres.

Il s'agit d'obtenir, le matin, avant l'ouverture des "polls", un bulletin officiel initialé par l'officier-rapporteur. Ce bulletin est remis à l'organisateur politique qui le donne à un électeur en lui disant: Va voter, jette ce bulletin dans la boîte et rapporte-moi celui que te donne l'officier-rapporteur. Sur remise du dernier bulletin, on donne une récompense au voleur bénévole et le jeu recommence et dure toute la journée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Dans la Beauce, Renault, ancien ministre du chef de l'opposition, a sauvé son dépôt avec grande difficulté, puisque Georges-Octave Poulin, qui siège dans cette Chambre, a été élu par 6,000 voix de majorité. C. D. French, député de Compton, élu l'année suivante, a renversé une majorité libérale de 1,670 voix pour prendre ce comté par 3,600 voix. Puis, ce fut le tour de Daniel Johnson qui prit Bagot aux libéraux par 2,000 voix de majorité. Dans Huntingdon, l'été dernier, John Gillies Rennie a battu O'Connor par plus de 2,000 voix de sorte que l'opinion publique ne s'est guère montrée favorable au programme libéral et à son chef qui a été écrasé dans toutes les parties du Québec.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Le chef de l'opposition ne prétendra toujours pas que les 2,000 personnes qui ont donné une majorité au député actuel de Compton se sont vendues!

**M. Godbout (L'Islet):** Je prétends qu'on a eu recours à des moyens illégaux et j'ai ici un bulletin initialé par l'officier-rapporteur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pourquoi n'avez-vous pas contesté l'élection si vous prétendez qu'il y a eu des irrégularités? Dans la Beauce, vous avez tenté de contester et vous avez eu peur.

**M. Godbout (L'Islet):** Nous n'avons pas eu peur, mais le juge s'est prononcé sur une technicalité. Le bulletin de vote initialé par le président d'élection et voté d'avance permettait à l'électeur peu

scrupuleux d'obtenir une récompense au sortir du bureau de votation.

**Un député ministériel:** C'est exactement ce qui se passait de votre temps.

**M. Godbout (L'Islet):** Au lieu de voter sur le bulletin donné par l'officier-rapporteur, l'électeur met dans la boîte le bulletin qu'il a dans sa poche et rapporte le bulletin en blanc, encore initialé par l'officier-rapporteur. Cela lui permet de toucher sa récompense et aux organisateurs de répéter l'opération.

Vous vous êtes fabriqué des majorités avec des bulletins truqués et en faisant des promesses et des menaces. C'est ainsi qu'on a donné deux fois des octrois que l'on ne pouvait obtenir qu'une fois.

Dans le comté de Huntingdon, le soir de mon assemblée à Saint-Anicet, on avait organisé dans la paroisse deux bazars où les prix étaient donnés gratuitement...

**M. Rennie (Huntingdon)** met au défi le chef de l'opposition de lui prouver ce qu'il avance. Le chef de l'opposition, dit-il, est un spécialiste dans tous les départements, surtout en temps d'élections, mais j'affirme de mon siège que l'élection dans Huntingdon s'est faite honnêtement.

**M. Godbout (L'Islet)** ne met nullement le député en cause, dit-il, mais des irrégularités ont été commises et il en a la preuve. Il (M. Godbout) parle d'un fils de cultivateur qui a obtenu un octroi auquel il n'avait pas droit, pour rachat de terre.

**Des députés de l'opposition** demandent si les enquêtes économiques avancent?

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Ce travail va très bien, dit-il. Son ministère travaille en collaboration avec celui de la Reconstruction à Ottawa. Les gens du gouvernement central ont félicité ses officiers de l'excellence des rapports préparés. Son ministère a travaillé de son mieux à seconder les directeurs de jeunes entreprises, après enquête minutieuse dans chaque cas.

L'étude de la résolution est suspendue<sup>1</sup>.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Ex-employés du ministère de l'Agriculture**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 19 mars 1948, pour la production d'un état montrant les noms, prénoms et adresses des agronomes, ingénieurs civils et autres techniciens qui ont quitté leur emploi au ministère de l'Agriculture, du 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1948 inclusivement, soit par démission ou congédiement. (Document de la session no 41)

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 30 mars 1948**

##### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Agents généraux de la province, salaires et dépenses (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inventaire des ressources naturelles et industrielles de la province, salaires et dépenses (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Environ la moitié du travail est accomplie et on poursuit l'enquête. Le ministre a à son service une commission des recherches scientifiques, composée d'universitaires, d'hommes d'affaires, etc., qui font un travail très utile pour la province sans rémunération aucune. Il y a aussi, au ministère de l'Industrie et du Commerce, des chimistes, techniciens, experts en comptabilité, qui se tiennent à la disposition des petits industriels qui ont besoin de leurs services.

Tout ce qui peut avoir de l'intérêt dans une région donnée pour ceux qui ont des capitaux à placer est soigneusement noté. On dresse ainsi un tableau complet des possibilités économiques de la région. Cette documentation précieuse sert ensuite à orienter l'industrie.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** C'est là le travail le plus important du ministère et je demande qu'il soit poussé en profondeur et accéléré. Je considère même que le ministère de l'Industrie et du Commerce devrait se muer en un ministère de la Reconstruction économique.

J'invite le ministre à s'entendre avec Ottawa pour faire ce travail de développement des ressources naturelles. Ottawa est prêt à payer 50 %. Au lieu de \$50,000, on devrait voter \$300,000 pour cette enquête, ce qui permettrait de dresser des plans complets pour le développement des ressources naturelles de la province.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-cinq mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Le premier ministre a annoncé qu'il y avait 4,000 nouvelles industries dans la province depuis quatre ans. Je voudrais bien voir la liste.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Je la fais venir tout de suite. Deux mille cinq cents industries ont demandé des chartes et les autres n'en ont pas besoin.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Ce département a-t-il des économistes à son service?

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Les économistes, techniciens et experts des universités sont en relation constante avec nous.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Il n'y en a pas au département même?

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Il y a le ministre, le sous-ministre qui sont des diplômés d'écoles de commerce et d'autres. M. Adrien Pouliot est membre d'un de nos comités.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** s'enquiert de la façon dont sont accordés les octrois.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Des octrois sont accordés aux industries sur la recommandation de chambres de commerce ou de comités de citoyens. Quand l'octroi, sauf rares exceptions, dépasse \$1,500, on dirige les requérants vers la banque.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** C'est comme ça que ça devrait se faire, mais les *Comptes publics* établissent que ça se fait autrement.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Le député peut être certain qu'il n'y a aucune considération politique.

**M. Choquette (Montmagny)** s'enquiert des sommes données dans son comté de Montmagny pour aider les industriels.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Un montant de \$450 a été voté à M. Alphonse Collins, de Notre-Dame-du-Rosaire.

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministère du Commerce a publié en décembre 1947 une annonce dans un bulletin de la Chambre de commerce de Montréal que j'ai ici.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Je dois dire que les annonces gouvernementales sont données par le service de la publicité. Nous ne faisons que préparer les textes des annonces pour ce qui concerne le Commerce et l'Industrie.

**M. Choquette (Montmagny):** L'annonce dit: l'homme d'affaires de la province de Québec est à la porte d'une véritable caverne de trésors...

(Rires à gauche - cris à droite)

Y a-t-il une allusion à la "caverne des 40 voleurs" dont il est fait mention dans l'histoire de la province de Québec?

(Applaudissements à gauche - cris à droite)

Dans *L'Histoire de la province de Québec* de Robert Rumilly, il est raconté qu'un journal de Québec publie autour de 1880 un article dont Wilfrid Laurier était l'auteur, intitulé *La caverne des 40 voleurs*, qui était un violent réquisitoire contre le gouvernement conservateur provincial de l'époque, à la suite d'un scandale de chemin de fer, et commençait par ces mots: "Cette caverne, que l'on prenait pour un conte des *Milles et une Nuits*, elle existe sur la colline parlementaire de Québec".

(Tumulte à droite)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous n'êtes que 33 dans l'opposition.

(Applaudissements à droite)

**M. Choquette (Montmagny):** Vous êtes plus que 40 à droite; le nombre a augmenté. (Prenant en main l'annonce qui est sur son pupitre) Eh oui, dans une annonce payée par les contribuables, on compare la province à une véritable caverne.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député a mal lu. C'est peut-être...

**Un député ministériel:** Ou taverne. Le député aime parler de ça.

**M. Choquette (Montmagny):** Je n'ai rien à faire avec les tavernes où l'Union nationale qui a



prélevé des malheureux taverniers des fonds pour sa caisse électorale.

(Applaudissements à gauche - cris à droite)

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Je dois dire que le texte de cette annonce n'a pas été préparé par mon département. Le mot "caverne" n'a jamais été utilisé dans le texte d'une de nos annonces.

**M. Choquette (Montmagny):** L'annonce qui commence par cette étrange histoire de caverne finit par vanter le gouvernement. Je veux en lire le texte à la Chambre. Elle dit: "L'homme d'affaires de la province de Québec est à la porte d'une véritable caverne de trésors dans notre production minière, dans nos pêcheries et nos pelleteries, dans nos forces hydrauliques, dans notre agriculture. Sachons profiter de nos richesses", continue l'annonce. Il n'y a que le gouvernement qui en profite!

(Applaudissements à gauche - cris à droite)

Et l'annonce se termine en disant: "Avec un gouvernement stable et un peuple industriel, marchons de l'avant vers une nouvelle prospérité." Gouvernement stable? Pas celui qui est devant nous...

(Applaudissements à gauche - cris à droite)

**M. le président:** À l'ordre! Le député est hors d'ordre. Revenons aux crédits du ministère du Commerce.

**M. Choquette (Montmagny):** Mais j'y suis aux crédits de ce ministère. Je parle d'une annonce payée par lui, avec l'argent de la province, qui nous parle de caverne de trésors pour ensuite vanter le régime actuel comme gouvernement stable. C'est de la propagande électorale payée avec l'argent du peuple.

(Applaudissements à gauche - cris à droite)

**M. Drouin (Abitibi-Est):** M. le président, je demande que le député de Champlain (M. Bellemare) soir rappelé à l'ordre. Trois fois, il a crié "Pilate".

**M. Choquette (Montmagny):** M. le président, ce que dit le député de Champlain m'est égal et ne le rappelez pas à l'ordre pour cela. S'il avait crié "Cain" au lieu de "Pilate", il aurait visé un de ses amis et j'aurais compris. Je ne m'occupe pas de ses cris. Je vais le laisser mourir de sa belle mort. Politiquement, bien entendu.

**Des députés ministériels** crient, menacent du poing le député de Montmagny (M. Choquette).

**M. Choquette (Montmagny)** (Écoute en souriant)

**Un député:** Vous allez être battus.

**M. Choquette (Montmagny):** Je proteste contre la propagande injustifiable qui est payée dans les journaux par la province pour chanter les louanges de ce régime moribond. Ils crient que nous serons défaits aux prochaines élections. En 1936, leur chef disait: "Nous sommes au pouvoir pour 40 ans." Trois ans plus tard, il était balayé comme un fétu de paille. L'histoire va se répéter cette année.

(Applaudissements à gauche - cris à droite)

Écoutez-les gémir, M. le président, ils vont tous être battus et ils le sentent tellement qu'ils gémissent déjà sur leur défaite.

(Applaudissements à gauche - cris à droite)

**M. le président** se lève et réclame l'ordre.

(Les bruits cessent. L'étude des crédits du ministre de l'Industrie et du Commerce se poursuit)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** (Ayant reçu et examiné la liste des industries que l'honorable M. Beaulieu a fait parvenir à l'opposition en cours de séance) J'ai lu la liste du ministre. On mentionne parmi les nouvelles industries celle d'Arvida, qui en vaut la peine certes, mais qui a été fondée par un gouvernement libéral. On mentionne aussi les usines du C.N.R. à Rivière-du-Loup. Elles ont 80 ans d'existence et ne sont certainement pas l'œuvre de l'Union nationale.

(Rires)

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** J'ai aussi parcouru la liste du ministre. À Montréal, 50 % sont d'anciennes industries.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** On a distribué \$91,000 à plus de 100 industries différentes. Il s'agissait dans chaque cas de soutenir une œuvre essentielle au développement d'une région. Les octrois sont donnés avec équité et sans distinction de parti.

Plusieurs de ces petites industries sont appelées à se développer graduellement au point de devenir, une fois franchi le stade parfois difficile de l'organisation, de moyennes et même de grandes industries. L'empire industriel de Henry Ford a commencé modestement dans un hangar.

Quand il n'y a pas de chambre de commerce dans un centre donné, on cherche à intéresser des comités de citoyens aux possibilités locales. Mais on ne donne jamais de subventions pour les grosses industries. La moyenne des octrois est de \$400 à \$500.

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre du Commerce et de l'Industrie me dira-t-il qui a payé l'annonce dont je lui ai parlé tout à l'heure et dans laquelle on parle de la caverne des trésors?

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean):** Ce n'est pas mon département et je ne sais pas qui l'a donnée.

**M. Choquette (Montmagny):** Un membre du gouvernement doit être capable de nous dire la provenance de cette propagande injustifiable pour l'Union nationale et qui l'a payée.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cherchez!

**M. Choquette (Montmagny):** Voilà la réponse que l'on donne aux représentants du peuple qui veulent se renseigner sur les dépenses du gouvernement: "Cherchez!"

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Allez chercher un médecin!

**M. Choquette (Montmagny):** Le ministre de la Jeunesse est malade? Allez chercher un médecin pour les enfants!  
(Rires)

**M. Choquette (Montmagny)** veut parler des élections municipales de Saint-Jean.

**M. le président:** Cette question est hors d'ordre.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)** met en doute l'allégation du ministre (l'honorable M. Beaulieu) que 2,075 nouvelles industries aient été organisées dans la métropole avec l'aide du gouvernement et du ministère du Commerce et de l'Industrie. Plus de 1,200 de ces industries mentionnées dans le rapport du ministre existaient à Montréal bien avant le gouvernement de l'Union nationale, affirme-t-il. On est loin des 2,075 nouvelles industries dont le rapport du ministre fait mention. Il (M. Dubreuil) s'informe des octrois consentis par le ministre à plusieurs industriels tant de la métropole que des comtés voisins

**M. Godbout (L'Islet), M. Bienvenue (Bellechasse), M. Casgrain (Rivière-du-Loup) et M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** continuent à interroger le ministre relativement à l'octroi de certaines subventions.

**L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean)** répond au député de l'Islet (M. Godbout) qu'un octroi de

\$1,600 a été accordé à une industrie de Matane; au député de Bellechasse (M. Bienvenue), \$673 à une industrie de Saint-Charles; au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), \$800 à une compagnie d'horlogerie de Rivière-du-Loup; au député du Lac-Saint-Jean, il dit qu'il a reçu une demande de \$10,000 du Lac-Saint-Jean, qui est à l'étude.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Franceschini et McNamara n'ont pas demandé un octroi?

**M. Godbout (L'Islet):** Non, le gouvernement a bâti leur industrie.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses à l'article: "Pour favoriser l'industrie du sucre d'érable (industrie et commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Godbout (L'Islet)** félicite le gouvernement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office de l'artisanat et de la petite industrie (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues et frais de représentation (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réserve de pêche - construction de cabines (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949<sup>2</sup>.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** reproche au ministre (l'honorable M. Pouliot) d'avoir tout récemment, devant un club de "sportmen" de la

métropole, fait un discours politique. Il trouve cela déplacé, dit-il, et il lui demande de réserver son éloquence pour la Chambre, où on ne l'entend pas souvent et pour les assemblées publiques.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** On doit toujours dire la vérité quand on la porte dans son cœur.

**M. Godbout (L'Islet):** Le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon) avait fait un discours de "husting" à l'occasion du sacre de S. E. Mgr Labrie comme évêque de Baie-Comeau.

**Un député** fait écho à un discours prononcé par Mgr Duranleau, évêque de Sherbrooke, lors d'une réception faite au très honorable Louis Saint-Laurent, par les anciens élèves du Séminaire Saint-Charles Borromée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On avait dénaturé les paroles de l'évêque.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** réplique en lisant le compte rendu du discours qui a paru dans le journal de l'Amicale des anciens. Il rappelle qu'il était présent à cette réunion.

**M. Godbout (L'Islet):** Il est malheureux de mêler la politique aux choses religieuses.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** (Revenant aux crédits) annonce que de grands projets sont à l'étude. Des experts ont été envoyés aux États-Unis, dit-il. Les plans sont prêts. On veut construire un aquarium au Jardin zoologique de Charlesbourg qui coûtera entre \$300,000 et \$400,000. Il se demande cependant si c'est le bon temps de commencer les travaux, vu la rareté des matériaux. À tout événement, si l'on fait quelque chose cet été, on se bornera aux fondations. Le gouvernement veut profiter de l'argent de la Société de zoologie.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** fait écho aux protestations de "sportmen" des États-Unis venus faire la chasse dans le district de Maniwaki. Les gardes-chasse ont fait excès de zèle, dit-il. Ils ont saisi des articles de chasse, fouillé les autos, chargé des amendes excessives. Ils ont fait signer ces Américains sur des formules exclusivement françaises.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de mal à ça. Quand on va aux États-Unis, nous parle-t-on en français ou en anglais?

Il a, explique-t-il, reçu des plaintes du Bureau du tourisme au sujet de ces chasseurs américains. Nous avons fait faire une enquête et nous avons découvert que le ministère de la Chasse avait raison. Certains Américains avaient des "search-lights" pour faire la chasse. Il y a eu des abus nuisibles à la protection du gibier et dangereux pour la vie des gens. Le département n'est pas à blâmer.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Je ne proteste pas quand on arrête les braconniers, mais je déplore le zèle à outrance dont on a fait preuve à l'endroit de certains touristes américains. On leur enlève toutes les lumières de poche qui contenaient plus de deux piles. Ce zèle s'explique quand on sait que le garde-chasse garde pour lui 50 % d'amende.

Il cite le journal *Minneapolis Sunday Review*. Il fait allusion aux protestations de l'ambassade américaine à Ottawa. Cette manière d'agir nuit à l'industrie du tourisme qui est une mine d'or pour la province de Québec, déclare-t-il.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** J'ai eu connaissance de ces faits. L'ambassadeur américain à Ottawa m'a téléphoné. Dans un cas, un Américain est venu ici pour chasser le gibier avec une mitrailleuse. Dans un autre cas, le chasseur américain était muni de tout un attirail de lumières, "jack light". Nous avons fait enquête dans tous les cas. Tous les touristes de bonne foi ont reçu justice. Il nous faut prendre les mesures pour sauvegarder notre gibier, et cela, non seulement à la demande du Canada, mais des États-Unis même, par l'entremise du "Wild Life of America".

Il cite le *Pittsburgh Press*, du 26 mars 1946, qui fait l'éloge de la province de Québec.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** pose une question.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** De nouveaux camps seront construits dans le Parc national des Laurentides. Il explique la diminution dans la vente de fourrures en soulignant, dit-il, qu'il existe des cycles pour la fourrure comme pour autre chose.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Cette baisse est attribuable au manque de contrôle, à l'inexpérience de certains employés du ministère de la Chasse et au fait qu'une partie des fourrures est dirigée en Ontario parce que les royautés sont moins fortes.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** pose une question.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** La réserve située entre Mont-Laurier et Val-d'Or a été élargie.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de 10 mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Clinique d'aide à l'enfance (Bien-être social et Jeunesse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 15 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 30 mars 1948**

#### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 15.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1948-1949<sup>3</sup>**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Johnson (Bagot)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** interroge le ministre quant au nombre d'employés qui travaillent au département.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Il y en a 47 au service intérieur et 425 au service extérieur, et la moyenne des salaires s'établit à \$1,889.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Sous quel item est-ce qu'on combat les unions ouvrières?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Toutes les unions ouvrières collaborent étroitement avec le ministère du Travail. Nommez-m'en une seule qui ne le fait pas.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** parle de grèves récentes et dit que les chefs ouvriers ne sont pas bien contents du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Elphège Beaudoin, président de la Fédération provinciale du travail, a déclaré que le ministre actuel du Travail était le meilleur que nous ayons jamais eu depuis la Confédération.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre ne rapporte pas exactement ses paroles. Ce qu'a dit M. Beaudoin, c'est que le ministre serait un bon ministre du Travail s'il était laissé libre dans son département.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il a dit que c'était le meilleur ministre du Travail que la province ait jamais eu. Il a déclaré cela devant nombre de personnes.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** C'est peut-être un bon ministre, mais il subit l'influence de son chef qui a prouvé à l'évidence qu'il était contre les unions ouvrières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est non seulement le meilleur ministre, mais aussi le plus libre que nous ayons jamais eu. Quand des questions légales se soulèvent, ça relève évidemment du procureur général qui est chargé de faire respecter la loi par tout le monde. Mais jamais le procureur général n'a insulté les ouvriers en disant qu'ils avaient organisé une grève pour permettre au gouvernement de la régler.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le ministre du Travail est un bon homme et le premier ministre devrait le laisser faire. Le *Temps* a insulté les chefs ouvriers dans un article qui n'est pas signé mais qui a probablement été voulu par le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le *Temps* n'est pas mon journal et il est libre de publier ce qu'il veut. Mais il est beaucoup plus

propre que la saleté qu'on appelle le *Canadien libéral*.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le *Temps* est un journal du premier ministre tout comme le *Moraliste*. Il a écrit un article pour condamner l'attitude de M. Gérard Picard et de deux autres chefs ouvriers qui se sont unis ensemble pour condamner l'attitude du gouvernement dans l'affaire de Saint-Jérôme.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceux qui condamnent les jugements d'un tribunal se rendent coupables de mépris de cour. Les chefs ouvriers qui ont signé une déclaration pour se porter à la défense des communistes condamnés par 12 jurés ont été mal renseignés. Azellus Beaucage et Mme Bjarnason ont été trouvés coupables par 12 jurés et condamnés à deux ans de pénitencier. L'affaire est en instance d'appel et il ne nous appartient pas de discuter du jugement qui sera rendu, mais l'opinion du juge de première instance et des 12 jurés qui ont condamné les accusés suffit à montrer que l'accusation portée par le procureur général était fondée. Tant que je serai procureur général et premier ministre, le désordre n'existera pas dans la province de Québec.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je ne critique pas le jugement rendu à Saint-Jérôme, mais je cite l'opinion de trois chefs ouvriers qui ont condamné l'attitude du gouvernement provincial, ennemi des unions ouvrières. À cause de l'opinion qu'ils ont exprimée, le *Temps* veut faire passer ces chefs ouvriers pour des communistes.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Je puis citer des dizaines de lettres, signées par tous les chefs ouvriers de la province qui ont de la valeur, félicitant le ministère du Travail pour les succès qu'il remporte dans le règlement des litiges ouvriers par la conciliation et remerciant le gouvernement des amendements apportés aux lois ouvrières. Je les traite comme des amis et j'ai leur confiance. Le député ne peut pas en dire autant. M. J.-A. Chagnon, président des syndicats catholiques de Montréal, a publié une déclaration dans laquelle il proteste contre le député de Mercier (M. Francoeur) et le député de Jeanne-Mance (M. Dubreuil) qui ont attaqué les syndicats catholiques au cours d'une assemblée publique.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Les ouvriers, je les ai protégés.

**L'honorable M. Delisle (Montréal-Saint-Henri):** Oui, en les mettant dehors.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je n'ai pas attaqué les syndicats catholiques mais une attitude de la Commission des relations ouvrières. La loi dit que la Commission peut ordonner un vote mais qu'elle n'y est pas obligée. L'ouvrier doit avoir la liberté de s'organiser comme il le veut.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Un vote, c'est un moyen bien démocratique d'exprimer son choix.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le Parti libéral n'a rien à envier à l'Union nationale sur ce terrain. Les principales lois ouvrières ont été votées par des administrations libérales.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Jamais, dans aucun cas, le premier ministre ni aucun de mes collègues ne sont intervenus dans les affaires de conciliation. Il y a eu, l'an dernier, 122 arbitrages et 448 cas de conciliation. Dans certains cas plus graves, comme dans la grève du textile et celle des salaisons, j'ai moi-même sollicité les conseils du premier ministre. Mais il n'y a jamais eu d'intervention de leur part. Lorsqu'il y a danger de grève quelque part, dans 90 % des cas, je convoque moi-même les parties à mon bureau. J'ai réussi à régler des dizaines de cas au moyen de la médiation directe et j'en suis fier. Si la chose a réussi, je prétends que c'est parce que j'ai la confiance des chefs ouvriers.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Jamais il ne s'est passé dans le monde ouvrier ce qui se passe actuellement, alors qu'on accuse les principaux chefs d'être des communistes. Il y a eu provocation des ouvriers et des chefs ouvriers par le gouvernement de l'Union nationale. Il est arrivé que le ministre du Travail a déclaré qu'une grève était légale et que le premier ministre est intervenu ensuite pour dire qu'elle était illégale.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Une grève peut être légale mais, si au cours de cette grève, il y a de la bagarre, on commet alors des actes illégaux.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Il y a eu provocation de la part de la police provinciale dans certains endroits. Si on veut vraisemblablement combattre le communisme, ce n'est pas avec les moyens que le gouvernement emploie.

Il (M. Francoeur) cite *Le Monde ouvrier* en réponse à un article du *Temps* dénonçant certains chefs ouvriers.

**M. le président (M. Tellier, Montcalm)** rappelle le député de Montréal-Mercier à l'ordre en lui soulignant qu'il n'a pas le droit de discuter d'une cause pendante, soit les affaires Madeleine Parent et Azellus Beaucage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'attitude prise par le député me paraît bien extraordinaire. Nous discutons des crédits du ministère du Travail, mais il persiste à vouloir parler du premier ministre et du procureur général. Le député veut parler du communisme, nous allons en parler.

Il (l'honorable M. Duplessis) rappelle alors ce que l'Union nationale a fait pour les travailleurs: création de l'Office du salaire raisonnable; droit à l'ouvrier de choisir son propre médecin dans le cas d'un accident de travail; augmentation de salaires qui se chiffrent à \$56,000,000; augmentation de l'indemnité à l'ouvrier accidenté au travail, ce qui représente environ \$1,000,000; vacances payées; encouragement des contrats collectifs; droit à l'ouvrier d'être représenté sur la Commission des accidents de travail alors que, sous les libéraux, dit-il, on ne choisissait que des avocats; représentants ouvriers sur de multiples commissions... Grâce au ministre du Travail, nous avons réglé la brûlante question des salaires des ouvriers du textile.

Le communisme n'a pas sa place dans la province de Québec. L'immense majorité des ouvriers est pour le respect de l'ordre. Nous avons, dans la province de Québec, la meilleure classe ouvrière, la plus stable, et grâce à sa stabilité et à son respect des lois, la classe ouvrière contribue dans une large mesure à l'avenir brillant de la province de Québec.

Le meilleur moyen d'aider les classes ouvrières est de les protéger contre ceux qui veulent établir un régime de désordre et de meurtre. Le communisme, dit-il, est une théorie à base de trahison; c'est une manifestation ouverte de manque de patriotisme. Le communiste est un athée, un meurtrier, un traître à son pays, qui se sert comme armes préférées de la perfidie et du mensonge.

Il rappelle le cas de la Hongrie où seulement 10 % des électeurs votèrent en faveur du Parti communiste. Quelques mois après, dit-il, les communistes s'emparaient du pouvoir. Le meilleur auxiliaire du communisme, c'est l'apathie et le manque de vision. Si en Hongrie les hommes publics n'étaient pas restés indifférents, s'ils avaient su

prévoir, jamais un gouvernement communiste n'aurait pris le pouvoir.

Il cite le cas de la Tchécoslovaquie et rappelle le prétendu suicide de Masaryk. J'aime trop ma province et les ouvriers, dit-il, pour ne pas vouloir ardemment les protéger contre cette maladie mortelle, contre cette tuberculose de l'esprit et du cœur, pour ne pas combattre sans merci ceux qui veulent s'attaquer à notre religion, à nos libertés et à nos traditions. Nous avons trop confiance dans la solidité de nos traditions et de notre foi pour laisser les communistes nous enlever ces biens précieux.

Aujourd'hui, dans tous les pays du monde, vous voyez des hommes publics, autrefois indifférents, se lever pour proclamer le danger du communisme. Dans tous les pays du monde, il y a un appel à l'esprit public, à la solidarité contre l'ennemi commun. Nous avons vu clair 10 ans avant les autres.

À la demande des autorités religieuses et du cardinal Villeneuve, nous avons passé la loi du cadenas en 1937... Cette loi a été critiquée en certains milieux parce qu'ils ne l'ont pas comprise. En présentant cette loi, nous avons fait notre devoir. Dès 1937 et 1938, nous avons découvert que les communistes de la province de Québec étaient en relation avec Moscou, qu'ils avaient un compte de banque à Moscou, qu'ils recevaient des ordres de Moscou.

Le procureur général, en vertu de la loi précitée, peut mettre le cadenas sur tout établissement abritant des activités communistes. Ceux qui sont frappés par l'application de cette loi peuvent toujours en appeler aux tribunaux et c'est le juge qui décide en dernier ressort. Nous cadenassons les maisons de prostitution. Pourquoi nous contester le droit et le devoir de cadenasser cette prostitution de l'esprit qu'est le communisme? Nous avons fait cadenasser *Le Combat* et nous avons découvert que ce journal travaillait en collaboration avec des communistes français. Nous avons trouvé des documents qui ont établi que *Le Combat* était en contact avec Moscou.

Pouvions-nous endurer cela? Je dis non. Tant que je serai premier ministre et procureur général, je ne tolérerai pas cela. Il (l'honorable M. Duplessis) fait allusion aux articles du journaliste Dan Cameron, à Montréal, et démontre que ces articles prouvent clairement que les communistes s'infiltraient partout, dans tous les mouvements, dans les organisations ouvrières. Nous voulons empêcher cela, dit-il, il y a 10 ans que nous avons sonné l'alarme.

Les communistes de la province de Québec et du Canada me considèrent comme leur ennemi numéro un. Cela m'honore. Mais c'est avec peine que je constate qu'à chaque élection les chefs communistes

se déclarent en faveur du chef de l'opposition. Je sais qu'il n'est pas communiste, mais je dis qu'il fait le jeu du communisme en critiquant la loi du cadenas qu'il n'a pas eu le courage d'abroger lorsqu'il était au pouvoir. En 1939 et en 1944, Tim Buck a dit: "Votez pour Godbout, contre Duplessis." Si c'est un compliment pour le chef libéral, c'est un honneur pour moi.

Il (l'honorable M. Duplessis) donne l'avertissement au chef de l'opposition et au Parti libéral qu'il est temps d'avoir l'œil ouvert, de ne pas faire preuve d'indifférence comme certains hommes publics de la Hongrie. Le chef de l'opposition, dit-il, favorise le communisme en critiquant la loi du cadenas et c'est pour cela qu'en 1944 Tim Buck demandait de voter pour les libéraux. C'est le moment de faire preuve de solidarité, de présenter un front uni contre le communisme et ses propagandistes, déclare-t-il. En Russie, il n'y a pas de salaires raisonnables, de conventions collectives, de compensation pour accidents du travail.

**M. Choquette (Montmagny):** Il n'y a pas d'enquête non plus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a les enquêtes de la Gestapo.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quand vous traitez M. Saint-Laurent d'allié de Staline, vous aidez les communistes canadiens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne dis pas un mot de M. Saint-Laurent ce soir. Ce sont les libéraux qui en parlent tout le temps. Ils sont comme des noyés qui sentent le besoin de s'accrocher à quelque chose.

Nous devons répondre à la ténacité du mal par la ténacité du bien. J'entends faire mon devoir. Par leurs attitudes, les gens de l'opposition aident le communisme. Nous avons commencé en 1937 une lutte contre le communisme et nous allons la continuer. Nous sommes conscients de faire notre devoir et de rendre service à la population de Québec.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre vient de faire une sortie intempestive sur le communisme. Tout d'abord, les ouvriers seraient capables de répondre point par point au premier ministre. Pourquoi cette sortie sans raison aucune quand un ouvrier comme le député de Mercier réclame la même mesure de justice pour les employés que pour les employeurs? La doctrine que nous représentons ici, en Chambre, c'est l'égalité

devant la loi, c'est justice égale pour tous, tandis que la doctrine de nos amis d'en face, c'est la vieille doctrine des clans, doctrine de faveurs pour les amis.

Le premier ministre vient de réclamer comme siennes les lois qui protègent l'ouvrier de cette province. Ce sont toutes des lois libérales, notamment celles des contrats collectifs et des accidents du travail. Le premier ministre n'a pas parlé de la loi des relations ouvrières qui permet à l'ouvrier de parler à son patron d'égal à égal. Ce n'est pas une loi dans l'esprit de son administration. C'est pour cela qu'elle est souvent une cause de trouble. Mais c'est une loi que l'Union nationale a gardée et ne peut changer. Nous voulons que patrons et ouvriers puissent se parler d'égal à égal. Pensez-vous qu'en plein vingtième siècle, le pauvre ouvrier, dont la vie dépend en grande partie de son patron, puisse aller discuter avec lui quand il est seul?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition fait vraiment pitié. L'Union nationale manifeste toujours une sorte d'antipathie contre les unions ouvrières, elle trouve moyen d'empêcher que les parties en arrivent à des conditions raisonnables de salaire et de travail; elle cherche à détruire les organisations ouvrières. Je prétends, sans être révolutionnaire que, dans les profits des patrons, il y a assez de marge pour assurer une situation convenable aux ouvriers avant de demander aux ouvriers d'accepter des réductions de salaires.

Mais chaque fois que les ouvriers élèvent la voix contre les puissants et demandent justice, ils ont contre eux le gouvernement et la matraque. Je ne suis pas un révolutionnaire, mais je veux que les biens de ce monde soient mieux répartis, répartis équitablement. C'est pour cela que nous avons voté les lois dont le premier ministre se vantait tout à l'heure et qui sont notre œuvre.

**M. Godbout (L'Islet):** Il serait criminel de vouloir dresser le capital contre le travail ou vice-versa, mais il ne faut pas non plus sacrifier l'un à l'autre; les deux sont nécessaires. Il faut travailler à les unir. Mon gouvernement a passé la loi des relations ouvrières et le présent ne peut la changer. Elle a servi d'exemple aux autres provinces. Pourquoi est-ce une si bonne loi? Parce qu'elle est l'œuvre de tout le monde: ouvriers et patrons aidés de quelques universitaires.

Elle est tellement bonne que l'Union nationale n'a pas osé l'amender. Cependant, quand elle fut présentée, l'Union nationale l'a combattue. Nous avons donc formé un Conseil du travail, formé

d'ouvriers et de patrons et de quelques universitaires. Ce sont eux en réalité qui ont fait la loi. Nous n'avons eu qu'à l'appliquer. L'œuvre des conservateurs, nous la voyons depuis quatre ans.

Le premier ministre ose parler d'agitateurs. Je trouve curieux que le premier ministre ne parle jamais en faveur des ouvriers et toujours en faveur des gens inhumains, de patrons qui sont inhumains et que le gouvernement protège. Il y a encore des établissements où les conditions de travail sont inhumaines. Et c'est contre les ouvriers les plus sacrifiés qui travaillent dans ces établissements qu'on a sorti les matraques. Au lieu de prendre toujours sur la sueur de l'ouvrier, qu'on prenne donc de temps en temps sur le surplus de ceux qui sont inhumains pour leurs employés.

Et quand nous voulons parler de ces choses, le premier ministre crie: Communisme. Que vient faire le communisme là-dedans? Le chef du gouvernement peut-il me désigner en cette Chambre ou ailleurs, dans la province, des gens qui détestent plus les communistes que nous. Chez nous, tout le monde est contre le communisme au moins autant que lui. Je connais mon premier ministre, et il ne pouvait laisser passer pareille occasion de faire de la démagogie.

Celui qui a toujours le mot insinuation à la bouche, en parlant de ceux qui lui répondent, est aussi celui qui ne perd jamais une occasion d'accuser ses adversaires d'être des communistes. Ceux qui servent le communisme sont ceux qui ont les tendances de Moscou. Ce sont ceux qui emploient les procédés de Moscou. Ce sont ceux qui, comme en Italie, font circuler des bulletins de votes illégaux.

Le premier ministre parle de sa loi du cadenas. Il l'a mise en application une fois. Le cadenas a été posé sur une imprimerie appartenant à son chef organisateur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre. La vérité a ses droits. Il est faux, archi-faux, dit-il, que le cadenas ait été mis sur l'imprimerie de son chef organisateur.

**M. Godbout (L'Islet):** M. Belisle a été presque son candidat. Le cadenas a été mis à la porte de l'établissement qui imprime le *Moraliste*, journal soutenu par le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai déjà nié cinq ou six fois durant la session que le *Moraliste* fût mon journal. Je répète au chef de l'opposition que je n'ai rien à faire avec le *Moraliste*.



M. le président, je vous demande de lui faire retirer ses paroles.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier a dit pis que cela en affirmant tantôt que les communistes supportaient les libéraux.

**M. le président (M. Johnson, Bagot):** Le premier ministre a nié que le *Moraliste* soit son journal. Je demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles.

**M. Godbout (L'Islet):** Je retire, mais je vous fais remarquer que vous ne faites pas retirer au premier ministre les paroles qu'il a prononcées et qui sont pires que les miennes.

**M. le président (M. Johnson, Bagot):** Aucun point d'ordre n'a été soulevé. Je demande au chef de l'opposition de retirer ce qu'il vient de dire au sujet du président du comité.

**M. Godbout (L'Islet):** Toute la Chambre a pu constater jusqu'à quel point je me soumetts aux règlements. Je m'y soumetts de nouveau. Tout le monde devrait être traité de la même façon.

Toute cette scène a été organisée par le premier ministre pour m'empêcher de dire ce que j'avais à dire. Il prétend avoir sauvé la province avec sa loi du cadenas et il a mis le cadenas sur une imprimerie possédée par un de ses chefs politiques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste de nouveau.

**M. Godbout (L'Islet):** Le cadenas a été mis sur l'établissement qui imprime la plus grande saleté que l'Union nationale ait à son service, le *Moraliste*. Et combien de communistes cela a-t-il mis à la raison? Avant 10 jours, le cadenas était enlevé.

(Protestations à droite)

Onze jours, peut-être. Et c'est tout ce qu'a donné la loi du cadenas dans la province de Québec. Le gouvernement libéral, tant critiqué par mon honorable ami, quand il arrête un communiste, il le met en prison. C'est plus effectif.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il les fait venir à pleins bateaux.

**M. Godbout (L'Islet):** Vous avez là un exemple du respect de l'autorité qu'ont ces gens-là. Il y a dans le monde deux hommes qui s'acharnent

contre un grand Canadien, le premier ministre King, le premier ministre de ma province et Staline. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir la menace que la Russie fait planer sur le monde. Jamais le danger n'a été plus grand, chaque jour la Russie fait des enquêtes; demain, les pays démocratiques devront s'unir pour leur défense mutuelle. Et pendant que le Canada doit se préparer à jouer son rôle et peut-être entrer en croisade, c'est le premier ministre de ma province qui ne passe pas 10 minutes sans attaquer le gouvernement de mon pays.

Pas un seul Canadien n'est pas contre le communisme, et pour le combattre, il faut mettre de l'espoir dans le cœur du malheureux, de la sécurité dans le foyer du père de famille, cesser de jeter l'injure à tout le monde et répondre aux griefs des ouvriers en disant qu'ils appartiennent à des unions communistes comme le fait trop souvent le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Le chef de l'opposition dépasse toutes les bornes. Le député n'a pas le droit de dire que j'ai accusé les unions ouvrières d'avoir des tendances communistes. J'ai dit que certains chefs d'unions étaient des communistes. Les communistes supportent les libéraux. Aux dernières élections, les chefs communistes ont demandé de voter pour Godbout contre Duplessis.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre emploie toujours les mêmes méthodes d'insinuations lâches. Je tiens tout autant que le premier ministre à ma religion, à mes croyances et à la tradition que je veux transmettre à mes enfants, et je dis que c'est une lâcheté que de revenir toujours avec les mêmes insinuations.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de se servir d'expressions que je n'ai pas employées. J'ai dit que des journaux et des chefs communistes avaient recommandé à leurs amis, aux élections de 1944, de voter pour Godbout contre Duplessis.

**M. Godbout (L'Islet):** Je laisse le premier ministre à son attitude peu glorieuse. Il continue de montrer le respect qu'il a pour nos institutions quand le danger du communisme est si grand. Mais à sa place, j'en serais honteux.

C'est quand l'autorité a oublié ses devoirs et qu'elle se fait complice de l'injustice, autour de certaines grèves, qu'elle met au-dessus de tout les

mesquins intérêts du parti, qu'on encourage le communisme.

Il accuse, dit-il, le gouvernement d'utiliser des matraques contre les travailleurs en grève et d'envoyer la police provinciale pour les disperser. Quand, le soir, le ministre du Travail fait des promesses aux ouvriers de régler leur différend et que, le lendemain, le premier ministre envoie la police contre les grévistes...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mes renseignements sont différents. J'ai entre les mains un rapport de police attestant que le 22 août 1947<sup>4</sup>, M. Roger Ouimet<sup>5</sup>, un avocat de Montréal, un ami du chef de l'opposition, a déclaré devant témoins que le chef du Parti libéral savait ce qu'il pouvait faire et l'avait envoyé à Lachute, défendre les inculpés communistes, Azelius Beaucage et Madeleine Bjarnason qui ont été jugés à Saint-Jérôme et déclarés coupables de conspiration séditeuse et d'intimidation des travailleurs dans l'intérêt du Parti libéral. Le cas est en appel.

**M. Godbout (L'Islet):** Cela est faux. Je laisse le premier ministre à ses saletés. J'ai beaucoup plus de respect pour M. Ouimet que j'en ai pour le premier ministre et je lui dirai qu'entre lui et moi, il n'a jamais été question de Beaucage et de Madeleine Parent. Je n'ai jamais demandé à M. Ouimet d'aller défendre Madeleine Parent à Lachute. Je n'ai jamais été mis par lui au courant de ce procès.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** cite un document rapportant une conversation de M. Ouimet.

**M. Godbout (L'Islet):** De qui est ce document?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un affidavit de la police provinciale. (Protestations à gauche)

**Un député:** Vendeurs de patates frites!

**M. Godbout (L'Islet):** Que le premier ministre ait au moins le courage de produire ce document.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ajouterai que ce document a été signé par l'agent Ubaldo Lagueux<sup>6</sup> et devant trois témoins.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre est obligé de déposer un document qu'il lit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** transmet au chef de l'opposition une feuille dactylographiée.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Cette feuille ne porte ni signature ni assermentation.

**M. Godbout (L'Islet):** Si le premier ministre, dit-il, veut continuer ses saletés, qu'il ait donc le courage de donner des noms. Il nous présente un texte incomplet. Je répète que je n'ai jamais parlé à M. Ouimet de ce procès et je suis assuré qu'il n'a jamais dit cela.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il n'y a aucun affidavit là-dedans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'affirme que c'est un rapport de police. J'ai donné le nom du signataire.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre prétend avoir en main un affidavit, il est obligé de le déposer. J'attends votre décision à ce sujet, M. le président.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un rapport de police et je ne suis pas obligé de le produire bien que, j'en ai cité une partie quand cela est contraire à l'intérêt public. Par condescendance, j'en ai montré une feuille au chef de l'opposition. M. Ouimet a déclaré qu'il a été envoyé par son chef pour faire un "show" politique aux procès de Bocage et de Madeleine Parent.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre répète la même petiteesse et donne la mesure de son courage en parlant d'un rapport qu'il prétend être assermenté, rapport qui est faux, et en refusant ensuite de le montrer quand les règlements le forcent à le faire. Les règlements ne sont pas observés. Je veux voir le document en entier.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il ne s'agit pas d'un affidavit et la partie du document qui est produite ne contient que des ragots qui ne veulent absolument rien dire.

**M. le président (M. Johnson, Bagot):** Les règlements obligent à produire le document dont on s'est servi, à moins que sa production ne soit contraire à l'intérêt public. (Protestations à gauche)

**M. Drouin (Abitibi-Est)** intervient et essaie à plusieurs reprises de citer un autre article des règlements.

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. le président (M. Johnson, Bagot):** Si le premier ministre juge qu'il est contraire à l'intérêt public de produire le document, on ne peut le forcer à le faire.

**M. Godbout (L'Islet)** en appelle de la décision du président.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** M. l'Orateur, au cours du débat sur les crédits du ministère du Travail, l'honorable premier ministre a cité en partie un document qu'il a qualifié comme étant un rapport d'un agent de la police provinciale au procureur général.

L'honorable chef de l'opposition a demandé de voir ce document; l'honorable premier ministre a fait tenir au chef de l'opposition la partie du document qui avait été citée.

L'honorable chef de l'opposition, alléguant l'article 696 du Règlement, a demandé la production du document au complet, ce que l'honorable premier ministre a refusé de faire, alléguant qu'il avait déjà produit, sans y être obligé, la partie qu'il avait citée et que, d'ailleurs, cela pourrait être contraire à l'intérêt public.

Après avoir accordé aux deux préopinants un temps raisonnable pour l'exposé de leurs prétentions respectives et me basant tant sur le texte de l'article 696 du Règlement que sur les notes qui rapportent des opinions d'auteurs et commentateurs de droit parlementaire généralement reconnus comme autorités en la matière, j'ai décidé que la production dudit document ne pouvait pas être exigée dans les circonstances présentes.

L'honorable chef de l'opposition en appelle à la Chambre de ma décision.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bellemare, Blanchard, Bourque, Caron, Chartrand,

Choquette (Shefford), Cossette, Côté (Montréal-Sainte-Marie), Côté (Montréal-Saint-Jacques), Delisle, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, French, Gagnon, Gatién, Goudreau, Johnson, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larochelle, Lesage, Lorrain, Marcotte, Paquette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Témiscouata), Poulin, Pouliot, Rennie, Riendeau, Robinson, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 45.

**Contre:** MM. Bienvenue, Casgrain, Choquette (Montmagny), Drouin (Abitibi-Est), Drouin (Québec-Est), Dubreuil, Dumoulin, Fillion, Francoeur, Godbout, Gosselin, Hamel, Lawn, Lizotte, Marler, Mercier petit-fils, Morin, Roberge, Robidoux, Ross, Sabourin, Samson, Sylvestre, 23.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue.

La Chambre reprend ses travaux en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Johnson (Bagot)

Le débat se poursuit sur le crédit budgétaire qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre vient de montrer encore une fois la mesure de sa largeur de vue, de son courage et de son esprit de justice. Il prétend lire à la Chambre des documents dont il dénature le sens. Il affirme que le document est assermenté et, ensuite, il refuse de le produire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est archi-faux de dire que j'ai dénaturé le sens du document et il est archi-faux de dire que j'ai refusé de le produire.

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'entreprendrai pas une nouvelle discussion à ce sujet parce que je veux garder le respect de moi-même. Je suis contre le communisme et je dis que la meilleure façon de le combattre, c'est d'éviter ses méthodes. Staline n'endure pas de contradictoires non plus. Staline ne donne pas d'enquêtes non plus. Staline fait circuler de faux

bulletins de vote en Italie présentement. Staline ne respecte pas l'autorité dont il est revêtu. Il n'y a qu'une façon de combattre le communisme: c'est de donner la mesure de justice, de sécurité sociale, de charité sociale que le peuple réclame dans le respect de l'autorité.

Je ne connais pas au monde une classe ouvrière plus travailleuse et plus disciplinée que celle de la province de Québec. Et quand éclatent certains conflits avec certains patrons, certaines autorités trouvent le moyen de la traiter à coups de matraques. Ce n'est pas le système du Parti libéral qui a donné à la province et au pays des lois ouvrières excellentes.

Il y a des patrons qui comprennent leur devoir et c'est l'immense majorité. Ceux-là donnent non seulement le strict salaire à leurs employés mais aussi ce qu'il leur faut pour assurer la sécurité de leur famille. Le père de famille a droit de recevoir sa part d'assistance qui lui permettra de bien élever ses enfants. Les plus riches doivent contribuer au bien-être des moins fortunés.

Mais je connais un parti politique dont les principaux porte-parole disent que l'héritage que nous devons laisser à nos enfants, c'est un héritage d'ignorance, de misère et de pauvreté. Ça, c'est la vieille politique tory. Ce n'est pas ce que veulent les libéraux. Il n'y a pas de pays au monde où les citoyens soient plus généralement riches que le Canada. Ce pays, nous avons le devoir de le grandir, de le faire plus beau. J'ambitionne pour nos enfants une aisance qui favorise toutes les vertus morales et civiques. J'ambitionne pour eux un avenir de paix et de sécurité. La jeunesse est contre le communisme parce qu'elle veut l'ordre et la paix, dans la justice et la charité. La doctrine que nous préconisons remonte au Maître lui-même. Cette doctrine n'est pas de moi. Elle remonte à deux mille ans et elle a été interprétée chez nous par le cardinal Gerlier, dont les journaux des adversaires ont essayé de faire une risée. C'est la doctrine du Christ, celle de la charité chrétienne.

Ce n'est pas à coups de législations ni par la force qu'on empêchera une doctrine même pernicieuse de se répandre. Les idées ne s'emprisonnent pas. La force n'a jamais eu avantage, à moins qu'elle ne soit tempérée par la justice. Mettons dans le cœur des nôtres le sens de l'égalité devant la loi, donnons-leur la paix et la sécurité et nous resterons protégés contre les idées subversives. On ne combat pas le communisme quand on est chargé de faire appliquer la loi et la justice, et qu'on s'en moque chaque fois que ça fait l'affaire du parti. On ne combat pas le communisme quand, dans un conflit, on insulte ses adversaires et on prend toujours le parti de celui qui est le plus fort et qui paie davantage à la caisse électorale.

Si nous voulons que Québec demeure une province paisible, n'imitons pas les méthodes de ceux que nous critiquons. Pratiquons la démocratie dans toute son ampleur et appliquons à tous la charité.

**M. Chaloult (Québec):** Si j'avais à juger la politique ouvrière du gouvernement, je serais obligé de faire des réserves. Mais je suis indépendant et je ne suis pas obligé, à la veille d'une élection, de fournir des arguments aux adversaires du gouvernement. J'estime que le ministère du Travail est un véritable ami des ouvriers et qu'il est sincère. Je le félicite de nouveau au nom de mes électeurs pour l'attitude très juste et très favorable à la classe ouvrière qu'il a tenue dans la grève du textile.

J'ai déjà dit qu'il y avait deux façons de combattre le communisme. Il y a les mesures policières qui sont opportunes en bien des cas et je félicite le gouvernement d'avoir mis le cadenas sur le journal *Combat* qui, au témoignage même de M. Charles De Koninck, est un journal nettement communiste. Toute la population devrait approuver ce geste du gouvernement. Il y a aussi une autre manière de faire des réformes sociales et économiques. Ce second moyen n'exclut pas le premier. Le peuple de la province de Québec gémit sous le joug des puissances financières depuis 40 ans. J'estime qu'on devrait multiplier les efforts pour en sortir.

Ceci étant dit, j'aborde le problème du communisme sous un angle plus large. Personne ne songe à accuser les libéraux d'être des communistes, bien qu'il y en ait en cette Chambre qui ait des tendances communistes et qu'il soit dans le Parti libéral<sup>7</sup>; mais il reste qu'il y a, dans le Parti libéral, une aile communiste, il reste que *Le Canada* est un journal communiste; il reste que des journaux nettement communistes appuient le Parti libéral; il reste que les communistes, d'une manière générale, préfèrent incontestablement le Parti libéral à l'Union nationale. C'est un fait qu'on peut constater sans mettre en doute l'honnêteté du chef de l'opposition et de ses collègues.

J'ai entendu le chef de l'opposition prononcer le mot "croisade". On parle d'une croisade contre le communisme et la Russie, cette fois-ci. Et ce serait le Parti libéral d'Ottawa qui organiserait cette croisade!

Voyons les antécédents de ce groupe. Depuis 1939, le Parti libéral d'Ottawa a favorisé de toute manière le communisme au pays. M. Chisholm était communiste et athée, et il est resté longtemps à l'emploi du fédéral en dépit des protestations de la province de Québec. À l'Office national du film, à la Banque du Canada, il y avait des communistes en

très grand nombre. Dans tout le haut fonctionnarisme fédéral, il y avait des communistes et des communistes. Pendant la guerre, c'était un cas de trahison que de dénoncer le communisme et j'ai subi un procès pour cela, sur une plainte portée par M. Saint-Laurent. Dans le discours qu'on me reprochait, j'avais dénoncé les communistes en parlant sur un ton ironique de "nos excellents amis les communistes". C'est ça qui était grave.

Et ce sont ces gens-là qui voudraient nous inviter aujourd'hui à une croisade contre le communisme?

Croisades maudites! Ce n'était pas suffisant que Laurier nous eût entraînés dans une guerre impériale. Ce n'était pas suffisant qu'on nous eût entraînés dans deux guerres mondiales. On nous prépare une quatrième croisade en moins de 50 ans, et toujours pour sauver la chrétienté et la civilisation. Il me semble que nous avons assez sauvé la civilisation et la chrétienté pour qu'elles se portent très bien.

Après toutes les promesses du Parti libéral basées sur des préjugés de guerre, ces mêmes libéraux, appuyés par l'aile québécoise, sont disposés à nous entraîner dans une quatrième croisade. Je dis: "Nous en avons assez." La province de Québec en a assez. C'est la raison pour laquelle je me suis levé ce soir, en voyant la solidarité du chef de l'opposition et de M. Saint-Laurent pour nous lancer dans une quatrième aventure. Je n'ai pu m'empêcher d'intervenir.

Pourquoi? Pour des puits de pétrole, pour sauvegarder l'hégémonie anglo-saxonne? N'avais-je pas raison de dénoncer cette participation aux guerres? Je tiens une attitude logique. On s'est servi de notre dernière participation pour favoriser le communisme. On a détruit le nazisme, c'est vrai, mais pour favoriser le communisme beaucoup plus dangereux. À quoi servirait cette guerre, sinon à répandre encore le communisme par les misères qu'elle répandrait dans le monde entier? Comme chrétiens, je crois que nous devons suivre les directives de Rome et je ne cache pas que Rome soit en faveur de la guerre.

Le Parti libéral, c'est le parti de la guerre, de la centralisation, de l'immigration massive contre les Canadiens français. J'invite de nouveau les gens bien pensants, tous les adversaires du Parti libéral, de l'axe King-Saint-Laurent-Godbout, à s'unir pour abattre le Parti libéral. Ce sera, dans ce cas-là, une véritable croisade. J'invite encore une fois tous les éléments à s'unir en une croisade, une véritable cette fois, pour détruire le Parti libéral à Ottawa.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** commence par féliciter le député du comté de Québec de son

discours. Il le remercie, dit-il, pour avoir su apprécier aussi l'attitude qu'il a prise, comme ministre du Travail, dans le règlement du conflit du textile. En écoutant le chef de l'opposition, je me rappelle les attitudes prises par les chefs libéraux de toutes les générations. Ils sont tous venus à tour de rôle dans la province faire des discours avec des grands gestes de mains vides pour se vanter de leurs œuvres qu'ils ne pouvaient nommer et lancer des accusations qu'ils ne pouvaient pas prouver.

J'admets que certains gouvernements libéraux ont passé des lois destinées, semble-t-il, à protéger les ouvriers, mais il a fallu que le gouvernement de l'Union nationale, dès 1936 et par la suite en 1944, les humanise et les démocratise ces lois. La loi du salaire minimum, passée par les libéraux, protégeait 22,000 personnes, des femmes et des jeunes filles. Notre loi du salaire raisonnable protège tous les salariés de la province de Québec, soit au moins 900,000 personnes, par des conventions collectives.

Quand les libéraux ont présenté la loi des relations ouvrières, nous avons protesté parce qu'elle exigeait 60 % des membres d'une union pour la négociation d'une convention collective et parce que les ouvriers n'avaient pas de représentant sur cette Commission des relations ouvrières. Nous avons démocratisé la loi en exigeant la majorité juste pour qu'une union puisse représenter les ouvriers, et cela, à la demande de toutes les unions ouvrières. On a prétendu que le gouvernement de l'Union nationale combattait le communisme en paroles seulement. Nous le combattons par nos législations et par nos amendements aux lois des libéraux.

Sous le régime libéral, les apprentis cordonniers travaillaient sans salaire. Les barbiers faisaient les cheveux aux enfants pour cinq cents. Les libéraux ont constamment et toujours méprisé les ouvriers. Nous avons combattu le communisme en démocratisant et en humanisant la loi des accidents de travail, et en donnant \$1,500,000 de plus par année aux ouvriers à titre d'indemnité et de compensations dans le cas d'accidents de travail. On nous accuse d'avoir combattu les unions ouvrières et leurs chefs. Je réponds à cela en disant que, sous le dernier régime libéral, il existait 344 groupements ouvriers dans la province.

En 1947-1948, le nombre des syndicats et des unions a été porté à 675. On compte 331 nouvelles conventions collectives. C'est le double du nombre que signait le ministre du Travail libéral, mon prédécesseur. En 1944-1945, 467 conventions ou contrats collectifs ont été signés. En 1947-1948, ce nombre a été porté à 779. Si la loi n'avait pas été

amendée par nous, nous aurions 250 conventions collectives de moins. Nous avons dit carrément aux patrons et aux ouvriers où était leur devoir et où commençaient leurs obligations.

Il (l'honorable M. Barrette) parle du rôle qu'il a joué dans le règlement du conflit du textile. Le textile, dit-il, concerne 75,000 personnes directement ou indirectement. Devant le désaccord complet dans lequel se trouvaient les patrons et les ouvriers, après neuf mois de négociations, j'ai pris sur moi d'agir comme médiateur. J'ai fait ce qu'aucun ministre du Travail n'a jamais fait, sans me préoccuper de ma carrière politique. J'ai voulu protéger la liberté d'action des employeurs, mais j'ai dit aux patrons du textile qu'ils avaient des devoirs envers les employés. Entre la machine et le gousset du patron, il y a un employé. Ce sont les propres termes que j'ai employés. J'ai obtenu une augmentation de \$0.18 l'heure aux employés. J'ai fait payer \$4,000,000 de plus par année au textile-coton, soit \$1,000,000 par usine. Voilà notre façon de combattre le communisme.

Est-ce là vouloir redorer le blason d'une compagnie ou travailler à grossir la caisse électorale? Je savais très bien que les principes nouveaux acceptés à cette occasion allaient avoir leur écho dans les autres conventions collectives. Il y avait à ce moment 12,000 ouvriers intéressés, mais je savais que leur sort serait également celui de 6,000 autres travailleurs dans la province de Québec. Sous les régimes libéraux, les ouvriers et les ouvrières du textile ont été exploités. Jamais le gouvernement libéral n'a eu le courage de se dresser devant ce trust ou aucun autre trust. Si le gouvernement libéral avait été au pouvoir dans le temps de cette grève du textile, les ouvriers seraient retournés au travail avec quelques sous d'augmentation. Nous avons libéré les ouvriers de leurs chaînes.

Nous avons fait disparaître un état de choses regrettable. Aujourd'hui, l'industrie du textile reste attrayante et payante pour les patrons, mais elle est aussi devenue intéressante pour les employés...

Il (l'honorable M. Barrette) cite des ordonnances passées sous le régime libéral de 1940 à 1944 pour démontrer que le ministre du Travail d'alors a donné aux ouvriers des augmentations de salaires se chiffrant à quelques cents seulement. Par la suite, affirme-t-il, le ministre libéral abrogea ses propres ordonnances. En 1945 et 1947, nous avons fait augmenter les salaires de \$70,000.

J'ai toujours dit la vérité aux ouvriers; je comprends les ouvriers et les ouvriers me comprennent. En 1947, unions et patrons ont contribué pour un montant de \$250,000 aux centres

d'apprentissage. Cette année, leur contribution sera de \$300,000. Il est ridicule de parler d'obstruction aux lois ouvrières quand l'augmentation du nombre des ouvriers qui ont signé des conventions collectives a augmenté de 50,000 l'an dernier.

L'Union nationale a combattu le communisme en augmentant les salaires, en améliorant les conditions de travail et en parlant ferme quand c'était le temps de le faire. Le premier ministre aurait failli à son devoir s'il n'avait pas fait ce qu'il a fait, lui qui s'est campé devant le communisme et qui a toujours pris le parti du plus faible.

Le communisme, nous l'avons combattu par les œuvres que nous avons accomplies. Les ouvriers savent ce que nous avons fait. Ils comprennent que s'ils veulent être protégés, ils doivent faire confiance au chef de l'Union nationale.

L'étude de la résolution est suspendue.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

#### NOTES

1. *L'Événement* du 31 mars 1948, à la page 35, rapporte que la séance s'est terminée dans le tumulte. Et *Le Soleil* du 31 mars 1948, à la page 8, souligne que la séance s'est terminée par le chant de la "Marseillaise".

2. Comme le mentionne *Le Soleil* du 31 mars 1948, à la page 3, la Chambre avait adopté la semaine

dernière, sans les discuter les crédits du ministère de la Chasse, à l'exception d'un crédit afin de pouvoir discuter de certaines questions. C'est ce qui se produit au cours de cette séance.

3. Dans *The Sherbrooke Daily Record* du 31 mars 1948, à la page 3, on peut lire que les échanges entre le premier ministre et le chef de l'opposition ont été interrompus par divers points d'ordre, par des cris qui éclataient soudainement et les partisans de l'un et de l'autre frappaient sur leur pupitre.

4. *Le Soleil* du 31 mars 1948, à la page 11, écrit que ce fut le 20 juin 1947.

5. *The Chronicle Telegraph* du 31 mars 1948, à la page 3, précise que M. Ouimet est le gendre de l'ex-ministre canadien de la justice, M. Ernest Lapointe.

6. *Le Canada* du 31 mars 1948, à la page 1, écrit Ubald Legault.

7. Dans *Le Temps* du 2 avril 1948, à la page 8, on peut lire que: "Un jeune député des environs de Québec devint subitement rouge comme le drapeau soviétique."





## Première séance du mercredi 31 mars 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Subsides:

Budget des dépenses  
1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Johnson (Bagot)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il y a deux mentalités à l'Assemblée législative, celle qui voudrait s'attacher exclusivement à l'étude des crédits, et l'autre qui rêve aux sensations électorales. Chaque fois que les ouvriers réclament justice, le premier ministre les traite de communistes.

Hier soir, le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) posait des questions au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) pour renseigner l'opposition sur certaines dépenses. Pendant le discours du député libéral, le premier ministre s'est levé pour détourner l'attention des crédits du ministre du Travail.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre. Je n'ai fait, dit-il, que répondre aux attaques du député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) contre le procureur général. Il avait amené lui-même sur le tapis la question du communisme.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le premier ministre a fait plus que cela et il s'est lancé, dans un but d'électoratisme, dans une charge à fond de train contre une doctrine que nous détestons autant que lui, une doctrine qui est détestée généralement dans la province de Québec. Ce qui a provoqué l'étincelle hier soir, et qui a ravivé des sentiments plus ou moins beaux, c'est le rapprochement que l'on tente toujours de faire entre les activités et les réclamations ouvrières et le communisme. Il n'y a pas plus de communisme parmi les ouvriers qu'il n'y en a dans n'importe quelle autre classe de la société, et c'est mal à tous points de vue de faire sans cesse un rapprochement entre les revendications ouvrières et le communisme. On a tort, chaque fois qu'ils ont des réclamations à présenter, de dire qu'ils agissent sur les ordres de Moscou.

Après le chef du Parti libéral, le député du comté de Québec (M. Chaloult) s'est levé est allé se jeter dans les bras du parti ministériel en vue des prochaines élections. Alors que nous étudions les estimés du département du Travail, il trouve que c'est une chose secondaire et que la seule chose importante, c'est de battre le Parti libéral. Il a déclaré: "Si je devais parler des activités du ministre du Travail, je ferais des réserves, mais je dis que mon ennemi, c'est le Parti libéral qu'il faut battre à tout prix." Le député du comté de Québec a eu des expressions assez fortes et, poursuivant une tactique qui lui a permis, depuis 20 ans, d'appartenir à tous les partis existants et même à ceux qui n'existent pas, le voilà qui organise une croisade contre le Parti libéral fédéral. Il préfère même une croisade contre le Parti libéral à une croisade contre le communisme. S'il veut combattre le gouvernement libéral d'Ottawa, il n'est pas ici à sa place et je lui conseillerais d'aller exercer son influence au Parlement fédéral. Les questions fédérales doivent être réglées par ceux que le peuple envoie à Ottawa.

Il n'y a pas de communistes en cette Chambre. Tous nous réprouvons cette doctrine, mais nous prétendons que certaines manières d'appliquer ou non les lois dans cette province encouragent le communisme.

La loi des relations ouvrières a été combattue par le premier ministre et le ministre du Travail tente aujourd'hui de s'en approprier le mérite. J'admets que les salaires sont plus élevés qu'autrefois dans la province, mais cet état de choses est la conséquence directe des lois votées par le Parti libéral et des activités de guerre. Si bien que, dans la province de

Québec, aujourd'hui nous sommes à peu près sur le même pied que les ouvriers des autres provinces; en donnant des contrats dans tout le pays, d'après un barème à peu près juste, Ottawa a fixé des prix et favorisé ainsi l'augmentation des salaires. Qu'il y ait énormément de contrats collectifs, que les circonstances aient poussé les patrons à être plus humains, c'est encore la conséquence de nos lois.

Mais je me demande pourquoi on s'est appliqué avec tant de hâte à déclarer des grèves illégales. Voici d'un seul coup tous les avantages du côté des patrons. Avant l'expiration des délais, l'autorité intervient et prend fait et cause contre les ouvriers.

Va-t-on mettre en prison des milliers d'ouvriers d'un seul coup? Toutes nos lois sont inspirées par un fonds de conciliation. Les sanctions ne doivent arriver qu'en dernier lieu. C'est le devoir du ministre d'user de conciliation jusqu'à l'extrême limite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il n'y a pas de meilleur moyen de conciliation que d'avertir d'avance les gens qu'ils se placent dans l'illégalité.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le premier ministre aurait raison s'il intervenait auprès des chefs, mais pas en faisant des déclarations dans les journaux. Ce ne sont pas des avertissements. Ce sont des déclarations publiques qu'on fait. Mais que fait-on quand de grandes corporations refusent de se soumettre au jugement arbitral? On a vu une grande corporation, la Dominion Textile, à Saint-Grégoire de Montmorency, refuser de se soumettre au jugement d'un tribunal compétent. Avons-nous vu une déclaration dans les journaux, après la sentence?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Quatorze jours après la sentence arbitrale, un employeur peut refuser d'appliquer la sentence. Le cas est analogue pour les ouvriers. C'est un droit de part et d'autre.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Une compagnie se met dans une situation fautive et le ministre se rend auprès des patrons.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Je me suis rendu là pour obliger la compagnie à payer des augmentations et des salaires rétroactifs de six mois, ce qui a donné à chaque employé une moyenne de \$200.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Cela est bien, mais je constate que le procédé n'est pas le même quand il s'agit d'unions et de grandes corporations.

Ces gens-là, la Dominion Textile, ont refusé l'autorité de la province. On a sapé la confiance des ouvriers en n'appliquant pas intégralement le jugement rendu.

Que pense le ministre des unions de boutique? L'union de boutique, c'est le poison mortel que l'on introduit dans l'industrie pour tuer l'union de bonne foi. Les unions de boutique, c'est illégal dans son essence, parce que c'est le patron qui y exerce une influence prépondérante. Avec nos amis d'en face, les unions de boutique fleurissent. Est-ce que le ministre du Travail peut me donner la liste des unions de boutique?

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Non, il n'y en a pas. Les ouvriers ont droit de s'unir et de former une union locale. Des unions de boutique, organisées par les patrons, je n'en connais pas.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il y en a à Québec.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Dans chaque cas où il a été prouvé que le patron travaillait en sous-main pour former une union de boutique, la certification a été refusée par la Commission des relations ouvrières.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** On fait signer à un nouvel employé son engagement et en même temps on lui fait signer sa carte d'union. C'est l'employé de bureau qui est en même temps l'agence du patron et d'union. J'ai quatre cas devant moi où les employés signent en même temps et leur engagement et leur adhésion à l'union dans le bureau même du patron, en arrivant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas le ministre du Travail qui ratifie les unions, c'est la Commission des relations ouvrières, dont les membres ont été nommés par les libéraux. Ce sont toujours les mêmes qui composent la Commission. Elle est présidée par le juge Boivin, nommé par l'ancien gouvernement.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Mais même les membres de la Commission suivent et subissent forcément l'influence du gouvernement au pouvoir. Il (M. Hamel) parle des pressions faites par le premier ministre ou le ministre du Travail. Il accuse le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, d'avoir enlevé aux lois ouvrières leur véritable signification en déclarant à tout bout de champ que les grèves sont illégales. Dans la grève des salaisons, les cultivateurs

ont perdu des millions parce que les ouvriers des salaisons n'ont pas eu confiance dans l'administration des lois ouvrières par le gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après ce que dit le député, le juge Boivin est influençable.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Tout ce qui est adressé à la Commission des relations ouvrières y va directement, sans intervention du gouvernement, ou du ministre du Travail.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je n'ai jamais prétendu que le ministre est intervenu directement. C'est la mentalité ou la manière du gouvernement qui finit par s'imposer dans ces cas. Sous mon chef, les unions de boutique n'étaient pas reconnues. Elles le sont aujourd'hui.

**M. Côté (Montréal-Sainte-Marie)** fait des interruptions.

**M. le président** le rappelle à l'ordre.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Ce que nous prétendons, c'est que les lois ne sont pas appliquées suivant l'esprit de la loi. La loi des relations ouvrières favorise l'esprit de conciliation. Les délais considérables prévus ont pour but de tempérer les esprits surchauffés, de donner le temps à tout le monde de reconnaître qu'une grève est toujours une chose grave. Les unions et les patrons ont perdu confiance dans le gouvernement; c'est pourquoi on a créé l'impression que la province n'est pas capable de régler elle-même ses conflits ouvriers, qu'il faut faire appel au fédéral.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Les représentants des ouvriers ont refusé mon intervention et celle du bureau de conciliation.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il s'agit d'une attitude regrettable, mais elle est imputable à la propre attitude du ministère. L'Union nationale a affaibli l'autonomie de la province en laissant le fédéral régler cette question de la grève des salaisons.

Dans quelques mois, la province aura un gouvernement libéral qui donnera justice aux ouvriers et aux employeurs et qui appliquera les lois ouvrières comme elles doivent l'être, sans parti pris.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Le député de Saint-Sauveur s'est contenté de faire des

insinuations et il a été incapable de citer des cas concrets. Je n'ai pas l'habitude de faire parade de mon statut d'ouvrier mais, puisqu'on m'y force, je n'ai aucune objection à rappeler que j'appartiens à une union ouvrière depuis 32 ans et que je continue à payer ma cotisation. On tente d'insinuer que le ministère du Travail n'aurait pas fait son devoir, mais on ne trouve aucun reproche particulier à lui faire; on refuse de donner des noms dans le cas des prétendues unions de boutique. Des unions de compagnies, je n'en connais pas. Mais je sais qu'il y a aujourd'hui 632<sup>1</sup> conventions collectives de plus qu'en septembre 1944. Il y a donc eu un encouragement constant aux ouvriers de se joindre aux unions de leur choix. Il est faux de dire que la Commission des relations ouvrières reçoive mal les revendications des ouvriers.

Lorsqu'une grève a été déclarée illégale, c'est toujours parce qu'on a refusé la conciliation ou qu'on a causé des désordres ou des dommages à la propriété. En 1947-48, il y a eu 122 instances d'arbitrage et 448 cas de conciliation. Et il n'y a eu que deux ou trois grèves, soit un demi de un pour cent. Ces grèves ont été organisées par les mêmes agitateurs, par des personnes de mauvaise foi qui ont été averties longtemps d'avance que si elles persistaient dans l'illégalité, la grève devrait être déclarée illégale.

J'ai dit il y a deux ans que Kent Rowley et Mme Bjarnason étaient des communistes notoires. J'ai toute la liste des chefs communistes. S'ils respectent la loi, je n'ai pas à intervenir, mais quand par leurs interventions ils nuisent aux véritables intérêts des ouvriers, je n'ai pas d'hésitation à prendre une attitude de fermeté. Je crois rendre service à la classe ouvrière en débarrassant la société des agitateurs communistes. Je ne défendrai jamais de pareilles gens. Je leur ai déclaré la guerre, alors qu'ils me combattaient. Je connais leurs armes et leurs moyens. Chaque fois qu'ils feront quelque chose d'illégal, je les dénoncerai au procureur général qui, je le sais, fera son devoir.

Le député de Saint-Sauveur (M. Hamel) a insinué que le ministre du Travail était allé protéger les intérêts d'une compagnie. Il n'y a pas une grève légale qui n'ait pas été réglée parfaitement bien. Si c'est protéger les intérêts d'une compagnie que de la forcer à payer 18 cents de l'heure d'augmentation, avec effet rétroactif, très bien. Il (l'honorable M. Barrette) a transformé, dit-il, l'industrie du textile en quelque chose d'attrayant pour les ouvriers. En 1935, les salaires étaient de 20 cents de l'heure; ils sont aujourd'hui de 80 cents et c'est dû à l'Union nationale.

Quand c'est le temps d'aider les ouvriers dans leurs revendications, je n'hésite jamais à le faire, comme dans le cas de la grève du textile; mais si les chefs ouvriers ont tort, c'est aussi le devoir des autorités de le leur dire. Que les ouvriers augmentent leur productivité, qu'ils donnent une collaboration loyale à leurs patrons et ils peuvent être sans crainte: s'ils ont contribué à augmenter les bénéfices des compagnies, nous exigerons qu'ils obtiennent une part de ces bénéfices.

Je ne favorise ni les employeurs ni les employés. Mon rôle est d'être impartial et je le remplis au meilleur de ma connaissance.

Les députés de l'Union nationale ont participé au règlement de ces grèves en prenant fait et cause pour les ouvriers. Hier encore, à ma demande, le député de Drummond (M. Bernard) a mis fin à une grève à la Butterfly Hosiery de Drummondville et obtenant pour les ouvriers une substantielle augmentation de salaire et le renvoi d'un contremaître.

Il (l'honorable M. Barrette) parle du député de Maskinongé (M. Caron) et le félicite pour le rôle de pacificateur qu'il a rempli dans la grève de Louiseville.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** cite un compte rendu de journal d'après lequel un procureur de la couronne aurait dit au tribunal que l'un des accusés étant avocat, le procureur général avait bien voulu accorder une sentence suspendue. Ça, c'est du vrai poison, dit-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Après avoir lu le compte rendu en question, j'ai communiqué avec le procureur de la couronne, à Montréal, qui a affirmé n'avoir jamais prononcé les paroles qu'on lui prête. La vérité est tout autre. J'ai accordé une sentence suspendue à Jacques Casgrain non pas parce qu'il est avocat, mais parce que les membres de sa famille m'ont fait des représentations que j'ai trouvées justes. J'ai considéré que les fins de la justice étaient atteintes par une sentence suspendue. J'ai voulu être humain, avoir du cœur, même s'il s'agissait d'un adversaire politique. Le procureur général ne veut pas la persécution, mais la répression.

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** félicite le premier ministre d'avoir été humain, mais, dit-il, il y a des gestes bien intentionnés qui peuvent parfois prêter à de fausses interprétations dans le public.

**M. Chaloult (Québec):** On m'informe qu'avant mon entrée en cette Chambre, le député de

Saint-Sauveur (M. Hamel) a dit que je me suis jeté dans les bras du parti ministériel, à la veille des élections.

(Rires à gauche)

Cette déclaration est contraire aux règlements. Elle est aussi contraire à la plus élémentaire courtoisie. Il faut avoir des intentions opportunistes pour en prêter aux autres.

(Rires à gauche)

Tout cela pêche contre la décence.

Je connais le député de Saint-Sauveur comme un homme pondéré et je suis surpris de son intervention. Il s'est laissé emporter par sa partisannerie fanatique. La seule raison que je vois aux intentions opportunistes que me prête le député de Saint-Sauveur, c'est son rougisme fanatique.

Avoir de l'opportunisme politique, c'est précisément le reproche que personne n'est capable de me faire. J'ai toujours défendu les mêmes idées, les mêmes principes. Pour ma part j'aime mieux changer d'étiquette que de suivre les contradictions d'un parti. Je n'hésite pas à me prononcer, selon les besoins du moment, pour ou contre la conscription. Pour ma part, je ne fais jamais de personnalités.

Hier soir, j'ai parlé des tendances politiques fédérales. Pour me répondre, il aurait pu expliquer comment il se fait que ses chefs veulent nous engager dans une nouvelle aventure impériale, dans une troisième guerre mondiale en moins de 50 ans. C'est de cela que j'ai parlé. Au lieu de chercher à faire des attaques personnelles, le député aurait dû chercher à expliquer l'attitude des chefs de son parti à Ottawa.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le député du comté de Québec se scandalise parce que j'ai dit qu'il s'était jeté dans les bras de l'Union nationale.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre n'en veut pas!

**M. Chaloult (Québec)** proteste contre les paroles du député de Saint-Sauveur.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le député du comté de Québec nie. J'accepte sa parole. Mais il me permettra de dire que cela m'a paru clair quand il a parlé de croisade, non pas contre les communistes de Russie mais contre le Parti libéral d'Ottawa, cause de toutes les calamités.

**M. Chaloult (Québec):** Et c'est la vérité.

**M. Hamel (Saint-Sauveur):** Mon honorable ami a déclaré: "Si je discutais les crédits au ministre

du Travail, je ferais des réserves, mais j'attaque le Parti libéral; il y a un ennemi mortel, c'est le Parti libéral". À mon tour, je dis que lorsque le député du comté de Québec condamne tout, sauf l'Union nationale, il est en faveur de l'Union nationale; il se jette dans ses bras.

J'en conclus qu'il s'unit au premier ministre. C'est ce que tout le monde pense. Pour ma part, je crois en la nécessité des partis; et le parti auquel j'ai confiance, c'est le Parti libéral, et mon chef, c'est Adélard Godbout.

(Applaudissements à gauche)

**M. Chaloult (Québec):** Je préfère l'Union nationale au Parti libéral!

**M. Godbout (L'Islet):** Le député du comté de Québec se jette dans les bras de ceux qui l'ont traité de voleur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition ne devrait pas s'énervé. Il ne devrait pas empêcher son collègue de Saint-Sauveur de parler.

**M. Godbout (L'Islet):** Je suis très calme, mais il y a des choses tellement regrettables.

(Plusieurs points d'ordre sont soulevés)

**M. Hamel (Saint-Sauveur)** termine son discours en disant que quoi qu'il arrive, il ne cache pas son drapeau.

**M. Godbout (L'Islet):** En deux mots, je veux régler certaines attaques du député du comté de Québec (M. Chaloult) contre le Parti libéral dont j'ai l'honneur d'être le chef. Il vient de répéter pour la deuxième fois que, depuis 20 ans, il tient dans la politique une attitude logique. Je suis surpris du mariage du député de Québec-Comté. Je ne le trouve pas fier. Dans cette Chambre, où il a parlé hier, et où il parle aujourd'hui, il a été traité de voleur de lâche, et il se jette dans les bras de ceux qui l'ont ainsi traité.

**M. Chaloult (Québec)** soulève un point d'ordre. J'ai nié publiquement que je voulais me jeter dans les bras de l'Union nationale, ou dans les bras de qui que ce soit. Il a toujours été indépendant, déclare-t-il. Il reste indépendant, poursuit-il, mais l'indépendance ne veut pas dire neutralité. J'ai dit que dans un temps de péril national, il faut s'unir contre le Parti libéral.

**M. Godbout (L'Islet):** Le député du comté de Québec se jette dans les bras de ceux qui l'ont traité de voleur!

**M. Chaloult (Québec)** soulève un nouveau point d'ordre. Le chef de l'opposition, dit-il, est toujours debout pour se plaindre que les règlements ne sont pas observés et il est le premier à ne pas les respecter. Je demande que le chef de l'opposition retire ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire cela.

**M. Godbout (L'Islet):** J'ai dit que le député se jette dans les bras de l'Union nationale. Je retire cette expression et je dis que le député du comté de Québec a choisi ceux qui l'ont traité comme ils l'ont traité.

Hier, j'ai parlé d'une croisade contre Staline. Relevant ses paroles avec indignation, le député de Québec-Comté s'est écrié: "Croisade maudite!" Voici ce qu'en dit le pape...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voilà le chef de l'opposition en train de se cacher derrière le pape.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** Laissez donc ce que dit le pape et parlez donc pour vous. Vous en avez assez.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment se fait-il que le fédéral n'a pas d'ambassade au Vatican et en a une à Moscou?

**M. Godbout (L'Islet):** Pour la première fois, peut-être, le pape, chef de l'Église à laquelle j'appartiens et à laquelle le député de Québec-Comté appartient, a dit: "Qui n'est pas avec moi dans ce conflit est contre moi." Personne ne veut la guerre. Nous voulons l'éviter. Mais le Christ l'a faite, la guerre, aux vendeurs dans le temple. Voici que le monde est dans la situation la plus grave qu'il ait jamais connue, que le chef spirituel du monde demande à tous les catholiques de s'unir dans une croisade contre Staline et que le député du comté de Québec appelle cela une "croisade maudite."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Le chef de l'opposition a parlé de croisade. Voilà qu'il se prend pour le pape. Il a parlé hier d'une croisade et le député de Québec-Comté a

dit qu'il n'avait pas confiance en la croisade que veut organiser le chef de l'opposition.

**M. Chaloult (Québec):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de me faire dire ce que je n'ai pas dit.

**Un député de l'opposition:** Vous l'avez dit.

**M. Chaloult (Québec):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dénaturer mes paroles. Je ne crains pas de répéter ce que j'ai dit.

J'ai déclaré que les Canadiens français n'entendaient pas participer à une croisade maudite pour sauver les puits de pétrole de l'Irak et de l'Iran, pour sauvegarder la domination anglaise dans le monde. Et c'est à ce jeu-là que se prêtent M. Saint-Laurent et le chef de l'opposition. Ce n'est pas Rome qui les guide, mais Londres.

**M. Godbout (L'Islet):** Si la Russie déclare la guerre aux nations libres pour leur imposer le communisme, le député prétend que ce serait une "croisade maudite" de s'unir pour empêcher la Russie de réaliser ses ambitions?

Et c'est dans ces sentiments qu'il combat le gouvernement de notre pays, qu'il s'allie au premier ministre de notre province dans sa croisade contre le gouvernement qui cherche à nous éviter la guerre et à nous protéger?

Alors que notre compatriote s'apprête à prendre de grandes responsabilités et que l'union sacrée devrait se faire autour de lui, le député (M. Chaloult) tente de miner son influence. La croisade dont je parle, c'est celle-là que bénit le pape et c'est cette croisade que le député de Québec-Comté et celui qui le traitait de voleur hier appellent une "croisade maudite."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** exige que M. Godbout retire ses paroles.

**M. Godbout (L'Islet):** Comme réponse, je lui citerai une déclaration du député de Québec-Comté...

**M. Chaloult (Québec)** demande au président de déclarer le chef de l'opposition hors d'ordre.

**M. Godbout (L'Islet):** Dans une circonstance, le député de Québec-Comté a protesté contre la façon petite, lâche et odieuse du premier ministre d'attaquer un confrère avocat.

J'espère que le mariage, entre le premier ministre et le député de Québec, sera stérile car les enfants qui pourraient naître d'une semblable union

ne seraient pas encore convenablement qualifiés si on les appelait des bâtards.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des limites à tout, M. le président. Le chef de l'opposition devrait se rappeler pourtant la scène disgracieuse dont il s'est rendu coupable lorsqu'il était premier ministre et qu'il a quitté son fauteuil, un soir, s'est avancé vers la table du greffier pour insulter le député de Québec-Comté (M. Chaloult), alors qu'il était député de Lotbinière. Sous prétexte de lire des extraits de journaux de vieilles séances, il emploie des expressions non parlementaires. Je demande qu'on avertisse le chef de l'opposition et que s'il continue, qu'on fasse rapport à l'Orateur.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Allez-vous l'accepter (M. Chaloult) comme candidat?

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai parlé que d'un mariage spirituel.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Ce qui est plus triste, c'est que ces enfants-là n'auront pas de mère.

**M. le président** demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles.

**M. Godbout (L'Islet):** Je retire mes paroles, mais tout le monde devrait avoir le même traitement. Les gens d'en face nous injurient souvent et on ne leur fait pas retirer leurs paroles. Je comprends leur nervosité. Le premier ministre me rappelle une des étapes les plus pénibles de ma vie politique. Il me rappelle que j'ai nourri un serpent dans mon sein.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel le chef de l'opposition garde son estomac, mais qu'il retire son expression.

**M. Godbout (L'Islet)** retire le mot serpent. Je ne l'ai pas traité de voleur, poursuit-il.

J'avais alors parlé fortement mais avec des termes parlementaires. Contre l'avis de plusieurs de mes amis, j'étais allé chercher un député qui ne pouvait plus se présenter dans son comté. Je l'ai fait élire dans Lotbinière. Je lui ai maintenu le patronage alors même qu'il nous attaquait en Chambre. J'ai été à son endroit d'une loyauté que lui-même ne peut nier. J'ai souffert à cause de lui dans mon parti, dit-il, et je suis payé, comme on est souvent payé, par ceux pour lesquels on a souffert.

Il s'attaque aujourd'hui à M. Saint-Laurent, un homme d'une parfaite intégrité, dont la largeur de vues est incontestable et reconnue dans son pays et dans sa province. M. Saint-Laurent qui, au point de vue professionnel, ne peut être comparé avec celui qui l'attaque aujourd'hui, n'a jamais dérogé de la ligne de conduite qu'il s'est tracée.

Il (M. Saint-Laurent) a accepté de jouer un rôle ingrat à une époque particulièrement difficile de notre vie nationale. Il a accepté de soutenir le gouvernement de son pays contre ceux qui auraient voulu que le Canada soit envahi par Hitler. M. Saint-Laurent, non seulement à cause de son passé, mais surtout à cause des services qu'il peut rendre à son pays, prend une importance grandissante de jour en jour. Lorsque plus tard on voudra comparer les deux carrières, celle de M. Saint-Laurent et celle du premier ministre (l'honorable M. Duplessis), l'ombre de la première éclipsera certainement le nom de celui qui l'attaque. Toute la presse du pays le désigne comme le successeur de M. King, lorsque ce dernier prendra sa retraite. Toute la province de Québec devrait l'accepter avec une parfaite unanimité.

**Des députés ministériels:** Jamais! Jamais!

**M. Godbout (L'Islet):** Vous entendez ces petites gens qui, par jalousie et par envie, essaient d'empêcher un des leurs de monter.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre.

**M. le président** demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles.

**M. Godbout (L'Islet)** retire ses paroles. J'ai peine à croire, dit-il, que c'est par grandeur d'âme que l'on se livre à des attaques de ce genre, lorsqu'un des plus grands Canadiens de l'histoire s'apprête à exercer une influence heureuse pour le bénéfice de ses compatriotes. On ne recule même pas devant la division qu'ils créent dans le pays, dans la période dangereuse que nous traversons, pour attaquer un adversaire politique. Mais M. Saint-Laurent est au-dessus de tout cela. Il continue dans la sincérité, la sérénité et la droiture à servir son pays et sa province. Ceux qui l'attaquent n'atteignent pas à la hauteur de sa semelle. Le peuple a jugé M. Saint-Laurent déjà et aux élections nous verrons en quelle haute estime il tient notre éminent compatriote.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous nous trouvons donc ainsi à 10 pieds plus haut que le chef de l'opposition.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre pose au brave d'entre les braves et tronque les documents qu'il cite en Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre en faisant remarquer que l'expression "tronquer les documents" est antiparlementaire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Tout le monde sait que le premier ministre, hier soir, n'a montré qu'une partie du document. Le chef de l'opposition a voulu lui faire produire l'autre partie et le premier ministre n'a pas voulu.

**Un député ministériel:** Il y a eu un vote là-dessus.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Oui, la majorité sanctionne toutes les injustices et toutes les erreurs. Après avoir dit qu'il s'agissait d'un affidavit, le premier ministre n'a montré au chef de l'opposition qu'une feuille détachée qui n'était pas signée, ni assermentée.

Quand on lui a demandé de produire l'autre partie, il a refusé parce qu'il n'y en avait pas. Nous avons donc le droit de dire qu'il a tronqué les documents. D'ailleurs, le premier ministre a déjà employé cette expression à mon égard. En 1938 ou 1939, le premier ministre a dit que je tronquais les documents. J'ai prétendu que ce n'était pas parlementaire. Le ministre de la Santé est même allé chercher un dictionnaire et mon point d'ordre a été renvoyé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition a injurié tout le monde en cette Chambre. Il dénature les faits.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de dire que le chef de l'opposition dénature les faits.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai produit la partie du document qui concernait les déclarations faites par M. Roger Ouimet.

**M. Godbout (L'Islet):** Le document qu'a produit le premier ministre ne disait absolument rien de ce qu'il prétendait trouver dans un rapport en sa

possession. Et il a eu le courage de refuser de produire le reste du document.

**M. le président** se lève pour rendre une décision.

**M. Choquette (Montmagny)** réclame la parole disant qu'il a le droit de parler sur le point d'ordre.

**Des députés:** À l'ordre!

**M. le président:** Je suis suffisamment éclairé. La Chambre est au-dessus de n'importe quel député. Hier, elle a sanctionné une décision et le chef de l'opposition sait qu'il n'a pas le droit de critiquer la décision. Il admettra aussi que le terme "tronquer un document" est antiparlementaire et je lui demande de le retirer.

**M. Godbout (L'Islet):** S'il n'est pas parlementaire, je le retire.

**M. Chaloult (Québec)** veut parler.

**Des députés:** 1 heure!

L'étude de la résolution est suspendue.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 31 mars 1948**

#### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Chaloult (Québec):** Hier soir, je n'ai traité que de questions politiques sans aucune personnalité contre qui que ce soit et sans aucune injure pour personne. Je me suis confiné au domaine des idées. Ce matin, l'honorable chef de l'opposition, au lieu de discuter les idées que j'avais exprimées, m'a servi des injures. Il est entré dans le domaine des personnalités et il a fait des insinuations. Je veux laisser ces procédés à cet homme qui parle toujours de gentilhommérie. Je resterai encore dans le domaine des idées.

Il m'a accusé de donner mon appui au gouvernement avant les élections. Je n'appuie pas un homme, ni même un gouvernement, mais des idées que j'ai toujours défendues dans cette Chambre, qui me sont chères, et que je veux continuer à défendre. Si des injures ont pu m'être adressées il y a 10 ou 12 ans, je dis aujourd'hui qu'un homme qui, comme le chef de l'opposition, parle toujours des préceptes évangéliques, devrait plutôt les suivre. Je suis prêt à oublier toutes les injures du passé, comme on s'engage à le faire chaque jour en récitant le *Pater*.

Même si des injures m'avaient été lancées, j'ajoute que je suis ici pour collaborer. Je veux mettre mes idées et mes principes au-dessus de mes susceptibilités. Je ne suis pas ici pour assouvir des



rancunes. Si demain, le chef de l'opposition redevenait premier ministre, ce dont je doute fort, je collaborerais non pas avec Adélard Godbout, mais avec le gouvernement au pouvoir si les principes de ce gouvernement concordaient avec les miens.

J'appuie le présent gouvernement parce que dans l'ensemble, sur des questions vitales, c'est le gouvernement qui répond aux véritables aspirations du peuple.

**M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** entre en Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce arrive-t-il du pôle Nord?<sup>3</sup>

**M. Chaloult (Québec):** Celui que je tente bien humblement d'imiter, M. Henri Bourassa, me donne l'exemple d'un homme qui n'a pas toujours appuyé le même gouvernement, loin de là, mais qui a toujours appuyé le gouvernement qui appuyait ses idées. M. Bourassa a collaboré avec Laurier et avec Sir Lomer Gouin, même après les avoir combattus énergiquement. M. Bourassa savait mettre les idées au-dessus des rancœurs et des passions. C'est comme cela que doit agir un député soucieux de ses responsabilités.

On dit que j'appuie le gouvernement parce que j'ai intérêt à le flatter. Est-ce que j'ai jamais passé pour un flagorneur et un flatteur? Je n'ai jamais rien sollicité du premier ministre, ni des ministres pour lui-même ou pour les siens. Je ne solliciterai jamais rien. Je suis trop fier pour cela. Tout ce que j'ai demandé, c'est un drapeau et des subsides pour les Acadiens. Je suis indépendant. Je reste indépendant et je serai candidat indépendant dans le comté de Québec tout en demandant aux autres comtés de voter pour le gouvernement plutôt que pour l'opposition.

Cela est conforme à ma conduite depuis quatre ans. Sur la question de l'autonomie provinciale, j'estime que je dois supporter le gouvernement. Le chef de l'opposition a parlé de Lotbinière. Parlons-en. J'admets sans hésitation qu'il a été loyal envers moi durant cette période<sup>4</sup>. Mais j'ai été également loyal envers lui. Je rappellerai que j'ai été candidat libéral national, mais j'ai précisé que j'entendais garder mon indépendance; j'ai exposé mes idées partout. J'ai dit que si le Parti libéral ne respectait pas ses promesses sacrées, je le dénoncerai sans hésitation.

Ce sont les libéraux qui ont changé en juin 1940. Le Parti libéral avait promis solennellement un effort de guerre libre et modéré. En juin 1940, on eut

la mobilisation. J'ai inscrit une motion demandant qu'on s'en tienne à l'effort libre et modéré, mais le Parti libéral a voté contre pendant que les libéraux d'Ottawa poussaient à l'effort total, absolu et non-libre. Ce fut un reniement flagrant de l'engagement formel pris. J'avais à choisir entre la loyauté envers le parti. Je n'ai pas hésité. J'ai opté pour le peuple. C'est vrai que le chef de l'opposition, alors premier ministre, a été loyal et même chic envers moi. Mais je n'ai fait que mon devoir.

En parlant de la croisade du Parti libéral, j'ai employé l'expression "croisade maudite" et j'y ai bien pensé avant. J'ai dit que cette croisade a pour but unique dans l'opinion des maîtres londoniens, entre autres, de MM. King et Saint-Laurent, de défendre les puits de pétrole de l'Iran et de l'Irak, de sauvegarder l'hégémonie anglo-saxonne. J'ai raison de la qualifier encore une fois de "croisade maudite". On a cherché à m'opposer l'attitude du pape. Il faut replacer dans ses cadres exacts le discours du pape.

Sa Sainteté parlait alors à l'occasion des élections en Italie. Il a répété les paroles du Christ: "Qui n'est pas avec moi est contre moi." Les pancartes que la foule brandissait alors dans les rues de Rome disaient: "Si vous êtes pour la paix, vous devez être avec le pape." Ce qui veut dire que le pape est pour la paix. Le pape n'a jamais poussé à la guerre. Si le Parti libéral suivait les directives du pape et non celles de Londres, il serait moins belliqueux.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le député me permettrait-il une question? Si c'est la Russie qui nous déclare la guerre, que devons-nous faire?

**M. Chaloult (Québec):** Il n'y a pas l'ombre d'un doute que si notre sol est attaqué, il faudra se défendre... Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. On cherche à créer un incident international, pour pouvoir dire que c'est la Russie qui nous a attaqués. La guerre n'a jamais rien réglé. Après une nouvelle guerre mondiale, notre peuple sera plus appauvri et plus enclin aux idées subversives. Une guerre contre la Russie servirait à l'expansion du communisme dans le monde. Pour ma part je ne puis approuver l'attitude du Parti libéral. Le peuple n'approuvera pas non plus le chef de l'opposition qui est toujours suiveux, et est disposé à suivre les ordres de ses chefs.

On m'a accusé, de plus, d'avoir attaqué le très honorable M. Saint-Laurent. Je n'ai jamais contesté la probité, ni l'intégrité de M. Saint-Laurent, non plus que l'authenticité de son catholicisme et ses qualités légales. J'ai même apprécié sa franchise quand il a dit

qu'il était prêt à nous lancer dans une troisième guerre. Nous n'étions pas habitués à cette franchise de la part du Parti libéral. Mais il reste que M. Saint-Laurent, qui est présumé représenter la population de la province de Québec, soit le tiers de la population canadienne, devrait avoir les réflexes de son peuple. Or M. Saint-Laurent n'a de Canadien français que l'un de ses noms. Il n'est pas Canadien français de mentalité, pas du tout. Qu'a-t-il fait pour les Canadiens français avant d'entrer dans la politique? S'est-il occupé de nos mouvements nationaux?

J'ajoute que M. Saint-Laurent représente des idées contraires aux Canadiens français. C'est un impérialiste effréné. Le très honorable Saint-Laurent, membre du Conseil privé, a prêté serment à l'Empire. Non seulement il ne représente pas les Canadiens français, mais il ne saurait même pas défendre les intérêts des Canadiens tout court.

M. Saint-Laurent est également de mentalité capitaliste, et à ce point de vue non plus il ne représente pas le sentiment du peuple canadien-français.

Et c'est l'homme qu'on nous propose comme le chef de la fameuse croisade! M. Saint-Laurent, premier ministre du Canada, ça me laisse froid.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Quel serait le drapeau de la croisade libérale?

**M. Chaloult (Québec):** Évidemment, l'Union Jack. Car il défend l'impérialisme britannique. C'est son droit d'avoir le cœur à Londres, mais c'est notre droit à nous de ne pas le reconnaître comme notre chef.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député veut-il dire que, comme représentant de la couronne britannique, M. Saint-Laurent est très honorable et que comme ministre de la couronne canadienne, il n'est qu'honorable?

**M. Chaloult (Québec):** Je dis qu'il y a incompatibilité entre le serment qu'il a prêté comme membre du Conseil privé d'Angleterre et celui qu'il a prêté comme membre du cabinet canadien. Encore une fois, je ne nie pas qu'il soit sincèrement catholique, mais comment se fait-il qu'il n'ait pas jugé opportun de nommer un ambassadeur au Vatican quand des pays qui n'ont que deux ou trois pour cent de catholiques y sont représentés? Comment se fait-il que ce chef de croisade anticomuniste place le Canada avec la Russie, le Mexique, et les autres pays qui n'ont pas d'ambassadeur au Vatican? Est-ce que le Vatican n'est pas un pays chrétien et civilisé?

M. Saint-Laurent a donné à Winnipeg<sup>5</sup> une conférence dans laquelle il a parlé des querelles religieuses des années 1870-75. Il a prétendu que Laurier avait mis de l'ordre dans tout cela, insinuant qu'il avait mis les autorités religieuses à leur place. Qu'il dise cela chez nous, je n'y ai pas d'objection. Mais qu'il aille le dire à Winnipeg, devant nos compatriotes anglo-protestants, non seulement c'est de mauvais goût, mais c'est inconvenant. Veut-il s'assurer ainsi l'appui de ceux qui ont des préjugés contre nous? Il cherche sans doute à leur faire comprendre que s'il est choisi comme chef du Parti libéral à Ottawa il agira comme Laurier et mettra le clergé à sa place.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** *L'Action catholique* a félicité M. Saint-Laurent.

**M. Chaloult (Québec):** Certainement pas pour son discours de Winnipeg. Moi aussi j'ai félicité M. Saint-Laurent en certaines occasions. Mais ça ne m'empêche pas de constater qu'aujourd'hui il cherche à se faire pardonner auprès de nos compatriotes anglais d'être catholique et Canadien français, en vue des événements qui s'en viennent. Je pourrais parler d'autres choses, mais je me réserve des armes dans mon arsenal. Un premier ministre canadien-français qui va passer son temps à se faire pardonner d'être Canadien français, ça ne m'intéresse pas. C'est un honneur qui nous coûterait vraiment trop cher.

On veut savoir pourquoi je préfère l'Union nationale au Parti libéral? Je le dirai franchement en peu de mots. Le chef de l'opposition est constamment à la remorque du Parti libéral fédéral qui fait la guerre au peuple canadien-français. Il reçoit avec la dernière soumission, pour employer un terme parlementaire, des ordres d'Ottawa. On ne peut dire un mot contre Ottawa en cette Chambre qu'aussitôt il se lève pour défendre ses amis. Est-ce que c'est digne? Le chef de l'opposition défend jusqu'aux attitudes les plus indéfendables du gouvernement fédéral. Il manque de cran, d'épine dorsale.

C'est pourquoi je veux demander au peuple du Québec de se désolidariser avec lui. Je ne mets pas son honnêteté en doute, mais je dis qu'il est indigne de nous représenter parce qu'il n'a pas le courage de ses convictions, s'il en a. Je dis, après l'avoir observé, qu'il ne croit pas à l'autonomie provinciale. Et j'estime que c'est désastreux. Si nous avions comme premier ministre un homme qui ne croit pas à l'autonomie provinciale, notre survivance même serait menacée. Nous n'avons pas le droit de prendre ce risque. J'estime qu'il faut mettre l'intérêt

général de la province avant les querelles rouges ou bleues. Sans hésitation, je préfère l'Union nationale au Parti libéral provincial qui n'est qu'une succursale du parti fédéral, qui essaye de nous noyer par l'immigration, qui ne rend pas justice aux Canadiens français dans le fonctionnarisme, qui administre pour Londres et pour les étrangers. C'est pour tout cela que je suis contre les rouges. Ce n'est pas dans l'intention de servir qui que ce soit, mais pour servir ma patrie.

Plus que jamais, je réalise que l'appel que j'ai fait par deux fois en cette Chambre est nécessaire. Il faut que l'on se dresse contre le Parti libéral. Il faut l'union de tous les gens de bonne volonté pour nous libérer du danger libéral qui compromet très gravement l'avenir de notre nationalité.

(Le comité revient à l'étude des crédits du ministère du Travail).

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Il y a trop de gens qui voudraient se montrer en faveur des unions et qui ne comprennent pas les problèmes ouvriers parce qu'ils ne les ont pas vécus. Je ne suis pas de ceux qui flagornent toutes les classes en période électorale et qui, une fois au pouvoir, mettent toutes leurs promesses de côté.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** annonce que son département s'occupe présentement d'un projet de codification des lois ouvrières. Le travail, dit-il, sera terminé dans cinq ou six mois. Les représentants des ouvriers pourront faire leurs suggestions. Je favorise un code provincial du travail et non un code fédéral. J'ai confiance que le projet sera adopté par les unions ouvrières et patronales.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil supérieur du travail (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conventions collectives, arbitrages et enquêtes - salaires et dépenses (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'apprentissage (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Dumoulin (Montmorency)** aborde le sujet de l'exportation des richesses naturelles. Les États-Unis, déclare-t-il, visent à l'union douanière et à l'unité économique. C'est pour cela qu'un syndicat financier américain a joué une grosse partie en deux manches. La première manche a donné des richesses dont le prix est inestimable et, dans la deuxième, on se prépare à transférer ces richesses aux États-Unis, sans droits pour le Canada et sans profits pour la province de Québec.

Nous faisons le jeu de quelques magnats de l'industrie américaine. Je demande au gouvernement d'être plus prudent à l'avenir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'intention du gouvernement d'avoir l'inventaire le plus complet possible sur les richesses du Labrador et de l'Ungava. Non seulement nous voulons envoyer une équipe formée de botanistes, de géologues, d'ingénieurs miniers, d'ingénieurs électriciens, mais encore d'arpenteurs et des ingénieurs forestiers. Nous comprenons la nécessité d'obtenir les preuves qui nous manquent pour délimiter les lignes de bornage. Dans cette partie du Labrador, il y a des pouvoirs d'eau et nous voulons les utiliser. Nous tenons à faire un inventaire complet.

Nous voulons savoir ce que représente le Labrador au point de vue botanique, géologique, au point de vue de toutes les possibilités qu'il peut offrir ainsi qu'au point de vue des ressources hydrauliques. Une fois leur rapport reçu, Le gouvernement prendra les moyens de faire rendre justice à la province de Québec et prendra toutes les précautions voulues pour que la province puisse faire valoir pleinement ses droits et puisse bénéficier de toute parcelle de terrain qui nous appartient.

Le jugement du Conseil privé en 1928 sur la ligne de démarcation entre la province de Québec et le Labrador n'est pas définitif. Les nobles Lords n'ont exprimé qu'une opinion. Le jugement était avant tout basé sur des faits. On s'est rendu compte par la suite que la cause avait été mal préparée.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Cette expédition aurait dû être envoyée au Labrador et en Ungava en 1945, soit avant de concéder les richesses naturelles du pays aux gens de la Hollinger.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'était pas possible alors. La province n'avait pas les moyens de se lancer dans une dépense de \$150,000,000. Il fallait d'abord ouvrir le territoire. Nous avons accordé la concession à une compagnie qui fit le chemin.

Nous avons fait supporter les dépenses par des intéressés au développement de nos richesses naturelles. Les prospecteurs nous ont battu le chemin. Avec les renseignements que nous possédons aujourd'hui, nous allons continuer le travail. C'est le bon sens même.

S'il y a un rond de course à Amos, le député d'Abitibi doit savoir que ce n'est pas toujours le cheval qui part en avant qui gagne.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** En entendant le premier ministre parler de sa concession de l'Ungava, j'ai plus que jamais la conviction qu'il est un vieux cheval de course.

(Rires)

On essaie de créer l'impression que nous sommes opposés au développement de l'Ungava. C'est faux. Les libéraux sont en faveur du développement minier du Labrador, mais ils critiquent les méthodes employées et la part que la province retirera de ces immenses richesses qui lui appartiennent et que l'Union nationale a données pour presque rien. Les intérêts de la province ne sont pas suffisamment protégés.

Pendant l'étude de la loi de la concession de l'Ungava, nous avons demandé que le minerai soit traité dans la province de Québec. Le premier ministre a ajouté un amendement au bill et nous avons dit qu'il était insuffisant. Je veux savoir si les dispositions sont prises pour que le minerai soit traité chez nous.

**L'honorable M. Robinson (Brome):** Nous ne pouvons pas le faire.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Nous avions donc raison de dire que l'amendement était insuffisant. La compagnie Hollinger a récupéré 200,000,000 de tonnes de minerai et elle attend d'en avoir récupéré 300,000,000 pour commencer la construction du chemin de fer. Si le gouvernement avait exigé que le minerai soit traité dans la province et s'il avait chargé un droit de \$20 la tonne, celui-ci lui aurait un revenu de \$6,000,000,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est six fois le cadeau!

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le cadeau de \$1,000,000,000 aux Alliés pendant la guerre a été dépensé au Canada. Nos industries et nos ouvriers l'ont reçu, tandis que les richesses minières de l'Ungava iront aux États-Unis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que mon honorable ami se rassure. À l'heure actuelle, la compagnie ne peut rien faire. Elle ne possède pas de pouvoirs d'eau et elle ne peut en avoir qu'avec la permission du gouvernement; le terrain sur lequel sont bâtis le chemin de fer et les quais appartient au gouvernement. Nous pouvons changer la loi des mines quand nous le voulons. Nous avons le contrôle absolu.

Jamais une entreprise n'a été organisée avec plus de garanties pour la province. Malgré cela, la compagnie a déjà dépensé \$100,000,000<sup>6</sup>. Elle en dépensera \$200,000,000 et nous tenons les guides. Il ne peut y avoir de développement sans pouvoir d'eau, sans chemin de fer et sans quais. Et tout cela est à nous.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** L'affaire a deux guides. Le premier ministre en tient une toute petite et l'autre est dans les mains de ceux qui veulent que nos richesses aillent aux États-Unis. On devrait prendre tous les moyens de traiter le minerai de fer du Labrador dans la province de Québec. Cela nous vaudrait \$20 de plus par tonne. De la façon dont on permettra l'exploitation du minerai, on peut changer complètement les conditions économiques dans le pays.

Je suis pour le développement de ces richesses, mais dans l'intérêt de la province. Il (M. Drouin) reproche au premier ministre de n'avoir pas étudié le projet sérieusement. Le premier ministre nous annonce une expédition et des recherches quand les plus belles richesses sont concédées.

**L'honorable M. Robinson (Brome):** J'ajoute à ce que j'ai dit que nous cherchons le moyen de faire traiter le minerai dans la province.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** C'est ce que nous demandons depuis trois ans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet a été étudié durant trois mois à plusieurs reprises et avec beaucoup de soin. Non seulement le problème est étudié par la compagnie, mais le département des Mines l'étudie depuis trois ans. Nous allons faire notre possible.

**L'honorable M. Robinson (Brome):** La province manque de charbon. La possibilité d'utiliser de la tourbe ou de l'électricité pour les fonderies est à l'étude depuis trois ans.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Mais depuis trois ans, vous n'avez rien fait. La question est tellement vaste et importante que le provincial devrait l'aborder de concert avec le gouvernement fédéral pour que le minerai soit traité dans la province de Québec.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)<sup>7</sup>:** Dans le mémoire soumis par le fédéral, lors de la conférence fédérale-provinciale, il y avait une clause pour obliger les provinces à donner au pouvoir central l'exclusivité des recherches géologiques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable M. Robinson (Brome)** citent des lettres de France, des États-Unis, etc., pour prouver que le laboratoire du service provincial des Mines est l'un des mieux organisés.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Il a été organisé par M. Archambault, ingénieur d'une haute compétence, nommé par les libéraux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'avons rien à apprendre de personne dans ce domaine. M. Davis, du Conseil national des recherches, a même déclaré qu'il préférerait travailler dans le laboratoire de Québec, plutôt qu'au Conseil national des recherches.

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne)** interroge le ministre.

**M. Morin (Québec-Centre)** pose de nombreuses questions au ministre des Mines sur les travaux d'exploration qui se poursuivent dans le Nouveau-Québec et sur la Côte-Nord. À quoi sert d'avoir de beaux laboratoires, dit-il ensuite, si l'on donne les immenses richesses de l'Ungava au trust américain de l'acier?

Il déplore que les députés soient obligés de fouiller les revues américaines pour se renseigner sur l'importance des richesses du Nouveau-Québec. Le gouvernement, dit-il, ne veut rien dire au public ni aux députés. Si l'on a des raisons pour taire certaines choses, qu'on fasse une séance secrète de la Chambre et qu'on renseigne au moins les députés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a donné toutes les informations nécessaires.

**M. Morin (Québec-Centre):** Nous n'avons aucun rapport sur les richesses de l'Ungava et sur les résultats des explorations en cours. Le rapport du ministère des Mines ne contient que de vagues allusions à cette question.

Il demande, dit-il, qu'on produise le rapport complet de M. A.-O. Dufresne, sous-ministre des mines, qui a visité l'Ungava et s'est rendu compte de ce qui se passe là-bas.

Et pourtant, si l'on fouille les revues américaines, on trouve des choses étonnantes. Nos voisins du sud comptent beaucoup sur les mines du Nouveau-Québec, non seulement parce qu'elles sont d'une richesse formidable, mais aussi parce qu'on

peut transporter le minerai en temps de guerre par des voies fluviales intérieures, sans exposer les cargaisons aux risques de la haute mer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ridicule de lire des rapports publiés dans des revues scientifiques.

**M. Morin (Québec-Centre):** Nous n'avons pas de rapport du ministère! Ce qui est ridicule, c'est d'avoir donné nos richesses aux Américains, au trust de l'acier.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** C'est l'honorable Hector Authier qui a inauguré la politique des chemins de mines dans sa région. Où en est-on rendu avec les requêtes du village minier de Louvicourt? Je comprends qu'un arrêté ministériel a été préparé mais n'a jamais été adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Le président de la mine a proposé des conditions que nous avons jugées inacceptables. Nous voulons éviter la spéculation.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je proteste contre cette affirmation. La compagnie n'a soumis aucun projet prêtant à la spéculation.

**L'honorable M. Robinson (Brome):** Non, mais nous ne nous sommes pas entendus encore sur la location.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Le premier ministre et le ministre se contredisent, mais j'espère que le département des Mines s'entendra bientôt avec la compagnie pour ne pas retarder le progrès. Je voudrais aussi que le département fasse quelque chose pour les citoyens de Pascalis, qui ont été victimes d'un tragique incendie il y a trois ans. Le village a été détruit. Le ministre devrait payer un dédommagement parce que l'incendie a été allumé par un feu de forêt.

**L'honorable M. Robinson (Brome):** Nous allons étudier la question.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**  
10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Service civil extérieur (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la recherche des mines (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Chemins de mines (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Villages miniers (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Drainage des tourbières (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Postes de sauvetage (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** se réjouit que l'on ait décidé d'installer des postes de sauvetage à la suite du malheureux accident de Malartic.

Mais il regrette, dit-il, que pour les postes, qui coûteront \$75,000, le ministère des Mines ne contribue que \$1,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Québec dépense plus qu'Ottawa pour les mines.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Encore Ottawa sur le tapis! Le premier ministre devrait s'entendre avec Ottawa au lieu de critiquer sans cesse. L'industrie minière de notre province y gagnerait.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de 10 mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Construction de chemins de mines - Dépenses en immobilisations (Mines)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à 8 h 30 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 31 mars 1948**

##### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 h 30.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1948-1949**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

##### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Annuité à Mlle Marie-Régina Drolet (résolution de l'Assemblée législative en date du 3 février 1890) (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension à M. L.-J. Lemieux, ex-agent général à Londres (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille sept cent cinquante-sept dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension spéciale à M. Henri Laureys, ex-directeur de l'École des hautes

études commerciales, Montréal (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - Bureau du Trésorier (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur et extérieur - Bureau de l'auditeur (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais divers (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - Bureau du Revenu (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante et onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais divers (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent

trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de perception (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** demande au trésorier provincial s'il a l'intention de rappeler la taxe de vente.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** ne répond pas.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Plaques: véhicules automobiles et colporteurs (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement a acheté plus de plaques cette année soit une somme de \$40,000 et le matériel coûte plus cher. Le montant était de \$25,000 l'an dernier.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande au premier ministre si l'augmentation de plaques avait pour but d'en faire placer sur les camions de la Cartier Construction qui travaillent sur la route de Chicoutimi sans plaques de licence. Il (M. Casgrain) produit des photographies de deux camions de la Cartier Construction, une compagnie d'Ontario, qui ne portent pas de licences, ni du Québec ni de l'Ontario. On devrait, dit-il, faire payer au moins ceux qui obtiennent ici de plantureux contrats. Ce sont de gros entrepreneurs et ils doivent payer cher à la caisse électorale pour qu'on les laisse ainsi violer la loi du revenu de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Rien ne prouve que la Cartier Construction n'a pas payé de permis. Le trésorier a fait déboursier des milliers de dollars à des amis de l'ancien régime, qui étaient favorisés sous ce rapport.

Il est curieux de voir l'opposition critiquer les entrepreneurs du gouvernement juste à la veille d'une élection, quand elle ne l'a pas fait auparavant. On dirait que les libéraux pensent sérieusement à la caisse électorale, c'est pourquoi ils agissent ainsi.

**M. Godbout (L'Islet):** Le peuple connaît bien la présente administration et son penchant pour



le favoritisme. Le premier ministre parle de caisse électorale. Toute la politique de l'Union nationale est organisée en vue de la caisse électorale. J'invite le gouvernement à faire des élections le plus vite possible. Mais le gouvernement est battu d'avance par une caisse beaucoup plus forte que sa grosse caisse à lui, par la caisse du peuple.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur - Bureau des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de 10 mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Comité d'étude de la loi des assurances (Trésor)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-quatre mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires pour la garde des valeurs et dépenses diverses - Dette publique (service de la dette publique)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande des explications au trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon) sur toutes les émissions d'obligations depuis le 31 mars 1947.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il n'y a eu qu'une seule émission, celle de novembre 1947;

\$18,000,000 d'obligations furent alors vendues pour la première fois dans l'histoire de la province à 2½ %. C'est l'Hydro-Québec qui a acheté l'émission. Elle a vendu ses obligations du gouvernement fédéral et racheté celles de la province, réalisant ainsi un point de profit.

En ne vendant pas ses obligations du fédéral à ce moment, l'Hydro-Québec aurait perdu 4 points, car les obligations du Canada ont baissé de 104 à 100.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le trésorier se vante de cette transaction, mais ce ne fut pas une transaction libre. L'Hydro n'avait pas le choix.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il n'y a pas eu de coercition de la part du gouvernement. Ce sont les directeurs de l'Hydro qui firent eux-mêmes la proposition au gouvernement. Nous en sommes venus à une entente sans aucune espèce de coercition.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ce fut une affaire de famille. Le gouvernement a fait une transaction avec un corps sous son contrôle. On n'aurait pas pu vendre ces obligations sur le marché aux mêmes conditions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Hydro avait de l'argent à placer. Elle cherchait un placement solide. Elle ne pouvait pas trouver mieux que les obligations provinciales. Les débentures du gouvernement de Québec, tout le monde court après.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il y a une telle demande pour les obligations de la province de Québec qu'il n'y en a pas en vente sur le marché libre. Ces obligations constituent le meilleur placement au Canada. Toutes les obligations du Québec sont cotées à 101 alors que celles de la Colombie-Canadienne le sont à 98; l'Île-du-Prince-Édouard à 98; la Saskatchewan à 91; l'Ontario à 98½; le Manitoba à 94. Toutes nos obligations portent intérêt à 3 %.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur et extérieur (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** pose des questions au sujet des ponts construits par le département sur la route de Chicoutimi.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Les Travaux publics ont construit quatre ponts, au coût de \$267,000.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** fait une charge contre l'Union nationale. Il déclare que le drapeau ne sera pas assez grand pour couvrir ses turpitudes. Il (M. Casgrain) pose ensuite des questions au sujet du pont de Sainte-Rose.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Il a coûté \$1,370,000.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les travaux exécutés sans soumissions publiques coûtent à la province trois ou quatre fois le prix. Si le gouvernement demandait des soumissions publiques, il sauverait \$15,000,000 à \$20,000,000 par année.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** demande au ministre s'il sait que la loi des travaux publics, article 8, l'oblige à demander des soumissions publiques.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** J'ai suivi la coutume établie par mes prédécesseurs.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Cette même coutume avait été dénoncée avec violence par le premier ministre actuel quand il était chef de l'opposition.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** parle de l'édifice des accidents de travail, sur la Grande-Allée, au 5½, et qui a coûté, dit-il, \$2,250,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le coût total de l'édifice des accidents de travail à \$2,225,000 a coûté \$1,000,000 de trop. Et on a payé à M. Charles Rochette de la Murray Bay \$40,000 à \$50,000, à cause de son influence. M. Rochette, dit-il, n'a jamais travaillé à cet édifice et n'a jamais été associé à la compagnie.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre exagère grossièrement. Cet édifice a été érigé au moment où les matériaux coûtaient très cher. D'ailleurs, si un montant a été payé illégalement à M. Rochette, le devoir du premier ministre était de faire enquête, d'établir les faits et de faire restituer cette somme. Il

faudrait cependant qu'il se serve de la même balance pour les travaux faits sous son administration.

Le premier ministre refuse toutes nos demandes d'enquête royale. Pourquoi? Quand lui-même a demandé une enquête royale sur l'administration de la police provinciale à Montréal, nous l'avons accordée. Il n'a même pas voulu s'y présenter pour porter des accusations. Nous avons réclamé une enquête sur l'administration des liqueurs en demandant qu'on la commence sous notre administration. Cela a été refusé.

Le gouvernement libéral n'a pas hésité à instituer une telle enquête sur la Commission des liqueurs à la demande du premier ministre. Il (M. Godbout) renouvelle ses demandes pour ouvrir une enquête sur les contrats de construction d'une route entre Québec et Chicoutimi.

Le premier ministre lance devant la Chambre n'importe quel chiffre. Il donne des noms et ne prouve rien. S'il ne fait pas arrêter les coupables qu'il dénonce, je dis qu'il manque à son devoir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette bâtisse a coûté \$1,000,000 de trop. Le chef de l'opposition a parlé d'un nommé Nil Dupéré qui aurait reçu de l'argent à Chicoutimi. J'ai fait enquête et Dupéré n'a pas reçu un sou, et son nom n'a jamais été sur la liste de paie.

**M. Godbout (L'Islet):** M. Dupéré n'a jamais reçu un sou, mais d'autres en ont reçu. J'ai dit que des montants ont été payés au nom de Dupéré. J'ai les papiers qui lui ont été envoyés par l'impôt sur le revenu et un affidavit de M. Dupéré lui-même. J'ai le nom de ceux qui ont endossé les chèques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une honte. Ces employés de l'impôt ont trahi leur serment d'office.

**M. Godbout (L'Islet):** Mes renseignements me viennent de M. Dupéré et non pas du département de l'impôt. L'affidavit témoigne qu'on a payé en son nom \$378. Il n'a jamais travaillé pour la Cartier Construction.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'a jamais rien reçu.

**M. Godbout (L'Islet):** Je le sais très bien. C'est un des organisateurs du ministre de la Voirie, un dénommé Louis-Napoléon Boucher de Sainte-Anne de Chicoutimi, qui a reçu et endossé les chèques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela ne prouve rien. Il inscrit les noms et promet de tirer l'affaire au clair.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement n'a pas émis de chèque à l'ordre de M. Dupéré et M. Dupéré n'a jamais travaillé pour la voirie.

**M. Godbout (L'Islet):** C'est la Cartier Construction qui a payé.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Si la compagnie s'est fait voler, cela la regarde.

**M. Godbout (L'Islet):** La compagnie n'est pas partie de Toronto pour venir travailler pour des prunes. Nous prouverons tout cela quand on nous accordera une enquête.

**M. Chalout (Québec):** L'opposition multiplie depuis trois semaines les accusations frivoles, qu'elle ne cherche même pas à prouver, pour admettre ensuite qu'elle a fait au pouvoir ce qu'elle reproche au gouvernement de faire aujourd'hui. Des gens qui se prétendent sérieux devraient avoir plus de dignité, de consistance et de souci du bien public. C'est une méthode frivole. On pouvait convoquer le comité des comptes publics et on ne l'a pas fait.

**M. Godbout (L'Islet):** L'opposition, que je dirige, peut parfaitement bien se passer des conseils du député du comté de Québec, surtout quand il vient nous donner des conseils sur des choses dont il n'a pas eu connaissance. Il n'était pas en Chambre quand nous avons établi clair comme de l'eau de roche que des centaines de mille dollars avaient coulé et que le gouvernement a alors fait cesser la discussion.

Le député du comté de Québec qui n'était pas là ne peut dire aujourd'hui que nous n'avons pas prouvé nos accusations. Il accomplirait mieux son devoir s'il était à son siège. Il parle d'une enquête devant les comptes publics? On sait ce qui se passe en Chambre. Nous ne sommes pas capables d'avoir les renseignements nécessaires. Au comité des comptes publics, nous serions traités de la même façon.

La seule façon de faire une enquête sérieuse, c'est de la faire devant un juge, où les choses se passent régulièrement. Ici, on ferme la bouche aux députés de l'opposition par le bâillon. Le premier ministre commence à voir le résultat de sa politique d'obstruction.

**M. le président:** Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'employer le mot "bâillon". Nous n'avons fait qu'appliquer les règlements.

**M. Godbout (L'Islet)** retire cette expression.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** prend la parole.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)** lance: Grosse caisse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a trois semaines que le député de Jeanne-Mance injurie tout le monde en cette Chambre. Je demande qu'il soit rappelé à l'ordre.

**M. le président** donne un dernier avertissement au député de Montréal-Jeanne-Mance (M. Dubreuil).

**M. Godbout (L'Islet)** demande au président d'appliquer la même règle des deux côtés de la Chambre.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève un point d'ordre.

**M. Godbout (L'Islet):** J'espère M. le président, que vous appliquerez le même règlement pour les députés de la droite que pour ceux de la gauche. Ces gens nous interrompent à tout instant. Le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) lui-même donne l'exemple aux autres. Ce n'est pas critiquer la décision du président que de lui demander d'appliquer les mêmes règles aux deux côtés de la Chambre.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste.

**M. Godbout (L'Islet):** Il n'a pas de leçon de décence à recevoir de lui, dit-il.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** L'opposition cherche à faire planer des soupçons parce qu'elle ne peut pas porter d'accusations. On juge d'un arbre à ses fruits. Pour juger la valeur d'un système, il faut voir les résultats. Ce n'est pas tout demander des soumissions publiques. Un pont construit par les libéraux après soumissions publiques à Saint-Bernard de Lacolle s'est enlisé dans le sol et il en a coûté \$32,000 pour le démolir. Un pont qu'on avait fait construire en béton après

soumissions publiques à Saint-Léonard d'Ashton au coût de \$100,000 s'est écroulé. Et au lieu de faire payer l'entrepreneur, on l'a récompensé en lui donnant \$66,000 de plus pour faire reconstruire le pont en acier. Combien de travaux faits sous l'ancien gouvernement nous avons dû reprendre! On mettait de l'eau dans les piliers au lieu d'y mettre du béton. Même quand ces gens-là prétendaient demander des soumissions, les contrats étaient toujours accordés aux mêmes entrepreneurs.

Aujourd'hui, nous demandons des soumissions à des entrepreneurs sérieux de la région où les travaux doivent être faits. Les soumissions doivent être accompagnées d'un dépôt de 10 %. Elles sont ouvertes par moi devant témoins et étudiées soigneusement par les techniciens du ministère, qui me font des rapports signés et recommandent l'entrepreneur le mieux qualifié. Ce système est beaucoup plus avantageux pour la province.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** demande au ministre pourquoi il ne demande pas de soumissions publiques, comme le veut la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi a été passée sous le régime libéral, pour donner \$900,000 d'annonces par année au *Soleil*, quand MM. Perron et Nicol en étaient les propriétaires.

Il (l'honorable M. Duplessis) invite les députés à cesser de parler pour que le gouvernement puisse appliquer les lois qui ont été adoptées. L'on répète toujours la même chose, dit-il, et l'opposition a déjà fait perdre \$200,000 à la province.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Alors, ne faisons pas de session. Que le gouvernement supprime la session. Ça va coûter moins cher. Les dictateurs ne font pas de session pour ne pas renseigner les députés sur leurs agissements. Ils n'endurent pas d'opposition non plus. Mais notre loi dit qu'il doit y avoir une session chaque année. La session, ce n'est pas seulement pour voter les lois, mais aussi pour discuter les subsides et voir comment l'argent est dépensé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On exagère. On a passé huit séances sur l'Agriculture, 12 séances sur le même item de la Voirie. Nous ne sommes pas contre les discussions sérieuses. La preuve, c'est que nous avons fourni les *Comptes publics* et tous les renseignements beaucoup plus tôt que ça ne s'est jamais fait. Nous n'avons pas d'objection à ce que l'opposition parle, mais nous nous objectons à ce qu'elle parle pour parler.

L'opposition gaspille l'argent du peuple à pérorer. Le peuple s'objecte à l'obstruction que les libéraux font.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre exagère comme toujours. L'étude des crédits dure depuis un peu plus de deux semaines seulement. Nous sommes ici pour faire notre devoir, en questionnant le gouvernement, autant qu'il nous est permis de le faire, sur son administration, sur les deniers publics.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous les libéraux, les sessions duraient quatre mois parce que les lois n'étaient pas prêtes.

**M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement libéral donnait le temps aux députés d'étudier et de discuter les lois. Le premier ministre a passé au moins un tiers de la session à discuter de questions en dehors des sujets à l'ordre du jour. Il a fait perdre le temps de la Chambre en soulevant des points d'ordre. Toute la province sait cela. Notre devoir à nous est de savoir et de rendre compte au peuple. Nous n'avons pas tout su ce que nous voulions, mais quand nous serons au pouvoir, nous irons voir derrière les portes qu'on nous a fermées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est mon idée que le chef de l'opposition sera derrière la porte après les élections.

**M. Chaloult (Québec):** Il est vrai que c'est le devoir des députés de scruter les crédits, mais c'est la première fois que nous passons autant de temps à l'étude des crédits. Je dois conclure que l'opposition n'a pas fait son devoir les autres années, car on a voté des millions presque sans rien dire.

**M. Godbout (L'Islet):** Si le député de Québec était en Chambre quand nous faisons notre devoir, il verrait que nous n'avons pu nous rendre compte de certaines choses parce que l'on ne nous a pas produit les documents voulus... Le premier ministre a refusé de répondre à des questions posées l'an dernier. Le ministre des Travaux publics a passé outre à un ordre de la Chambre et il ne nous a pas donné les documents réclamés au sujet de la construction du pont de Sainte-Rose et du pont de Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour le pont de Sainte-Rose tout a été produit. Quant au pont de Trois-Rivières, les travaux n'ont débuté qu'en 1946.

**M. Godbout (L'Islet)** demande si le ministre des Travaux publics a l'intention de changer sa politique au sujet de la construction et de l'entretien des ponts.

Cela devrait être complètement à la charge de la province, du moins pour les ponts sur les routes entretenues par le gouvernement, dit-il. Les ponts sont excessivement mal répartis.

Les municipalités, dans certains cas, sont encore trop lourdement chargées. Les contributions aux municipalités, dans ce domaine, sont injustes sous l'Union nationale, surtout quand on va chercher dans le peuple \$200,000,000 en taxes.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Les libéraux ont eu 40 ans pour instaurer cette politique. Ils ne l'ont pas fait. De 1940-1944, le gouvernement Godbout a construit 56 ponts dans la province, dont 4 seulement ont été payés à 100 % par la province.

Le gouvernement de l'Union nationale, de 1944 à aujourd'hui, a construit 422 ponts, dont 410 complètement payés par la province; 2,100 ponts ont été réparés dans le même laps de temps, dont 2,000 entièrement à charge de la province.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** s'informe du coût du pont de Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le pont de Trois-Rivières a coûté à date \$2,305,000 et il est pratiquement terminé.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** ne sait pas combien il faudra payer pour la balance des travaux, dit-il.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande au ministre des Travaux publics des détails sur la construction d'un pont à Saint-Bruno dans le comté de Lac-Saint-Jean.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Le contrat a été accordé à M. Charles Maltais pour une somme de \$27,400.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** La municipalité de l'endroit a payé \$42,000 pour aider à la construction de ce pont.

**M. Lemieux (Beauharnois)** réclame de nouveau un pont sur le Saint-Laurent, entre Valleyfield et Côteau-du-Lac, pont qui avait été promis l'an dernier par le gouvernement.

Il brosse le tableau de l'importance de cette ville et explique que les pauvres moyens de communication qu'elle a à sa disposition nuisent considérablement à son développement.

La région que je représente a besoin de ce pont, dit-il, et tous mes électeurs le réclament à l'unanimité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député est tenace et il a parfaitement raison. Je dois lui dire que le ministre a fait commencer la préparation des plans et le pont sera construit aussitôt que les circonstances le permettront.

À tout événement, si le pont ne peut se construire immédiatement, des améliorations seront faites.

**M. Bienvenue (Bellechasse)** pose une question.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Cinquante-trois ponts sont en construction et ils représentent une valeur d'environ \$1,000,000.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

## Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

**Dépôt de documents:****Taxes à payer par Standish Hall,  
Gatineau Country Club, Club Avalon**

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 25 février 1948, pour la production des documents suivants:

Une copie de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 28 janvier 1948 inclusivement, relativement à une ou à des réclamations pour taxes provinciales dues par le Standish Hall, de Hull:

a) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et ledit Standish Hall ou son ou ses représentants, et toute autre personne;

b) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et les autorités municipales de la cité de Hull.

Une copie de tous états de comptes, réclamations, etc., relatifs à des taxes provinciales dues par ledit établissement.

Aussi, une copie de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1948 inclusivement, relativement à une ou à des réclamations pour taxes provinciales dues par le Gatineau Country Club, dans la municipalité de Hull-Sud, comté de Gatineau:

a) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et ledit Gatineau Country Club ou son ou ses représentants, et toute autre personne;

b) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et les autorités municipales de la cité de Hull-Sud;

Une copie de tous états de comptes, réclamations, etc. relatifs à des taxes provinciales dues par ledit établissement.

Et aussi, une copie de tous télégrammes, correspondances, etc., échangés depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1944 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1948 inclusivement, relativement à une ou à des réclamations pour taxes provinciales dues par le club Avalon, chemin de Chelsea, municipalité de Hull-Sud, comté de Gatineau:

a) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et ledit club Avalon ou son ou ses représentants, et toute autre personne;

b) entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et les autorités municipales de la cité de Hull-Sud;

Une copie de tous états de comptes, réclamations, etc., relatifs à des taxes provinciales dues par ledit établissement. (Document de la session no 42)

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée.

**NOTES**

1. 652 conventions collectives, selon *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> avril 1948, à la page 17.

2. Les sources n'indiquent pas qui a présidé le comité.

3. Voici de quelle façon le *Montréal-Matin* du 1<sup>er</sup> avril 1948, à la page 2, journal de forte tendance "Union nationale" doit-on rappeler, traite de cet incident: "M. J. A. Mathewson, député libéral de Notre-Dame-de-Grâce, qui avait assisté à deux reprises à un bout de séance de la Chambre, au début de la session, a soudain fait irruption à l'Assemblée législative, hier après-midi. Il a pris son siège au moment où M. René Chaloult enguirlandait de belle façon le chef de l'opposition et son parti.

"En l'apercevant, le premier ministre n'a pu s'empêcher de dire: "Le député de Notre-Dame-de-Grâce arrive-t-il du pôle Nord?"

"La remarque était d'autant plus appropriée que le député de Notre-Dame-de-Grâce avait reçu un accueil excessivement froid de ses collègues en se présentant en Chambre.

"M. Mathewson est en froid avec son chef, par surcroît, parce qu'il n'a pas obtenu le poste diplomatique qu'il brigait. C'est la raison de son absence de la Chambre, cette année. Il faut ajouter que M. Mathewson n'a passé que quelques minutes sur le parquet de l'Assemblée législative et qu'il ne semblait nullement intéressé à ce qui se passait."

4. *L'Action catholique* du 1<sup>er</sup> avril 1948, à la page 11, rappelle que M. Chaloult a été député libéral de Lotbinière de 1939 à 1944.

5. Dans *Le Nouvelliste* du 1<sup>er</sup> avril 1948, à la page 10, on lit plutôt “Québec”.

6. Chiffre du *Nouvelliste* du 1<sup>er</sup> avril 1948, à la page 10: \$10,000,000.

7. M. Onésime Gagnon a été ministre des Mines sous le premier gouvernement de l'Union nationale, soit de 1936 à 1939.





Première séance du jeudi 1<sup>er</sup> avril 1948

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Subsides:

Budget des dépenses  
1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande aux députés de l'opposition de régler le cas de la Colonisation plutôt que de poursuivre l'étude des crédits des Travaux publics commencée la veille parce que le ministre de la Colonisation doit entreprendre d'ici quelques jours, dit-il, un important voyage dans l'intérêt de la colonisation.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** N'est-ce-pas plutôt dans l'intérêt de l'organisation?

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Godbout (L'Islet)** s'objecte à ce que les inspecteurs qui sont sous la juridiction du ministre et de l'organisateur politique soient envoyés dans les comtés, où il y a des élections partielles, pour travailler à la gloire de l'Union nationale.

Le gouvernement est mal avisé, dit-il, d'avoir comme organisateur politique le ministre qui a le

plus important département, celui de la Colonisation.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** En vertu de nos institutions parlementaires, un ministre peut et doit nécessairement s'occuper de politique. Avant de me reprocher d'être organisateur, qu'on commence donc, de l'autre côté de la Chambre, par pratiquer certaines vertus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Parti libéral a déjà eu comme organisateur M. J.-L. Perron qui était en même temps ministre de l'Agriculture. L'honorable sénateur J.-A. Lesage, employé de la province et l'honorable Charles G. Power, qui était ministre de l'Air, agissaient également comme organisateurs des libéraux. Tant qu'il y aura des élections, les membres du gouvernement seront obligés de s'en occuper. Il n'y a pas de mal à cela et c'est une coutume très vieille.

Le département de la Colonisation est très bien administré par un ministre qui est un parfait honnête homme et qui est fils de colon.

**M. Godbout (L'Islet):** Les comparaisons que fait le premier ministre seraient bonnes si elles étaient vraies. Jamais M. Perron n'a été organisateur du Parti libéral.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Perron a été organisateur du Parti libéral et, quand il est mort, il y avait \$300,000 des fonds du parti dans une banque de New York. Cela a retardé le règlement de sa succession. M. Bouchard a été également organisateur de mon honorable ami.

**M. Godbout (L'Islet)** nie que ce soit vrai et affirme que le principe qu'il a exposé est inattaquable. C'est un scandale, déclare-t-il, que le ministre de la Colonisation soit également l'organisateur de l'Union nationale. C'est également un scandale que les employés du gouvernement soient forcés de faire de la politique. On les force à assister aux déjeuners du Club de la Renaissance. C'est de l'indécence et j'espère que cela va cesser.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Les employés ont fait la même chose sous le régime libéral, aux élections de 1944. Il (l'honorable M. Bégin) cite une lettre que le chef de l'opposition (M. Godbout)

a écrite à un inspecteur de colonisation dans le comté de L'Islet pour le remercier de l'aide qu'il lui avait apportée durant l'élection.

**M. Godbout (L'Islet):** Dans les départements que j'ai administrés, j'ai toujours donné des ordres aux employés de ne jamais se mêler de politique. Quant au cas de l'employé dont a parlé le ministre, il n'était pas régulier et non soumis à la Commission du service civil. Je demande au gouvernement de mettre fin à cette pratique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition était entouré de policiers provinciaux au cours de la campagne de 1944. Il s'est fait accompagner par M. Jargailles.

**M. Godbout (L'Islet):** Il est clairement établi que les employés civils ont la permission de prendre part aux assemblées politiques, qu'ils sont invités par des ministres aux déjeuners du Club Renaissance et qu'ils se sentent encouragés à agir ainsi quand l'organisateur en chef est un ministre de la couronne.

**M. Chaloult (Québec)** a regretté lui-même, dit-il, que le ministre de la Colonisation soit en même temps organisateur politique et il n'a pas changé d'idée à ce sujet. Mais ça m'amuse, ajoute-t-il, de voir le chef de l'opposition soulever cette question après avoir été lui-même ministre de la Colonisation et chef de parti. Je ne lui reconnais pas le droit de reprocher à d'autres ce qu'il a fait généreusement lui-même.

**M. Godbout (L'Islet):** Il faut être bien peu au courant de notre mode de vie politique pour ne pas faire la distinction entre le rôle que joue un ministre dans son parti. Il est évident que n'importe quel ministre doit s'occuper de politique. Ce qui est mal, c'est que le titulaire d'un ministère aussi important que celui de la Colonisation soit en même temps organisateur en chef des forces de son parti. Le député de Québec-Comté n'est pas logique; il a toujours reproché aux ministres de faire de la politique. Ce n'est pas la première fois qu'il modifie ses attitudes selon les circonstances; ce n'est pas nouveau.

**M. Chaloult (Québec):** Je viens précisément de dire que je n'ai pas changé d'avis à ce sujet. C'est le chef de l'opposition qui a changé d'avis, puisqu'il reproche aux autres ce qu'il a fait lui-même. Tout le monde les connaît les incommensurables volte-face du chef de l'opposition.

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas peur de mettre mon record politique à côté de celui qui achève son pèlerinage à travers tous les comtés de la province et dans tous les groupes politiques et qui va bientôt se trouver seul de son groupe.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition ne devrait pas faire de reproches à son chef, M. King, qui a changé de comté bien souvent lui aussi.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre King se défend bien par lui-même. Il a établi un record à la tête de son pays et à la conduite de son parti.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je pourrais multiplier les exemples: M. Taschereau, M. Galipeault... et combien d'autres ont été battus et ont dû changer de comté.

**M. Godbout (L'Islet):** Le premier ministre aurait pu ajouter mon propre nom et le sien.

**M. Drouin (Abitibi-Est)** s'informe du voyage fait, l'an dernier, par le député de Québec-Comté aux frais du gouvernement dans le nord québécois. Je suppose, dit-il, que c'était les fiançailles du député indépendant avec le ministère.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'était le voyage des fiançailles!

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Combien a coûté ce voyage?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Le député de Québec-Comté a voyagé avec un ingénieur de la Colonisation, M. Melançon, qui devait se rendre dans le Nord. Le voyage n'a rien coûté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec voulait se renseigner sur le sort des colons et sur le développement de la colonisation, et le ministre a été heureux de lui en fournir l'occasion.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Le même avantage sera accordé à tout député, même s'il est libéral.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Combien a coûté l'avion gouvernemental?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Cet avion a coûté à la province \$7,500, plus la taxe de vente.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Il paraît que le député de Québec-Comté prétend avoir été le premier député à mettre les pieds dans le lac Matagami. J'espère qu'il ne mettra pas les pieds dans les plats à la suite de sa récente alliance.

**M. Godbout (L'Islet)** questionne le ministre sur le nombre de colons établis depuis l'an dernier.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Nous avons émis 2,202 billets de location l'an dernier. En vertu de notre plan actuel, quand un colon a défriché 30 acres, il a reçu \$3,000. À ce moment-là, le colon est suffisamment intéressé à son lot pour ne pas l'abandonner.

**M. Godbout (L'Islet):** Le ministre pourrait difficilement faire croire cela à la province. On a compté les échanges de lots pour grossir le chiffre. Les 2,202 billets de location n'assurent pas un nombre égal d'établissements. Il n'y a aucun doute que la colonisation est au ralenti et qu'il faudrait l'activer; c'est très sérieux. Pourquoi le ministre a-t-il refusé de s'entendre avec le fédéral pour exécuter un plan rationnel de colonisation, semblable à celui que nous voulions nous-mêmes établir avant de perdre le pouvoir? Notre projet était d'ériger de nouvelles paroisses et d'établir des colons dans des maisons déjà construites, sur des chemins déjà ouverts, sur des lots dont on aurait même commencé le défrichement.

Il s'agit d'employer les aspirants colons aux travaux publics que comporte l'établissement d'une paroisse nouvelle, de les employer à la construction des chemins, des écoles, des églises, etc. Ces colons deviendraient tout de suite des cultivateurs. Le fédéral était disposé à payer 50 % du coût du projet. Où on en est rendu avec les recherches entreprises au temps de l'honorable Auger dans la baie de Gaspé pour retrouver des trésors?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous poursuivons des recherches très dispendieuses dans tous les musées de la province afin de retrouver les promesses anticonscriptionnistes du Parti libéral.

**M. Godbout (L'Islet):** Il faudrait agrandir les musées pour y placer toutes les promesses non remplies de l'Union nationale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne trouve que des promesses libérales aux musées. C'est pourquoi le gardien d'un musée est toujours un conservateur.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Je dirai au chef de l'opposition que nous avons accordé 2,062 octrois pour construction et réparations de maisons de colons sur les lots mentionnés il y a un instant. Nous sommes depuis quelques années occupés à consolider les paroisses de colonisation déjà établies, et cette politique donne des résultats très profitables à la province et pour la cause de la colonisation. Nous avons encouragé l'établissement de colons sur des lots ou terres abandonnés.

L'expérience du déboisement avant l'arrivée du colon, dont parle le chef de l'opposition, a été tentée depuis deux ans dans le canton de Guyenne. Les résultats ne sont pas encore assez évidents pour établir définitivement le succès de l'entreprise; mais jusqu'ici les sociétés de colonisation et les missionnaires-colonisateurs sont satisfaits. Si elle est complètement heureuse, nous continuerons ailleurs.

Cette colonisation est faite par des syndicats coopératifs, sous la direction des sociétés de colonisation. Quant au nombre de colons, nous serions prêts à en recevoir 10,000; nous sommes organisés pour les placer tous. Mais on sait qu'actuellement il est difficile de convaincre les gens à aller s'établir en pays de colonisation, parce que les salaires ailleurs sont élevés dans les centres industriels et attirent plutôt les jeunes gens vers les villes. Il est difficile pour nous, alors, de les convaincre que leur vocation est sur la terre.

**M. Godbout (L'Islet)** suggère au ministre d'essayer d'obtenir de l'argent d'Ottawa pour mettre en œuvre les politiques de colonisation du gouvernement de Québec. Il (M. Godbout) croit que le fédéral accepterait d'aider la province parce que celle-ci a plus d'experts qu'Ottawa à sa disposition.

**M. Choquette (Montmagny):** Le gouvernement a fait un marché avec un citoyen d'Armagh, dans le comté de Bellechasse, qui est sensé donner 115 lots d'une superficie de 4,500 acres, situés dans L'Islet, Montmagny et Bellechasse, et reçoit en échange un droit d'exploitation de 25 ans sur les terres de la couronne en Abitibi, plus 20 % de majoration.

Les lots que le citoyen est sensé posséder, il les achète de particuliers, coupe tout le bois dessus et les repasse dénudés au ministère de la Colonisation. Les colons qui s'y s'établissent n'auront pas de bois sur leurs lots. Le conseil municipal de Sainte-Euphémie a adopté une résolution de protestation, car trois lots qui rapportaient à la paroisse des taxes et étaient évalués à \$900 ont été achetés par le citoyen d'Armagh, favori du gouvernement, qui y a coupé le

bois avant de les céder au gouvernement. Le ministère de la Colonisation n'a tenu aucun compte de la protestation. Je dénonce cette transaction comme scandaleuse.

**M. Drouin (Abitibi-Est):** Je suis au courant des activités de ce citoyen d'Armagh dans l'Abitibi. Il a réalisé un profit de \$75,000.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions trois cent vingt et un mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'établissement et au maintien des colons (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement des colons - Entente fédérale-provinciale (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent vingt-six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de 10 mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisation; honoraires et dépenses diverses (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entrepôts et garage; matériaux, outillage et gages (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million quatre cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Chemins de colonisation - Dépenses en immobilisations (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande de finir les quelques items des crédits des Travaux publics.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses

prévues à l'article: "Pont-Rouge: construction et entretien (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Choquette (Montmagny):** M. le président, la loi oblige le ministre des Travaux publics à demander des soumissions publiques pour ses contrats, excepté dans les cas d'urgence ou lorsqu'il fait faire les travaux par ses employés. Or, dans une série de plus de 300 constructions, le ministre avoue que la loi a été sciemment et systématiquement violée. La loi est violée par ceux-là mêmes qui sont chargés de la faire respecter.

Le procureur général doit donner l'exemple du respect des lois. C'est lui qui fait arrêter les gens quand ils ont violé la loi de la province. Le gouvernement donne donc un exemple pernicieux qui peut conduire au communisme, car dans un pays où l'autorité viole la loi, les citoyens peuvent-ils respecter cette autorité?

Mes amis d'en face ricanent parce qu'ils se moquent de la loi. La loi est là, et le gouvernement est sensé donner l'exemple.

(Chahut)

M. le président, entendez-vous ces cris? Je ne sais de quelle espèce animale ils viennent. Je continue en disant qu'un gouvernement qui viole la loi par un de ses ministres...

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Le député veut faire du chahut suivant son habitude.

**M. Choquette (Montmagny):** Je demande que le ministre retire ses paroles.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Je n'ai rien à retirer.

**M. Choquette (Montmagny):** Je fais mon devoir, ici, comme représentant du peuple. Les paroles que le ministre a prononcées sont injurieuses pour un collègue. Je ne tolérerai pas qu'un ministre de l'État intervienne dans l'accomplissement de mon devoir. J'ai l'intention de continuer à faire mon devoir.

**M. le président:** Le Règlement dit qu'il est défendu de se servir d'un langage violent. C'est pour cela que la Chambre est en ébullition en ce moment. Il n'est pas antiparlementaire de blâmer le député de Montmagny de provoquer du chahut par son langage violent.

**M. Choquette (Montmagny):** J'ai employé un langage parlementaire et je vais continuer. Y a-t-il une sanction lorsqu'un ministre viole systématiquement la loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je propose l'ajournement à 3 heures. On pourra appeler un médecin.

**M. Choquette (Montmagny):** Inutile, le gouvernement est incurable.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'étude de la résolution est suspendue.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure

#### Deuxième séance du 1<sup>er</sup> avril 1948

#### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Questions de privilège:

#### Soumissions publiques, Rivière-du-Loup

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a déclaré en cette Chambre que le gouvernement avait imposé à la Commission scolaire de Rivière-du-Loup un architecte et un contracteur pour la construction d'une nouvelle école à laquelle nous apportons une contribution

de \$100,000. Je viens de recevoir un télégramme de M. J.-L. Drolet, président de la Commission scolaire. M. Drolet dit qu'il a pris connaissance de la déclaration du député de Rivière-du-Loup et que cette déclaration est fausse et erronée.

Ni M. Roméo Gagné, ni aucun membre du parti n'a imposé à la Commission scolaire le choix de l'architecte et de l'entrepreneur. Et, dit-il, il exprime de nouveau la reconnaissance de la Commission scolaire pour le rôle joué par M. Gagné dans l'obtention de cet octroi.

Voici ce que dit le télégramme:

"Hon. Maurice Duplessis  
"Premier ministre,  
"Parlement de Québec,

"La Commission scolaire de Rivière-du-Loup a pris connaissance de la déclaration de l'honorable Casgrain concernant l'école en construction. Cette déclaration est fausse et erronée. Nos membres ont été unanimes dans le choix de l'architecte et du contracteur. Ni Roméo Gagné, ni aucun membre de son parti ont imposé ces personnes. Nous avons apprécié et apprécions encore l'appui que M. Gagné nous a donné auprès de votre gouvernement.

"(Signé) J.-L. Drolet.  
"Président"

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je persiste dans mon affirmation que l'entrepreneur et l'architecte ont été imposés par le gouvernement. Ce télégramme a été inspiré par mon adversaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai assez confiance en la population de Rivière-du-Loup pour savoir que le président de la Commission scolaire est un honnête homme et je crois qu'il n'est pas juste de le faire passer pour un menteur.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le président de la Commission scolaire de Rivière-du-Loup est un honnête homme et je ne doute pas de sa parole. M. Drolet est un de mes amis et je sais de quelle façon le télégramme a été obtenu: le télégramme a été inspiré par mon ancien adversaire politique.

**Télégramme de M. Roger Ouimet**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** veut donner lecture d'un télégramme de M<sup>e</sup> Roger Ouimet niant

certaines affirmations faites par le premier ministre à son sujet au cours du débat sur le communisme et disant que le chef de l'opposition avait envoyé M. Ouimet défendre Madeleine Parent et Azellus Beaucage.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Ce n'est pas une question de privilège!

**M. l'Orateur** décide qu'il n'y a pas là de question de privilège.

**M. Godbout (L'Islet):** Pourtant le premier ministre a mis M. Ouimet en cause l'autre jour. Il s'agit d'une communication semblable à celle que le premier ministre a donnée à la Chambre au sujet de la Commission scolaire de Rivière-du-Loup.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il s'agissait d'un président de commission scolaire; dans le cas présent, il s'agit d'un particulier. Les questions de privilège concernent les députés. M. Ouimet n'est pas député et il ne le sera jamais.

**M. l'Orateur** maintient sa décision en disant que la déclaration de M. Ouimet ne concerne aucun membre de la Chambre.

**Un député de l'opposition:** Deux poids, deux mesures.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Qui a dit cela? Je demande que le député de Jeanne-Mance soit rapporté à l'Orateur.

**Des députés de l'opposition:** Ce n'est pas lui qui a dit cela.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)** proteste avec véhémence.

**M. l'Orateur suppléant:** (Qui vient de prendre le fauteuil présidentiel) J'ai entendu le député du Lac-Saint-Jean prononcer cette parole. Il sait que ce n'est pas parlementaire.

**Questions et réponses:**

**Grains de semence**

**M. Sabourin (Vaudreuil):** J'ai demandé la production de tous les documents concernant un achat de graines de semence au montant de \$1,500,000 en

vertu d'un mandat spécial de décembre 1947. Je n'ai pas reçu les documents dont la production a été ordonnée par la Chambre. Les cultivateurs veulent savoir s'ils auront des graines de semence.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il est plus urgent de fournir des grains de semence aux cultivateurs que de fournir des documents. Quand le gros de l'ouvrage sera fait, nous compilerons les documents et nous les fournirons au député de Vaudreuil. Cela prendra du temps, car il y en a beaucoup.

**M. l'Orateur:** Il sera tard. La session tire à sa fin et on aurait dû renseigner les cultivateurs à ce sujet.

(Applaudissements à gauche)

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pont-Rouge: construction et entretien (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Le ministre des Travaux publics me dira-t-il si des soumissions ont été demandées pour la construction d'un pont sur la rivière Bédard, rang 6?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Nous avons demandé des prix à MM. Charles Maltais, Edmond Savard, Joseph Gagné et Paul Levasseur.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Ces messieurs sont quatre organisateurs politiques de l'Union

nationale<sup>1</sup>. La municipalité a souscrit \$2,000 pour ce pont et on aurait dû demander des soumissions publiques, suivant la loi.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Le pont est construit par le gouvernement.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Il y a eu contribution de la municipalité.

**M. Choquette (Montmagny):** Lorsque certaines personnes ont été accusées de violer la loi des relations ouvrières, il n'y avait pas de sanction. Le gouvernement a eu recours à l'article 164 du Code criminel que je vais lire. Il lit l'article.

C'est sur cela que le gouvernement s'est appuyé pour faire arrêter des chefs ouvriers. Nous sommes en face de la même situation. Une loi impérieuse oblige le ministre des Travaux publics à demander des soumissions publiques. La seule sanction, c'est l'article 164 du Code criminel. En ne demandant pas de soumissions publiques, tel que le veut la loi des travaux publics, le ministre viole l'article 164 du Code criminel. S'il veut faire respecter la loi, je demande au procureur général s'il va se baser encore sur le Code criminel. Un citoyen ne peut dire qu'il n'observera pas la loi, autrement c'est l'anarchie.

Le premier ministre a dit que les gouvernements libéraux avaient accordé des contrats sans soumission. Oui, dans des cas d'exception. Sous les régimes libéraux, les soumissions publiques étaient la règle générale. Sous le régime actuel, c'est l'infraction qui est la règle générale.

Je connais la tactique de l'Union nationale. Elle lance un écran de fumée en parlant des choses du passé, qui ont été jugées dans les élections. Le premier ministre disait en 1936: "Nous pouvons sauver \$2,000,000 en demandant des soumissions". Cela avec un budget de \$30,000,000. Il est aujourd'hui de \$200,000,000. On pourrait sauver beaucoup d'argent en demandant des soumissions et soulager le contribuable. Je réfute l'argument de la droite à l'effet que cette loi est hypocrite parce qu'il n'y a pas moyen de passer des contrats fermes avec les entrepreneurs à cause de la rareté des matériaux.

Le gouvernement ne viole pas seulement la loi en ne demandant pas de soumissions publiques, mais aussi une des promesses les plus sacrées de l'Union nationale. Les lois doivent être observées et, aux prochaines élections, le peuple verra à mettre au pouvoir des gens qui observeront les lois. Le peuple chassera ce gouvernement qui a violé ses engagements d'honneur.

Je n'attaque pas un ministre personnellement, mais j'attaque le gouvernement collectivement. Je crois que, dans le Parti libéral, je me sens plus libre parce que je jouis, dans ce parti, d'une liberté dont n'a jamais joui aucun des députés ministériels qui n'ont même pas le droit de lever le petit doigt sans permission et de protester contre quoi que ce soit. Nommez-m'en un qui ait protesté contre quoi que ce soit depuis quatre ans.

C'est le député de Québec-Comté (M. Chaloult) qui rappelait hier que j'avais été un de ses défenseurs dans un procès. Est-ce là une preuve de partisanerie politique? Au cours de cette législature, nous les libéraux, nous avons voté souvent avec le gouvernement. Nous avons permis que la province ait un drapeau en votant à l'unanimité une résolution de la Chambre. À Ottawa, ça n'a pas été possible parce que l'unanimité n'était pas faite. (Pointant les ministériels) Y a-t-il un seul député de la droite qui ait voté une fois contre le gouvernement?

Pourtant, ils auraient eu de belles occasions de protester souvent, par exemple, lorsqu'on a spolié nos commissions scolaires, lorsqu'on a donné les richesses de l'Ungava pour une chanson.

(Applaudissements à gauche, cris à droite)

Ils ont eu l'occasion de montrer un peu d'esprit public, mais ils ont préféré rester attachés à un régime tyrannique dont le peuple va bientôt débarrasser la province en portant au pouvoir notre chef, le chef de l'opposition.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La Chambre vient d'assister à une oraison funèbre...

**M. Choquette (Montmagny):** Du gouvernement.  
(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
... de la part de celui qui s'en va bientôt. Avec sa modestie coutumière, le député de Montmagny s'est vanté et il a bien fait. Aucun autre ne lui aurait fait des éloges. Il se vante pour tenter de montrer qu'il est quelqu'un, mais en même temps, il attaque indirectement ses chefs. Il laisse croire que ce sont des criminels, car ils ont tous accordé des contrats sans soumission. Il n'a pas le droit de dire que le député d'Argenteuil et le chef de l'opposition sont des criminels, car ils ont tous accordé des contrats sans soumission.

**M. Choquette (Montmagny):** Dans des cas exceptionnels, comme le permet la loi.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'était pendant la guerre et dans des cas d'urgence.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Tout le monde sait qu'ils sont innocents! Je ne vois pas pourquoi le député de Montmagny s'attaque à eux.

L'article de la loi qu'il a citée ne veut rien dire. Il stipule tout simplement que le ministre doit demander des soumissions s'il le juge à propos. En fait de soumissions, le Parti libéral connaît surtout celle qu'il pratique envers le gouvernement d'Ottawa. La vérité, c'est que le changement, le bouleversement économique est si rapide, actuellement, qu'il n'y a pas moyen de donner des contrats en demandant des soumissions publiques, parce que les prix changent trop vite. On veut faire économiser de l'argent à la province.

Jamais le ministère des Travaux publics n'a eu à sa tête un ministre aussi compétent et honnête. Depuis que le député de Papineau (M. Lorrain) est ministre, les contrats sont accordés dans des conditions plus favorables pour la province, à des prix moins élevés, alors que les travaux sont mieux exécutés.

Le temps dira que ceux qui ont promis d'abolir le Conseil législatif seront abolis par le peuple.

(Applaudissements à droite)

**M. Godbout (L'Islet):** Lorsque le gouvernement est accusé de violer sciemment et systématiquement une loi fondamentale, le premier ministre ne répond pas. Il répond par des personnalités. Il reproche au député de Montmagny de se vanter, mais les œuvres du député de Montmagny le vantent beaucoup plus que ses paroles. Le premier ministre fait beaucoup de vantardise, mais il pose peu d'actes utiles à sa province. Il est vrai que les régimes libéraux ont accordé des contrats sans soumissions publiques, mais ce ne fut que pour des cas exceptionnels.

Certaines circonstances et conditions peuvent motiver l'octroi d'un contrat sans soumission. Ce n'est pas la même chose pour le gouvernement actuel. Le premier ministre et le ministre des Travaux publics persistent, au mépris de la loi, dans leur politique de contrats sans soumission et disent qu'ils vont continuer. Quand le procureur général lui-même, lui qui est chargé d'interpréter et de faire appliquer la loi, dit que cette loi ne veut rien dire, c'est le temps de protester et le peuple voit clair.

La loi ne prévoit que deux cas pour l'octroi de contrats sans soumission. Premièrement, quand il y a urgence; deuxièmement, quand le gouvernement peut faire exécuter les travaux par ses propres



employés. On ne peut pas dire que, dans tous les travaux ordonnés par le gouvernement, il y ait eu toujours urgence ou que le gouvernement les ait fait exécuter par ses employés.

C'est le devoir de l'opposition d'exiger le respect des lois et de ne pas prêter plan aux ennemis de l'ordre qui pourraient profiter de ce mépris des lois pour renverser non seulement un régime mais notre propre système politique. L'Union nationale ne donne pas le respect des lois. Il est trop tard pour les faux-fuyants. Le gouvernement a été pesé par le peuple et il a été trouvé trop léger.

(Applaudissements à gauche)

La critique du député de Montmagny est sérieuse. Si nous voulons que la population respecte l'ordre, que le premier ministre donne l'exemple. Prenez garde, par vos actes irréfléchis, de détruire non seulement un homme et un gouvernement, mais nos institutions. Si nous voulons que nos institutions survivent, il faut faire observer la loi et punir ceux qui la violent cyniquement. Le peuple comprend cela et il rendra bientôt son verdict.

(Longue ovation à gauche)

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Il a toujours accompli son devoir, dit-il. Je ne crains pas les enquêtes sur les contrats que j'ai accordés. Que l'on vienne fouiller mes livres, je ne crains pas. Les libéraux n'ont que le mot "soumissions" à la bouche; c'est une singulière audace de leur part quand on sait comment ils se comportaient quand ils furent au pouvoir. Je puis citer des statistiques et montrer comment, malgré toutes leurs critiques, nous avons pu épargner des millions et des millions à la province.

Le pont de Batiscau, construit en 1922, a coûté \$16 du pied carré; celui du bout-de-l'Île de Montréal, construit sous le gouvernement de l'Union nationale, n'a coûté, en 1937 que \$8.17 du pied carré. Il procède sur une base d'affaires, en demandant des soumissions aux entrepreneurs sérieux de la région. Les techniciens de son ministère étudient chaque soumission et font leur rapport au ministre, qui agit suivant les recommandations de ses experts.

Pour le pont de l'île d'Orléans, le gouvernement libéral avait reçu six soumissions publiques. Au lieu d'accepter la plus basse soumission au prix de \$405,000, il a donné le contrat à la compagnie St. Lawrence, de M. Deslauriers, au coût de \$670,000. Le constructeur avait rempli les piliers à moitié d'eau au lieu d'y mettre du béton. Le gouvernement de l'Union nationale, pour le remettre en état, a dû dépenser \$200,000. Le pont a finalement coûté \$800,000.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):** Vous ne comptez pas les approches de certains ponts et vous les comptez pour d'autres dans vos comparaisons.

**M. Dumoulin (Montmorency):** L'île d'Orléans est une richesse et le pont construit pour lier l'île à Saint-Grégoire est un actif pour la province: huit ou neuf touristes sur 10 qui viennent à Québec visitent ce jardin qu'est l'île d'Orléans. Le Parti libéral a donné justice aux habitants de l'île d'Orléans.

Il (M. Dumoulin) reproche au gouvernement d'insulter ses électeurs de l'île d'Orléans en laissant entendre que les sommes dépensées pour eux constituent du gaspillage. Mes électeurs, dit-il, seront étonnés de constater que l'Union nationale ne reconnaît pas encore que la construction de ce pont est une œuvre qui mérite à ses auteurs la reconnaissance de toute la province.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Je connais trop bien la population de l'île pour admettre que l'on puisse leur rendre justice en versant de l'eau dans les piliers à la place du ciment.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions quatre cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien, réparations, aménagement et loyers d'édifices publics, palais de justice et prisons (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Prévention des incendies. (Paiement sujet à une arrêté en conseil) (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Acquisition,

transformation et construction d'immeubles (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: Achèvement des ponts à Trois-Rivières (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pont de Bellefeuille à Saint-Eustache (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

**M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas d'objection à voter sans discussion tous les subsides du département que dirige le premier ministre si seulement il accepte notre condition. Je voudrais que le premier ministre se soumette, d'ici la prochaine session, au contrôle d'une excellente épouse qui pourrait lui dompter le caractère.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça m'étonne que quand j'imite M. King, le chef de l'opposition n'aime pas cela.

(Rires)

J'avais déjà songé à convoler, mais certaines épouses que les membres de l'opposition connaissent bien, ont tellement à se plaindre que les autres sont découragées. Bien des femmes désireraient cette solution, mais je n'ai pas encore fait mon choix.

**M. Choquette (Montmagny):** Si le premier ministre demandait des soumissions, il aurait peut-être une chance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Montmagny en avait demandé, il n'y aurait pas eu de soumissionnaire.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent soixante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent quatre-vingt-un mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des achats (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses

prévues à l'article: "Commission du service civil (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1949.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides<sup>2</sup>:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

#### Voies et moyens:

##### Budget des dépenses 1948-1949

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1949, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant pas \$76,220,505.84.

Adopté.

#### Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

#### Projets de loi:

##### Loi des subsides No 3, 1948

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1949 et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### Suspension des travaux

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons maintenant suspendre la séance en attendant que le Conseil législatif approuve le bill des subsides. Puis, la session sera prorogée, avant que les électeurs ne rendent leur sentence.

(Applaudissements)

Les travaux sont suspendus quelques instants<sup>3</sup>.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

1<sup>er</sup> avril 1948

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 48 intitulé: Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1949 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

**Messages du lieutenant-gouverneur:****Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

48 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1949 et pour d'autres fins du service public.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de clore la quatrième session de la vingt-deuxième législature de la province de Québec par le discours suivant:

**L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

La quatrième session de la présente législature se termine aujourd'hui. Elle fut particulièrement remarquable par sa législation abondante et fructueuse.

Cette législation s'inspire d'une saine politique familiale, sociale et nationale; elle apportera au progrès et à la prospérité générale de notre province une importante contribution.

Ces lois témoignent une fois de plus de l'irrévocable volonté de mon gouvernement de collaborer à la grandeur du Canada en conservant intacts les droits, les libertés et les prérogatives de la province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

En prorogeant la présente session de la législature, je prie le bon Dieu de répandre sur notre chère province Ses plus abondantes bénédictions.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:** C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 5 heures.

---

**NOTES**

1. *Le Canada* du 2 avril 1948, à la page 2, écrit "Parti libéral." Nous croyons qu'il s'agit d'une erreur parce qu'il serait étrange que M. Fillion, député libéral, dénonce son propre parti; ce serait d'ailleurs contradictoire à l'esprit du débat mené par les libéraux depuis les deux dernières semaines de la session. Nous avons donc apporté la correction.

2. Selon *Le Soleil* du 2 avril 1948, à la page 3, il est 4 heures.

3. *L'Action catholique* du 2 avril 1948, à la page 10, écrit: "Le premier ministre suspendit alors la séance en faisant allusion aux élections prochaines. L'opposition applaudit à tout rompre et entonna un refrain relatif à Franceschini. Les membres de la droite répondirent par la complainte de la betterave à sucre. C'est ainsi que se termina, dans une atmosphère bien française, la dernière séance de l'Assemblée législative. Après avoir rivalisé d'entrain dans leurs couplets respectifs, les membres de la droite et de la gauche s'unirent pour chanter ensemble "Ô Canada", terminant ainsi sur une note

d'unanimité et de patriotisme. Dans *Le Nouvelliste* du 2 avril 1948, à la page 5, on peut lire "Frappez, frappez sur la grosse caisse", chantaient les membres de la gauche sur l'air de "Filez, filez, ô mon navire." "Sans la betterave, tout ne nous servira de rien", répondaient les députés de la droite avec non moins d'entrain."

